



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

Amesbury

ANNEX

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

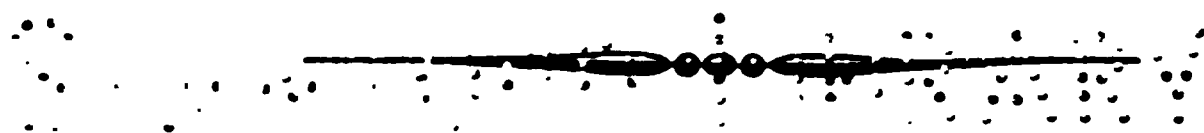
REVUE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

41^e ANNÉE DE LA FONDATION

4^e SÉRIE. — 5^e ANNÉE

TOME DIX-NEUVIÈME

(JUILLET A SEPTEMBRE 1882)



PARIS

GUILLAUMIN ET C^e, ÉDITEURS

De la Collection des principaux Économistes, des Economistes et Publicistes
contemporains, de la Bibliothèque des sciences morales et politiques,
du Dictionnaire de l'Economie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.
RUE RICHELIEU, 14

—
1882

УДА. 981.1 ОБОГНАТЪ

152223

contribution, on le sait, des physiocrates, au sixième du revenu des immeubles, soit à 240 millions, pour un revenu évalué fort arbitrairement à 1,440 millions. Elle frappa la fortune mobilière de 60 millions, en prenant le loyer d'habitation pour la meilleure base d'estimation de ses revenus ; car elle faisait de cet impôt un véritable impôt des revenus mobiliers, et elle le soumettait à une certaine échelle progressive, sur la pensée que les petites fortunes acquittent un loyer relativement plus élevé que les grandes. Enfin elle décréta deux taxes somptuaires, l'une à raison des domestiques et l'autre d'après les chevaux de luxe que l'on possédait, tout en contraignant chaque individu non indigent à une contribution équivalente au prix de trois journées de travail. L'impôt foncier et l'impôt mobilier pouvaient en outre s'augmenter de sous additionnels, destinés aux besoins locaux ; faculté dont on a peu usé durant la Révolution, mais dont on a singulièrement abusé depuis.

Sauf pour l'impôt foncier, l'œuvre fiscale de l'Assemblée constituante, remarquable progrès après tout sur le passé, n'a pas longtemps été respectée. L'impôt mobilier subit de nombreuses transformations pendant toute la période révolutionnaire, qui lui firent entièrement perdre le caractère qu'il avait reçu d'abord et le rendirent très inquisitorial et très arbitraire. La loi du 3 nivôse an VII l'a pour la dernière fois modifié en en faisant ce qu'il est maintenant. Aux droits somptuaires sur les domestiques et les chevaux se sont aussi promptement ajoutées des taxes sur les cheminées et les voitures suspendues. De même, la contribution personnelle est devenue d'une contribution de 30 sous une contribution de 5 livres par individu — loi du 7 thermidor an III — puis deux ans plus tard, — loi du 14 thermidor an V — une capitation graduée, qui variait de 30 sous à 120 francs, d'après l'estimation d'un jury d'équité, institué dans chaque commune. En l'an VI — loi du 26 fructidor — elle est enfin redevenue l'équivalent de trois journées de travail, estimées chacune à 1 franc et demi au lieu de 10 sous. Du reste, modifiés ou non, ces impôts n'ont jamais fourni de ressources de quelque importance au trésor révolutionnaire. Comment continuer à puiser dans un bassin tari ?

Presque en même temps que la Constituante s'occupait de l'impôt, elle s'appliquait, poursuivant jusque dans leur principe les institutions féodales, à organiser à nouveau la propriété, et, c'est, à mon sens, là sa plus belle œuvre. On peut aisément s'en rendre compte, en lisant le savant Rapport que lui a, sur ce sujet, adressé Merlin, véritable chef-d'œuvre d'érudition et de bon sens. L'Assemblée constituante ne s'est trompée qu'en ne respectant pas

bien pis à l'époque dont je parle. Vers la fin de janvier 1792, sur quarante mille neuf cent onze municipalités, cinq mille quatre cent quarante-huit seulement avaient déposé leurs matrices, et deux mille cinq cent-cinquante rôles à peine étaient définitifs. Le gouvernement se plaignait qu'un très grand nombre d'entre elles n'eussent pas commencé leurs états de section. Néanmoins, comme l'a remarqué le plus sincère historien de la Révolution, les plus fâcheuses sont celles qui veulent appliquer les décrets les concernant, tant elles les comprennent mal et les transforment dans leurs extraordinaires interprétations¹. L'exemple que leur donnait, il faut le reconnaître, la commune de Paris, autorisait tout de leur part.

Eprise de passion centralisatrice, de pouvoir absolu, la Convention, en face de l'échec des diverses parties de son œuvre économique crut la rendre viable et efficace en remplaçant les municipalités par une « commission des subsistances et approvisionnements », nommée pour toute la république. Cette commission montra dès le début ce qu'on en devait attendre. Elle commença par régler pour chacun la consommation de la viande, à Paris, à une demi-livre tous les cinq jours, et, afin de garantir une semblable consommation, qui rappelle bien l'aversion de Saint-Just pour l'alimentation animale, elle se réservait d'acheter elle-même les bœufs, les vaches, les moutons, les porcs nécessaires. Salente n'aurait rien imaginé de mieux. Cela n'empêcha pourtant pas la Convention d'entreprendre en même temps la réforme de l'agriculture, des assolements, de l'élevage des bestiaux, des fermages, alors que l'un de ses comités mettait en réquisition cultivateurs et récoltes, et que les autorités locales continuaient à disposer du règlement des salaires. Que l'on avait raison, en un tel état de choses, de témoigner de sa reconnaissance envers l'Être suprême, à la fête qu'on lui consacrait, pour la beauté des moissons, lorsqu'il s'en trouvait ! Par malheur les récoltes ne poussent pas plus en république qu'en monarchie sans culture, sans capitaux ni garanties.

Cependant, les assignats s'étaient un instant quelque peu relevés par le retrait d'un milliard environ dû à l'emprunt forcé, et grâce aux premières victoires républicaines. Mais ils ne tardèrent pas à se déprécier de nouveau, en se multipliant. C'était la source, sans cesse élargie, où l'on ne se lassait pas de puiser, et combien l'on y était engagé lorsque, en dehors des services courants, l'on avait à armer et à entretenir douze cent mille et bientôt

¹ V. Taine. *La Révolution*, t. I, p. 259.

L'Etat, à bout de ressources, en était arrivé à émettre pour huit cent millions d'assignats par mois.

On se rappelle quelles agitations et quels massacres sont sortis de tels excès et de tels maux. La nuit du 30 floréal au 1^{er} prairial de l'an III, comme ce dernier jour, est restée célèbre dans l'histoire de la Révolution, et à ramené la Convention à quelques-unes des tristes mesures auxquelles elle avait depuis peu renoncé. Cette assemblée cherchait néanmoins à revenir à la monnaie métallique. C'est dans ce but que, sur la proposition de Bourdon (de l'Oise), elle décréta, dans l'espoir de faire rentrer des assignats, la mise en vente sans enchères des biens nationaux au triple seulement de ce qu'ils valaient en 1790. Les porteurs d'assignats, attirés par un gain si facile, se présentèrent effectivement en foule ; mais si l'Etat recueillait des assignats, combien en émettait-il toujours, et que valaient-ils ? Les nouvelles fortunes territoriales, obtenues à peu près sans déboursé, donnent en outre à ce moment un nouvel et prodigieux stimulant à l'agiotage, qui s'étend à toute chose. On vend à livrer une livre de pain 25 et 30 francs ; on achète des récoltes en vert, des bestiaux à l'étable, dont on se défait au double ou au triple sans les avoir vus ; on accapare tous les légumes ou tous les fruits d'un marché, et l'on en trafique en détail. La Convention s'indigne de cette course effrénée à la richesse, multiplie les violentes prohibitions, ainsi que les ridicules appels à la vertu. Personne ne l'écoute, pas même plusieurs de ses membres, surtout ceux envoyés dans les départements, qui pillent les caisses publiques et lèvent des taxes à leur profit, comme à Blois, à Toulouse, à Bordeaux. Ses éloges de la médiocrité et de l'égalité, qui l'entraînent à décider gravement qu'il n'y aura plus qu'une qualité de pain, n'ont pas plus de succès, ne détournent pas davantage les regards de la roue de la fortune, lancée à tous les vents. La Convention trouve toutefois que les ventes des biens nationaux ne font pas rentrer assez d'assignats, et elle suspend ces ventes pour recourir à la plus singulière combinaison.

Après avoir en effet reconnu pour la première fois officiellement que les assignats s'étaient dépréciés en se multipliant, et ajouté, avec moins de raison, qu'ils s'étaient dépréciés juste en raison de leur plus grande quantité, — comme si rien autre chose, l'effroi, la misère, n'y avait pas contribué, — elle établit, pour en apprécier la valeur, une échelle de proportion à partir du moment où il n'y en avait que pour deux milliards en circulation. La proportion décrétée consista à en augmenter d'un quart le prix nominal par chaque émission de 500 millions. S'il en était resté, par exemple, au temps dont je parle, 10 milliards, une dette de 2,000 francs se serait

Mais l'économie politique n'a pas pour mission d'enseigner aux hommes comment on se procure des trésors dans le ciel ; elle se contente de leur indiquer comment ils peuvent améliorer leur existence matérielle, et c'est là, quoi qu'on dise, une noble mission. Sans doute l'homme ne vit pas de pain seulement ; mais pourtant celui-là même qui a prononcé cette parole n'a pas dédaigné de multiplier le pain et les poissons pour rassasier les multitudes affamées. Multiplions aussi les richesses, non pas pour augmenter les jouissances de quelques privilégiés de la fortune, mais pour assurer une meilleure part au plus grand nombre d'hommes.

Que répondre maintenant à cette accusation de favoriser le développement des besoins ? Oui, sans doute, nous constatons que l'homme a plus de besoins que l'huître et nous nous en félicitons. A tous les degrés de l'échelle de la vie, les besoins des êtres paraissent proportionnels à leurs destinées et nous pensons bien que, s'il nous est donné un jour d'arriver au ciel, nous y éprouverons une multitude de besoins et de désirs dont nous n'avons en cette vie aucune notion. Si les anges ont des ailes, c'est apparemment pour satisfaire un désir que l'homme ne ressent guère ici-bas, quoiqu'en disent les poètes, celui de voler dans le ciel. M. Périn, qui reconnaît l'existence de lois naturelles en économie politique, pourrait-il nous citer un fait quelconque qui présentât mieux le caractère d'une loi naturelle, qui fût plus universel et plus constant et mieux enraciné dans les profondeurs même de la nature humaine, que cette progression indéfinie des besoins et des désirs qui va du sauvage à l'homme de notre époque ? Ce sont là de ces faits en face desquels toute discussion est oiseuse ; la science est faite pour étudier et non pour critiquer les lois irrésistibles de la nature. Je comprendrais qu'on déplorât cette évolution, si les besoins matériels et animaux étaient les seuls à grandir et à se multiplier, mais ce n'est point dans ce sens que l'humanité marche. Nous ne savons plus quel économiste constatait que les hommes mangent de moins en moins et, en effet, un homme de notre temps consomme bien moins pour sa nourriture qu'un Louis XIV, et malgré son prodigieux appétit, celui-ci probablement aurait été distancé par un des héros d'Homère. A ce point de vue donc ses besoins auraient plutôt diminué, mais il éprouve mille besoins de confort, de propreté, d'hygiène, de décence, d'instruction, de correspondance, de voyage, inconnus au fils de Pélée ou même au grand Roi. Chaque idée qui s'éveille dans le monde fait naître toute une génération de besoins nouveaux, et pour supprimer les besoins, il faudrait supprimer d'abord les idées.

Reste enfin un dernier reproche et le plus grave, celui de libéralisme. Tous ces grands économistes ont eu, en effet, ce trait commun d'avoir foi dans la liberté pour résoudre les problèmes sociaux. Peut-être bien ont-ils fait preuve sur ce point d'un optimisme un peu complaisant. Nous comprenons qu'on éprouve quelque impatience à entendre Bastiat décrire les harmonies de l'ordre social avec la même extase que s'il contemplait la voûte étoilée. Nous avons toujours foi dans la liberté, mais nous n'en avons plus la superstition et nous ne croyons plus qu'elle soit le remède à tous les maux et que, comme la lance d'Achille, elle puisse guérir ceux-là même qu'elle a causés. Nous reconnaitrons même volontiers (et nous sommes heureux de nous trouver cette fois d'accord avec notre honorable adversaire) que l'homme n'est pas bon naturellement et que, livré à lui-même, il n'agit pas nécessairement dans l'intérêt général. Mais, en admettant que la liberté ne nous conduise pas nécessairement au bien, reste à savoir ce qu'on nous propose en échange. Les socialistes nous disent : Prenez l'Etat. Mais quel Etat ? La sagesse de tout un peuple concentrée dans les têtes de quelques législateurs ? Hélas ! non, mais simplement la volonté souveraine d'une multitude qui sait trop peu où elle va pour bien savoir où elle nous mène. Ce n'est guère tentant. M. Périn nous dit : Prenez l'Eglise ! Mais quelle Eglise ? « L'Eglise agissant et enseignant dans le monde nous donnera la liberté, la vraie et sainte liberté des enfants de Dieu, la liberté de faire ce qui est bien et de ne pas faire ce qui est mal. » C'est donc à l'Eglise seule qu'il appartiendra de distinguer le bien du mal. En cela, elle se montre bien moins large que Dieu qui, lui, du moins, a toujours laissé aux hommes la liberté du mal comme celle du bien, témoin la chute du premier homme. Par-dessus le marché, l'honorable M. Périn, déguisé cette fois en ange des ténèbres, nous promet encore la prospérité matérielle, et, comme Satan, il veut nous tenter par l'appât de ces mêmes richesses matérielles si méprisables tout à l'heure. En effet, nous dit-il, la supériorité des nations chrétiennes dans l'ordre matériel est un fait incontesté. D'accord, mais M. Périn oublie que, si les nations qui tiennent la tête de la civilisation sont chrétiennes, elles ne sont rien moins que catholiques. Tout au plus pourrait-on donner ce titre à la France et à la Belgique, et encore en sont-elles bien peu dignes. On leur reproche assez haut leur incrédulité pour ne pas venir ensuite se vanter de leurs succès matériels (1). Que faire donc ? Entre ces

¹ Sur ce point, du reste, nous ne pouvons que renvoyer M. Périn aux écrits de son éminent collègue de Liège, M. de Laveleye, et en particulier à sa brochure *De l'avenir des peuples catholiques*.

revanche le chômage du lundi est inconnu. Les mœurs de cette population ouvrière sont honnêtes et pures et elle entoure son directeur, qu'elle appelle le *Bon Père*, d'une affection et d'une vénération qui, autant que nous pouvons en juger, paraît très justifiée.

A ne la considérer qu'au point de vue économique, la filature du Val-des-Bois ne présente rien de particulièrement original. Ce n'est pas une société de production; il n'y a même pas de participation aux bénéfices, les ouvriers sont dans la situation ordinaire des salariés. Il y a seulement un ensemble d'institutions économiques, société de consommation, société de secours mutuels, assurance sur la vie et caisse d'épargne, toutes institutions excellentes et qui paraissent fort bien groupées, mais qui ne sortent pas du cadre ordinaire tracé depuis longtemps par les économistes. Ce n'est donc pas là évidemment qu'il faut chercher la caractéristique de la corporation chrétienne.

Elle se manifeste dans un réseau d'associations de piété qui enlace tout le personnel de l'usine, suivant les âges et les sexes : pour les hommes, le Grand Cercle, et pour les femmes mariées, l'association de Sainte-Anne; pour les jeunes gens, le Petit Cercle, et pour les jeunes filles, l'association des Saints-Anges et celle des Enfants de Marie; enfin, pour les petits garçons, l'association de Saint-Louis-de-Gonzague, et pour les petites filles, celle de Sainte-Philomène. En outre, toute la corporation est placée sous le patronage du Sacré-Cœur de Jésus. Trois frères sont directeurs des Cercles des sœurs des Associations de femmes. Chaque association de femmes est distinguée par un ruban d'une couleur spéciale qu'elle porte en tout temps. Des distractions innocentes sont organisées de temps en temps, parties à la campagne, processions surtout, représentations d'une pièce chinoise, pendant laquelle deux petits enfants costumés en zouaves pontificaux font la quête pour le rachat des enfants chinois. Un grand tableau enluminé inséré à la fin du volume symbolise l'ensemble des œuvres de la corporation sous l'image du Sacré-Cœur entouré de rayons et autour duquel s'enlacent des bandelettes multicolores représentant les diverses associations économiques et pieuses ¹.

¹ Voici quelques extraits des règlements de la corporation :

RÈGLEMENT DE L'ASSOCIATION DES SAINTS ANGÉS.

Art. 1^{er}. — Il a été établi le 15 août 1864 une association de jeunes filles sous le titre d'*Association des Saints Angés*.

Elle suit les règlements du Manuel : *les Angés sur la Terre* (librairie Lecoq et C^o, 90, rue Bonaparte, Paris).

Art. 4. — Les aspirantes portent le ruban violet et les associées le ruban

Est-ce donc là ce qu'un esprit aussi distingué que celui de M. Périn nous présente comme « un type admirable de la corporation moderne » ? C'est là tout ce qu'il a pu trouver de mieux pour régénérer les sociétés modernes et pour vaincre le libéralisme et le socialisme ? C'est cette imagerie dévote qui doit remplacer les enseignements des maîtres de la science ?

« Que de telles associations s'étendent au point de comprendre la plus grande partie de la société, et par la force intime qui rattache l'ordre économique à l'ordre spirituel, l'organisation des classes qui travaillent se trouvera réalisée de la façon la plus avantageuse pour tous les intérêts. » Tel est le vœu de M. Périn.

Ainsi tous les Français, suivant l'âge et le sexe, groupés en confréries et placés sous le vocable de quelque saint, — les riches exerçant le patronage et pratiquant la charité qui sera désormais la rançon de leur fortune, — les pauvres, sans envie pour les richesses qu'ils ont appris à mépriser, prenant goût à une vie laborieuse et renoncée, — tous, par la pratique de la chasteté avant le mariage, de la moralité dans le mariage, réduisant à néant les sinistres prophéties de Malthus, — tous surtout dociles au commandement d'une Eglise qui ne leur laissera que la liberté de faire le bien, — quel étrange monde sera celui-là ! La société tout entière ne sera donc plus qu'une immense congrégation religieuse ? En vérité rien ne manquera à la ressemblance, pas même les trois vœux monastiques : obéissance, pauvreté et chasteté !

rouge avec la médaille de l'Ange gardien. Les unes et les autres se font un devoir de conserver leur ruban à l'atelier et dans leur famille la semaine aussi bien que le dimanche, afin d'attirer sur elles les bénédictions des saints Anges leurs protecteurs.

RÈGLEMENT DE L'ASSOCIATION DES ENFANTS DE MARIE.

Art. 3. — Avant la cérémonie, les aspirantes sont réunies par la sœur directrice. Elle exige la promesse formelle qu'elles n'iront jamais au bal, qu'elles assisteront à toutes les réunions du dimanche, de quatre heures à cinq heures sauf permission.

Art. 7. — Les associées sont invitées à s'enrôler dans l'*Association des Cœurs dévoués*, pour la plus grande gloire de Dieu, dans les plaies de Notre Seigneur Jésus-Christ. (Lyon, rue de l'Enfance à la Croix-Rouge.) (Dire chaque jour cinq *Pater, Ave, Gloria* en l'honneur des cinq plaies de Notre-Seigneur.)

La *Garde d'honneur du Sacré Cœur de Jésus* est recommandée à toutes les associées : elle peut se faire à l'atelier aussi bien que chez soi.

QUESTIONNAIRE DU CONSEIL INTÉRIEUR.

Art. 8. — Questions à adresser aux conseillers qui ont des malades à visiter : Comment va votre malade ? A-t-il des livres à lire ? Y a-t-il longtemps qu'il n'a communie ? Lui avez-vous conseillé une neuvaine au Sacré Cœur de Jésus, à Notre-Dame de l'Usine ou à saint Joseph ? S'il n'est que convalescent, va-t-il à la messe les jours de travail et le dimanche ? Quels sont ses besoins ? Lui avez-vous porté quelque chose cette semaine ?

des états nominatifs de tous les contribuables, qui versent individuellement leur impôt entre les mains du receveur français et qui reçoivent une quittance personnelle. Malheureusement, les contribuables indigènes n'ont pas apprécié comme nous les côtés avantageux de cette mesure. Chacun ne paye que ce qu'il doit ; mais il y a le dérangement, la nécessité de se procurer de la monnaie au lieu de verser en nature, les difficultés des rapports avec un percepteur qui ne comprend pas le plus souvent la langue arabe et avec lequel on ne peut communiquer que par l'intermédiaire d'un interprète. Le percepteur indigène était injuste, violent, souvent rapace et infidèle ; mais il y avait avec lui des accommodements et il faisait quelquefois chorus dans les récriminations contre la dureté du fisc. A un autre point de vue, le collecteur indigène, aux yeux d'un grand nombre de ses coreligionnaires assumait tout l'odieux des moyens rigoureux employés pour la perception.

Cependant la mesure est bonne et les contribuables les plus revêches en comprendraient l'avantage, si nous pouvions les mettre à même de connaître l'emploi fait des impôts qu'ils acquittent ; s'ils savaient que l'impôt est tout entier consacré aux besoins et aux intérêts des contribuables ; s'ils faisaient partie comme les Français des assemblées électives où la dépense des impôts est réglée ; s'ils apercevaient autour d'eux, par l'exécution des travaux d'utilité publique, par des améliorations faites à leur profit, que le sacrifice qu'on leur impose tourne pour une part à leur bénéfice.

Mais il semble que nous avons à cœur de leur persuader le contraire. Ils n'ont pas le droit de prendre part à l'élection des députés et des sénateurs ; le petit nombre d'assesseurs musulmans qui assistent aux séances du conseil général ne sont pas nommés par eux et les quelques membres qu'ils délèguent dans les conseils municipaux constatent chaque jour le peu de souci qu'on a, dans les communes de plein exercice, des besoins et des intérêts des habitants indigènes.

On a accusé l'autorité militaire d'avoir favorisé les indigènes au détriment des colons et d'avoir entravé le développement de la colonisation. En étudiant les changements apportés dans la question des impôts, on arrive à une conclusion tout à fait opposée. Jusqu'en 1873, les budgets de la presque totalité des communes de plein exercice et ceux des conseils généraux étaient en déficit ; comment les a-t-on mis en équilibre ? C'est un gouverneur général militaire qui a, pour les communes, trouvé l'expédient d'étendre leur circonscription et d'y englober des territoires occupés presque exclusivement par des groupes indigènes, par des douars tout entiers ou de petite

très restreinte. Les boutiques, consacrées au commerce de détail, à cause de leur nombre même, n'ont pas un courant d'affaires assez important pour pouvoir suffire aux exigences de la vie d'une famille. De tout temps les citadins ont eu recours à l'agriculture pour subsister. Les plus riches seulement possédaient des propriétés rurales qu'ils faisaient cultiver par des Arabes des tribus en leur abandonnant le cinquième de la récolte. Les habitants moins fortunés louaient les terres domaniales, connues sous le nom d'*azel*, ou des parcelles des propriétés privées et raccolaient où ils pouvaient des paysans, toujours moyennant l'abandon du cinquième de la récolte.

Les choses se sont maintenues en cet état jusqu'au moment où le domaine a été dessaisi des *azels* pour la création de villages européens et l'installation des colons. Un renchérissement extraordinaire s'est alors produit dans le prix de location des terres. De même que l'impôt se paye par *djebdā*, les terres se louaient par *djebda*, c'est-à-dire par parcelle d'une étendue de dix à douze hectares. Le prix du loyer de la *djebda* était encore il y a quarante ans de 20 et 25 francs. Il s'est élevé successivement à 50, à 100, et 200 francs, suivant le progrès de la colonisation et la diminution des terres domaniales qui étaient louées à des douars, à des particuliers de tribus ne possédant ni propriétés collectives, ni propriétés privées, à des citadins, à des fonctionnaires indigènes. Le citadin, comme les douars qui ne sont pas propriétaires, ne peuvent vivre que s'ils trouvent des terres à louer. Le domaine ne leur en cédant plus, ils ont dû subir la loi des propriétaires indigènes, ou des concessionnaires européens; et le *Montakheb* signale des *djebdas* louées au prix exorbitant de six cents francs !

Si on avait voulu faire de la colonisation indigène, rien n'était plus facile comme on le voit. Il n'est pas question de faire des concessions aux citadins qui n'auraient pu, à l'exemple d'un grand nombre de colons, que sous-louer leurs terres et vivre aux dépens des *fellahs* (cultivateurs), mais on aurait recruté un grand nombre de familles adonnées depuis des siècles à l'agriculture, et que les changements économiques survenus ont réduites à la misère; on aurait pu aussi raccoler des familles parmi les tribus nomades qui renoncent à la vie du Sahara pour se fixer dans le Tell. Ces familles sont souvent d'origine tellienne, ayant quitté leur pays, soit à la suite des confiscations opérées par le gouvernement turc, soit pour fuir le contact des nouveaux conquérants. A mesure que les haines s'apaisent, leurs instincts et leurs traditions les ramènent vers l'agriculture. Chaque année, lorsque les tribus nomades se rapprochent du Tell, quelques familles, quelques individus s'en deta-

chent et s'engagent comme colons partiaires chez les propriétaires français ou indigènes.

Ainsi s'augmente chaque jour l'effectif du prolétariat indigène. « Les Arabes sont obligés, dit le journal, de vendre la plus grande « partie de leurs récoltes et souvent même leurs bestiaux, pour « acquitter leur fermage; il ne leur reste plus assez d'argent pour « acheter des semailles et beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui « employés comme *Khamas* (au cinquième) dans les fermes qu'ils « tenaient de père en fils. » Combien tombent encore plus bas et sont réduits à travailler comme serviteurs à gage chez les colons français ! On s'étonne après cela du nombre sans cesse grossissant des attentats contre la propriété dans la campagne, de la misère croissante dans la ville, de la persistance des sentiments hostiles à notre domination, de l'ardeur avec laquelle les indigènes propagent les mauvaises nouvelles et écoutent les prédications fanatiques. La situation est le résultat de faits économiques trop aisés à constater ; elle est en grande partie notre propre ouvrage.

Pour faire saisir la détresse du contribuable arabe, le journal établit le détail des impôts payés, au titre de l'*Achour*, du *Hokor* et du *Zekket*, pour une ferme de cent hectares, avec 10 chameaux, 30 bœufs ou vaches, 500 moutons et 100 chèvres. Il arrive, d'après les chiffres que nous avons cités plus haut un total de 1,000 francs, sans compter, bien entendu, les centimes additionnels (0 fr. 22) ; plus les impôts français et les taxes municipales. « Nous « demandons, disent les indigènes, au nom de la justice et de « l'humanité, une diminution de charges ; nous sommes littérale- « ment écrasés ; on nous arrache l'âme petit à petit ; on nous « ruine ; on nous annihile ; on nous enlève le pain de nos enfants. « Nous sommes assez intelligents pour comprendre que nous de- « vons payer un impôt ; mais nous ne voulons pas payer plus que « ceux qui vivent au milieu de nous, Français, Espagnols, Italiens, « Anglais, Suisses, etc., qui ont de vastes propriétés, des revenus « énormes et ne payent aucun impôt, ni pour leurs bestiaux, ni « pour leurs terres. »

On excusera la vivacité et l'amertume de ces revendications. C'est la première fois que les indigènes prennent la parole pour exposer leurs griefs au grand public. Ils protestent, il est vrai, de leur respect et de leur dévouement pour la France ; mais c'est à la France continentale qu'ils s'adressent ; ils savent trop bien ce qu'ils peuvent attendre des membres des assemblées locales, conseils généraux et conseils municipaux, de la presse algérienne où les injures et les menaces ne leur sont pas ménagées. Du reste, ils

peuvent espérer que leurs plaintes ne seront pas vaines ; car, depuis un an, l'opinion en France semble se réveiller et prendre souci de la position faite aux mulsumans algériens. Quand on parle à la France au nom de la justice et de l'humanité, on est toujours certain qu'on finira par être entendu.

Les indigènes font appel à notre équité, à notre générosité. Nous pouvons, en nous parlant à nous-mêmes, écouter d'autres sentiments. Si nous rapprochons le langage du journal arabe de Constantine, de celui des publications faites à Constantinople, en Syrie, en Egypte, qui excitent contre nous les populations musulmanes, nous pourrions prendre aussi conseil de la prudence et de nos intérêts politiques. Le temps est passé où le silence et l'indifférence de l'opinion publique dans la métropole ont pu laisser croire aux colons qu'ils étaient autorisés à ne compter pour rien la population indigène de l'Algérie. En présence des événements qui se sont accomplis en Tunisie et en Egypte, nous ne pouvons plus négliger les trois millions de musulmans qui vivent en Algérie et qui sont un des éléments principaux de son existence économique et politique.

I. U.

qu'à d'autres époques de l'année. Nous aurions voulu un peu plus de détails, car les différences ne paraissent pas assez concluantes.

Dans les numéros du 15 et du 22 avril nous trouvons des comptes rendus sur les cinq plus grands *cooperative stores* (magasin coopératif ou société de consommation). Il s'agit de trois sociétés portant l'attache de *civil service* et de deux *Army and navy societies*. Ce ne sont donc pas les ouvriers qui les ont fondées, mais des employés ; nous ne voyons pas, en effet, pourquoi ceux qui manient la plume ne profiteraient pas des avantages de l'association aussi bien que ceux qui manient le rabot, ou le marteau, ou l'aiguille ; l'avantage est en effet évident. Ces cinq établissements ont dépensé ensemble, en 1880, 3,973,090 liv. st., et en 1881, 4,148,771 liv. st. pour achat de marchandises et frais de transport ; ils avaient en outre, au commencement de ces années, des stocks de marchandises valant 679,014 liv. et 741,241 liv. Le montant des ventes a été, en 1880, de 4,272,866 liv. et en 1881, de 4,484,526 liv. Le bénéfice brut a été de 8.88 0/0 en 1880 et 9.31 0/0 en 1881, le bénéfice net de 1.44 0/0 et 1.65 0/0 ; c'est-à-dire, en 1881, la marchandise a coûté aux consommateurs 9.31 0/0 de plus que le prix d'achat en gros, et on leur a remboursé 1.65 0/0. Encore une fois, l'avantage est évident, mais ce n'est pas, comme on a souvent l'air de le dire, une panacée.

Quelques mots sur un ouvrage scientifique d'un intérêt spécial, mais très important. Il est intitulé : *The rates of mortality and sickness* et a pour auteur M. Francis G. P. Neison, actuary (Londres, 1882). Ce sont des tables de mortalité et de maladie dressées d'après les expériences recueillies par les groupes de sociétés de secours mutuels, connues sous le nom de *Order of Foresters* et qui comptent 369,655 membres. Le nom de Neison est célèbre dans cette spécialité, le père a rendu des services distingués à l'assurance sur la vie, et son digne fils suit la même voie. Le volume renferme de très nombreux tableaux, étudiant les questions délicates dont il s'agit, à tous les points de vue possibles, en distinguant tous les cas qui pourraient exercer une influence.

Nous commençons aujourd'hui notre revue des principales publications économiques de l'Allemagne par la *Zeitschrift* ou Revue du bureau royal de statistique de Prusse dirigée par M. Ernest Engel. C'est que le fascicule semestriel de 1881, le deuxième que nous avons sous les yeux, est le dernier qui paraît sous la direction de cet éminent statisticien. C'est une grande perte qu'a faite le bureau de

qu'en France à rétablir l'égalité. Pourquoi? Par la même raison : ceux qui se croient trop chargés ne refusent pas qu'on les allège, mais ceux qui ont à payer moins que la moyenne ne consentiront pas à ce qu'on élève leurs charges. Aussi ne vois-je aucun intérêt à citer les chiffres de *l'Economista* qui sont d'ailleurs présentés par trop grandes masses pour rien prouver.

M. Jehan de Johannis publie un livre intitulé : *Discussioni economiche*. C'est une étude critique sur quelques principes économiques (Padoue et Vérone, chez Drucker et Tedeschi, 1881). L'auteur aime la science et ne dédaigne nullement la théorie. C'est donc aux principes qu'il s'adresse, ce sont les axiomes qu'il vérifie ou discute. Nous l'en louons d'autant plus chaleureusement que nous rencontrons bien souvent des gens « pratiques », ou aussi des gens « positifs » qui ne veulent pas en entendre parler. Les points examinés sont : les fonctions de l'économie politique ; les besoins de l'homme ; la consommation ; la richesse (distinguée de la valeur) ; la satisfaction des besoins ; la monnaie, la valeur, les prix ; travail et capital ; le crédit. L'auteur est un esprit libéral et pondéré, ce qui ne veut pas dire qu'il ait toujours raison, mais il a son originalité et fait penser.

Le même auteur a encore écrit un essai : *Sulla compartecipazione dell' energia ai valori delle ricchezza*. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas commencé par définir l'énergie, je crois que l'essai y aurait gagné en clarté.

M. Fr. Schupfer, professeur à l'Université de Rome, publie une brochure intitulée : *La questione sociale et la cassa di pensioni per la vecchiaia* (la question sociale et la caisse de retraite pour la vieillesse. Rome, 1882). L'auteur a raison de plaider en faveur d'une caisse de retraite pour la vieillesse, mais ses arguments laissent à désirer. L'Etat n'a pas à remplir des devoirs plus nombreux envers le tailleur ou le cordonnier qu'envers le commis ou le professeur, et, quant à l'argument tiré de la différence entre la propriété romaine et la propriété allemande, il est plus que faible, car cette différence repose uniquement sur ce fait que Rome s'est civilisée avant l'Allemagne. Je passerais du reste volontiers sur toutes les objections et soutiendrais la caisse de retraite, mais sans croire que ce moyen mettrait fin à « la question sociale ».

L'étude sur les frais de production et les prix de M. Leone Wollemborg (*Intorno al costo relativo di produzione come norma per la determinazione del Valore*, Bologne, Nicolo Zanichelli, 1882) est très méritoire. L'auteur rapproche très habilement les opinions émises par les économistes les plus distingués ou les plus connus

de tous les pays ; on voit qu'il a profondément étudié la question des frais de production, mais je ne vois pas que ces rapprochements aient contribué à établir une doctrine qui satisfera tout le monde. Du reste, je suis de plus en plus disposé à croire que ces rapprochements multiples d'opinions rendent moins de services qu'on ne le croirait *a priori*, car, à côté des différences naturelles qui sont l'effet de la différence des esprits, il y a les différences voulues, recherchées, artificielles ; on veut se distinguer des autres. On y arrive d'autant plus facilement que, si les faits similaires pris en masse se ressemblent beaucoup, assez même pour permettre d'établir des règles, des principes, presque chaque fait examiné à part a ses petites ou grandes particularités, ses « exceptions » ; quand on veut se distinguer, on s'attache à quelques exceptions, quitte à les grossir un peu. De là vient qu'on peut dire : « Les économistes ne sont pas d'accord. » Ils le sont généralement quant aux grandes lignes, ils ne diffèrent le plus souvent que par des traits accessoires. L'un posera en principe que c'est l'intérêt personnel qui fait mouvoir les hommes, l'autre épiloguera ; l'intérêt personnel n'est pas un fait, mais une hypothèse que les faits confirmeront généralement, mais qui pourrait ne pas se confirmer dans tous les cas. Mais cela n'a jamais été contesté. Seulement l'un tire ses conséquences de la règle, l'autre des exceptions. On le voit, nous nous laissons aller à un sentiment de scepticisme, mais nous conseillerons néanmoins aux jeunes gens de faire ces études comparées. Seulement, quand ils se seront bien bourré la tête de citations, ils devront les y laisser fermenter un certain temps, puis ils seront assez sages pour vider le tout dans le sac ou l'abîme de l'oubli et se mettre à observer pour leur propre compte. Leur travail antérieur aura transformé leur esprit en un excellent instrument, qu'ils sauront gouverner. Qu'ils se contentent de ce qu'ils trouveront ensuite par leur propre effort : ce sera plus vrai que tout ce qu'ils auront appris dans les livres, ou du moins ce sera généralement mieux digéré.

Voici un ouvrage qui a de l'analogie avec le précédent. Il est de M. le professeur Achille Loria et porte le titre de : *La Teoria del valore negli economisti italiani* (Bologne, 1882). L'auteur a circonscrit son étude, qui ne comprend que les auteurs italiens, mais il rappelle fréquemment les opinions des auteurs étrangers. C'est un excellent travail, une gymnastique de l'esprit que nous recommandons comme utile et agréable ; nous rendons donc pleine justice au mérite de l'auteur, mais nous voudrions que le lecteur aille au fond des choses. On trouvera que certains économistes ont examiné les choses aux différents points de vue qu'elles comportent et ont éta-

dizaine d'années entre la nomination de la première commission et l'approbation définitive des conclusions de la dernière. Du reste ces conclusions ne furent pas approuvées sans modification.

On sait combien les choses sont compliquées dans la vie, où, selon un dicton bien connu, tout se tient. Le gouvernement se proposait alors de supprimer la capitation qui pesait lourdement sur le paysan, on espérait alléger ainsi ses charges, assez pour lui rendre possible le paiement de ses redevances de rachat; mais l'on vit bientôt que cet impôt, dont la moyenne est d'un rouble et demi à peu près n'allégerait que très peu la charge. C'est que, le plus souvent, l'indemnité de rachat à payer par « âme » (adulte mâle) est de 6 roubles 1/2, aussi a-t-on pensé qu'outre l'abolition de la capitation, il fallait encore réduire à 4 roubles le montant de la redevance de rachat. Nous ne pouvons pas reproduire tous les considérants et arguments sur lesquels on s'est appuyé en prenant une décision, il suffit de dire que le gouvernement a été amené à introduire une mesure générale qui consiste à réduire uniformément d'un rouble toutes les cotes et à employer plusieurs millions pour opérer des réductions plus importantes et différentes selon les cas. Il est bien entendu que l'arriéré a été supprimé d'un trait de plume.

Nous devons cependant indiquer brièvement les causes de la misère des paysans. Voici celles que nous donne, d'après les documents officiels, la *Russische Revue* :

1. Par suite de l'émancipation, l'étendue moyenne des terres que chaque paysan cultive se trouve être sensiblement réduite (beaucoup de paysans ne produisent pas assez de blé pour toute l'année) :

2. On n'a pas assez de prés et de pâturages. Par suite, le paysan est forcé de prendre en ferme, et à des prix élevés, les terres dont il avait autrefois la jouissance gratuite.

3. La plupart des terres des paysans (dans les gouvernements situés au nord des pays à terre noire) sont peu fertiles, il y en a qui sont complètement stériles.

4. Les paysans ont peu de bétail; par conséquent, ils ne peuvent pas assez fumer le sol pour obtenir une récolte satisfaisante. Le stock du bétail ne peut pas être augmenté, faute d'argent pour en acheter, et aussi parce que les fourrages leur manqueraient. Une autre circonstance défavorable c'est la solidarité devant l'impôt des habitants du village, elle empêche ceux qui seraient en état de se procurer du bétail d'en faire l'acquisition, de crainte de voir leurs animaux saisis et vendus pour payer les impôts de leurs voisins.

5. Il n'y a presque plus d'industrie accessoire pour occuper

avantageusement le paysan dans les intervalles du travail agricole.

6. Le crédit est rare ou cher.

Et cette liste est loin d'être complète. On n'insiste pas assez sur ce point que, si le paysan est devenu libre par rapport à son ancien seigneur, il ne l'est pas du tout relativement à sa commune. Il n'est plus attaché à la glèbe, il est attaché au clocher. S'il ne peut pas gagner sa vie dans son village natal, il ne peut le quitter légalement sans passeport — un homme sans passeport est un vagabond ; — or, on n'en donne pas à ceux qui n'ont pas payé tous leurs impôts. D'un autre côté, les poursuites du fisc sont très rigoureuses et consistent le plus souvent dans la saisie du bétail et même des instruments de travail, c'est un procédé fait pour aggraver encore la misère.

Des mesures spéciales ont été prises pour dégager rapidement les paysans qui avaient conclu directement des conventions temporaires avec leurs anciens seigneurs et dont la position était tout particulièrement digne d'intérêt.

En somme, jusqu'à présent un petit nombre seulement des anciens serfs ont tiré de l'émancipation les grands avantages qu'on était en droit d'en attendre, la situation économique des autres s'est plutôt empirée qu'améliorée. Il faut espérer que les nouvelles mesures auront les effets voulus, mais il faudra du temps pour que leur action devienne bien visible. Jusqu'à ce que cet effet soit réalisé la Russie sera loin d'être heureuse.

Le même numéro renferme encore un article sur le commerce de la Russie, un travail très détaillé sur le télégraphe électrique en Russie, des documents anthropologiques sur la Crimée (il s'agit de crânes qu'on a mesurés en tous sens), enfin un fragment d'un voyage dans le district de Kusnetzki, qui nous fait connaître les peuplades païennes qui habitent cette contrée.

MAURICE BLOCK.

de genièvre, afin d'obtenir la liqueur qui porte le nom de gin, cette boisson qui est encore si populaire en Angleterre.

De même que la brasserie, la distillerie est placée sous le régime de l'accise. Tout distillateur est astreint à prendre une licence. Tout établissement est soumis au contrôle des officiers du fisc et à l'inspection permanente du matériel et des produits de la fabrication ; toute usine doit être divisée en autant de locaux que le comportent les diverses opérations du travail. La surveillance de jour et de nuit est la même que dans les brasseries, et tous ceux qui ont contrevenu aux dispositions légales sont passibles des mêmes amendes et des mêmes peines. La loi autorise le service de l'accise à relever les quantités fabriquées et la force de l'alcool aux trois époques du brassage, de la déflegmation et de la distillation. Mais ce n'est qu'à cette dernière phase de la fabrication qu'est évalué le montant de l'impôt. L'employé de l'accise est autorisé à prendre dans quelque vaisseau que ce soit un ou plusieurs échantillons du liquide qui s'y trouve, flegme ou alcool. Ce prélèvement des échantillons se fait en présence du distillateur et les plus forts résultats obtenus servent de base au calcul du droit d'accise. Aucun des produits distillés ne peut être entreposé dans les magasins de la distillerie ou dans un entrepôt public, s'il n'a été constaté que toutes les prescriptions légales ont été observées. Aucun de ces produits ne peut sortir des ateliers de distillation sans un certificat attestant l'identité de la marchandise. Lorsque l'alcool est destiné à la consommation intérieure, il ne peut être retiré de l'entreposage qu'après avoir acquitté l'impôt. Mais le paiement de l'impôt n'est point exigé toutes les fois que le produit est exporté ou embarqué comme provision de bord. La loi accorde encore des réductions de droits pour les déchets résultant des manipulations dans les entrepôts, des remises en cas de pertes ou accidents de force majeure, des restitutions sur les alcools destinés à l'industrie. Il faut dans ce dernier cas que les esprits aient été dénaturés, qu'ils soient impropres à servir de boissons ou à être convertis à cet usage. Les liquoristes sont également assujettis au régime de l'accise ; leurs ateliers doivent être éloignés d'un quart de mille au moins d'une distillerie et tout à fait distincts de ceux d'un distillateur, d'un brasseur, d'un fabricant de vin doux, de vinaigre, de cidre, de poiré, d'un raffineur de sucre, d'un marchand de vin en gros ou en détail. Si les liquoristes prennent une licence de débitant de spiritueux, leur usine doit être placée à une distance d'au moins deux milles de leur débit. Les ateliers de ces industriels sont en outre subordonnés à la réglementation de la fabrication des spiritueux, comme aussi à toutes les visites et vérifications de l'accise.

La consommation des spiritueux, comme celle de toutes les boissons, a augmenté avec les progrès de la population, de la richesse et du bien-

être, et la production a suivi, lorsqu'elle n'a pas devancé, le mouvement de la consommation. La production d'une des dernières années connues, a été de 39,205,606 gallons, la consommation intérieure de 28,934,795 gallons. L'excédent de la production sur la consommation se compose à la fois de tout ce qui est emmagasiné dans les entrepôts, des quantités d'alcools employés par l'industrie et de l'exportation. Les quantités d'alcools employés par l'industrie ne s'élèvent pas à plus de 524,762 gallons et les restitutions de droits, à titre de drawbacks, ne portent que sur 336,638 gallons. L'Angleterre n'exporte guère plus de 2 millions de gallons de spiritueux indigènes et le mouvement de l'exportation est depuis longtemps stationnaire. Ce mouvement s'exerce d'ailleurs beaucoup moins en Europe que dans les colonies, l'Australie par exemple, qui reçoit les quantités les plus considérables. Après avoir tenu compte de ces différents item, il reste environ à la consommation intérieure, c'est-à-dire à la consommation des quantités imposées et considérées comme breuvage, les trois quarts de la production. Mais la consommation intérieure n'est pas alimentée seulement par les produits indigènes, il faut y ajouter les spiritueux étrangers.

La consommation des spiritueux étrangers en Angleterre porte à la fois sur les eaux-de-vie de France le rhum des Antilles, et quelques autres espèces, telles que les spiritueux d'Allemagne et le genièvre de Hollande. Mais l'importation de ces spiritueux s'élève beaucoup au-dessus des quantités consommées. L'excédent de l'importation sur la consommation comprend la réexportation des différentes espèces, surtout les rhums et les eaux-de-vie de France ¹. Celles-ci occupent la première place sur le marché anglais. Ce sont les départements de la Charente, de la Charente-Inférieure, de l'Hérault, du Gard, de l'Aube, du Gers, du Lot et de la Gironde, et quelques autres encore, qui possèdent le plus grand nombre de distilleries et qui appliquent à ce produit les richesses vinicoles non susceptibles d'être exportées ou consommées dans le pays. Tandis que les eaux-de-vie françaises, qui représentent la presque totalité de l'importation en Angleterre, et méritent seules de figurer sous ce nom, consistent en esprits-de-vin, les esprits de provenance allemande ou hollandaise sont généralement distillés avec des céréales, des pommes de terre ou de la betterave. Le nord de l'Allemagne a beaucoup étendu

¹ L'importation du rhum (1879) est de 6,967,527 gallons; celle de l'eau-de-vie, 5,051,581 gallons; celle des autres espèces, 1,473,328 gallons : en tout, 13,492,442 gallons. Mais comme l'Angleterre réexporte beaucoup de ces spiritueux, les quantités à la consommation ne sont plus les mêmes. Rhum, 4,850,851 gallons; eaux-de-vie, 3,549,348 gallons; autres spiritueux, 1,140,652, de sorte que, tandis que l'importation est de 18,492,436 gallons, la consommation n'est plus que de 9,540,851.

de la métropole, toute personne trouvée ivre ou s'étant rendue coupable d'actes ou de paroles indécentes est punie d'une amende de 10 shillings, de 20 shillings s'il y a récidive et de 40 shillings lorsqu'une troisième condamnation est intervenue dans un intervalle de douze mois. Au lieu de cette dernière amende, le juge peut ordonner que le délinquant sera enfermé dans une maison de correction pendant sept jours au plus. Bien que la plus grande partie des cas punissables échappe à l'action de la justice, le nombre de ceux qui figurent chaque année dans les comptes rendus judiciaires n'excite pas moins à première vue un sentiment de surprise, même en tenant compte de l'état comparatif de la population : en Angleterre plus de 180 mille ; en Irlande plus de 100 mille ; en Ecosse plus de 55 mille, en tout 335 mille pour le Royaume-Uni. Ces chiffres indiquent une part beaucoup plus forte pour l'Ecosse que pour l'Irlande et pour l'Irlande que pour l'Angleterre. A mesure que l'on se rapproche du nord, le goût des boissons alcooliques est plus développé et naturellement l'abus ne fait que suivre l'usage. C'est surtout dans les grandes villes industrielles, commerciales et maritimes, que la statistique de l'ivrognerie arrive à des proportions fort élevées. Londres 32 à 33 mille, Liverpool 20 à 21 mille, Dublin 16 à 17 mille, Manchester 9 à 10 mille, Edimbourg 6 à 7 mille, et dans ces comptes rendus ne sont portés que ceux qui ont été traduits devant les tribunaux. Il faut que le délit d'ivresse ait été bien manifeste, que l'ébriété ait été accompagnée de cris, de violences ou de désordres. Les constables ou les agents de police chargés de veiller au maintien de la tranquillité publique apportent toujours une certaine tolérance à la constatation du délit, car s'ils mettaient en état d'arrestation tous ceux qui, même aux termes de la loi, seraient punissables, la liste des délinquants serait bien plus formidable encore. Pour se convaincre de l'indulgence de l'autorité, il suffit d'avoir parcouru le soir, à l'heure de la fermeture des cabarets, les quartiers populeux d'une grande ville. La population britannique a toujours suivi depuis un siècle une marche régulièrement progressive et la statistique de l'ivresse s'est élevée avec elle. Il y a cependant un mouvement de décroissance pendant ces dernières années, notamment en Irlande, où l'on attribue ces heureux résultats à la législation nouvelle sur les débits de boissons. L'augmentation des salaires pendant les années prospères et la réduction des heures de travail n'ont pas été sans contribuer à propager les habitudes d'intempérance. Le chômage du samedi surtout laisse à l'ouvrier des loisirs dont il fait souvent le plus triste usage. C'est un spectacle assez fréquent dans les grands centres de voir dans l'après-midi du samedi une malheureuse femme en haillons attendre avec ses enfants son mari à la porte d'un cabaret et le ramener à la maison dans un état d'insensibilité complète. Souvent cet homme est allé solder des dettes arriérées et en contracter de nouvelles.

L'ancienne législation avait eu en vue d'augmenter les ressources du revenu public et de circonscrire, autant que possible, l'abus des spiritueux parmi les classes laborieuses. La législation nouvelle a été conçue d'après le même système; seulement le système aujourd'hui est plus méthodique, en ce sens que toutes les boissons sont taxées selon leur richesse alcoolique, et que les droits de douane et d'accise ont été justement pondérés entre ces boissons, qu'elles soient de provenance étrangère ou de provenance indigène. L'homme d'Etat qui s'est fait le promoteur de cette taxation a toujours pensé qu'il appartenait au législateur de mesurer l'impôt des boissons alcooliques au degré de leur force spiritueuse et d'imposer beaucoup plus lourdement les liqueurs les plus enivrantes afin d'en restreindre la consommation au profit du vin et de la bière. C'est dans le même esprit que des dégrèvements successifs ont été apportés sur le thé qui n'est plus une boisson alcoolique mais stimulante. Et non seulement le législateur a cru devoir diminuer au moyen de l'impôt la consommation des boissons alcooliques, il a encore réglementé la vente et le débit de ces boissons. En même temps que la loi assujettissait à certaines conditions la licence concédée aux propriétaires d'établissements publics, elle édictait les mesures destinées à prévenir les excès commis dans ces établissements et elle restreignait même la liberté de l'industrie en limitant les heures d'ouverture ou de fermeture de tous les débits de boissons, notamment les dimanches. Deux sentiments moraux, le respect du culte religieux et le besoin de ramener les populations à la tempérance, ont toujours prévalu en Angleterre. C'est dans les églises d'abord qu'ont été signalés les dangers résultant de l'abus des boissons alcooliques, et plus tard dans les meetings, dans la presse, que de zélés propagateurs ont cherché à recruter des partisans non seulement pour combattre les progrès de l'ivrognerie, mais encore pour prêcher l'abstinence de toutes les boissons enivrantes. De tout temps le clergé a dénoncé et flétri les excès commis dans les cabarets, et, au commencement de ce siècle, se sont formées en Angleterre et en Amérique les sociétés de tempérance. La première fut fondée dans le Massachussets et bientôt cette association rayonna dans tous les Etats de l'Union américaine. En 1819, des prêtres catholiques établirent des sociétés de ce genre en Irlande et ce fut en 1838, avec les prédications du père Mathew, que le mouvement s'étendit à l'Ecosse et à l'Angleterre. La propagande américaine avait rencontré un si grand nombre d'adhérents que des Etats de l'Union en étaient venus à supprimer les petits débits de boissons et à frapper de pénalités la vente de liqueurs alcooliques. Les réformateurs anglais auraient voulu que la législature de leur pays sanctionnât les résolutions de l'assemblée législative du Maine, et les sociétés de tempérance actuelles poursuivent sinon l'adoption complète de ces dispositions, du moins l'autonomie de la com-

BULLETIN

SOMMAIRE : Publications du *Journal officiel*. Canal maritime de l'Océan à la Méditerranée. Rapport. — Caisses d'épargne postales. Arrangement entre la France et la Belgique. — Réduction des taxes télégraphiques entre la France et l'Espagne. = Discours de M. Léon Say, ministre des finances, à Bordeaux. = M. F. Le Play et son œuvre ; notice par M. Paul Leroy-Beaulieu.

PUBLICATIONS DU JOURNAL OFFICIEL.

Canal maritime de l'Océan à la Méditerranée. — Le *Journal officiel* a publié le Rapport suivant adressé par le ministre des travaux publics à M. le Président de la République au sujet du canal maritime de l'Océan à la Méditerranée :

« Paris, le 10 juin 1882.

« Monsieur le Président,

« Une société d'études, constituée sous la présidence de M. le sénateur Duclerc, a présenté à l'administration des travaux publics, il y a deux ans, un avant-projet, dressé par M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, Godin de Lépinay, pour l'établissement d'un grand canal maritime de l'Océan à la Méditerranée.

« D'après cet avant-projet, le canal entre Bordeaux et Narbonne aurait 407 kilomètres de longueur, 8 mètres 50 de tirant d'eau, une largeur au plafond de 56 mètres en simple voie et de 80 mètres en double voie. Il comporte 61 écluses rachetant une pente totale de 304 mètres, dont 152 à la montée et autant à la descente. La dépense est évaluée par l'auteur du projet à 550,000,000 de francs.

« Le canal projeté serait ouvert aux gros vaisseaux de la marine militaire. Il leur éviterait les difficultés du passage par le détroit de Gibraltar, et permettrait, en cas de guerre, la réunion de nos flottes dans l'une ou l'autre mer, en dehors de toute atteinte de l'ennemi. Partant de Bordeaux, il aboutirait à un point du littoral méditerranéen vers Narbonne.

« A l'État seul incomberait la tâche d'assurer les débouchés dans chacune des deux mers. Quant au canal proprement dit, il pourrait être exécuté soit par l'État, soit par une compagnie à laquelle serait accordée une garantie d'intérêt sur les fonds du Trésor.

« Une commission mixte, composée de sept inspecteurs généraux des ponts et chaussées, d'un vice-amiral, d'un contre-amiral, d'un ingénieur hydrographe et d'un ingénieur des mines, a été constituée en 1880 pour l'examen de cet important projet.

rapporteur général de ces sortes de tournois industriels, et avec l'animation de son style, la variété et la sûreté de ses connaissances, il faisait de ces rapports des monuments de la science économique.

Personne n'a oublié l'ordre merveilleux qui régnait à l'Exposition de 1867, le système si simple et si ingénieux qui avait été suivi pour le classement des produits des diverses nations, et qui permettait de laisser toute son unité à chaque exposition nationale tout en rapprochant les produits similaires des divers pays. Avec quelle économie aussi cette grande fête fut préparée ! C'était, chez M. Le Play, un principe qu'il faut développer les fonctions gratuites : sur 5,250 personnes qui prêtèrent leur concours à l'Exposition de 1867, il ne s'en trouva que 174 qui furent retribuéés, et cette grande solennité ne coûta que 8,800,000 fr., différence entre les dépenses et les recettes.

Que M. Le Play ait été un administrateur incomparable, qu'il ait comme ingénieur fourni des preuves de sa capacité et de son initiative, ce ne sont là pour sa renommée que des titres secondaires. Si son nom est destiné à survivre, c'est par d'autres travaux et d'autres mérites. La postérité est singulièrement ingrate pour ceux qui se sont voués à la tâche utile d'accroître le bien-être matériel de l'humanité. Les ingénieurs les plus habiles, les administrateurs les plus vigilants ne parviennent guère à graver leur nom dans le souvenir des hommes. Les œuvres de l'esprit seules ont de la durée et gardent une personnalité ; seules, elles possèdent le glorieux privilège de traverser les générations et de conserver les noms de leurs auteurs.

Quand, en 1855, âgé presque de cinquante ans, M. Le Play, se dégageant de ses travaux spéciaux, publia un premier ouvrage sur la science sociale, *les Ouvriers européens*, il fit plus pour sa renommée durable que n'ont fait ses cinquantes années de persévérant travail d'ingénieur et d'organisateur. C'était un livre en apparence étrange que ces deux massifs volumes, qui plus tard en ont formé six. Tout y devait surprendre, et la forme et le fond, et le sujet et les idées, et les expressions mêmes. Toute une série de monographies minutieuses d'humbles familles d'ouvriers sur lesquelles jamais un écrivain n'avait pensé à jeter les regards : le paysan à corvée des steppes d'Orenbourg, le Bachkir pasteur deminomade de l'Oural, le forgeron et le charbonnier des mines de fer de la Russie méridionale, le mineur du Hartz, le pêcheur côtier de Marken, le fondeur à la houille du Derbyshire, le coutelier de Sheffield, le métayer de la vieille Castille, le luthier de la Saxe, le paysan du Lavedan, le paysan savonnier de la basse Provence, etc., cinquante-sept familles d'ouvriers défilent ainsi sous les yeux étonnés du lecteur. Et ce ne sont pas des descriptions abstraites et générales ; ce sont des familles réelles que l'auteur a directement observées et qu'il décrit avec le détail le plus minutieux. Il peint à grands traits les lieux et la demeure, il

langue, les interroger, prendre des notes, les transcrire exactement, tel est, d'après lui, le devoir de tout homme qui a la science sociale pour objet de ses travaux. Il disait avec plaisir qu'il avait causé avec toutes sortes de gens, depuis les souverains jusqu'aux plus humbles paysans et aux ouvriers des derniers métiers, en cinq langues différentes. Il pensait avoir trouvé la méthode d'observation dans les sciences sociales.

La méthode d'observation ! Était-ce une nouveauté ? Qu'avaient donc fait les anciens penseurs ? Montesquieu, dont l'admirable érudition avait colligé et rapproché les lois de tous les peuples, qui, suivant le mot célèbre de Voltaire, « avait retrouvé les archives du genre humain », n'était-il donc pas un observateur ? Et Adam Smith, qui a le premier donné un corps aux idées économiques, et dont le livre merveilleux abonde en faits précis, certains, constatés avec la plus scrupuleuse exactitude, interprétés avec le plus rare discernement, ignorait-il, lui aussi, l'importance de la méthode d'observation ? Dans notre siècle, tant d'économistes appliqués, interrogeant avec passion les faits et les chiffres, Villermé, Michel Chevalier, Blanqui, Louis Reybaud, dans leurs minutieuses descriptions des usines, des logements d'ouvriers, des procédés industriels, des institutions philanthropiques, ne méritaient-ils pas le titre d'observateurs ? Certes, revendiquer comme une découverte la méthode d'observation dans les sciences sociales, c'était une bien grande hardiesse. Parfois M. Le Play ou ses disciples l'atténuaient en ajoutant une épithète et en écrivant « la méthode d'observation directe ».

En quoi cette méthode nouvelle diffère-t-elle de l'ancienne ? Elle s'en distingue nettement par un procédé ingénieux, auquel on suppose une précision scientifique, la monographie. Observer, d'après M. Le Play, ce n'est pas voir de haut les faits sociaux dans leur ensemble, dans leurs combinaisons et les complications, ce n'est pas compulser les lois, les règlements, les statistiques ; ce ne serait là qu'un mode d'observation vague d'où ne peut sortir aucune donnée exacte et qui prête à toutes les inductions téméraires. L'observation, dans les sciences sociales, doit se conformer complètement à l'observation dans les sciences naturelles et physiques. Pour qu'elle soit sérieuse et puisse conduire à des conclusions vraies, elle doit porter sur les diverses unités sociales, à savoir sur les familles. Choisir une famille qui paraisse être le type des familles environnantes, l'étudier minutieusement comme à la loupe, décrire son existence, son histoire, ses ressources, ses dépenses, son avoir, les relations des divers membres qui la composent, ses mœurs et ses usages ; apporter dans cette tâche autant de scrupule que s'il s'agissait d'une famille royale ou du budget d'un grand Etat, voilà en quoi consiste l'observation. Puis, il la faut renouveler comme le natu-

raliste renouvelle ses expériences ; quand on a fini avec une de ces humbles familles, ce qui prend beaucoup de temps, on passe à une autre, située dans des conditions différentes, en une autre contrée, et on accumule ainsi les monographies. *Les Ouvriers européens* en contenaient 57 ; M. Le Play ne s'est pas arrêté là ; il avait fourni le cadre, il a dirigé ses disciples dans le même travail de patience, et à l'heure actuelle l'Ecole offre aux étudiants en science sociale plus de 300 monographies de familles d'ouvriers ou de paysans, disséminées depuis l'Oural, la mer Caspienne ou les rives du Jourdain, jusqu'aux Asturies, depuis le golfe de Bothnie jusqu'à Tanger. Quelques semaines avant sa mort, M. Le Play donnait les instructions pour obtenir des monographies de familles arabes et kabyles, et en Egypte, d'un fellah rural et d'un fellah urbain. Quand tous ces matériaux sont rassemblés, on peut alors en tirer des conclusions qui, sans ces préparatifs, seraient dépourvues de toute base.

Le procédé de la monographie est, à coup sûr, très ingénieux ; manié par un observateur aussi vigilant et aussi sagace que M. Le Play, il est singulièrement instructif. Le sera-t-il toujours autant dans des mains moins habiles et parfois inexpérimentées ? Quand on voit dans quels détails intimes le monographe doit descendre, quand on le suit, recensant et évaluant toutes les pièces du ménage ou de garde-robe de la famille ouvrière, jusqu'aux pantalons et aux chemises, épiant toutes ses recettes les plus minimes et toutes ses dépenses les plus menues, mettant des chiffres minutieux en face de tout ce qui la concerne, faisant en un mot l'œuvre d'un commissaire-priseur en même temps que celle d'un biographe, on se demande si toutes les familles supporteraient cet interrogatoire et cet inventaire, si la sincérité présiderait aux déclarations et si un observateur moins patient, moins délié, moins perspicace que M. Le Play ne courrait pas le risque de rencontrer dans cette voie autant d'erreurs peut-être que de vérités. La monographie n'est donc pas un instrument de précision qui soit à l'usage de tous, et auquel il suffise de recourir pour arracher à la vie de la famille ses secrets. Le procédé, néanmoins, a de la valeur ; s'il ne constitue pas, à lui seul, la méthode d'observation dans les sciences sociales, il est un moyen précieux d'investigation. *Les Ouvriers européens* et *les Ouvriers des deux mondes* sont certainement parmi les ouvrages qui jettent le plus de jour sur la vie intime des ouvriers et des paysans.

II

En révélant sa méthode, M. Le Play avait fait d'une manière marquante son entrée dans le monde des publicistes. Depuis 1855 ses ouvrages se succédèrent et sa doctrine se précisa de plus en plus. Il fit paraître successivement : *l'Organisation du travail*, *l'Organisation de la*

venue dans notre siècle presque une idée adéquate à celle de richesse ou d'aisance. M. Le Play ne l'entend pas ainsi ; quand il parle de sociétés prospères, ce n'est ni la France, ni l'Amérique, ni même l'Angleterre qu'il a en vue ; ce seraient plutôt certains montagnards de l'Oural, des Carpathes, des Alpes suisses, des Alpes scandinaves ou des Pyrénées. Le but de l'humanité, ce n'est pas la richesse, c'est la vertu. La société prospère est celle qui approche le plus de ce but ; c'est la société où l'extrême misère est inconnue, où chacun se sent à sa place, où personne n'aspire à prendre celle d'autrui, où l'on vit tranquille, sans être dévoré par l'envie et l'ambition, sans être inquiet du lendemain.

L'originalité de M. Le Play, ce n'est pas d'avoir conçu cet idéal qui a été celui de beaucoup d'esprits ; Quinte-Curce déjà admirait les Scythes, et Tacite les Germains. Mais M. Le Play a apporté à la description des caractères distinctifs des différentes sortes de sociétés une remarquable puissance d'analyse.

Pour rendre à la France sa prospérité, quels sont les moyens qu'indique le créateur des Unions de la paix sociale ? Il compte à la fois sur certaines modifications législatives et sur l'action plus lente des mœurs. Les réformes qu'il sollicite dans les lois, c'est d'abord la liberté de tester qui permettrait de reconstituer les familles souches, ce sont aussi, à un rang moins élevé, des lois contre la séduction, pour la recherche de la paternité. Il fait, en outre, appel aux mœurs ; il voudrait que les classes dirigeantes résidassent davantage à la campagne, que les industriels prissent avec leurs ouvriers des engagements permanents. Le reste viendrait peu à peu. C'est pénétré de ces idées que, à l'Exposition de 1867, il imagina une classe nouvelle, le X^e groupe, comprenant « les objets destinés à l'amélioration de la situation matérielle et morale des travailleurs », et qu'il proposa un nouvel ordre de récompenses « en faveur des personnes, des établissements ou des localités qui, par une organisation ou des institutions spéciales, ont développé la bonne harmonie entre tous ceux qui coopèrent aux mêmes travaux et ont assuré aux ouvriers le bien-être matériel, moral et intellectuel ». M. Le Play compte aussi sur un retour de l'esprit religieux dans l'acception la plus élevée et la plus générale du mot.

Les sociétés occidentales, en particulier la société française, sont dans le courant opposé à celui des idées de M. Le Play. Le Décalogue ne tient qu'une place bien mince dans les réflexions des pouvoirs publics ; les « autorités sociales » sont tombées dans un discrédit profond ; les liens entre patrons et ouvriers sont plus faibles qu'ils n'ont jamais été ; on tend à mettre partout le système de l'élection qui rend les fonctions précaires et serviles ; les familles deviennent de plus en plus instables et de moins en moins prolifiques. Le remède de M. Le Play est-il le bon,

est-il surtout facilement applicable ? Ce qui est certain, c'est que le mal qu'il signale est réel ; c'est que l'amour immodéré du changement pour le changement, qui se pare du nom trompeur de progrès, est une menace constante pour un organisme social. Ce qui est vrai également, c'est que, à l'heure actuelle, les esprits attentifs qui suivent le travail dissolvant auquel sont en proie nos sociétés démocratiques, se demandent avec anxiété quelle est la destinée finale qui leur est réservée. (*Journal des Débats.*)

PAUL LEROY-BEAULIEU.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 JUILLET 1882.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

DISCUSSION. : La création d'une Caisse des invalides du travail.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion est présidée par M. E. de Parieu, membre de l'Institut, sénateur.

M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, donne lecture de la liste des nouveaux membres admis par le bureau de la Société dans sa dernière réunion. Voici cette liste :

MM. Étienne Bladé, avocat, professeur-adjoint à l'École des Hautes Études commerciales; — docteur Broch, correspondant de l'Institut (Académie des sciences), ancien ministre de la Marine et des Postes du royaume de Norvège; — Jean Bruno, professeur d'économie politique et de statistique à l'Université royale de Palerme, président de la Société sicilienne d'économie politique; — Maurice Jametel, rédacteur à *l'Economiste français*; — Philibert Méliodon, secrétaire général du Crédit foncier de France; — Edouard Persin, receveur particulier des finances, président de la Bibliothèque populaire de Gagny et président-fondateur de l'Association polytechnique de cette commune; — Francesco Viganò, fondateur des Banques populaires en Italie et président de la Société d'Économie politique de Milan.

M. le Secrétaire perpétuel annonce qu'il a reçu, du Conseil municipal de Paris, une invitation à représenter la Société d'économie politique au banquet qui doit avoir lieu à l'Hôtel-de-Ville le jeudi 13 juillet. Il fait remarquer que c'est la première fois que la Société se trouve l'objet d'une invitation de ce genre, et qu'il y a lieu de l'attribuer à l'initiative et à l'intervention de notre confrère M. Yves Guyot, membre du Conseil municipal.

Il présente ensuite un certain nombre d'ouvrages et de brochures adressés à la Société, et dont on trouvera la liste ci-après.

M. Frédéric Passy propose de mettre en discussion une question que la Chambre des députés, incidemment, par un vote récent, paraît avoir voulu trancher : c'est la création d'une *Caisse des invalides du travail*, à laquelle la Chambre a attribué le produit de la vente des diamants et joyaux de la couronne.

La question est mise aux voix et adoptée par la réunion.

LA CREATION D'UNE CAISSE DES INVALIDES DU TRAVAIL.

M. F. Passy a la parole pour l'exposé de la question.

Je me permets de demander, dit M. F. Passy (et je suis tout prêt à le demander ailleurs à mes honorables collègues du Palais Bourbon), si en adoptant, comme ils l'ont fait, d'enthousiasme, l'idée assurément très sympathique, mais à mon avis irréalisable, qui les a séduits, ils se sont suffisamment rendu compte de ce qu'ils veulent et surtout de ce qu'ils peuvent faire, et s'ils n'ont pas été, pour tout dire, quelque peu dupes des mots.

Nous avons *les invalides de la guerre*; pourquoi n'aurions-nous pas *les invalides du travail*? Voilà une phrase à effet; et pour beaucoup cela suffit.

Assurément Louis XIV, en élevant le superbe édifice dans lequel il a voulu abriter les débris mutilés de ses trop nombreuses guerres, avait eu une pensée qui, pour son époque, ne manquait pas de grandeur. Elle était d'ailleurs conforme à ce besoin de faste et de magnificence qui était dans ses habitudes comme dans les goûts de ses contemporains. On peut se demander toutefois s'il n'aurait pas beaucoup mieux agi, au point de vue de l'humanité comme au point de vue de l'économie, en allouant à ses vieux soldats des pensions modestes en les laissant finir paisiblement leurs jours dans leurs villages. Aujourd'hui, à plus forte raison, le système est-il critiquable; et si l'hôtel des Invalides n'existait pas, celui qui l'inventerait mériterait d'être envoyé à Charenton. L'hôtel des Invalides, est aujourd'hui, sous la République, une institution aristocratique au premier chef, puisqu'il n'admet qu'un nombre relativement restreint de privilégiés. On peut dire que tous y ont des droits pourtant; car ce n'est pas de leur plein gré, quel que soit leur amour pour leur pays, que les soldats vont affronter les risques et les dangers du régiment. C'est pour la société entière qu'ils y vont, et par son ordre; c'est elle qu'ils servent. Et quand au service de la société ils ont subi un dommage, l'équité, à ce qu'il semble, exigerait qu'elle leur en tînt compte.

pratiques abandonnent, sont-ils moins intéressants que le maçon ou le mécanicien, que le charretier ou le fileur ? Quoi que l'on fasse, si l'on exclut les uns au profit des autres, à quoi aura-t-on abouti, sinon à faire porter à ceux-là double charge pour en exonérer ceux-ci ? Et puis de quelles conditions faudra-t-il justifier pour être admis, et par devant qui ? Il faudra avoir travaillé, sans doute, et réellement travaillé, sans quoi on ne serait pas *invalidé du travail*, mais INVALIDE DE L'OISIVETÉ. Il faudra avoir été sobre, économe, rangé, prudent même dans son métier ; car autrement nous ne ferions qu'établir à grands frais une prime à l'imprévoyance, à la débauche et à la témérité. Et que diraient ceux qui se seraient privés toute leur vie, le jour où, à leurs dépens, ils veraient servir des rentes à ceux qui ne se seraient jamais rien refusé ? Certes, il y a des ouvriers qui travaillent dur et qui ne s'accordent guère de douceurs ; mais il y en a qui peuvent gagner dix francs, vingt francs par jour (les appointements d'un sous-chef ou d'un chef de bureau), travaillant deux ou trois jours par semaine et qui le reste du temps sont au café, mangent des huîtres et courent les spectacles et les concerts. Est-ce ceux-ci que l'on a en vue ou ceux-là ? Et étant admis qu'il faudra choisir, qui choisira ? Par devant qui, en cas de refus, l'appel pourra-t-il être porté ? Autant de difficultés auxquelles on s'est bien gardé de songer, et autant de difficultés qu'on n'eût pas résolues ; car elles sont insolubles. On ne fera donc que jeter dans la société, avec de nouvelles charges et de nouvelles gênes, de nouvelles causes de mécontentement, de jalousie et de révolte. Et l'on atteindra, ce qui n'est pas moins grave, de la façon la plus sérieuse, ce qu'il y a de plus précieux dans l'homme et ce que la société est le plus intéressée à respecter et à développer chez tous ses membres : le sentiment de la prévoyance et de la responsabilité. Déjà nos institutions d'assistance, quelques efforts que l'on fasse pour éviter cet écueil, ne sont pas irréprochables à ce point de vue. Trop de gens, pour s'excuser à leurs yeux ou aux yeux des autres, répondent, quand on leur parle de la maladie ou de la vieillesse, que Bicêtre n'est pas fait pour les chiens ; que serait-ce, le jour où l'on aurait proclamé, législativement, que ni la maladie ni la vieillesse n'ont plus de menaces pour personne et que la patrie, dans sa munificence, fait des rentes à tous ses enfants ? On aurait décrété la misère, ni plus ni moins, et pis que la misère, la déchéance morale de la nation.

C'est de l'aristocratie à rebours et de la pire. Il faut avoir le courage de le dire ; nous sommes à cet égard, s'écrit M. Passy, engagés sur une mauvaise pente ; et, si l'on n'y prend garde, l'a-

mour de l'effet, l'emphase oratoire et la griserie de la mauvaise popularité nous perdront.

Il faut reconnaître que la masse saine de la nation est encore en état de comprendre que le travail est la grande loi, et dans une société qui se prétend démocratique il n'y en a pas d'autre. « Si quelqu'un vous dit qu'on peut s'enrichir autrement que par le travail et par l'économie, répétait Franklin, ne l'écoutez pas, c'est un empoisonneur. » On n'en appellera pas de cet arrêt.

Que l'État, par des facilités données à la prévoyance, comme il le fait par les avantages conférés aux caisses d'épargne, aux caisses de retraite, aux sociétés de secours, encourage l'effort personnel, soit, mais qu'il ne se substitue jamais à lui !

M. Limousin prévoit qu'il sera seul de son avis sur cette question ; mais il ne croit pas, pour cela, devoir se dispenser de dire son opinion. Cette question de la retraite des vieux travailleurs n'est qu'une des faces de la grosse question de l'intervention de l'État dans le domaine économique. Cette intervention, l'orateur ne la repousse pas, contrairement à l'opinion de la plupart des économistes. Il ne croit pas qu'il y ait une loi scientifique qui proscrive l'immixtion de l'autorité sociale dans les phénomènes de la production et de la distribution des richesses.

Dire que la science condamne cette immixtion, c'est se faire une idée inexacte de la science. La science n'a pas d'opinion et ne connaît ni le bien ni le mal : elle constate des phénomènes, recherche et établit les lois qui président à leur accomplissement, et c'est tout.

Si l'on dit qu'il a été observé que l'intervention de l'autorité sociale dans les phénomènes économiques nuit toujours à la production et empêche une équitable répartition, je répondrai, dit M. Limousin, que cette observation a été mal faite. Il y a des interventions qui donnent d'excellents résultats.

La seule opinion qui lui paraisse scientifique en cette matière est celle-ci : l'intervention de la puissance publique dans les phénomènes économiques modifie ces phénomènes. Or cette modification peut être nuisible, comme dans le cas de la protection des industriels contre leurs concurrents de l'étranger, ou bonne, comme dans le cas de la protection des femmes et des enfants employés dans l'industrie, ou encore dans celui des prescriptions hygiéniques pour les ateliers ou les mines.

La question du caractère bon ou mauvais de l'intervention sociale est une question d'espèce et non de principe, et c'est faire en quelque sorte de la métaphysique que de la repousser *a priori* et de parti pris.

L'orateur croit devoir protester, une fois de plus, contre les accusations d'imprévoyance et de dissipation qu'on a de nouveau dirigées contre les ouvriers de Paris. Il vient d'entendre parler de gains s'élevant à 8 et 10 francs par jour. Le gain moyen des ouvriers parisiens, d'après l'enquête de l'Assemblée nationale, — peu suspecte de tendances socialistes, — est de 4 fr. 99 par jour pour les hommes et d'environ 2 fr. pour les femmes. C'est le gain moyen, ce qui signifie que s'il y en a qui gagnent plus, il y en a qui gagnent moins. Et ceux-là sont plus nombreux que les autres. D'autre part, cette moyenne a été établie par un procédé vicieux. Mais soit ! Il l'accepte. Cela fait, à raison de trois cents jours ouvrables par an, 1,500 fr. pour les hommes et 600 fr. pour les femmes : avec cela il faut vivre 365 jours. Il faut aussi tenir compte des chômages provoqués par des causes diverses : maladie, surabondance de produits, fluctuations de la mode, concurrence des pays étrangers, changement d'atelier. Les ouvriers ont un axiome très vrai sous son apparence paradoxale. Ils disent : « Cent sous par jour, c'est cent francs par mois, et cent francs par mois, c'est mille francs par an. »

Quant aux femmes, il leur est impossible de vivre de leur salaire. Sans doute, dans les ménages qui n'ont pas d'enfants, et qui ne sont pas trop atteints par le chômage, 2,100 fr. par an peuvent permettre de vivre ; mais ceux qui ont des enfants, deux enfants seulement ? — Et quelque malthusien qu'on puisse être, on ne peut trouver que c'est là un nombre excessif, chacun a certes le droit et le devoir de fournir un remplaçant pour lui au pays. — Eh bien ! pour ceux qui ont deux enfants, les ressources sont insuffisantes pour vivre, à plus forte raison pour épargner. Il faut tenir compte, en outre, de ce fait : que les soins à donner aux enfants prennent du temps à la mère, et par conséquent diminuent son gain.

A ceux qui tiennent le langage qu'il critique, il dira, paraphrasant Figaro : « Aux qualités que vous exigez des ouvriers, combien de bourgeois seraient dignes d'être ouvriers ? Lequel d'entre vous se contenterait du revenu ou du gain qui selon vous doit fournir aux ouvriers les moyens de vivre et d'épargner ? »

Ce n'est pas devant la Société d'économie politique que l'on doit avoir besoin d'insister sur la loi de Ricardo, d'après laquelle le salaire se réduit toujours à ce qui est indispensable à la moyenne des salariés pour vivre ; loi vraie, dans la plupart des cas, et dont Karl Marx et Lassalle ont su faire un si terrible usage contre les économistes.

On a dit, lors de la précédente discussion : — Mais puisque le salaire se réduit toujours au strict nécessaire, comment espérez-

vous, même par l'obligation, faire payer par les pauvres la prime de leur assurance sur la vie? A cela deux réponses : d'abord, si la prime d'assurance entrerait dans le strict nécessaire, elle entrerait du même coup dans le salaire. Ensuite, le strict nécessaire lui-même est doué d'une certaine élasticité. On l'a constaté lorsqu'à la suite de la guerre de 1870-71, on a établi de nouveaux impôts indirects ou augmenté les anciens. Ces impôts ont pesé principalement sur la masse pauvre, et elle les a payés. Comment? En rognant sur son nécessaire. Eh bien ! pourquoi ne ferait-elle pas à son profit ce qu'elle a fait pour payer les folies des politiciens? M. Limousin reconnaît la difficulté, le point faible de la thèse qu'il soutient. Pour assurer une pension de 600 fr. par an à chacun des quatre millions de vieillards français ayant plus de soixante ans, il faudrait par an deux milliards quatre cent millions. Ce chiffre ne l'effrayerait pas, lui, mais il convient qu'il peut effrayer nos législateurs. Il y a cependant moyen de marcher lentement vers l'application du système. Le jour par exemple, — qui malheureusement ne paraît pas proche, — où l'on aura aboli ces abominables armées permanentes, on disposera d'environ un milliard par an. Comme, d'autre part, alors, on rendra au travail près de cinq cent mille hommes qui aujourd'hui ne produisent rien, on aura des excédents de revenus qu'on pourra également appliquer au service de la pension des vieillards.

On peut employer d'autres moyens, et pour son compte, il est prêt à accepter tous ceux qui mèneront au résultat. On pourrait, par exemple, à notre époque de loteries, en organiser une permanente, en affectant les neuf dixièmes du prix des billets à assurer une pension aux acquéreurs et un dixième aux lots servant d'amorce. Seulement, dans ce cas encore, l'État seul peut organiser et administrer.

En résumé, M. Limousin soutient que le législateur a le droit d'organiser un service d'assurance sur la vie, obligatoire; que non seulement il en a le droit, mais que c'est son devoir. Il ajoute qu'en le faisant, il n'offensera en aucune manière la science économique.

M. **Achille Mercier** rappelle un passage des *Mémoires d'outre-tombe*, où Châteaubriand dit : « Il est vrai que si nous ne pouvons guère concevoir la société antique reposant sur l'esclavage, un temps viendra où l'on ne pourra comprendre la société actuelle au sein de laquelle un homme peut mourir de faim, quand un autre possède un million de rentes. » A cette pensée, il faut ajouter la suivante de Franklin : « Il vaut mieux donner au pauvre le moyen de sortir de son état précaire que de lui faire l'aumône. » Ce n'est donc

surtout, seraient plus enclins à faire des grèves ou des émeutes qu'à placer à la caisse d'épargne. Avant d'exprimer son avis sur la question qui se discute, M. Lavollée croit utile d'opposer le résultat de ses investigations personnelles à l'opinion défavorable que l'on se forme trop aisément au sujet de l'ouvrier de Paris. Dès 1865, en étudiant une statistique très complète, publiée par les soins de la Chambre de commerce, il avait pu se convaincre de l'immense somme de travail et des conditions satisfaisantes de conduite et de moralité que présente la population ouvrière parisienne. Depuis, ayant participé à l'administration de deux grandes compagnies qui occupent plusieurs milliers d'ouvriers, il rend ce témoignage que la grande majorité de ces ouvriers est très laborieuse et animée de l'esprit d'ordre. Il ne faut pas confondre l'ouvrier parisien avec ces nomades et ces cosmopolites qui, trop nombreux, affluent vers la grande ville et y font, à l'occasion, émeutes ou révolutions. L'un des inconvénients de cette confusion, c'est qu'elle peut, comme dans le cas actuel, égarer le jugement des meilleurs esprits et des plus bienveillants, quand il s'agit des questions qui intéressent les ouvriers. Cela dit, M. Lavollée ne partage pas la doctrine de M. Limousin quant à la création d'une Caisse générale des invalides du travail ; mais, d'un autre côté, il craint que les principes économiques, soutenus avec tant d'autorité par M. Frédéric Passy, ne suffisent pas pour porter remède à des infortunes devant lesquelles l'Etat ne saurait demeurer indifférent, et il croit qu'il y a lieu de procurer à ces invalides autre chose que d'excellents conseils de prévoyance et d'économie.

Lorsque les ouvriers, blessés dans le cours de leur travail, sont au service de grandes entreprises, ils reçoivent d'ordinaire des secours et des indemnités convenables ; mais lorsqu'ils travaillent isolés ou au service de patrons qui ont peu de ressources, il ne leur reste plus aucun moyen d'existence. Les économies, s'il y en a, sont bien vite épuisées, et les caisses de secours mutuels sont, en pareils cas, impuissantes. Voilà les invalides dont le sort mérite d'exciter l'intérêt du législateur. Il ne s'agit pas des millions d'ouvriers dont M. Limousin voudrait que l'Etat entretînt la vieillesse. Le problème est beaucoup plus restreint, et il ne semble pas qu'il soit trop difficile à résoudre, soit par une caisse spéciale, soit par la création d'établissements hospitaliers.

La fondation de l'Asile de Vincennes a donné lieu, en son temps, à des critiques assez vives de la part des économistes, qui y voyaient un commencement de socialisme. De même pour l'Asile du Vésinet. Ces deux établissements rendent de tels services que les critiques ont cessé. Les principes économiques, si tant est qu'ils soient

lésés par l'existence de ces asiles, n'ont pas prévalu contre tant de misères utilement soulagées.

L'économie politique n'a point à se montrer trop rigoureuse ni trop rigide dans ces questions d'assistance qui se posent nécessairement, plus pressantes qu'autrefois, sous un régime démocratique. On a fait, depuis quelques années, d'énormes dépenses pour propager l'instruction. Tout le monde est d'accord sur ce but, mais n'a-t-on pas quelque peu exagéré les libéralités? Eh bien! s'il fallait faire quelques sacrifices en faveur des victimes du travail, on devrait s'y résigner, et l'économie politique n'en serait pas moins bien venue à recommander l'épargne, l'assurance, c'est-à-dire les véritables remèdes contre la misère de la vieillesse et contre les accidents, mais remèdes qui ne suffisent pas toujours.

M. le docteur **Lunier**, après avoir entendu, dit-il, l'exposé si net et si précis que M. Frédéric Passy a fait de la question qui vient d'être l'objet, à la Chambre des députés, d'un vote quelque peu inattendu, ne pensait pas voir la discussion prendre une pareille extension.

Il va essayer de limiter le débat.

En principe, tout le monde est d'avis que la société ne doit pas laisser mourir de faim l'ouvrier infirme ou âgé qui ne peut plus travailler et qui n'a pas pu se créer des ressources pour ses vieux jours. Tous les membres de la réunion ou presque tous pensent également qu'il serait dangereux de poser en principe *le droit à l'assistance*. Ce serait, comme l'a fort bien dit M. Fr. Passy, encourager la paresse et l'imprévoyance.

Sous ce rapport, M. le docteur Lunier ne peut partager l'opinion de M. Limousin, lorsqu'il dit que ni l'ouvrier célibataire qui gagne 4 à 5 francs par jour, c'est à-dire, en ne comptant que 300 jours de travail, de 12 à 1,500 francs par an, ni le ménage qui gagne 7 et 8 francs par jour, c'est-à-dire de 2,100 à 2,400 francs par an, ne peuvent économiser et qu'ils ont à peine le strict nécessaire. Mais n'oublions pas qu'à Paris même, beaucoup de petits employés à 15 et 1,800 francs trouvent le moyen de vivre et d'élever leurs enfants.

M. Limousin voudrait que l'État assurât à tous les ouvriers âgés ou infirmes une pension de retraite qui les mit à l'abri du besoin.

M. Lunier le veut bien, mais à la condition que tant qu'ils seront jeunes et valides, ils consentiront au prélèvement sur leurs salaires d'un tant pour cent auquel l'État ajouterait au besoin la

ouvriers à Paris qu'en province. Il est donc aussi faux que dangereux de prétendre que l'ouvrier de Paris ne peut pas vivre et pourvoir aux besoins de sa vieillesse avec des émoluments doubles du triples de ceux qui suffisent aux modestes et honnêtes cantonniers.

Il est une autre catégorie de travailleurs plus nombreuse encore, dont les salaires ne sont pas plus élevés ; ce sont les ouvriers ruraux. Les uns sont occupés à l'année dans les fermes, logés et nourris, recevant des gages qui n'équivalent pas à 1 fr. 50 ou 2 fr. par jour. Les autres employés à la journée d'une manière intermittente ont des salaires très variables suivant les saisons, qui ne dépassent pas en moyenne 3 fr. 50 à 4 fr., sans nourriture ni logement.

Lorsque les théories socialistes pénètrent dans les campagnes elles y causent des désastres. Les ouvriers ruraux alléchés par l'appât de gros salaires et de plaisirs faciles quittent les fermes d'abord pour les villes voisines et celles-ci pour Paris. La main-d'œuvre manque à la culture et aux récoltes. Or l'agriculture si cruellement éprouvée depuis quelques années par les intempéries ne peut pas allouer de gros émoluments. Elle peut à peine nouer les deux bouts ; or avec les taux actuels des salaires urbains et les excitations de toute nature, la désertion des ouvriers ruraux amènera, si elle continue, la disette en permanence et tous les fléaux qui en sont la conséquence.

On trompe les ouvriers quand on les leurre de l'espoir de gros salaires, on les trompe quand on leur promet de mettre à la charge permanente de la société les soins de leur vieillesse.

Quelques chiffres suffiront pour mettre cette assertion en évidence.

Le nombre des vieillards auxquels, d'après la théorie de M. Limousin, il faudrait assurer une pension est de *quatre millions*. La pension, fût-elle réduite à la modique somme de 1,000 fr., nécessiterait un prélèvement annuel de *quatre milliards* sur le revenu social. Où trouver ces quatre milliards ?

Si l'on parvient à grand'peine à réunir quelques millions ou quelques dizaines de millions, on ne manquera pas de les attribuer exclusivement aux ouvriers parisiens déjà si largement rémunérés, d'où un attrait de plus et une accélération de la désertion des campagnes au profit de la capitale dont la population croît chaque année de 30 à 40 mille âmes.

La véritable, la seule caisse des invalides du travail est la caisse actuelle des retraites de la vieillesse, accessible à tous et alimentée par les épargnes individuelles.

On prétend que cette caisse est en déficit par suite du taux élevé de la capitalisation des fonds qui y sont déposés. Que l'on conserve cependant ce taux de capitalisation, ce sera une subvention que l'Etat accordera à titre d'encouragement à l'épargne. C'est la seule qu'il soit légitime de lui demander.

Encourageons donc la prévoyance par tous les moyens en notre pouvoir et gardons-nous de faire quoi que ce soit qui puisse porter atteinte à la pratique de cette vertu aussi essentielle que difficile à exercer.

M. le comte **Cieszkowski** rappelle que, dans une précédente discussion sur le crédit au travail, il a soutenu que la véritable base du crédit pour l'ouvrier, c'est l'assurance. Ici encore, c'est l'assurance qui permettrait de résoudre la question des retraites ou des pensions aux travailleurs vieux ou infirmes. En disant cela, il est parfaitement d'accord avec Benjamin Franklin dont on vient à si juste titre d'invoquer l'autorité et de citer le célèbre aphorisme sur le travail et l'épargne; — car qu'est ce donc en définitive que l'assurance, sinon la forme la plus puissante et la plus prudente de l'épargne? Seulement, cette assurance, il ne la veut pas *obligatoire*; il suffirait qu'elle fût facultative, avec le concours, avec les subventions de l'État, — et cela pour des raisons pratiques dans l'intérêt bien entendu des ouvriers eux-mêmes. — Fidèle à sa doctrine qui maintient toujours la vieille devise économique: « Laissez faire et laissez passer », mais en y ajoutant comme complément désormais indispensable: « Aidez à faire, encouragez, développez », M. Cieszkowski considère comme aussi juste qu'utile et praticable, non seulement de garantir au travailleur ses épargnes, comme cela a déjà lieu dans les caisses d'épargne proprement dites, mais encore de les grossir proportionnellement par des subventions encourageantes dès qu'elles seraient constituées en *assurances*.

M. **Limousin** se borne à répondre quelques mots, vu l'heure avancée. Il fait remarquer que la plupart des orateurs qui lui ont répondu ont accepté la nécessité d'une assistance publique plus ou moins large. Ils paraissent ne pas avoir compris que ce système a l'inconvénient d'opérer un prélèvement sur les prévoyants au profit des imprévoyants.

Mais ce n'est pas là la principale critique qu'on puisse adresser à cette opinion. Cette critique est celle-ci: — Vous désertez, vous aussi, le principe de la non-intervention de l'Etat dans le domaine économique; il n'y a plus par suite, entre nous, qu'une question de nuances. Soyez bien sûrs, d'autre part, que les institutions po-

qui ne trouvent pas à vivre et que ce n'est pas le moment, quand un homme est sans pain ou quand il est malade, de lui faire subir un examen de conscience pour savoir s'il n'a pas plus ou moins mérité son sort. Sans doute, et Malthus, que l'on accuse si souvent à tort, l'a dit avant nous, en termes aussi touchants que sages. Mais autre chose est de venir en aide à celui qui est tombé, même par sa faute ; autre chose de prendre à l'avance l'engagement de relever tous ceux qui tombent n'importe où, quand et comment : assister est un devoir, dans la mesure du possible ; être assisté n'est pas un droit. Et le jour où c'en sera un, la source de l'assistance n'en aura pas pour longtemps avant de tarir.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Economistes et publicistes contemporains. De la colonisation chez les peuples modernes, par PAUL LEROY-BEAULIEU ¹. Deuxième édition.

Études de physiologie sociale. La Prostitution ², par YVES GUYOT. Avec 25 graphiques.

Les budgets de l'Europe et des Etats-Unis. Correspondance du Cobden-Club, précédée d'un Essai sur la politique financière de la France ³, par FERDINAND-CAMILLE DREYFUS.

Asociacion para la reforma liberal de los aranceles de aduanas. Meeting celebrado en el teatro de la Comedia, el día 21 de mayo de 1882. Tema : Urgencia del levantamiento de la suspension de la base 5ª de la ley arancelaria ; necesidad de decretar la libre importacion de cereales ⁴.

Bibliothèque géographique. Le recensement de 1881 ⁵, par GEORGES RE-NAUD.

(Publication de la *Revue géographique internationale*.)

Asociacion para la reforma liberal de los aranceles de aduanas. Meeting celebrado en el teatro de Apolo, el día 8 de enero de 1882 ⁶.

¹ Paris, Guillaumin et C^e, 1882, in-8 de xvi-659 p.

² Paris, G. Charpentier, 1882, in-8 de 577 p.

³ Paris, Marpon et Flammarion, 1882, in-18 de 331 p.

⁴ Madrid, impr. de E. de La Riva, 1882, in-8 de 71 p.

⁵ Paris, Viat, 1882, in-8 de 32 p. avec une carte.

⁶ Madrid, imp. de E. de La Riva, 1882, in-8 de 64 p.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

REUNION DU 24 JUIN 1882.

ELECTION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : La prostitution en France. — La statistique judiciaire.

La séance est présidée par M. D. Wilson, député.

Après la lecture du procès-verbal de la précédente séance, M. Tousseint Loua, secrétaire perpétuel, communique la liste des ouvrages adressés à la Société.

M. Charles Letort fera, dans la prochaine séance, un rapport écrit sur le livre de M. Dreyfus, *les Budgets de l'Europe et des Etats-Unis*, qui offre un grand intérêt au point de vue des finances publiques des divers Etats.

Le secrétaire perpétuel donne la liste des personnes nouvellement admises comme membres de la Société.

On y remarque, comme membre associé, M. Ferdinand de Lesseps.

M. Wilson, président, donne lecture d'une lettre de M. A. de Foville, qu'un deuil de famille récent a empêché de venir à la séance.

M. de Foville tient à faire des réserves sur les arguments fournis par M. le docteur Vacher au *Journal de Statistique*, au sujet de la période successorale. Cette question a été déjà débattue, dans une précédente séance, et M. de Foville y reviendra dans une autre réunion.

M. le docteur Després communique la suite de son étude statistique sur la prostitution en France¹.

M. Després résume son travail dans ces conclusions :

La prostitution réglementée n'est pas nécessaire, puisque le tiers des villes un peu grandes de France s'en passent.

La prostitution inscrite appelle la prostitution libre.

La prostitution inscrite et libre est la conséquence de la richesse individuelle qui l'entretient.

Enfin, l'accroissement de la population est en raison inverse de la richesse individuelle et par conséquent de la prostitution.

M. Yverns, chef de la statistique au ministère de la justice, fait une conférence excessivement intéressante sur la *Statistique judiciaire* en France.

¹ La première partie a été analysée dans le *Journal des Economistes* du 15 mai, à la fin du compte rendu de la précédente séance de la Société de statistique.

avec les nations européennes, qui, selon moi, à tout prendre, ne sont pas décourageantes ; mais il vaut mieux que je laisse le soin d'en parler à l'habile homme d'Etat, sir Charles Dilke, qui s'est chargé de répondre à mon toast. La question, en effet, n'est pas seulement économique, elle est aussi politique. On a dit que le libre-échange avait échoué dans sa prétention de faire obstacle aux passions guerrières des hommes ; mais on n'aura le droit de le dire qu'alors qu'il aura été fait une expérience complète du *Free-Trade*. Non, Cobden ne se trompait point en proclamant que la liberté commerciale constituait le meilleur antidote de l'esprit militaire et que le triomphe de l'une serait, à un moment donné, la fin de l'autre. Seulement il a cru ce moment plus prochain qu'il ne l'est réellement. Autrement dit, il a eu trop de confiance dans ses idées ; mais la plupart des réformateurs sont ainsi, et qui sait si cette confiance excessive ne fait point partie du tempérament même du réformateur ? »

De longs applaudissements saluent la péroraison de ce discours, et ils recommencent quand sir Charles Dilke se lève pour y répondre. SIR CHARLES DILKE, lui aussi, est persuadé que le protectionnisme est bien mort dans le Royaume-Uni, et il voudrait bien pouvoir en dire autant de l'ancien et du nouveau continents. Pour lui, le nihilisme russe, le socialisme allemand et le collectivisme français sont la lignée très directe et très authentique du protectionnisme. Celui-ci constitue un vol à l'égard des pauvres et les pauvres à leur tour, en adoptant les doctrines du socialisme, cherchent en fin de compte à spolier les riches. Le nouveau tarif français, dans sa teneur générale, soutenait assez avantageusement la comparaison avec l'ancien ; mais il avait le grand tort de peser, pour de nombreuses sortes de marchandises, sur les classes les plus pauvres. Sir Charles Dilke n'a point, d'ailleurs, perdu tout espoir de voir se renouveler sur un pied libéral les relations commerciales avec la France. Il a vu avec une vive satisfaction l'un des membres de l'administration française, fidèle à toutes les traditions de son illustre famille et à ses propres précédents de parlementaire ou de publiciste, émettre à Bordeaux, ce berceau pour ainsi dire du libre-échange français, les mêmes espérances, et bien que M. Léon Say n'ait parlé qu'en son nom propre, il était fortement à supposer que des paroles telles que les siennes, prononcées dans une pareille occasion, n'étaient que l'écho d'un vif sentiment national en faveur des doctrines libre-échangistes.

M. DE LESSEPS, qui s'est levé après sir Charles Dilke, a été vivement acclamé. Son allocution, prononcée en français, a porté tout entière sur le tunnel de la Manche. Tout d'abord, notre compatriote se défend d'avoir voulu déverser le ridicule sur les appréhensions patriotiques qui se sont fait jour à l'occasion de ce tunnel. Ces craintes, loin de les trouver risibles, il les respecte dans leur principe et dans leur origine,

quoiqu'en fait, il soit bien obligé de les regarder comme dénuées du plus léger fondement. Précisément il venait de visiter, en compagnie d'un certain nombre de savants et d'ingénieurs des deux nations, les premiers travaux de cette colossale entreprise destinée à faire tomber les dernières barrières qui peuvent encore séparer les deux peuples riverains du canal, peuples que la nature a faits pour s'entendre et que rapprochent tant de grands intérêts communs. Il avait vu à l'œuvre les magnifiques machines perforantes du colonel Beaumont, qui excavent le tunnel sur le pied d'un pouce par minute et qui lui ont donné la preuve *de visu* que l'œuvre était susceptible de s'achever dans un temps relativement très court. Eh ! bien, sir E. Watkin avait fait toucher du doigt pour ainsi dire à ses visiteurs l'inanité de la crainte que le tunnel pût servir de chemin à une invasion, leur rappelant à ce propos qu'en 1870 les Allemands, qui passaient bien pour se connaître en stratégie, s'étaient constamment abstenus de se servir des tunnels de nos voies ferrées.

« Je tiens donc cette peur pour totalement imaginaire », s'est écrié M. de Lesseps en terminant son petit *speech*, « et d'ailleurs la France aurait à la ressentir autant que l'Angleterre elle-même. Je me suis, d'ailleurs, efforcé de rassurer sir E. Watkin au sujet de l'opposition que rencontre aujourd'hui la continuation de ses beaux travaux en lui rappelant toutes les difficultés du même genre que j'avais personnellement éprouvées lors du percement de l'isthme de Suez. C'est la persévérance seule qui m'a mis à même d'en triompher, et c'est cette grande qualité dont sir E. Watkin ne manque nullement, tant s'en faut, qui lui permettra de joindre un jour les deux bords de la Manche, tout comme moi-même j'ai uni jadis la Mer-Rouge à la Méditerranée. » (Applaudissements.)

LE COMTE DE KIMBERLEY a ensuite porté un toast aux hôtes coloniaux du Cobden-Club et s'est exprimé, en le portant, dans les termes que voici : « Occupant dans l'administration le poste de ministre des colonies, je serais naturellement bien aise de pouvoir déclarer ici que tous les habitants de ces colonies sont des *free-traders* décidés. Ce serait à la vérité le rôle qui leur conviendrait ; mais je serais vite démenti si j'affirmais que ce rôle, ils l'ont universellement accepté ou choisi. Ainsi, il n'y a pas longtemps encore que le système protecteur triomphait au Canada, et c'est bien, au point de vue financier au moins, une grande victoire qu'il y a remportée ; en effet, si j'en crois un récent discours du ministre des finances du Dominion. J'y lis que sous l'ancien régime, qui n'était pas le *Free-Trade* assurément, mais qui se distinguait par la douceur de ses tarifs, les Canadiens achetaient tout ou presque tout leur outillage agricole chez leurs voisins des Etats-Unis, tandis qu'actuellement, aux termes mêmes des déclarations d'un industriel de la grande République, il lui était impossible de placer un seul de ses outils chez un

cultivateur canadien. Il resterait à savoir si les machines canadiennes ne coûtent pas plus cher que les machines américaines et font un aussi bon service. »

Parlant ensuite de Victoria, la grande colonie australienne, lord Kimberley a exprimé l'espoir que, dans peu de temps, elle sera conduite à modifier sa politique commerciale dans un sens libre-échangiste. En terminant, il a témoigné des intentions hautement pacifiques du gouvernement de la Reine, mais sans cacher que les affaires égyptiennes prenaient une tournure qui imposerait peut-être à la Grande-Bretagne des devoirs d'une sorte particulière. Il ne lui était pas permis, en effet, de laisser porter atteinte à la sécurité, peut-être à l'existence, même de la grande route que le monde doit au génie entreprenant de M. de Lesseps, à son habileté et à sa persévérance.

Enfin, M. E.-B. POTTER, secrétaire honoraire de l'Association, a proposé la santé du comte de Derby, qui présidait la réunion. Lord Derby, après l'en avoir remercié, a mis fin au banquet par les paroles suivantes : « Je ne saurais prétendre, a-t-il dit, que j'aie toujours été un libre-échangiste, et mon éducation même me plaçait dans l'autre camp. Mais, ce que je puis hautement affirmer, c'est que pendant une carrière politique, longue déjà de trente-trois ans, il n'est jamais sorti de ma bouche, soit dans l'enceinte du Parlement soit ailleurs, un mot qui fût pour la politique de la guerre et non en faveur de la paix internationale. »

COMPTES RENDUS

LA TRANSFORMATION DES MOYENS DE TRANSPORT ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, par M. ALFRED DE FOVILLE, ancien élève de l'Ecole polytechnique, chef de bureau au ministère des finances, professeur à l'Ecole des sciences politiques (ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.) — Librairie Guillaumin et Co.

Le 22 janvier 1876, l'Académie des sciences morales et politiques (section d'économie politique et finances et de statistique) mettait au concours, pour le prix Léon Faucher de l'année 1878, le sujet ainsi formulé : « Rechercher l'influence économique qu'ont exercée, depuis un demi-siècle, les moyens et les voies de communication par terre et par mer. » Le programme donné aux concurrents était celui-ci : « Depuis un demi-siècle, la navigation à vapeur et les chemins de fer ont changé la carte routière des mers et des continents, modifié la direction des courants commerciaux, étendu les relations, stimulé la production agricole et industrielle et exercé une grande influence sur les déplacements

doute, il est bien difficile d'attribuer à chaque élément du progrès sa part exacte. Mais M. A. de Foville n'a-t-il pas une certaine propension à doter les chemins de fer de toute l'influence afférente au développement scientifique, industriel, politique même ? Ne va-t-il pas un peu loin quand il les rend responsables de la création de ces bazars monumentaux, si fort à la mode, qui, à en juger par leur vogue exubérante, offrent à coup sûr bien des avantages pour les consommateurs, mais qui n'en présentent pas moins des inconvénients sociaux de plus d'une sorte ; quand il les rend responsables de cette inquiétante production de papier imprimé, particulièrement sous forme de journal, qui engendre trop d'inutiles publications au milieu desquelles le temps ne permet plus de se reconnaître, au grand détriment des études, qu'elles rendent forcément de plus en plus superficielles ; quand il va même jusqu'à les rendre responsables du réalisme de la littérature et de la peinture ? Par contre, à ce point de vue artistique, n'a-t-il pas noté avec trop de discrétion le rôle des chemins de fer en architecture ? Je crois qu'il aurait pu s'étendre davantage sur ce qu'il dit de la halle en fer, qui sera certainement la caractéristique de notre architecture du XIX^e siècle et dont la gare est évidemment l'élément originel.

Quoi qu'il en soit de ce petit procès de tendance, il ne doit pas faire perdre de vue que l'auteur n'a du moins omis aucune des conséquences manifestes de la transformation des moyens de transport quant au commerce, à l'industrie, au capital sous toutes ses formes. Ainsi il ne manque pas de faire ressortir le concours puissant apporté par les chemins de fer à la propriété rurale, en augmentant les débouchés de ses produits et en lui procurant des amendements à bon marché ; à la propriété mobilière, qu'ils ont évidemment créée, en même temps qu'ils ont fait surgir l'esprit d'association, sous la vigoureuse impulsion des Pereire et autres, de telle sorte que l'auteur peut légitimement dire que la France doit, en grande partie, son crédit à ses chemins de fer ; au développement de la population des villes de tout ordre, particulièrement des capitales, qui tendent à devenir de gênants molosses, avec cette complication dangereuse qu'apporte en tout l'exubérance de la masse ; à la migration intérieure, tout aussi bien qu'à la migration extérieure, en réduisant chez tous, par le rapprochement artificiel du point de départ et du point d'arrivée, cette résistance passive qui s'oppose au voyage ; à ce gigantesque brassage des ouvriers urbains et des ouvriers ruraux, tout étant bénéfice pour les premiers dans la facilité qu'ils ont de sortir de leur ville et de se répandre dans la campagne et même la province, tandis que les seconds reviennent de la ville avec quelques erreurs de moins parfois, mais trop souvent avec des vices de plus ; à l'amélioration du sort du plus grand nombre enfin, nonobstant les griefs réels des vaincus, plus exactement des transformés, des dépla-

cés, de tous ceux qui sont troublés dans les commodités de la vie.

M. A. de Foville ne considère d'ailleurs pas seulement les résultats acquis, il se préoccupe aussi des résultats à acquérir. Par exemple, il se demande quelle action les chemins de fer sont appelés à causer dans l'ordre politique et administratif ; si la mobilisation des individus sera favorable au principe de l'autorité ou au principe de la liberté, principes qu'à son avis, elle est destinée à concilier dans la mesure du possible ; si le morcellement départemental ne se trouve point exagéré et ne doit pas faire place à un aménagement plus rationnel et plus économique, bien que, comme on le voit en ce moment même pour la réforme judiciaire, rien ne soit plus difficile qu'une modification de ce genre, le gouvernement se heurtant à des considérations d'intérêt local ou personnel avec lesquelles il doit politiquement compter.

Ainsi qu'on le pressent, l'ouvrage de M. A. de Foville abonde en renseignements statistiques et, à cet égard, je crois pouvoir en terminant lui adresser une critique : je veux parler de son omission d'une illustration graphique des tableaux numériques les plus importants, dont il aurait grandement facilité la lecture s'il avait mis en regard de chacun un de ces dessins qui peignent aux yeux les variations successives du phénomène sur lequel est appelée l'attention du lecteur.

Par exemple, en ce qui concerne les chemins de fer, qui occupent naturellement une place considérable dans la presque totalité des chapitres dont se compose l'ouvrage de M. A. de Foville, lorsqu'il fait connaître (p. 18) la progression annuelle de la longueur exploitée du réseau national, il aurait, au moins à partir de 1846, pu tracer la courbe représentative ; de même (p. 40 et 70), l'abaissement du tarif kilométrique moyen perçu, durant les vingt dernières années, par voyageur ou par tonne de marchandises, aurait été rendu plus sensible, ainsi que l'augmentation du tonnage annuel des marchandises transportées à petite vitesse (p. 292) ; de même aussi pour les garanties d'intérêt consenties aux grandes compagnies par l'Etat depuis 1863 (p. 334) et pour les résultats annuels de l'exploitation (longueurs moyennes exploitées, recettes et dépenses totales ou kilométriques) durant les 40 dernières années (p. 337) :

Mais c'est surtout pour un tableau comme celui du prix moyen de l'hectolitre de blé en France, à New-York et à Odessa, depuis 1835 (p. 244), que la représentation graphique aurait été utile au lecteur, en lui faisant instantanément saisir ce remarquable phénomène du rapprochement graduel des prix simultanés pour les trois marchés considérés et des prix successifs de chacun d'eux. Semblablement encore, les progrès de la culture du blé dans notre pays, depuis 1815, eussent été plus rapidement et exactement saisis au moyen d'une statistique graphique des hectares ensemencés, des hectolitres récoltés et du rendement superficiel moyen (p. 250). Même réflexion pour le tableau de la page 270

(prix moyens de la tonne de houille aux lieux de production et de consommation écarts), pour les progrès de notre commerce extérieur depuis 1827 (p. 281), pour le tonnage kilométrique annuel de notre navigation intérieure (canaux et rivières) depuis 1847 (p. 293), et pour la marche progressive des successions annuellement constatées et taxées par l'administration de l'enregistrement (valeur en capital, recettes ordinaires, rapport des recettes aux successions) depuis 1826 (p. 346).

Ce simple conseil, dont M. A. de Foville pourra, s'il l'agrée, faire son profit dans une seconde édition, m'aura au moins été une occasion de mentionner explicitement une partie des renseignements intéressants que Michel Chevalier déclarait, avec son autorité scientifique, « bons à garder en mémoire ».

E. LAMÉ FLEURY.

CHINE, JAPON, SIAM, CAMBODGE, par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS.

Paris, Degorce-Cadot, éditeur.

C'est une bonne sorte de livres que les relations de voyages qui nous mettent au courant des mœurs, des institutions des peuples étrangers sans nous obliger à affronter les périls de la mer, les variations climatiques. Mais qui voudrait lire tout ce qui a été publié et tout ce qui se publie chaque jour, ne fût-ce que sur tel ou tel pays, aurait beaucoup à faire.

Il faut donc que de temps en temps un savant laborieux, un critique éclairé prenne la peine de rassembler tous les documents publiés, de les peser, de les réduire à leur juste valeur, afin d'en extraire un résumé concis et substantiel qui instruisse ceux qui n'ont que peu de temps à consacrer à l'étude, qui serve de guide à ceux qui voudraient étendre plus loin leurs connaissances, et enfin qui rappelle agréablement à la mémoire de ceux qui ont voyagé, les pays qu'ils ont parcourus.

C'est ce que vient d'exécuter, avec le talent qu'on lui connaît, M. de Fontpertuis, pour l'extrême Orient; cette partie du vieux monde si antique, si singulière, si différente de notre Europe et de tous les autres pays.

S'il est doux de revoir sa patrie après une longue absence, il est bien agréable aussi de se reporter par la pensée, par la lecture d'un livre bien écrit, vers un pays où l'on a passé quelques belles années, des années de jeunesse. Ce plaisir, la lecture du livre de M. de Fontpertuis nous l'a fait goûter, et nous allons y faire participer le lecteur, bien moins pour satisfaire sa curiosité que pour l'exciter, car *China, Japon, Siam et Cambodge* est un livre dont les matériaux sont bien choisis et si bien agencés, qu'on est obligé de le lire tout entier lorsqu'une fois on l'a ouvert.

Commençons par la Chine. Aujourd'hui renfermée presque chez elle, et par conséquent stationnaire, pour ne pas dire plus, la Chine n'a pas

par les monuments qui en existent actuellement. Ne serait-il pas plus philosophique de croire que ce peuple, comme tous les autres, a eu aussi son enfance et sa jeunesse, mais que les monuments en sont anéantis? Que s'en est-il fallu pour que nos chansons de gestes, nos drames hiératiques, nos romans et contes du ^{xii}^e siècle et des temps antérieurs n'aient été précipités dans l'oubli par le ridicule que les littérateurs officiels du grand siècle ont cherché à jeter sur ces productions de notre génie national, productions qui ont fait les délices de tant de générations et de tant de peuples divers? Si cela était arrivé, on pourrait dire aussi de nous que nous n'avons pas eu de jeunesse, que nous sommes nés vieux, car notre littérature et notre théâtre modernes ne sont pas sans quelque analogie avec ceux des Chinois.

D'où vient qu'un peuple, jadis si avancé dans la voie de la civilisation, comparativement à tous les autres peuples de la terre, se trouve aujourd'hui dans l'état où nous le voyons? Y a-t-il espoir, possibilité pour lui de se remettre en mouvement? Que peuvent y faire les autres nations? Pourquoi les essais tentés depuis plusieurs siècles n'ont-ils abouti à aucun résultat sensible si ce n'est peut-être à enraciner davantage ce peuple dans son orgueil, dans son mépris de la civilisation, dans sa routine?

Et surtout, point capital, sommes-nous à l'abri nous-mêmes d'une pareille révolution dans nos mœurs, dans nos institutions? Questions très importantes que le cadre restreint du livre de M. de Fontpertuis ne lui a pas permis d'aborder avec des développements suffisants, mais qui s'imposent à l'esprit des penseurs.

Le Japonais, voisin et cousin du Chinois, est loin d'être aussi ennemi du progrès; on sait qu'il travaille beaucoup depuis quelque temps à imiter les Européens. Y gagnera-t-il autant qu'il le croit et qu'il l'espère? Ne se jette-t-il pas un peu trop inconsidérément dans la voie des réformes, et, par cette précipitation, ne s'expose-t-il pas à en compromettre la solidité, la durée?

Les hommes d'Etat s'imaginent volontiers que les grandes révolutions sont favorables au bien-être des peuples, qu'une nation est un corps malléable comme une boule de mie de pain, et qu'il ne dépend que d'eux de lui donner la meilleure forme possible. Ils se plaisent à envisager et à présenter leurs utopies par le beau côté, négligeant le revers de la médaille. S'ils ne croyaient pas avoir la science infuse on pourrait les inviter à méditer *ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas* de Bastiat, mais à quoi bon, puisque l'expérience, les revers qu'ils éprouvent dans leurs entreprises ne les corrigent pas? Quand vous blâmez l'abus, ils vous accusent de rejeter l'usage.

Savez-vous comment on se marie au Japon? « Le mariage ne jouit « ni de la sanction ni de la protection de la loi.... Un jeune homme

« veut-il épouser une jeune fille, il la demande à ses parents ou la fait
 « demander par un intermédiaire ; si la demande est agréée, le futur
 « fait des cadeaux et les jeunes gens se considèrent désormais
 « comme liés, sans aucune intervention spéciale de la loi divine ou de
 « la loi humaine. » (P. 198.)

Les mariages des personnes riches ne se distinguent de ceux des classes populaires que par plus de cérémonial. Rien de légal.

Voilà un procédé aussi simple qu'économique, et ce qu'il y a de remarquable, c'est que les « divorces sont très rares ». Mauvais pays pour les officiers ministériels de toutes classes. Espérons que les légistes que nous empruntent les Japonais vont y mettre bon ordre ; il n'est pas convenable qu'un peuple entier échappe plus longtemps aux procédures, aux paperasseries des *grippeminauds*.

La partie du livre de M. de Fontpertuis qui traite de Siam et du Cambodge n'est pas moins curieuse ; elle est même d'un plus grand intérêt pour nous en raison de nos possessions dans ces contrées, mais pour en dire quelque chose d'utile il faudrait sortir des bornes du compte rendu et copier le livre. Nous préférons laisser au public le plaisir de le lire.

ROUXEL.

LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT-QUENTIN ET DE L' AISNE, par M. Jules MOUREAU, secrétaire. — Extrait de la *Revue pédagogique*. Paris, Ch. Delagrave.

Nos naïfs aïeux disaient jadis : *Aide-toi, le ciel t'aidera !* Aujourd'hui, en dépit de Pierre Dupont, tous les dieux sont partis ; mais il y a l'Etat qui les remplace ; la providence n'est plus *divine*, elle est *gouvernementale*, et la formule a changé : on se borne, il est vrai, à dire, *Self-Help ! Aide-toi toi-même !* mais on sous-entend : et *le gouvernement t'aidera*. Telle est la devise de la Société industrielle de Saint-Quentin et de l'Aisne.

Fondée en 1869, par « la puissance créatrice de l'initiative individuelle et privée, » cette Société a, dit-elle, reçu des dons en nature de tous côtés. « Chacun s'est ingénié à lui offrir les objets propres à favoriser ses services. Des particuliers lui ont donné des tissus anciens et d'intéressantes collections pour former un *musée industriel* ; l'un des membres fondateurs de la Société lui a fait, en mourant, un legs considérable ; des familles qui, lorsqu'elles ont le malheur de perdre un de leurs membres, veulent en perpétuer la mémoire au sein de l'association, fondent un prix en son nom ; d'autres généreux citoyens lèguent à la Société des collections, des minéraux, des tableaux, etc. »

Voilà, on le voit, une société qui s'aide elle-même, mais qui est aussi passablement aidée par les autres, et si elle prospère, il n'y aura rien de surprenant, une société étant déjà, par hypothèse du moins, dans de

comme le titre au surplus semble bien l'indiquer, de leur régime économique proprement dit encore plus que de leur outillage technique. Dans ces limites, le cadre restait encore assez vaste, ainsi qu'un coup d'œil jeté sur la table des matières peut en convaincre. Dans la 1^{re} partie du livre, il est question, sous le titre *d'économie des machines*, de l'utilisation des forces naturelles et des machines qui servent à cette fin, et c'est le côté le plus professionnel de l'ouvrage. Dans la seconde partie, qui est intitulée *Economie des manufactures*, les premiers chapitres revêtent encore une apparence un peu technique, ce qui ne veut pas dire fastidieuse. Mais les derniers ont trait aux questions les plus graves que le régime industriel suscite économiquement parlant. M. Charles Laboulaye y étudie les effets de l'introduction d'une machine dans une branche quelconque d'industrie, et il établit qu'elle n'a point pour effet d'y diminuer la main-d'œuvre ; il recherche les conditions propres à favoriser l'abondance du travail et leur assigne pour causes premières l'esprit d'invention dont il constate, dans un chapitre particulier, les grands avantages, ce qui lui donne l'occasion de jeter un coup d'œil sur la législation des brevets d'invention dans les divers pays ; enfin, il s'occupe des coalitions et des grèves des ouvriers, ainsi que des coalitions des producteurs eux-mêmes soit pour faire renchérir une marchandise, soit pour résister à des demandes d'augmentation de salaire qu'ils tiennent pour abusives, et ne néglige pas de faire ressortir la liaison intime des progrès de l'industrie et de ceux des sciences les plus élevées, même les plus abstraites. Quand Pythagore et les géomètres de son école étudiaient les propriétés des sections coniques, on ne prévoyait certainement pas que, deux mille ans plus tard, Kepler découvrirait l'identité d'une de ces courbes avec les orbites planétaires, et que de cette identité Newton, à son tour, déduirait la loi de l'attraction universelle. Cependant la théorie newtonienne, en permettant de soumettre au calcul les phénomènes astronomiques les plus complexes longtemps avant qu'ils se produisent, a doté la navigation de puissants moyens d'observation et partant de sécurité. C'est ainsi que, selon le mot de Condorcet, « le matelot qu'une savante observation de la longitude préserve du naufrage doit la vie à une théorie conçue, il y a deux mille ans, par des hommes de génie, qui n'avaient en vue que des conceptions géométriques ».

L'ouvrage se termine par une citation qui en résume bien l'esprit, et qui en exprime la philosophie pour ainsi dire : elle est empruntée à un savant illustre et qui pouvait revendiquer pour son compte une bonne partie des progrès industriels accomplis durant sa vie. Nous voulons parler du général Poncelet, directeur durant de nombreuses années du magnifique établissement qui s'appelle à Paris le Conservatoire des arts et métiers. « C'est dans le perfectionnement graduel, lent, mais in-

tellement magistrale que sa parole vive et convaincue a fait une profonde impression. On se rappelle l'effet produit il y a quelques années par son livre intitulé : *Quelques mots sur l'instruction publique en France*; or, la présente publication n'en est que la suite et le complément, et il est à désirer, dans l'intérêt de l'enseignement, que ce nouveau livre se répande autant que le précédent.

Ce nouveau volume rend compte de trois « excursions », une, la plus longue, en Allemagne, l'autre en Belgique, la troisième en France. Ce n'est là qu'un cadre pour exposer plus clairement, d'une manière plus saisissante, la situation actuelle de l'instruction publique dans ces trois pays, de comparer leurs procédés et surtout les résultats qu'ils en obtiennent. Nous recommandons chaudement aux personnes qui s'intéressent à l'enseignement les pages si bien remplies que nous venons de lire, mais nous ne les analyserons pas ici, de crainte de trop nous écarter de notre domaine spécial. Le nôtre serait de traiter de la méthode et même de la pédagogie de l'*Economique*, terme que nous préférons à la malencontreuse expression d'économie politique, car le mot *politique* est si effrayant, que beaucoup de personnes sont par cela seul hostiles à l'enseignement de l'économique; ici aussi les mots, qui ne sont pourtant que l'ombre des choses, font sentir leur influence propre.

Quand on parle de l'enseignement de l'économique, on n'a pas toujours une vue nette de ce qu'on désire ou devrait désirer; on pense volontiers à un ensemble de doctrines, à une science à introduire dans les écoles; on craint d'en donner trop ou pas assez. Ces perplexités, ces craintes ont pour cause principale, en dehors des préjugés auxquels nous avons fait allusion, l'expérience acquise que la majorité des professeurs et des instituteurs s'adressent un peu trop souvent à la mémoire des élèves et pas assez à leur intelligence. Cependant, nous ne voudrions pas augmenter le nombre des leçons à apprendre « par cœur ». Il y en a déjà peut-être trop. Dans l'école primaire, un petit nombre de leçons, dans la dernière année, suffirait, et la méthode se rapprocherait de celle qu'on désigne sous le nom peu heureux de *leçons de choses*. Nous voulons dire que le maître doit appeler l'attention de l'élève sur un certain nombre de phénomènes économiques élémentaires, les expliquer par les causes et les effets, de manière à habituer les esprits à réfléchir sur ces matières.

Dans les écoles secondaires, une large part serait faite à cette méthode où le maître prend l'air de s'associer aux recherches de l'élève, mais on pourra ajouter une certaine dose de connaissances positives aux exercices, analyses, inductions et déductions auxquels nous faisons allusion; car enfin le jeune homme qui fréquente les classes secondaires va y chercher une provision de notions scientifiques qu'il aura à faire fructifier tout le long de sa vie.

Si ces notions étaient semées dans les écoles secondaires, les écoles supérieures pourraient donner sur la matière un enseignement plus approfondi, ce qui semblerait parfois être désirable. Dans l'état actuel des choses, la possession d'un diplôme est considérée comme préférable à la possession du savoir, — on suppose trop qu'il est facile de l'acquérir. Comme nous ne sommes pas de cet avis, nous voudrions voir fonder une institution où l'on forme des professeurs, une « école des hautes études économiques », institution où des hommes expérimentés montrent à une jeunesse studieuse comment il faut s'y prendre pour approfondir les choses.

Nous nous sommes un peu éloigné du livre de M. Bréal, mais nous sommes resté sous l'influence de son esprit qui est, comme disent les Anglais, *suggestive*, les Allemands disent *anregend*, ce qu'on traduit en français par : *il fait penser*. Nous aimerions mieux que le livre de M. Bréal *fit agir*.

MAURICE BLOCK.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : La crise égyptienne. Une solution proposée aux porteurs de fonds égyptiens. — Le discours de M. Léon Say à Bordeaux. — Les diamants de la couronne et la caisse des invalides du travail. — La patente d'oisif. — La réglementation des rapports des compagnies de chemins de fer avec leurs employés. — La trichinose protectionniste au Sénat. Rejet du projet de loi concernant les salaisons américaines. — La mer intérieure de l'Algérie. — Rejet du monopole du tabac en Allemagne. — Les propriétaires allemands contre le Saint-Gothard. — Applications fantaisistes du tarif allemand. — Nouvelle attitude du gouvernement russe à l'égard des juifs. — Dommages causés aux propriétaires russes par les règlements anti-sémitiques. — Réduction de l'effectif militaire en Russie et abolition de l'impôt de la capitation. — Le nouveau tarif russe. — La commission de la réforme du tarif aux Etats-Unis. — Effet inattendu du régime protecteur aux Etats-Unis. — La protection de la musique et de la danse. L'Académie nationale de musique et le théâtre de Covent-Garden.

L'Egypte subit en ce moment une crise dangereuse. Un prétendu « parti national » s'y est emparé de la direction des affaires, et son avènement a été marqué par un massacre des Européens à Alexandrie, en attendant pis. Si le canal de Suez n'avait pas été ouvert, si les Européens n'avaient pas des intérêts commerciaux et financiers engagés en Egypte, on comprendrait qu'ils laissassent les Egyptiens se débrouiller avec leur parti national ; mais depuis une trentaine d'années l'Egypte est devenue, en fait, une possession quasi-européenne, et on ne peut l'abandonner à la merci d'une horde de pillards plus ou moins nationaux. Le canal de Suez est

gouvernement européen, qui ne fût ni anglais, ni français, ni italien, ni grec, ni allemand. Serait-ce impossible? Une simple compagnie de commerçants a gouverné l'Inde pendant près de deux siècles, et elle ne s'en est pas mal tirée. Pourquoi ne soumettrait-on pas l'Égypte à un régime analogue? Ce serait un gouvernement international et neutre, qui protégerait également les intérêts de tout le monde et ne porterait ombrage à personne; enfin, qui pourrait bien, à l'exemple de la feue compagnie des Indes, procurer de beaux dividendes à ses actionnaires. Nous soumettons cette idée à la « Conférence » et aux porteurs de fonds égyptiens.

*
* *

Nous reproduisons dans notre bulletin l'excellent et libéral discours que M. Léon Say, ministre des finances, a prononcé à Bordeaux. Ce discours porte sur deux points principaux : le premier, c'est la nécessité de défendre la bourse de la France, incessamment menacée, tant par les propositions philanthropiques ou socialistes, dues à l'initiative parlementaire, dont la Chambre est tous les jours saisie, augmentation et multiplication des pensions, caisses de retraites, etc., que par les nouvelles demandes de crédit pour les travaux publics et le reste. Le second point, c'est la nécessité de revenir aux droits *ad valorem* que les protectionnistes ont si habilement escamotés pour les remplacer par des droits spécifiques, en apparence équivalents. Chose rare, et presque invraisemblable, M. Léon Say est resté économiste en devenant ministre.

*
* *

La Chambre des députés a adopté dans sa séance du 21 juin un projet de loi concernant la mise en vente des diamants et des bijoux de la Couronne, en exceptant ceux qui ont une valeur d'art, tels que le *régent*, la montre du dey d'Alger, etc. Nous n'y voyons aucun inconvénient, et nous ajouterons qu'on pouvait fort bien attribuer aux musées, comme le demandaient M. le ministre de l'instruction publique et M. Hipp. Maze, les dix ou douze millions que rapportera, dit-on, cette vente. Puisque l'État possède des musées, il faut bien qu'il les garnisse et les entretienne, mais cela ne faisait pas l'affaire de M. Benjamin Raspail, de M. Gatineau et de leurs nombreux collègues socialistes. Ils ont saisi cette bonne occasion pour remettre à flot la vieille utopie de l'établissement d'une caisse des invalides du travail. On sait que la révolution de 1848 avait transformé les Tuileries en « palais des invalides du travail ». La commune de 1871 a brûlé le palais; pourvu que le communisme futur n'emporte pas la caisse! Tout en combattant

cette conception socialiste, M. le ministre de l'instruction publique n'a pas manqué de vanter « le bon socialisme » et de louer la Chambre d'avoir fait, en mainte circonstance, du « socialisme pratique ».

La Chambre, a-t-il dit, a fait du socialisme, et du meilleur, et du plus fécond, en s'associant avec l'ardeur et la générosité que vous savez, à ce grand œuvre de l'enseignement populaire, pour lequel elle n'a jamais hésité à donner les millions après les millions.

C'est encore du socialisme, et du socialisme pratique que nous avons fait en vous apportant, il y a quelques mois, — ah ! il est vrai, sans emphase et sans tapage, sans dire que nous venions enfin donner le bien-être à tous les ouvriers et résoudre la question sociale, — en vous apportant tout simplement, — et beaucoup d'entre vous l'ignoraient avant que l'honorable M. Maze y eût fait allusion, — deux projets de loi qui ont, du premier coup, dépassé de beaucoup l'effort financier et la libéralité qu'on sollicite de vous aujourd'hui. Nous avons demandé à la Chambre d'accorder dix millions de plus pour la dotation des sociétés de secours mutuels, dix millions de plus pour la dotation de la caisse de retraites pour la vieillesse, et de verser dans cette dernière caisse 22 millions pour combler son déficit. Au total, c'est une générosité de 42 millions que vous aurez faite, sans vous en vanter, comme vous faites tant de bonnes choses. (Très bien !)

Seulement, le ministre a négligé d'ajouter que ces bonnes choses et, en particulier, cette « générosité » de 42 millions, ont été faites aux dépens des contribuables. Comment blâmer, après cela, la Chambre de faire un peu plus de « bon socialisme » que n'en demande le ministre ? Elle n'y a pas manqué et la création d'une « caisse des invalides du travail » a été votée à une majorité de 248 voix contre 169.

Cette institution a fait l'objet de la discussion de la dernière séance de la Société d'économie politique. Nous y renvoyons nos lecteurs.

*
* *

En vue de remplir promptement la « caisse des invalides du travail », MM. Girault (du Cher) et Bellot ont déposé un projet de loi portant création d'une « patente d'oisif ».

Nul n'ignore, lisons-nous dans l'exposé des motifs, que l'oisiveté est le fléau corrupteur qui ronge les sociétés, les dégrade, réduit les peuples à l'impuissance et les conduit à la décadence et à l'asservissement.

L'industriel, le commerçant concourent au bien-être général, et cependant ils payent une patente pour avoir le droit de travailler.

L'oisif consomme sans produire et reste indemne. Ne doit-il pas une compensation à ceux qui travaillent et produisent pour lui ?

Dès lors, la patente imposée à l'oisif au bénéfice de l'invalidé du travail n'est que l'application d'un droit compensateur.

Cette patente n'est donc pas seulement juste et nécessaire : — dans une société démocratique elle est indispensable.

Voici le texte du projet de loi :

Article 1^{er}. — Nul n'a le droit de s'exempter du travail sans payer un droit compensateur désigné sous le nom de patente d'oisif.

Art. 2. — Est réputé oisif celui qui ne se trouve pas dans les conditions déterminées ci-après :

- 1^o Ouvrier dans un travail quelconque ;
- 2^o Employé de commerce, d'industrie ou d'administration ;
- 3^o Homme de lettres, fonctionnaire, patentable, agriculteur, et enfin infirme ou âgé de 60 ans.

Art. 3. — Ne sont pas compris dans les motifs d'exemption :

- 1^o La surveillance du propriétaire faisant valoir par régisseur ou métayer ;
- 2^o Les petits travaux mécaniques agricoles, littéraires ou autres ayant un caractère d'agrément.

Art. 4. — La patente d'oisif est soumise aux droits annuels suivants :

- 1^o Droit fixe : 100 francs ;
- 2^o Droit proportionnel : 50 0/0 sur le principal des contributions directes à la charge des patentables.

Les mendiants et les vagabonds seront-ils soumis à la patente d'oisif ? Le projet de loi est muet sur ce point. Certes l'oisiveté est blâmable ; mais ne pourrait-on pas soutenir qu'elle est après tout moins malfaisante qu'une certaine sorte d'activité, celle qui consiste par exemple à inventer, — aux frais des contribuables, — des procédés variés sinon nouveaux pour vider leurs poches ?

*
* *

La Chambre des députés a adopté encore, dans sa séance du 23 juin, un projet de loi réglementant les rapports des compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés. En vertu de ce projet, art. 1^{er} : « La convention par laquelle les compagnies et administrations de chemins de fer louent les services de leurs agents commissionnés ne peut être résiliée sans motif légitime par la volonté de l'une des deux parties contractantes que moyennant la réparation du préjudice causé à l'autre partie. » Nous n'ignorons pas que les compagnies de chemins de fer ne sont sans péché ni à l'égard de leur personnel ni à l'égard du public. Elles entassent les

voyageurs dans des voitures étroites et inconfortables, elles surmenent leur personnel, et M. le baron de Janzé a cité, sur ce point, des faits aussi peu rassurants que possible.

En 1880, on a constaté que des mécaniciens et des chauffeurs endormis ont franchi les gares d'Épernay, d'Ancenis, de Villefranche, et ces derniers ne se sont réveillés qu'à Belleville, qui est la station suivante, avec une heure d'avance.

Les mêmes faits se sont produits en 1881, sur la ligne de Beauvais et près de Pontoise. Dans ces temps derniers, au mois de mai 1882, le mécanicien Moreau et son chauffeur passent les gares de Belleville et de Saint-Georges, et s'endorment en pleine voie, où ils sont tamponnés par un autre train.

Nous avons encore deux faits du même genre pour le mois dernier : entre autres, à Couzon, une machine isolée est tamponnée.

Didier et son chauffeur endormis franchissent deux gares après Cosne, et leur train s'arrête parce que le foyer s'est éteint.

Croyez-vous que ces agents se seraient endormis, risquant leur vie, s'ils n'avaient été surmenés, accablés de fatigue ?

Non, sans doute, mais tous les règlements du monde n'empêcheront pas des compagnies qui entendent mal leurs intérêts de surmener leurs employés. En revanche, qu'arrivera-t-il lorsqu'elles cesseront d'avoir l'entière et nécessaire liberté de les congédier ? C'est que les employés en prendront plus que jamais à leur aise avec le public. Déjà ils n'affectent que trop des allures de fonctionnaires ; du moment où on ne pourra plus les congédier sans formalités et indemnités, ils deviendront insupportables. C'est le public qui payera, selon son habitude, les frais de la sollicitude philanthropique de la Chambre.

*
* *

En 1878, 1879 et 1880, la France a consommé 90 millions de kilogrammes de salaisons américaines, sans que cette consommation ait occasionné *un seul cas* de trichinose. En revanche, il y a eu à Crépy-en-Valois une épidémie de trichinose qui a fait une victime sur 21 personnes atteintes, et qui provenait d'un porc, absolument national, lequel avait été infecté par un rat non moins national. Là-dessus, grande rumeur dans le camp des protectionistes ; on a créé une panique, et on a obtenu de M. le ministre du commerce un décret prohibant non pas la viande de porc de Crépy-en-Valois, mais les salaisons américaines. Le commerce et les consommateurs que l'on privait d'un aliment substantiel et sain ont réclamé, et M. le ministre du commerce a paru disposé à faire droit à leurs réclama-

tions. Mais, — et bien qu'il eût rendu son décret de prohibition de sa propre autorité, — il n'a pas cru pouvoir le retirer sans soumettre l'affaire aux Chambres. La Chambre des députés a voté le retrait du malencontreux décret ; le Sénat, au contraire, vient de le maintenir, malgré les efforts du rapporteur, le savant M. Würtz, et un avis de l'Académie de médecine, conçu en ces termes formels :

L'Académie, prenant en considération :

1° Que, depuis un assez grand nombre d'années, les viandes porcines de provenance américaine ou allemande sont entrées librement en France et ont été livrées à la consommation sans qu'elles aient été soumises à une inspection spéciale au point de vue de la trichine ;

2° Que, malgré l'usage très répandu qui a été fait de ces viandes, notamment dans l'armée et dans les grands centres manufacturiers ou industriels, la trichinose, hormis une seule fois où elle procédait d'un porc indigène, n'a été observée dans aucune des régions de la France, bien que son existence fréquente en Allemagne ait appelé sur elle d'une manière toute particulière l'attention des médecins ;

3° Que cette immunité dont jouissent nos populations à l'endroit de la trichinose se rattache, à n'en point douter, à nos habitudes culinaires, la viande de porc n'étant généralement consommée en France qu'après avoir subi une température de coction qui n'est pas compatible avec la conservation de la vie des trichines :

4° Qu'enfin une inspection microscopique efficace ne pourrait être que bien difficilement applicable à la masse énorme de 40 millions de kilogrammes de viandes porcines, présentées annuellement à l'inspection, et que, dans tous les cas, cette inspection ne saurait donner une garantie certaine de l'innocuité de ces viandes, l'irrégularité de la dissémination des trichines ne permettant point d'induire de leur absence dans un point qu'elles n'existent pas dans un autre ;

Est d'avis :

Qu'il n'est point nécessaire de soumettre à une inspection microscopique les viandes porcines d'importation étrangère pour prévenir l'infection trichinosique chez les populations qui font usage de ces viandes, les habitudes culinaires de ces populations ayant été démontrées jusqu'à présent efficaces à les préserver de cette infection, et qu'il suffit, pour les tenir en garde contre les dangers possibles de la viande de porc consommée crue ou incomplètement cuite, de les leur signaler dans une instruction spéciale qui serait distribuée dans toutes les communes par les soins de l'administration.

Mais était-ce bien des intérêts de la santé publique qu'il s'agissait ? M. le baron de Lareinty et M. Lucien Brun l'ont affirmé,

ce dernier en accusant naturellement le libre-échange de vouloir empoisonner les populations.

Je veux pouvoir dire d'abord aux agriculteurs et aux producteurs français, s'est-il écrié dans un bel emportement d'éloquence, que je n'ai pas poussé le dédain de leurs intérêts à ce point que j'aie voulu le libre-échange jusqu'au poison, jusqu'à l'intoxication, jusqu'à la trichine inclusivement; je veux pouvoir dire aux pauvres, aux malheureux, à ceux à qui on a l'air de s'intéresser, — soyez sûrs, messieurs, que ceux dont les intérêts sont en jeu ne sont pas pauvres, — je veux pouvoir dire aux pauvres que lorsque leur santé, leur vie ont été menacées, lorsque j'ai vu un péril pour leurs familles et pour eux; eh! bien, fussent quelques commerçants de France ou d'Amérique gagner un peu moins d'argent, j'ai dit: Non, les viandes empoisonnées n'entreront pas. (Très bien! très bien! à droite.)

Seulement, on pourrait faire remarquer au fougueux orateur de la droite que les viandes américaines n'ont empoisonné personne et que si la prohibition de cet aliment du pauvre fait gagner moins d'argent aux « commerçants », elle en fait gagner davantage aux propriétaires fonciers dont elle élève la rente aux dépens « des pauvres et des malheureux ». Voilà tout le secret de la trichinose.

*
* *

La commission nommée pour examiner le projet de création — bien entendu aux frais des contribuables — d'une mer intérieure en Algérie, a eu la sagesse de repousser ce projet dispendieux (la dépense n'était évaluée par l'auteur, M. Roudaire, qu'à 170 millions, mais cette évaluation a été portée successivement à 624 millions et finalement à 1,400 millions). Voici le texte de la résolution adoptée par la commission.

La commission, tout en rendant hommage aux intéressants travaux de M. Roudaire, ainsi qu'au courage et à la persévérance qu'il a déployés dans les difficiles études qu'il a poursuivies ces dernières années dans le sud de l'Algérie et de la Tunisie ;

Considérant que la dépense de l'établissement de la mer intérieure paraît hors de proportion avec les résultats qu'on peut espérer ;

Est d'avis qu'il n'y a pas lieu pour le gouvernement français d'encourager cette entreprise.

*
* *

A une majorité de 276 voix contre 43 et 12 abstentions (les députés polonais), le parlement allemand, dans sa séance du 14 juin, a repoussé en deuxième lecture le projet d'établissement du mono-

L'ouverture du Saint-Gothard. Les pétitionnaires font remarquer que la diminution des frais de transport, qui sera la conséquence inévitable de l'établissement de la nouvelle ligne, facilitera l'accès du marché allemand aux blés des Indes orientales, de la Russie méridionale et des principautés danubiennes ; c'est pourquoi ils réclament un droit qui compense autant que possible cet accroissement de la facilité des transports.

Il y aurait un autre moyen de calmer plus sûrement encore les appréhensions des propriétaires allemands, ce serait de boucher le tunnel du Saint-Gothard. Mais les protectionnistes n'osent pas pousser jusqu'au bout la logique de leurs principes. Ils mollissent !

* *
*

Au moins, ce n'est pas la douane qui leur donne ce funeste exemple. Voici de quelle manière la douane allemande applique depuis quelque temps ses tarifs. Du bœuf fumé dans une boîte en fer blanc était tarifé comme quincaillerie ouvragée ; du jambon dans un sac de toile, comme toile ; du jambon entouré de ficelles, comme cordages, etc., etc. La *Frankfurter Zeitung* signale une autre application encore plus réussie de ce système. Une dame avait pris l'habitude de faire cadeau chaque année, à son neveu, d'une cuiller en argent. Cette année elle se trouvait en Italie, afin de soigner sa santé. Elle expédia sa cuiller habituelle, la dernière de la seconde douzaine. Elle la plaça dans une jolie cassette sculptée en chêne qui devait servir à les contenir toutes.

Qu'arriva-t-il à la douane ? L'employé taxa cette fois d'après le contenu. Il pesa cuiller et cassette, celle-ci d'un assez beau poids, puisqu'elle était en chêne massif, et appliqua au tout le tarif de l'argenterie.

Le destinataire eut beau réclamer, parcourir toutes les instances jusque et inclus le conseil fédéral, rien n'y fit : la douane eut raison.

Encore quelques exploits de ce genre, et la douane allemande deviendra célèbre, dit la *Freihandels-Correspondenz*.

* *
* *

En Russie, le nouveau ministre de l'intérieur, M. le comte Tolstoï, paraît bien résolu à mettre un terme aux excès anti-sémitiques que son prédécesseur M. le général Ignatieff, tolérait avec une rare complaisance. Par une circulaire en date du 9 juin adressée aux gouverneurs, il les prévient que « toute manifestation de désordres locaux aura pour conséquence inévitable de rendre aussitôt

fineur et que plusieurs propriétaires sont plongés dans le plus grand embarras par l'impossibilité d'achever des ventes entamées en vue de faire face à la gêne occasionnée par les mauvaises récoltes des années précédentes.

De même, les gisements de houille qui, par leur éloignement des voies ferrées, ne pouvaient convenir qu'aux usines locales, sont condamnés à la stagnation, les industriels à la vente au rabais, quelques-uns d'entre eux, ainsi que les acheteurs qui se trouvaient en pourparlers non terminés, à des procès ruineux, la contrée au manque d'argent et les ouvriers au manque de salaire. Les seuls individus auxquels profiteront ces circonstances seront, — dit en concluant le correspondant de *la Voix*, — les amateurs de ventes aux enchères, lesquels, n'ayant plus à redouter la concurrence israélite, achèteront à vil prix les biens à leur convenance.

*
* *

Nous sommes charmé de pouvoir encore porter à l'actif du gouvernement russe une réduction notable de l'effectif militaire en temps de paix. Cette réduction n'est pas de moins de 65,343 hommes et 1,279 chevaux, et elle allégera sensiblement le budget de la guerre. En revanche, il nous est impossible de faire chorus avec les journaux qui félicitent le gouvernement d'Alexandre III de l'abolition de l'impôt de la capitation. Cet impôt, qui rapporte environ 60 millions de roubles, a été établi par Pierre le Grand ; il n'était à l'origine que de 74 copecks par tête ; il a été porté successivement à 2 1/2 roubles, il a le défaut d'être inégalement réparti et d'infliger à ceux qui le payent l'obligation de se munir d'un passeport ; mais on pouvait en améliorer l'assiette et la perception ; — on pouvait aussi supprimer les passeports, qui n'existent pas en Prusse, quoique la capitation y ait son équivalent dans l'impôt des classes. Il est inutile d'ajouter que la capitation, qui avait l'inconvénient d'appeler l'attention du peuple russe sur les dépenses du gouvernement, sera remplacée par des impôts indirects, qui n'ont pas cet horrible et insolent défaut.

*
* *

Le ministre des finances vient d'être obligé déjà de demander au tarif des douanes une partie des ressources nécessaires pour combler le vide que l'abolition de la capitation causera dans les caisses du trésor public. Le nouveau tarif dont le *Journal de Saint-Pétersbourg* a publié le texte dans son numéro du 15/27 juin, et qui est entré en vigueur le 1^{er}/13 juillet, établit des droits sur 30 articles qui en étaient exempts et les augmente, dans une mesure plus ou

leur, M. Gye, est un de ces hommes qui ne connaissent pas plus d'obstacles dans les revers que dans les succès. En trois mois il a joué vingt-six opéras ; il y a six représentations par semaine, généralement composées de six ouvrages différents. Le procédé de réalisation est très simple. Le directeur appelle ses chefs d'orchestre ; il en a deux : un italien, M. Bavignani ; un belge, français de cœur, M. Joseph Dupont, et il leur dit ceci : « Messieurs, nous donnerons lundi *Carmen*, mardi *Fra Diavolo*, mercredi *Don Juan*, jeudi *Aïda*, vendredi *la Révolte au sérail*, samedi *la Traviata*. » Et les choses s'accomplissent selon ce programme sommaire, grâce à l'activité des deux chefs d'orchestre, secondés par un régisseur excellent, M. Lapissida, le successeur du regretté Tagliafico, et une troupe d'artistes hors ligne : Mesdames Patti, Albani, Lucca, Fursch-Madrier, Valeria, Stahl ; MM. Nicolini, Gaillard, Cotogni, Pandolfini, Mierswinsky, de Retzské, etc. Excusez du peu !

Velléda ne devait d'abord passer que vers le 15 juillet ; un changement dans le répertoire a exigé qu'elle fût prête dix jours plus tôt ; cela n'a pas présenté plus de difficulté que la substitution d'une courroie de transmission à une autre dans la marche d'une machine à vapeur ; les artistes se sont un peu surmenés, les choristes ont travaillé jour et nuit, et voilà. Je raconte ces choses invraisemblables sans nulle arrière-pensée de les proposer en exemple à l'inertie parisienne. *Scribitur ad narrantum.*

Paris, le 14 juillet 1882.

G. DE M.

Bibliographie économique.

PUBLICATIONS ENREGISTRÉES EN JUIN 1882.

BLOCK (Maurice). *L'agriculture ou huit jours au concours de Bagnols*. Gr. in-16 de 116 p. Paris, Hetzel. [Entretiens familiers sur l'administration de notre pays. Bibliothèque des jeunes français.]

— *Le commerce*, ou comment on étudie les affaires ; histoire de trois apprentis commerçants. Gr. in-16 de 128 p. Paris, Hetzel [même collection].

— *L'industrie*, ceux qui dirigent et ceux qui exécutent le travail. Gr. in-16 de 128 p. Paris, Hetzel [même collection].

BRELAY (Ernest). *Les classes agricoles avant et après la Révolution*. In-8 de 64 p. Paris, Guillaumin. [Extrait de la « Révolution française ».]

CELLIEZ (Henri) et LE SENNE (Charles). *Loi de 1881 sur la presse*, accompagnée des travaux de rédaction, savoir : le rapport de la Commission d'initiative, les trois délibérations de la Chambre des députés, le rapport au Sénat et la délibération, avec observations et table alphabétique. In-8 de xxvii-757 p. Paris, Chevalier-Marescq.

COURTOIS (Alphonse). *Défense de l'agiologie*. 4^e édition. In-18 de 372 pages. Paris, Guillaumin.

— *Traité élémentaire des opérations de bourse et de change*. 2^e édition. In-18 de xii-476 p. Paris, Garnier.

CRESPEL LAURIN (Auguste). *Cours de droit maritime*. Annoté, complété et mis au courant de la jurisprudence la plus récente. 2 vol. in-8 de 473-276 p. Paris, Chevalier-Marescq.

DELALAIN (Paul). *Résumé de la législation de l'imprimerie et de la librairie* d'après la loi du 29 juillet 1881 et la circulaire ministérielle du 9 novembre. In-12 de 80 p. Paris, au Cercle de la librairie. [Extrait de « l'Annuaire de la librairie pour 1882 ».]

DEMOLINS (Edmond). *Le Play et son œuvre de réforme sociale*. In-8 de 32 p. Paris, aux bureaux de « la Réforme sociale ».

DESCHAMPS (Emile). *Des effets du cautionnement dans les rapports de la caution avec le créancier*, en droit romain ; *Des cessions en matière de propriété industrielle, littéraire et artistique*, en droit français. In-8 de lxvi-122 p. Paris, Larose et Forcel.

— *Etude sur la propriété industrielle, littéraire et artistique* au point de vue de la cession des droits de l'inventeur, du fabricant et de l'auteur. In-8 de 120 p. Paris, Larose et Forcel.

DESCHANEL (Emile). *Franklin*. In-18 de 192 p. Paris, Hachette.

DUSSIEUX (Louis). *Les grands faits de l'histoire de la géographie*, recueil de documents destinés à servir de complément aux études géographiques. T. I. L'antiquité et le moyen âge. In-18 de vii-424 p. Paris, Leccifre.

FAUCHILLE (Paul). *De la théorie des risques dans la vente*, en droit romain ; *Du blocus maritime*, en droit français. In-8 de 407 p. Paris, Rousseau.

— *Du blocus maritime*, étude de droit international et de droit comparé. In-8 de 412 p. Paris, Rousseau.

FOURNIÉ (Edouard). *Ch. Darwin, étude critique*. In-8 de 20 p. Paris, Chaix. [Extrait de la « Revue médicale française et étrangère ».]

GASPARIN (comte Agénor DE). *Pensées de liberté* (inédites). 4^e édition. In-18 de 234 p. Paris, C. Lévy.

GUÉRIN (Urbain). *Quelques mots sur la méthode d'observation dans la science sociale* : les Monographies, les Voyages. In-8 de 72 p. Paris, aux bureaux de « la Réforme sociale ».

GUYOT (Yves). *Etudes de physiologie sociale* ; la Prostitution. In-18

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

RÉFORME DE LA LÉGISLATION

SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Depuis quelques années, et surtout à la suite de la crise financière qui a éclaté au commencement de 1882 sur les places de Paris et de Lyon, la législation sur les sociétés par actions a fait l'objet de nombreuses critiques. Les faits regrettables qui se sont produits ont été imputés à son imperfection et à son insuffisance. Si des spéculateurs ont trop exalté certaines entreprises, s'ils en ont exagéré les bénéfices futurs, s'ils ont vendu des titres au-dessus de leur valeur réelle, c'est, dit-on, parce que la loi ne contient pas les prescriptions nécessaires pour prévenir les abus. Le législateur est rendu responsable de la mauvaise foi des uns, et de la folie ou de l'imprudence des autres. Bien des gens, aujourd'hui, demandent des réformes et une réglementation plus complète. De nombreux articles dans les journaux politiques et financiers ont été écrits en ce sens ; des brochures ont cherché à prouver qu'il convient de fortifier les lois préventives, d'augmenter les garanties, de frapper de nullité les sociétés qui ne sont pas constituées d'une façon absolument régulière, et d'établir des responsabilités civiles et pénales rigoureuses contre les administrateurs, en cas d'infraction aux dispositions légales.

Il est vrai que quelques personnes sont d'une opinion diamétralement opposée. Elles pensent que la loi qui régit les sociétés par actions est déjà trop compliquée de dispositions restrictives ; qu'en voulant tout prévoir, elle a créé des embarras sérieux et préjudiciables à des intérêts légitimes ; qu'elle n'a pas empêché et ne pouvait point empêcher les fraudes ; qu'elle n'a eu qu'un effet, c'est de laisser le public dans une fausse sécurité, en lui faisant croire qu'il n'avait pas besoin de défendre ses intérêts, la loi elle-même s'étant chargée d'en prendre soin. Elles estiment que les sociétés par actions doivent être contractées librement sous la seule ré-

serve de la répression des fraudes et des fautes, d'après les principes du droit commun.

Ces deux systèmes ont déjà été défendus en 1807, dans la discussion du code de commerce, et, depuis cette époque, chaque fois qu'il a été question de toucher aux lois qui régissent les sociétés par actions.

Un examen nouveau de cette partie de notre législation paraît actuellement particulièrement opportun.

Des propositions de loi, ayant pour objet des modifications à la loi du 24 juillet 1807, ont été déposées récemment sur le bureau de la Chambre des députés.

De son côté, M. le garde des sceaux a institué, par un arrêté en date du 14 février 1882, une commission chargée d'étudier les réformes à introduire dans cette loi.

Nous allons examiner, sans parti pris, la question dans son ensemble.

I

Il est intéressant de suivre la marche des idées, en cette matière, depuis le commencement du siècle jusqu'à nos jours ; de constater comment on a eu la tendance, suivant les circonstances, tantôt à procurer aux intérêts des actionnaires et des tiers une protection plus efficace, tantôt à laisser aux conventions une plus grande liberté ; de montrer les exagérations auxquelles l'opinion publique se laisse aller après les crises financières, et les dangers que présentent les réformes acceptées trop facilement par le législateur. L'expérience du passé aidera à juger sainement et avec maturité les réclamations qui se produisent en ce moment.

Le code de commerce de 1807 organisa le régime des associations commerciales, dans des conditions qui paraissaient répondre aux besoins de l'époque.

Il admit deux espèces de sociétés par actions : les sociétés en commandite et les sociétés anonymes.

Les sociétés en commandite, qui pouvaient être librement formées, étaient soumises à des prescriptions sévères. Les commanditaires ne devaient faire aucun acte de gestion ; en cas de contravention à cette défense, ils étaient obligés solidairement, avec les associés en nom collectif, pour toutes les dettes de la société.

Les sociétés anonymes, instituées généralement en vue de plus grandes entreprises, n'existaient qu'avec l'autorisation du gouvernement. Les administrateurs, associés ou non, révocables à la vo-

lonté des actionnaires, n'étaient responsables que de l'exécution de leur mandat.

Sous le gouvernement de Juillet, l'industrie prit un grand développement; des gens habiles cherchèrent à exploiter le goût du public pour les affaires industrielles. De nombreuses sociétés en commandite furent créées et donnèrent lieu à des abus, à des fraudes, à des agiotages. Aussitôt, on reprocha à la loi de n'avoir pas su prévenir les manœuvres des fondateurs et des gérants des sociétés. Des mesures préventives furent instamment réclamées.

Pour donner satisfaction à l'opinion publique, le garde des sceaux déposa, le 17 février 1838, un projet de loi qui supprimait les actions dans les sociétés en commandite et annulait les sociétés constituées en contravention à cette disposition. Les fondateurs étaient obligés solidairement à la restitution de toutes les sommes reçues en échange des actions émises, au paiement des dettes sociales et à des dommages-intérêts envers les tiers, sans préjudice de l'application de l'article 405 du code pénal.

Ce projet met en lumière les inconvénients des résolutions suggérées par des réformateurs impatientes. Il prouve qu'en ces matières il faut être prudent, et qu'il peut y avoir péril à accueillir des remèdes radicaux sous l'influence d'une impression irréfléchie. En effet, la division du capital social en actions nominatives ou au porteur est une chose excellente; des titres, qui peuvent être négociés sans frais, rapidement, sans formalités ni responsabilité, offrent de grands avantages. C'est la possibilité qu'ont les associés de représenter leurs parts d'intérêts par des actions qui a rendu populaires les sociétés en commandite et les a multipliées.

L'agiotage auquel on s'était livré sur les titres de quelques sociétés en commandite n'était pas un motif suffisant pour déterminer le gouvernement à proposer une mesure qui aurait privé le public d'une forme de constitution de sociétés, favorable au succès des entreprises commerciales et industrielles; on ne saurait interdire l'usage d'une liberté légitime, uniquement parce qu'elle prête à l'abus.

Heureusement, la loi ne fut pas votée; la législature se termina avant que le projet pût être l'objet des délibérations des Chambres. Le temps amena la réflexion; les colères et les craintes se calmèrent, et le projet du gouvernement fut définitivement abandonné. Les affaires industrielles et commerciales reprirent leur cours régulier; les actionnaires et le public se protégèrent eux-mêmes et trouvèrent dans la loi commune le moyen de défendre leurs inté-

accepter. Le gouvernement, ému de ces désordres, a résolu d'y mettre un terme et d'en prévenir le retour. Il ne saurait tolérer que des intérêts nombreux restent exposés sans protection aux entreprises de la fraude ; il désire surtout, répondant au vœu de la conscience publique, prévenir, par de sages précautions, et même atteindre, par de justes châtiments, des faits qui échappent à l'application des lois existantes, mais qui blessent ouvertement les règles de la morale. »

Voici, succinctement résumées, les prescriptions de la loi du 17 juillet 1856 :

Elle défend de diviser le capital des sociétés en commandite en actions ou coupons d'actions de moins de 100 francs lorsque le capital n'excède pas 200,000 francs, de moins de 500 francs lorsqu'il est supérieur. — Elle exige que la totalité du capital social soit souscrit ; — que le quart au moins du montant des actions soit versé ; — que ces deux faits soient constatés par une déclaration du gérant dans un acte notarié ; — que les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération ; — que les souscripteurs soient responsables du paiement du montant total des actions ; — que les titres ne puissent être négociables qu'après le paiement des deux tiers ; — qu'une première assemblée des actionnaires ordonne la vérification et l'appréciation des apports en nature ou des avantages particuliers ; — que la valeur en soit approuvée par une assemblée ultérieure ; — enfin elle prescrit la nomination d'un conseil de surveillance composé de cinq actionnaires au moins.

Si la société est constituée contrairement aux dispositions qui précèdent, elle est déclarée nulle.

En cas de nullité de la société, les membres du conseil de surveillance et les fondateurs qui ont fait des apports en nature ou stipulé, à leur profit, des avantages particuliers, peuvent être déclarés responsables, solidairement avec les gérants, de toutes les opérations faites postérieurement à leur nomination.

Tout membre du conseil de surveillance est responsable avec les gérants : 1° lorsque, sciemment, il a laissé commettre dans les inventaires des inexactitudes graves, préjudiciables à la société et aux tiers ; 2° lorsqu'il a, en connaissance de cause, consenti à la distribution de dividendes non justifiés par des inventaires réguliers.

La loi punit d'un emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs, l'émission d'actions d'une société constituée illégalement ; elle frappe de la même peine le gérant qui a commencé les opérations sociales avant l'entrée en fonction du conseil de surveillance. — Elle édicte la

même amende contre les négociations d'actions dont la valeur ou la forme seraient contraires aux dispositions de la loi, ou pour lesquelles le versement des deux cinquièmes n'aurait pas été effectué. — Elle punit des peines portées par l'article 405 du code pénal : 1° ceux qui, par simulation ou par publication, faite de mauvaise foi, de souscriptions qui n'existent pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenu des souscriptions ; 2° ceux qui, pour provoquer des souscriptions, ont, de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées, contrairement à la vérité, comme étant attachées à la société à un titre quelconque ; 3° les gérants qui, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré la répartition de dividendes non réellement acquis à la société.

Le garde des sceaux affirmait que cette loi avait le mérite de concilier, dans une juste mesure, la répression qui doit atteindre les actes coupables, et l'indépendance qu'il faut laisser aux volontés privées dans la formation des contrats ; mais cette appréciation n'a pas été confirmée par les hommes éclairés, qui ont reconnu bientôt les inconvénients de ces prescriptions gênantes et de ces répressions rigoureuses. Le législateur lui-même a jugé ultérieurement que le code de commerce et la loi de 1856 ont exagéré les sévérités.

Une première loi, du 6 mai 1863, a adouci, en les améliorant, les dispositions du code de commerce de 1807. Ce code défendait aux associés commanditaires de s'immiscer dans l'administration des affaires de la société, et même de représenter le gérant en vertu d'une procuration. Le commanditaire qui n'avait pas respecté cette défense absolue, qui avait participé aux opérations sociales, était obligé solidairement avec les gérants à l'égard de tous créanciers de la société. Un seul fait d'immixtion créait cette responsabilité indéfinie. La déclaration formelle du commanditaire de sa qualité de mandataire ne l'aurait pas garanti. Il suffisait donc qu'un créancier prouvât un acte de gestion quelconque pour enchaîner le juge et rendre la condamnation inévitable, lors même que l'associé aurait établi que la dette dont le paiement lui était demandé était étrangère aux faits qui lui étaient imputés, et quand même ces faits, loin d'avoir diminué l'actif social, auraient procuré un bénéfice à la société.

Cette disposition était justement critiquée. Elle avait été l'objet, notamment, d'une réclamation énergique de la part de la chambre de commerce de Paris, dans une délibération du 31 janvier 1863 : « Aucune raison, disait cette chambre, ne saurait exister pour priver le capitaliste du droit de gérer et d'administrer, partout où il

apporte le concours de ses capitaux. A ce prix seul, aujourd'hui, son intervention est acquise. Faudra-t-il conclure, comme on l'a soutenu, en invoquant le vieil axiome : « Qui s'oblige, oblige les siens », que le commanditaire intervenant doit être fatalement soumis à une responsabilité absolue et sans limite ? Une pareille doctrine ne saurait évidemment faire la loi du présent ; elle aurait pour effet, si elle devait jamais prévaloir, de tarir la fécondité des sources qui vivifient les affaires ; elle aurait pour autre conséquence d'entraver la marche de notre société moderne, en continuant à la tenir plus que jamais divisée en commerçants et non commerçants, les uns abandonnés à tous les risques, les autres étrangers à la prospérité que font naître et développent les transactions commerciales. »

La loi du 6 mai 1863 a tenu compte d'une partie de ces réclamations. Elle maintient pour le commanditaire l'interdiction d'administrer, mais elle décide qu'en cas d'immixtion, l'associé commanditaire n'est obligé solidairement avec le gérant qu'aux dettes dérivant de ses actes de gestion. Il peut encore cependant, suivant le nombre et la gravité de ces actes, être déclaré responsable de tous les engagements sociaux ou de quelques-uns seulement.

Une seconde loi, rendue dans la même année, à la date du 23 mai 1863, réalisa dans la législation sur les sociétés une réforme considérable.

La nécessité d'une autorisation du gouvernement pour la constitution des sociétés anonymes et les difficultés qu'il fallait vaincre pour l'obtenir, empêchaient souvent qu'on pût faire usage de cette forme d'association. L'autorisation n'était accordée généralement qu'aux sociétés qui avaient pour objet de grandes entreprises, telles que la construction et l'exploitation des chemins de fer ou des canaux, aux compagnies d'assurances, aux compagnies minières ou métallurgiques ; elle était refusée à peu près systématiquement pour les affaires d'une importance secondaire.

D'un autre côté, les responsabilités redoutables créées par la loi du 17 juillet 1856 à la charge des fondateurs et des conseils de surveillance des sociétés en commandite, détournaient les personnes prudentes de ces associations.

Ce double obstacle entravait même les affaires les plus dignes d'être encouragées et suscitait des mécontentements et des plaintes. Pourquoi, disait-on, ne pourrait-on pas, comme cela se pratique en Angleterre, former des sociétés anonymes sans avoir besoin de recourir à l'intervention du gouvernement ? Pourquoi ne serait-il pas permis de constituer et d'administrer librement des sociétés

dans lesquelles la responsabilité des associés serait limitée à leurs mises, le fonds social seul étant obligé ?

Le législateur répondit à ce vœu par la loi du 23 mai 1863. Cependant, il ne s'engagea que timidement dans cette voie. Il n'osa pas, du premier coup, rendre libres les sociétés anonymes, en supprimant l'autorisation gouvernementale, comme on le demandait. Il créa une nouvelle espèce d'associations, intermédiaires entre les sociétés en commandite et les sociétés anonymes, qu'il désigna sous le nom de *sociétés à responsabilité limitée*. Ces sociétés pouvaient être formées librement ; les associés n'y étaient engagés que jusqu'à concurrence de leurs apports. « Les avantages et les facilités que présente ce système frappent au premier coup d'œil, disait l'exposé des motifs ; c'est la liberté pour la constitution de la société et pour son administration, avec la limitation de la responsabilité individuelle à la mise de chaque associé. Il serait difficile de proposer des combinaisons meilleures pour les associés et plus séduisantes pour les capitaux. Mais la sollicitude du législateur ne doit pas s'attacher d'une manière exclusive à ce qui peut favoriser les sociétés au moment de leur formation, et attirer les sommes nécessaires à la constitution du fonds social ; sa vue doit s'étendre plus loin et embrasser les divers intérêts qui peuvent se trouver en opposition avec ceux des associés et accorder à tous une égale protection. Or, il faut en convenir, la conscience publique serait souvent trompée s'il était permis à tous ceux qui en auraient la pensée de former des associations qui ne seraient soumises à aucune condition particulière, et qui pourraient contracter des engagements sans autre garantie qu'un capital, la plupart du temps insuffisant. En s'engageant dans cette voie, on avait un double écueil à éviter : l'excès de précautions et l'insuffisance des garanties. L'un rendrait impossible la formation des sociétés, l'autre ne donnerait point au public la sécurité nécessaire et, par cela même, écarterait la confiance et le crédit. »

En procurant le moyen de constituer à volonté des associations dans lesquelles les associés ne sont pas obligés personnellement, le législateur avait cherché à donner aux actionnaires et aux tiers des garanties suffisantes pour la protection de leurs intérêts.

A cet effet, la loi du 23 mai 1863 édictait un ensemble de dispositions qui sont reproduites, presque littéralement, dans la loi du 24 juillet 1867, dont nous allons parler.

La loi du 24 juillet 1867 a abrogé celles du 17 juillet 1856 et du 23 mai 1863. C'est elle seule qui régit actuellement les sociétés en commandite et les sociétés anonymes. Elle a été conçue, il faut le

reconnaître, dans un esprit libéral et modéré et elle a certainement amélioré la législation antérieure. Cependant on ne peut nier qu'elle soit elle-même encore bien imparfaite. Certaines dispositions modifiées auraient dû être conservées, et d'autres, qui ont été maintenues, auraient dû être réformées.

Pour ce qui concerne les sociétés en commandite, la loi du 24 juillet 1867 a diminué, sur plusieurs points, les responsabilités et les rigueurs créées par la loi du 18 juillet 1856.

Nous avons vu que les actions de ces sociétés devaient rester nominatives jusqu'à entière libération, et que les souscripteurs étaient responsables de la totalité des versements : la loi du 24 juillet 1867 permet de stipuler dans les statuts constitutifs de la société que les actions pourront, après avoir été libérées de moitié, être converties en actions au porteur, par délibération de l'assemblée générale ; dans ce cas, les souscripteurs primitifs qui ont aliéné leurs actions, et ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié, ne restent tenus au paiement du montant de leurs actions que pendant un délai de deux ans, à partir de la délibération de l'assemblée générale. Après l'expiration de ce délai, on ne peut plus leur demander le versement de la dernière moitié. — Les actions n'étaient négociables, en vertu de la loi de 1856, qu'après le versement des deux cinquièmes ; d'après celle de 1867, le versement du quart suffit. — La responsabilité des conseils de surveillance a été notablement allégée : aux termes de la loi de 1856, tous les membres de ces conseils qui pouvaient se succéder pendant la durée de la société étaient responsables des violations de la loi, même de celles qui avaient été commises avant leur nomination, et ils étaient tenus solidairement de toutes les dettes sociales. La loi nouvelle ne soumet au paiement du passif que ceux qui ont assisté et concouru à la formation de la société ; leur responsabilité ne s'étend plus nécessairement à la totalité du passif ; les tribunaux ont la faculté de proportionner la répartition des condamnations civiles à la gravité de la faute et à l'importance du préjudice causé. — Les fondateurs qui ont fait des apports en nature et ceux qui ont stipulé à leur profit des avantages particuliers étaient obligés, vis-à-vis des tiers, par la loi de 1856, pour toutes les opérations de la société ; il n'y sont plus tenus maintenant que si ces apports et ces avantages n'ont pas été approuvés conformément aux prescriptions légales. — Enfin, la loi de 1867 fixe les cas dans lesquels les dividendes payés peuvent être répétés, et elle limite à cinq ans, à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes, le délai de la prescription de l'action en répétition.

s'adresseront aux tribunaux civils et aux tribunaux correctionnels qui leur donneront satisfaction. La loi se bornerait à poser des règles générales applicables aux diverses sociétés. Les associés et les tiers seraient protégés par l'article 1382 du code civil et par l'article 405 du code pénal. Il suffirait d'ajouter aux délits prévus par ce dernier article les manœuvres frauduleuses à l'aide desquelles on aurait provoqué des souscriptions, et les distributions, faites sciemment, de dividendes fictifs.

Dans l'autre système, au contraire, la loi doit tout prévoir, et réprimer les infractions par des pénalités sévères.

Voici, d'après les divers écrits qui sont passés sous nos yeux depuis quelques mois, les principales réformes qu'on voudrait introduire dans notre législation actuelle sur les sociétés par actions :

« Les actions des sociétés en commandite ou anonymes devront rester nominatives jusqu'à leur libération intégrale, et les actionnaires seront responsables de la totalité du montant des versements. Cependant, dans le cas de cession des titres, les souscripteurs cesseront, après un délai de cinq ans à partir de la cession, d'être tenus de ce qui reste dû.

« Le montant du versement du quart devra être déposé en espèces soit à la Banque de France, soit à la Caisse des dépôts et consignations, et ne pourra en être retiré que soixante jours après la constitution de la société.

« Les bulletins de souscription devront indiquer les apports en nature et les avantages particuliers.

« Tous les titres et tous les documents émanant de la société indiqueront le capital-espèces et le capital-apports.

« Les actions ne seront négociables qu'après avoir été libérées de moitié.

« Les actions créées en représentation des apports en nature ne pourront être détachées de la souche et négociées, que lorsque la société aura opéré pendant trois exercices, dont les résultats auront été constatés par les administrateurs.

« Il sera adjoint aux commissaires élus par l'assemblée générale des actionnaires un ou trois experts nommés par le président du tribunal de commerce, pour procéder à l'évaluation des apports en nature.

« Les émissions publiques d'actions avec primes seront interdites à l'origine des sociétés, et elles ne pourront avoir lieu postérieurement, en cas d'augmentation du capital, qu'après une vérification de l'avoir social par les commissaires et des experts.

« La même vérification sera exigée dans le cas où des détenteurs

d'actions voudraient vendre publiquement leurs titres avec primes.

« Aucune augmentation de capital en numéraire ne pourra avoir lieu avant la libération complète des actions.

« Un expert nommé par le président du tribunal de commerce sera adjoint aux commissaires chargés de faire le rapport annuel à l'assemblée générale sur la situation de la société, sur le bilan, et sur les comptes présentés par les administrateurs.

« Tous les actionnaires auront le droit de faire partie des assemblées générales, quel que soit le nombre de leurs actions.

« Dans le cas prévu par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, si la première assemblée n'a pas pu valablement statuer, une seconde assemblée, régulièrement constituée, aura le pouvoir de résoudre les questions soumises dans le premier ordre du jour, quel que soit le nombre des actions représentées.

« Les statuts de la société ne pourront être modifiés qu'avec l'autorisation de la majorité des obligataires.

« L'acte de société devra être publié, à titre de projet, avant la souscription des actions, et indiquer le chiffre des apports en nature et les avantages particuliers.

« Lorsque les dividendes auront atteint 10 0/0 du capital versé, l'assemblée générale aura la faculté de décider que le surplus sera porté à un fonds de prévoyance.

« Le bilan et le compte des profits et pertes seront publiés chaque année dans la forme de la publication des actes constitutifs.

« Aucune émission d'obligations n'aura lieu avant la libération complète des actions.

« Les sociétés ne seront autorisées à emprunter qu'après avoir fait estimer la valeur de l'actif social par un expert nommé par le président du tribunal de commerce.

« Avant que les souscriptions d'obligations soient définitives, une assemblée générale des prêteurs sera réunie pour entendre les explications des représentants de la société sur la valeur du gage ; les souscripteurs ne seront obligés qu'après un vote favorable de l'assemblée.

« Les obligataires nommeront un ou plusieurs commissaires pour assister, avec voix consultative, à toutes les assemblées des actionnaires.

« Le montant des obligations ne pourra pas dépasser la moitié du capital social, après déduction des apports mobiliers autres que ceux en espèces.

« Les primes de remboursement ne seront autorisées qu'à la

condition que les obligations porteront un intérêt de 3 0/0 par an.

« Les administrateurs ou les membres des conseils de surveillance seront tenus, sous leur responsabilité solidaire, de prendre inscription sur les immeubles de la société au profit des obligataires, successivement, après chaque emprunt.

« La nullité des sociétés pourra être prononcée pour toute infraction aux dispositions de la loi.

« En cas de nullité des sociétés, la responsabilité solidaire des administrateurs ne s'étendra qu'au préjudice causé par cette nullité.

« Les créanciers sociaux, malgré cette nullité, auront un droit de préférence sur l'actif social à l'égard des créanciers personnels des associés.

« Seront punies d'une amende de 500 francs à 1,000 francs :

« Toutes spéculations par une société sur ses propres actions et obligations, sans préjudice des peines portées par l'article 405 du code pénal ;

« Les émissions faites sans expertise préalable et avis favorable de l'assemblée générale des souscripteurs ;

« L'infraction aux dispositions relatives à la publicité.

« Sera punie d'un emprisonnement de un an à cinq ans, toute combinaison ayant pour objet d'annihiler ou de diminuer les garanties établies par la loi en faveur des actionnaires ou des tiers et dans le but de procurer à ses auteurs des avantages illicites.

« Le procureur de la République pourra, par lui-même ou par ses délégués, assister à toutes les assemblées d'actionnaires ou d'obligataires.

« Les sociétés étrangères, qui ont un établissement en France ou qui font appel au crédit, dont les titres émis ou vendus donneront lieu à des transactions, soit sur le marché officiel de la Bourse, soit sur le marché libre, par l'intermédiaire d'agents de change, de courtiers ou de banquiers, seront soumises, pour la validité de leur constitution et pour la publicité, aux dispositions de la loi française.

« Les sociétés ne pourront emprunter qu'après expertise de leur avoir, et la souscription ne sera définitive qu'après avis favorable de l'assemblée des souscripteurs d'obligations. »

Les auteurs de ces propositions prétendent que les dispositions que nous venons de résumer sont les *principales réformes* qu'il convient de réclamer ; que c'est là un *minimum*. Il y a encore d'autres précautions secondaires, paraît-il, qu'il importerait d'adopter

Pourquoi interdire l'augmentation du capital social avant la libération complète des actions ? Les sociétés ont souvent intérêt à ne pas appeler immédiatement la totalité du montant de leurs actions, pour n'avoir pas à rémunérer la partie du capital non encore versée. Le public y trouve également un avantage, car les sommes restant dues par les actionnaires constituent pour les créanciers une garantie certaine ; les sommes que la société a déjà reçues peuvent avoir été perdues dans des opérations malheureuses, tandis que ce qu'elle a à recevoir forme une ressource bien réelle. Cette combinaison qui augmente le crédit des sociétés sans accroître leurs charges annuelles est très légitime. Il n'y a pas de raison de l'interdire, lorsque le capital social est augmenté.

Les obligations qu'on veut imposer aux sociétés qui ont à emprunter et les droits qu'on accorde aux obligataires sont inadmissibles.

En ne permettant pas aux sociétés de faire appel au crédit avant le versement intégral du montant des actions, on les met dans une situation difficile ; on les expose à ne pas pouvoir profiter d'un moment favorable pour l'émission de leurs obligations.

Les sociétés, dit-on, ne pourront demander le concours des capitalistes qu'après avoir fait estimer, par experts, la valeur actuelle de leur actif, et la souscription ne sera définitive que si le prêt est approuvé par une assemblée des obligataires. Il en résultera que des compagnies de chemins de fer, par exemple, qui auront besoin de faire des émissions successives d'obligations pour terminer leurs réseaux, devront, chaque fois, demander au président du tribunal de commerce la nomination d'un expert, pour faire faire l'évaluation du chemin, gage des créanciers. L'expert aura ainsi à estimer le produit probable de l'exploitation future ! Si la disposition qu'on réclame eût été imposée dès l'origine, il y a bien des entreprises qui sont aujourd'hui prospères qui ne se seraient terminées qu'après la faillite des premières sociétés.

Ce n'est pas tout. Les souscripteurs devront se réunir en assemblée générale pour discuter le gage avec les représentants de la compagnie. Il suffira souvent qu'un ennemi de la société ou un rival d'industrie, porteur d'une obligation, fasse de mauvaise foi la critique du gage, le déprécie avec habileté, pour déterminer les souscripteurs à renoncer au prêt qu'ils avaient consenti. Convenons que si on voulait s'ingénier pour trouver les moyens d'entraver la constitution des capitaux nécessaires aux besoins des entreprises, on ne ferait pas mieux.

En permettant aux obligataires de nommer des commissaires pour assister, avec voix consultative, aux assemblées générales des

la Bourse française. En sommes-nous arrivés à ce point de remplacer les principes de l'économie politique par une espèce de socialisme administratif ?

Nous ne pousserons pas plus loin cet examen critique. Il suffit d'avoir indiqué le point de vue auquel on doit se placer pour juger les réformes proposées

Nous nous sommes borné à signaler les dispositions qui nous ont paru avoir les plus graves inconvénients. Plusieurs autres sont inoffensives et pourraient être admises, mais elles n'ajouteraient rien aux garanties que donne le droit commun. Dès lors pourquoi encombrer nos lois de textes inutiles ?

III

Nous sommes opposé à toute réglementation minutieuse, parce que les précautions nouvelles ne préviendraient aucun abus et parce que l'article 1382 du Code civil donne aux sociétés et aux tiers la meilleure des garanties.

Mais irons-nous jusqu'à admettre qu'il faut abroger la loi du 24 juillet 1867, et se borner à poser les principes généraux qui régissent les diverses espèces de société, en laissant aux parties la faculté d'y apporter toutes les dérogations qui ne sont pas prohibées par l'ordre public et les bonnes mœurs ?

Nous ne croyons pas qu'on doive aller jusque-là. Sans doute le législateur ne doit pas sanctionner docilement les préjugés ou les passions du jour ; mais il ne saurait pas non plus les heurter trop brusquement, car il s'exposerait à être désavoué par l'opinion publique. Il y a du reste, à notre avis, quelque avantage à imposer aux parties l'obligation d'insérer dans les statuts sociaux des stipulations jugées équitables pour tout le monde, dont l'expérience a prouvé l'efficacité, et à proscrire celles qui étaient généralement interdites dans les sociétés anonymes autorisées par le gouvernement. Nous avons vu que, dans l'esprit de la loi du 24 juillet 1867, les prohibitions et les prescriptions légales devaient rester dans ces limites. Les articles de cette loi qui vont plus loin dépassent la mesure des restrictions et des rigueurs que le législateur a eu l'intention d'édicter.

Nous estimons donc qu'il y a lieu de maintenir l'ensemble de la loi de 1867, et de réformer seulement quelques-unes de ses dispositions dont la pratique a révélé les imperfections. Nous les indiquerons en quelques mots.

Il nous paraît rationnel de décider que les actions resteront nominatives jusqu'à leur libération intégrale ; que les souscripteurs ou

les détenteurs seront obligés d'en payer le montant, conformément au droit commun, et de revenir, sur ce point aux dispositions de la loi du 17 juillet 1856. Les tiers comptent sur le capital social énoncé dans les statuts ; d'après la loi actuelle souvent une partie de ce gage leur échappe. En effet, les actions nominatives peuvent être converties en titres au porteur, après versement de moitié du capital, et les souscripteurs sont libérés, à l'expiration d'un délai de deux ans, à partir du jour de la délibération de l'assemblée générale qui a autorisé la conversion. Il s'ensuit que, lorsque les créanciers veulent exercer leurs droits, après l'expiration de ce délai, sur la moitié du fonds social non versé, les actionnaires ont disparu avec le gage. Si les actions restent nominatives, les créanciers pourront les suivre dans toutes les mains où elles ont passé ; ils auront pour débiteurs les détenteurs actuels, et pour garants les cédants dans l'ordre des transferts.

Il ne serait pas équitable cependant d'assujettir d'une manière indéfinie les souscripteurs ou détenteurs antérieurs au paiement de ce qui reste dû ; car, après la cession de leurs titres, ils cessent d'être associés et de faire partie des assemblées générales ; ils n'ont plus la possibilité de surveiller l'administration de la société, de s'opposer aux modifications des statuts ou à des opérations qui peuvent compromettre l'actif social, ainsi qu'à la distribution de dividendes excessifs. Par ces raisons il convient de limiter à leur égard la durée de l'action par une courte prescription.

Il est nécessaire d'ajouter à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, qui s'occupe des assemblées appelées à délibérer sur les modifications aux statuts et sur les demandes de dissolution ou de prolongation des sociétés, une disposition nouvelle portant que, si la première assemblée n'a pas réuni un nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social, une seconde assemblée pourra délibérer valablement sur les questions prévues dans les statuts et portées à l'ordre du jour de la première assemblée, quelle que soit la portion du capital représentée dans la dernière réunion par les actionnaires présents.

Il peut, en effet, arriver que, par suite d'une division extrême des actions, les associés qui possèdent la quantité d'actions exigée par les statuts pour faire partie des assemblées générales, ne représentent pas la moitié du capital social. La société se trouve alors dans l'impossibilité absolue de délibérer. Lors même que la résolution à prendre serait unanimement approuvée et incontestablement favorable à la société, l'assemblée ne pourrait pas l'accepter. La réforme de l'article 31 est évidemment désirable dans l'intérêt général de tous les actionnaires.

Cette distinction n'est pas rationnelle, car ces dernières associations constituent des personnes morales, comme les sociétés en nom collectif ou en commandite ; elles existent légalement, d'après leur statut personnel ; elles ont leur individualité aussi bien que les personnes physiques. Elles devraient donc être admises à contracter et à plaider en France dans les mêmes conditions que les autres sociétés et que tous les étrangers. C'est en effet ce qui était jugé, avant 1857, par les tribunaux français : toutes les sociétés étrangères, régulièrement formées d'après les lois de leurs pays, avaient chez nous une existence légale, elles pouvaient acheter, vendre, stipuler, s'engager, introduire des actions en justice et y défendre comme tout autre étranger.

La loi du 30 mai 1857 a changé cet état de choses. Aux termes de cette loi les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement, ne peuvent plus exercer leurs droits ni ester en justice en France, que lorsqu'elles ont été autorisées par un décret rendu en Conseil d'État.

Cette loi fait naître des difficultés sérieuses, qui sont encore plus compliquées depuis que plusieurs Etats ont supprimé l'autorisation gouvernementale. D'une part, on soutient que les sociétés libres ne peuvent pas être admises, même par un décret, à exercer leurs droits en France, par la raison que la loi de 1857 dit expressément que cette faculté ne sera accordée qu'aux sociétés qui sont soumises à l'autorisation de leur gouvernement et qui l'ont *obtenue*. On induit de ce texte que les sociétés anonymes *libres*, quoique régulièrement constituées dans leur pays, ne peuvent être reconnues par les tribunaux français. Si cette opinion prévalait, le même sort serait réservé, à l'étranger, aux sociétés anonymes françaises, puisque d'après la loi du 24 juillet 1867, elles ne sont plus autorisées par le gouvernement. D'autres personnes pensent au contraire que la loi du 30 mai 1857 ne fait pas obstacle à ce que les sociétés anonymes *libres* aient en France les mêmes droits que les sociétés en nom collectif ou en commandite, et que le décret rendu au Conseil d'Etat dont parle cette loi, leur est inutile. La loi de 1857, ne s'appliquant, en effet, qu'aux associations qui sont soumises à l'autorisation gouvernementale, ne concerne pas, dit-on, les sociétés anonymes qui sont librement constituées.

La loi dont il s'agit doit être abrogée. Les sociétés étrangères, en nom collectif, en commandite ou anonymes, sont régies par les lois de leurs pays ; si elles sont créées conformément à ces lois, elles existent légalement en France, en vertu des principes

du droit commun ; par suite, elles ont, au même titre que tous les étrangers, le droit de contracter et d'ester en justice.

Il ne doit y avoir exception que pour les sociétés étrangères appartenant à des pays qui ne reconnaissent pas chez eux les mêmes droits aux sociétés françaises.

Telles sont les réformes qui nous paraissent utiles et que nous voudrions voir consacrer. Il convient, suivant nous, de développer les idées de progrès qui ont inspiré la loi du 24 juillet 1867. Au lieu d'augmenter les précautions législatives, les cas de nullité et les répressions, on doit au contraire corriger les imperfections de cette loi, en se rapprochant encore davantage du droit commun et des principes de la science économique. Il faut rectifier les erreurs que l'expérience a révélées, supprimer les prohibitions inutiles et les rigueurs excessives, limiter surtout les responsabilités civiles, conformément au droit et à l'équité. La réglementation à outrance qu'on propose mettrait en lisières une partie importante de l'industrie et du commerce, et entraverait les affaires sans aucun avantage pour personne. Elle accroîtrait l'instabilité des contrats et l'insécurité des intérêts qui y sont engagés, sans donner plus de garanties réelles aux actionnaires et aux tiers.

A notre sens, c'est exclusivement dans cet ordre d'idées qu'il convient d'apporter des modifications à la législation qui régit actuellement les sociétés par actions.

MATHIEU-BODET.

torial ; ce chef distribue à son gré les grades dans l'armée conquérante et avec eux les domaines qui servent à les rétribuer, tout en subsistant lui-même du produit du domaine qui lui est échu en partage ; il prend toutes les mesures et décide de toutes les entreprises qu'il juge utiles aux intérêts de l'association, sauf parfois à les soumettre à l'assemblée générale des associés ; tantôt le pouvoir du chef est limité à la convocation et au commandement de l'armée conquérante, en cas de danger commun ; les grades sont héréditaires avec les domaines qui les rétribuent, et chaque seigneur ou propriétaire de domaine se trouve dans une situation indépendante, sauf à fournir son contingent de services, quand il vient à en être requis par le chef, roi ou empereur ; encore ne juge-t-il pas toujours à propos de satisfaire à cette obligation. Chacun vidant soi-même ses querelles et s'efforçant, en l'absence d'une autorité supérieure suffisamment puissante, de s'arrondir aux dépens de ses voisins, il en résulte un état d'anarchie auquel il est remédié par la constitution du système d'assurance politique connu sous le nom de régime féodal : les faibles se mettent sous la protection des forts, moyennant une redevance qui est une véritable prime d'assurance ; ceux-ci s'assurent à leur tour, eux et leurs protégés, auprès des seigneurs les plus puissants, et la sécurité renaît parmi la clientèle de ces grands suzerains, assureurs immédiats ou successifs de la foule des propriétaires politiques. Cependant ce régime qui rétablit la paix pendant plusieurs siècles et ouvre la période la plus prospère et la plus heureuse peut-être de l'ère de la petite industrie, finit par tomber en décadence.

Les seigneuries politiques, comme toutes les autres propriétés, se vendent à prix d'argent ou se lèguent par héritage. Les seigneurs riches achètent les domaines et seigneuries de ceux qui se sont appauvris ; ils s'arrondissent par des mariages avec des héritières, par la confiscation des domaines de leurs vassaux, quand ceux-ci ne payent pas exactement leurs redevances ou leurs *primes*, etc., etc. Les grandes seigneuries absorbent ainsi successivement les petites, et les Etats morcelés du régime féodal deviennent la propriété d'un nombre restreint de « maisons politiques », comme on voit, de nos jours, quelques maisons de commerce colossales se substituer à la multitude des petits magasins de nouveautés et autres. En France notamment, la « maison » fondée par Hugues Capet absorbe, dans le cours de quatre ou cinq siècles, tous les domaines seigneuriaux, en substituant à la multitude des petits gouvernements quasi-indépendants des seigneurs ou des oligarchies municipales une domination unique.

Cette évolution qui s'est accomplie, à la même époque, dans la

plus grande partie de l'Europe, mais qui n'a été nulle part aussi complète qu'en France, a-t-elle constitué un progrès ? A certains égards, oui ; à d'autres égards, non.

Constatons d'abord qu'elle a eu plutôt pour résultat de modifier les dimensions des exploitations politiques que leur constitution même. Au lieu d'une foule d'états seigneuriaux ou municipaux, indépendants sauf leurs obligations féodales, il n'y a plus eu qu'un seul Etat, mais le changement s'est arrêté là. La constitution politique de la monarchie de Louis XIV ne diffère pas d'une manière fondamentale, de celle de la seigneurie d'un châtelain du moyen âge. Le châtelain était propriétaire de sa seigneurie et il la gouvernait selon son bon plaisir, sauf ce qu'il devait à son suzerain : le roi était propriétaire de son Etat, c'est-à-dire de la monarchie française et il la gouvernait de même selon son bon plaisir, — d'une manière plus absolue encore, car il n'avait pas de suzerain. Lequel de ces deux régimes était préférable au point de vue de l'intérêt des « sujets » qui formaient la généralité des consommateurs des services politiques, militaires et administratifs ? Il serait malaisé de le dire. Sans aucun doute, les monarchies absolues et centralisées des XVI^e et XVII^e siècles étaient des machines plus puissantes et plus parfaites que les gouvernements féodaux auxquelles elles avaient succédé. Elles l'étaient surtout au point de vue de la concurrence politique et militaire. Les Etats féodaux étaient visiblement moins bien organisés et outillés pour la guerre. Les vassaux ne devaient à leur suzerain qu'un service conditionnel et les armées féodales, composées en grande partie de simples milices obligées au service pour un temps limité, étaient des instruments de qualité inférieure. Les armées solidées et permanentes des monarchies unitaires, recrutées surtout parmi les populations belliqueuses qui faisaient de la guerre un métier, en Suisse, en Allemagne, en Belgique, en Irlande, étaient plus maniables et plus solides. L'administration intérieure des grandes monarchies était composée de même d'éléments supérieurs, parce que ses fonctionnaires et ses agents étaient pris dans un marché plus étendu et qu'ils pouvaient être mieux rétribués que ceux des petites seigneuries ou des monarchies municipales. En revanche, les « sujets » présentaient moins de garanties et pouvaient être assujettis à des obligations et à des taxes plus lourdes sous les grandes monarchies unitaires qu'ils ne l'avaient été sous le régime des seigneuries morcelées. Plus en effet, l'Etat s'agrandissait, plus s'accroissait la disproportion des forces entre le maître et le sujet, le gouvernant et le gouverné. Les seigneurs avaient dû compter avec leurs sujets, soit que ceux-ci appartenissent à la race conquérante et qu'ils eussent obtenu des lots de terre en

taines de membres de la tribu participassent, dans la mesure de leurs moyens à la gestion de ses affaires; on ne conçoit pas que tous les membres d'une nation de plusieurs millions d'hommes puissent prendre part à son gouvernement. Les entreprises politiques ne diffèrent pas en ce point des entreprises industrielles et commerciales. Supposons que la nation française juge à propos de confisquer, avec ou sans indemnité, l'industrie du coton, il est clair que tous les Français ne pourront pas s'occuper de la fabrication des cotonnades. Cette fabrication exige des aptitudes et des connaissances spéciales qu'ils ne possèdent pas tous; elle ne peut en outre être desservie, sous le régime économique de la division du travail que par un personnel limité et concentré dans un nombre restreint de fabriques. En admettant que des législateurs communistes décidassent cependant que tous les Français en possession de leurs droits civils seraient appelés à y participer, le plus grand nombre d'entre eux s'acquitteraient fort mal de leur tâche, ou négligeraient de la remplir s'ils n'y étaient pas contraints, car elle les détournerait, — sans pouvoir leur accorder à tous une compensation suffisante, — de l'industrie qui leur fournit leurs moyens d'existence. Qu'aurait donc à faire la nation française, en admettant qu'elle eût confisqué à son profit l'industrie du coton? De deux choses l'une, ou elle devrait en confier l'exploitation, dans des conditions à déterminer, à une maison ou à une compagnie possédant les ressources, les connaissances et l'expérience nécessaires à la pratique de cette industrie, ou elle devrait en organiser l'exploitation pour son compte. Il est permis de douter toutefois qu'elle réussît à établir cette exploitation d'une manière économique et efficace. Ajoutons que plus elle serait nombreuse, moins elle aurait de chances d'y parvenir.

C'est ainsi, au surplus, que les choses se sont passées dans les pays où la nation s'est emparée de l'établissement politique : ou bien elle en a concédé la gestion à une « maison », sous des conditions que le chef de cette maison a acceptées, en jurant d'observer, à peine de déchéance, la « constitution » dans laquelle elles se trouvaient spécifiées : c'est le régime de la monarchie constitutionnelle ; ou bien la nation s'est chargée de gérer elle-même son établissement politique : c'est le régime de la république.

Étudions sommairement ces deux régimes, en les comparant entre eux et avec les gouvernements de l'ancien type auxquels ils ont succédé.

§ 1^{er}. *La monarchie constitutionnelle.* — Les conditions auxquelles la nation concède à une « maison » la gestion de son établissement politique sont fort diverses, et jusqu'à nos jours, il faut le dire, ces

conditions ont été loin d'atteindre le but en vue duquel elles étaient stipulées, savoir de procurer à la nation, au prix le plus bas possible, le meilleur gouvernement que comportassent l'état d'avancement de la science de la politique et de l'administration, aussi bien que le milieu et les circonstances dans lesquels le gouvernement se trouvait établi, et les besoins auxquels il était appelé à pourvoir. Si l'on veut avoir, au surplus, une vue claire des défauts des institutions constitutionnelles, qui ont successivement remplacé, depuis la fin du siècle dernier, l'ancien régime monarchique, en France, en Belgique, en Hollande, en Espagne, en Prusse, en Italie, en Autriche, etc., il faut bien se rappeler ce qu'était cet ancien régime, à quelle sorte de vices et d'abus il avait particulièrement donné naissance et auxquels on se proposait de remédier.

Les établissements politiques de l'ancien régime étaient la propriété de la maison souveraine. Le chef de cette maison, duc, roi ou empereur, était, à titre de propriétaire de l'Etat, le maître de le gouverner à sa guise, au mieux de ses intérêts, comme le propriétaire d'une entreprise industrielle ou commerciale gouverne sa fabrique ou son comptoir. C'est la forme patrimoniale des entreprises, et elle a été, jusqu'à l'avènement des sociétés par actions, considérée comme la plus parfaite de toutes; encore même, eu égard à l'imperfection actuelle du mécanisme des sociétés et à l'inexpérience du personnel qui le met en œuvre, est-elle généralement regardée aujourd'hui comme la meilleure. Le chef héréditaire d'une maison politique ou industrielle est, en effet, intéressé au plus haut point à la prospérité de l'établissement dont il est le propriétaire; il est intéressé à employer les procédés les plus économiques et les plus efficaces pour le conserver et le développer, et à s'entourer du personnel le plus capable de le seconder. S'il possède les aptitudes et les connaissances nécessaires à l'exercice de ses fonctions dirigeantes, l'établissement qu'il gouverne en maître ne manquera pas de prospérer, et il le transmettra probablement, agrandi et fortifié, à son héritier. Mais, à côté de ses avantages, l'hérédité des fonctions a ses défauts : elle n'assure pas l'hérédité de la capacité. A la vérité, les souverains prévoyants et habiles ont soin de pourvoir à ce risque en instituant des « conseils », chargés de maintenir les bonnes traditions de leur politique, mais l'expérience démontre que ces « conseils », quel que soit leur mode de recrutement et quelque étendues que soient leurs attributions, ne suppléent qu'imparfaitement au défaut de capacité et d'énergie du chef de l'Etat. D'ailleurs, quand même les fonctions supérieures d'un gouvernement ne sont pas la propriété d'une caste, elles finissent toujours par se concentrer dans un petit nombre de familles, qui se coali-

sent contre les intrus, et dont les services deviennent de plus en plus chers et mauvais. A moins que la maison souveraine ne vienne à produire un homme de génie, qui réforme le mécanisme de son Etat, qui remplace son personnel affaibli et gâté par un personnel nouveau, recruté soit à l'étranger, soit dans d'autres couches sociales, l'établissement politique tombe en décadence et s'achemine, comme une simple entreprise, industrielle ou commerciale, à une ruine inévitable. En outre, il faut remarquer que si le propriétaire exploitant d'un Etat politique rencontre au dehors le stimulant de la concurrence, s'il est incessamment en compétition avec les autres propriétaires d'Etats, s'il est exposé à ce qu'ils fassent main basse sur tout ou partie de sa clientèle de sujets dans le cas où il se montrerait inférieur à eux dans les arts de la politique et de la guerre, il exerce sur cette clientèle un monopole absolu. Ses sujets lui appartiennent, ou du moins ils ne peuvent se dérober à son autorité que par l'émigration, en admettant qu'il soit hors de son pouvoir de les empêcher d'émigrer. C'est pourquoi la politique extérieure et la guerre ont été de tout temps les principaux objets de l'attention des chefs d'Etats; à quoi on peut ajouter qu'en matière de politique intérieure, ils se préoccupent d'abord des services qui ont pour objet d'assurer l'obéissance de leurs sujets et la levée des impôts, de prévenir les conspirations, etc.; ceux qui concernent les intérêts particuliers de cette clientèle de monopole, tels que la sûreté des personnes et des propriétés, la répression des crimes et délits privés, ne viennent qu'en dernière ligne; on s'explique ainsi qu'ils soient demeurés partout grossièrement imparfaits. Sans doute, un propriétaire d'Etat est intéressé directement à la prospérité de ses sujets, car ils lui fournissent les ressources dont il a besoin pour soutenir la concurrence de ses rivaux. Son intérêt bien entendu lui commande de les gouverner le mieux possible et aux moindres frais, afin qu'ils s'attachent à son gouvernement et fassent au besoin tous les sacrifices nécessaires pour le conserver. Mais cet intérêt n'est point immédiat et pressant comme celui qui résulte de la nécessité de pourvoir à la concurrence politique et militaire du dehors. Si les services qu'il rend à ses sujets vont se détériorant, si les charges qu'il leur impose vont s'aggravant, ils n'en sont pas moins obligés d'accepter les uns et de subir les autres. Ils peuvent être mécontents, soit! mais ce mécontentement finit parfois par se dissiper de lui-même, et quand il subsiste, ses effets ne se font point communément sentir tout de suite. D'ailleurs, les gouvernements se croient presque toujours assez forts pour le braver. Ils s'imaginent volontiers qu'il a sa source dans les cabales de leurs ennemis ou dans l'ingratitude et les penchants vicieux de

une foule d'avocats sans causes, de médecins sans malades, de déclassés de toute sorte, en quête de moyens d'existence, se ruent sur le gâteau des fonctions publiques.

L'attraction particulière qu'exercent ces fonctions pourrait sembler peu justifiée si l'on ne considérait que le taux des revenus directs qu'elles procurent. Ces revenus ne sont point, en effet, supérieurs à ceux de l'industrie privée ; ils sont même généralement moins élevés. Mais il faut remarquer qu'ils exigent une bien moindre somme d'intelligence et surtout d'activité. Les fonctionnaires et les employés de l'administration de l'État, sauf peut-être dans les rangs tout à fait inférieurs, ne fournissent pas en moyenne la moitié de la somme de travail effectif que l'industrie privée demande à ses serviteurs. De plus, dans les pays de suffrage restreint, où l'on n'est pas obligé de récompenser le vote de la classe vouée aux fonctions les plus modestes, les « petits emplois » ont conservé une stabilité presque entière et le petit employé a sa retraite assurée dans ses vieux jours, tandis que l'ouvrier peut être congédié du jour au lendemain, et se trouve exposé à aller mourir à l'hôpital.

Quoique les situations politiques proprement dites soient précaires et assez médiocrement retribuées, on s'explique aussi l'attraction extraordinaire qu'elles exercent, par l'influence, les relations, les profits indirects, les satisfactions d'amour-propre qu'elles procurent et le relief particulier qui s'y attache. Voici un avocat dont le nom était ignoré à quelques kilomètres de sa petite ville. Il devient député, puis ministre. Aussitôt le *Moniteur* publie ses moindres paroles, les *reporters* s'occupent de ses mouvements, les photographes étalent son portrait, le pays entier connaît son nom. Il figure au premier rang dans les cérémonies officielles, il est chamarré de décorations et de rubans de couleurs variées. Il est un personnage. S'il vient à succomber momentanément dans la lutte des partis, rien ne lui sera plus facile que de monnayer son titre d'ancien ministre et son influence de ministre futur, en entrant dans l'état-major de quelque grande compagnie financière ou autre. La politique, c'est le *Sésame, ouvre-toi!* qui donne accès à tout ce qui peut séduire l'ambition, la vanité et la cupidité de l'homme. Comment s'étonner qu'elle exerce un attrait irrésistible ?

Grâce à leur organisation savante, à leur hiérarchie et à leur discipline, empruntées à celles des armées, et en flattant les passions grossières et les appétits les moins avouables du souverain collectif, les partis lui ont dicté le choix de ses mandataires. La représentation nationale se réunit. De quelle manière va-t-elle fonctionner ? Quel objet aura-t-elle en vue ? Evidemment elle ne doit-

Cependant, à mesure que le vice naturel de ce régime, savoir l'incapacité politique et l'indifférence du souverain collectif, produit ses effets inévitables, la nation, qui le considérait d'abord comme une panacée, s'en détache. On se met alors à chercher des remèdes à un mal dont on n'aperçoit pas la cause ; et comment l'apercevrait-on ? La souveraineté de la nation n'est-elle pas un dogme, et ne serait-ce pas blasphémer que de mettre en doute la capacité et la vertu de ce souverain dont on fait partie ? Des théoriciens accrédités n'ont-ils pas été jusqu'à prétendre que le peuple est infailible comme le pape ? Alors, des hommes qui n'ont pas trouvé dans l'état-major des deux partis concurrents une situation à la hauteur de leur ambition, se joignent aux esprits sincères qui s'imaginent que le mal vient de la conservation d'un reste de monarchie et de l'attribution du monopole électoral aux classes supérieures, à l'exclusion de la masse du peuple. Un troisième parti se forme, dont l'objectif prochain ou lointain se résume en ces deux mots : république et suffrage universel. Ce parti manque rarement de protester de son respect de la légalité, mais il s'abstient plus rarement encore de recourir aux moyens révolutionnaires, quand l'occasion lui semble propice. Ce n'est pas là, du reste, un reproche que l'on doive adresser exclusivement au parti radical. L'expérience atteste qu'aucun parti ne recule devant l'emploi des moyens les plus énergiques et les moins scrupuleux pour arriver au pouvoir ou s'y maintenir ; proscriptions, émeutes, insurrections, coups d'Etat, appels à l'intervention étrangère, etc. *Le Prince* de Machiavel est demeuré le code des politiciens modernes, comme il était celui de leurs devanciers. Quoi qu'il en soit, la destinée ordinaire des monarchies constitutionnelles a été de faire place à des républiques. Selon toute apparence, celles qui restent actuellement debout arriveront tôt ou tard à cette nouvelle étape, soit par une pente insensible, soit par une chute à pic. Est-ce un progrès ? La république, appuyée sur le suffrage universel, est-elle une forme politique supérieure à la monarchie constitutionnelle appuyée sur le suffrage limité ?

G. DE MOLINARI.

moitié du xiv^e siècle, les salaires et les gages s'élevèrent de 40 0/0, tandis que le prix du blé augmentait de 19 centièmes. Ni le statut de 1358, ni celui de 1361 n'eurent pour conséquence de maintenir le prix des harengs au prix qu'ils avaient fixé l'un et l'autre, pas plus que les Edits de 1353 et de 1363 n'empêchèrent les prix de la laine de varier selon les besoins publics et dans les proportions qui répondaient au rapport même de l'offre et de la demande.

Fidèle encore en ceci à l'esprit des temps, Edouard III prit des mesures pour arrêter les progrès d'un luxe que l'Eglise déclarait immoral, et il ne dédaigna point à cet égard d'entrer dans des détails les plus minutieux, nous allons dire les plus ridicules, sur la nourriture comme sur l'habillement. « Personne ne pourra », lit-on dans son Edit de 1336, « se faire servir, dans sa maison ou ailleurs, plus de deux sortes de plats, pour son déjeuner, son dîner et son souper, avec accompagnement de potage, mais sans sauce et sans ragoûts d'autre sorte que les plats principaux, chair ou poisson. » Vingt-sept ans plus tard, il réglementait le costume de chacune des classes de la communauté, et s'efforçait de mettre un terme au luxe extravagant de fourrures que beaucoup de femmes non seulement de la noblesse, mais même de la bourgeoisie, aimaient à déployer. Il va sans dire que les édits somptuaires d'Edouard III demeurèrent impuissants vis-à-vis des abus qu'ils visaient. L'excès de luxe, que l'économiste n'est pas moins disposé à condamner que le moraliste lui-même, est un mal qui ne relève point de la loi et que celle-ci ne peut se flatter de faire disparaître. Quand, par hasard, les lois somptuaires montrent quelque efficacité, c'est qu'elles fonctionnent dans un milieu réfractaire au luxe et dans lequel il n'apparaît qu'à titre d'exception, presque de scandale. En 1634, l'assemblée générale de la ville naissante de Boston défendait de mettre plus d'un crevé à une manche de pourpoint ; elle prohibait les ceintures dorées ou argentées et, cinq ans plus tard, c'était le tour des manches trop courtes ou trop larges, des hauts-de-chausses trop longs, des manchettes, des nœuds d'épaule, des collerettes de tomber sous le coup de ses censures ou de ses interdictions. Les célèbres *Blue Laws* du Connecticut défendaient de même l'usage de la dentelle, des boutons d'or, des rubans de soie, et ces défenses étaient obéies parce que le citoyen à qui on les imposait n'était pas moins convaincu que le magistrat qui les édictait « que tout excès dans la toilette messeyait à la situation des émigrants dans le désert comme à l'esprit évangélique, et menaçait de corruption les générations nouvelles ». C'était avec l'approbation de tous qu'à la Nouvelle-Angleterre, le législateur puritain prévoyait tout, pénétrait partout, châtiât tout, punissant de l'a-

comme les ressources forestières du pays diminuaient de jour en jour, au point qu'un *Act* du Parlement, du temps d'Elisabeth, avait interdit aux fabricants de brûler du bois, l'industrie languissait. A la fin du règne de Charles II, la plupart des articles en fer ouvré dont on usait dans le pays venaient du dehors, et la production annuelle de la fonte n'excédait pas 1,000,000 de tonnes. A cette époque, le principal port du royaume était Bristol, comme Norwich en était le grand centre industriel. Manchester tenait aussi un rang élevé parmi les villes manufacturières, et depuis un demi-siècle environ, on y mettait en œuvre le coton qu'elle recevait de Chypre. Mais l'importation annuelle de ce textile ne montait qu'à 2,000,000 de livres, quantité qui, aujourd'hui, ne satisferait point à la demande de vingt-quatre heures, et ce grand entrepôt dont la population dépasse celle de Madrid et de Lisbonne, était au xvii^e siècle une petite ville de marché, mal bâtie et peuplée de 6,000 habitants tout au plus. Leeds avait des fabriques de laine, dont la prospérité allait croissant toujours, et Sheffield se vantait de sa coutellerie, d'ailleurs à peine aussi florissante qu'à l'époque où Chaucer écrivait ses *Canterbury Tales*. A Birmingham, on fabriquait de la quincaillerie et des boutons qui étaient recherchés à Londres et jusqu'en Irlande ; mais ses habitants, au nombre d'environ 4,000, étaient moins renommés pour leur industrie que pour leur habileté à fabriquer de la fausse monnaie. On ne parlait pas encore d'y faire des fusils et dans cette ville dont les presses typographiques devaient, un demi-siècle plus tard, produire les magnifiques éditions qui portent le nom de Baskerville, il n'y avait pas, à la fin du xvii^e siècle, une seule imprimerie, pas même une échoppe de libraire. Chaque jour de marché, un libraire ambulant, Michaël Johnson, le père du grand Samuel Johnson, se transportait à Birmingham, pour y débiter ses bibles et ses almanachs. C'était tout.

Aujourd'hui Liverpool a plus de 500 000 habitants ; le tonnage des bâtiments qui entrent dans ses magnifiques bassins ou en sortent se chiffre par plusieurs centaines de milliers de tonnes ; ses quais et ses magasins s'alignent le long de la Mersey, en file interminable, et sont une des merveilles du monde ; sa douane enfin verse à l'Échiquier, bon an mal an, des sommes qui montent à trois fois le revenu total de la couronne, lors de l'avènement de Jacques II. A cette dernière date, il n'y avait à Liverpool que 4,000 habitants ; les navires fréquentant son port jaugeaient en tout 1,400 tonneaux, le tonnage aujourd'hui d'un steamer de moyenne capacité ; le produit enfin de sa douane ne dépassait pas 15,000 livres sterling, soit 375,000 francs.

Un des traits les plus caractéristiques de la révolution de 1688

acting, grand appareil automatique portant de 12 à 1,500 broches, remplaçant un même nombre de fileuses et accomplissant seul tout leur travail, étirage, torsion et revidage des fils. Les résultats de son adoption ne se firent pas attendre : au lieu des 2,700 tisseurs et des 5,200 fileurs de l'époque du petit rouet, soit 7,900 ouvriers en tout, lors de l'enquête de 1787, on en dénombrait plus de 35,000. Vers 1825, le tissage à la vapeur s'est substitué au tissage à la main, et, à la fin de l'année 1879, on comptait dans tout le Royaume-Uni 7,105 établissements de tissage, qui avaient 47,388,000 broches à filer; 5,714,000 broches doubleuses; 725,708 métiers, et qui employaient 975,500 personnes dont environ 600,000 femmes.

En 1782, James Watt fit breveter sa machine à double effet et créa de la sorte le moteur industriel par excellence. De l'atelier de fabrication qu'il avait installé près de Birmingham, à Soho, sortirent des machines de tout genre, et, lorsqu'en 1802, son brevet, prolongé par faveur spéciale du parlement, fut devenu définitivement caduc, Watt put se donner un repos largement mérité et contempler son œuvre d'un œil satisfait. Sa machine, en effet, s'était déjà répandue dans toute l'Angleterre et avait permis à l'industrie d'utiliser l'immense richesse des houillères devenues par son invention des réservoirs en apparence inépuisables de travail moteur. Jadis c'est à peine si l'on grattait le fer, aujourd'hui on le rabote comme du bois; on le découpe et on le perce comme du carton, et c'est vraiment merveille que de voir les machines-outils, pour parler comme M. Guillemain, travailler l'acier et le fer avec la même aisance que le bois sous la main du menuisier, du charpentier, du charron, ces cisailles découper le fer brut, tailler les épaisses feuilles de tôle comme le ciseau du tailleur fait de l'étoffe la plus souple¹. C'est grâce à l'appareil de Watt, perfectionné dans ses détails, mais resté intact dans son principe constitutif, que l'Angleterre doit d'avoir vu, dans l'espace de quatre-vingts ans, sa production de la fonte de fer s'élever de 200,000 tonnes à plus de 6 millions². La fabrication de l'acier a marché d'un pas non moins rapide : de 50,000 tonnes qu'elle était en 1856, elle est montée à 200,000 onze ans plus tard, et elle atteignait, en 1879, le chiffre de 918,000 tonnes, dont 800,000 d'acier Bessemer. En même temps, les prix, qui flottaient, il y a vingt ans, entre 1,250 et 2,500 francs la tonne, tombaient à 125 francs seulement. En fait,

¹ *La Vapeur* (Bibliothèque des merveilles). Hachette.

² 6,200,000 tonnes en 1879; 6,627,000 en 1871, et 6,608,000 en 1877. En 1859, le chiffre était de 3,712,000.

actuellement, la houille nous présente cette force à l'état condensé. Toutefois, ce problème n'effraie nullement M. Lebon. Le dernier bloc de houille disparu, force nous sera sans doute de recourir à la seule force vive dont nous disposons en dehors de l'attraction universelle, c'est-à-dire la chaleur actuelle du soleil. Mais M. G. Lebon indique deux manières d'utiliser cette énergie dans ses manifestations diverses : l'une immédiatement applicable et l'autre dont l'étude est déjà fort avancée. La première consiste dans l'emploi de l'air comprimé par les forces naturelles, tels que les vents, les cours d'eau etc., etc., dans de vastes réservoirs et transmis au loin par des tubes ; le second dans l'emploi de l'électricité créée par des machines dynamo-électriques, également actionnées par les forces naturelles, et transmise au loin par des conducteurs.

Tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de transmettre la force à distance, il n'y a point à espérer de ces derniers appareils de beaucoup plus grands services que des turbines, des moulins ou autres appareils analogues. Mais le problème ne restera point longtemps encore sans solution définitive, et les récentes recherches de M. Deprez semblent garantir que cette solution est voisine. En attendant, M. Lebon estime que le savant qui s'occuperait heureusement des mesures à prendre pour utiliser l'immense quantité de force que la machine à vapeur, dans sa forme actuelle, laisse perdre, rendrait à l'industrie un service dont l'importance ne pourrait peut-être se comparer qu'à l'invention de la machine à vapeur elle-même. Cet appareil peut être tenu comme parfait, si on le considère uniquement comme un instrument destiné à transformer en mouvement la tension de la vapeur d'eau ; mais c'est tout autre chose, si on l'envisage comme un appareil destiné à transformer en force vive utilisable la force latente que la houille possède. La machine à vapeur la plus parfaite rend à peine un dixième de la force mécanique qui pourrait être retirée de la chaleur mise en jeu. Que l'utilisation des neuf autres dixièmes se découvre demain, et notre provision de houille durera deux mille ans au lieu de deux cents ¹.

III

On n'a point encore oublié dans la Grande-Bretagne les scènes désolantes qui marquèrent dans les districts industriels le cours de l'année 1811. L'industrie bonnetière, dont la ville de Nottingham

¹ Voir les deux articles de M. Lebon dans les livraisons des 27 août et 8 octobre 1881 de la *Revue scientifique*, et celui de M. d'Arsonval, le célèbre électricien, dans celle du 29 octobre.

affirmer que si l'ouvrier du XIX^e siècle est mieux nourri, mieux logé, mieux vêtu que celui du siècle précédent, que s'il a plus de loisirs pour s'occuper de sa culture intellectuelle ou jouir de quelque délassement, il le doit au rôle de plus en plus prépondérant de la mécanique industrielle, de la machine, c'est énoncer un lieu commun désormais de la science économique, une vérité si évidente qu'elle pourrait figurer dans la chanson populaire de M. de la Palisse.

Aussi bien une réponse éloquente et décisive a-t-elle été faite tout récemment à ce reste de détracteurs obstinés du présent et louangeurs systématiques du passé — *laudator temporis acti* — esprits chagrins qui s'en vont gémissant des progrès de ce qu'ils appellent l'industrialisme, et déclarent, sur un ton prophétique, que ce système, fatal à la moralité publique, ne l'est pas moins à la richesse générale, puisque par lui les riches deviennent incessamment plus opulents et les pauvres plus misérables. Cette réponse, c'est l'illustre John Bright qui l'a faite dans un banquet où, suivant l'usage de nos voisins, usage très respectable et très touchant, ses amis et ses ouvriers commémoraient son soixante-dixième anniversaire — *Birth-Day* — car M. Bright, on le sait, avant d'être un grand orateur et un des premiers hommes d'Etat de son pays, a été manufacturier et il possède encore à Rochdale une filature de coton sous la raison sociale Bright et frères. Il s'en fallait de beaucoup qu'aux temps de sa jeunesse et de son adolescence, l'industrie fût aussi florissante et les ouvriers aussi heureux qu'ils le sont aujourd'hui. Après les longues guerres soutenues contre la France, qui avaient ruiné l'agriculture et mis l'industrie aux abois, bien hardi celui qui, en 1820 et même dix ans plus tard, eût prophétisé le spectacle que le Royaume-Uni présente à cette heure, c'est-à-dire des salaires qui ont presque doublé dans l'espace de cinquante ans, en même temps que, par la réduction de la journée de travail, l'ouvrier gagnait deux heures qu'il peut consacrer désormais soit à refaire plus amplement ses forces physiques, soit à développer sa culture intellectuelle et à relever ses sentiments moraux.

AD. F. DE FONTPERTUIS.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

SOMMAIRE : *Revue des Deux-Mondes.* La situation financière de la France, par M. Paul Leroy-Beaulieu. — L'accroissement de la population française, par M. Charles Richet. — *Correspondant.* L'agriculture et la législation douanière, par M^{me} de Fitz-James. — *Nouvelle Revue.* La réforme des pensions civiles, par M. Ferdinand Meyer. — *Revue Britannique.* Le socialisme d'Etat et la question économique en France, par M. Octave Noël. — *Revue suisse.* Influence morale des systèmes électoraux, par M. Ernest Naville. — *Revue du mouvement social.* — Des formes de gouvernement, par M. Ch.-M. Limousin. — *Bulletins de l'Union géographique du nord de la France.* *Bulletin de la Société française pour la protection des indigènes des colonies. Etat de l'Algérie.* — *Théorie des alluvions artificielles,* par M. A. Duponchel. — *Du peuple,* par M. Romain Delaune. — *La question sociale en France,* par M. Paul Dupuy. — *La science sociale,* par M. Colins. — *Etapas de l'avenir,* par M. Jacques-T. Blanchard. — *L'alimentation animale,* par M. Husson. — *La bière,* par M. A. Laurent. — *La question sociale et les gouvernements,* par M. E.-H. Valaray. — *Les cabales de la politique et des politiciens,* par M. J.-P. Mazaro. — *Les retraites des travailleurs, Les sociétés de secours mutuels,* par M. Vermont. — *Voyages en France* d'Arthur Young, édités par M. H.-J. Lesage. — *La situation financière des communes,* par M. le comte de Luçay.

Les questions d'actualité sont nombreuses en ce moment. Sans parler des diverses lois qui sont à l'étude et qui recevront tôt ou tard une solution quelconque, il est d'autres problèmes qui s'imposent à l'opinion publique : la situation financière, la population, les colonies, etc.

La question budgétaire est la plus pressante et la plus embarrassante; M. Paul Leroy-Beaulieu l'aborde (*Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} avril).

« De 1871 à 1874 inclusivement, dit l'auteur, l'Assemblée nationale fait preuve d'un grand courage, d'une énergie de sacrifices qu'aucun peuple, au lendemain d'écrasantes défaites, n'a montrée au même degré. » Je croyais que M. Leroy-Beaulieu allait nous apprendre que l'Assemblée y avait été de sa bourse, qu'elle avait eu la générosité d'abandonner son traitement, mais il n'en est rien, ou du moins l'auteur ne le dit pas. Il n'est pas moins entendu que c'est l'Assemblée nationale qui a fait preuve de courage et d'énergie de sacrifices; quant au public, on ne dit pas qu'il ait rien fait; ce qui revient à dire qu'il est toujours taillable à merci, et

qu'il doit s'estimer fort heureux que l'Assemblée ne lui ait pas imposé de plus lourdes charges.

Puisque l'Assemblée nationale a été si sage de 1871 à 1874, puisqu'elle n'a pas fait de nécessité vertu, comment se fait-il qu'elle soit devenue si folle depuis cette époque, comme le montre fort bien, d'ailleurs, M. P. Leroy-Beaulieu ? D'où vient que « nous sommes dans de véritables embarras financiers sans que l'énorme majorité des députés ou des sénateurs semble en avoir conscience ? » Comment se fait-il que « sans que le Parlement s'en doutât, une dette flottante colossale, inouïe, se soit constituée ? » Il faut vraiment que le Parlement ait la vue bien courte, ou que son aveuglement soit l'effet des coups d'encensoir qu'on lui a prodigués si bénévolement.

La critique est ennuyeuse, mais elle a quelquefois son utilité.

Quoi qu'il en soit, le calice est versé, il faut le boire. Douze années de paix nous ont conduits à la situation financière dans laquelle nous nous trouvons : des impôts énormes, une dette flottante colossale, le crédit de l'Etat épuisé au point que son dernier emprunt d'un milliard n'est pas encore classé. Si la guerre survenait d'un moment à l'autre, où prendrait-on les ressources pour y faire face ? La situation est évidemment critique et il est grand temps d'y pourvoir.

Après avoir examiné les divers expédients à l'ordre du jour, — qui ne sont, au fond, que des expédients, — M. Leroy-Beaulieu arrive à conclure que « le seul frein à opposer aux députés, qui semblent, chaque matin, en se réveillant, se poser cette question : *Comment pourrais-je grossir le budget ?* le seul frein, ce serait que la Constitution ou un sévère règlement intérieur interdît absolument aux membres du Parlement de prendre l'initiative d'une dépense quelconque. »

C'est ainsi qu'agissent bien des nourrices ; après avoir trop cajolé leurs enfants, elles les fouettent. C'est encore à ce moyen que recourent les pères faibles ; après avoir gâté leurs fils, il les font interdire.

« Il y a une politique de dégrèvements, dit enfin M. Leroy-Beaulieu, et la France doit la suivre ; cette politique consiste dans l'économie, dans le contrôle de la Chambre sur elle-même, sur ses propres goûts de prodigalité, dans la renonciation au socialisme d'Etat, dans l'abandon du procédé qui consiste à rejeter sur l'Etat seul la charge de tous les travaux extraordinaires. »

Ainsi soit-il !

ce retour à l'ancien droit, s'il était possible, aurait tant d'avantages au point de vue de la fécondité de la population, que je ne puis me défendre d'un secret penchant en sa faveur ». Mais « les tendances égalitaires et démocratiques qui triomphent aujourd'hui dans notre pays ne s'accommoderaient évidemment pas de cette inégalité flagrante, de ce privilège donné au fils aîné au détriment des filles et des autres fils. »

Assurément, on ne s'en accommoderait pas. On aimerait bien mieux voir supprimer toute la législation sur l'hérédité, et laisser à chacun la liberté de tester comme bon lui semble; cette liberté, comme toutes les libertés, serait bien plus favorable à la population que les plus beaux règlements du monde, fût-ce même le droit d'aînesse. Car il suffit de parcourir les *Ordonnances des rois de France* pour constater que le droit d'aînesse n'a point empêché la dépopulation de la France; et ce n'est point lui qui contribue à l'accroissement de la population en Angleterre. S'il a pour effet, comme le dit M. Richet, de mettre les cadets dans la nécessité de travailler et de produire, ce droit est de la plus parfaite inutilité, tout le monde se trouvant naturellement dans cette nécessité quand il n'en est pas empêché ou dispensé par les lois.

M. Richet ne s'arrête pas en si bon chemin; désespérant d'obtenir le rétablissement du droit d'aînesse, il voudrait établir des privilèges en faveur des gens mariés en raison du nombre de leurs enfants, des impôts sur les célibataires, que sais-je? Comme s'il y avait besoin de cela en Allemagne et aux Etats-Unis pour pousser à la procréation; comme si les lois de ce genre qui furent établies à Rome sous l'empire, avaient empêché la dépopulation d'aller son train, comme si les privilèges aux pères féconds pouvaient compenser les charges d'une nombreuse famille; comme si un impôt, quelque lourd qu'il soit, pouvait décider à se marier et à faire des enfants celui qui n'a pas le moyen de les élever.

Il n'en est pas moins vrai que la question de population s'impose; mais il faudra s'y prendre autrement que M. Richet pour la résoudre.

Dans la lutte pour la vie des peuples, la population est, aujourd'hui, aussi nécessaire, peut-être même plus que jamais. Lorsque la guerre se faisait de prince à prince, l'inégalité de population entre deux puissances voisines pouvait durer plus longtemps, car ils n'employaient que de petites armées; mais aujourd'hui que les armées ont pris une si grande extension numérique, on peut dire que la guerre se fait de peuple à peuple; et dans ce choc, l'avantage sera évidemment au nombre.

Quelques militaires amateurs prétendent, il est vrai, que la

cause de l'infériorité de notre agriculture sur l'agriculture étrangère ; d'où découle qu'il faut écoler nos jeunes agriculteurs, de même qu'on école déjà nos jeunes industriels.

Observons d'abord que les progrès de l'industrie se sont opérés avant qu'il existât des écoles industrielles ; ce n'est donc point à la science scolaire que nous devons ces progrès. Quant à décider si les écoles industrielles et commerciales, fondées postérieurement aux progrès, contribueront à nous en faire faire de nouveaux, c'est ce que l'avenir nous apprendra ; on serait peut-être déjà en droit d'incliner pour la négative.

En tous cas, si les écoles spéciales pouvaient contribuer aux progrès de l'agriculture, nous devrions avoir déjà obtenu des résultats, car ces écoles ne sont pas plus rares que les écoles industrielles. Or, M^{me} de Fitz-James convient elle-même que les jeunes campagnards n'y apprennent rien, — de bon, cela s'entend, — et l'expérience le prouve.

« Les élèves de ces écoles n'aiment ni la pioche ni l'étude. Ils savent lire, mais ils ne comprennent pas ; ils savent écrire, mais ils ne peuvent traduire une pensée, si tant est qu'ils en aient une. Le jour où ils rentrent chez eux, ils sont persuadés qu'ils valent mieux que leur père, mais ils ne sauraient dire en quoi, encore moins le prouver ; ils essayent de gouverner, appliquent mal des théories incomprises, et le père qui s'est saigné aux quatre veines pour donner une éducation à son fils s'aperçoit avec regret que ce fils, à qui il a chèrement payé l'instruction, lui rapporte moins qu'avant, qu'il a moins de bras sans avoir plus de cervelle.

« Heureux encore si ce semblant d'éducation ne leur a faussé ni l'esprit ni le cœur, et si, restant simples et bons, ils oublient auprès de leurs parents l'excursion qu'ils ont faite dans l'incompris ; mais si l'orgueil parle plus haut que le cœur et la famille, ce paysan en paletot ira grossir, à la ville, le nombre des déclassés, des inutiles et des mécontents ; de sorte que l'argent des contribuables, employé par l'Etat, lui aura créé un ennemi de plus et aura enlevé des bras à l'agriculture ».

Parfait. Si le père, au lieu de se saigner aux quatre veines pour envoyer son fils « dormir en classe pendant deux ou trois ans et travailler à la terre pendant quelques heures seulement chaque jour » ; si ce père avait conservé son argent, son sang, pour l'employer en améliorations de sa culture, et son fils pour lui donner le goût du travail, lui communiquer sa propre expérience, la première, la plus sûre des sciences, surtout en agriculture ; si l'Etat remettait aux contribuables, — c'est-à-dire aux cultivateurs, — les sommes qu'il

500 millions en dépenses, soit le 1/3 du budget total de la France, qu'il lui laisserait à répartir sous forme de traitements ou salaires entre ces nombreux agents, et sur l'emploi desquels le contrôle du Parlement serait nul, ou tout au moins illusoire. » Quelle puissance pour la coterie au pouvoir que ces 200.000 machines à voter et agents électoraux !.. Ou quel danger !..

« Les charges nouvelles que contracterait l'Etat, par le seul fait du rachat, se composeraient d'une annuité de 515 millions, représentant le produit net moyen des compagnies, et d'un capital de plus de 2 milliards à déboursier immédiatement. » Le difficile n'est pas de vouloir racheter ; c'est de pouvoir.

Passant en revue l'exploitation des chemins de fer dans tous les pays, M. Octave Noël constate que « comparés aux chemins de fer privés, ceux qu'exploite l'Etat sont partout plus cher, tant en France qu'à l'étranger ; comparé aux réseaux étrangers, le nôtre est administré à meilleur marché et atteint un coefficient moins élevé, tout en étant exploité avec un tarif plus bas. ».

L'expérience d'exploitation par l'Etat, déjà tentée de 1849 à 1852, n'a pas produit de brillants résultats. Cela n'a rien de surprenant, étant données les circonstances ; mais ce qu'il est bon de remarquer à ce sujet, c'est que les mêmes raisons que l'on invoque aujourd'hui pour légitimer l'exploitation par l'Etat, on les invoquait alors pour s'y opposer : les socialistes se plaignent aujourd'hui de l'inégalité et de l'instabilité des tarifs ; Jules Favre disait alors : « Tous vous diront que, pour qu'un chemin de fer soit utilement exploité, pour qu'il satisfasse à toutes les nécessités publiques, pour qu'il aille chercher et solliciter la production, il faut nécessairement que ce chemin de fer ne soit pas soumis à une uniformité de tarifs... Pour qu'un chemin de fer soit avantageux, il faut qu'il puisse modifier ses tarifs avec la flexibilité de tous les besoins commerciaux. Eh bien ! s'il arrive que la direction commerciale d'un chemin de fer soit abandonnée à l'Etat, soyez sûr que l'Etat n'aura pour l'administration de son chemin de fer qu'une règle inflexible, uniforme... »

M. Octave Noël est adversaire déclaré de l'exploitation des chemins de fer par l'Etat, mais il prétend que l'Etat doit intervenir dans leur construction. « En matière de travaux publics, l'Etat ne doit intervenir qu'en qualité d'auxiliaire, lorsque l'industrie privée est impuissante à conduire à bonne fin, à l'aide de ses propres forces, les œuvres reconnues indispensables au développement matériel et moral de la communauté. »

J'avoue que je ne puis comprendre comment l'État, qui ne tire ses forces que des particuliers, et non sans perte, pourra venir en

aide à l'industrie privée lorsqu'elle sera impuissante en quoi que ce soit. Mais ce que je comprends très bien, c'est que l'État s'instituant juge des œuvres qui sont indispensables au développement matériel et moral de la communauté, si l'on convient de l'utilité de son intervention sur un point, il faudra logiquement la reconnaître sur tous les points.

Ce qui a fait sortir ainsi M. Octave Noël de ses propres principes, c'est cette considération qu'il n'y a pas moins de tripotages financiers en cette matière, dans les pays où la liberté de construction est plus grande qu'en France, et que les tarifs n'y sont pas moins élevés. A la première de ces considérations, il n'y a qu'une chose à répondre : c'est que l'humanité n'est pas parfaite, et que le mal trouve à s'infiltrer partout. Quant aux tarifs, il est tout naturel qu'ils soient plus élevés en Angleterre qu'en France, puisque la richesse y est plus développée. La concurrence que se font les compagnies américaines, leurs nombreuses faillites, les tarifs élevés, les dividendes et les intérêts abaissés qu'ils servent à leurs capitalistes, n'empêchent pas les blés et les bestiaux américains de nous arriver à meilleur compte que les nôtres.

De l'influence morale des systèmes électoraux. Voilà un beau sujet que M. Ernest Naville a traité dans la *Revue suisse* de mai.

« Lorsqu'une décision doit être prise par une majorité de votants, sauf le cas d'unanimité qui n'est guère à prévoir, il se forme nécessairement deux partis qui entrent en lutte. L'un triomphe, l'autre est vaincu. Cela est inévitable... La plupart des électeurs votent moins *pour* leurs candidats que *contre* les candidats du parti adverse. Dans les préliminaires d'une élection, un parti sans doute fait son propre éloge, mais il s'applique plus encore à dénigrer le parti opposé, et à faire peur de son triomphe. Une victoire électorale se manifeste principalement par des sentiments hostiles... Une partie des citoyens est privée de représentants, et se trouve ainsi totalement exclue de toute participation à la chose publique. »

C'est très vrai ; c'est précisément parce qu'il y a toujours une minorité sacrifiée qu'il faut restreindre le plus possible cette chose publique, qui n'est que la chose des plus intrigants, des plus effrontés.

« Dans l'état actuel des choses, la formation de deux partis électoraux exclusifs est nécessaire pour former une majorité. Pour atteindre ce but, les meneurs exploitent les intérêts particuliers en montrant dans le triomphe d'un parti des faveurs à obtenir,

qui sont le résultat d'une loi mauvaise. » Ce ne sont pas les lois qui font les mœurs, mais, au contraire, les mœurs qui font les lois.

« Quand on aura bien compris que la proportionnalité est le principe des élections représentatives, et qu'on aura réalisé ce principe, les changements introduits dans la vie politique seront considérables autant que bienfaisants. Lorsqu'un candidat, pour être élu, n'aura pas besoin d'obtenir une majorité de suffrages, mais simplement d'être désigné par un groupe électoral dont il aura la confiance, l'indépendance des idées et du caractère ne sera plus un obstacle au succès. »

Puisque, suivant M. Naville, l'importance politique de cette réforme ne saurait être et n'est pas contestée, rien n'empêche de l'introduire.

M. Charles-M. Limousin envisage la question gouvernementale sous un autre point de vue que M. Ernest Naville.

Après avoir constaté (*Revue du mouvement social* de juin) que tous les gouvernements connus sont mauvais, — ce qui était déjà l'opinion de Tacite, il y a de cela quelques siècles, — que les gouvernements sont tous capables, quelle que soit la forme politique d'un État, d'abuser de leur pouvoir, de sacrifier l'intérêt général à leurs intérêts particuliers; qu'aucun des systèmes connus ne réalise l'idéal de la politique, qui est, suivant l'auteur : « l'administration équitable et au profit de tous, des intérêts communs aux êtres humains vivant en société », M. Limousin conclut :

« La conséquence qui semble ressortir de cette étude est le *pessimisme* ; on peut être porté à se retirer des discussions et des luttes de la politique en constatant combien la justice et la vérité ont peine à s'y faire un peu de place. » Mais, dit l'auteur, « ceux qui s'abstiennent de la sorte ne sont que des égoïstes ».

Entendons-nous. Il y a égoïsme et égoïsme. Il y en a un qui pourrait prendre pour devise : *pour moi et par moi* ; il y en a un autre dont la devise est : *pour moi et par les autres*. Le premier est l'égoïsme d'abstention ; le second est l'égoïsme de gouvernement. C'est ce dernier que tous les gouvernements connus ont établi. Quant à trouver une forme de gouvernement où la devise soit renversée et devienne : *par moi et pour les autres*, — problème que cherche à résoudre M. Limousin, — c'est évidemment une utopie ! S'il pouvait en être ainsi, il n'y aurait pas besoin de gouvernement. Cet esprit de sacrifice de l'*ego* ne peut que dégénérer en jeu de dupes et de fripons. L'expérience l'a surabondamment prouvé.

M. Limousin espère pourtant résoudre ce problème politique, en s'aidant « des découvertes faites et des lois formulées par les sciences sociologiques : la psychologie, — particulièrement la psychologie des collectivités, — la morale, l'économie politique, l'histoire, la législation, la viriculture ou science de l'éducation et la littérature. »

Si les sciences sociologiques étaient destinées à donner la solution du problème politique, nous devrions en être bien rapprochés, car jamais on n'a tant écrit et tant babillé sur ces sujets que de nos jours, et pourtant jamais la question politique n'a été enveloppée de tant de nuages.

Le vent souffle à la colonisation. De tous côtés on n'entend parler que d'excursions dans les pays inconnus, de massacres des missionnaires de la civilisation par les sauvages ; les conférenciers, les livres, les revues, les journaux nous font les descriptions les plus alléchantes des pays qui ont le malheur de ne pas jouir des bienfaits de notre civilisation. Tous les *Bulletins de l'Union géographique du nord de la France*, notamment, sont remplis de ce genre de littérature et d'exhortations chaleureuses au public pour l'engager à concourir, de sa personne et de son argent, à la civilisation des infortunés indigènes, — qui ne sentent même pas leur infortune, — de l'Algérie, du Sénégal, des Iles-de-la-Réunion, de la Nouvelle-Calédonie, etc., etc.

Le fait est que nous colonisons et civilisons si bien, qu'on ne saurait trop nous encourager... à y renoncer. Sans aller plus loin qu'en Algérie, voici ce que disait, en 1868, le général Lacroix de notre manière de civiliser les Arabes et les Kabyles.

« A mesure que l'élément européen se développait, l'Arabe était renvoyé de l'héritage de ses pères ; chaque jour il cédait la place à un nouveau venu qui, trop souvent, n'en prenait possession que pour la louer le lendemain à son ancien propriétaire. Ne conçoit-on pas dès lors que l'Arabe, incessamment refoulé, toujours plus incertain de recueillir les fruits de son travail, ait eu, plus que jamais, intérêt à bien cultiver et améliorer le sol ?

« Les Arabes se trouvent nécessairement impuissants à lutter contre la sécheresse, parce que la colonisation européenne leur a enlevé, avec les meilleures terres, la jouissance et même l'accès des cours d'eau ; parce que, dans les terres où on les a relégués, les sources, tout au plus suffisantes en temps ordinaire pour abreuver les troupeaux, ont tari pour la plupart, et qu'alors il était impossible de suppléer par le jardinage au manque de cé-

réales, parce que leurs troupeaux ne trouvant plus à manger ni à boire, ont presque entièrement disparu ¹. »

La féodalité catholique et romaine brûlait les hérétiques pour les sauver ; notre civilisation moderne, dans sa mansuétude, se contente de retirer aux peuples qu'elle appelle sauvages, la terre et l'eau, pour les civiliser.

Dans les premières années qui suivirent l'envahissement des Européens, dit le même auteur, les Arabes purent encore résister à la misère : « Leurs silos étaient pleins, leurs troupeaux nombreux, et chaque tente possédait des bijoux de quelque valeur et un matériel quelquefois considérable. Ces diverses ressources les aidèrent à vivre pendant plusieurs années, et cachèrent la situation précaire où ils étaient désormais engagés. Mais, enfin, les réserves s'épuisant, l'Arabe n'eut plus rien à vendre, il eut recours à l'emprunt, qui se développa surtout depuis 1856, et ne tarda pas à dégénérer en un trafic usuraire incroyable. »

Tous les hommes qui connaissent l'Algérie, tous les auteurs qui ont écrit sur ce pays reconnaissent que notre occupation n'a profité qu'aux Juifs et aux chevaliers d'industrie, étrangers autant que français.

Ce n'est pas tout. Après avoir dépouillé les Arabes de leurs biens légitimes et les avoir réduits à la dernière misère et à la nécessité de se révolter ; après avoir réduit les rebelles à la raison : « Toutes les terres, dit M. de Lamothe, ayant appartenu aux rebelles, furent provisoirement frappées de séquestre, et après une liquidation des plus laborieuses, 446,000 hectares, d'une valeur approximative de 10 millions, furent définitivement confisqués et réunis au domaine de l'État. Si l'on ajoute à cela le montant de la contribution de guerre, qui s'élève à 36,582,298 francs, et celui des soultes de rachat de séquestre (7,933,860 fr.), on trouvera que la rançon imposée aux Algériens a dépassé 63 millions, ou plus de 60 francs par tête, somme énorme pour des populations aussi pauvres. Puis sont venus les cours d'assises et les conseils de guerre, qui ont prononcé de nombreuses condamnations individuelles. »

Voilà, certes, un système de colonisation qui aurait bientôt civilisé tout le globe, si on le laissait faire. Voilà à quel résultat aboutissent les millions que nous engloutissons chaque année dans cette colonie, la plus voisine de la métropole et, par conséquent,

¹ *De l'Algérie au point de vue de la crise actuelle*, par le général Lacroix, cité par M. H. de Lamothe. *Bulletin de la Société française pour la protection des indigènes des colonies*.

celle où il est plus facile d'éviter les abus et de les corriger lorsqu'ils s'établissent.

Le projet de M. A. Duponchel ¹ est un peu moins fantaisiste que celui des colonisateurs ; cependant il n'est pas encore pratique.

En sa qualité d'ingénieur en chef des ponts et chaussées, M. A. Duponchel a formulé, en 1864, dans une brochure spéciale, un plan de fertilisation des Landes. L'auteur revient à la charge, aujourd'hui, et publie un volume entier avec carte, où il développe son système.

Notre agriculture traverse une crise dont on ne saurait se dissimuler la gravité. La cause de la supériorité du fermier américain sur le fermier français, c'est l'usine agricole. Il faut donc imiter nos concurrents : « Produire plus avec moins de bras. » Pour cela il faut que l'État — toujours l'État — concède les Landes à des compagnies, encourage ces compagnies, leur garantisse un minimum d'intérêt.

Tel est, sommairement, le projet de M. Duponchel.

« Le rôle du nouveau ministre (de l'agriculture) est forcément tracé : il ne pourra se borner à présider les fêtes des concours régionaux, à primer des bœufs gras, à subventionner de loin en loin quelque maigre canal d'irrigation. »

Malheureusement non ; il n'est guère dans les habitudes de nos ministres, surtout depuis quelque temps, de restreindre leurs attributions. Comme le disait il y a quelque temps M. Buffet, aucun d'eux n'entend se borner à épousseter la statue de son prédécesseur. C'est justement pour cela qu'on a eu tort de créer un ministère de l'agriculture et qu'on aurait raison de le supprimer.

L'usine agricole n'est point la seule, ni même la principale cause de la supériorité des agriculteurs américains sur les Français : l'infériorité du prix des terres et la légèreté des impôts aux États-Unis, comparativement à la vieille France, contribuent pour une bien plus grande part à inégaliser la concurrence.

M. Duponchel prétend que l'allègement des charges qui pèsent sur l'agriculture ne remédierait pas à la crise. Sans doute ; tant que la réduction ne sera que fictive, tant qu'on ne réduira un impôt que pour en augmenter un autre ou pour emprunter, on ne fera que changer le mal de place, la plupart du temps en l'aggravant, puisque finalement, la meilleure partie des impôts, quelle qu'en soit la forme, retombe sur les agriculteurs, tant parce qu'ils

¹ *Théorie des alluvions artificielles*. Hachette et C^e éditeurs.

sont plus nombreux que parce qu'ils n'ont aucun moyen de le rejeter sur les autres membres de la société.

Aussi n'est-ce pas le changement d'impôt que nous demandons, mais bien la suppression des dépenses budgétaires inutiles ; c'est le seul moyen de réduire réellement les recettes de l'Etat et, par conséquent, les charges du public envers le Trésor.

C'est bien plus des capitaux que des terres qui manquent à nos agriculteurs pour produire davantage. Personne n'ignore qu'il vaut mieux, dans une certaine mesure, cultiver une moindre étendue de terre et la cultiver mieux. Tout le monde sait que les capitaux employés en améliorations sur des terres déjà en culture, rapportent plus de profit que si on les employait en défrichements.

Tout cela n'est que lieux communs, mais lieux communs dont M. Duponchel, comme bien d'autres, ne tient pas assez de compte.

La mise en rapport des Landes par l'Etat ou ses protégés ne peut être effectuée qu'en distrayant des capitaux de la terre actuellement cultivée, par conséquent en rendant notre agriculture encore moins productive qu'elle ne l'est. Lorsque les agriculteurs auront trop de capitaux pour leur exploitation courante, ils sauront bien les employer en défrichements, s'il y a profit à le faire sans que l'intervention de l'Etat soit nécessaire.

Du peuple, par Romain Delaune¹. « Je ne ferai sortir mes démonstrations, dit l'auteur, que de faits et idées existant réellement et non pas d'hypothèses plus ou moins admises ; tout ce que la science moderne a reconnu dans le domaine naturel, dans le domaine historique ou dans le domaine de nos idées, me servira de base ou de point d'appui ; hors de là, tout est mensonge et ne pourrait rien édifier. »

Voilà qui est bien. Voyons si l'auteur tient parole.

« Quelle que soit la forme politique d'un Etat, république ou monarchie, la distinction de gouvernés et gouvernants n'en subsiste pas moins : un peu plus prononcée un jour, un peu plus adoucie un autre jour, voilà les seuls tempéraments qu'elle comporte. Et notez que l'adoucissement ne provient pas de la forme du gouvernement, mais de l'état des mœurs et de la civilisation, de la transformation des croyances ou du développement industriel. »

En d'autres termes, les peuples sont gouvernés comme ils veu-

¹ Fischbacher, éditeur.

lent bien l'être. Rien n'est plus vrai et ne montre mieux la vanité des projets des réformateurs qui veulent imposer leurs utopies à l'humanité.

Selon M. Delaune, le principe de liberté, aussi bien que le principe d'autorité, doit être éliminé du code social, et remplacé par la *solidarité*, l'élément constitutif de l'ordre, le devoir de l'individu envers le groupe, et par la *justice*, l'affirmation du droit individuel devant le groupe, le devoir de la société envers l'individu. La société reconnaîtra comme seul principe social l'égalité des hommes.

« La liberté pour tous, ou l'absence de toute idée de *solidarité* et de *justice*, conduirait à l'absence presque complète de travail, aux empiètements de profession, à la lutte constante, au désordre le plus complet, au triomphe le plus effrené de l'égoïsme et de ses passions sauvages. »

C'est ce que beaucoup de sauveurs de l'ordre ont dit, mais ils ne l'ont jamais prouvé. Cette assertion est donc une hypothèse de la plus belle eau. Il y a même une certaine science qui prétend que c'est une absurdité.

Le chapitre II de l'ouvrage de M. Delaune : *Formation historique des sociétés* ; le chap. III : *Position de la question politique à la fin du XIX^e siècle*, et le chap. IV : *Position de la question sociale à la fin du XIX^e siècle*, sont trop longs et trop courts : trop longs parce qu'ils interrompent la suite des idées et égarent le lecteur tout en le fatigant ; trop courts parce que, pour traiter ces questions par la méthode historique, surtout en l'appliquant à tous les pays, il faudrait plusieurs volumes, et encore n'aboutirait-on pas à grand'chose de sérieux. Toutefois, il y a du bon et du mauvais dans les critiques de M. Delaune sur l'état passé et présent des sociétés, et ceux qui savent discerner l'un de l'autre pourront tirer profit de cette lecture. Par exemple, c'est une excellente chose que d'exhorter les citadins à s'unir aux paysans, qu'ils ont trop dédaignés jusqu'à ce jour (quoiqu'ils les vaillent bien), et de leur en indiquer les moyens.

Quant à la partie doctrinale du livre *Du peuple*, il est aisé de prévoir par les principes cités plus haut ce qu'elle doit être.

« Le droit à la vie crée le droit à la terre. La société est propriétaire et les individus sont possesseurs. L'individu doit à la société de produire le plus et le mieux possible, la société doit à l'individu sa part égale du capital naturel, une instruction complète, et, s'il y a lieu, une avance des produits fabriqués pré nécessaires à son travail. »

En conséquence, la société distribue la terre aux individus ; tou-

tefois, « les associations auront, en premier, le choix des terres, et les producteurs isolés, en second lieu seulement » (p. 161). C'est ainsi que procédait l'ancien régime : il donnait les meilleurs terres à la noblesse et au clergé qui en laissait les 9/10^{es} incultes, et les producteurs isolés formaient les *grandes compagnies*, s'en allaient à l'étranger ou mouraient de faim.

Quant aux maisons du peuple de M. Delaune, « chaque famille se construira son étage. Les gros murs et le toit seront à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de son étage ; chaque propriétaire fait le plancher sur lequel il marche, ainsi que l'escalier qui conduit chez lui à partir de l'étage inférieur » (p. 170).

Et les familles des étages supérieurs prendront sans doute des ailes pour atteindre leur escalier, car ce serait une infraction aux principes de *solidarité* et de *justice* que de se servir des escaliers inférieurs qu'ils n'ont pas contribué à construire.

Quant aux capitaux nécessaires pour exploiter les terres et exercer les autres industries, ils seront fournis par des *banques de circulation*, des *caisses d'assurances mutuelles* et des *caisses d'avances*.

Pour que tout cela fonctionne bien, M. Delaune suppose une société équitable, des membres remplis de bonne volonté pour utiliser les capitaux qu'on leur confiera et pour acquitter leurs dettes. Mais c'est encore une pure hypothèse, qui n'a de point d'appui ni dans le domaine historique, ni dans le domaine de la science moderne ».

Voici un meilleur ouvrage sur le même sujet : *la Question sociale en France*, par Paul Dupuy, professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux ¹.

« Je viens, dit l'auteur, de faire un livre sur l'économie sociale : suis-je par cela même un socialiste ? Probablement, pour quelques-uns, car n'est-on pas toujours le socialiste de quelqu'un ? Mais pour quiconque ne ferme point les yeux de propos délibéré, ma tendance générale est franchement individualiste, car la liberté est mon point de départ comme mon point d'arrivée, m'étant toujours inspiré de cette pensée de Locke : *La liberté est le fondement de tout le reste*. »

M. Dupuy restreint son étude de la question sociale à la France ; c'est modeste, et d'autant plus beau et bon que c'est plus rare aujourd'hui. On dirait à voir la plupart de nos livres qu'il n'y a rien à apprendre dans notre passé ni dans notre présent ; en vou-

¹ Rousseau, éditeur.

éclairé que vous et je vous le prouverai facilement, pourvu que je sois le plus fort. Voilà donc *l'ordre humain* sans Dieu.

Supposons maintenant qu'il y ait un Dieu, un grand architecte, comme vous voudrez l'appeler. Dans cette hypothèse il existera un *ordre naturel*, et l'ordre humain, c'est-à-dire les lois et *a fortiori* les gouvernements seront inutiles ou pires.

Je ne sais pas si Colins sortira de ce dilemme, mais s'il n'y réussit pas ce ne sera pas faute de citations d'auteurs de tous ordres, de tous temps, de tous pays. Les citations remplissent au moins la moitié du volume.

Sous ce titre : *Étapes de l'avenir*, M. Jacques-T. Blanchard réunit en un volume des conférences qu'il a faites sur des sujets d'enseignement, sur des questions sociales et politiques¹.

L'auteur est un voyageur émérite. Qui a beaucoup vu, peut beaucoup dire. Aussi trouve-t-on dans ce petit livre d'excellentes observations et de bons conseils. M. Blanchard appelle l'attention du lecteur sur l'éducation physique et morale que l'on sacrifie trop à l'intellectuelle. « A notre époque matérialiste, il faut, plus qu'en aucun temps, se garder de développer le cerveau aux dépens du cœur...; le culte du Veau d'Or, quelque raffiné qu'il soit, ne saurait ennoblir une nation. » C'est pourtant uniquement vers cet idéal que l'enseignement officiel pousse la jeunesse.

« Si vous voulez avoir des hommes justes, généreux, tendres, dévoués, ayez soin d'entourer leur enfance de femmes possédant ces qualités. »

« Si vous voulez vider les prisons, il faut remplir les écoles. » Cela n'est plus soutenable aujourd'hui, les statistiques s'y opposent. C'était bon au temps où M. Jules Simon écrivait son livre *l'Ecole*; mais l'expérience est faite, à moins qu'on n'imagine de meilleures écoles que celles dont le gouvernement nous dote incessamment.

M. Blanchard attribue à la Bible beaucoup plus d'influence sur la société qu'elle n'en a exercé réellement. Elle n'a pas fait grand bien, mais elle n'a pas fait grand mal. C'est en rejetant ainsi nos propres fautes sur des doctrines et sur ceux qui les professent que nous arrivons à ne pas nous corriger. Le clergé n'a fait que le mal qu'on a bien voulu lui permettre de faire.

Dans sa quatrième conférence, M. Blanchard ne se laisse pas éblouir, je dirais presque aveugler, comme tant d'autres, sur la puissance éducatrice de la presse, particulièrement du journa-

¹ Fischbacher, éditeur.

lisme, des expositions et autres inventions plus ou moins modernes à l'aide desquelles nous prétendons éclairer les masses. Ce fait est d'autant plus remarquable qu'il est plus rare et que l'auteur a pu en observer les effets dans un grand nombre de pays différents.

Quant aux conférences sur l'avenir politique de l'Europe, c'est un problème à un trop grand nombre d'inconnues pour qu'on prenne au sérieux une solution, quelle qu'elle soit.

Tibère prétendait que, passé l'âge de trente ans, l'homme ne devait plus avoir besoin de médecin. Le fait est que si l'on suivait un régime sain et régulier, on serait exempt des 9/10^{es} des maladies qui affligent l'humanité.

Le livre que vient de publier M. Husson (de Toul) sur *l'alimentation animale, ce qu'elle a été, ce qu'elle doit être, ce qu'elle devient, ce qu'elle produit*¹, ne peut être que d'une grande utilité à ceux qui désirent conserver la santé, le premier des biens.

L'homme est frugivore par nature, suivant M. Husson, mais les circonstances sociales l'ont amené à la nécessité de se nourrir de la chair des animaux, principalement dans les villes où l'air est impur; cependant il ne faut pas abuser de la viande, le grand art à la fois hygiénique et culinaire consiste à doser la nourriture végétale et animale suivant le tempérament, le genre de vie, l'âge, le sexe, etc., des sujets. « En France, si l'habitant des campagnes voulait apporter dans ses repas le même luxe que celui des villes, sa santé en souffrirait, il lui faut une nourriture plus végétale qu'animale, le campagnard a pour lui le grand air qui est tout à la fois le meilleur apéritif et le meilleur digestif. » L'appétit, sorte de balancier nutritif, devrait être le régulateur de l'alimentation comme il en est l'excitant.

Nous jouissons de beaucoup plus de choses inutiles à la vie que nos ancêtres, et pourtant nous sommes bien plus faibles et beaucoup plus malades. Cela tient à ce que nous mangeons moins et moins bien. Montaigne, parlant des Alsaciens, disait : « Ils ont jusqu'à 6 ou 7 changements de plats 2 par 2... Les moindres repas sont de 3 ou 4 heures pour la longueur de ces services, et à la vérité, ils mangent beaucoup moins hâtivement que nous et plus sainement. Ils ont grande abondance de vivres, de chair et de poisson et couvrent fort somptueusement les tables. » Comment les Alsaciens faisaient-ils pour servir leurs seigneurs et fournir

¹ Dunod, éditeur.

Ce décret est suivi d'un autre, concernant le dépôt et l'emploi des fusils scolaires, les munitions et le tir. En vertu de l'art. 1^{er} les fusils scolaires, destinés aux exercices de tir et mis en service à raison de trois par école, seront, ainsi que les munitions, déposés soit dans les casernes de gendarmerie, soit dans les magasins des corps de troupes, suivant les ordres de l'autorité militaire.

Alcoolomètre centésimal de Gay-Lussac. — En vertu d'une loi insérée au *Journal officiel* du 8 juillet, est prorogé de quatorze mois le délai fixé pour la mise en vigueur de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoolomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle.

Amélioration du sort des sourds-muets. — Le *Journal officiel* du 10 juillet publie un rapport adressé au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sur le congrès national réuni à Bordeaux, du 8 au 14 août 1881, pour l'amélioration du sort des sourds-muets.

Restauration et conservation des terrains en montagne. — Le *Journal officiel* du 12 juillet contient un décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 4 avril 1882 sur la restauration et la conservation des terrains en montagne.

Publication des œuvres de Fermat. — Le *Journal officiel* du 14 publie la loi ayant pour objet la publication aux frais de l'Etat des œuvres de Fermat.

Art 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux arts, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1882, un crédit extraordinaire de vingt-cinq mille francs (25,000 fr.), pour être appliqué à la publication des œuvres de Fermat. Ce crédit sera inscrit à la première section (Service de l'instruction publique), sous le titre du chapitre 42 : Publication des œuvres de Fermat.

Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1882.

Le *Journal officiel* du 15 juillet publie la loi portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste.

Le *Journal officiel* du 17 juillet contient un rapport adressé au ministre de l'agriculture par le directeur des haras sur la gestion de l'administration des haras en 1881.

Le *Journal officiel* du 19 juillet contient un décret fixant les conditions exigées pour l'introduction, sur le territoire de la République française, des plants de vignes provenant de l'étranger et pour leur circulation à travers les territoires préservés de l'invasion phylloxérique.

daction, avec le concours de la police locale, des procès-verbaux en cas d'infractions et la remise de ceux-ci aux instances judiciaires compétentes ; c. de poursuivre devant les tribunaux les personnes coupables de ces infractions, avec faculté d'en charger les fonctionnaires de la police locale.

5° Les indications détaillées des obligations des inspecteurs seront établies par des instructions spéciales approuvées par le ministre des finances, d'accord avec les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique.

6° L'action de la susdite inspection ne s'étendra pas aux établissements industriels de l'Etat, où la surveillance à exercer concernant l'observation des présents règlements est confiée aux fonctionnaires chargés de la direction de ces établissements.

Les règlements de l'article 1^{er} devront entrer en vigueur le 1^{er} mai 1883.

Les projets relatifs aux présents règlements devront être soumis à l'approbation de S. M. l'Empereur. Une somme de treize mille roubles est affectée aux honoraires de l'inspecteur en chef et de quatre inspecteurs d'arrondissement, qui devront entrer en fonctions le 1^{er} juillet 1882.

L'avis du conseil de l'Empire contient en outre quelques mesures provisoires qui, après avoir été expérimentées pendant l'espace de deux ans, devront au bout de ce terme faire l'objet d'un nouvel examen pour être transformées en dispositions définitives. (*Journal de Saint-Petersbourg.*)

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 AOUT 1882.

NÉCROLOGIE : MM. Rapet et Marilliet.

COMMUNICATIONS : Conférences économiques à Bordeaux et à Nantes.

DISCUSSION : Doit-on appliquer les plus-values d'impôt à des dépenses productives ou à des dégrèvements ? Si l'on dégrève, doit-on commencer par l'impôt foncier ?

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion est présidée par M. Frédéric Passy, membre de l'Institut, député de la Seine, un des vice-présidents.

En ouvrant la séance, il a le regret d'annoncer à la réunion que la Société a perdu deux de ses membres depuis la dernière réunion.

Il se charge de parler du premier, M J.-J. Rapet, inspecteur honoraire de l'enseignement primaire, mort à l'âge de 78 ans. Dans ces fonctions, modestes pour lui, M. Rapet a rendu des ser-

tima ratio des mauvaises causes, à la violence et aux coups de fusil pour donner quelque chose à ceux qui n'ont pas.

M. LIMOUSIN ajoute que le même Jules Guesde, à Nantes, s'est mesuré avec un autre champion de la doctrine du travail et de la répartition légale des richesses, M. Champury, lequel a obtenu le même succès que M. F. Faure.

M. Ch. LETORT propose de mettre en discussion la question portant le n° 24 du programme, et dont l'auteur est M. G. Renaud. Cette question, mise aux voix et adoptée, est celle-ci :

DOIT-ON APPLIQUER LES PLUS-VALUES D'IMPOT A DES DEPENSES PRODUCTIVES OU A DES DEGRÈVEMENTS? SI L'ON DEGRÈVE, DOIT-ON COMMENCER PAR L'IMPOT FONCIER?

M. Georges Renaud expose l'idée qui l'a amené à poser la question en discussion. Il est frappé de la marche ascendante continue du budget de la France et surtout il est frappé de la vitesse avec laquelle se produit cet accroissement.

Pendant ces dernières années, l'Etat a obtenu des plus-values considérables. On a attribué ces plus-values au développement rapide de la richesse publique. Ainsi, le pays, doué d'une force extraordinaire, que ne posséderait nulle autre nation, se serait vu, du jour au lendemain, chargé de 1,100 millions d'impôts de plus, et il ne s'en serait nullement senti. Sa marche en avant serait demeurée aussi légère, aussi dégagée, aussi facile qu'auparavant.

Ce sont là des illusions, de pures illusions. D'où viennent ces plus-values? Elles ont plusieurs causes. Lorsqu'au lendemain de la guerre de 1870-71 on a fait appel au patriotisme du pays, lorsqu'on lui a imposé des charges nouvelles pour des sommes fabuleusement énormes, il n'a rien dit, il a payé patriotiquement, sans difficulté. On a établi une masse d'impôts nouveaux. Ces impôts n'ont pas rendu dès le début tout ce qu'ils pouvaient produire; on en a établi un nombre plus considérable qu'il n'était absolument indispensable pour prévenir tout déficit. L'assiette et la perception de ces impôts se sont perfectionnées, et l'on a alors obtenu des rendements beaucoup plus avantageux pour le Trésor. Ce n'est pas là l'effet d'un développement de l'activité du pays, mais bien du perfectionnement des rouages de la perception des recettes.

On avait, en outre, eu soin de restreindre considérablement les évaluations de rendement des impôts, et l'on ne saurait en faire un reproche à nos financiers. Ils voulaient éviter une méprise désagréable; ils ont bien fait d'agir de cette façon.

Enfin, il y a un fait qui se reproduit tous les jours et qui passe par trop inaperçu. Le fisc n'applique pas seulement les lois fiscales; mais il les exagère, il les allonge, pour ainsi dire; il taxe, sous pré-

texte d'analogie plus ou moins démontrée. La Cour de cassation lui donne toujours raison ; magistrats et financiers vivent en parfaite camaraderie. Les textes de lois ont beau être formels, le fisc, par complaisance, obtient du tribunal suprême un arrêt qui détruit la loi et, fort de cet arrêt, il va de l'avant. Exemples : Une loi de 1875 a établi un impôt de 0.10 centimes par *quittance*. Il s'agit de la *quittance*, non du *projet de quittance*. Le fisc exige, grâce à un arrêt de la Cour de cassation de 1876, que le timbre soit apposé sur toutes les quittances, même préparées et non présentées. On met à l'amende la personne chez qui on trouve des quittances préparées et non revêtues de timbre. Vous faites présenter une quittance à domicile, par la poste ou autrement, elle doit être revêtue du timbre avant la présentation, ce qui cependant est contraire aux termes formels du règlement d'administration publique qui régit la matière. De sorte que la facture, payée ou non payée, doit porter le timbre *oblitéré* et que vous payez le timbre, dans le cas de non paiement, sur un papier qui n'est pas une quittance.

Dernièrement, il y a eu une véritable émotion dans le département du Nord ; l'administration des finances a étendu le timbre de 0.10 centimes aux récépissés d'entrée ou de sortie des marchandises dans les entrepôts. Ce ne sont pourtant pas là des quittances, puisqu'il n'y a pas de paiement.

Vous déposez un titre chez un banquier, on vous donne un récépissé, vous payez le timbre 0.10 centimes ; il n'y a cependant pas eu de paiement, de mouvement d'espèces dans cette opération. Vous le retirez, vous payez encore une fois l'impôt sur le reçu que vous donnez en échange.

D'autres fois, on surtaxe les contribuables. On admet des interprétations, qui permettent de percevoir sur le contribuable plus qu'il ne doit. Celui-ci, trop occupé, n'ayant pas de temps à perdre ou craignant les dérangements, sachant qu'avec le fisc on a rarement le dernier mot, que les procès coûtent cher et absorbent encore plus de temps, se laisse faire, paye, et le Trésor encaisse. Le cinquième arrondissement de Paris mérite une mention particulière pour l'usage qui y est fait de ce mode de procéder pour grossir les recettes.

C'est ainsi que le fisc crée et perçoit chaque année 50 à 60 millions d'impôts nouveaux, sans que le législateur soit consulté. C'est ainsi que l'on obtient des plus-values énormes, apparences illusoires d'un développement anormal de la richesse publique.

Au milieu de tout cela, le pays paye facilement, trop facilement. Les Français n'aiment pas la chicane ; ils payent, sauf à se restreindre d'un autre côté. Ce qui se restreint, c'est la population. Son mouvement est insignifiant. Elle demeure stationnaire. Les

dispense de faire des efforts sans cesse nouveaux et continus. Il est fâcheux qu'il ne subsiste pas dans sa vie un certain aléa, un certain risque, qu'il serait toujours libre de supprimer personnellement s'il le voulait en recourant à l'assurance dans les conditions ordinaires des particuliers.

Du reste, n'aura-t-on pas toujours à faire valoir des arguments tirés de la justice due à de vieux serviteurs de l'Etat ? Il y en aura toujours qu'on ne trouvera pas pensionnés d'une manière suffisante, et 80 autres millions nouveaux ne suffiraient pas à faire face à ces réclamations sentimentales. On est là dans une mauvaise voie et sur une pente des plus dangereuses. Il faudrait y couper court.

Mais ce sont là des dépenses improductives. La question n'est pas là. M. Renaud veut surtout porter son attention sur l'excès d'accroissement des dépenses dites *productives*. Car, en théorie, tout le monde est d'accord pour reconnaître le danger qu'il y a d'enfler les dépenses improductives ; tout le monde ne l'est pas pour distinguer celui qu'il peut y avoir à agir de même pour les dépenses dites *productives*, que M. Renaud classe de la façon suivante : dépenses de chemins de fer, de canaux, de routes, de ports, dépenses d'enseignement. On ne parle pas des dépenses militaires, que personne ne discute par patriotisme, mais où cependant on pourrait aussi relever un gaspillage considérable.

Du moment qu'on a parlé d'une dépense productive, il semble qu'on ne doive pas hésiter à la voter, et cela sans tenir compte de la proportion des ressources dont on peut disposer actuellement.

Eh bien ! la question qui se pose ici est la suivante. Nous avons des plus-values énormes. Devons-nous les retenir dans les coffres de l'Etat pour les employer en dépenses dites *productives* ? C'est l'avis qui semble prédominer actuellement dans les couloirs de la Chambre des députés. Quelle aubaine que ces excédents ! Il faut les retenir à soi ; il faut en profiter pour pouvoir distribuer des faveurs à l'un, à l'autre, se faire des amis, se gagner les électeurs. La démocratie ainsi entendue conduirait la France à sa ruine et c'en serait fait de sa moralité. Les impôts nouveaux sont difficiles à introduire ; ceux-là sont établis ; gardons-les. Il serait si dur d'être obligé d'économiser ! On applique donc de gros chiffres aux dépenses dites *productives*, et, à la faveur de l'énormité de ces chiffres, on égrène quelques millions pour l'accroissement des dépenses improductives. C'est du gaspillage au premier chef.

Beaucoup de ces chemins de fer que l'on crée ou que l'on se propose de créer demeurent absolument improductifs. De bons tramways à vapeur les eussent avantageusement remplacés. Ces voies de communications sont établies chèrement, d'une façon absolument dispendieuse, et nombre d'entre elles ne couvriront jamais

une première raison pour ne point le dégrever. Il y en a une autre. C'est que l'impôt foncier se comporte d'une façon particulière. Lorsqu'il est de date ancienne, il se capitalise. Quand la propriété change de mains, — et elle change de mains en France tous les vingt-cinq ans environ, — quand elle change de mains, le nouveau propriétaire ne paye l'impôt foncier qu'en apparence, car le prix auquel il a acheté la terre a été établi d'après la capitalisation sur le revenu, net de toutes charges. Ce nouveau propriétaire a en quelque sorte l'Etat pour co-propriétaire, mais il détient la part de co-propriété de l'Etat, dont le revenu représente l'impôt foncier. Il fait valoir cette part de co-propriété et en verse le revenu sous la forme de cet impôt. Tant mieux pour lui si son exploitation est favorable ; tant pis pour lui, s'il ne sait pas en tirer même le montant de l'impôt.

Il y a cependant un cas où le dégrèvement temporaire serait de droit : c'est lorsqu'un fléau général, comme le phylloxéra ou la grêle ou une inondation, vient anéantir le revenu de cette part de co-propriété de l'Etat.

Ainsi, dit M. Renaud en terminant, enrayons les dépenses dites productives ; restituons la totalité des plus-values au pays en dégrevant, et surtout gardons-nous de faire porter ce dégrèvement sur l'impôt foncier.

M. F.-C. Dreyfus répond à M. Renaud en faisant remarquer d'abord que les dégrèvements constituent un engagement formel de l'Etat à l'égard des contribuables. Une loi de 1875 a déclaré que les impôts créés après la guerre l'ont été à titre exceptionnel et temporaire. C'est un engagement fixe et précis.

La surcharge d'impôt créée depuis 1870 s'est élevée à 748 millions de francs. 350 ont été supprimés. Il en reste donc 398 à faire disparaître. C'est l'œuvre de cinq à six ans et c'est un engagement d'honneur à tenir.

Quand cette période sera passée, c'est alors seulement que la question de M. Renaud pourra se poser ; mais il est juste de faire remarquer tout de suite que cette question n'est pas susceptible d'une solution générale, rigoureuse, mathématique. Il y aura tantôt intérêt à dégrever, tantôt intérêt à appliquer les excédents de recettes à des augmentations de dépenses. Ce sont là des questions d'espèce, qu'il faudra résoudre dans chaque cas particulier. Sans leur chercher une solution générale, on pourra soit dégrever, soit dépenser, soit amortir.

En ce qui concerne particulièrement les augmentations de dépenses, on a raison de s'en plaindre, mais il faut bien remarquer, d'une part, que ces augmentations du budget tiennent, pour une

part, à la dépréciation du signe monétaire, dépréciation dont il serait intéressant de calculer l'influence sur l'augmentation des budgets et, d'autre part, que les excédents mis en évidence qu'on a qualifiés à tort d'illusoires sont plus forts qu'ils ne paraissent. Le compte peut se faire comme suit :

Aux excédents des taxes indirectes donnés chaque mois par le ministère des finances, il faut ajouter la plus-value normale de 3 0/0 des impôts directs et les annulations de crédits qui montent à 60 ou 70 millions par an, et du total il faut retrancher les crédits supplémentaires.

Quoi qu'il en soit, la question est mal posée.

En ce qui concerne le dégrèvement de l'impôt foncier, M. Dreyfus regarde cette proposition comme une tactique très habile faite au point de vue de la campagne contre les protectionnistes.

Si l'on veut sincèrement parer aux crises agricoles, il y a mieux à faire : il faut abaisser les droits de mutations entre vifs et les tarifs de transport.

L'impôt foncier est le seul qui n'ait pas été augmenté depuis la guerre et un dégrèvement sur ce point serait à la fois inéquitable et inefficace.

M. Charles Letort, reprenant les chiffres des plus-values réalisées depuis six ans et les dégrèvements opérés, montre, d'autre part, que, pour 350 millions que représentent ces dégrèvements, les dépenses ordinaires se sont accrues de 4 à 500 millions. Quel est donc l'effet des dégrèvements pour le contribuable dans de pareilles conditions ?

Voici le système qu'il voudrait voir adopter par le Parlement.

D'abord suspension des augmentations annuelles de dépenses, sauf pour celles de première nécessité, et application résolue des excédents à la réduction des impôts, en commençant par la suppression radicale de toutes les petites taxes de 3, 4, 5 ou 6 millions de rendement, qui embrouillent le budget et vexent les populations.

L'augmentation graduelle normale et régulière des revenus des impôts, qui peut s'élever à 80 millions par an, suffirait largement, une fois cette première tâche réalisée, et au bout de fort peu de temps, pour alimenter les besoins croissants et rationnels de l'Etat.

Enfin, rien ne justifierait un dégrèvement de faveur pour la propriété foncière qui, en 1789, était taxée à 240 millions en principal, et qui, aujourd'hui, après tous les progrès de la culture et de l'exploitation des terres, ne supporte qu'une taxe de 175 millions, toujours en principal, bien entendu.

M. Limousin repousse toute idée d'impôt moralisateur. L'impôt sur le tabac et le monopole de la fabrication n'ont pas diminué la consommation ; en revanche, ils font fumer, à un très haut prix, de détestables cigares par les Français. De même l'impôt sur l'alcool n'a pas détruit l'ivrognerie.

En ce qui concerne les excédents d'impôt, **M. Limousin** est d'avis qu'ils doivent être employés à la fois en dépenses productives et en dégrèvements. Les critiques dirigés contre les gouvernements qui se sont succédé depuis quelques années paraissent injustes à l'orateur. Le pays a dû faire face non seulement à l'intérêt des emprunts contractés pour la guerre et pour l'indemnité de guerre à l'Allemagne, mais aussi aux frais de notre réorganisation militaire, et cela a coûté très cher.

Une autre cause de dépenses a été la substitution du régime démocratique au régime monarchique. Il a fallu mettre le peuple à même d'exercer intelligemment ses droits et pour cela organiser l'instruction publique. Il faut tenir compte également de la dépréciation constante de la valeur de la monnaie, laquelle a rendu nécessaire une augmentation de salaire pour les employés des services publics, qui doivent obtenir, en tout temps, la somme d'objets de consommation qu'on a trouvée nécessaire lorsqu'on a fixé leur rémunération.

Enfin, il en est des sociétés comme des individus : au fur et à mesure qu'elles deviennent riches et se développent, elles voient leurs besoins s'accroître ; en d'autres termes, elles doivent étendre leurs services publics.

Relativement aux dégrèvements, **M. Limousin** pense qu'il serait grand temps qu'on fît une revision théorique ou plutôt scientifique de notre système fiscal, dans lequel les abus ne se corrigent que par d'autres abus. Il faudrait songer à l'établissement de l'impôt unique, soit l'impôt sur le capital fixe préconisé par notre regretté collègue **M. Menier**, soit un autre ; car il y a plusieurs systèmes également réalisables. En ce qui concerne l'impôt foncier, il n'y a pas lieu de le diminuer, mais d'en refaire l'assiette par la réfection du cadastre et l'introduction d'un système analogue au système **Torrens**, appliqué en Australie et en Nouvelle-Zélande, et dont **M. Yves Guyot** a fait récemment un intéressant exposé.

M. Renaud désire répondre à **M. Letort** et à **M. Dreyfus**. Il est étonné et il regrette que les orateurs qui lui ont succédé n'aient pas été aussi favorables aux diminutions de dépenses qu'il l'est lui-même et qu'ils ne soient pas plus effrayés de la marche ascendante du budget. Pour son compte personnel, c'est avec une véritable

de vue économique, n'étant pas à l'ordre du jour, M. Cieszkowski se borne à cette simple indication.

Répondant de nouveau à MM. Letort, Limet et à M. le comte Cieszkowski, M. F.-C. Dreyfus rappelle le caractère d'obligation légale des dégrèvements. Il ajoute que les augmentations de dépenses dont on se plaint ont été faites non seulement sans accroissement d'impôts, mais concurremment avec les dégrèvements, d'où il résulte que ces dépenses ont été soldées par des excédents de recettes.

L'Etat a fait deux parts de ces excédents : une part pour les dépenses nouvelles, une autre part pour les diminutions d'impôts. En ce qui concerne l'amortissement, M. Dreyfus fait remarquer que nous avons deux sortes de dettes : une dette perpétuelle pour laquelle il n'y a qu'un amortissement réel ; ce sont des conversions successives comme les Anglais et les Américains savent les pratiquer.

Quant à la dette extraordinaire, elle s'amortit mécaniquement et les dépenses auxquelles elle fait face sont d'abord les dépenses de guerre, qui instituent une prime d'assurance contre l'invasion, et les dépenses pour travaux publics. Pour ne parler que des chemins de fer, l'économie réalisée sur les transports par un nouveau railway constitue encore un dégrèvement et c'est une dépense qui correspond à un accroissement de richesse et à une économie pour le pays.

Un chemin de fer, même exploité en déficit, rapportera toujours au pays un très fort intérêt du montant de ses frais de construction.

M. Cheysson, dont M. Dreyfus avait invoqué le témoignage au sujet du rendement promis aux lignes du nouveau réseau par l'exposé des motifs du programme des grands travaux publics, rappelle en quelques mots les considérations sur lesquelles ont été basés ces calculs.

Le prix de la tonne transportée à 1 kilomètre étant estimé en moyenne à 30 centimes sur les routes et à 6 centimes sur les rails, chaque recette brute de 6 centimes, correspondant au transport d'une tonne en chemin de fer, donne lieu à une économie de 24 centimes.

D'après ce calcul, une ligne qui, ayant coûté par kilomètre 100,000 francs, ferait seulement 3,000 francs de recette brute kilométrique, et ne couvrirait que ses frais d'exploitation, réaliserait cependant une économie de 12,000 francs par kilomètre et par an, et rapporterait à ce compte, sinon aux actionnaires, du moins au pays, un revenu de 12 0/0.

M. Cheysson reproduit ces déductions sans se les approprier, ne

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 19 JUILLET 1882.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : Avis d'une subvention du Conseil municipal. — Rapport sur l'institution d'une Commission centrale de statistique en France.

DISCUSSION : Le recensement de 1881 et les causes de la dépopulation de la France.

La réunion est présidée par M. D. Wilson, député.

Au début de la séance, M. le président donne lecture de la liste des nouveaux membres admis ; parmi ceux-ci, nous notons au passage MM. H. Cernuschi, Clamageran, A. Hébrard, Jourde, O. de Labry, F. Limet, Edm. Magnier, Am. Marteau, J. Siegfried, Torres Caicedo, Vergniaud, Sartiaux, Vührer, E. Glaser, Songeon, le docteur Frère, etc., etc., tous personnages connus, qui viennent apporter à la Société de nouveaux éléments d'activité et de laborieuses recherches.

M. D. Wilson, président, annonce à la Société la distinction dont vient d'être l'objet son secrétaire général, M. T. Loua, chef du Bureau de la statistique au ministère du commerce, récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur. Il rappelle les éminents services rendus par M. Loua à la Société, et se fait l'interprète de tous les membres pour féliciter en cette circonstance le secrétaire général.

Le président annonce encore, avec une vive satisfaction, que le Conseil municipal de Paris vient d'accorder à la Société, pour l'exercice 1882, une subvention de 1,000 francs. En outre, pour réparer un oubli regrettable, le Conseil a aussi accordé une autre subvention de 1,000 francs pour 1881.

M. Cheysson, vice-président de la Société, a la parole comme rapporteur de la commission à laquelle a été renvoyé l'examen de la question soulevée par lui dans un toast, lors du banquet annuel de la Société, en mai dernier, et relative à l'institution d'une Commission centrale de statistique en France.

Il commence par exposer rapidement les résultats de l'enquête à laquelle la commission dont il est l'organe s'est livrée sur l'organisation de la statistique à l'étranger. Cette enquête a mis entre les mains de la Société des documents authentiques, qui, publiés d'abord dans le *Bulletin*, puis tirés à part, constitueront une collection précieuse pour l'étude de la question.

M. Cheysson analyse les principaux de ces documents, et montre que,

dans presque tous les pays, la statistique dispose de deux sortes d'organes : d'abord les bureaux particuliers où elle s'élabore ; puis une *Commission supérieure*, qui imprime à leurs travaux une marche uniforme, et met de l'ordre et de l'unité dans cette diversité d'initiatives.

En France, le premier organe existe, mais le second fait défaut.

En 1875, les ministères du commerce et des finances ont proposé, en même temps, et chacun de leur côté, la création d'une Commission centrale. Mais cette tentative ne put aboutir, à cause de l'antagonisme des départements ministériels et de la sourde opposition des bureaux.

Le jour paraît cependant venu de reprendre l'idée. Pour avoir quelque chance de réussite, il faudrait, dit M. Cheysson, rassurer d'abord les bureaux des ministères intéressés, en déclarant qu'il ne s'agit pas d'entamer leur autonomie ni d'entreprendre sur leurs attributions. Cette déclaration sera à la fois habile comme tactique, et sage au point de vue de l'intérêt bien entendu des travaux.

Pour démontrer cette affirmation, M. Cheysson analyse avec détail les conditions d'une bonne statistique, et il conclut que le rattachement de la statistique aux services compétents a l'avantage de la rendre plus sûre et plus rapide dans ses informations, en même temps que plus efficace et plus commode dans son emploi.

Examinant ensuite le parti à prendre pour le choix du département ministériel auquel il conviendrait de rattacher la future Commission centrale, M. Cheysson se prononce pour le ministère des Affaires étrangères. Ce ministère n'a ni traditions ni prétentions statistiques, et ne doit dès lors éveiller aucun ombrage ; il a en outre action sur les agents consulaires et diplomatiques, qui peuvent fournir un précieux concours à la statistique internationale. En outre, le ministre actuel des Affaires étrangères apprécie et emploie les services de la statistique ; de plus, en sa qualité de président du Conseil, il possède l'autorité nécessaire pour faire accepter par tous ses collègues le *Conseil supérieur de statistique*, qu'il s'agit de créer.

Ces principales questions ainsi examinées, M. Cheysson donne le texte d'un projet de décret, qui pose les principes essentiels de l'institution, tout en réservant à des règlements ultérieurs le soin d'en formuler les dispositions de détail.

Une discussion assez animée s'engage sur les conclusions de ce Rapport et sur les termes du projet de décret.

M. Amelin, rédacteur en chef de la *France maritime*, combat l'attribution de la présidence et de la direction des travaux du Conseil supérieur de statistique à un département ministériel, que ce soit celui des Affaires étrangères ou un autre.

Il voudrait une organisation centrale indépendante de tout ministère.

M. le docteur *Lunier* revendique pour la Société de statistique l'honneur de l'initiative de la nouvelle création, réclamée non pas depuis 1875, mais bien auparavant, depuis 1867.

Il trouve que c'est au ministère de l'intérieur chargé déjà de difficiles questions relatives à la statistique de la population, que doit revenir la haute direction d'une impulsion centrale et supérieure.

MM. G. Renaud, docteur Bourdin, docteur Després, prennent part à la discussion sur des points de détail, et examinent spécialement l'attribution de la statistique centrale à un ministère indépendant tel que l'ancien ministère d'État, sous l'Empire.

M. *Cheysson*, prenant la parole en qualité de rapporteur, refuse de suivre ses honorables contradicteurs sur le terrain de la création d'un ministère d'État, ou d'une grande direction nationale de la statistique. Ce sont là des questions que la commission n'a pas à examiner, et dont la discussion serait stérile. Il se renferme donc dans le programme du Conseil supérieur projeté. Comme personne n'a contesté l'utilité de la mesure, il n'a pas à la défendre en principe, et il se bornera à répondre aux critiques portées contre la composition et le rattachement de ce conseil.

Sur le premier point, si l'on voulait, comme l'a demandé M. Georges Renaud, donner la majorité aux savants à introduire dans le Conseil supérieur, on serait conduit à un nombre excessif de membres. C'en sera en effet qu'avec une extrême difficulté qu'on parviendra à s'en tenir en moyenne à deux délégués par ministère, si l'on veut faire place à la fois au chef de service, et à son second, qui est souvent le véritable statisticien. Même avec ce minimum (y compris un membre pour la préfecture de la Seine), on arrive à 25 membres ; ce qui, pour remplir la condition de majorité ou même d'égalité réclamée pour les savants, conduirait à une commission de plus de 50 membres. Or, tout le monde sait qu'avec un pareil effectif, une commission est trop nombreuse et trop lourde pour être un organe normal et permanent.

D'autre part, l'élément étranger à l'administration ne doit être admis dans ce conseil que pour y représenter les intérêts de la science théorique. Mais, s'il venait à y prédominer, il courrait grand risque de faire perdre de vue les nécessités de la pratique, et d'émettre des exigences embarrassantes. Les administrations seraient donc dans la pénible alternative de céder à des indications difficilement réalisables, ou de se révolter contre l'autorité du conseil supérieur. Aussi, tous les pays dans lesquels fonctionne cette institution ont-ils très sagement limité la part faite à l'élément non administratif, en composant principalement les commissions avec des délégués techniques.

Quant au rattachement, M. *Cheysson* ne saurait non plus admettre

l'idée de M. Renaud, qui a proposé de donner la commission centrale à la Chambre des députés. Cette solution soulèverait à coup sûr l'opposition du Sénat, et sans doute celle des ministères. Elle aurait en outre l'inconvénient de faire pénétrer la politique dans la science, sinon en réalité, du moins en apparence : or, une telle suspicion, même non fondée, suffirait à compromettre le crédit de la statistique.

La même considération condamne aussi la proposition faite par M. le docteur Lunier pour rattacher la Commission centrale au ministère de l'Intérieur. Ce département est celui de la politique et non de la science. La statistique n'y trouverait pas pour ses travaux un abri assez calme et assez recueilli. Quant à l'avantage qu'on invoque en sa faveur et tiré de ce qu'il aurait plus d'action sur les préfets, il n'est pas tellement décisif que M. Lunier ne se soit déclaré tout prêt à préférer le *ministère d'Etat* s'il en existait un. D'ailleurs, ce n'est pas la Commission centrale qui doit agir par elle-même ; elle se borne à donner des avis, et, après comme avant, les ministères continueront à agir directement sur les préfets pour leurs enquêtes respectives.

Ces diverses solutions écartées, on se retrouve en face de celle qu'a formulée la Commission. Le ministère des Affaires étrangères est un terrain neutre pour la statistique intérieure, et propice pour la statistique internationale. Enfin, il est aux mains d'un ministre qui, outre qu'il est personnellement sympathique à la statistique, puise dans sa qualité de président du Conseil l'autorité nécessaire pour faire accepter à ses collègues la nouvelle institution. Son intervention peut être décisive pour le succès de la création et de la mise en train. Plus tard, lorsque le Conseil supérieur fonctionnera depuis quelque temps, si l'on s'aperçoit qu'il serait mieux ailleurs, ce ne sera plus qu'une question d'ordre intérieur et relativement secondaire ; mais, du moins, la mesure aura été prise, et le principe lui-même sera à l'abri de tout retour offensif.

Pour ces divers motifs, la Commission maintient sa conclusion de rattacher le futur *Conseil supérieur* au ministère des Affaires étrangères.

M. Cheysson fait ensuite part à la réunion d'une lettre de M. Bodio, directeur de la Statistique italienne, d'après laquelle les amis de la statistique pourraient profiter, pour se concerter sur diverses mesures internationales, de la session du Congrès d'hygiène qui aura lieu à Genève du 1^{er} au 15 septembre prochain. Ce Congrès comporte, en effet, une section de démographie et statistique ; M. Cheysson se propose d'y représenter la Société et de tâcher de jeter les bases d'une organisation commune avec les statisticiens des divers pays présents à Genève à cette époque.

M. G. Renaud analyse les résultats du recensement de 1881 ; de cette

analyse ressort un fait bien connu et suffisamment signalé partout depuis quelques années : que l'accroissement annuel de la population, en France, est tout au plus de 2,1 pour mille, tandis qu'il est de 8,30 en Italie, de 12,60 en Prusse et en Angleterre, de 13,30 en Suède et de 13,90 en Russie.

Mais les causes de ce fait si grave ? M. Renaud aurait besoin, pour les indiquer et les discuter, de plus de temps que ne lui en laisse l'heure assez avancée ; il en abordera l'examen dans la prochaine séance de la Société, qui n'aura lieu que le mercredi 27 septembre.

L'ordre du jour de cette réunion comportera donc une discussion sur ce sujet de la population, discussion à laquelle prendront part MM. Després et Yvernès, — plus une communication de M. Fléchet sur la consommation de la viande à Paris, — ainsi qu'une étude statistique de M. Ch. Letort sur l'enseignement primaire et sur les examens du certificat d'études primaires, pour les adultes et les enfants au-dessous de 15 ans.

COMPTES RENDUS

DE LA COLONISATION CHEZ LES PEUPLES MODERNES, par M. PAUL LEROY-BEAULIEU. 1 vol. in-8 ; Paris, Guillaumin, 1882.

La librairie Guillaumin vient de mettre en vente une deuxième édition, augmentée et corrigée, du livre sur la colonisation de M. Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut et directeur de *l'Economiste français*, livre considérable et qui reçut, lors de son apparition, du public économique, le bon et sympathique accueil auquel, d'ailleurs, les productions de cette plume aussi consciencieuse qu'érudite sont habituées.

Dans sa forme actuelle, ce livre se divise en deux grandes parties : l'une consacrée à l'histoire des diverses colonisations depuis les premières découvertes des Portugais sur les côtes occidentales de l'Afrique, jusqu'aux grandes entreprises de cette sorte que le XIX^e siècle a vues s'accomplir ; l'autre, toute doctrinale, où l'idée même de la colonisation, autrement dit de l'émigration humaine, est appréciée dans son principe, ses moyens et ses conséquences, et où l'auteur s'efforce en même temps d'établir les règles du meilleur régime applicable aux différentes sortes de colonies, qu'il a préalablement groupées sous deux grandes catégories, — les colonies d'exploitation et celles de plantation, — ainsi que les procédés d'administration qui leur sont respectivement applicables. M. Leroy-Beaulieu n'a pas manqué, au sujet de la mise en possession du Nouveau-Monde par les Espagnols, de s'approprier l'observation de J.-B. Say : « Que ceux qui

fondèrent les premières colonies furent pour la plupart des aventuriers cherchant non une patrie adoptive, mais une fortune qu'ils pussent en rapporter pour en jouir dans leur ancien pays. » Tel était évidemment le mobile sinon, peut-être, de Cortès lui-même, du moins des Pizarre, d'Almagro, de Nunez de Balboa, de Saavedra, etc., etc. On sait aussi qu'au Brésil, les Portugais n'ayant pas trouvé tout d'abord l'or et l'argent qu'ils recherchaient, furent sur le point d'abandonner le pays ; qu'avant le débarquement du capitaine Smith sur les côtes de la Virginie et des *Pilgrims Fathers* au cap Cod, Elisabeth avait envoyé le grand navigateur Frobisher fouiller les rivages du pôle Nord afin d'y trouver de l'or, et que le brillant Walter Raleigh crut avoir rencontré dans la Guyane l'*Eldorado*, c'est-à-dire le pays même du précieux métal.

Quoi qu'il en soit, à une époque où l'Angleterre n'avait encore planté que de chétives colonies sur les plages arides de l'Amérique septentrionale, la France avait exploré l'immense bassin du Mississippi et occupé celui du Saint-Laurent. Elle avait couronné de forts le rocher de Quebec, bâti Montréal et fondé la Nouvelle-Orléans. Pour parler comme un voyageur qui parcourait l'Union américaine, il y a une cinquantaine d'années bientôt, il fut un temps où « notre langue pouvait prétendre à devenir la langue universelle ; où le nom français avait de belles chances pour devenir le premier non seulement, comme celui des Grecs, dans le monde des idées, par la littérature et les arts, mais aussi, comme le nom romain, par le nombre des hommes qui eussent été fiers de le porter, par l'immensité des territoires que sa domination eût couverts ». Ces paroles sont d'un éminent économiste, le regretté Michel Chevalier, et elles nous revenaient à la mémoire en parcourant les quarante et quelques pages, des plus intéressantes, que M. Leroy-Beaulieu, son gendre, a consacrées à l'histoire de la Nouvelle-France, à la description de ses débuts et à l'exposé des causes qui la firent tomber au XVIII^e siècle aux mains de nos grands rivaux maritimes et coloniaux. Que nous reste-t-il de cet empire colonial dont les Cartier, les Demonts, les Champlain, les La Salle, les Colbert, avaient jeté les fondements ? Que reste-t-il des Hurons, des Mohawks, des Mohicans, des Iroquois, de toutes ces peuplades, amies ou ennemies de nos colons ? Leurs faibles restes s'enfoncent de plus en plus dans les solitudes du Far-West et dans les prairies du versant du Pacifique, pourchassés, comme leurs bisons eux-mêmes, par le settler américain, colonisateur par l'extermination. Le drapeau trente-huit fois étoilé, ou celui de Saint-Georges, flotte sur ces villes, ces rivières, ces lacs, aux noms si franchement français : Quebec, Saint-Louis, Saint-Laurent, Saguenay, Nouvelle-Orléans, Détroit, Montréal et tant d'autres. Des noms et des mots, voilà les seuls souvenirs, les seuls vestiges de notre antique

domination sur les trois quarts des vastes régions qui du pôle Nord s'étendent jusqu'aux bords du golfe du Mexique.

Ayons le courage de le dire : le mot de Voltaire sur « les quelques arpens de neige » que nous perdions au Canada, ce mot railleur et frivole exprimait l'opinion de ce qui était alors la nation. La cour, le clergé, la magistrature, la haute bourgeoisie, apprirent avec une profonde indifférence la bataille perdue par Montcalm dans les plaines d'Abraham, et ne s'émurent pas le moins du monde des stipulations du traité de 1763, qui rangèrent à la fois l'Inde et la Nouvelle-France sous la domination britannique. Sur le continent Nord-Américain, nous possédions encore la Louisiane : Bonaparte la vendit pour quelques millions aux Etats-Unis en faisant, avec Saint-Domingue le rachat, suivant un mot de notre auteur, de ses folles visées continentales. Cependant, de nos jours, la conscience nationale paraît s'être ravivée ; elle comprend mieux l'importance des colonies, et le xix^e siècle peut substituer à l'immense domaine colonial que nous avons perdu au xviii^e siècle, un empire d'outre-mer, sans doute moins étendu et moins varié, mais considérable encore. Des événements imprévus nous ont donné l'Algérie, il y a un demi-siècle ; nous venons, quoique de façon indirecte, de mettre la main sur la Tunisie et en ce moment même, nous nous efforçons par divers moyens et de divers côtés d'ouvrir tant à notre commerce qu'à notre prépondérance politique non seulement le Soudan, mais une portion encore de l'énorme bassin du Congo. En Asie, la Cochinchine peut devenir le noyau d'un Empire, bien petit assurément si on le compare au gigantesque Empire des Indes anglaises, mais qui, avec le Tonkin, renferme déjà une douzaine de millions d'habitants, et il n'est pas jusqu'à l'Océanie où nous ne possédions quelques points de repère autour desquels des archipels favorisés par la nature viendront se grouper quand nous le voudrons bien.

Pour être désormais un lieu commun, l'opinion que *le Français n'est pas né colonisateur* n'en est pas moins une grosse erreur, ainsi qu'une calomnie que les Français eux-mêmes ont contribué plus que personne, pour le dire en passant, à propager et faire accepter comme parole d'évangile. M. Leroy-Beaulieu en fait naturellement bonne justice, tant pour le passé que pour le présent, et il se déclare, lui, fermement convaincu des facultés colonisatrices des Français, comme de la vocation colonisatrice de la France. « Les dernières années en donnent la preuve », dit-il, « La France ne manque pas d'esprits entreprenants. Les plus grandes œuvres de ce temps, en fait de travaux publics extra-européens, ce sont des Français qui les ont accomplies ou qui les accomplissent. Nous avons de nos jours, en Cochinchine notamment, des explorateurs aussi hardis que l'était autrefois Cavelier de la Salle.

étroits, au plein discernement de la réalité et aux vues claires, droites et larges du bon sens ?

M. Vogel n'a pas oublié toutefois qu'il était bon de présenter un exposé préalable de la nature du globe terrestre et de ses rapports cosmiques ; cet exposé forme, avec un court aperçu de l'histoire de la géographie, l'objet de l'introduction. Fort embarrassé de choisir entre les divisions naturelles, qui offrent une certaine fixité, et les divisions politiques, si variables et si arbitraires, il a essayé de marier les deux systèmes, en déterminant, pour le territoire et la population de chaque État en particulier, le rapport des limites politiques et ethnographiques avec la circonscription naturelle de la région qu'il occupe ou dans laquelle il se trouve compris.

L'auteur a compris également que sans l'histoire et la statistique, qui fournissent tant de points de comparaison, la géographie parlerait peu à l'esprit. Le passé, en effet, peut seul donner la clef et comme la mesure du présent. La géographie se trouve souvent éclairée par l'histoire, et réciproquement. Le lecteur sera renseigné sur l'ordre des matières et la marche de l'exposé par les tables analytiques de la fin de chaque volume. Il sera bon de se reporter à ces tables pour le choix des passages qui pourront offrir un intérêt particulier.

Les voyageurs mêmes trouveront au besoin, dans les nombreuses notices topographiques sur les capitales et grandes villes, comme un guide général, et dans les aperçus historiques l'examen des faits relatifs à toutes les grandes questions d'actualité politique ou commerciale que la géographie peut éclaircir.

Trois volumes du *Monde Terrestre* ont paru en entier. Ils comprennent un coup d'œil sur l'histoire de la géographie et des systèmes cosmiques, une introduction générale et l'Europe. Le troisième, qui traite de l'Europe orientale, la présente telle qu'elle est sortie de l'œuvre de remaniement territorial accomplie par les derniers traités. La publication du quatrième volume, contenant l'Asie et l'Afrique, approche de son terme. Le cinquième et dernier embrassera le Nouveau-Monde, c'est-à-dire l'Amérique, l'Australie avec l'Océanie et les régions polaires. L'ouvrage se terminera par le supplément nécessaire pour le compléter et tenir au courant jusqu'au jour de l'achèvement définitif. Un répertoire alphabétique général facilitera les recherches si difficiles sans ce complément indispensable.

Enfin, rien ne fera mieux juger du cadre et du plan de cet important ouvrage que la rubrique de toutes les matières servant de programme pour chaque pays ou État.

Aperçu général et historique.

Situation, limites, superficie et population. — Constitution territoriale, côtes, montagnes, bassins, fleuves et rivières, canaux, lacs et marais. -- Climat, sol et production des trois règnes. — Physionomie générale.

cle, la qualité de Français pour faire partie du conseil d'administration d'un syndicat professionnel ? Voilà un étranger qui est à la tête d'une grande industrie en France et qui, peut-être même, a introduit en France cette industrie ; eh bien, il ne pourra pas, d'après vous, faire partie de l'administration d'un syndicat. Cela lui sera absolument impossible ; tandis qu'à côté de cet industriel étranger qui est à la tête de cette industrie, en France, vous verrez un Français qui, bien que privé peut-être de tout ou de partie de ses droits civils, aura cependant la faculté de faire partie du conseil d'administration.

...Vous ne pouvez pas, a ajouté l'honorable sénateur, exiger des personnes qui entreront dans ces syndicats professionnels, — je veux parler des conseils d'administration de ces syndicats, — d'autres garanties que celles que vous exigez lorsqu'on fait partie en France d'une société quelconque, qui est une société privée. Est-ce que, en ce qui concerne les sociétés anonymes, les sociétés en commandite, les sociétés en nom collectif, vous exigez certaines garanties des étrangers ? Non, vous n'en exigez pas. Dès lors, lorsqu'une association syndicale a le même caractère que les autres sociétés civiles ou commerciales, vous ne pouvez pas vous montrer plus exigeants que ne l'ont été les législateurs précédents.

Sur l'observation du rapporteur, M. Marcel Barthe, que des étrangers pleins de machiavélisme ne manqueraient pas de venir administrer en France des syndicats professionnels, en vue d'organiser des grèves destinées à ruiner l'industrie nationale au profit de l'industrie étrangère, le Sénat a maintenu la prohibition que cet imprudent M. Roger-Marvaise voulait lever. L'industrie nationale l'a échappé belle !

Il est bien entendu aussi que les syndicats nationaux ne pourront s'affilier aux syndicats étrangers. Et voilà comment on sauve la « société ».

*
* *

Après s'être emparé du télégraphe dont il s'est réservé le monopole, l'Etat est en train d'accaparer aussi le téléphone. Un crédit de 250,000 fr. a été demandé aux Chambres qui se sont empressées de l'accorder pour l'établissement de lignes téléphoniques. Comme un membre de la Chambre des députés, M. le duc de la Rochefoucauld, se plaignait de l'élévation du prix des communications téléphoniques à Paris, M. le ministre des postes et des télégraphes lui a fait cette réponse caractéristique :

Notre honorable collègue me faisait observer que le prix d'abonnement dans Paris est excessivement élevé. Je suis d'accord avec lui ; mais,

toutes les fois que vous livrerez à l'industrie privée certaines entreprises, il en sera ainsi.

Ainsi donc, l'Etat travaille à meilleur marché que l'industrie privée. A la vérité, il ne s'agit que de « certaines entreprises », parmi lesquelles figure naturellement l'exploitation des téléphones. Seulement, le ministre a négligé d'ajouter que la cherté des communications téléphoniques est causée par les conditions exorbitantes et étonnantes qu'il a imposées à l'industrie privée.

Écoutons à ce sujet *le Parlement* :

Le ministère des postes et des télégraphes, qui s'est réservé le droit d'autoriser les demandes de concession, en est encore, sur ce point, dans la période des tâtonnements. C'est à ces hésitations et au défaut de méthode qu'il faut attribuer l'état d'infériorité de la France vis-à-vis des autres nations. Alors qu'aux Etats-Unis, en Angleterre et dans une partie de l'Allemagne, le téléphone est d'un usage universel, il ne fonctionne qu'à Paris et dans un ou deux grands centres commerciaux et industriels.

Plusieurs sociétés qui s'étaient constituées pour installer un service téléphonique dans diverses villes des départements, ont dû renoncer à leur projet en présence des conditions réellement exorbitantes que leur imposait l'administration. Voici l'énumération de ces clauses et conditions.

En premier lieu, l'administration exige l'engagement préalable d'un certain nombre d'abonnés; avant d'entreprendre des travaux et d'installer ses bureaux, elle veut être assurée que l'installation du téléphone répond aux besoins de la population.

En second lieu, l'Etat se charge de l'installation des fils et des appareils. Les frais de l'opération sont supportés par l'abonné, bien que les lignes restent la propriété de l'Etat; les appareils placés à domicile demeurent la propriété de l'abonné. Les frais d'installation varient naturellement suivant le nombre des abonnés; cependant on peut évaluer à 500 fr. en moyenne la charge résultant de ce chef à chaque abonné. Cette somme peut être acquittée en quatre années, soit 125 fr. par an.

L'exploitation du réseau téléphonique est réservée aux agents de l'Etat. Il est perçu, pour l'entretien et l'usage de fils téléphoniques, un abonnement annuel de 250 fr. Le montant de cet abonnement se décompose ainsi : 100 fr. à titre de fonds de concours pour remboursement des dépenses du personnel; 50 fr. pour droit d'usage. Toutefois, si le nombre des abonnés dépasse 300, le montant de la cotisation est réduit à 200 fr.

Le simple exposé de ces charges suffit pour en montrer l'exagération. Ainsi, sur l'abonnement de 250 fr., l'Etat prélève une somme de 100 fr. pour les dépenses du matériel. C'est-à-dire que pour 200 abonnés le

près le *minimum* nécessaire d'air respirable. Tandis que l'espace réglementaire exigé pour les prisonniers est en France de 15 mètres cubes, en Angleterre de 18, en Hollande de 27, les cabinets que les logeurs mettent à la disposition des ouvriers en contiennent 10, moins encore, et quelle horrible malpropreté !

La plupart de ces cages ne sont que des cloaques pestilentiels ; ce n'est pas de l'air, ce sont des miasmes mortels qu'on y respire. Il y a en plus une saleté inexprimable, pas d'eau dans la maison, souvent les plafonds sont en lattes mal jointes, et souvent les locataires du rez-de-chaussée marchent sur la terre nue, c'est-à-dire sur la boue ou plutôt l'ordure. Point de cheminée, partant nulle ventilation. Les murs lézardés, les cloisons crevassées. Les papiers de tenture pourris, pendant en lambeaux, couverts d'un grouillement de bêtes de toute sorte.

Ceux qui séjournent dans cette horreur et cette puanteur ne peuvent songer à des soins de propreté personnelle. Aussi n'y songent-ils pas. Les médecins vous diront dans quel état sont leurs corps, quand on les porte malades ou moribonds aux hôpitaux.

...Il faut tout dire, il ne s'agit pas d'être délicats en paroles et barbares en réalité. Ce qu'il y a de plus affreux, dans ces séjours d'horreur, ce sont les cabinets d'aisance. On les sent avant de passer le seuil ; on les sent partout dans la maison ; leurs exhalaisons vous prennent à la gorge. C'est comme une maladie, comme une peste. Cela fait en même temps pleurer les yeux. Il paraît qu'on s'y habitue ; nous croirions plutôt qu'on en meurt. Ils ouvrent sur les escaliers, sans clôture très souvent, ou sans clôture suffisante ; le docteur du Mesnil en a vu qui ouvrent directement sur une chambrée.

Point de fermeture automatique ni de fermeture d'aucune sorte ; des trous béants. Point d'écoulement. Pour sol, des carreaux disjoints, des planches pourries ou de la boue ; il se forme, autour, des mares et des dépôts immondes. Les tuyaux de chute traversent quelquefois les chambres à découvert ; il y en a, parmi ces tuyaux, qui ont des fissures ou des cassures, par lesquelles s'échappe la matière fécale. Dans un immeuble important par son étendue, certains dépôts sont si anciens que l'herbe y a poussé.

Ces cabinets infects ne sont pas même en nombre suffisant. Dans un garni de la rue Sainte-Marguerite, il n'y a que deux cabinets d'aisance pour cent douze locataires.

*
* *

Certes, le mal est grand et on conçoit que les journaux socialistes et révolutionnaires n'aient pas laissé échapper une si belle occa-

sion de maudire, encore une fois, ces affreux propriétaires et de leur chanter ce refrain célèbre :

On les guillotinerà,
Messieurs les propriétaires,
On les guillotinerà
Et le peuple sourira.

Mais en attendant l'application de ce remède radical, il faut bien en chercher quelque autre. Inutile d'ajouter que c'est à l'intervention de l'État ou de la commune que les collectivistes, les communistes, les socialistes et même quelques économistes philanthropes ont songé tout d'abord à recourir. La *fédération du centre* a décrété un pétitionnement dont elle a confié l'organisation au journal *le Citoyen*, à l'effet de soumettre les loyers au maximum, d'impérissable mémoire.

Les pétitionnaires demandent qu'il soit fixé un maximum légal, abaissant les prix des logements dans les proportions suivantes :

50 0/0 pour les loyers au-dessous de 400 francs.

40 0/0 pour les loyers de 400 francs à 1,000 francs.

25 0/0 pour les boutiques et magasins jusqu'à concurrence de 4,000 francs.

A ce propos, *le Citoyen* se défend avec énergie d'avoir jamais soutenu la liberté du commerce, et en particulier d'avoir réclamé la suppression de la taxe du pain.

Loin d'avoir jamais réclamé « la liberté du commerce », c'est-à-dire la liberté pour quelques intermédiaires d'exploiter les besoins de pain, de viande, de vin de leurs semblables, notre but est et a toujours été de soustraire le commerce ou l'échange aux spéculations privées, en en faisant l'attribut exclusif de la société. Et en attendant cette socialisation, qui est affaire de révolution, nous voudrions que l'État intervînt par une loi de *maximum*, non seulement dans le prix du pain et du logement, mais dans le prix de tous les objets de consommation, pour empêcher un vol qui se double trop souvent d'empoisonnement.

Ce n'est ni plus ni moins que *cent cinquante millions*, dit de son côté *l'Égalité*, organe des collectivistes révolutionnaires, qu'il s'agit de faire passer annuellement de la caisse de Paris-propriétaire dans la poche de Paris-locataire.

En attendant, ajoute ce collectiviste farouche, que nous soyons en mesure d'enlever aux propriétaires ce qu'ils appellent leur propriété, il n'y a qu'un moyen terme qui ne soit pas une trahison : c'est d'enlever à ces propriétaires, sous forme de réduction de loyer, le plus que nous pourrions du revenu qu'ils tirent de ces propriétés.

Ce n'est qu'un acompte, sans doute, mais cet acompte confirme la dette que nous aurons à faire payer, capital et intérêt compris.

M. Manier, conseiller municipal, propose le rachat de la propriété urbaine par la commune. « C'est en d'autres termes, remarque M. Malon dans *l'Intransigeant*, et avec des moyens différents, la socialisation de la propriété urbaine et la communalisation du service des logements, réclamées par « le parti ouvrier ».

Un autre demande qu'une loterie au capital de 15 millions soit autorisée pour la construction de maisons d'ouvriers.

Un de nos confrères habituellement mieux inspiré, M. Paul Leroy-Beaulieu, admet, lui aussi, l'intervention de l'Etat ou de la commune dans la construction des maisons d'ouvriers.

Nous croyons que par différentes mesures l'Etat ou la commune pourrait, sans enfreindre les principes économiques, aider à la construction de maisons composées de logements de 250 à 600 fr. L'Etat est devenu en France — à tort ou à raison — un véritable banquier, le banquier des caisses d'épargne. Aujourd'hui, il a de ce chef un dépôt de près de 2 milliards de francs; dans cinq ou six ans, il aura 3 milliards, bientôt peut-être 4 ou 5 milliards. Tous ces dépôts sont pour lui très embarrassants; il les place en rentes qui rapportent 3.60 0/0. Nous voudrions d'abord que l'Etat réduisit à 3 ou 3 1/2 0/0 l'intérêt qu'il sert aux déposants: il restreindrait ainsi, dans une certaine mesure, l'accroissement de ces dépôts, et ce serait un bien. Nous admettrions ensuite que l'Etat employât une partie des fonds des caisses d'épargne (ce ne serait jamais que la moindre partie) en prêts aux Sociétés de toutes sortes, financières ou philanthropiques, qui construiraient des logements de 250 à 7 ou 800 fr. de loyer. L'Etat ferait ces prêts au prix de revient, soit à 4 0/0 environ, amortissement compris. Ce taux de 4 0/0 n'est pas artificiel; il correspond exactement au taux de l'intérêt et de l'amortissement du 3 0/0 amortissable au cours actuel. L'Etat ne perdrait donc pas un centime; il ne prêterait, d'ailleurs, que jusqu'à concurrence de la moitié ou des deux tiers de la valeur des immeubles. Supposons que, dans un délai de cinq à six ans, 200 millions aient été ainsi prêtés par l'Etat: cette somme représenterait un nombre considérable de logements nouveaux. Nous admettons d'ailleurs que les Sociétés purement financières et de spéculation pourraient avoir part à ces prêts, tout aussi bien que les Sociétés dites philanthropiques.

Enfin un écrivain humoriste, M. Aurélien Scholl, qui met parfois beaucoup d'esprit et de bon sens, sinon de science, au service des questions économiques, se laisse égarer par son antipathie pour M. Vautour et les intermédiaires du susdit M. Vautour jusqu'à réclamer l'établissement d'un impôt sérieux sur tous les logements

inoccupés depuis plus de six mois. D'après M. Scholl, il y a bien assez de logements, mais on les « accapare ».

Il y a autant de maisons, sinon plus, que le chiffre de la population n'en comporte. Une statistique à faire et à publier immédiatement serait celle de tous les logements et appartements vacants depuis plus de six mois, depuis plus d'un an, depuis plus de deux ans.

Il y a des gens dont le métier consiste à louer une maison vingt-cinq mille francs en bloc pour la relouer quarante mille francs au détail. Je sais un immeuble, sur le boulevard, loué quarante-cinq mille francs à un particulier — par bail de trente ans — et dont cet habile exploitateur, par des augmentations successives des loyers, retire quatre-vingt-dix mille francs de revenu annuel.

Dans ce cas, ce n'est même pas le propriétaire qui profite de l'exploitation excessive de sa maison.

Certaines compagnies se sont formées qui n'ont pas d'autre but : accaparer les maisons ou les appartements vacants, et ne passer de baux qu'avec 30 ou 50 0/0 de bénéfice.

Ce ne sont plus des affaires, c'est de l'accaparement.

Donc, il faut empêcher les accaparements, et sinon guillotiner les accapareurs, suivant la bonne tradition révolutionnaire, au moins les taxer sérieusement. « Vous verriez alors, conclut M. Scholl, les loyers revenir à un prix normal. »

*
**

Avons-nous besoin de faire remarquer que tous ces remèdes, collectivistes, socialistes, philanthropiques ou humoristiques, auraient également pour résultat d'aggraver le mal, au lieu de le guérir ? Pourquoi les ouvriers sont-ils trop souvent réduits à se loger dans des bouges infects ? Parce que les capitaux se portent de préférence vers la construction de maisons bourgeoises. Il s'agit donc de les engager à sortir de ce cercle étroit, et à construire aussi, en nombre suffisant, des habitations à l'usage de la classe ouvrière.

Or le moyen de les attirer vers cette sorte de placement serait-ce bien, comme le demande la *fédération du centre*, de limiter artificiellement le profit qu'ils en peuvent tirer, en soumettant les petits loyers à un *marimum* inférieur de 50 0/0 au prix actuel des locations ? Serait-ce encore d'aggraver la perte que causent les non-locations en les assujettissant à la taxe spéciale que réclame M. Aurélien Scholl ? Serait-ce enfin de prêter les fonds des caisses d'épargne aux sociétés financières ou philanthropiques qui seraient disposées à construire des logements d'ouvriers, comme le propose

356	appartements avec cuisine et 4 chambres.		
267	—	3	—
1257	—	2	—
267	—	1	—
21	logements sans cuisine avec 2 pièces.		
704	—	1	—

Total, 2872 appartements ou logements, sans compter les boutiques. Les prix sont de 350 à 750 fr. pour les appartements et au-dessous pour les logements. Eau et gaz à tous les étages. Lieux d'aisance dans l'intérieur des appartements. En comptant 3 personnes pour chacun, voilà donc de quoi loger confortablement et à des prix modérés 8,616 individus, la population d'une petite ville, — sans parquer les ouvriers à part des autres classes de la population, comme le font les philanthropes, bâtisseurs de cités ouvrières.

Ce n'est pas tout. La *Société immobilière de Montmartre*, ayant pour spécialité de construire des maisons, s'est conformée au principe économique de la division du travail en vendant ces 88 maisons, avant même qu'elles ne fussent achevées, à une autre société, la *Rente foncière*, dont la spécialité est d'acheter des maisons et de les exploiter. La *Rente foncière* est une société anonyme au capital de 40 millions, dont les actions, au nombre de 80,000, sont libérées de moitié, soit de 250 fr.

Voilà donc du même coup la propriété foncière qui, naguère, était à Paris le monopole des grandes et des moyennes fortunes, devenue accessible à la plus petite épargne. Supposez qu'il soit permis d'émettre des actions de 100 fr. et même de 25 fr. (on n'a jamais pu savoir pourquoi c'était défendu), il n'y a pas d'ouvrier économe qui ne puisse devenir « propriétaire », et qui ne soit intéressé, par conséquent, à la conservation de la propriété.

*
* *

Voilà ce qu'a fait à Paris la spéculation, l'infâme spéculation, sous l'impulsion de l'intérêt. Elle a construit une ville de plus de 8,000 âmes, et elle en a démocratisé la propriété en la divisant en coupures commodés et toujours réalisables. Le collectivisme, le socialisme et la philanthropie seraient-ils capables d'en faire autant ?

*
* *

Chose digne de remarque, notre gouvernement démocratique, loin de favoriser cette démocratisation de la propriété, s'évertue, au contraire, à l'empêcher. Les sociétés propriétaires d'immeubles payent, sous diverses formes, impôt du revenu, droits de timbre, etc., environ 8 0/0 de plus que les propriétaires individuels. C'est

en définitive un *droit différentiel*, qui protège la propriété aristocratique ou bourgeoise contre la propriété démocratique. Il semblerait que les collectivistes et autres socialistes dussent fulminer contre cette protection de la propriété du riche contre celle du pauvre. Mais point. Ils fulminent, au contraire, contre l'*actionnariat*, « qui envahit la propriété urbaine, livrant le locataire à toute la rapacité qui caractérise les spoliateurs anonymes et irresponsables », l'*actionnariat* qui féodalise les capitaux, et conduit à l'établissement d'un nouveau servage, etc., etc.; bref, le rebours de la vérité et du sens commun.

*
* *

On voit que la « question des loyers », comme beaucoup d'autres questions, se résoudrait d'elle-même, si la fiscalité protectionniste, le collectivisme, le socialisme et la philanthropie voulaient bien ne pas s'en mêler. Il suffirait de *laisser faire*.

*
* *

La *Gazette de Madrid* a publié la loi de douanes qui diminue graduellement le tarif. La première réduction a eu lieu le 1^{er} août, la seconde est fixée au 1^{er} juillet 1887, et la troisième au 1^{er} juillet 1892. Les droits sur les principaux articles d'importation, les fers, les fils et tissus de coton, etc., sont actuellement de 30 0/0 en moyenne ; ils seront successivement abaissés au taux relativement modéré de 15 0/0. C'est une réforme à laquelle nos amis, les libres-échangistes espagnols, ont efficacement contribué, par leur propagande active et persévérante, et dont nous avons à féliciter particulièrement le ministre des finances, M. Camacho.

*
* *

On sait qu'aux États-Unis il est de règle que le parti vainqueur dans la lutte électorale s'empare de toutes les places et fonctions du gouvernement, en vertu de l'axiome fameux du président Jackson : « Que les dépouilles appartiennent aux vainqueurs. » Une des conséquences les plus curieuses de ce système a été l'établissement d'un *impôt électoral* qui est prélevé sur les fonctionnaires et employés pour assurer le triomphe du parti en possession du pouvoir. Cet impôt ne s'élève pas à moins de 2 0/0 des appointements annuels, et on n'en exempté pas même les employés les plus infimes.

Les huissiers de la Chambre des représentants, les balayeurs des couloirs du Trésor, les compositeurs de l'imprimerie du gouvernement, les ouvriers des arsenaux, lisons-nous dans le *Courrier des États-Unis*,

oblige les voyageurs à descendre. C'était d'ailleurs superflu, car la plupart ayant entendu la machine gémir et les voitures craquer sous l'effort du frein sont pris d'une panique folle et se précipitent hors des voitures. Mais voilà que, pendant que les uns cherchent à quitter précipitamment le train en détresse, d'autres sont obligés d'y regripper pour éviter un train de marchandises. Dans ce tohu-bohu on oublie un peu la douane. On ne visite pas, *assurent* les gardes du train. Tout le monde descend, crie-t-on de l'autre côté. Comme cet ordre est donné par des gens gaulonnés, on ramasse bravement tout son attirail de voyage, agrémenté chez plusieurs d'innombrables paquets de souvenirs, et on marche au supplice. Le soleil n'est pas encore couché, il n'est que cinq heures du soir. On y voit au moins, tandis qu'à Feignies... Mais pas plus que là on ne sait où donner de la tête. Où est d'abord le bureau ? Deux, même trois employés pour guider, diriger cette foule, ne seraient pas superflus. Enfin, après s'être heurtés à différentes portes, voici celle du comptoir de visite. Inspection des malles. Un monsieur déclare pour 7 francs (valeur réelle) deux objets minimes : un *porte-cigarette* de 6 francs et un *pot à miel* de 1 franc. Il doit payer 50 centimes de droits.

En voyant ce rigorisme, je ne m'étonne plus qu'on ait affirmé très sérieusement à une jeune fille qui importait de Paris deux serins (!) qu'elle aurait à payer des droits énormes, et qu'une autre dame affirmait que l'année dernière, sur un train de plaisir également, elle s'était vue imposée pour l'introduction en Belgique de deux jeunes angoras !!!

Comme à Feignies, à Quévy on a le plus grand soin, au lieu de laisser le monde s'écouler au fur et à mesure de la visite, de le retenir sous clef, dans des locaux impossibles, et le plus longtemps possible. On cogne sur les portes et sur les fenêtres pour sortir de cet étouffoir. Mais en vain ; on vous menace même d'un procès-verbal ! Enfin on nous lâche et vous voyez encore une fois d'ici la volée pour regagner le train. Enfin, cette fois-ci, en route : bien certain de ne plus avoir à passer l'inférieure ligne frontière, on s'endort d'un sommeil rudement acquis, et si quelques-uns tressautent de loin en loin, c'est, pour sûr, qu'ils rêvent du gabolou, de ses yeux de lynx et de ses mains sales qui avaient déjà fait le cauchemar de Topffer.

... Et les deux serins importés de Paris par une demoiselle ? nous demanderont les âmes sensibles.

Notre correspondant nous rassure sur leur sort dans un post-scriptum. Ils ont échappé à l'embargo de la douane et à l'écrasement dans le train. On ne leur a pas fait payer de droits d'entrée.

Paris, le 13 août 1882.

G. DE M.

Bibliographie économique.

PUBLICATIONS ENREGISTRÉES EN JUILLET 1882.

ALIX (Gabriel). *La législation budgétaire en France comparée avec celle des autres Etats*; leçon faite à l'Ecole des sciences politiques (29 mars 1882). In-8 de 46 p. Paris, Putois-Cretté.

BAUDRILLART (Henri). *Histoire du luxe privé et public depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*. Tome IV et dernier. In-8 de 744 p. Paris, Hachette.

CHABRIER. *Les chemins de fer économiques*. In-8 de 8 p. Paris, Chaix.

COMBANAIRE (A.). *Le commerce français dans l'Amérique du Sud*; création de Chambres de commerce françaises à l'étranger; leur utilité, leur but; conférence à la Société de géographie commerciale de Paris (avril 1882). In-8 de 16 p. Paris, Tolmer.

Comité international des poids et mesures. V^e Rapport aux gouvernements signataires de la convention du mètre, sur l'exercice 1881. In-4 de 56 p. Paris, Gauthier-Villars.

DÉSERT (Enoch). *Traité théorique et pratique de l'émission de la monnaie fiduciaire*. In-8 de iv-360 p. Paris, Cotillon.

— *La banque agricole et foncière d'Haïti*. In-8 de 128 p. Paris, Cotillon.

DESMAREST (E.). *Législation et organisation des sociétés de secours mutuels en Europe*. 7^e édit. In-8 de 252 pages. Paris, Dupont.

FALLOUX (comte DE). *Discours et mélanges politiques*. 2^e édit. 2 vol. in-18 de 422-454 p. Paris, Plon.

LEFÈVRE (H.). *Traité pratique du commerce des céréales en France et à l'étranger*. In-8 de viii-150 p. Paris, Gauthier-Villars.

LEVASSEUR (Emile). *Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique*; rapport sur le prix du comte Rossi pour 1881. In-8 de 40 p. Paris,

Picard. [Extrait du « Compte rendu des séances de l'Académie des sciences morales et politiques. »]

MATRAT (Paul). *La caisse des retraites de l'Etat et les sociétés de secours mutuels*. In-8 de 24 p. Paris, Guillaumin. [Extrait de la « Revue des conférences ».]

PRACHE (Laurent). *De la condition juridique et économique du preneur*, dans le bail à ferme ordinaire et sous ses diverses variétés, en droit romain et en droit français, avec un aperçu historique sur l'origine ou droit de marché. In-8 de liv-222 p. Paris, Larose et Forcel.

PRINGUÉ (Gabriel). *Du partage des successions et de ses effets*, en droit romain. *Essai sur la contrefaçon des inventions brevetées*, en droit français. In-8 de 388 p. Paris, Denenne.

PUTON (A.). *L'impôt foncier des forêts*. Détermination du revenu imposable. In-8 de 36 p. Paris, Hennuyer. [Extrait de la « Revue des eaux et forêts ».]

Réforme (la) sociale, sa nécessité, sa méthode rationnelle, par E. B. In-8 de 12 p. Tours, Bousrez. [Extrait du « Bulletin de l'Union catholique et sociale de la Touraine ».]

Revision de la législation des faillites, projet adopté par le comité central des Chambres syndicales (séances des 16 décembre 1880, 16 juin et 28 juillet 1881). In-8 de 24 pages. Paris, Marchal.

ROUQUETTE (abbé G.). *Le concordat de 1801 et les articles organiques de 1882*. In-8 de 376 p. Paris, Rousseau.

VILLEY (Edmond). *Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique*. In-8 de xxviii-486 p. Paris, Guillaumin.

WAHL (Maurice). *L'Algérie*. In-8 de 348 p. Paris, Germer Baillière.

Le Gérant : F^{ts} GUILLAUMIN.

comme appartenant à chaque Etat. Il était dénié aux particuliers, associés ou non, tandis que ce droit appartenait en Angleterre aux particuliers. Mais le Congrès avait-il lui-même le droit d'instituer une banque d'Etat? La question fut alors très controversée. Dans le Congrès, 19 voix votèrent non, 39 oui. Tout le parti contraire à l'influence du pouvoir fédéral, parti qui allait devenir le parti démocrate, combattit le projet d'Hamilton, notamment Jefferson, collègue d'Hamilton dans le ministère. Cette hostilité ne s'est jamais démentie. En 1810, malgré les services de la Banque, le Congrès refusa par 17 voix contre 17 de renouveler son privilège.

La nature des services rendus par la banque des Etats-Unis était double. D'une part, elle servait de contrôleur indirect de toutes les banques par l'acceptation ou le refus de leurs billets; d'autre part, elle facilitait le service de la trésorerie. Lors de sa liquidation, en 1811, elle avait une circulation de 5 millions d. et pour 7,800,000 d. de dépôts. A peine la liquidation était-elle faite qu'il fallut reconnaître la faute commise. La guerre de 1812 avec l'Angleterre éclatait et bientôt la situation financière s'aggravait. Le nombre des banques d'émission, qui était déjà de 50 en 1811 avec une circulation de 28 millions d., fut porté à 120 en 1815 avec une circulation de 110 millions d. La population des Etats-Unis n'excédait pas alors 6 millions d'âmes; une crise effrayante, la première grande crise américaine, éclata. L'Etat dut emprunter à 15 0/0. En septembre 1814 toutes les banques durent suspendre l'échange de leurs billets contre espèces. Le gouvernement avait confié des fonds à plus de cent d'entre elles; il perdit 9 millions de dollars. M. Dallas, secrétaire d'Etat des finances, demanda dès 1815, au Congrès, d'autoriser la fondation d'une nouvelle banque des Etats-Unis. Madison, président, opposa son *veto* à la loi proposée par son ministre; il céda l'année suivante, et la seconde *bank of United States* fut autorisée par la loi du 10 avril 1816, au capital de 35 millions de dollars, divisé en 350,000 actions de 100 d. Le gouvernement souscrivit pour 7 millions de dollars. La banque devait être administrée par cinq directeurs nommés par le Président des Etats-Unis; elle pouvait fonder des succursales; elle devait prêter son concours au gouvernement pour le transport de ses fonds et pour ses emprunts; elle recevait ses fonds en dépôt; elle était autorisée à émettre des billets payables au porteur, mais pas inférieurs à 5 dollars; les billets de 100 dollars étaient remboursables en espèces à première demande sous peine d'une amende de 12 0/0; ses billets étaient reçus en paiement pour toutes les dettes de l'Etat; ses opérations étaient limitées à l'escompte, à l'achat des métaux précieux, aux avances sur nantisse-

elle a toujours payé son dividende. En 1805, 15 autres banques avaient été établies; on en comptait 49 en 1825, 138 en 1837 et 183 en 1863. Le congrès de l'Etat avait à la fois autorisé toutes ces banques et multiplié les lois pour les régir : en 1810, loi qui établit un droit de 2 0/0 par mois sur le montant des billets non payés; en 1811, loi qui limite la circulation à 15 0/0 en sus du capital souscrit; en 1829, loi qui élève cette limite à 35 0/0, mais qui exige le versement de la moitié du capital; en 1837, loi qui nomme un commissaire spécial chargé, au nom de l'Etat, de contrôler les banques; en 1851, loi qui affranchit les banques de toute autorisation ou incorporation. Il est facile de comparer les diverses phases de cette législation à celles de la législation des banques de New-York.

Dans la Pensylvanie, les changements de législation ont été moins nécessaires, parce que c'est à Philadelphie que de 1791 à 1843, soit comme bank of United States, soit comme banque de l'Etat, la banque fondée par Hamilton a exercé directement son contrôle et imposé aux banques d'émission des garanties que le temps seul et l'expérience ont pu obtenir dans les autres Etats. D'ailleurs, c'est également à Philadelphie qu'avait été fondée la première banque d'émission des Etats-Unis : la bank of North America. On comptait, en 1830, 33 banques en Pensylvanie avec un capital de 14,600,000 d., dont 9,900,000 pour les banques de Philadelphie et le surplus pour les banques des autres villes de l'Etat. En 1860, ces banques étaient au nombre de 90, capital 15 millions d., dépôts 26 millions d.

Les autres Etats de la Nouvelle-Angleterre ne nous offriraient que des détails identiques ou à peu près à ceux qui précèdent; il faut maintenant franchir les Alleghany ou leurs prolongements et rechercher comment se sont constituées les banques dans quelques-uns des Etats formés après le vote et la mise en fonction de la Constitution. Nous l'avons déjà fait observer, tout change sur ces nouveaux territoires, ce ne sont plus les traditions de l'Angleterre, de l'Ecosse et de la Hollande, si puissantes dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre; c'est une société nouvelle, c'est le produit du mélange des races et des mœurs qui doit se transformer dans le fonds d'idées et d'usages propres à la société vraiment américaine. Aussi quelle différence dans le développement historique et législatif des banques!

Dans l'Ohio, admis comme Etat en 1803, nous trouvons ces premières banques d'aventure, fondées au milieu des forêts ou des marais, aussi loin que possible de leurs créanciers, et destinées à des suspensions ou à des évanouissements proportionnels à la facilité pour ces derniers de les atteindre. Pour constituer le capital de

Les banques ne remontent pas dans le Mississippi au delà de 1830, époque de la fondation de la banque du Mississippi, au capital de 3 millions de dollars, constitué par l'Etat pour deux tiers et porté à 15 millions en 1838. Ce sont les *bonds* souscrits à cette occasion par l'Etat, négociés plus tard par M. Biddle, directeur de la banque des Etats-Unis, qu'à l'échéance le gouvernement de l'Etat, dévoué au général Jackson, refusa de payer; le Congrès s'étant prononcé pour le paiement, le gouverneur opposa son *veto*. En 1852, le cas fut soumis au vote direct du peuple qui, par 4,400 voix de majorité, répudia la dette de l'Etat; c'est un des événements les plus significatifs et les plus graves de l'histoire financière des Etats-Unis. Nous en retrouverons les traces.

Terminons cette analyse par l'histoire des banques dans deux Etats où elles ont pris une extrême importance à raison du développement économique: l'un est le Wisconsin et l'autre la Californie.

Le commerce de la ville de Milwaukee, sur le lac Michigan, qui borde quatre Etats, dont l'un est le Wisconsin, est plus important que n'a jamais été celui de Venise. Il s'est élevé, en 1879, à 7,500,000 tonnes; celui de Baltimore n'a été que de 5,900,000 tonnes, celui de Boston de 5,600,000 tonnes, celui de Philadelphie de 4,600,000 tonnes. Le tonnage des ports du lac est supérieur à celui de New-York, et le tonnage de tous les lacs des Etats-Unis à celui de tout leur commerce extérieur. La première banque du Wisconsin remonte à 1835. A cette époque le Wisconsin s'étendait jusqu'au Missouri, couvert de forêts vierges; il était habité par les tribus des Chippewas, des Ontagamies et des Winnebagoes. En 1836, une seconde banque fut établie à Milwaukee, au capital de 200,000 dollars. Ces banques sombrèrent en 1837. Elles furent remplacées en 1839 par la célèbre « Wisconsin marine and fire insurance Company, » qui faisait en même temps la banque et dont la circulation fut portée, de 1839 à 1851, de 100,000 à 1,400,000 dollars. En 1852, le congrès local vota une loi générale sur les banques; cette loi fut soumise à la sanction directe du peuple; ses dispositions étaient semblables à celles de la législation de New-York. En 1858, les pouvoirs du contrôleur de la circulation furent étendus. Lui seul fut chargé de remettre les billets aux banques qui s'étaient conformées aux prescriptions de la loi. Dans nul Etat, en effet, certaines banques d'émission ne s'étaient mieux cachées dans le fond des forêts ou des marais, de manière à éviter les visites des notaires. Néanmoins les banques prospérèrent; on en comptait, en 1860, 107 avec une circulation de 4 millions. Elles sont aujourd'hui au nombre de 152, dont les dépôts s'élèvent à 28 millions de dollars.

828,000. La population urbaine qui ne comptait que pour 3,40 0/0 s'était élevée, sur un territoire quadruple, à 16 0/0. Les revenus de la confédération s'étaient développés dans la proportion de un million de dollars contre 56, tandis que sa dette avait été réduite de 75 millions de dollars à 32. Avant 1820, l'émigration européenne n'avait pas, en 40 ans, apporté un contingent de plus de 40,000 personnes. Ce contingent atteignit progressivement 15,000 en 1817, 60,000 en 1831 et 114,000 en 1847. En 1849 il s'éleva tout à coup à 297,000 et à 428,000 en 1854. Il était encore de 92,000 en 1861. De là des progrès immenses dans toute les branches de la production. De 150 millions de dollars en 1827, le mouvement des échanges internationaux passa à 581 millions de dollars en 1862. De 1830 à 1860, il fut dépensé pour les canaux 160 millions de dollars et pour les chemins de fer 1 milliard de dollars. En 1830, on évaluait le capital industriel à 200 millions de dollars et à 1 milliard en 1860. Quant à la production agricole, celle du coton avait été portée de 3,000 balles à 4,800,000, et celle du froment de 36 millions d'hectolitres en 1849 à 62 millions en 1860.

Terminons ce tableau par un seul trait. De 1848 à 1860, les mines de Californie avaient produit pour 3,450 millions d'or.

III

Cette grande prospérité fut tout à coup mise en question et interrompue par l'événement le plus considérable de l'histoire des États-Unis, la guerre de sécession. Cette guerre a exercé une influence immédiate et décisive sur la situation et l'organisation des banques aux États-Unis. De 1790 à 1836, l'organisation des banques, soit au point de vue fédéral, soit au point de vue des États, avait subi l'influence du parti républicain, du parti centraliste, et des banques privilégiées avaient été maintenues aussi bien par le Congrès fédéral que par les congrès des États. De 1836 à 1860 ce fut, au contraire, l'influence du parti démocrate, du parti séparatiste qui prévalut. Les banques privilégiées disparurent partout; partout la liberté d'émission l'emporta, mais peu à peu les dangers de cette liberté imposèrent aux États l'adoption de restrictions et de précautions auxquelles le système des banques de New-York servit de type.

Au moment où éclata la guerre de sécession, ce mouvement de transformation était à peu près achevé; la sécurité avait été à peu près garantie à la circulation; seulement elle avait toujours l'inconvénient de représenter 1,600 banques et 1,600 formes de billets de banque.

Il est facile de comprendre combien une guerre aussi importante,

Enfin, la circulation monétaire et la circulation fiduciaire sont encore imparfaitement réglées. Au 1^{er} mai 1881, les banknotes représentaient 1,780 millions de francs et les legal tenders, avec les gold and silver certificate, 1,980 millions. La circulation monétaire, or et argent, représentait, sous ses diverses dénominations, 3,465 millions, dont 2,600 millions en or. D'une part, la circulation fiduciaire est exagérée et, d'autre part, la circulation monétaire d'argent dont l'instrument type, le dollar, a reçu une valeur légale supérieure à sa valeur réelle, n'est qu'apparente. Sans les énormes demandes de produits alimentaires par l'Europe depuis 1877, demandes qui ont atteint, sinon dépassé 5 milliards, les inconvénients de cette situation se seraient peut-être révélés comme l'ont annoncé MM. Atkinson, Edmond Butler dans le congrès de Saratoga.

Toutefois il s'est produit une amélioration sensible. D'après le rapport de M. Knox, il y avait au 1^{er} août 1881 en circulation aux États-Unis 699,281,583 D. banknotes ou legal tenders et 1,430,000,000 d. espèces, or et argent, sur lesquels 2,600 millions francs or.

Mais l'œuvre de la colonisation des États-Unis est si grandiose, son avenir si magnifique, son influence sur les États de l'Europe occidentale est appelée, en prenant les faits dans leur ensemble, à être si bienfaisante, qu'il faut ne pas insister sur ces lacunes et qu'il est préférable d'étudier, dans ses diverses phases, le puissant et énergique développement de civilisation que la race anglo-saxonne a su imprimer, en un siècle, sur le vaste territoire où elle ne comptait en 1780 que 3 millions de représentants, remplacés aujourd'hui par 50 millions, disposant d'un capital de 300 milliards, ayant pour le mouvoir et le féconder 6,926 banques et caisses d'épargne disséminées entre les deux océans.

E. FOURNIER DE FLAIX.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DU XIX^e SIÈCLE

SIXIÈME ARTICLE ¹.

LES GOUVERNEMENTS MODERNES. — LA RÉPUBLIQUE. — LE STATHOUDÉRAT. — L'IMPÉRIALISME.

SOMMAIRE : Types économiques des gouvernements des nations modernes. — 1^o L'entreprise patrimoniale sans limitation de pouvoirs; 2^o avec limitation; 3^o la concession ou l'affermage; 4^o la régie ou la coopération. — Différences essentielles qui séparent la république de la monarchie constitutionnelle. — Comparaison des avantages et des inconvénients de l'hérédité et de l'élection du chef de l'État, — du suffrage limité et du suffrage universel. — Abaissement de la qualité du personnel politique sous le régime du suffrage universel. — Diminution de la liberté de l'électeur. — Danger de la domination éventuelle du grand nombre. — Fin de la république — Ce qui lui succède. — Le stathoudérat, le protectorat, le consulat et l'impérialisme. — A quelles formes économiques des entreprises ils correspondent. — Impossibilité dans laquelle se trouvent les nations de changer légalement de régime politique. — Nécessité des révolutions et des coups d'État. — Dans quelles circonstances ils peuvent être considérés comme légitimes. — Applications à la France. — Causes de la chute du premier et du second Empire.

En laissant de côté les États de l'Asie et de l'Afrique qui n'appartiennent point à notre civilisation, nous avons trouvé jusqu'à présent, dans les États modernes, les trois formes politiques de la monarchie absolue, de la monarchie constitutionnelle et de la république; mais ces formes, malgré les différences qui les caractérisent, ne sont point nettement séparées. La monarchie constitutionnelle, telle qu'elle existe en Prusse par exemple, est une transition entre l'empire absolutiste de la Russie et la monarchie constitutionnelle de l'Angleterre ou de la Belgique. De même que le tzar, le monarque prussien se considère comme propriétaire de son État; la seule différence c'est qu'il a consenti à accorder à ses sujets une certaine participation aux affaires publiques et quelques autres droits spécifiés dans une constitution, tandis que le tzar continue, nominalement du moins, à gouverner son État d'une manière autocratique. En Prusse, comme en Angleterre et en Belgique, les pouvoirs politiques de la nation sont concentrés dans un corps électoral et délégués par celui-ci à un parlement. Seulement, le pouvoir royal, appuyé en Prusse sur une armée fortement dis-

¹ Voir le *Journal des Économistes*, nos d'août et novembre 1881, février, mai et août 1882.

ciplinée et sur une bureaucratie traditionnellement attachée à la maison souveraine, a conservé une influence et un ascendant qu'il a perdus dans la plupart des autres États constitutionnels. En Angleterre et en Belgique, la nation se considère comme propriétaire de l'État politique, et si elle en a concédé à perpétuité la gestion à une maison royale, c'est à la condition de s'en réserver la souveraineté effective. La monarchie constitutionnelle de ces deux pays ne diffère pas beaucoup plus de la république telle qu'elle existe en France, en Suisse et aux États-Unis, que de la monarchie mixte de la Prusse. Dans ces trois républiques, la nation souveraine, au lieu de concéder à perpétuité la gestion de l'État à une « maison », élit directement ou indirectement à des intervalles fixes le chef de l'État, mais le mécanisme du gouvernement n'est qu'une variante du type de la monarchie constitutionnelle. Toutefois, le corps électoral est plus étendu dans les républiques que dans les monarchies ; elles ont adopté le suffrage universel, tandis que les monarchies s'en tiennent encore au suffrage limité ; mais ni les unes ni les autres ne sont liées à un mode de suffrage plutôt qu'à un autre ; dans la plupart des monarchies actuellement existantes, le corps électoral va s'élargissant et quelques-unes ne sont pas éloignées du suffrage universel ; d'un autre côté, rien n'empêcherait les républiques de revenir au suffrage limité si elles en sentaient la nécessité.

Considérés au point de vue économique comme des « entreprises », les gouvernements actuels des peuples civilisés peuvent être rangés sous quatre types : 1^o l'entreprise patrimoniale, sans limitation des pouvoirs de l'entrepreneur au profit de la nation sujette ; 2^o avec limitation de ces pouvoirs ; 3^o la concession ou l'affermage à un entrepreneur héréditaire, avec participation de la nation propriétaire et souveraine ; 4^o l'exploitation en régie par la nation propriétaire et souveraine.

Le gouvernement russe appartient au premier type : c'est une entreprise patrimoniale, que le propriétaire exploitant dirige à sa volonté, comme s'il s'agissait d'une exploitation industrielle ou commerciale ; il n'a point de liste civile ; il tire son revenu ou il est supposé le tirer des profits de son entreprise ; il n'a pas davantage de comptes à rendre à ses sujets, et ceux-ci n'ont aucun droit d'intervenir dans la gestion de l'État. Le gouvernement prussien appartient au second type ; il est resté une entreprise patrimoniale en ce sens que le roi continue à se regarder comme propriétaire de l'État, mais celui-ci a renoncé à quelques-uns de ses droits au profit de ses sujets, et il a consenti à en partager d'autres avec eux ; au lieu de s'attribuer les profits de l'exploitation

de son domaine politique, il se contente d'une liste civile fixe, en abandonnant le surplus, si surplus il y a, à la nation, devenue, en revanche, responsable des déficits ; il exerce son pouvoir avec la coopération des représentants de la nation, il leur rend des comptes, soumet à leur approbation le budget des dépenses et des recettes de son Etat, ainsi que les lois civiles et autres sous lesquelles ses sujets sont appelés à vivre. L'Angleterre et la Belgique doivent être rangées sous le troisième type ; l'état politique y a cessé d'être la propriété d'une maison, il appartient à la nation, laquelle en concède la gestion à un entrepreneur héréditaire sous des conditions spécifiées dans un contrat. Comme dans le cas de la monarchie patrimoniale limitée, ce contrat stipule, en faveur du roi, une liste civile, autrement dit des appointements fixes et assurés, quels que soient les résultats de l'entreprise ; en revanche, la gestion effective des affaires de l'Etat est réservée au parlement qui représente la nation propriétaire et souveraine, et au ministère qui est issu de la majorité du parlement et qui est déclaré responsable vis-à-vis de la nation. Enfin, nous trouvons le quatrième type en France, en Suisse et aux États-Unis. Ici, la nation n'est pas seulement propriétaire de l'Etat, elle l'exploite directement elle-même, en se constituant politiquement comme une « société coopérative ». Elle délègue temporairement le droit de la gouverner à des assemblées et à un président qui tient la place du roi concessionnaire et héréditaire. Théoriquement, cette substitution du régime de l'exploitation directe de l'Etat politique au régime de la concession peut sembler importante ; mais l'expérience démontre qu'elle n'a point, comme on se plaisait à le supposer, la vertu d'améliorer la gestion des affaires publiques et d'accroître la somme des libertés et des garanties dont jouissent les membres de la nation souveraine. Il est incontestable que les affaires publiques sont gérées avec plus d'économie et d'honnêteté en Angleterre qu'aux États-Unis, et que les libertés des citoyens sont plus étendues et leurs droits plus efficacement garantis dans cette même Angleterre qu'en France. Enfin, en France, la république s'est-elle montrée, sous ce double rapport, supérieure à la monarchie constitutionnelle ?

Pratiquement, la république se différencie de la monarchie constitutionnelle, en ce qu'elle a remplacé le roi héréditaire par un président élu, et substitué le suffrage universel au suffrage limité ; encore avons-nous remarqué que le mode de suffrage est indépendant de la forme du gouvernement. Quels ont été les résultats de ces deux changements ? Ont-ils constitué ou non des progrès dans l'assiette et le mécanisme du gouvernement ?

Il semble, au premier abord, que la substitution d'un président

élu, auquel on alloue des appointements relativement modestes, à un roi héréditaire pourvu d'une grosse liste civile, doit procurer une économie à la nation. Il n'en est pas nécessairement ainsi. Aux États-Unis, par exemple, où le président est élu tous les quatre ans par le suffrage universel, les frais électoraux sont évalués en moyenne à 4 ou 5 millions de dollars et la « crise électorale » coûte au monde des affaires une somme double ou triple de celle-là. Répartie sur les quatre années de la durée de la présidence, c'est une somme annuelle de 3 à 4 millions de dollars qu'il convient d'ajouter au salaire du président et qui en élève le montant presque au niveau de la liste civile d'un roi constitutionnel. L'expérience atteste aussi que l'élection ne procure pas plus sûrement que l'hérédité l'homme le plus capable et le plus digne d'exercer les fonctions de chef de l'État. Aux États-Unis, les conventions politiques des deux partis désignent ou, pour mieux dire, imposent aux électeurs les candidats dont elles ont fait choix, et ce choix se porte, le plus souvent, sur des hommes médiocres qui excitent moins de jalousie et sont plus facilement acceptés par l'état-major du parti. En outre, un roi constitutionnel n'appartient à aucun des partis qui se disputent le pouvoir, et s'il est pourvu d'une certaine dose de bon sens, il emploie l'influence morale que lui donne sa situation à modérer les conflits politiques et à empêcher les vainqueurs d'abuser par trop de la victoire. Le président élu, au contraire, est essentiellement un homme de parti, et il est choisi en cette qualité. Le plus souvent, il appartient au parti qui a la majorité dans le parlement, et alors les garanties que possède la minorité contre les abus de pouvoir de cette majorité ne se trouvent-elles pas singulièrement affaiblies ? S'il arrive, par hasard, qu'il appartienne à la minorité, un conflit ne devient-il pas inévitable entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ? Le système de l'élection présente des inconvénients et des dangers bien autrement sérieux encore dans les pays, tels que l'Amérique du Sud, où le respect de la légalité existe à peine et où les populations n'ont que des notions confuses sur la nature du mécanisme constitutionnel. Le président élu profite volontiers de l'ascendant que lui procure sa double qualité de chef de l'armée et de l'administration civile pour se débarrasser d'un parlement qui le gêne et se transformer en dictateur. Mais s'il y a dans l'armée quelque général influent qui aspire lui aussi à la dictature, il convoque ses partisans, fait un *pronunciamiento*, se met en campagne et le pouvoir devient le prix de la victoire, après une période plus ou moins longue de guerre civile et d'anarchie. Malgré ce qu'elle a de suranné, la monarchie héréditaire n'est-elle pas préférable ?

moins avide d'emplois, de privilèges et d'honneurs que ne l'avait été auparavant sa devancière; qu'elle était même encore plus âpre à exploiter les avantages de sa situation, et qu'en se bornant ainsi à étendre le monopole politique on en avait rendu le fardeau plus lourd. D'où l'on a conclu que le remède au mal consistait à supprimer ce monopole, institué au profit d'une classe, en conférant à la nation entière le droit de suffrage. Du moment où toutes les classes de la nation participeraient à la souveraineté, celle-ci cesserait nécessairement, disait-on, d'être exploitée au profit d'une minorité; tous les intérêts recevraient satisfaction dans une mesure équitable. Enfin, la corruption, qui pouvait facilement s'exercer sous le régime du suffrage limité, deviendrait impossible avec le suffrage universel.

L'expérience n'a point confirmé, il faut le dire, ces prévisions optimistes. Tout en n'atténuant que très-légèrement les vices du monopole électoral, le suffrage universel a provoqué un nouvel abaissement de la qualité du personnel politique et placé la société sur la pente du communisme.

Le premier effet de l'extension illimitée du suffrage a été d'agrandir la sphère de recrutement de la profession de « politicien ». Sous le régime du suffrage limité, les politiciens étaient généralement fournis par les familles les plus considérables de la classe des censitaires. Grâce à leur influence et à leurs relations, ces familles pouvaient aisément procurer à quelques-uns de leurs membres des situations politiques et administratives. Elles y avaient un double intérêt : d'abord de se ménager des aboutissants auprès du gouvernement, dans le cas où elles éprouveraient le besoin d'obtenir des protections ou des faveurs particulières, ou simplement en vue d'augmenter leur importance sociale; ensuite, de procurer à leurs membres les moins bien doués des moyens d'existence faciles et assurés, les emplois publics n'exigeant point un déploiement d'activité et des efforts d'intelligence comparables à ceux que requièrent les industries de concurrence. Dans chaque localité, un petit nombre de familles influentes décidaient de l'élection, et leurs représentants, qui décidaient, à leur tour, du sort du ministère, qui pouvaient en toute occasion le renverser par un vote, se chargeaient d'obtenir de lui les emplois et les faveurs qu'elles exigeaient, à titre de maîtresses du marché électoral. Sous le régime du suffrage universel, les anciennes familles censitaires n'ont plus été seules en possession de ce marché. Des éléments sociaux inférieurs sont entrés en concurrence avec elles et ont fini même par les supplanter. Il ne s'agissait plus seulement sous ce régime d'acquérir le vote de quelques centaines de censitaires, il s'agissait d'opérer sur

quatre ans au *maximum* la situation ou l'emploi qui leur fournit les moyens d'existence. Sans doute, il leur arrive de s'y maintenir plus longtemps lorsque leur parti l'emporte de nouveau dans les élections ou lorsqu'ils réussissent à trouver grâce devant leurs adversaires vainqueurs. Mais ils n'en sont pas moins exposés à un risque périodique de dépossession et ce risque s'est aggravé à mesure que le cadre des partis s'est élargi et que le personnel de l'industrie politique s'est augmenté, en se recrutant dans des catégories plus basses et plus besoigneuses. Sous peine de créer, après la victoire, des déceptions et des mécontentements qui auraient eu pour effet de diviser et d'affaiblir le parti, il fallait bien épargner moins les vaincus et distribuer aux vainqueurs une proportion croissante du butin. Cette instabilité des situations politiques et administratives, jointe à la nécessité humiliante de solliciter le patronage des politiciens inférieurs et de faire la cour au peuple souverain, en s'extasiant, dans un langage ampoulé, sur sa grandeur et ses vertus de tout genre et en s'exposant à ses brutales rebuffades, car le peuple souverain ne se pique pas toujours d'être poli et son humeur est fort inégale, ne pouvait manquer d'éloigner de la politique et de l'administration les hommes qui se sentaient l'énergie et la capacité nécessaires pour faire leur chemin dans une carrière indépendante. La politique et l'administration sont devenues ainsi la proie de politiciens d'une qualité inférieure qui ne reculent pas devant les exigences du métier et ne se font pas scrupule de s'assurer contre ses risques au moyen de gains illicites. Au lieu d'être gouvernés par les hommes les plus capables et les plus dignes, les États livrés au suffrage universel s'acheminent à grands pas vers la domination de partis recrutés dans ce que les différentes classes de la société ont de moins estimable.

Ajoutons que cette domination est plus complète encore sous un régime de suffrage universel que sous un régime de suffrage limité, et qu'il est plus difficile de s'en affranchir.

A mesure que le corps électoral devient plus nombreux, il faut, pour l'entraîner et le dominer, une armée de politiciens plus nombreuse aussi, plus étroitement hiérarchisée et disciplinée, et mieux pourvue de ressources. Les frais des campagnes électorales vont croissant. Il faut louer des locaux pour les comités et les meetings, subvenir aux frais de voyage et d'entretien des orateurs et des agents électoraux, répandre par millions d'exemplaires les circulaires, les affiches et les bulletins de vote. Ces dépenses sont couvertes au moyen de contributions levées sur les candidats, sur les membres actifs du parti ou même sur les fonctionnaires de tout ordre, si le parti est aux affaires. Plus elles sont élevées, plus ceux

qui les ont supportées sont intéressés à rentrer dans leurs avances, plus, en conséquence, ils déploient d'ardeur dans la lutte. D'un autre côté, plus une armée est nombreuse et composée d'éléments hétérogènes, plus la nécessité d'une hiérarchie rigoureuse et d'une discipline étroite se fait sentir, surtout si elle a affaire à une armée dont les forces balancent les siennes. Comment des électeurs isolés lutteraient-ils avec leurs faibles ressources contre ces deux armées savamment organisées, commandées par des chefs habiles et abondamment approvisionnées? Bien plus encore que sous un régime de suffrage limité, où ils n'ont affaire qu'à de petits groupes locaux, ils sont obligés d'accepter les candidats imposés par l'un ou l'autre parti, sous peine de perdre leur vote. Chose digne de remarque, l'électeur est d'autant moins libre que le corps électoral est plus nombreux et semble par là même moins facile à dominer.

Enfin, l'extension illimitée du suffrage n'est pas sans danger pour l'ordre social. Le reproche, dans une certaine mesure fondé, que l'on adresse au suffrage limité, c'est de sacrifier aux classes pourvues de l'électorat les masses qui en sont exclues, c'est de faire peser principalement sur la multitude, par la multiplication et l'exagération des impôts indirects, par l'assiette inégale de l'impôt du sang, la charge d'un budget, dépensé pour la plus grosse part au profit d'un personnel politique et administratif recruté dans la classe des censitaires; c'est de perpétuer et d'aggraver des monopoles dont la nation entière supporte le fardeau. Sacrifier le grand nombre des pauvres et des ignorants au petit nombre des gens plus ou moins riches et éclairés, voilà la tendance naturelle du suffrage limité. Sacrifier le petit nombre au grand, en retournant la progression des impôts, en privilégiant le travail aux dépens du capital, en favorisant même l'application des théories communistes, destructives du capital et de l'industrie, voilà, au contraire, la tendance du suffrage universel. A la vérité, cette tendance ne s'accuse pas d'emblée et ses résultats ne peuvent se produire qu'à la longue. Le suffrage universel a une origine récente, et dans les pays où il a été établi, aux Etats-Unis et en France, les classes supérieure et moyenne possèdent une telle influence, elles disposent de moyens d'action si considérables, elles ont sous leur dépendance une clientèle si étendue, qu'elles ont pu, jusqu'à présent, grâce à la supériorité de leur situation, de leurs ressources et de leurs lumières, balancer et au delà la puissance du nombre. Mais leur ascendant est tout artificiel, et il est continuellement battu en brèche et entamé. Les doctrines socialistes et démagogiques ont fait depuis un demi-siècle des prosélytes de plus en plus nombreux parmi les classes ouvrières, l'antagonisme

des entrepreneurs et des ouvriers n'a cessé de croître, les ouvriers se sont organisés pour la lutte et cette organisation sera tôt ou tard appliquée à des faits politiques. Nous n'ignorons pas que les gouvernements se piquent aujourd'hui d'émulation pour généraliser l'instruction, en la faisant pénétrer jusque dans les couches les plus basses de la société ; mais cette instruction, dont l'État et les communes sont les initiateurs maladroits, est incomplète, et insuffisante ; peut-être même est-elle, pour les intelligences incultes qui la reçoivent, plus dangereuse que l'ignorance. Les classes inférieures apprennent à lire, mais que lisent-elles de préférence ? Des romans grossièrement immoraux ou des élucubrations communistes. N'est-il pas permis de craindre que ces classes mal instruites ne finissent par se débarrasser des influences qui les ont jusqu'à présent maîtrisées et par faire pencher la balance politique du côté du nombre ? Déjà, à mesure que le suffrage s'étend, les gouvernements comptent davantage avec leurs tendances. C'est à une législation empruntée aux théories communistes que le gouvernement anglais a eu recours pour remédier à la crise irlandaise. En Allemagne, le gouvernement incline visiblement vers un socialisme d'État qui favoriserait les intérêts du grand nombre, aux dépens de la bourgeoisie capitaliste. Dans l'Union américaine, les tendances communistes de la législation sont plus marquées encore au sein des États, tels que la Californie, où les classes ouvrières organisées commencent à acquérir la prépondérance. On conçoit que les intérêts menacés prennent l'alarme et qu'ils mettent en œuvre ce qui leur reste de pouvoir et d'influence pour échapper au risque d'une dépossession révolutionnaire ou légale. Ce risque peut être encore éloigné, mais est-il purement chimérique ? Supposons que les doctrines socialistes et communistes continuent à se propager et qu'elles s'emparent décidément de l'opinion de la multitude, le suffrage universel ne mettra-t-il pas à leur dévotion la majorité du parlement ? Ne pourraient-elles pas être imposées légalement à la minorité des propriétaires et des capitalistes ? Sans doute, l'état de choses qu'elles établiraient ne pourrait subsister, mais, en attendant, cette expérience d'une fausse doctrine économique et sociale ne coûterait-elle pas aussi cher qu'une invasion de barbares ? Serait-ce, à tout prendre, autre chose, qu'un débordement de la barbarie intérieure ?

Mais, en écartant même cette éventualité, il n'est que trop visible que la république appuyée sur le suffrage universel n'a pas été un progrès sur la monarchie constitutionnelle avec suffrage limité. Les défauts et les vices qu'on reprochait à celle-ci n'ont pas disparu par le fait du remplacement du régime de la concession con-

ditionnelle à un entrepreneur héréditaire par la régie gouvernementale ou l'exploitation directe de l'État par la nation et ses mandataires temporairement élus. On peut soutenir même que ce dernier mode d'exploitation s'est montré inférieur à l'autre, que la gestion des affaires publiques est devenue moins économique et moins efficace ; bref, que la nation a perdu au change. Aussi les illusions que cette nouvelle expérimentation politique avait fait naître n'ont-elles pas manqué de se dissiper. On s'est fatigué de la lutte stérile des partis et de l'instabilité du pouvoir, et cette réaction a donné naissance au stathoudérat en Hollande, au protectorat en Angleterre, au consulat et à l'impérialisme en France.

Nous avons remarqué plus haut que la forme économique à laquelle se rattachent les républiques modernes est celle de la « société coopérative ». Le stathoudérat, le protectorat ou le consulat appartiennent à la forme économique de la société en commandite. L'état politique dans ce système est dirigé par un gérant, assisté ou non d'un conseil, et qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs, sans que les membres de la société aient le droit d'intervenir dans sa gestion. Le gérant est nommé ou accepté par l'assemblée générale des membres de la société, ordinairement pour un terme illimité. Dans le cas de l'impérialisme, ses fonctions sont héréditaires, sauf ratification par l'assemblée générale formant un « plébiscite ». En pratique, il n'y a pas de différence substantielle entre ce régime, surtout lorsque le gérant devient héréditaire, et celui de la monarchie absolue ; il n'y a que cette différence purement théorique que le roi, dans le système de l'ancienne monarchie, était le propriétaire de l'État, tandis que le stathouder, le protecteur, le consul ou l'empereur, n'en est que le gérant pour le compte de la nation propriétaire. Nous disons que c'est une différence purement théorique. En effet, dans le cas où la nation serait mécontente de son gérant et voudrait le changer, il lui serait extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'arriver à ses fins par une voie légale.

Sous ce rapport, il y a une lacune dans le droit public des nations et il en résulte que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre ne peut guère s'accomplir qu'au moyen d'une révolution ou d'un coup d'État. Si l'on a vu quelquefois des rois, propriétaires de l'État, suivant le droit public de l'ancien régime, accorder à leurs sujets, après de longues résistances et sous l'influence de la crainte d'une dépossession violente, une constitution qui leur confère le droit de nommer des mandataires et qui accorde à ceux-ci une certaine participation dans la gestion des affaires publiques, on n'a pas vu encore la république succéder légalement et pacifi-

quement à la monarchie ou faire place à son tour, d'une manière non moins légale et pacifique, au stathoudérat, au protectorat, au consulat ou à l'Empire. C'est par voie de révolution ou de coup d'État que cette succession s'opère, chaque fois que le gouvernement existant, tombé en discrédit, ne trouve plus que des appuis insuffisants pour résister à l'effort de ceux qui aspirent à prendre sa place, ou qu'un chef politique ambitieux profite de sa situation, de ses moyens d'action et de sa popularité pour confisquer le pouvoir à son profit. C'est par des révolutions populaires que la république a été substituée en France aux monarchies constitutionnelles de Louis XVI et de Louis-Philippe et à l'empire constitutionnalisé de Napoléon III ; c'est par des coups d'État que le consulat, puis l'empire ont pris la place de la première république et l'empire encore une fois de la seconde. Les nations modernes ne possèdent point la liberté de changer le mode de gestion de leur état politique, bien qu'elles en soient pour la plupart solennellement reconnues propriétaires. Mais aucune propriété n'est plus nominale que celle-là, et aucun propriétaire n'est moins libre d'user de sa chose. Ne pouvant la gérer lui-même, il est obligé d'en confier la gestion à des maisons, à des associations ou à des individualités politiques, qui agissent en son nom et lui font supporter la responsabilité de leurs actes, mais qui commencent toujours par lui imposer l'engagement de conserver à perpétuité le régime qu'ils établissent à son usage et à ses frais. Il est vrai que cette perpétuité est purement fictive et que les monarchies, les républiques et les empires perpétuels que notre époque a vus se multiplier, n'ont guère résisté à l'action du temps, qu'en France, par exemple, leur vie moyenne n'a pas excédé une quinzaine d'années, mais ils n'en ont pas moins été fondés « à perpétuité ».

On a beaucoup discuté et on discutera encore longtemps sur la légitimité des révolutions et des coups d'État. En principe, on ne peut guère contester à une nation le droit de changer la forme de son gouvernement. La nation, c'est l'ensemble des consommateurs politiques. Si l'entreprise spéciale qui leur fournit les services de tutelle et de sécurité intérieure et extérieure dont ils ont besoin ne peut, en vertu de circonstances que nous aurons à examiner, être soumise à la loi de la concurrence, si une nation ne peut partager sa clientèle entre plusieurs gouvernements, n'a-t-elle pas le droit incontestable de choisir celui qui lui convient le mieux et, si elle s'est trompée dans son choix ou s'il surgit une nouvelle forme de gouvernement plus économique et plus parfaite que les anciennes, ne doit-elle pas être toujours libre de revenir sur ses engagements, sauf à indemniser la maison ou l'association avec laquelle

banqueroute et la guerre, et elle accueillit le 18 brumaire et le Consulat comme une délivrance. Le Consulat, c'était la gérance remplaçant l'informe mécanisme politique établi par la constitution de l'an VIII, et cette gérance, exercée par un homme doué d'une volonté de fer et d'une intelligence supérieure, fonctionna d'abord à merveille. L'ordre se rétablit à l'intérieur, la prospérité commença à renaître, et la paix d'Amiens sembla devoir clore la période des guerres révolutionnaires. Malheureusement, le « gérant » n'avait aucune idée du régime politique que demandaient les nations modernes. De même que les législateurs de la Convention avaient cru à la possibilité de refaire les républiques de l'antiquité, il s'imagina qu'il était en son pouvoir de ressusciter l'empire des Césars, ou tout au moins la monarchie de Louis XIV. Sans s'en douter, il était, lui aussi, un idéologue et un utopiste, car c'est une utopie de prétendre refaire le passé. Au Consulat pour dix ans succéderent bientôt le Consulat à vie et l'empire héréditaire. Le nouveau César voulut assujettir l'Europe à sa domination, et il trouva, pour le seconder dans cette entreprise insensée, un état-major militaire et civil dont ses conquêtes augmentaient les revenus et l'importance. L'entreprise finit par échouer et l'empire succomba, au grand soulagement de la nation qui avait supporté les frais de cette désastreuse expérience politique. Qui aurait cru qu'elle serait renouvelée à moins de quarante ans d'intervalle ? En 1848, le système de la régie ou de l'exploitation directe de l'État avait été de nouveau essayé, mais sans plus de succès que la première fois ; les partis se livraient à une lutte acharnée ; les uns voulaient établir une république démocratique et sociale, autrement dit une république communiste ; les autres voulaient revenir à la monarchie patrimoniale ou à la monarchie constitutionnelle. La masse de la nation était fatiguée de ces compétitions stériles, et elle redoutait par-dessus tout l'avènement du socialisme. Le coup d'État du 2 décembre mit fin à cette anarchie et à ces craintes plus ou moins fondées, et la nation consultée accepta encore une fois le régime de la gérance héréditaire. En remettant au gérant la direction suprême des affaires publiques, avec le choix libre de son personnel, ce régime procurait au gouvernement l'avantage inappréciable de la stabilité ; en revanche, il le livrait sans contrôle et sans frein à des influences administratives et militaires en opposition naturelle avec l'intérêt général des consommateurs politiques. Il y avait bien, à la vérité, une Assemblée élue par le suffrage universel qui se trouvait investie du droit de discuter et de voter les budgets et les lois, mais cette Assemblée était, en fait, nommée par l'administration elle-même. Le gouvernement impé-

rial s'était appliqué avant tout à détruire l'organisation des partis et à paralyser leur action. A cette organisation de concurrence qui, tout en limitant la liberté de l'électeur, lui permettait du moins de choisir entre deux ou trois candidats sans risquer de perdre son vote, le gouvernement avait substitué la sienne et créé à son profit un monopole électoral auquel il était presque impossible d'échapper. Il choisissait lui-même les mandataires chargés du contrôle de ses actes, et mettait au service des « candidats officiels » qu'il avait désignés tout l'énorme appareil administratif dont il disposait, ses préfets, ses maires, ses instituteurs, ses agents voyers, etc., avec l'auxiliaire d'une presse soumise et l'appât des places, des subventions et des décorations qu'il était en son pouvoir d'accorder pour récompenser les services électoraux. Qui aurait pu entrer en lutte avec cette formidable puissance? Les électeurs n'avaient pas même le droit de se réunir pour faire un choix, et les journaux hostiles au candidat officiel pouvaient être suspendus du jour au lendemain, par une simple décision administrative. Aussi le gouvernement composa-t-il à son gré le corps législatif, et pendant longtemps l'opposition s'y trouva-t-elle réduite à une infime minorité. Le gouvernement était tout-puissant et le contrôle illusoire. Des fautes causées par une appréciation arriérée et fausse de la politique adaptée aux intérêts de la nation précipitèrent sa chute, et le régime de la gérance échoua de nouveau après avoir livré pour la seconde fois la France à l'invasion étrangère.

Quelle conclusion faut-il tirer de ces expériences avortées de la monarchie constitutionnelle, de la république et de l'empire? Evidemment que ces trois régimes ne donnent pas plus que la monarchie patrimoniale et absolue, qu'ils ont remplacée, la solution du problème du gouvernement d'un Etat moderne. Comment sera résolu ce problème? Quelles formes politiques, adaptées aux nouvelles conditions d'existence des sociétés civilisées, sortiront du creuset où elles s'élaborent depuis un siècle? Voilà ce qu'il nous reste à examiner. Mais auparavant nous avons à rechercher ce qu'a été, depuis la chute de l'ancien régime, la politique intérieure et extérieure des gouvernements et ce qu'elle devrait être pour se trouver en concordance avec la situation économique créée par l'avènement de la grande industrie.

G. DE MOLINARI

en outre, à régler les contestations qui peuvent survenir entre les uns et les autres. Enfin, leur tâche principale consiste à assurer à leurs membres l'instruction technique et l'assistance en cas d'infirmités, de maladies ou d'autres accidents. Fonder ou entretenir des écoles professionnelles et en surveiller le fonctionnement, établir et diriger des institutions de secours mutuels, telles que caisses de maladies ou caisses funéraires : telle est leur œuvre essentielle, normale et particulièrement bienfaisante. Pour les aider à s'en acquitter, la loi leur a reconnu des droits considérables : elle les autorise, d'une part, à fixer dans de certaines limites le taux de la cotisation que les membres de la corporation doivent verser à la caisse de secours; elle leur permet, d'autre part, de voter des règlements spéciaux et d'en assurer l'exécution au moyen de pénalités légères (la censure et l'amende de cinq florins au plus) que prononce le bureau de la corporation.

L'une de leurs principales ressources consiste dans le produit des taxes que leurs membres payent, soit au moment de leur admission, soit en passant d'une classe à l'autre. Les membres de corporation restent, en effet, comme au moyen âge, répartis, de fait et de droit, en trois classes :

La classe supérieure, celle des maîtres ;

La classe moyenne, celle des ouvriers ou compagnons ;

La classe inférieure, celle des apprentis.

Quand un jeune homme désire exercer un métier quelconque, il doit, tout d'abord, se faire recevoir à la *genossenschaft* de cette branche d'industrie. Il ne peut y être admis que comme apprenti. Pour son inscription en cette qualité sur les registres de la *genossenschaft*, il paye trois florins (environ 7 fr. 50). De ces trois florins, deux servent à l'acquittement de la contribution payée par chaque *genossenschaft* aux chambres de commerce et aux chambres industrielles pour les écoles du dimanche et pour les cours du soir qu'elles organisent en faveur des apprentis ; l'autre florin est versé dans la caisse de l'association elle-même.

Une fois inscrit sur les listes de la *genossenschaft*, l'apprenti est confié à un maître, qu'il s'engage à servir, pendant deux, trois ou cinq années. Il ne reçoit aucune rémunération ; souvent même, il s'oblige à payer à son patron une somme variant de 50 à 100 florins (125 à 250 fr.), pour l'instruction technique qu'il doit recevoir : c'est ce qu'on appelle l'*argent d'apprentissage*, le *lehrgeld*. Sauf convention contraire, l'apprenti est nourri et couché aux frais de son maître ; mais c'est là une question à régler entre eux. La *genossenschaft* se borne à enregistrer le contrat et à l'interpréter en cas de contestation.

leur situation de fait. Un motif spécial enlève, en effet, une partie de leur autorité aux indications de la statistique autrichienne, en ce qui concerne surtout la classification par professions. L'Autriche est l'un des pays où s'est le mieux et le plus généralement conservée l'antique alternance des travaux industriels avec les travaux agricoles ; il en résulte que beaucoup de paysans appartiennent, en même temps, à la classe industrielle et apportent un contingent important à la production manufacturière ; ils ne figurent, néanmoins, dans les tableaux de recensement, que sous la rubrique de la population agricole, et la statistique industrielle se trouve, par suite, notablement faussée. Dans les villages des environs de Vienne, par exemple, un grand nombre de tisserands sont, en même temps, ouvriers agricoles ; dans les forêts montagneuses du Waldviertel, depuis Krems jusqu'à la frontière de Bohême vers le nord et jusqu'à la Haute-Autriche dans l'ouest, le paysan, quand le travail des champs se ralentit, gagne de 60 à 70 kreutzers (de 1 fr. 50 à 1 fr. 75) par jour en tissant. Ces tisserands parviennent, grâce à la faiblesse de leurs salaires et à la qualité grossière des tissus qu'ils fabriquent, à soutenir la concurrence des métiers à vapeur, et des quantités considérables de toiles sorties de leurs mains entrent dans la consommation de l'Autriche ; une partie est même exportée à vil prix en Roumanie et en Turquie. Cette alliance de l'agriculture avec l'industrie, qui est presque la règle dans l'archiduché, se rencontre aussi communément dans d'autres provinces de la Cisleithanie, en Bohême, en Moravie, en Silésie. Un grand nombre de paysans de ces régions tissent à la main et appartiennent ainsi, en même temps, à la classe agricole et à la classe industrielle, bien qu'au point de vue social, tout les sépare de cette dernière, idées, mœurs, aspirations.

Voici, sous cette réserve, les résultats fournis par le recensement général de 1870. En Cisleithanie, sur 20,395,000 habitants, 2,272,000 se livraient au travail industriel ; en Hongrie, 647,000 seulement sur 15,600,000. Le tableau ci-dessous fait, d'ailleurs, connaître plus exactement l'importance numérique des diverses professions :

Professions.	Pays.	NOMBRE				PARTIELS.	GÉNÉRAUX.	
		de propriétaires et chefs d'ateliers.	de fermiers.	de commis.	d'ouvriers et journaliers.		par pays.	pour l'Autriche-Hong.
Agriculture, forêts, chasse, pêche, mines et h.-four.	Cisleithanie.	1.785.630	59.361	33.150	5.723.701	7.610.747	12.674.809	
	Hongrie.	1.975.716	?	?	3.088.346	5.064.062		
Bâtiment.	Cisleithanie.	17.688	»	4.172	213.650	235.510	2.919.372	
	Hongrie.	16.737	»	1.625	44.241	62.603		
Métaux, pierre et bois.	Cisleithanie.	118.686	»	4.102	382.984	505.772		
	Hongrie.	75.280	»	2.348	94.340	171.960		
In- dus- trie.	Cisleithanie.	66.456	»	5.840	175.704	247.900		
	Hongrie.	32.107	»	2.218	47.960	82.285		
Produits chim., aliment., tabacs.	Cisleithanie.	95.924	»	4.103	696.471	796.498		
	Hongrie.	47.630	»	1.011	44.912	93.553		
Cuir, papiers, divers.	Cisleithanie.	99.869	»	1.714	206.211	307.794		
	Hongrie.	85.072	»	1.998	83.840	170.910		
Improductives.	Cisleithanie.	73.037	»	2.533	103.272	178.842		
	Hongrie.	34.265	»	1.540	29.940	65.745		
Commerce, banque, moyens de transport.	Cisleithanie.	158.074	»	79.646	195.924	433.644	566.017	
	Hongrie.	65.583	»	66.790	132.373	132.373		
Professions libérales et fonctionnaires.	Cisleithanie.	»	»	»	»	271.640	447.501	
	Hongrie.	»	»	»	»	176.461		
Rentiers et propriétaires de maisons.	Cisleithanie.	»	»	»	»	435.285	516.143	
	Hongrie.	»	»	»	»	80.858		
Domestiques.	Cisleithanie.	»	»	»	»	817.835	1.959.019	
	Hongrie.	»	»	»	»	1.141.184		
Sans (au-dessus de 14 ans. pro- fes- sion.	Cisleithanie.	»	»	»	»	2.199.117	Cisleithanie : 8.404.063	
	Hongrie.	»	»	»	»	2.946.354		
Armée.	Cisleithanie.	»	»	»	»	6.204.946	Hongrie : 8.307.910	
	Hongrie.	»	»	»	»	5.361.556		
Totaux.	Cisleithanie.	292.399	16.711.973	
	Hongrie.	.....	.....	.....	.....	20.394.980
Totaux.	Cisleithanie.	15.599.823	35.994.803	
	Hongrie.	.....	.....	.....	.....	20.394.980

de 400 à 500 femmes, de 800 à 1,000 apprentis, de 2 à 300 apprenties. Les cinq sixièmes de cette population ouvrière se composent de célibataires ; un millier d'ouvriers seulement travaillent à la journée, les autres aux pièces. Les salaires varient, suivant l'habileté de l'ouvrier, de 12 fr. 50 à 37 fr. 50 par semaine, sans nourriture ni logement, pour six journées de 12, 13, 14 et même 15 heures de travail. La plupart des ouvriers sont, il est vrai, logés et nourris chez leur patron ; ils reçoivent, dans ce cas, un salaire qui oscille entre 2 fr. 50, 3 fr. 75, 6 fr., et exceptionnellement 10 francs par semaine. Les coupeurs sont généralement payés au mois, entre 100 et 250 francs, avec la nourriture, le logement et quelquefois l'habillement aux frais du patron. Les ouvrières au-dessus de quatorze ans, travaillant à la journée, gagnent de 1 fr. 25 à 2 francs par jour. Une centaine d'entre elles, logées et nourries par les établissements qui les emploient, ne reçoivent que de 15 à 30 francs de salaire mensuel. Ces chiffres, il est vrai, ne représentent que le salaire normal et moyen ; en fait, l'activité et la rémunération du travail subissent, dans l'industrie du vêtement plus que dans toute autre, de brusques et considérables variations suivant les saisons. Les commandes affluent du commencement de mars au milieu de juillet et de septembre à la fin de l'année ; à ce moment, les travaux supplémentaires sont fréquents et on les paye à l'heure et en proportion du prix habituel de la journée de chaque ouvrier. Dans la morte saison, au contraire, les salaires baissent, le travail aux pièces est plus généralement accepté, et beaucoup d'ouvriers quittent Vienne pour aller chercher du travail en province.

Si, en dehors de Vienne, on veut se rendre compte de la rémunération du travail industriel dans les provinces autrichiennes, on se trouve en présence d'une disette presque absolue de renseignements statistiques. On ne peut donc procéder que par exemples. Ainsi, des fabriques de lainages situées dans différentes parties de la Cisleithanie payaient, en 1872, les salaires suivants à leurs ouvriers ¹ :

¹ Young. *Labour in Europe and America*. Washington, 1876, 1 vol. in-8, p. 595 et 596.

Nature de travail.	JEGERNDORF.		BRÜNN.		TROPPAU.		BIELITZ.	
	Nombre d'heures de travail par jour.	Salaires hebdomadaires.	Nombre d'heures de travail par jour.	Salaires hebdomadaires.	Nombre d'heures de travail par jour.	Salaires hebdomadaires.	Nombre d'heures de travail par jour.	Salaires hebdomadaires.
		fr. c.		fr. c. fr. c.		fr. c.		fr. c.
Ouvriers de magasin	13	10.90	13	9.85 à 10.15	....	.....	14	12.10
Trieurs de laine....	....	.....	13	7.25 à 7.55	13	5.10	14	5.65
Teinturiers.....	13	10.20	13	10.30 à 10.90	13	7.25	13	6.10
Plucheurs.....	....	.....	Ind.	14.55	12	6.55	14	10.90
.....	15	6.05	12	7.00 à 8.00	12	55 s	....	.....
Filuses (filles)....	....	14.55 à 24.25	Ind.	(1)	var.	17 à 19.40	14	14.55 à 19.40
Id. (garçons)....	13	5.80	»	(1)	19	4.40	14	5.10
.....	15	10.90	12	14.55 à 17.00	....	9.70 à 12.10	14	10.90
.....	....	.....	14	48.50 à 25.00	....	38.80	....	.....
.....	....	29.10 à 43.65	14	36.35 à 48.50	....	.....	14	24.00
Dévideuses (filles)...	....	.....	Ind.	(2)	var.	7.25 à 9.70	14	6.05
Cordeurs.....	15	6.05 à 8.50	»	(3)	13	6.55	14	.....
Bobineuses (filles)...	13	6.05 à 8.50	»	(4)	13	(4)	14	5.80
Tondeurs de chaîne...	13	7.25	»	19.40 à 21.85	....	7.25 à 9.70	14	12.10
Empeseurs.....	....	.....	»	14.55 à 17.00	....	10.90	14	7.25
Tisseurs à la main...	10	7.10 à 19.40	»	21.85 à 28.10	13	7.55 à 17.00	....	.....
Bobineurs.....	....	4.65 à 6.05	»	(5)	var.	(5)	14	5.80
Nappeurs en gros....	13	5.80	13	8.35 à 7.25	13	7.25	14	5.80
Aiguilleuses.....	13	5.80	13	9.45 à 10.15	13	8.45	14	7.35
Nappeurs en fin....	12	5.80	13	7.25 à 8.45	13	8.45	14	5.80
Laveurs.....	....	.....	13	9.85 à 11.65	12	10.90	14	8.45
.....	14	9.70	13	9.85 à 11.65	12	10.90	14	9.70
.....	14	19.40	....	29.10	12	18.95 à 19.40	14	29.10
.....	14	10.90	13	8.00 à 8.75	13	7.25	14	7.25
.....	....	.....	....	36.35 à 60.60	....	.....	....	.....
Carders.....	14	6.05	13	9.45 à 10.15	13	5.80	14	4.85
Sécheurs.....	....	.....	13	9.45	13	7.25	....	.....
Tondeurs.....	13	6.05 à 7.25	13	8.00 à 9.45	....	5.80	14	7.25
Id. (apprentis)....	....	.....	13	5.00 à 5.80	....	.....	14	5.80
Brosseurs.....	....	.....	13	8.75 à 9.45	....	.....	14	7.25
Maîtres-tondeurs...	....	21.25 à 36.35	13	.....	....	.....	15	36.35
Friseurs.....	....	.....	13	8.75 à 9.45	....	.....	....	.....
Imprimeurs.....	....	.....	13	14.55	....	.....	14	10.90
Maîtres-imprimeurs	....	.....	....	24.25 à 29.10	....	.....	14	19.40
Chauffeurs.....	15	17 à 21.65	....	14.55 à 17.00	....	13.10	14	13.40
Mécaniciens.....	....	.....	....	14.55 à 17.00	12	13.10	14	15.75
Forgerons de fabr..	13	10.90 à 14.55	....	24.25 à 29.10	var.	29.10	14	24.25
Charpentiers.....	13	10.90 à 14.55	....	17.00 à 24.25	12	16.00	14	19.40

(1) Par 10 *strähne* de chaîne et de trame, suivant la finesse, de 1 fr. 20 à 1 fr. 90; par 100 *strähne* de fil fort, de 2 fr. 45 à 2 fr. 85.
 (2) De 50 à 75 cent. le 100 *strähne*, suivant la finesse du fil.
 (3) 2 fr. 40 les 100 *strähne*.
 (4) 55 c. les 100 *strähne*.
 (5) 1 fr. 50 les 100 *strähne*.

Dans la Haute-Autriche, en 1870, on évaluait comme suit les salaires payés par la grande industrie :

	fr. c.	fr. c.	
Filatures de coton.....	1.00 à	5.00	par jour.
Fabriques de tissus	1.00 à	3.75	»
Filatures de laine	0.75 à	2.70	»
Fabriques de tissus.....	0.90 à	2.50	»
Filatures de lin.....	hommes..	1 50 à	2.50
	femmes...	0.90 à	1.50
	enfants ...	0.65 à	0.90
Fabriques de tissus de lin.....	1.15 à	1.25	»
Verreries.....	0.75 à	7.50	»
Papeteries.....	1.00 à	3.75	»
Imprimeries et lithographies	1.65 à	2.00	»
Fabriques de produits chimiques et de couleurs.....	0.90 à	2.50	»
Chantiers de construction de bateaux à Linz.....	2.00 à	5.00	»
Fabriques de cirage	1.25 à	2.25	»
» de porcelaine.....	1.80 à	2.50	»
» de cadres dorés.....	0.65 à	2.50	»
Tanneries.....	2.15 à	2.50	»
Fabriques de sirops	3.00 à	13.50	par mois, en sus du logement et de la nourriture.

En résumé, le salaire moyen des ouvriers de l'industrie textile, dans la Haute-Autriche, en 1873, variait entre 2 fr. 40 et 3 francs par jour ; il atteignait le même taux dans la Basse-Autriche, tandis qu'il tombait à 2 francs dans le Vorarlberg, à 1 fr. 90 dans le Tyrol, à 1 fr. 50 en Bohême, à 1 fr. 30 et 1 fr. 10 en Galicie, et à 1 fr. 90 dans le reste de la monarchie Cisleithane.

Dans les quatre fabriques de tissus que possédait la Hongrie, en 1873, les salaires des hommes oscillaient entre 1 fr. 90 et 95 centimes ; ceux des femmes entre 1 fr. 20 et 65 centimes ; ceux des enfants entre 65 et 40 centimes par jour.

Quant aux artisans de la petite industrie, ils gagnaient, en 1870, dans la Haute-Autriche, les salaires suivants :

	fr. c.	
Fabricants d'alènes	250.00	par an.
Armuriers.....	268.30	»
Etameurs.....	552.50	»
Fabricants de tarières	250.00	»
» de clous d'acier.....	325.00	»

	fr. c.	
Tréfileurs.....	588.00	par an.
Fabricants d'ustensiles de cuisine en fer.	310.00	»
Fabricants d'articles en fer et en acier....	500.00	»
Chaudronniers.....	500.00	»
Tuiliers	250.00	»
Fondeurs en cuivre.....	260.00	»
» de cloches.....	718.75	»
Fabricants de fil de fer.....	500.00	»
Frappeurs-forgerons.....	250.00	»
Forgerons de chaînes.....	260.00	»
Fabricants d'armes blanches.....	138.75	»
Frappeurs-forgerons sur cuivre.....	325.00	»
Mécaniciens.....	750.00	»
Cloutiers à la machine.....	300.00	»
Courtiers.....	256.00	»
Fabricants d'aiguilles.....	260.00	»
Serruriers.....	252.00	»
Forgerons.....	225.00	»
Fabricants de faux.....	384.00	»

La plupart de ces salaires, très peu élevés, sont complétés par une rémunération en nature, nourriture ou logement.

Le ministère de l'Agriculture cisleithan a donné, à l'occasion de l'Exposition de Vienne, quelques détails précis sur le taux des salaires payés dans l'industrie minière. Voici les chiffres moyens qui ressortaient de cette statistique :

	SALAIRES QUOTIDIENS.	
	Minimum.	Maximum.
	fr. c.	fr. c.
Houillères.....	1.18	4.15
Exploitations de lignite.....	0.88	3.25
Mines de fer	0.73	2.63
» de graphite.....	0.70	2.25
Autres mines métalliques.....	0.68	2.63

Depuis cette époque, les salaires ont haussé de 20 à 40 0/0,

Dans les salines, le salaire moyen était, en 1871, de 1 fr. 35 à 2 francs par jour.

En général, les salaires des mineurs atteignent leur *maximum* dans les pays alpestres, et leur *minimum* dans les pays slaves, notamment en Galicie¹.

¹ *Mines et métallurgie. Institutions ouvrières*, par M. O. Habets, Paris, 1874, in-8, p. 87 et 88,

Pour résumer, enfin, les indications statistiques qui précèdent, il suffira de reproduire ici les moyennes de salaires données par le gouvernement Austro-Hongrois, dans un document officiel publié, en 1872, lors de l'Exposition de Vienne. D'après ce relevé, les ouvriers, pris en masse, recevaient :

	fr. c.	fr. c.
En Galicie, à Lemberg.....	1.45 à 1.70	par jour.
» à Tarnopol.....	1.90	»
Dans les confins militaires, à Olocatz.....	1.90	»
» à Weisskirchen.	1.45 à 2.90	»
En Moravie, à Brünn.....	1.20 à 2.40	»
» à Kremsier.....	1.45 à 1.70	»
» à Neutitschin.....	1.70	»
» à Nikolsburg.....	1.45	»
» à Olmütz.....	1.45	»
» à Tetsch.....	1.00 à 1.20	»
En Silésie, à Zauernig.....	1.00 à 1.20	»
En Bohême, à Tabor.....	1.00 à 1.45	»
» à Prague.....	1.95 à 3.60	»
Dans la Basse-Autriche, à Treismauer....	1.45 à 1.90	»
» à Vienne-Neustadt	1.45 à 2.40	»
En Styrie, à Grätz.....	1.45 à 2.40	»
En Carinthie, à Feldkirchen.....	1.70 à 1.90	»
» à Kappel.....	2.40	»
» à Klagenfürth.....	1.70 à 1.90	»
» à Villach.....	1.70 à 1.90	»
» à Volkermarkt.....	1.55 à 1.90	»
En Carniole, à Laybach.....	1.45 à 1.70	»
Dans la Haute-Autriche, à Urfahr.....	1.70 à 1.90	»
En Tyrol, à Botzen.....	1.70 à 1.20	»
» à Mairan.....	1.95 à 2.40 ¹	»

Pour quiconque étudie la situation des classes ouvrières, le salaire n'est que l'une des données du problème; il ne peut se séparer d'un autre élément d'appréciation, c'est-à-dire de la durée de la journée de travail. On s'est attaché à la faire connaître, autant que possible, pour chaque industrie, dans l'exposé qui précède; il est bon, néanmoins, de donner ici, à cet égard, quelques indications générales.

Sauf dans l'industrie minière, le nombre des heures de travail est fixé, de gré à gré, par le contrat conclu entre les patrons et les ouvriers. Il varie, d'ailleurs, au moins autant que le chiffre des

¹ Young, *loco citato*, p. 600.

salaires. A Vienne, cependant, on estime approximativement à douze heures la durée moyenne de la journée de travail ; dans le midi de l'Autriche, à Trieste notamment, elle est beaucoup plus courte : elle ne dépasse généralement pas dix heures. La journée commence à six heures du matin et finit à quatre heures du soir, avec un court repos à midi, pour le déjeuner. La liberté ainsi laissée à l'ouvrier triestain est l'un des plus sérieux éléments de son bien-être : elle contribue à son bonheur domestique, à sa santé, en lui permettant de respirer un air frais et de prendre un exercice modéré après de longues heures de réclusion et d'attention soutenue ; enfin, ce repos salutaire lui épargne cet accablement pénible et profond où les excès de travail plongent l'ouvrier et qui est bien souvent l'une des principales causes de l'ivrognerie.

Les ouvriers de l'industrie textile travaillent de 250 à 300 jours par an et 12 heures par jour, en moyenne (13 en été, de 10 à 11 en hiver).

Le régime des mineurs, au point de vue du nombre des heures de travail, comme sous tout autre rapport, diffère presque absolument de celui des autres ouvriers. La durée de la journée de travail des mineurs et des métallurgistes n'est déterminée ni par la loi, ni par un accord librement débattu des ouvriers avec les patrons ; elle est fixée, une fois pour toutes, par les règlements intérieurs de l'établissement, eu égard à la nature de la mine et de ses abords et aux exigences de la fabrication. Elle est, d'ailleurs, extrêmement variable, mais, en général, modérée. Dans les aciéries, le travail se paye à la tâche, par quintal fabriqué. Dans les usines où l'on purifie le fer et le plomb, les salaires se payent aussi au poids, et la durée moyenne du travail quotidien est d'environ douze heures. Aux fours à puddler, qui exigent la plus grande dépense de forces physiques, les hommes ne travaillent pas plus de six heures par jour, avec de longs intervalles de repos entre les divers chargements du four. A la fin des six heures de travail, un relai d'ouvriers est remplacé par un autre. Pour les mécaniciens et ouvriers employés dans les ateliers d'affinage, le travail est de huit à huit heures et demie pour la manipulation de quatre « *loupes* » ou *gueuses*, avec un quart d'heure de repos après chaque loupe. La journée de travail, dans cette branche d'industrie, est évaluée à environ dix heures et demie ou onze heures en moyenne. Les tréfileurs, tordeurs de fil de fer, les épingliers, cylindriers et soudeurs travaillent douze heures, avec repos pour le déjeuner et le dîner. Les houilleurs ont leurs heures de repas libres quand ils travaillent douze heures, mais non quand ils ne travaillent que huit heures. La durée moyenne de leur journée ne dépasse pas de dix

D'une façon générale, on estimait, en 1870, qu'un ouvrier célibataire ne pouvait vivre, à Vienne, à moins de 80 kreutzers (2 francs 05 centimes) par jour, soit environ 750 francs par an, pour la nourriture, et de 150 florins (375 francs) par an pour le logement et l'habillement. La dépense était donc supérieure à 900 francs, c'est-à-dire au revenu, de sorte qu'un ouvrier ordinaire même seul, et vivant de privations, ne pouvait se suffire toute l'année qu'à la condition de n'avoir ni un jour de maladie, ni un jour de chômage exceptionnel. Pour un homme marié, l'endettement était fatal, à moins que sa femme ne pût gagner de quoi couvrir le déficit annuel du budget du ménage.

Dans les provinces, la dépense était beaucoup moins forte. En 1868, on évaluait la dépense annuelle d'un ménage ouvrier autrichien, composé du mari, de la femme et de deux enfants, aux taux moyens suivants :

	fr. c.
En Styrie.....	635.00
Dans la Haute et la Basse-Autriche.	632.50
En Bohême.....	610.00
En Moravie et en Silésie.....	582.50
En Carinthie.....	565.00
En Galicie.....	467.50
En Carniole et en Istrie.....	455.00 ¹

Ces chiffres ont, il est vrai, augmenté depuis lors, dans une proportion considérable; et, les salaires étant, d'autre part, beaucoup moins forts qu'à Vienne, il en résulte que, même en province, les ouvriers ordinaires ne peuvent, s'ils sont mariés, faire face avec leur gain aux besoins de leurs familles et que le travail de la femme et des enfants doit procurer l'appoint nécessaire.

A la même époque, c'est-à-dire en 1868, on estimait que le budget des dépenses de l'ouvrier se décomposait, à peu près, de la manière suivante :

Pour l'alimentation :

	fr. c.
En Styrie, en Haute et Basse-Autriche.....	360.00
En Bohême.....	350.00
En Moravie et en Silésie.....	340.00
Dans le pays de Salzbourg, le Tyrol et le Vorarlberg.	317.50
En Carinthie.....	305.00
En Galicie.....	260.00
En Carniole et en Istrie.....	235.00
Pour le vêtement, de 57 fr. 50 à 70 francs par an.	
Pour le chauffage, de 12 fr. 50 à 35 francs.	

¹ Habets, *loco citato*, p. 91 et suiv.

forcés d'acheter au détail et au prix courant les denrées de première nécessité. Or, les ouvriers vivant de cette manière ne représentent qu'une minorité; presque tous, sous une forme ou sous une autre, profitent de réductions de prix considérables dues soit à la bienveillance de leurs patrons, soit aux bénéfices de l'association et de l'achat en gros. Ainsi, 379 établissements fournissent, sous une forme ou une autre, en totalité ou en partie, la nourriture aux 47,000 ouvriers qu'ils emploient; un grand nombre de ceux-ci sont complètement nourris par leurs patrons; d'autres reçoivent pour la culture maraîchère des pièces de terre, soit à titre gratuit, soit moyennant un loyer purement nominal. Dans quelques fabriques, la nourriture est distribuée aux ouvriers au prix coûtant; dans d'autres, les ouvriers ont fondé des magasins coopératifs avec des capitaux provenant en grande partie d'avances faites par les patrons ou par la caisse de secours aux malades et dans des locaux dépendant de la fabrique et cédés gratuitement. Dans quelques fabriques, les célibataires sont nourris et les hommes mariés reçoivent une indemnité de nourriture; dans d'autres, on a établi des fourneaux économiques où l'on peut se procurer, à des prix très modérés, un bon dîner de soupe, viande et légumes frais. Les fabriques dont dépendent ces fourneaux économiques leur fournissent généralement le combustible, et quelquefois les cuisiniers. Plusieurs fabriques ont leurs fours; quelques-unes font à leurs ouvriers des distributions gratuites de riz et de pommes de terre. On doit ajouter que, nulle part, les règlements intérieurs des fabriques n'obligent les maîtres à nourrir leurs ouvriers, ni les ouvriers à acheter leur nourriture à leurs maîtres: les arrangements en cette matière sont entièrement libres et le système des *truckshops*, qui a longtemps été en Angleterre l'occasion de tant de graves abus, est absolument inconnu en Autriche-Hongrie¹.

¹ L'industrie minière et métallurgique, qui mérite, en Autriche, d'être donnée comme modèle, ne pouvait négliger un moyen si efficace d'améliorer le sort de ses ouvriers. Dans les provinces cisleithanes, il y avait, en 1870, 122 mines, employant 36,754 ouvriers (soit 47 0/0 de la population minière totale), qui fournissaient à leur personnel des denrées à bon marché; les mines impériales (au nombre de 27 comptant 7,611 ouvriers) vendaient aussi des denrées à prix fixes, qui, dans les moments de cherté, se livraient très au-dessous du cours; dans 8 mines (2,382 ouvriers), les articles d'alimentation étaient achetés en gros au prix du marché et revendus en détail, au même prix, aux ouvriers; dans 60 mines (21,731 ouvriers), les denrées étaient achetées et revendues au prix de détail du marché; enfin, dans certaines mines, à Idria, par exemple, les ouvriers ont droit à des rations qui équivalent à un accroissement de salaires de

lins et aux incurables. La caisse de secours ne peut, cependant, que rarement ou même ne peut jamais suffire, avec ses seules ressources, à ses charges multiples; elle ne vit que grâce à la généreuse assistance des patrons. Dans les fabriques du gouvernement, à Zeltweg, par exemple, cette assistance annuelle représente le millième du revenu brut; l'usine de construction du *Südbahn* paye, dans le même but, 1,60 0/0 du salaire annuel de ses ouvriers.

L'organisation des secours est, dans les mines, à peu près la même que dans les fabriques. Ainsi, dans douze mines ayant 3,800 ouvriers, les soins médicaux sont assurés aux ouvriers par les propriétaires; dans dix-huit mines (2,700 ouvriers), les propriétaires se chargent de faire subsister les malades et les blessés de leur établissement; dans six mines (1,100 ouvriers), les propriétaires pourvoient aux besoins généraux des ouvriers hors d'état de travailler; dans huit mines (2,200 ouvriers), les secours à donner aux veuves et aux orphelins de mineurs sont entièrement à la charge des propriétaires; enfin, dans trois mines (260 ouvriers), les propriétaires payent les frais mortuaires et funéraires de leurs ouvriers.

Le travail des mines étant particulièrement dangereux¹, les ouvriers n'ont pas compté uniquement sur la bienveillance de leurs patrons pour se prémunir contre les suites des accidents; ils ont, en outre, eu largement recours à l'association. L'industrie minière est l'une de celles où les sociétés de secours mutuels ou caisses fraternelles (*Brudersladen*) sont les plus nombreuses et les plus prospères: en 1873, rien que dans les provinces cisleithanes de l'empire, 378 mines employant 77,000 ouvriers entretenaient 347 caisses fraternelles qui possédaient un avoir de plus de 14 millions de francs². En Hongrie, le capital des sociétés de même nature s'élève à 5 millions de francs; enfin, celui des associations d'ouvriers des salines représente, dans les deux parties de la monarchie, une somme de plus d'un million de francs. Les sociétés de secours mutuels fondées, en Autriche, par les ouvriers de l'in-

¹ Les statistiques autrichiennes pour l'année 1867 accusaient un total de 1,136 accidents sur 117,362 mineurs, dont 807 dans les provinces cisleithanes et 329 en Hongrie. Des 807 accidents constatés dans la Cisleithanie, 428 étaient légers, 196 graves et 183 suivis de mort, soit respectivement 53,24 et 23 0/0. La plupart étaient dus soit à l'imprudence des ouvriers, soit à des cas de force majeure.

² *Denkbuch des österreichischen Berg- und Hüttenwesens*, publié par le ministère de l'agriculture et des travaux publics, à l'occasion de l'exposition de Vienne.

dustrie minière disposent donc, en tout, d'une vingtaine de millions de francs. Comme les institutions analogues des autres branches d'industrie, les *caisses fraternelles* de mineurs ont pour principaux revenus :

1° Les cotisations de leurs membres prélevées ordinairement au moyen de retenues sur les salaires : ces retenues s'élèvent généralement à 3 ou 4 0/0 du salaire ; la participation des ouvriers est plus rarement une somme annuelle qui varie pour chaque catégorie d'ouvriers ;

2° Les subsides donnés par le patron et consistant soit en une somme annuelle et fixe, soit en un tantième de la cotisation ouvrière ou des bénéfices de l'établissement, soit enfin dans le paiement de certaines catégories de dépenses, telles que frais de médecin et de médicaments, salaires payés en cas de maladie, pensions en cas d'incapacité de travail, pensions de veuves ou d'orphelins, frais de funérailles, etc. ;

3° Les taxes spéciales établies comme droits d'entrée ou de passage d'une catégorie d'ouvriers à une autre, ou perçues en cas de mariage ;

4° Les amendes et les retenues de salaires imposées aux ouvriers pour infractions aux règlements d'ordre intérieur, de même que les amendes prononcées contre les patrons en cas d'inobservation des règlements de l'administration des mines ;

5° L'intérêt des capitaux, ordinairement placés en obligations de l'État ou de chemins de fer garantis par l'État ou sur hypothèque, ou bien encore employé en avances faites aux ouvriers par petites sommes, remboursables au moyen de retenues sur les salaires.

Les *caisses fraternelles*, comme les caisses d'épargne, jouent ainsi, dans certains cas, le rôle de véritables banques populaires.

Les avantages que l'ouvrier peut retirer de son affiliation à une caisse fraternelle varient avec les statuts de chaque caisse ; ce sont, en général, les suivants :

1° Soins médicaux : dans certains grands établissements, la caisse possède en propre un hôpital ;

2° Salaires en cas de maladie, égaux au tiers ou à la moitié du salaire ordinaire ;

3° Frais de funérailles ;

4° Secours ou pensions en cas d'incapacité de travail ;

5° Secours aux veuves et aux orphelins ;

6° Instruction primaire payée en totalité ou en partie, le propriétaire de l'établissement prenant, dans ce dernier cas, le surplus à sa charge ;

7° Secours extraordinaires.

pas douteux que, dans cet Empire où tout gravite autour de la question des nationalités, les associations ouvrières ne soient toutes, plus ou moins, pour les diverses races en contact et en lutte, des foyers de propagande, des centres d'action, en un mot, des armes politiques.

On peut, à ce point de vue, partager les associations ouvrières d'Autriche en trois groupes distincts : les associations allemandes, les associations slaves, les associations italiennes. Les associations allemandes se subdivisent, à leur tour, en trois branches : les unes sont organisées d'après les systèmes de M. Schulze-Delitzsch et reposent sur le principe de l'assistance personnelle; les autres, en plus grand nombre, dérivent des doctrines de Lassalle et réclament l'assistance de l'État; quelques-unes, enfin, ne s'attachent exclusivement à aucune de ces deux théories. Des diverses associations qui appartiennent à l'école lassallienne, la plus nombreuse et la plus considérable est la *Arbeiterbildungsverein*, ou « Association pour l'instruction des ouvriers », qui a son siège à Vienne et dont les ramifications s'étendent à Penzig, Baden, Tumaù, Neustadt, Neunkirchen, Glaggnitz, Linz, Wels, Steyer, Gratz, Leoben, Zeltweg, Brünn, Reichenberg, etc. Elle ne compte pas moins de 10,000 membres, à Vienne seulement. Elle est en correspondance active avec diverses associations ouvrières, notamment avec l'Internationale. Elle a, en fait, la haute main sur la *Société générale de secours aux ouvriers malades ou blessés* (*Allgemeine Arbeiter-Krankenunterstützung- und Invalidenkasse*), qui est en voie d'absorber toutes les autres associations volontaires du même genre; elle a la disposition des fonds de cette société et elle aspire à les utiliser soit pour soutenir des grèves, soit pour organiser des réunions générales dans lesquelles serait exposé et discuté en détail le programme démocrate-socialiste de Lassalle. Elle est dirigée par un comité central, sorte de convention industrielle dont les membres représentent les diverses industries et les divers métiers auxquels s'adonne la classe ouvrière autrichienne. Ce comité transmet ses ordres à des comités spéciaux (*Fachvereine*) constitués dans chaque corps d'état et chargés d'y assurer l'exécution des décisions de l'autorité centrale. Grâce à son organisation à la fois simple et puissante, cette association peut, très rapidement et dans un rayon

Sur 237 magasins coopératifs, il y en avait :

159 en Bohême,

35 en Moravie,

19 dans la Basse-Autriche,

6 dans la Haute-Autriche,

18 dans le reste de la monarchie.

réglementation et de la protection économiques pour rentrer dans les voies de la liberté commerciale, et la classe ouvrière, à peine affranchie d'une sorte de vassalité industrielle, est à la veille de devenir l'arbitre des salaires par l'exercice des droits de coalition et d'association, peut-être l'arbitre de l'État, par l'acquisition des droits politiques. Chacune de ces transformations, considérée isolément, est périlleuse ; effectuées en même temps et se compliquant les unes les autres, elles peuvent devenir la source des plus sérieux dangers, surtout dans l'état actuel de l'Europe, au milieu de l'agitation socialiste qui l'ébranle tout entière, à travers les intrigues diplomatiques qui, de toutes parts, enserrent, entraînent ou menacent l'Autriche-Hongrie. Bien d'autres pays, dans notre vieux monde, peuvent se trouver engagés, sinon compromis dans le redoutable réseau dont une main profondément habile a couvert le continent ; mais la plupart, du moins, ont, pour les soutenir, à défaut d'autres forces, le patriotisme commun de tous leurs habitants ou l'accord de la population entière sur les principes essentiels de leur vie politique et sociale. En Autriche, il n'en est point ainsi. Avant le patriotisme autrichien et au-dessus de lui, il y a le patriotisme allemand, le patriotisme magyar, le patriotisme slave, le patriotisme italien, le patriotisme roumain, tous étrangers, souvent même violemment hostiles les uns aux autres. Pour maintenir en un faisceau compact ces forces divergentes, il existait encore, avant Sadowa, une puissante autorité centrale, ayant des traditions gouvernementales, une doctrine politique et des principes sociaux placés en dehors et au-dessus de la discussion, sachant ce qu'elle voulait, l'exécutant avec vigueur et trouvant son point d'appui dans son alliance intime avec la noblesse militaire et le clergé catholique. L'une, par sa grande situation territoriale et sociale, tenait les intérêts du pays dans ses mains, l'autre avait l'empire des âmes, et tous deux faisaient servir leur puissance à consolider l'État qui les protégeait à son tour. Combien d'abus, de vexations, de cruautés cette coalition intérieure a favorisés pendant des siècles, l'histoire le sait et le dira. Aussi la chute de l'ancien système gouvernemental a-t-elle été, en Autriche, saluée avec transports ; mais cette transformation n'en a pas moins enlevé à ce grand et malheureux pays un principe vital, qui le soutenait depuis des centaines d'années et qu'il n'a pu encore remplacer. Par ses concessions et par ses malheurs, la monarchie a perdu la plus grande partie de son ancien prestige ; la noblesse et l'armée ont vu leur situation diminuée par l'avènement du régime parlementaire ; le clergé a cessé d'être un corps politique et il a été, comme pouvoir religieux, battu en brèche par les lois ecclé-

siastiques. L'axe du gouvernement n'est plus aujourd'hui ni au *Burg* impérial, ni dans l'armée, ni dans l'église ; il est au sein de la bourgeoisie libérale et parlementaire, savante, industrielle et commerçante, dont la nationalité allemande, la race juive et surtout la ville de Vienne fournissent les principaux éléments ; mais combien de temps cette *ploutocratie* sera-t-elle de taille à dominer la situation ? Combien de temps restera-t-elle le pouvoir prépondérant de la monarchie des Habsbourg ? C'est là une question que tous les vrais amis de l'Autriche se posent avec inquiétude. Déjà sa suprématie est contestée et menacée. Comme partout, comme toujours, l'avènement du tiers état a réveillé les ambitions de ce que l'on a si bien appelé le quatrième état ; comme partout, comme toujours, l'idée socialiste a tâché de détourner, à son profit, les conséquences du succès de l'idée libérale ; l'application du régime parlementaire a soulevé tous les problèmes délicats qui se rattachent à l'exercice du droit électoral, posé la question du suffrage universel et, comme conséquence, amené la mise en discussion du programme démocratique et socialiste dont le suffrage universel n'est que l'un des articles. Or, on le sait par expérience, quand ces redoutables réformes sont proposées, surtout dans un pays politiquement neuf et inexpérimenté, elles sont souvent bien près d'être réalisées. On verra donc, dans un avenir prochain peut-être, les classes populaires, notamment la classe industrielle, appelées à participer à la direction des affaires publiques en Autriche et à y faire prévaloir, comme dans tant d'autres pays, la loi du nombre.

Les ouvriers autrichiens, — pour ne pas sortir du sujet spécial de cette étude, — les ouvriers autrichiens seraient-ils à la hauteur d'un tel rôle ? Sans doute, il leur reste, de leur ancien état de minorité sociale, une grande modération, beaucoup de prudence et de respect pour les situations acquises ; l'affectueuse sollicitude dont ils ont été généralement entourés par leurs patrons, quelquefois même par l'Etat, a développé en eux ce sentiment de cordialité et cet esprit de bonhomie qui semble, surtout dans les provinces allemandes, faire le fond du caractère autrichien. Mais on sait combien les excitations démagogiques ont facilement raison de ces bonnes dispositions des masses, quand celles-ci ne sont pas prémunies par l'instruction, par l'expérience et par le sentiment d'un grand intérêt commun contre les sophismes des agitateurs politiques. Or, la classe ouvrière, en Autriche, est incontestablement dépourvue d'expérience politique ; elle manque d'instruction, l'Autriche étant l'un des pays où l'éducation populaire est le plus arriérée ; enfin, loin de se sentir unie par la communauté des intérêts, elle est, plus que toute autre partie de la société autrichienne, animée de

REVUE DE L'ACADÉMIE

DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

(Du 1^{er} juin au 26 août 1882.)

SOMMAIRE : Travaux de philosophie. — La représentation des minorités. — Le bail à domaine congéable. — Les progrès de la richesse. — Travaux des savants étrangers. — La taille sous Louis XIII. — La statistique du recrutement de l'armée. — Décès. — Concours.

Les séances de l'Académie des sciences morales et politiques, pendant les trois derniers mois, n'ont point présenté l'intérêt qu'elles offrent d'ordinaire par suite de l'approche de la séance solennelle et de la nécessité de statuer sur les concours ; la majeure partie du temps des réunions a été consacrée à des comités secrets et à la lecture des rapports sur les prix. Néanmoins, il a été fait plusieurs communications importantes.

I

Des travaux de MM. Paul Janet, Nourrisson et Franck sur *la localisation des sensations*, sur *la philosophie de Buffon* et sur *la volonté, sa nature, son rôle dans l'âme humaine*, l'on ne dira rien ; leur caractère, exclusivement philosophique, empêche d'en parler, et l'on passera immédiatement au mémoire adressé par un correspondant de la section de morale, M. Naville, et intitulé : *Pratique de la représentation proportionnelle*.

L'auteur démontre qu'il n'y a, dans une démocratie, de représentation véritable qu'autant que les corps élus reproduisent aussi fidèlement que possible les divers éléments qui constituent les corps électoraux ; il fait voir la nécessité de remplacer le système de la représentation exclusive des majorités par celui de la proportionnalité. Il expose les projets de réforme, les critique, et se prononce pour le vote cumulatif qui accorde à l'électeur un nombre de suffrages égal à celui des candidats à élire, en lui permettant de les partager entre un nombre quelconque de candidats ou de les réunir sur un seul. M. Naville insiste sur l'établissement d'un mode de transfert des suffrages accumulés sur des candidats qui en ont trop, ou dispersés sur d'autres qui n'en ont pas assez pour

être élus; le transfert pourrait être fait par les candidats; ceux qui n'ont obtenu qu'un nombre de voix insuffisant pour être élus pourraient disposer des suffrages qui leur auraient été attribués en faveur de concurrents, et ceux qui auraient obtenu un nombre de votes supérieur à celui exigé pour la nomination pourraient reporter l'excédent sur d'autres compétiteurs à leur choix.

M. Aucoc a communiqué une note sur *la condition légale des étangs salés des bords de la Méditerranée*; ce travail a un caractère trop juridique pour que l'on en présente ici l'analyse.

Dans le courant de son rapport sur les populations agricoles de la Bretagne, M. Baudrillart, parlant du *bail à domaine congéable*, avait vanté les effets de cette coutume; il avait soutenu qu'elle avait eu pour résultat d'attacher fortement le paysan breton à la terre, de développer chez lui le goût du travail ainsi que les vertus domestiques, et de favoriser l'accroissement de la population. Ces conclusions ont été contredites par M. Jules Simon, qui a objecté que le bail à domaine congéable créait des charges entravant la liberté du possesseur du sol. Cette forme de bail eut sa raison d'être dans la nécessité du défrichement qui, en face d'une main-d'œuvre considérable et après des efforts prolongés, laisse l'ouvrier agricole sans revenus immédiats, parce qu'il faut fertiliser la terre. L'équité, la sécurité, voulaient que le travailleur et le propriétaire, en quête de convenances réciproques, s'assurassent aux uns et aux autres la mise en valeur du sol, le rapport rémunérateur du sol défriché. Mais de là naquirent, pour le colon et pour le propriétaire, des entraves, des inconvénients, dont on a bien fait de se débarrasser. La propriété se trouvant ainsi immobilisée, il y avait là un obstacle aux essais de la grande culture industrielle. Ce sont des conditions en opposition avec les principes et les pratiques de la vie économique moderne. M. Jules Simon reconnaît que le domaine congéable a pu jadis, dans d'autres milieux, présenter certains avantages; mais il estime que l'institution est plutôt dommageable qu'utile de nos jours; il croit à sa disparition prochaine: elle est, d'ailleurs, en opposition avec la loi du 11 août 1789 sur le rachat des rentes.

M. Baudrillart a répondu que le domaine congéable n'était pas à condamner d'une manière absolue: il crée à l'ouvrier agricole une sorte de demi-propriété héréditaire, sous certaines réserves et dans des conditions déterminées. S'il y a des personnes qui le repoussent comme un reste de féodalité, il y en a d'autres qui l'acceptent complètement. Sans doute les appréciations varient avec les cantons où on les recueille et même suivant les règles changeantes qui président à la constitution du domaine congéable. En

insurgés, et l'on vit parfois des gentilshommes et des magistrats s'unir aux paysans et aux ouvriers.

La répression fut sévère, notamment en Normandie ; par les ordres de Richelieu beaucoup d'insurgés furent pendus, d'autres roués vifs ; on fit une sorte de loi des suspects ; le mécontentement ne fit qu'augmenter.

M. le D^r Lagneau a communiqué une note sur *la statistique du recrutement de l'armée considérée sous le rapport démographique*. Il ne méconnaît point l'importance de la statistique publiée par le ministère de la guerre, laquelle notamment permet de se rendre compte du nombre et des aptitudes physiques de la population masculine adulte, mais il trouve qu'elle laisse à désirer ; il demande le maintien de la publication annuelle par département, mais l'addition, tous les dix ans, d'un volume contenant les documents cantonaux réunis chaque année dans les préfectures ; il réclame l'indication des naissances légitimes et illégitimes, afin de montrer les différences qui se produisent quant aux pertes, le relevé des professions, pour reconnaître les relations qui peuvent exister entre les professions exercées et le développement de certaines maladies ou infirmités, l'indication des causes d'exemption ou d'ajournement, l'augmentation des renseignements sur la constitution physique ; enfin, d'après M. Lagneau, les principaux documents de la statistique du recrutement devraient être accompagnés de cartes diversement teintées de blanc ou noir et exprimant les résultats obtenus.

III

L'Académie a perdu au mois d'août M. Darest de la Chavanne, correspondant de la section d'histoire depuis l'année 1859.

L'Académie a tenu le 22 juillet sa séance publique annuelle pour l'année 1881. M. Jules Simon remplaçant M. Mignet, secrétaire perpétuel, a lu une *Notice sur la vie et les travaux de M. Ch. de Rémusat*. M. Caro, président, a prononcé le discours d'usage dans lequel il a fait connaître le résultat des concours. Dans le concours Cousin, sur *la philosophie d'Origène*, le prix a été décerné à M. J. Denis ; dans les concours Stassart, relatifs l'un aux *éléments moraux nécessaires au développement régulier de la démocratie dans les sociétés modernes*, l'autre aux *devoirs et droits de l'Etat et de la famille en matière d'enseignement et d'éducation*, les prix ont été donnés à M. Ph. d'Ussel et à M. Wuarin ; le prix Bordin sur *l'origine de la pairie en France* a été décerné en partie à M. Levesque ; le prix Halphen a été attribué à M. Maggiolo ; on ajoutera que M. F. de Reinach a obtenu le prix dans le concours ouvert sur

le cours forcé et les émissions fiduciaires, M. Luchaire celui dans le concours relatif au *pouvoir royal sous Hugues Capet* ; que le prix Rossi sur *le rôle de l'État dans l'ordre économique* a été partagé entre MM. A. Jourdan et Villey, et que le prix de Beaujour sur *l'histoire des établissements de charité en France* a été attribué à MM. Lallemand et Schelle.

Sans vouloir mentionner tous les sujets mis au concours, il importe de faire remarquer que pour 1882 et 1883 le concours de la section d'économie politique portera sur *l'histoire des céréales en France ; la main-d'œuvre et son prix* ; que le concours L. Faucher portera sur *les associations coopératives ; les assurances* ; que l'Académie remet au concours pour le prix Wolowski la question des *rapports entre le droit et l'économie politique*, et pour le concours Rossi la question *des coalitions et des grèves dans l'industrie*. En outre, pour ce dernier concours, l'Académie propose pour 1883 la question de *la permanence des lois économiques* et pour l'année suivante celle des *corporations d'arts et métiers* ; le concours de Beaujour portera sur la question de *l'indigence du xvi^e siècle jusqu'à 1789* et sur celle de *la protection de l'enfance au point de vue des enfants trouvés et assistés ou délaissés par leur famille*. Enfin, la section d'économie politique a fait proroger à 1884 le sujet proposé d'abord en 1880 : *les grandes compagnies de commerce*.

JOSEPH LEFORT.

BULLETIN

SOMMAIRE : La population de la France en 1876 et en 1881. Rapport du Ministre de l'intérieur au Président de la République. — Le marquis de Rays — La banque au Japon.

La population de la France en 1876 et en 1881. — Rapport du Ministre de l'intérieur au Président de la République.

Paris, le 7 août 1882.

Monsieur le Président,

Un décret du 3 novembre 1881 a décidé qu'il serait procédé, dans le mois de décembre de la même année, au recensement quinquennal de la population. Cette opération a pour but essentiel d'assigner à chaque circonscription (département, arrondissement, canton, commune et même section de commune) sa population propre en distinguant les catégories de populations (population agglomérée, population éparsée, population comptée à part) qui ont une influence pour l'application de certaines lois.

Cette augmentation se répartit très inégalement entre cinquante-trois départements qui présentent ensemble un excédent de 945,643, compensé, jusqu'à concurrence de 179,383, par la diminution constatée dans les trente circonscriptions. Voici, au surplus, la comparaison entre les deux périodes pour chaque :

État comparatif de la population des en 1881 et 1876.

Départements.	POPULATION		Différences.
	en 1881.	en 1876.	
Ain.....	363.472	365.462	— 1.990
Aisne.....	556.891	560.427	— 3.536
Alber.....	416.759	405.783	+ 10.976
Alpes (Basses-).....	131.918	136.166	— 4.248
Alpes (Hautes-).....	121.787	119.094	+ 2.693
Alpes-Maritimes.....	226.621	203.604	+ 23.017
Ardèche.....	376.867	384.378	— 7.511
Ardennes.....	333.675	326.782	+ 6.893
Ariège.....	240.601	244.795	— 4.194
Aube.....	255.326	255.217	+ 109
Aude.....	327.942	300.065	+ 27.877
Aveyron.....	415.075	413.826	+ 1.249
Belfort (Territoire de)...	74.244	68.600	+ 5.644
Bouches-du-Rhône.....	589.028	556.379	+ 32.649
Calvados.....	439.830	450.220	— 10.390
Cantal.....	236.190	231.086	+ 5.104
Charente.....	370.822	373.950	— 3.128
Charente-Inférieure.....	466.416	465.628	+ 788
Cher.....	351.405	345.613	+ 5.792
Corrèze.....	317.086	311.525	+ 5.441
Corse.....	272.639	262.701	+ 9.938
Côte-d'Or.....	382.819	377.663	+ 5.156
Côtes-du-Nord.....	627.585	630.957	— 3.372
Creuse.....	278.782	278.423	+ 359
Dordogne.....	495.037	489.848	+ 5.189
Doubs.....	310.827	306.094	+ 4.733
Drôme.....	313.763	321.756	— 7.993
Eure.....	364.291	373.629	— 9.338
Eure-et-Loir.....	280.097	283.075	— 2.978
Finistère.....	681.664	666.106	+ 15.458
Gard.....	415.629	423.804	— 8.175
Garonne (Haute-).....	478.009	477.730	+ 279
Gers.....	281.532	283.546	— 2.014
Gironde.....	748.703	735.242	+ 13.461
Hérault.....	441.527	445.053	— 3.526
Ille-et-Vilaine.....	615.490	602.712	+ 12.778
Indre.....	287.705	281.248	+ 6.457
Indre-et-Loire.....	329.160	324.875	+ 4.285

LA POPULATION DE LA FRANCE EN 1876 ET EN 1881. 427

Départements.	POPULATION		Différences.
	en 1881.	en 1876.	
Isère.....	580.271	581.099	— 828
Jura.....	285.263	288.823	— 3.560
Landes.....	301.143	303.508	— 2.365
Loir-et-Cher.....	275.713	272.634	+ 3.079
.....	599.833	560.613	+ 39.223
.....	316.461	313.721	+ 2.740
.....	625.625	612.972	+ 12.653
Loiret.....	368.528	360.903	+ 7.623
Lot.....	280.269	276.512	+ 3.757
Lot-et-Garonne.....	312.381	316.920	— 4.539
Lozère.....	143.563	138.319	+ 5.246
Maine-et-Loire.....	523.491	517.258	+ 6.233
Manche.....	529.377	539.910	— 10.533
Marne.....	421.800	407.780	+ 14.020
Marne (Haute-).....	254.876	252.448	+ 2.428
.....	344.881	351.933	— 7.052
.....	419.517	404.609	+ 14.908
Meuse.....	289.861	294.054	— 4.193
Morbihan.....	521.614	506.573	+ 15.041
Nièvre.....	347.576	346.822	+ 754
Nord.....	1.603.259	1.519.585	+ 83.674
Oise.....	404.555	401.618	+ 2.937
Orne.....	376.126	392.526	— 16.400
.....	819.022	793.140	+ 25.882
.....	566.064	570.207	— 4.143
Pyrénées (Basses-).....	434.366	431.525	+ 2.841
Pyrénées (Hautes-).....	236.474	238.037	— 1.563
.....	208.835	197.940	+ 10.895
.....	741.470	705.131	+ 36.339
.....	295.905	304.052	— 8.147
.....	625.589	614.309	+ 11.280
Sarthe.....	438.917	446.239	— 7.322
Savoie.....	266.438	268.361	— 1.923
Savoie (Haute-).....	274.088	273.801	+ 286
.....	2.799.329	2.410.849	+ 388.480
.....	814.068	798.414	+ 15.654
Seine-et-Marne.....	348.991	347.323	+ 1.668
Seine-et-Oise.....	577.798	561.990	+ 15.808
Sèvres (Deux-).....	350.103	336.655	+ 13.448
Somme.....	550.837	556.611	— 5.774
Tarn.....	359.223	359.232	— 9
Tarn-et-Garonne.....	217.058	221.364	— 4.306
Var.....	288.577	295.763	— 7.186
Vaucluse.....	244.149	254.703	— 10.554
Vendée.....	421.642	411.781	+ 9.861

Départements.	POPULATION		Différence.
	en 1881.	en 1876.	
Vienne.....	340.295	330.916	+ 9.379
Vienne (Haute-).....	349.332	336.061	+ 13.271
Vosges.....	406.862	407.082	— 220
Yonne.....	257.029	359.070	— 2.041
Totaux.....	37.672.048	36.905.788	+ 945.643
			— 179.383
Augmentation.....			766.260

L'augmentation constatée dans l'ensemble de la France (766,260) provient, pour les cinq septièmes des grandes villes.

Si, en effet, on prend les seules villes de 30,000 âmes et au-dessus, on remarquera qu'elles présentent, à elles seules, un accroissement de 561,869, ce qui prouve que le mouvement qui pousse les populations vers les grands centres ne se ralentit pas.

État comparatif de la population en 1881 et 1876 dans les villes ayant plus de 30,000 âmes.

Villes.	POPULATION.		Différence.
	en 1881	en 1876.	
Saint-Quentin.....	45.838	38.924	+ 6.914
Nice.....	66.279	53.397	+ 12.882
Troyes.....	46.067	41.275	+ 4.792
Marseille.....	360.099	318.868	+ 41.231
Caen.....	41.508	41.181	+ 327
Angoulême.....	32.567	30.513	+ 2.054
Bourges.....	40.217	35.785	+ 4.432
Dijon.....	55.453	47.939	+ 7.514
Besançon.....	57.067	54.404	+ 2.663
Brest.....	66.110	66.828	— 718
Nîmes.....	63.552	63.001	+ 551
Toulouse.....	140.289	131.642	+ 8.647
Bordeaux.....	212.305	215.140	+ 6.165
Béziers.....	42.915	38.227	+ 4.688
Cette.....	35.517	28.690	+ 6.827
Montpellier.....	56.095	55.258	+ 747
Rennes.....	60.974	57.177	+ 3.797
Tours.....	52.209	48.325	+ 3.884
Grenoble.....	51.371	45.426	+ 5.945
Saint-Etienne.....	123.813	126.019	— 2.206
Nantes.....	124.319	122.247	+ 2.072
Orléans.....	57.264	52.157	+ 5.107
Angers.....	68.049	56.846	+ 11.203
Cherbourg.....	35.691	37.186	— 1.495
Reims.....	93.823	81.328	+ 12.495
Nancy.....	73.225	66.303	+ 6.922
Lorient.....	37.812	35.165	+ 2.647

Villes.	POPULATION		Différences.
	en 1881.	en 1876.	
Dunkerque.....	37.328	35.071	+ 2.257
Lille.....	178.144	162.775	+ 15.369
Roubaix	91.757	83.661	+ 8.096
Tourcoing.....	51.895	48.634	+ 3.261
Boulogne	44.842	40.075	+ 4.767
Saint-Pierre-lès-Calais.	33.290	25.583	+ 7.707
Clermont	43.033	41.772	+ 1.261
Perpignan.....	31.735	28.353	+ 3.382
Lyon.....	376.613	342.815	+ 33.798
Le Mans.....	55.347	50.175	+ 5.172
Paris.....	2,269.023	1.988.806	+ 280.217
Saint-Denis.	43.895	34.908	+ 8.987
Le Havre.	105.867	92.068	+ 13.799
Rouen.....	105.906	104.902	+ 1.004
Versailles.....	48.324	49.847	— 1.523
Amiens.....	74.170	66.896	+ 7.274
Toulon.....	70.103	70.509	— 406
Avignon.....	37.657	38.008	— 351
Poitiers.....	36.210	33.253	+ 2.957
Limoges.....	63.765	59.011	+ 4.753
	5.948.242	5.386.373	+ 568.568
			— 6.699
Augmentation.....			561.869

Vous serez sans doute frappé, monsieur le Président, de ce fait qu'à elles seules les 47 villes dénommées plus haut absorbent près du sixième de la population de la France. Le surplus se répartit donc entre 36.050 communes dont près de la moitié a une population inférieure à 500 âmes.

On compte, en effet, 720 communes ayant une population inférieure à 100 habitants.

			Habitants.	
3.486	ayant une population de.....		101 à	200
4.632	—		201 à	300
4.333	—		301 à	400
3.599	—		401 à	500
10.633	—		501 à	1.000
3.382	—		1.001 à	1.500
1.917	—		1.501 à	2.000
834	—		2.001 à	2.500
554	—		2.501 à	3.000
326	—		3.001 à	3.500
200	—		3.501 à	4.000
246	—		4.001 à	5.000
312	—		5.001 à	10.000
132	—		10.001 à	20.000
91	—		20.000 et au-dessus.	

Cette classification ne doit pas être perdue de vue pour l'étude des lois municipales.

Veuillez agréer, etc.

Le ministre de l'intérieur,
RÉMI GONLAT.

Tableau de la population des départements.

Départements.	NOMBRE			Population.
	des arrond.	des cantons.	des commun.	
Ain.....	5	36	453	363.472
Aisne.....	5	37	838	556.891
Allier.....	4	28	321	416.759
Alpes (Basses-).....	5	30	251	131.918
Alpes (Hautes-).....	3	24	189	121.787
.....	3	26	152	226.621
Ardèche.....	3	31	339	376.867
Ardennes.....	5	31	502	333.675
Ariège.....	3	20	336	340.604
Aube.....	5	26	446	255.326
Aude.....	4	31	437	327.942
Aveyron.....	5	43	301	118.075
Bouches-du-Rhône. {	1	6	106	74.244
	2	27	109	589.028
Calvados.....	6	38	763	439.830
Cantal.....	4	23	267	236.196
Charente.....	5	29	426	370.822
Charente-Inférieure.	6	40	480	320.116
Char.....	3	29	291	351.405
Corrèze.....	3	29	287	317.066
Corse.....	5	62	364	272.639
Côte-d'Or.....	4	36	717	332.819
Côtes-du-Nord.....	5	43	389	627.585
Creuse.....	4	25	264	278.782
Dordogne.....	5	47	583	495.037
Doubs.....	4	27	638	310.827
Drôme.....	4	29	376	313.763
Eure.....	5	36	700	364.291
Eure-et-Loir.....	4	24	426	300.077
Finistère.....	5	43	290	681.564
Gard.....	4	40	350	415.629
Garonne (Haute-)...	4	39	587	478.009
Gers.....	5	29	465	321.632
Gironde.....	6	48	552	748.703
Hérault.....	4	36	336	441.527
.....	6	43	357	613.480
Indre.....	4	22	245	287.705
Indre-et-Loire.....	3	24	282	320.160
Isère.....	4	25	560	360.871

Départements.	NOMBRE			Population
	des arrond.	des cantons.	des commun.	
Jura.....	4	32	584	285.263
Landes.....	3	28	333	301.143
Loir-et-Cher.....	3	24	297	275.713
Loire.....	3	30	330	599.836
Loire (Haute-).....	3	28	264	316.461
Loire-Inférieure....	5	45	217	625.625
Loiret.....	4	31	349	368.526
Lot.....	3	29	323	280.269
Lot-et-Garonne.....	4	35	326	812.081
Lozère.....	3	24	197	143.565
Maine-et-Loire.....	5	34	381	523.491
Manche.....	6	48	643	526.377
Marne.....	5	32	664	421.800
Marne (Haute-).....	3	28	550	254.876
Mayenne.....	3	27	276	344.881
Meurthe-et-Moselle.	4	29	597	419.317
Meuse.....	4	28	586	289.861
Morbihan.....	4	37	249	521.614
Nièvre.....	4	25	313	347.576
Nord.....	7	61	663	1.603.259
Oise.....	4	35	701	404.555
Orne.....	4	36	511	376.126
Pas-de-Calais.....	6	44	904	819.022
Puy-de-Dôme.....	5	50	467	566.064
Pyrénées (Basses-)..	5	40	558	434.366
Pyrénées (Hautes-)..	3	26	480	236.474
Pyrénées-Orientales.	3	17	231	208.855
Rhône.....	2	29	264	741.470
Saône (Haute-).....	3	28	583	292.905
Saône-et-Loire).....	5	50	589	625.589
Sarthe.....	4	33	387	438.917
Savoie.....	4	29	328	266.438
Savoie (Haute-)....	4	28	314	274.087
Seine.....	3	28	72	2.799.329
Seine-Inférieure....	5	51	759	814.068
Seine-et-Marne.....	5	29	530	348.991
Seine-et-Oise.....	6	37	686	577.798
Sèvres (Deux-).....	4	31	356	350.103
Somme.....	5	41	836	550.837
Tarn.....	4	35	318	359.223
Tarn-et-Garonne. ..	3	24	194	217.056
Var.....	3	28	145	288.577
Vaucluse.....	4	22	150	244.149
Vendée.....	3	30	299	421.642
Vienne.....	5	31	300	340.295
Vienne (Haute-)....	4	27	203	349.332
Vosges.....	5	29	530	406.862
Yonne.....	5	37	485	357.029
Totaux.....	362	2.868	36.097	37.672.048

sous le nom de *Bwibwiloumtin*. Bwibwiloumtin vous a un air d'authenticité indiscutable, mais, si Maragano ne possédait que Lamboum, comment vendait-il Bwibwiloumtin ?

Enfin, d'après les publications du marquis de Rays lui-même, Bwibwiloumtin est une île immense, d'une fertilité qui rappelle le paradis terrestre, d'une richesse minière qui rivalise avec celle de la Californie, et d'une population d'au moins 30,000 âmes. Or, savez-vous combien Rabardy l'a payée ? 62 liv. st., soit en monnaie française 1,550 fr. Il tombe sous le sens ou que Maragano a été mis dedans, comme on dit vulgairement, et que, quand il a mis sa croix au bas de l'acte notarié (car il a mis sa croix et ses chefs ont mis leur croix aussi), il ne savait pas ce qu'il signait, ou que Maragano a vendu ce qui ne lui appartenait pas, auquel cas le rusé sauvage s'est dit que 62 liv. st. sont toujours bonnes à prendre. De quelque façon qu'on l'envisage, ce fantastique acte notarié fut une faute. La première question qu'il amène, en effet, est celle-ci : Si le marquis de Rays n'a acheté la Nouvelle-Irlande qu'en 1881, elle ne lui appartenait donc pas quand il la vendait en détail dès 1878 ?

La première émission de bons de terrain à 5 fr. l'hectare réussit à merveille. Les demandes affluant, une seconde émission eut lieu à la fin de 1878, à 10 fr. l'hectare, puis une troisième en 1880, à 20 fr. l'hectare, et une quatrième en 1881, à 50 fr. Ce taux sans cesse élevé indiquait aux naïfs la prospérité croissante de l'affaire.

Le marquis de Rays était breton et catholique. Il connaissait bien le monde légitimiste et le monde religieux, il en savait le fort et le faible, et il a joué de leurs sentiments avec un si grand art, qu'il imposerait l'admiration, si la justice, que le talent laisse insensible, n'était en train de le classer au rang des simples filous. Son journal, *la Nouvelle France*, qui a paru juste trois ans, est un document sans prix pour quiconque s'intéresse à l'étude de l'esprit humain ; Barnum n'a jamais si bien entendu le boniment ; c'est le plus beau monument qui ait jamais été élevé au puffisme.

Le marquis avait commencé par faire quelques conférences sous les auspices des légitimistes, puis il s'était promptement tourné vers le monde catholique. Il trouvait là une hiérarchie parfaitement constituée et il lui suffisait de gagner les chefs pour entraîner la foule. C'est ce qu'il fit avec une inconcevable habileté. Il avait mis la main sur un chanoine Vergnet, qui a encouru une lourde responsabilité morale en toute cette affaire. Le chanoine Vergnet avait été missionnaire à la Nouvelle-Irlande de 1844 à 1848 ; c'est lui qui fut chargé de présenter cette île merveilleuse aux naïfs. Chacun des numéros de *la Nouvelle France* contenait une tranche de ses souvenirs. Et c'étaient des paysages luxuriants, des peintures d'une fertilité sans pareille, des énumérations de produits plus précieux les uns que les autres et qui recommençaient

navire, et le fit garder par un piquet de soldats. Le capitaine profita d'une tempête pour sortir du port, et il emmena le piquet de soldats avec lui à Port-Breton. Un vaisseau de guerre fut lancé à sa poursuite et le rejoignit en ce dernier endroit. Les colons avaient eu le temps de voir où on les avait conduits : ils supplièrent le commandant espagnol de les ramener à Manille. Ce fut la fin, et le Père Denis se chargea de donner le coup de grâce à la Nouvelle-France. « Plus d'illusion, écrivait-il de Manille, le 18 février 1882, il n'y a ni colonie, ni colonisation possible à Port-Breton ; ce n'est qu'un nid de fièvre et un tombeau. Sans l'héroïque conduite de M. Henry, nous y mourions tous de faim. » Et le bon père réclamait 10,000 fr. d'indemnité pour avoir été indignement trompé. Le marquis de Rays dut avouer le désastre. Il annonça à ses souscripteurs qu'il les dédommagerait en transformant leurs titres de Port-Breton en titres des mines Saint-Joseph qu'il venait d'acheter en Espagne ; il n'en coûterait que 10 fr. par action. C'en était trop : l'aventurier était démasqué aux yeux des plus incrédules. Personne n'échan-
gea.

Une chose admirable pendant cette série de ruines, c'est l'attitude de *la Nouvelle France*. Ce journal était impassible. L'*India* quittait Port-Breton ; la colonie est dans un état satisfaisant, annonçait-il imperturbablement. Je crois bien, il n'y avait plus personne. Une autre catastrophe arrivait ; tant mieux, s'écriait-il, cela nous fait connaître dans le monde. Des embarras d'argent arrêtaient la *Nouvelle-Bretagne* à Manille ; complétons notre capital, conseillait-il, et nous serons libres. On répétait que la Nouvelle-Irlande était stérile. Il écrasait aussitôt ses adversaires en insérant des lettres constatant qu'on y fait pousser des endives, des radis et de la salade. Quel pays, ô Belge, il y pousse des endives ! On parlait de la fin malheureuse de quelques-uns des émigrants. Comment ! demandait-il. Auraient-ils donc été doués d'immortalité en Europe ?

Je vous le dis, la collection de ce journal vaut son poids d'or.

Quelquefois, le marquis de Rays daignait prendre la plume lui-même pour retorquer quelque argument plus fort que les autres. Si vos officiers ne réussissent pas à organiser la colonie, lui écrivait un M. Lardet, c'est qu'ils n'ont pas la foi. Pourquoi n'y allez-vous pas vous-même ? Y aller, répondait le marquis, ce serait une *trahison*, une *lâcheté infâme* ! (Il imprimait cela en capitales énormes.) La bataille est en Europe, elle n'est pas là-bas.

Hum ! marquis, cela n'est pas bien sûr. Si vous aviez été du nombre de ceux qui ont couru les risques de la colonisation, qui ont attrapé la fièvre et mangé du perroquet sur la plage de Liki-Liki, il vous serait beaucoup pardonné. Mais vous n'avez pas payé de votre personne. La police indiscrete a recherché ce que vous faisiez à Barcelone, où vous

que c'est que cela, faire viser aux oppositions? Et où cela peut-il bien se faire? De braves gens, qui sans doute avaient passé par là,

On aime à compatir aux maux qu'on a soufferts, viennent à mon aide, et grâce à eux je découvre, au fond d'une encoignure sombre, un carreau dépoli, levé tout juste de la quantité nécessaire pour laisser passer une lame de couteau, et derrière lequel on ne voyait rien ni personne. Il paraît qu'il y avait quelqu'un cependant; car à peine mon papier y était-il à demi engagé qu'un tampon venait s'abattre dessus, comme s'il avait été mû par un ressort, et j'avais, en le retirant, la satisfaction vive d'y lire, inscrit à l'encre grasse : « Vu, sans oppositions. » Ce dont justement fier, comme bien l'on peut penser, je revenais au n° 21 (qui voulait dire 19), et naïvement je me disposais à avancer la main pour palper mes quatre écus. J'étais simple, encore une fois, et l'administration ne l'est pas. On me prit bien mon mandat, mais on ne me remit pas d'argent à la place. Il est vrai qu'on me dit de m'asseoir, ce que je fis. Dix minutes plus tard, on m'appelait pour me donner... un numéro; et on me priait de nouveau de m'asseoir. Enfin, après une ou deux autres poses, un réappel devant un second guichet et un renvoi devant un troisième, je recevais bel et bien quatre bonnes pièces de cinq francs en argent (on ne donnait que de l'argent, même pour deux cents francs); et je pouvais m'en aller. J'avais signé, bien entendu, à l'avance; c'est la règle. Et comme la somme excédait dix francs, qu'il fallait dès lors un timbre de dix centimes, et que la loi porte que c'est au débiteur qui paye à fournir le timbre, mais que l'administration n'est pas le public, on m'avait envoyé faire une nouvelle petite course vers une porte où se tient un brave homme investi de la fonction auguste de vendre des timbres aux créanciers qui reçoivent. Dans les administrations privées vous donnez en pareil cas vos dix centimes au guichet, et tout est dit; mais dans une administration publique, songez donc! Ce serait simple, et l'administration n'est pas simple.

Le tout n'avait pas duré plus de trente-cinq à quarante minutes. C'est peu, et je n'ai pas à me plaindre. Il y a des gens, moins avisés ou moins heureux, qui y mettent le double de temps, quand ils ne s'y égarent pas tout à fait ou ne se font pas dire des choses désagréables parce qu'ils finissent par perdre patience. Et ils font cela pour dix francs, les malheureux, pour six francs, pour trois francs! C'est de l'argent qui revient cher.

Voyons, franchement, toutes ces formalités sont-elles bien réellement indispensables, et l'Etat serait-il en péril quand on en retrancherait quelque chose?

Qui empêcherait, comme je l'ai déjà dit (puisque aussi bien l'on juge à propos d'allouer à un professeur ou à un savant, qui a passé une

C'est pourquoi j'ai peur qu'on ne trouve que je l'ai été, moi, au delà de ce qui est permis à un homme sérieux, en imaginant que de telles questions pussent avoir quelque intérêt ; et je déclare bien haut que je suis résigné d'avance à subir sans me plaindre, sinon peut-être toujours sans sourire, jusqu'à la fin de mes jours, toutes les chinoïseries de la comptabilité, sans parler des autres.

FREDÉRIC PASSY.

COMPTES RENDUS

PUBLICATIONS DU COBDEN-CLUB. — *Lettre sur la réciprocité*, par sir LOUIS MALLET ; *Le fermier de l'Ouest-Américain*, par AUGUSTE MONGREDIEN ; *L'Angleterre sous le libre-échange*, par GEORGES MEDLEY ; *Examen des arguments protectionnistes*, par AUGUSTE MONGREDIEN ; *Libre-échange transformé en Loyal-échange*, par PARRER. — Publications de la librairie Cassell, Peter et Co, à Londres.

Le *Cobden-Club*, fondé dans le but de répandre dans le monde entier les principes du *Free Trade* et les autres vérités qui en sont la conséquence, s'acquitte fidèlement et vaillamment de sa mission. Chaque année il fait paraître de nombreuses et intéressantes publications, et les brochures ci-dessus dénommées comptent parmi les plus importantes entre celles qui ont été publiées dans ces dernières années.

Lettre sur la réciprocité, par sir Louis Mallet. — Cette brochure, sous forme de lettre, adressée par l'auteur à M. Bailey Potter, secrétaire honoraire du *Cobden-Club*, a pour but de combattre ce que Cobden appelait de son temps la *fallacy* de la réciprocité. Mais, grave embarras, qu'est-ce au juste que la réciprocité ? Voilà ce que se demande sir Louis Mallet et il ne trouve pas de réponse satisfaisante, si bien qu'il demande plaisamment que l'on fonde un prix à l'effet de récompenser l'auteur de la meilleure explication sur la nature et l'objet de cette réciprocité tant vantée.

Si j'étais un *réciprocitarien*, je me mettrais sur les rangs pour concourir, et voici l'explication que je proposerais sous forme de comparaison. La réciprocité économique, c'est le pendant de l'institution que les rédacteurs du Code civil français ont établie dans l'article 11 de ce Code sous le nom de *réciprocité diplomatique*, pour régler la condition des étrangers en France. Dans quelles conditions cette législation a-t-elle été établie ? les commentateurs français l'expliquant ainsi : Après la Révolution, nos législateurs philanthropes avaient aboli les droits d'aubaine, et appelé les étrangers à jouir des mêmes droits civils que les Français. Mais ce généreux appel ne fut pas entendu à l'étran-

pour resserrer les liens de la métropole avec ses colonies, et à, cet effet, qu'il importe d'établir des droits différentiels en faveur des produits coloniaux, au préjudice des produits étrangers. Mais une telle entreprise est-elle possible ? La situation des colonies de l'empire britannique est-elle la même, et à une telle entreprise ne risquerait-on pas de briser plutôt que de resserrer les liens de la mère patrie avec ses possessions coloniales ?

Pour qui connaît les éléments si divers dont est composé l'empire colonial de l'Angleterre, la différence entre le Canada et l'Australie d'une part et d'autre part l'Inde et Ceylan, la réponse ne saurait être douteuse.

Deux présomptions servent de base au nouveau système : 1^o diminution et instabilité du commerce avec l'étranger, alors que le commerce avec les colonies est stable et s'accroît toujours ; 2^o désir des colonies de recevoir les produits anglais, alors que l'étranger les repousse de ses marchés. Ces présomptions sont-elles fondées ? Rien de moins certain, et c'est le contraire qui résulte d'un examen attentif des faits. Les statistiques démontrent que les fluctuations du commerce anglais avec les colonies sont au moins aussi grandes qu'avec les pays étrangers, et que l'accroissement de ce commerce n'est nullement plus considérable qu'avec les autres nations ; et, d'autre part, les tendances protectionnistes sont plus grandes dans les colonies, notamment au Canada et en Australie, que dans les pays étrangers. Le système croule donc par la base, et il n'y a nul motif à l'établissement de droits différentiels en faveur des colonies. Quant à établir une Union douanière de l'empire britannique, c'est une entreprise chimérique ; il y a à cela un obstacle insurmontable, le principe de *self government* qui est un principe constitutionnel d'ordre public.

Le système des droits différentiels d'ailleurs est contraire au principe que chacun doit pouvoir acheter et vendre au mieux de ses convenances, il aurait pour résultat une diminution et une restriction du commerce anglais ; favoriser, par exemple, le Canada au préjudice des Etats-Unis, ce serait diminuer les approvisionnements de l'Angleterre en produits alimentaires, en même temps que restreindre la clientèle à l'étranger.

Conclusion : le gouvernement anglais ne peut faire rien de plus que ce qu'il a déjà fait, et le meilleur mode d'encouragement pour le commerce de la part d'un gouvernement est de laisser libre ; d'autre part l'intervention du gouvernement ne pourrait que relâcher et affaiblir les liens qui unissent la métropole à ses colonies.

Quant à la deuxième partie du programme des *Fair Traders*, l'établissement d'une politique de représailles vis-à-vis de l'étranger, elle n'est pas plus acceptable que la première. Singulier système qui n'est proposé d'ailleurs que pour les produits manufacturés de l'étranger, lesquels ne

tives et territoriales : le département, l'arrondissement, le canton, la commune ; les circonscriptions électorales avec le nombre des députés et des sénateurs pour chaque département, et donne le tableau de répartition des dix-huit corps d'armées dans toute l'étendue de la France. Enfin, et ce n'est pas la partie la moins intéressante de cette étude, il signale la sphère d'action de tous les grands services administratifs et la part attribuée, à chacun, dans le budget des dépenses. Nous regrettons que dans cette énumération, M. Bertrand se soit montré si bref en ce qui concerne les ministères des travaux publics, du commerce et de l'agriculture pour lesquels il se borne à une courte et sèche nomenclature comprise, comme accessoire, dans le chapitre consacré au ministère des finances. Il était d'autant plus désirable de bien marquer l'influence de ces administrations importantes sur l'activité laborieuse qui est la première loi des sociétés modernes, que le public en général ne s'en rend peut-être pas suffisamment compte. Nous ajouterons qu'il n'eût pas été inutile en même temps de relever la tendance qu'elles ont à dépasser les limites légitimes de leur action et à faire intervenir l'État dans beaucoup d'affaires qui doivent appartenir à l'initiative privée. Cet entraînement fâcheux qu'on rencontre dans plus d'un ministère est assurément contradictoire au principe même du gouvernement républicain ; voyez les Etats-Unis : ils nous fournissent, sous ce rapport, un exemple bien différent et dont nous devrions profiter.

Sans insister sur ces observations, nous terminerons en constatant le bon accueil qu'a obtenu la publication de M. Bertrand. Ce succès l'engagera sans doute à faire une nouvelle édition à laquelle il pourra ajouter quelques nouveaux et utiles développements.

L. MICHELANT.

COMPTE RENDU DE LA SITUATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA CIRCONSCRIPTION DE MARSEILLE PENDANT L'ANNÉE 1880.

Voici le tableau de la prospérité dont nous fait jouir le socialisme d'Etat, qui va toujours croissant.

« Il ressort de l'exposé des mouvements du port par la Chambre de commerce de Marseille que (en ce qui concerne la navigation à voiles) le pavillon étranger se substitue de plus en plus au pavillon français ; pendant l'année 1880, le premier a augmenté dans le mouvement général de 124,011 tonnes, soit environ 8 0/0, tandis que le second a diminué de 7 0/0. » (P. 3.)

« Il a été importé en 1880 : 31,262,434 quintaux de céréales.

« Pour que la filature française de la soie puisse se relever, il faut non seulement l'amélioration des récoltes comme quantité (amélioration du reste obtenue grâce à M. Pasteur), et le bon marché des cocons qui en sera la conséquence, mais elle a besoin surtout du concours de

l'abaissement du prix de la main-d'œuvre. Sans cette condition absolument indispensable pour lutter contre la filature italienne, cette grande industrie, *jadis si prospère*, est condamnée à végéter sans espoir de relèvement. » (P. 62.)

« Depuis 1872, les exportations des tissus de soie des fabriques françaises par le port de Marseille, sont descendues jusqu'à 26 à 18 millions. Cette baisse a été générale par toutes les frontières de France ; en effet, à partir de 1874, année pendant laquelle on exportait encore pour 415 millions de francs de tissus de soie, la baisse a été constante et rapide, puisque ce chiffre était réduit à 240 millions en 1879. » (P. 70.)

« Lyon reste le pays par excellence pour la fabrication des tissus de soie, mais la Suisse, où la main-d'œuvre est à très bon marché, ainsi que l'Allemagne, nous font aujourd'hui une concurrence redoutable pour cet article. » (P. 73.)

« L'industrie stéarique continue à souffrir du droit d'accise dont la suppression paraît indéfiniment ajournée. Voilà déjà deux ans que le droit d'accise a été supprimé sur l'huile d'éclairage ; aucun droit n'a été imposé sur le gaz ; aucun sur la chandelle ; et la bougie demeure imposée. Est-ce juste ? » (P. 121.)

« Les grands ateliers de constructions navales n'ont été entretenus qu'à l'aide de grands sacrifices. On s'est efforcé de conserver le personnel ouvrier en vue de l'avenir qu'ouvre à la navigation la loi sur la marine marchande. Les prix des métaux de construction se sont ressentis de cet état de marasme, et le prix du fer a été en baisse constante. » (P. 142).

N'y aurait-il pas autant d'utilité à recueillir les *cahiers des chambres de commerce* qu'à collectionner les professions de foi plus politiques qu'économiques des députés ?

La morale.

D'où vient que la main-d'œuvre est si chère en France que l'on ne peut plus soutenir, par ce fait, la concurrence non seulement de la Suisse, qui est active, mais de l'Italie même, qui aime tant le *far niente* ?

Sans doute ce n'est pas que les ouvriers soient trop bien payés en France, puisqu'ils ne cessent de se plaindre, et non sans raison, des difficultés de la vie, et que les grèves se multiplient sans relâche.

C'est que les impôts, s'ajoutant aux frais de production, élèvent les prix de tous les produits, rendent la vie de plus en plus chère. Les salaires s'élèvent à la suite des impôts, mais à la suite seulement, et pas dans une aussi grande proportion ; de sorte que l'ouvrier est toujours plus surchargé par l'élévation des impôts que son fardeau n'est allégé par la mesquine augmentation de salaire qu'il obtient quelquefois, mais bien rarement.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : L'intervention de l'Angleterre en Égypte et le canal de Suez. — Les résultats du recensement de la population en France. — Le projet de loi sur les syndicats professionnels au Sénat. — Grève des *policemen* en Irlande. — L'immigration aux États-Unis. — Les billets de parcours gratuit sur les chemins de fer américains. — Mort de M. Stanley Jevons.

L'intervention de l'Angleterre en Égypte soulève de vifs débats dans la presse européenne, et en France même certains journaux recommencent à accuser l'ambition insatiable de la perfide Albion; mais fallait-il donc laisser les intérêts européens engagés en Égypte à la merci d'Arabi pacha et de ses colonels? Les malheureux fellahs eux-mêmes n'ont obtenu un peu de répit que dans la trop courte période où a subsisté le contrôle anglo-français. Nous préférierions cent fois pour notre part la domination anglaise en Égypte à celle du « parti national ».

Il n'en serait pas moins à regretter que l'Angleterre commît la faute de mettre la main sur le canal de Suez. Cette grande voie de communication est la propriété de ses actionnaires, lesquels appartiennent ou peuvent appartenir à toutes les nationalités; c'est une propriété essentiellement internationale. Il est bon, dans l'intérêt de tout le monde et de l'Angleterre elle-même, qu'elle ne devienne pas la propriété exclusive d'une nation. Sans doute, il peut arriver que la sécurité du canal soit mise en péril, mais à ce point de vue encore mieux vaudrait pour la Compagnie le voisinage d'un pouvoir européen que celui d'une domination arabe ou turque.

* *

On trouvera dans notre Bulletin le rapport de M. le ministre de l'intérieur à M. le président de la république sur les résultats officiels du dernier recensement de la population. En cinq ans, de 1876 à 1881, la population de la France ne s'est élevée que de 36,905,888 habitants à 37,672,048; 34 départements ont perdu 170,383 habitants; 53 autres en ont gagné 945,643. Augmentation: 766,260. Encore cette faible augmentation provient-elle en partie de l'immigration étrangère et s'est-elle produite pour les 5/7^{mes} dans les grandes villes. Quelques journaux poussent à cette occasion des cris de détresse et réclament, les uns, des primes destinées à encourager la fécondité des mariages, les autres, un impôt progressif sur les célibataires. Nous convenons que les résultats du recensement pourraient être plus satisfaisants, mais nous ne

croyons pas beaucoup à l'efficacité des primes d'encouragement et même à celle de l'impôt sur ces affreux célibataires. D'ailleurs, il nous est bien permis de constater, en guise de consolation, que le nombre n'est qu'un des éléments, et peut-être le moins important, de la grandeur des peuples. Les Grecs étaient moins nombreux que les Perses, et qu'était la population de la république romaine dans ses plus beaux jours en comparaison de celle de l'empire chinois ? Eclairons-nous, civilisons-nous, élevons la condition matérielle et morale du peuple, tâchons de jouer dans le monde moderne le rôle qui a été dévolu à Athènes dans le monde ancien ; cela vaudra mieux que de nous multiplier comme des Chinois ou des lapins.

* *

Avant de se séparer, le Sénat a voté le projet de loi sur les syndicats, après avoir rejeté toutefois l'article 5, qui autorisait la formation des Unions syndicales non seulement dans le même département, mais encore sur tout le territoire de la république. Une des mauvaises conséquences de ce vote restrictif sera la dissolution obligatoire de « l'Union nationale des patrons », qui s'était rendue populaire dans le commerce parisien par sa direction intelligente et son esprit libéral. L'Union nationale va être obligée de vendre son hôtel et sa bibliothèque et de cesser la publication de son journal... à moins que la Chambre ne rétablisse l'article supprimé par le Sénat. Nous ne contestons pas les services que peut rendre le Sénat, mais il faut convenir que ses votes donnent parfois raison à ceux qui voudraient lui appliquer le traitement qu'il vient d'infliger à l'article 5.

* *

Les grèves continuent à se multiplier. On peut signaler la grève des mégissiers à Paris, des ouvriers mouleurs à Lille, des charretiers à Marseille, etc., etc., mais aucune de ces grèves n'est comparable, en importance et en originalité, à celle des *policemen* irlandais. Que dirions-nous si nos sergents de ville se mettaient en grève ? Si l'on considère l'état quasi-révolutionnaire où se trouve l'Irlande, cette coalition des agents sur lesquels repose le maintien de l'ordre public pourra sembler particulièrement dangereuse. Les Anglais ne paraissent pas cependant s'en être émus à l'excès. L'autorité n'a pas cru déroger à sa dignité en examinant les griefs des grévistes et en faisant droit à ceux qui lui paraissaient justifiés. N'était-ce pas le meilleur parti qu'elle eût à prendre ?

* *

L'immigration aux États-Unis a pris, dans l'exercice finissant le

30 juin dernier, des proportions tout à fait extraordinaires. D'après les renseignements fournis par le bureau de statistique de Washington, elle s'est élevée à 789,003 individus. En ajoutant à ce contingent celui de l'émigration dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, au Brésil, à La Plata et en Australie, on arrive à un total d'environ un million d'individus, abandonnant notre vieille Europe militarisée, réglementée et surchargée d'impôts, pour aller peupler d'autres régions où la vie est plus facile et plus libre. Voici, au surplus, quelle a été la progression de l'émigration aux États-Unis depuis dix ans. Après une dépression causée principalement par la crise américaine, elle a repris depuis trois ans son mouvement ascensionnel :

1873.....	459.803	1878.....	138.469
1874.....	313.339	1879.....	177.826
1875.....	227.498	1880.....	457.257
1876.....	169.986	1881.....	669.431
1877.....	141.857	1882.....	789.003

Voici maintenant, d'après la même statistique, quelle a été dans les deux dernières années la provenance de ce flot d'émigrants :

	En 1881.	En 1882.	Augmentation et diminution.
Angleterre et pays de Galles.	66.204	85.175	+ 18.971
Irlande.....	72.342	76.432	+ 4.090
Ecosse.....	15.158	18.937	+ 3.769
Autriche.....	21.109	16.770	— 4.339
Allemagne.....	210.485	249.505	+ 39.020
Norvège.....	22.705	29.100	+ 6.395
Suède.....	49.760	64.607	+ 14.847
Canada.....	125.391	98.308	— 27.083
Chine.....	11.890	39.579	+ 27.689
Autres pays.....	74.377	110.590	+ 36.213
	<u>789.003</u>	<u>669.431</u>	<u>119.572</u>

Il y a quelques années, l'émigration du Royaume-Uni occupait le premier rang, mais elle a été considérablement dépassée par l'émigration allemande. Il paraît que les bienfaits de l'unité ne compensent pas aux yeux des Allemands les fardeaux réunis du militarisme et du protectionnisme.

*
*
*

On écrit de New-York, 9 août, au *National* :

Lorsque les députés français se sont fait donner, moyennant une rétribution minime, des billets de parcours sur tous les chemins de fer

LARGUILLE (M^{me} Marie-Josèphe). *Une réflexion; les rentes sur l'État et les illusions de la vie humaine.* In-18 de xviii-110 p. Paris, impr. Roussel.

LEBRUN (C.). *La campagne des protectionnistes au Sénat; les traités de commerce, ou l'isolement et les guerres de tarifs.* In-8 de 102 p. Paris, Guillaumin.

MAZARON (J.-P.). *La revanche de la France par le travail, les besoins et les intérêts organisés; conférence de droit social; le travail et le commerce.* In-8 de 118 p. et portrait. Paris, Guillaumin.

NICOLESCO (Théodore). *L'État voiturier, étude sur le rachat des chemins de fer et leur exploitation par l'État.* In-8 de 34 p. Paris, Capionmont.

PÉRIN (Charles). *De la richesse dans les sociétés chrétiennes.* 3^e édition. 3 vol. in-18 de xii-418-436 et 448 p. Paris, Lecoffre.

Politique (la) positive et la question égyptienne. Protestation de la Société positiviste de Londres et de la

Société positiviste de Paris. In-18 de 10 p. Paris, Leroux.

PRACHE (Laurent). *Le droit de marché; son origine, sa transformation, sa légalité. Condition juridique et économique du preneur à marché.* In-8 de 58 p. Paris, Larose et Forcel.

RONDOT (Natalis). *Le commerce, l'industrie et le prix des matières textiles, des fils et des tissus dans l'année 1881; rapport fait au nom de la IV^e section de la commission permanente des valeurs.* In-8 de 28 p. Paris, impr. nationale. [Ministère du commerce.]

ROTH-LESENTIL (Edmond). *Du partage des sociétés, en droit romain; De la liquidation des sociétés commerciales, en droit français.* In-8 de 148 p. Cambrai, V^e Carion.

SCHULZEN (Victor). *Politique coloniale, 1871-1881.* In-8 de xl-300 p. Paris, Dentu.

ZANARDELLI (Tito). *L'opéraje italiano in casa sua e in casa d'altri.* Conferenza tenuta a Parigi, il 14 maggio 1882. In-18 de 48 p. Paris, Collombon et Brulé.

LES CHINOISERIES DE LA COMPTABILITÉ, par M. FRÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	449
COMPTES RENDUS. — <i>Publications du Cobden-Club</i> : Lettres sur la réciprocité, par sir LOUIS MALLET; <i>Le fermier de l'Ouest-Américain</i> , par M. GEORGES MEDLEY; <i>Examen des arguments protectionnistes</i> , par M. AUGUSTE MONGREDIEN; <i>Libre-échange transformé en Loyal-échange</i> , par M. PARRER; comptes rendus par M. E. MARTINEAU. — <i>L'organisation française, guide du citoyen</i> , par M. ALPHONSE BERTRAND; compte rendu par M. E. MICHELANT. — <i>Compte rendu de la situation commerciale et industrielle de la circonscription de Marseille pendant l'année 1880</i> ; — <i>Deux Républiques</i> , par M. EDOUARD PORTALIS; comptes rendus par M. ROUXEL.....	454
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — L'intervention de l'Angleterre en Égypte et le canal de Suez. — Les résultats du recensement de la population en France. — Le projet de loi sur les syndicats professionnels au Sénat. — Grève des <i>policemen</i> en Irlande. — L'immigration aux États-Unis. — Les billets de parcours gratuit sur les chemins de fer américains. — Mort de M. Stanley Jevons. — Par M. G. DE MOLINARI.....	465
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	471
TABLE DES MATIÈRES DU T. XIX ^e , 4 ^e série.....	473

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME XIX, 4^e SÉRIE.

JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

JOURNAL **DES** **ÉCONOMISTES**

REVUE
DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE
ET DE LA STATISTIQUE

41^e ANNÉE DE LA FONDATION

4^e SÉRIE. — 5^e ANNÉE

TOME VINGTIÈME

(OCTOBRE A DÉCEMBRE 1882)



PARIS

GUILLAUMIN ET C^e, ÉDITEURS

**De la Collection des principaux Économistes, des Économistes et Publicistes
contemporains, de la Bibliothèque des sciences morales et politiques,
du Dictionnaire de l'Economie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.**

RUE RICHELIEU, 14

1882



JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

DE LA FIXITÉ DE VALEUR

DE L'ÉTALON MONÉTAIRE

Pressé par les circonstances, je n'ai pu, lors de ma dernière communication au *Journal des Économistes*, en mai 1881, compléter la *Théorie mathématique du bimétallisme*. Je demande la permission de le faire aujourd'hui. Pour cela, il me reste à discuter la combinaison bimétallique au point de vue de la fixité de valeur de l'étalon monétaire.

Appelons, dans le système bimétallique, *franc d'argent* l'unité de quantité d'argent, par exemple les 5 grammes ou le demi-décagramme d'argent au titre de 9/10, et *franc d'or* non pas, comme on l'a fait, l'unité de quantité d'or, soit les 5 grammes ou le demi-décagramme d'or au titre de 9/10, mais la ω^{me} partie de cette unité. Dans notre Fig. 5, où ω était supposé égal à 10, ce franc d'or était le demi-gramme. En ce cas, la courbe $O'_q O'_p$ dont l'équation est $q = \omega F_o(\omega p)$, et que nous avons substituée à la courbe $O_q O_p$ dont l'équation est $q = F_o(p)$, était la courbe de prix en blé du franc d'or marchandise en fonction de la quantité.

Soient à présent (Fig. 7) deux axes rectangulaires : un axe horizontal $O t$, *axe des temps*, et un axe vertical $O p$, *axe des prix*. Sur le premier, nous portons des longueurs égales $O-1$, $1-2...$, correspondant à l'unité de temps ou, plus exactement, à l'intervalle égal qui sépare les calculs des prix supposés effectués d'après les données mathématiques. Sur le second axe, et sur des parallèles menées par les points 1, 2..., nous portons des longueurs correspondant :

1. Au prix en blé du franc d'argent, marchandise et monnaie, en supposant l'argent seule monnaie ;

2° Au prix en blé du franc d'or marchandise dans la même hypothèse;

3° Au prix en blé du franc d'or marchandise et monnaie en supposant l'or seule monnaie;

4° Au prix en blé du franc d'argent marchandise dans la même hypothèse;

5° Au prix commun en blé du franc d'argent et du franc d'or, en supposant l'argent et l'or tous deux monnaie.

Si l'on se reporte à nos explications précédentes et à notre Fig. 4, on verra qu'au début, soit après un temps zéro, la première quantité p'' , représentée par Op'' , est la racine de l'équation

$$Q_a = F_a(p'') + \frac{H}{p''};$$

la seconde π' , représentée par $O\pi'$, la racine de l'équation

$$\omega Q_o = \omega F_o(\omega \pi');$$

la troisième π'' , représentée par $O\pi''$, la racine de l'équation

$$\omega Q_o = \frac{H}{\pi''} + \omega F_o(\omega \pi'');$$

la quatrième p' , représentée par Op' , la racine de l'équation

$$Q_a = F_a(p');$$

et enfin la cinquième P , représentée par OP , la racine de l'équation

$$Q_a + \omega Q_o = F_a(P) + \frac{H}{P} \omega F_o(\omega P).$$

En conséquence, nous portons les longueurs Op'' , $O\pi'$, $O\pi''$, Op' et OP , à partir de l'origine O , sur l'axe vertical Op .

Après un premier intervalle de temps, les quantités Q_a , Q_o , H et les fonctions F_a , F_o ayant changé, les mêmes quantités seraient p''_1 , π'_1 , π''_1 , p'_1 , P_1 , représentées par les longueurs $1 p''_1$, $1 \pi'_1$, $1 \pi''_1$, $1 p'_1$, $1 P_1$ que nous portons sur la parallèle à l'axe vertical menée par le point 1 de l'axe horizontal.

Après un second intervalle, ces quantités seraient p''_2 , π'_2 , π''_2 , p'_2 , P_2 , représentées par les longueurs $2 p''_2$, $2 \pi'_2$, $2 \pi''_2$, $2 p'_2$, $2 P_2$, que nous portons sur la parallèle à l'axe vertical menée par le point 2 de l'axe horizontal.

Et ainsi de suite. Nous obtenons de cette façon les cinq courbes suivantes :

1° La courbe $p'' p''_1 p''_2 \dots$ courbe de variation de prix du franc d'argent marchandise et monnaie dans l'hypothèse du monométallisme-argent. Elle résulte analytiquement de l'équation

$$Q^a = F_a(p'') + \frac{H}{p''}$$

dans laquelle Q_a et H sont variables indépendantes, la fonction F_a change, et p'' est variable dépendante au lieu d'être une valeur déterminée ;

2° La courbe $\pi' \pi', \pi', \dots$ courbe de variation de prix du franc d'or marchandise dans la même hypothèse du monométallisme-argent. Elle résulte analytiquement de l'équation

$$\omega Q_o = \omega F_o (\omega \pi')$$

dans laquelle Q_o est variable indépendante, la fonction F_o change, et π' est variable dépendante au lieu d'être une valeur déterminée ;

3° La courbe $\pi'' \pi'', \pi'', \dots$ courbe de variation de prix du franc d'or marchandise et monnaie dans l'hypothèse du monométallisme-or. Elle résulte de l'équation

$$\omega Q_o = \frac{H}{\pi''} + \omega F_o (\omega \pi'')$$

dans laquelle Q_o et H sont variables indépendantes, F_o change, et π'' est variable dépendante ;

4° La courbe $p' p', p', \dots$ courbe de variation de prix du franc d'argent marchandise dans la même hypothèse du monométallisme-or. Elle résulte de l'équation

$$Q_a = F_a (p')$$

dans laquelle Q_a est variable indépendante, F_a change, et p' est variable dépendante ;

5° Enfin, la courbe $P P, P, \dots$ courbe de variation du prix commun du franc d'argent et du franc d'or dans l'hypothèse du bimétallisme. Elle résulte de l'équation

$$Q_a + \omega Q_o = F_a (P) + \frac{H}{P} + \omega F_o (\omega P)$$

dans laquelle Q_a , Q_o et H sont variables indépendantes, F_a et F_o changent, et P est variable dépendante.

La discussion des 1^{re}, 3^{me} et 5^{me} courbes fournira la conclusion cherchée sur les avantages respectifs du monométallisme et du bimétallisme au point de vue de la fixité de valeur de l'étalon monétaire.

Dans notre figure, pour simplifier, nous avons fait abstraction des variations de la quantité H et des changements des fonctions F_a et F_o ; et nous avons supposé seulement des variations des quantités Q_a et ωQ_o se faisant conformément aux courbes A et B (Fig. 6). Mais nos conclusions seront entièrement indépendantes de cette restriction.

Tout d'abord, il faut remarquer la similitude des deux courbes $p'' p'', p'', \dots$ $p' p', p', \dots$ d'une part et $\pi'' \pi'', \pi'', \dots$ $\pi' \pi', \pi', \dots$ d'autre part. Cette similitude est rationnelle. Le prix d'un métal qui est à la fois marchandise et monnaie est toujours supérieur au prix du

même métal qui n'est que marchandise, puisque l'attribution à ce métal de la fonction monétaire a pour résultat de diminuer la quantité réservée aux usages industriels et de luxe. D'ailleurs, cette adoption d'un métal comme monnaie, qui augmente son prix, augmente aussi les variations de ce prix sans en changer la nature. Ainsi, la courbe $p''p'',p'',\dots$ est semblable en même temps que supérieure à la courbe $p'p',p',\dots$, et la courbe $\pi''\pi'',\pi'',\dots$ semblable en même temps que supérieure à la courbe $\pi'\pi',\pi',\dots$.

Cela posé, revenons à notre Fig. 4, et voyons pourquoi le bimétallisme est effectif à l'origine. C'est parce que, si on faisait seulement de la monnaie d'argent, le franc d'argent prendrait une valeur p'' fournie par l'équation

$$Q_a = F_a(p'') + \frac{H}{p''},$$

et le franc d'or une valeur π' fournie par l'équation

$$\omega Q_o = \omega F_o(\omega \pi');$$

et que p'' étant $> \pi'$, on aurait avantage à transformer des francs d'or marchandise en francs d'or monnaie, ce qui entraînerait la baisse du franc d'argent monnaie par rapport au franc d'argent marchandise et une transformation d'argent monnaie en argent marchandise; et parce que, si on faisait seulement de la monnaie d'or, le franc d'or prendrait une valeur π'' fournie par l'équation

$$\omega Q_o = \frac{H}{\pi''} + \omega F_o(\omega \pi''),$$

et le franc d'argent une valeur p' fournie par l'équation

$$Q_a = F_a(p');$$

et que, π'' étant $> p'$, on aurait avantage à transformer des francs d'argent marchandise en francs d'argent monnaie, ce qui entraînerait la baisse du franc d'or monnaie par rapport au franc d'or marchandise et une transformation d'or monnaie en or marchandise.

Ainsi : — *Le bimétallisme n'est effectif qu'à la condition que le prix du franc d'argent marchandise et monnaie soit supérieur au prix du franc d'or seulement marchandise et que le prix du franc d'or marchandise et monnaie soit supérieur au prix du franc d'argent seulement marchandise; c'est-à-dire tant que la courbe $p''p'',p'',\dots$ est supérieure à la courbe $\pi'\pi',\pi',\dots$ et la courbe $\pi''\pi'',\pi'',\dots$ supérieure à la courbe $p'p',p',\dots$. C'est ce qui a lieu, dans notre figure, pendant les 10 premiers intervalles de temps, puis de 15 à 25, puis de 35 à 45.*

Le prix commun P du franc d'argent à la fois marchandise et

monnaie et du franc d'or à la fois marchandise et monnaie est alors fourni par la racine de l'équation

$$Q_a + \omega Q_o = F_a(P) + \frac{H}{P} + \omega F_o(\omega P);$$

et l'on a, d'une part,

$$F_a(P) + \frac{H}{P} > Q_a > F_a(P),$$

et aussi, d'autre part,

$$\frac{H}{P} + \omega F_o(\omega P) > \omega Q_o > \omega F_o(\omega P),$$

puisque alors la quantité totale d'argent Q_a et la quantité totale d'or Q_o sont l'une et l'autre en partie marchandise, pour des quantités Q'_a et Q'_o , et en partie monnaie, pour des quantités Q''_a et Q''_o , la première inégalité entraînant d'ailleurs évidemment la seconde, et réciproquement.

Or, nous avons

$$Q_a = F_a(p') = F_a(p'') + \frac{H}{p''}$$

et

$$\omega Q_o = \omega F_o(\omega \pi') = \frac{H}{\pi''} + \omega F_o(\omega \pi'').$$

Nous avons donc aussi

$$F_a(P) + \frac{H}{P} > F_a(p'') + \frac{H}{p''},$$

ce qui suppose que p'' est $> P$, et

$$F_a(p') > F_a(P),$$

ce qui suppose que P est $> p'$. Et nous avons, en outre,

$$\frac{H}{P} + \omega F_o(\omega P) > \frac{H}{\pi''} + \omega F_o(\omega \pi''),$$

ce qui suppose que π'' est $> P$, et

$$\omega F_o(\omega \pi') > \omega F_o(\omega P),$$

ce qui suppose que P est $> \pi'$.

Ainsi : — *Quand le bimétallisme est effectif, le prix commun du franc d'argent marchandise et monnaie et du franc d'or marchandise et monnaie est à la fois inférieur au prix du franc d'argent marchandise et monnaie et supérieur au prix du franc d'or seulement marchandise, dans le monométallisme-argent ; et il est aussi à la fois inférieur au prix du franc d'or marchandise et monnaie et supérieur au prix du franc d'argent seulement marchandise dans le monométallisme-or ; c'est-à-dire que la courbe PP, P, \dots est à la fois inférieure aux deux courbes $p''p'', p'', \dots$ $\pi''\pi'', \pi'', \dots$, et supérieure aux deux courbes*

$\pi'\pi', \pi', \dots p'p', p, \dots$ C'est ce qui a encore lieu, dans notre figure, pendant les mêmes intervalles de temps que ci-dessus.

Revenons encore à la Fig. 4, et voyons comment le bimétallisme se résout en monométallisme. Il se résout en monométallisme-argent quand Q_a devient égal à ou plus grand que $\pi'\mu'$, ou quand ωQ_o devient égal à ou plus petit que $m''n''$. Il se résout en monométallisme-or quand ωQ_o devient égal à ou plus grand que $m'n'$, ou quand Q_a devient égal à ou plus petit que $\pi''\mu''$. Dans les deux premiers cas, le prix du franc d'argent p'' est fourni par l'équation

$$Q_a = F_a(p'') + \frac{H}{p'},$$

et le prix du franc d'or π' est fourni par l'équation

$$\omega Q_o = \omega F_o(\omega \pi').$$

Mais, p'' étant égal à ou plus petit que π' , on n'a pas avantage à transformer de l'or marchandise en or monnaie. Dans les deux derniers cas, le prix du franc d'or π'' est fourni par l'équation

$$\omega Q_o = \frac{H}{\pi''} + \omega F_o(\omega \pi''),$$

et le prix du franc d'argent p' est fourni par l'équation

$$Q_a = F_a(p').$$

Mais π'' étant égal à ou plus petit que p' , on n'a pas avantage à transformer de l'argent marchandise en argent monnaie.

Ainsi : — *Le bimétallisme se résout en monométallisme-argent dès que le prix du franc d'or seulement marchandise devient supérieur au prix du franc d'argent marchandise et monnaie ; c'est-à-dire tant que la courbe $\pi'\pi', \pi', \dots$ est supérieure à la courbe $p''p'', p'', \dots$, comme cela a lieu dans la Fig. 7 pendant les 5 intervalles de temps de 10 à 15. Il se résout en monométallisme-or dès que le prix du franc d'argent seulement marchandise devient supérieur au prix du franc d'or marchandise et monnaie ; c'est-à-dire tant que la courbe $p'p', p', \dots$ est supérieure à la courbe $\pi''\pi'', \pi'', \dots$, comme cela a lieu pendant les 10 intervalles de temps de 25 à 35.*

Il est d'ailleurs évident que : — *Quand le bimétallisme se résout en monométallisme-argent, le prix du franc d'argent marchandise et monnaie demeure inférieur au prix du franc d'or marchandise ; et que, quand il se résout en monométallisme-or, le prix du franc d'or marchandise et monnaie demeure inférieur au prix du franc d'argent marchandise. Il n'y a plus alors de prix commun du franc d'argent et du franc d'or. La courbe PP, P, ... s'interrompt.*

Dans des circonstances telles que celles auxquelles correspondrait notre figure, le résultat de la substitution du bimétallisme au monométallisme-argent, pendant la période 0—45, aurait été de substituer, comme courbe de variation de prix en blé de l'éta-

lon numéraire et monétaire, la courbe $PP_1P_2...P_{10}p''_{11}...P_{15}...P_{25}\pi''_{26}...P_{35}...P_{45}$ à la courbe $p''p''_1p''_2...p''_{45}$. Le résultat de la substitution du bimétallisme au monométallisme-or aurait été de substituer la même courbe à la courbe $\pi''\pi''_1\pi''_2... \pi''_{45}$. Les circonstances auxquelles correspondrait notre figure n'ont sans doute aucun rapport avec la réalité, d'autant moins que nous avons fait abstraction de certains éléments, tels entre autres que les variations du chiffre de la circulation à desservir et les changements dans l'utilité des métaux précieux considérés comme marchandises, qui auraient augmenté ou diminué les effets des variations dans leur quantité; mais il n'en est pas moins certain que la courbe $PP_1P_2...$ subit des phases d'élévation et d'abaissement moins considérables que les deux courbes $p''p''_1p''_2... \pi''\pi''_1\pi''_2...$, puisqu'elle est toujours inférieure à ces deux dernières et qu'elle se confond seulement avec la plus basse des deux dès que l'autre tend à s'élever sensiblement par rapport à cette dernière. La fixité remarquable de la valeur de l'étalon bimétallique dans notre exemple tient toutefois à ce que, dans cet exemple, les variations dans la quantité de l'or et de l'argent, qui sont les seules dont nous ayons tenu compte, se contrarient le plus souvent. Quand ces variations sont dans le même sens, ainsi que cela arrive au commencement et à la fin de la période considérée, les variations de la courbe de prix de l'étalon bimétallique sont sensiblement égales aux variations des courbes de prix de l'un ou l'autre des deux étalons monométalliques.

Ainsi : — *L'étalon bimétallique conserve une certaine fixité relative de valeur dans les cas où les étalons monométalliques auraient varié en sens inverse. Il varie autant qu'eux dans les cas où ils auraient varié dans le même sens.*

En somme, le bimétallisme se confie au hasard, tout comme le monométallisme, au point de vue de la fixité de valeur de l'étalon monétaire; il a seulement quelques chances de plus en sa faveur.

La courbe $PP_{10}P_{15}P_{25}P_{35}P_{45}$ a déjà été entrevue et signalée dans les controverses entre économistes au sujet du bimétallisme. C'est elle que feu W. Stanley Jevons, si déplorablement enlevé à la science il y a quelques semaines, a voulu et cru donner au ch. XII de son ouvrage sur *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, intitulé : *La lutte des étalons*, et qui a été souvent invoquée et reproduite de confiance par les bimétallistes. Mais il y a, entre la courbe P, déduite mathématiquement des conditions de valeur de la monnaie, et la courbe D de Jevons, posée empiriquement, une différence notable. Cette courbe P est parfois distincte des deux courbes p'' et π'' auxquelles elle est inférieure; elle l'est, par

C'est à quoi l'on arriverait non pas par le bimétallisme, mais par le monométallisme-or combiné avec un billon d'argent distinct de la monnaie divisionnaire et qu'on introduirait dans la circulation ou qu'on en retirerait de manière à ce que le prix de l'étalon multiple ne variât pas. Ce billon serait tout à fait analogue à celui que constituent en fait nos pièces de 5 francs d'argent en ce moment, et l'opération qui consisterait à en augmenter et à en diminuer la quantité ne serait pas plus extraordinaire que celle qui consiste à tantôt reprendre et tantôt suspendre la frappe des écus. Ainsi, en réalité, il s'en faut peut-être d'assez peu que l'état actuel des choses, qui est un gâchis parce qu'il est subi et non voulu et qu'on n'en connaît bien ni les causes ni les conséquences, ne devienne un état rationnel, et il ne faut pas le modifier du tout au tout sans savoir ce que l'on fait. Mais je ne veux pas traiter aujourd'hui ces questions d'économie politique appliquée et d'économie politique pratique ; et il me suffira d'avoir fixé, comme je le crois, quelques points importants de la théorie pure de la monnaie.

LÉON WALRAS.

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

ET

LE SYSTÈME TORRENS

I.

On a parlé, ces dernières années, d'une baisse sur la propriété foncière en France. Cette baisse avait été très exagérée par les protectionnistes qui fabriquaient le spectre américain et voulaient nous persuader que la France serait ruinée du moment qu'au lieu de manquer de pain et de viande, elle pourrait manger du blé et de la viande venant des États-Unis.

Mais nous concédons volontiers que la propriété foncière ne vaut pas en France ce qu'elle devrait valoir, et voici pourquoi.

Si un objet peut circuler facilement, un cours s'établit entre les nombreux vendeurs et acheteurs qui l'échangent ; et s'il n'y a point d'impedimenta entre eux, de barrières de douanes, de contributions indirectes, de monopoles ni de privilèges, on peut dire que sa valeur a été exactement fixée par la loi de l'offre et de la demande.

Deux conditions sont nécessaires pour la circulation rapide d'un objet : 1° le bon marché de l'échange ; 2° la sécurité de l'échange.

Aujourd'hui vous voudriez bien acheter une terre, une maison, une propriété immobilière quelconque. Mais vous hésitez. Il vous faudra passer par l'intermédiaire d'un notaire. On peut évaluer à 3 0/0 de la valeur de la propriété le coût de cet intermédiaire. Il vous faut ensuite payer des droits de timbre et d'enregistrement qui sont tels que si la propriété subit une dizaine d'échanges, le fisc aura absorbé sa valeur. Ce n'est pas tout. Toutes les formalités nécessitées pour constituer les titres de la propriété, en vérifier la validité, vous prendront du temps.

Enfin, vous voilà en possession de votre propriété ; mais demain, un procès surgit, vous êtes obligé de le soutenir, de défendre votre bornage, de résister à telle ou telle prétention de servitude que veut vous imposer un voisin. Nouveaux papiers timbrés, avoué, avocat, perte de temps, inquiétudes, ruine peut-être.

Supposez maintenant que la translation fût presque gratuite, qu'elle fût délivrée de l'impôt que prélève le notaire, que les droits de timbre et d'enregistrement fussent unifiés et abaissés, que les formalités fussent réduites à une seule, qui, au lieu d'exiger des semaines, des mois, n'exigerait plus qu'un ou deux jours ; supposez maintenant que le nouveau possesseur de la terre fût garanti contre tout risque de procès, qu'arriverait-il ?

On achèterait une terre, une maison, comme on achète un titre de rentes, une obligation de la ville de Paris ou une action de chemin de fer. On achèterait sans hésiter, parce qu'on serait sûr de pouvoir réaliser quand on voudrait, et qu'on n'aurait aucune inquiétude au point de vue des risques. Il y aurait donc immédiatement une augmentation de demande de la propriété et, par conséquent, une augmentation de valeur pour elle.

Tout acheteur achète un champ, un bois, une maison, une ferme, parce qu'il croit qu'il en fera meilleur usage que son vendeur. De plus, il n'est jamais satisfait de l'état dans lequel il trouve son acquisition. Il y fait donc toujours un certain nombre de transformations plus ou moins heureuses ; mais il est très rare qu'il n'y en ait pas quelques-unes qui ne lui soient véritablement profitables. De là encore, nouvelle cause d'augmentation de valeur pour la propriété.

Je ne crois pas nécessaire d'insister. Tout le monde est d'accord sur ces principes. Reste une question : — Comment rendre la translation de la propriété presque gratuite, presque instantanée et à l'abri de tout risque ?

II

Si je mettais en avant un système, sorti de mon cerveau, tout neuf, n'ayant point encore subi l'épreuve de l'expérience, on ne manquerait pas de crier à l'utopie. Heureusement que le procédé, grâce auquel on peut résoudre la question posée ci-dessus, existe, est appliqué depuis 1855 ; ce n'est point une invention que je propose, c'est une simple importation.

Ce système porte, dans le public, et conservera dans l'histoire des réformes économiques le nom de *Système Torrens*, du nom de l'homme qui en a trouvé le mécanisme et a réussi à le faire appliquer en 1855, dans l'Australie du Sud (Adélaïde). Il a été successivement adopté par Queensland, la Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, la Tasmanie, l'Australie Occidentale, la Nouvelle-Zélande, la Colombie Britannique, Fiji, et par l'Etat d'Iowa, aux Etats-Unis. En Angleterre, on étudie la possibilité de l'appliquer, et le *Cobden club* vient de publier une brochure de sir Robert Torrens sur ce sujet.

Le titre légal de ce système est *Registration of title*. Cette désignation en indique le caractère.

Aujourd'hui, en France, comme dans presque tous les autres pays, on enregistre l'acte de transfert. Dans le *Système Torrens*, c'est le titre même qui est enregistré.

Son application est facultative. Un propriétaire est libre de laisser sa terre ou sa maison sous l'ancienne législation ou de la placer sous le régime du *Système Torrens*. Dans ce dernier cas, il envoie au bureau d'enregistrement ses titres, avec un plan de sa propriété ; les titres sont soumis à des hommes spéciaux qui les examinent, comme s'ils devaient acheter la propriété sous le régime antérieur.

La description de la propriété est-elle suffisamment claire ? Le demandeur est-il en possession indiscutable de cette propriété ? Quelles sont les charges qui la grèvent ? N'est-elle pas frappée de servitudes ? Des annonces sont faites dans les journaux, une lettre spéciale est adressée aux propriétaires voisins. Pendant un délai de trois mois, dans certains pays, de six mois dans d'autres, si des contestations s'élèvent, le propriétaire doit les vider à ses frais.

Ces contestations une fois vidées, ou si aucune réclamation ne s'est produite dans ce laps de temps, le bureau d'enregistrement met la propriété sous le régime de la *Registration of title*.

Il inscrit sur le folio spécial d'un registre le titre de la propriété avec plan à l'appui. Il énumère sur ce registre toutes les charges,

dant 20 ans, il avait administré une banque spécialement destinée à ces opérations et qu'il n'avait pas rencontré une seule difficulté.

Voici le tarif de l'Australie du sud, tel qu'il a été établi par l'acte complémentaire du 3 décembre 1861. Pour placer une terre sous le régime de l'*Acte Torrens*, on doit payer aux commissaires des titres, non compris les frais de publication et d'avertissement : quand la propriété consiste dans une concession postérieure au 17 mars 1842, sans autre complication, 2 sh. (2 fr. 50) ; quand le titre est d'une autre nature et que sa valeur dépasse 300 liv. st., 1 liv. (25 fr.) ; quand la valeur de ce titre dépasse 200 liv. st., mais non 300 liv. st., 15 sh. (18 fr. 25) ; quand sa valeur dépasse 100 liv. st., mais non 200 liv. st., 10 sh. (12 fr. 50) ; quand sa valeur ne dépasse pas 100 liv. st., 5 sh. (6 fr. 25). Ainsi le minimum du tarif pour l'incorporation d'une terre est de 2 fr. 50 et le maximum de 25 fr.

L'enregistrement successif de tout acte de transfert, d'hypothèque, de location, est presque partout de 10 sh. ; mais, dans la Nouvelle-Galles du sud, le transfert entre vifs n'est soumis à aucun droit.

Nous avons vu que toutes les colonies anglaises de l'Océanie avaient adopté successivement ce système. En septembre 1880, lord Kimberley envoya une circulaire aux gouverneurs de ces colonies pour leur demander des renseignements sur le fonctionnement de l'*Acte Torrens*. Les réponses ont été imprimées par l'ordre de la Chambre des communes, en mai 1881. Toutes en constatent le succès. Dans l'Australie du sud, c'est une exception, une curiosité que de voir une terre qui ne soit pas sous ce régime. Il faut qu'elle soit restée entre les mains du propriétaire, sans subir d'hypothèques ni de partages. A la fin de 1879, dans Queensland, 98,18 pour 100 de terres y étaient soumises. Tout acquéreur d'une propriété, tout prêteur sur hypothèque, exige d'abord que la propriété soit placée sous l'*Acte*. On ne voit personne y renoncer. Il se plie à toutes les transactions, aux plus simples comme aux plus compliquées. Le chef du *Real property transfer office* de Victoria dit : « Nous avons enregistré des titres d'une valeur variant de 5 liv. st. (125 fr.) à 100,000 liv. st. (2,500,000 fr.) et plus. » Tous les rapports se terminent par ce refrain : « No practical difficulty. » A la date de 1880, il avait pourvu à 537,000 transactions et, instrument docile, il avait pu se prêter à toutes les combinaisons dont la propriété est susceptible.

Sir Robert Torrens, qui a le légitime orgueil de cette réforme féconde et qui voudrait la naturaliser en Europe, m'écrivait récemment : « Elle a eu pour résultat de substituer la sécurité à l'incer-

en tête de cet article, ne vaudrait-il pas mieux faire porter ce dégrèvement sur les droits de transmission entre vifs d'immeubles à titre onéreux qui sont de 6 fr. 88 pour 100?

Certaines personnes, ayant le fétichisme du Code civil, ne manqueront pas de considérer que le *Système Torrens* est une menace contre lui. Je me bornerai à rappeler qu'il n'est que facultatif, qu'il peut subsister à côté de n'importe quelle législation. Mais ces timorés insistent et disent : — Le Code civil a voulu faire des terres et des maisons des propriétés immobilières, c'est-à-dire immobiles, et vous les mobilisez !

Nous en sommes fâchés ; mais je suis prêt à avouer mon dessein coupable et irrespectueux ; c'est bien, en effet, cette mobilisation que je voudrais voir établir.

Le principal devoir économique de l'État est de faciliter la circulation et d'assurer la sécurité des choses et des personnes. Le *Système Torrens* réunit ces deux conditions au plus haut degré pour la propriété immobilière. Je n'insiste pas sur les conséquences psychologiques qu'il produirait sur les petits propriétaires français. Tout le monde sait l'horreur et la terreur que « les papiers » inspirent à nos paysans ; cette horreur et cette terreur sont bien justifiées par les grimoires dont on les encombre. Tous s'empresseraient de les changer contre une simple feuille de papier qui contiendrait la situation exacte de leur propriété, qu'ils pourraient frapper d'hypothèque presque sans frais, engager discrètement dans une banque entre deux récoltes, et échanger avec la même facilité et la même sécurité qu'on échange un billet de banque¹.

YVES GUYOT.

¹ Voir : *Certain acts passed by the legislation of south Australia and New Zealand relating to the registration and transfer of land* (House of commons, march 1862.) — *Return Registration of title* (Australian colonies), 8 mai 1872. — *Report and evidence, land titles and transfer committee*, june 1879. — *Official reports on the working of the system in the colonies in reply to Law Kimberley's circular* (10 mai 1881). — *An essay on the transfer land by registration*, by sir Robert Torrens. (Publication du Cobden-Club, 1882.)

LES TRANSFORMATIONS DU LUXE

CHEZ LES PEUPLES MODERNES

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT ¹

L'ouvrage que M. H. Baudrillart, de l'Institut, a consacré à l'histoire du luxe est assurément un des plus considérables et en son genre des plus remarquables que les sciences morales et politiques ont produits chez nous et à l'étranger depuis longtemps. Je connais peu de livres aussi savants et aussi attrayants à la fois ; j'en connais peu où l'on rencontre un mélange aussi heureux de minutieux détails et d'aperçus élevés. Il serait, je crois, difficile de présenter une plus grande accumulation de faits dans un plus bel ordre, avec plus d'élégance, d'aisance, et de transparente clarté. L'auteur, on le sent, ne cesse pas d'être le maître de son vaste sujet ; il le domine et l'anime d'un bout à l'autre de cette œuvre vraiment magistrale qui se déroule dans quatre volumes dont le premier a plus de cinq cents pages, et le quatrième plus de sept cents. Joignez à cela les qualités d'un style excellent, où l'expression est forte, pittoresque, éloquente. De là vient que cette histoire du luxe, dont le cadre est presque immense, qui s'étend depuis les origines de la civilisation jusqu'à notre temps, offre une lecture singulièrement agréable ; les chapitres s'y succèdent comme autant de tableaux qui nous séduisent tour à tour par le relief, par la vie intense, par la diversité des images qu'ils font passer sous nos yeux.

I

Le premier volume comprend une partie de l'antiquité. M. Baudrillart y remonte aux âges les plus lointains. Dans les vestiges des sociétés préhistoriques, dans ces cavernes où l'on trouve les haches de silex et les colliers d'ambre de nos mystérieux ancêtres, mêlés à leurs ossements et à ceux du mammouth ou du renne, dans ces outils grossiers, parmi ces ornements barbares, l'historien recherche et signale les premières apparitions du luxe tel qu'il a dû peu à

¹ *Histoire du luxe privé et public depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, par M. H. Baudrillart, membre de l'Institut. T. IV. *Le luxe dans les temps modernes*, deuxième édition. Un volume in-8. Paris, Hachette, 1882.

peu se produire en cette enfance du monde naissant. Au fait, n'avons-nous pas aujourd'hui encore, en Amérique, en Afrique et dans les archipels de l'Océanie, les vivants exemplaires de cette humanité primitive ? N'avons-nous pas ces peuplades sauvages qui sont demeurées, sinon retournées presque au même point où était l'homme il y a des milliers d'années ? Peuples misérables, êtres deshérités en qui l'âme semble luire à peine, qui languissent tristement enchaînés dans les liens de la vie animale ! Et pourtant, les plus arriérés raffinent dans leur parure autant et plus peut-être que les hommes des époques et des nations les plus civilisées. Tel nègre papou, qui vit comme un animal à l'état de nature, met dans l'échafaudage bizarre de sa coiffure, dans la composition symétrique des dessins dont ses membres sont tatoués, plus de temps, de patience et d'art scrupuleusement formaliste que n'en ont mis jamais les femmes les plus coquettes de l'ancienne Rome ou du Paris moderne. C'est là un fait étrange, que les témoignages des voyageurs nous confirment, et qui prouve combien le luxe est commun à tous les temps, à toutes les races, à tous les degrés de la civilisation ou de la barbarie. Il est né avec l'homme, il a ses racines dans les sentiments et dans les instincts impérissables de notre nature.

Cette partie du premier volume, relative au luxe primitif, est certes curieuse ; mais je ne puis m'y arrêter. Un long article suffirait tout au plus à rendre compte de ce volume qui embrasse l'histoire du luxe dans l'Orient et dans l'antique Grèce. Que de récits, d'aperçus, de détails de toute sorte ! A la vérité bon nombre sont trop classiques pour n'être pas bien connus. Qui n'a lu, dans Plutarque, ou dans un de ces livres de science vulgarisée comme on en met dans nos mains dès l'enfance, qui n'a lu ces descriptions, ces traits frappants et célèbres du luxe de la société païenne ? Cette impression, que tout cela est très intéressant mais très connu, s'accroît à mesure que l'on avance dans la lecture du livre de M. Baudrillart. Il est certain que l'écrivain qui a entrepris une histoire aussi générale, on pourrait presque dire aussi universelle, se condamne le plus souvent à une érudition de seconde main. C'est la condition des œuvres d'ensemble ; on n'y peut pas, on n'y doit pas pénétrer jusqu'au fond des choses, mais effleurer d'une plume rapide la surface et l'enveloppe des sujets. Cela tient à l'infirmité de notre esprit qui perd en profondeur tout ce qu'il acquiert en étendue. La division du travail est sa loi, et s'augmente avec le progrès de la science même. — Il me semble que l'on doit se fatiguer à la longue de cette course à travers l'histoire, à travers les provinces les plus diverses

fleurit en Espagne sous les Omniades de Cordoue, et le luxe gothique en Angleterre, en France, en Allemagne ! entre le luxe féodal et monarchique de ces pays du nord, et le luxe artistique, poétique, élégant d'une république aristocratique, telle que Venise, ou démocratique, telle que Florence, ou d'une capitale religieuse, telle que la Rome du saint-siège ! — Et je ne parle pas de cette société byzantine, laquelle forme un monde à part, trop peu connu et trop méprisé peut-être. C'est dans le second volume que M. Baudrillart a étudié le luxe byzantin, comme une suite naturelle du luxe romain dont il procède, avec des différences qui résultent de la prédominance du génie grec à Constantinople, et de cette caducité dont la vieillesse extrême des empires n'est pas plus exempte que celle des individus. Singulier spectacle, et vraiment unique, que celui de cet empire byzantin qui se conservait, à travers tant de changements, sans se renouveler aux influences vivifiantes du dehors. C'est un je ne sais quoi indéfinissable. Ce n'est ni l'antiquité, ni le moyen âge, ni les temps modernes ; ce n'est ni la Grèce, ni l'Italie, ni l'Occident, ni l'Orient ; c'est un composé de tout cela, enfermé dans les limites toujours plus étroites d'un empire battu en brèche de toutes parts. Quand on pénètre dans ce monde byzantin, il semble qu'on y respire l'atmosphère étouffée et l'odeur particulière des nécropoles. Ah ! les nations ont comme chacun de nous leurs différents âges, leur enfance, leur adolescence, leur maturité, et tantôt leur verte vieillesse, encore robuste et féconde, tantôt leur impuissante et lamentable décrépitude ! Que l'on compare l'image de ce peuple byzantin qui, en 1453, était moins semblable à un être vivant qu'à une momie desséchée et roidie dans ses bandelettes, et l'apparition radieuse de ces sociétés rajeunies d'Occident dont le génie souple et reverdissant se ranimait, au sortir du sombre moyen âge, et éclatait en une charmante et incomparable floraison ! Ce contraste se reflète naturellement dans les formes du luxe non moins que dans les conditions de l'art et dans l'état des croyances, dont le luxe subit toujours l'influence et la direction.

Ce qui prédomine dans le luxe comme dans toute la société au moyen âge, c'est l'élément religieux. Ce qui prédomine, au contraire, dans les temps modernes, c'est l'élément, pour ainsi dire, laïque et civil. Mais ce qui caractérise surtout le luxe moderne, c'est qu'il s'étend de siècle en siècle, c'est qu'il descend toujours plus profondément dans les couches sociales. Il a passé de la grande aristocratie à la noblesse et à la haute bourgeoisie, de celle-ci à la bourgeoisie inférieure, et voici que de nos jours il se *démocratise* et peu à peu gagne le peuple. C'est cette évolution et ce progrès

depuis trois cents ans que M. Baudrillart a retracé dans son quatrième volume.

II

Ce volume commence avec le règne de Henri IV, qui forme une période de transition dans l'histoire du luxe, comme dans l'histoire de la société et des lettres françaises. Il en est de même du règne de Louis XIII. Durant cette première partie du xvii^e siècle, M. Baudrillart signale entre autres deux faits qui marquent bien les temps nouveaux. C'est d'abord l'introduction ou pour mieux dire l'essor en France de l'industrie de la soie, sous l'impulsion de trois hommes : Olivier de Serres, qui la prône; Henri IV, qui la favorise malgré Sully; et le contrôleur général des finances, Barthélemy de Laffemas, qui la règle. Est-ce à dire que la culture du mûrier, l'élève du ver à soie, et l'art d'en tisser les produits précieux fussent inconnus en France avant le règne de Henri IV? Assurément non, et il y avait déjà à Avignon, à Nîmes, à Tours, à Lyon, une fabrication indigène. Mais cette fabrication était insignifiante et c'est seulement sous le roi Henri IV qu'on la vit prendre son rapide essor.

Le second fait caractéristique est l'agrandissement de Paris sous Louis XIII. Avant les transformations qui, de nos jours, ont si profondément modifié l'aspect de la capitale, aucune peut-être ne mérite plus d'attention. C'est en vérité le commencement de notre Paris moderne. Ce changement s'accomplit de deux manières : d'une part, l'industrie privée bâtit avec ardeur, et des quartiers nouveaux s'élèvent là où naguère on ne voyait que jardins, prairies ou cultures. Le Marais, l'île Saint-Louis, le grand et le petit Pré aux Clercs, le quartier Montmartre offrent tout à coup quantité de belles maisons, propres et commodes. Les villes ont ainsi leurs crises et leurs fièvres de croissance. Elles ne s'étendent pas toujours par un accroissement régulier, partiel et imperceptible; mais aussi par accès intermittents et brusques, *per saltus*. Elles semblent, durant des années, demeurer stationnaires, et soudain elles se remettent en marche. Nous le voyons bien aujourd'hui. Mais ce ne fut pas seulement la spéculation des propriétaires et le faste des grands seigneurs qui transformèrent alors la capitale. Le gouvernement de Richelieu y eut une grande part. Des monuments publics furent entrepris ou achevés, et contribuèrent à embellir la grande ville, qui reçut dès lors ce cachet de majesté imposante que le xvii^e siècle imprimait déjà à ses œuvres.

Il se produit enfin, sous Louis XIII, un troisième fait qu'il faut rappeler, non comme un symptôme de l'esprit qui anime les âges

nouveaux à l'endroit du luxe, mais tout au contraire comme un dernier vestige de ce vieil esprit d'inquisition et de réglementation aussi impuissante qu'abusive, qui a reparu maintes fois depuis l'antiquité jusqu'au milieu des temps modernes; je veux parler des lois et édits somptuaires par lesquels les gouvernements ont tenté, mais toujours en vain, de réfréner le luxe privé dans ses deux manifestations principales : la table et le costume. Il y a là toute une histoire à part que l'on peut suivre aisément dans les quatre volumes de M. Baudrillart; histoire doublement curieuse pour le moraliste qui y observe l'impuissance des lois à réformer les mœurs, et pour l'économiste qui constate la fragilité de ces digues éphémères que les pouvoirs publics essaient parfois d'opposer à l'empire des forces souveraines qui régissent la production, la distribution et la consommation des richesses. C'est un spectacle piquant et instructif; il démontre à merveille combien l'homme est le même chez tous les peuples et dans tous les temps. Le procédé du législateur qui édicte les lois somptuaires ne varie pas plus que les abus supposés ou réels qu'il combat. Il n'est pas autre à Athènes, autre à Rome, autre sous Philippe-le-Bel, autre sous Louis XIII. Le détail des prescriptions peut se modifier, mais le fond ne change pas. Il suffit de comparer les lois de Solon, qui réglaient la parure des femmes, limitaient dans les banquets le nombre des convives, obligeaient les traiteurs à tenir l'autorité au courant des repas qu'on leur commandait, — les lois inspirées par Caton le censeur, qui réglementaient avec une incroyable minutie les dépenses de la table, comptant les invités, ordonnant les menus, et réfrénaient durement le faste des matrones, — les ordonnances de Philippe-le-Bel, qui réduisaient l'ordinaire des bourgeois à deux plats, « avec le potage aux harengs pour les jours de jeûne et non compris le fromage », et ne permettaient à leurs femmes « qu'une paire de robes par an », — et les lois qui, sous Louis XIII, disposaient que chez le traiteur on ne pourrait dépenser qu'un écu par tête, que chez soi l'on n'aurait sur sa table que trois services, limitaient à deux les bandes de broderie de soie sur les vêtements, etc. Il y eut encore de ces édits sous le règne de Louis XIV. L'un, de 1656, interdisait les chapeaux de castor coûtant plus de 50 livres. Un autre, de 1700, s'attaqua aux parures des personnes « vendant, trafiquant... » y compris notaires et procureurs. En 1708, année de misère, un nouvel édit somptuaire bannissait l'or du costume. Ce fut, je crois, le dernier; car les édits du contrôleur général Silhouette, sous Louis XV, n'ont pas précisément ce caractère : ce sont des taxes somptuaires, ce qui est fort différent.

Le luxe fut grand sous la régence d'Anne d'Autriche et de Maza-

seulement un personnage curieux, brillant, touchant même, malgré ses fautes, par la rigueur de l'expiation, et grâce à l'amitié fidèle qu'il a inspirée dans son infortune à quelques immortels écrivains; il est en outre un personnage caractéristique, il est le plus éclatant sinon le suprême représentant de ces financiers, de ces traitants, de ces *maltôtiers* célèbres, dont les richesses forment un des traits saillants de la société française sous l'ancien régime. Les financiers de la vieille monarchie tiennent une place importante dans l'histoire du luxe; ils ont de tout temps contribué grandement à l'entretenir et à l'accroître. Durant la minorité de Louis XIV, leur faste atteignit à son apogée avec Fouquet¹. — Mais déjà le jeune roi méditait cette merveille de Versailles qui devait éclipser tout. C'est là, dès lors, c'est à la cour que le luxe semble concentré sous son règne. Paris est comme oublié, et ce n'est qu'après la mort du grand roi qu'il reparait en pleine lumière, et recommence à attirer les regards du monde.

Je n'essayerai pas de suivre M. Baudrillart dans les divers chapitres qu'il a consacrés à l'histoire du luxe sous l'ancienne monarchie française, sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. Les détails instructifs, amusants même y abondent; chacune de ces époques y revit avec sa physionomie distincte. Mais nombre de ces détails nous sont presque familiers, et il me semble que l'historien, en s'y attachant avec une attention un peu exclusive, a laissé dans l'ombre un autre aspect moins attrayant peut-être, moins en vue à coup sûr, mais non moins important. de son grand sujet. C'est fort bien d'étudier l'ancien régime à Versailles et à Paris. Mais Versailles et Paris n'étaient pas la France. Quels étaient les degrés, quelles étaient les formes du luxe dans les provinces du royaume, dans les grandes villes et dans les petites villes même? Comment y vivait-on? Quel était le train d'un bourgeois de Caen ou de Marseille, de Valenciennes ou de Bayonne? Quel était le train des gentilshommes campagnards et de la noblesse provinciale? Car enfin toute la noblesse de France n'avait point émigré à Versailles et dans la capitale. Je ne méconnaissais pas les difficultés que M. Baudrillart eût rencontrées dans cette partie du sujet où les documents, sans doute moins connus, n'affluent pas comme d'eux-mêmes sous la plume de l'historien. Il y aurait eu là peut-être des investigations plus ardues et

¹ Fouquet a été aussi, par ce faste vraiment royal, un « précurseur du luxe de Louis XIV », selon l'expression de M. Baudrillart, qui a établi un parallèle ingénieux entre les procédés, — en matière de luxe, — du célèbre *surintendant* et du grand roi.

moins certaines ; mais aussi que de faits, que d'aperçus vraiment curieux et neufs sur cette vieille France dont la cour et les hôtels somptueux de Paris n'étaient au demeurant que le décor et la façade brillante !

III

En revanche, voici un chapitre original et bien intéressant par les détails qu'il renferme ; c'est le chapitre où M. Baudrillart dépeint le luxe espagnol au ^{xvii}^e siècle. Là, comme ailleurs, le génie de l'Espagne se retrouve avec ses frappants contrastes. Le caractère dominant du luxe espagnol est un mélange bizarre de faste et de gêne ; c'est l'ostentation cachant une incurable pauvreté ; c'est un fond misérable et vide sous des draperies superbes. Quelle différence, par exemple, avec le luxe anglais, luxe solide, de bon aloi, qui ne vise pas tant à éblouir les yeux qu'à assurer à celui qui le possède les positives jouissances du bien-être ! — Un autre trait de ce luxe espagnol, c'est qu'il est presque tout d'importation et d'emprunt. Ces riches ameublements, ces étoffes précieuses, ces objets d'art, ces habits de cour, presque tout cela vient de l'étranger. Car, au ^{xvii}^e siècle, l'Espagne n'a plus d'industrie, l'Espagne est un pays ruiné, malgré les mines d'or de ses colonies ; l'Espagne est devenu un pays d'oisifs, et, selon le mot plaisant de M. Baudrillart, il n'y a guère qu'un luxe que tous se donnent largement, celui de ne rien faire.

Ce qui frappait, dès l'abord, dans ce dénuement fastueux, c'était la profusion de la vaisselle d'argent. On en trouvait l'usage fréquent dans les familles de la bourgeoisie moyenne, et chez les nobles il y en avait dans des proportions fabuleuses. Quand le duc d'Albuquerque vint à mourir, on employa six semaines à inscrire et à peser sa vaisselle d'argent et d'or. On y comptait quatorze cents douzaines d'assiettes, cinquante grands plats et sept cents petits, et quarante échelles d'argent pour monter au haut des buffets. Le duc d'Albe, qui avait six cent douzaines d'assiettes et huit cents plats du même métal, ne s'estimait pas riche en vaisselle plate. Il est vrai que cette vaisselle, apportée toute faite des Indes, était, paraît-il, d'une exécution médiocre. Il est vrai aussi que l'on ne connaissait guère alors en Espagne l'art de placer à intérêts et de faire fructifier les capitaux. A cet égard, on en était encore aux procédés barbares des âges primitifs. M. Baudrillart cite le fait suivant. Le duc de Frias était mort laissant à ses trois filles six cent mille écus comptant. On ne trouva rien de mieux que d'enfouir les écus dans trois coffres, dont chacun portait le nom d'une des filles. L'aînée n'ayant pas sept ans, les tuteurs gardèrent les clefs des coffres et n'ouvrirent celui de l'aînée que pour en remettre le contenu à son mari. De

même les grands seigneurs qui revenaient enrichis de leurs gouvernements n'employaient pas le produit de leurs rapines à acheter des terres. Ils serraient leurs richesses dans leurs caisses qu'ils épuisaient inconsidérément.

Un autre trait de ce luxe espagnol était son formalisme outré. On connaît l'étiquette odieuse de la cour. Mais ce n'est pas là seulement que s'exerçait la ridicule et insupportable tyrannie de l'étiquette. Elle régnait partout, dans les banquets qui se prolongeaient durant quatre heures, et où les convives, en cette vaiselle plate, faisaient une assez maigre chère. Ajoutez, pour les dames espagnoles, l'usage de manger par terre. Les costumes, surtout pour les femmes, étaient une véritable gehenne. Tout était convention, artifice, et semblait conspirer contre la liberté naturelle de l'individu. Un goût absurde exagérait tout. Les grandes dames faisaient un horrible abus de fard ; elles se barbouillaient de rouge non seulement le visage, mais jusqu'aux épaules et au dedans des mains. Elles se surchargeaient de bijoux pesants, se mettant aux oreilles des pendants plus longs que la main, et même des montres, des cadenas, des clefs, des sonnettes. Il y avait du barbare et du sauvage dans ces tatouages et ces verroteries grotesques. — Il faut signaler enfin l'incroyable extension de la domesticité. Les grands entretenaient de véritables armées de serviteurs de tous rangs, duègnes, pages, gentilhommes, qu'ils payaient peu. Un grand d'Espagne donnait à chacun de ses gentilshommes quinze écus par mois, sur quoi ils devaient se vêtir de velours en hiver et de taffetas en été. Aussi ces brillants cavaliers vivaient-ils souvent d'oignons et de pois chiches. Mais ils avaient la satisfaction de porter l'épée, d'être des *hidalgos* infiniment nobles, et de ne faire rien. La duchesse d'Osuna avait ainsi dans son palais cinq cents suivantes et duègnes, et dans Madrid seulement le roi donnait des pensions ou distribuait des rations en nature à plus de dix mille personnes. C'était la domesticité ou pour mieux dire la mendicité organisée. Et avec cela, tandis que l'usage imposait aux grands seigneurs un nombre infini de domestiques, une loi somptuaire leur interdisait de se montrer en public avec plus de deux laquais.

On retrouvait en tout ce mélange de faste et de misère. La ville de Madrid était, malgré cette pompe, une des villes les plus sales de l'Europe. Les grands allaient à quatre chevaux et leurs carrosses splendides s'embourbaient dans des ornières effroyables. Quand cette noble société voyageait, elle ne pouvait loger que dans des hôtelleries d'une inexprimable saleté dont Cervantes nous a laissé, en son *Don Quichotte*, les peintures toujours vraies. Dans telles de ces *posadas*, les fourchettes étaient inconnues.

M^{me} d'Aulnoy raconte que, dans une hôtellerie à dix lieues seulement de Madrid, elle ne put se procurer une chandelle. D'autre part, nombre d'églises renfermaient des merveilles artistiques, et la magnificence éclatait dans les fêtes religieuses et monarchiques. Lorsque la nièce de Louis XIV, épouse du roi Charles II, fit son entrée à Madrid en 1689, ce fut un déploiement incroyable d'ornements et d'objets somptueux dans les rues où le cortège devait passer ; et quel cortège, où les grands seigneurs, et même leurs laquais, étincelaient d'or et de brocart ! Quant à la jeune reine, elle était si couverte de broderies qu'on ne voyait pas l'étoffe de son vêtement.

Ce contraste de tant de splendeur et d'un dénûment lamentable n'était pas propre à l'Espagne seule. Il y était, à la vérité, plus frappant qu'ailleurs ; mais, à des degrés divers, on le rencontrait partout dans l'ancien régime. Il existe aujourd'hui encore ; il apparaît à nos yeux douloureusement dans les grandes capitales : à Londres, où un hideux paupérisme étale ses plaies et ses haillons à côté de l'aristocratie la plus opulente et la plus orgueilleuse ; à New-York, où le prolétaire affamé se coudoie avec le spéculateur qui compte ses millions par douzaines. Il y a loin cependant du luxe de l'ancien régime au nôtre ; car il y a loin du luxe que prodiguent les monarchies et les cours au train plus simple et plus raisonnable des individus même les plus riches dans les sociétés démocratiques.

IV

M. Baudrillart a intitulé son livre : *Histoire du luxe depuis l'antiquité jusqu'à nos jours* ; mais, en réalité, il ne dépasse guère la fin du siècle dernier. La méthode de l'historien change alors : il s'arrête dans l'exposé descriptif et anecdotique qu'il avait déroulé jusque-là ; il n'entre plus dans les détails, il ne recueille plus les faits minutieusement et pour ainsi dire pas à pas ; il les juge dans leur ensemble ; il s'en tient aux considérations et aux vues collectives. L'histoire du luxe durant les quatre-vingts années de ce siècle ne remplit pas en tout cent cinquante pages du quatrième volume, alors que le XVIII^e siècle en occupe plus de trois cents et le XVII^e deux cent quarante. La vérité est qu'on n'aurait pas trop d'un volume, et je parle d'un volume tel que celui-ci, pour une étude approfondie des manifestations et évolutions diverses du luxe depuis quatre-vingts ans. Cette étude, M. Baudrillart pouvait difficilement l'entreprendre en arrivant au terme de son long ouvrage : il y aurait fallu un livre nouveau. L'auteur en a du moins tracé les grandes lignes, et il a dégagé de cette ample et confuse matière, qu'il ne pouvait qu'effleurer, les lois constantes, les principes essentiels et les con-

clusions pratiques qui sont comme les fruits de l'enseignement que le présent reçoit du passé. Je recommande aux lecteurs le chapitre plein de sages réflexions dans lequel M. Baudrillart passe en revue les « caractères et les tendances du luxe contemporain ». M. Baudrillart est de ceux qui ne séparent pas l'économie politique de la morale ; il a écrit, on le sait, un beau livre sur les rapports qui unissent ces deux sciences ¹. C'est donc à ce double point de vue du bien moral et de l'utile qu'il envisage le luxe de notre temps, et c'est aussi à ce double point de vue qu'il examine, en terminant, une question que les économistes ont agitée bien des fois : je veux parler du rôle qu'il convient d'attribuer, par rapport au luxe, à l'impôt. Faut-il l'établir *contre* le luxe ou *sur* le luxe ? M. Baudrillart le condamne dans le premier cas ; il l'admet dans le second, avec mesure, bien entendu, car si cet impôt n'est point modéré, il devient en fait un impôt oppressif, qui traite le luxe en ennemi. Et ici nous touchons à un problème qui a divisé de tout temps les économistes et avant eux les philosophes, les hommes d'église et les hommes d'Etat.

Le luxe doit-il être encouragé ou combattu ? Est-il un bien ou un mal ? Ce problème a donné lieu à des controverses infinies. Depuis l'antiquité, le luxe a toujours eu d'âge en âge ses ingénieux apologistes et ses détracteurs passionnés : les uns qui le vantent comme la condition du progrès humain et la source de la prospérité sociale ; les autres qui l'abominent comme un agent d'iniquité et de corruption. M. Baudrillart a analysé, au cours de chacun de ses quatre volumes, les thèses contraires que le luxe a suscitées en Grèce, à Rome, au moyen âge, dans les temps modernes et jusqu'en ce temps-ci. C'est la nature de ces problèmes d'être perpétuellement livrés à la dispute des théoriciens. Ils semblent échapper non seulement aux solutions, mais aux définitions même. Car, avant de décider si le luxe est ou non condamnable, il importe d'en déterminer les caractères et les bornes. Qu'est-ce que le luxe ? Et où commence-t-il ? Qui pourra dire à quels signes certains on le reconnaît ? Qui marquera le point précis où le nécessaire devient le superflu ? On marche là sur un terrain singulièrement mobile et fluide !

Le livre de M. Baudrillart n'est pas, on le voit, simplement une histoire du luxe, de ses révolutions et de ses métamorphoses depuis les origines de l'humanité. C'est aussi l'histoire des opinions et des discussions dont le luxe a été l'objet dans tous les temps. Cet aperçu des théories opposées forme comme un livre à part dans le livre même, et cette partie n'est assurément pas la moins

digne d'attention. Elle a inspiré à M. Emile de Laveleye une étude où le savant économiste a pris parti à son tour, et délibérément, contre le luxe ¹. En principe, M. de Laveleye le tient pour un mal, et non seulement en raison des abus qu'il engendre, de l'immoralité qu'il favorise, de l'inégalité des conditions qu'il contribue à augmenter ou à rendre plus apparente et plus révoltante; — il déplore aussi le gaspillage des forces productives, que les caprices de la vanité humaine consomment stérilement. Que reste-t-il d'un beau feu d'artifice qui a coûté deux cent mille francs? Il a un moment charmé les yeux des spectateurs; mais quand la dernière fusée lumineuse s'est évanouie dans les ténèbres, il ne subsiste rien de tout cet argent qui s'est évanoui lui-même, pour un plaisir futile et éphémère, alors que ce même argent dépensé à exploiter un domaine, à établir des chemins, à creuser des canaux d'arrosage, à fumer ou amender les terres, à améliorer l'outillage agricole, se reproduirait et revivrait pour ainsi dire dans l'accroissement des récoltes et dans la plus-value du domaine.

Un seul genre de luxe trouve grâce auprès de M. de Laveleye : le luxe public. Et à ce sujet je signale également les pages dans lesquelles M. Baudrillart indique sous quelles formes et en quelle mesure il doit se produire. Pour le luxe privé, M. Baudrillart ne partage pas le rigorisme au fond très juste, mais un peu absolu et plus théorique que pratique de M. de Laveleye. Quant au luxe public, il y comprend, il y admet certaines catégories de dépenses que pour ma part je suis loin d'admettre. Telles sont les dépenses que l'Etat inscrit annuellement à son budget pour la plus grande prospérité des théâtres. J'ai quelque peine à me rendre compte de l'avantage que la masse des contribuables retire des subventions si libéralement allouées à l'Opéra. S'agit-il de la gloire que les beaux-arts répandent sur une nation? C'est une question de savoir si des opéras composés par Meyerbeer ou par Rossini ajoutent beaucoup à la gloire du génie français. S'agit-il de l'éducation ou simplement du plaisir des foules? Mais je ne sache pas que les foules assistent, comme jadis dans les petites républiques de l'antiquité, aux représentations musicales ou chorégraphiques de l'Opéra, dont l'accès est très restreint et encore plus coûteux. Je ne crois pas que ses chœurs et ses danses contribuent beaucoup à former l'esprit et à réjouir l'âme de l'artisan ou du laboureur qui paye l'impôt dont on alimente ce luxe prétendu public. Il y aurait aussi, semble-t-il des réserves à faire à l'endroit des fêtes nationales. Ici l'objet qu'on a en vue est plus populaire. On pourrait se demander néanmoins si ces solennités ont une utilité

¹ *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} novembre 1880.

politique et sociale bien réelle, et si les dépenses qu'elles imposent à l'Etat et aux communes, c'est-à-dire en fin de compte aux contribuables, sont des dépenses reproductives. Mais ces discussions nous mèneraient loin, tant sont nombreux, tant sont complexes les problèmes que M. Baudrillard a examinés, et qu'il a résolus pour la plupart en établissant des distinctions et des tempéraments, comme il convient dans la plupart des questions qui ont trait au développement social : rien dans les éléments sociaux n'est assez simple pour être jugé ou réglé par la simplicité parfaite des formules et par la rigueur inflexible des idées absolues.

BÉRARD-VARAGNAC.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

SOMMAIRE : *Journal of the statistical Society* de Londres. De la manière d'employer la statistique de l'importation et de l'exportation. — Ce que la nation dépense pour l'alcool ; calculs tout à fait nouveaux. = *The Economist*. Les pertes subies par l'agriculture anglaise. — Le blé qui voyage et celui qui reste à la maison. — La grande et la petite culture en Irlande. — Le budget anglais. — Les poids et mesures légales dont on ne peut pas se servir. = *The Statist*. La valeur économique du canal de Suez. — Les banques américaines. = La vie de Richard Cobden, par John Morley. = Un livre de lecture d'économie politique de M. Inglis Palgrave. = *Vierteljahrsschrift*, de M. Wiss. L'économie politique et la guerre. — Le développement de l'assurance parmi les ouvriers. — L'imitation du vin de Champagne à l'étranger. — Divers. = *Jahrbücher*, ou Annales de l'économie et de la statistique de M. J. Conrad. L'étalon monétaire. — L'assistance publique obligatoire en Allemagne. — La journée de travail normale aux Etats-Unis. — Divers. = *Annales de l'empire allemand*, de MM. Hirth et Seydel. L'avenir des inspecteurs de l'industrie. Statistique de l'industrie allemande. — Divers. = *Le Bremer Handelsblatt* (feuille commerciale de Brême) de M. Lamers. — Les marins *teetotaller*. = *Monatschrift*, revue de statistique autrichienne. Statistique des marques de fabrique. — La superficie de l'Europe. = *Les finances de la France*, par M. Richard de Kaufmann. = M. Nasse et le Cobden-Club. = *Archivio di statistica*. Les sociétés de secours mutuels. — La comptabilité. — La peréquation de l'impôt foncier. — Les conditions de la vie ouvrière. — Les systèmes monétaires. = *L'Economista*. L'équilibre entre l'épargne et la consommation. — Le retrait des billets. = Quelques publications italiennes. = *La Russische Revue*. Les forêts dans la vie économique. — L'histoire des assemblées législatives en Russie. — Divers. = *Revista de Cuba*. La population à Cuba.

Le *Journal of the statistical Society* de Londres, juin 1882 (London, Edw. Stanford), s'ouvre par un article très important de M. Gil-

fen, intitulé : *De la manière d'employer la statistique* de l'importation et de l'exportation. J'approuve de tout mon cœur la tentative faite ici par le savant directeur de la statistique du *Board of Trade*, d'avertir les gens que la statistique est un instrument à deux tranchants qu'il faut savoir manier, sinon on se blesse et l'on met en danger ses amis. Le premier venu croit pouvoir se servir des chiffres; il voit ici 10, et là 9, et s' imagine être très savant en disant : 9 est 1 de moins que 10. Eh bien, non, les chiffres ne sont pas ce qu'un vain peuple pense; de même qu'on n'est pas architecte parce qu'on remue des pierres, on n'est pas statisticien parce qu'on aligne des chiffres. Je pourrais en donner de nombreuses preuves, je me propose même de le faire un jour, mais aujourd'hui l'espace ne m'appartient pas. Du reste, rien ne vous empêche de considérer les emprunts que je vais faire à l'article de M. Giffen comme le premier chapitre ou paragraphe de ma démonstration.

M. Giffen est fréquemment témoin de l'emploi contestable que l'on fait du montant des importations et des exportations. Il n'est pas permis, dit-il, de s'en servir pour établir l'excédent de l'un ou de l'autre sans faire subir quelques corrections aux résultats que semblent donner les chiffres. Je vais résumer ses arguments.

Premièrement, les chiffres ne sont pas rigoureusement exacts. Ils sont pourtant inscrits avec un grand soin, et il est probable que les tableaux ne renferment aucune faute d'addition. Mais a-t-on déclaré exactement les quantités? On peut les considérer comme assez exacts pour les marchandises qui payent un droit à l'importation; mais pour les autres et pour les quantités exportées? Tous les statisticiens s'en méfient. Les valeurs, soit qu'elles aient été déclarées par les importateurs et les exportateurs, soit qu'on les calcule d'après des moyennes, sont encore plus sujettes à caution. Puis, comme on ne peut pas raisonner sur les chiffres sans comparer une série d'années, en supposant que les chiffres récents soient exacts, qui peut en dire autant de 10, 20 ou 30 années en arrière, sans parler de la différence des modes de relevé qui ont eu lieu à des époques différentes? Enfin, les colonnes relatives à l'origine ou à la destination des marchandises sont généralement mal remplies. Il est des pays qui se bornent à indiquer les frontières par lesquelles les marchandises ont passé, d'autres fois, on confond le transit avec l'origine ou la destination. J'abrège, pour ne pas me perdre dans les détails.

Deuxièmement, quand on veut comparer entre eux des pays différents, on oublie trop que les chiffres n'ont pas été obtenus par le même procédé, qu'on n'a pas devant soi des chiffres de même nature.

des capitaux qui serait détruit. Avec cela, les capitaux n'appartiennent pas toujours en propre aux fermiers, ce qui aggrave la misère. Ajoutons qu'une chose bonne en soi, l'extension de l'instruction primaire, a été nuisible à l'agriculture : non seulement les fermiers ont eu à payer de lourdes taxes scolaires, l'école les a privés, en outre, du travail des enfants pour les sarclages et l'enlèvement des mauvaises herbes. La conclusion du rapport est que les propriétaires seront obligés de réduire les fermages de 30 à 35 0/0.

Dans le numéro du 12 août, *the Economist* cherche à démontrer que *the value of a good wheat harvest*, soit la qualité (et quantité) de la récolte anglaise influe très peu (*a very insignificant factor*) sur le prix international. Je ne suis pas du tout de cet avis. Ce n'est pas la production de chaque pays qu'il faut compter ou comparer ici, mais les quantités importées. C'est le blé qui voyage et non celui qui reste à la maison dont le poids se fait sentir sur les marchés.

Restons encore dans le monde agricole ; nous aurons une transition naturelle pour parler de l'Irlande. La question de savoir si le sol de la verte Erin est fertile ou non est devenue une question politique : selon votre opinion, on vous range d'un côté ou de l'autre ; il n'y a que les chiffres qui paraissent ne pas en avoir. Ceux-là, vous les trouverez au numéro du 2 septembre. Constatons, entre parenthèses, que la culture s'est étendue sur un espace plus grand, mais que les saisons ayant été défavorables, les rendements ont décru. Ce qui m'a frappé surtout, c'est l'accroissement des petites cultures, ce qui est, en Irlande, un signe d'imprévoyance croissante.

Voici les chiffres :

Etendue des exploitations.	Nombre des fermes (holdings).		Augm.	Dimin.
	1881	1882		
Ne dépassant pas 1 acre (40 ares 46).	50.996	50.613	383	»
De 1 à 5 acres.....	67.071	64.292	2.779	»
Au-dessus de 5 acres à 15 acres.....	164.045	161.335	2.710	»
— 15 — 30 —	135.793	136.518	»	725
— 30 — 50 —	72.385	72.923	»	538
— 50 — 100 —	55.601	56.229	»	628
— 100 — 200 —	22.214	22.413	»	199
— 200 — 500 —	8.204	8.348	»	136
— 500 —	1.430	1.559	»	129

Plus on augmente le morcellement, plus la misère s'accroît ; je ne puis donc considérer comme un ami intelligent de l'Irlande celui qui encourage la division des fermes entre les enfants. Si vous voulez savoir ce que pense un *intelligent ami* des Irlandais, je dis ami, car le personnage en question a travaillé avec

une source ou une racine commune, c'est le penchant de faire des conquêtes : la guerre veut dominer sur des États, sur des hommes; l'économie veut dominer sur la nature et lui arracher des produits; bien des États, peut-être tous, ont été fondés par la guerre, mais aucun État ne peut prospérer sans respecter les lois de l'économie politique. Ainsi donc, la guerre et l'économie ont une origine commune, mais elles se distinguent l'une de l'autre de la manière la plus tranchée par les moyens qu'elles emploient pour atteindre leur but. Pour la guerre, le but sanctifie les moyens; pour l'économie politique, la justice et l'honnêteté doivent présider à toutes les transactions. Dans la suite des développements, l'auteur montre que le protectionnisme en restreignant la liberté de commerce use de violence, donc fait la guerre. L'auteur entre ensuite de plus en plus dans le domaine politique, où je ne puis le suivre; il suffit de dire qu'il combat le protectionnisme avec vigueur.

M. Zeller a fourni le deuxième article; il porte le titre qui suit : *Le développement historique de l'assurance des ouvriers* (contre les maladies, les accidents, etc.). C'est un très long et très instructif article dans lequel l'auteur passe en revue tout ce qui a été fait en France, en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, en Suisse relativement aux secours mutuels, aux caisses de retraites et à d'autres institutions analogues. C'est un travail très recommandable, mais la masse des renseignements qu'il renferme ne permet pas de l'analyser. Nous y voyons de nouveau que la solution définitive et complète de la question des assurances dépend de la manière de résoudre ce double problème : Faut-il obliger, ou non, les ouvriers à s'assurer? Faut-il, ou non, contraindre les patrons à contribuer à ces assurances, et combien? Contraindre les patrons me semble une illusion, car si on leur impose trop de charges, ou on arrêtera l'essor de la fabrication, ou on forcera les fabricants à réduire les salaires. L'acheteur court après le bon marché, tout le monde le sait, on ne peut donc renchérir la marchandise à volonté, il n'y a pas de puissance assez grande au monde pour faire acheter à un consommateur un objet qui lui paraît trop cher. Quant à espérer que les salaires pourront monter sans que, toutes choses égales d'ailleurs, les prix s'élèvent en même temps, c'est nier l'évidence. Il est vrai qu'on la nie carrément, cette pauvre évidence, soit parmi les socialistes, soit parmi les législateurs et les savants *socialisants*. On agit comme si l'on était intéressé à la nier!

L'autre problème, celui de l'assurance libre ou de l'assurance obligatoire, est très difficile, très ardu. Beaucoup d'ouvriers ne *veulent* pas s'assurer, c'est un fait; faut-il les forcer? La réponse que vous ferez à cette question dépend de votre tempérament et

qu'il semble prendre au sérieux. Mais l'article est très bien fait et je l'ai lu avec plaisir, je me bornerai à résumer le raisonnement attribué aux ouvriers. Leurs orateurs réclament actuellement la journée de 8 heures. On leur demande quel effet la réduction aura? Ils répondent : Supposez qu'il y ait aux Etats-Unis 5 millions d'ouvriers travaillant actuellement chacun 10 heures, cela fait 50 millions d'heures. Si la loi réduisait la journée de travail à 8 heures, il n'y aurait plus que 40 millions d'heures. Mais les patrons, ne voulant pas restreindre leur production, seront obligés d'offrir des salaires de plus en plus élevés pour attirer des ouvriers. La conséquence de l'élévation des salaires serait l'invention de machines plus puissantes. Ces machines rendraient superflus une partie des ouvriers qui seraient sans pain, si, pour les occuper, on ne demandait une nouvelle diminution des heures de travail; on réclamerait par exemple l'adoption de la journée de 6 heures. De nouveau les salaires augmenteraient, de nouveau on inventerait des machines et de nouveau on agiterait les masses, cette fois pour obtenir la journée de 4 heures... Il ne paraît pas nécessaire de continuer le développement de cette utopie.

La livraison suivante, qui a paru le 3 septembre, renferme deux articles de fond, l'un, de M. Heym, discute une théorie sur la manière de calculer la réserve dans les assurances sur la vie; l'autre, de M. Sœtbeer, analyse le document prussien relatif à l'impôt sur le revenu. J'aurais volontiers donné quelques extraits de cet article où l'on retrouve les qualités qui caractérisent tous les travaux de M. Sœtbeer, mais les chiffres ont ici besoin de commentaires, car dans ces sortes de renseignements il faut distinguer l'accroissement réel de l'accroissement apparent, distinction qui exige de nombreux développements. Je me propose d'y revenir en temps et lieu.

Les *Annalen* (Annales de l'Empire allemand) de MM. Georges Hirth et Max Seydel (Leipzig, chez G. Hirth), donnent au numéro 6 la législation diplomatique et consulaire de l'Allemagne, et au numéro 7, entre autres, des documents sur le monopole des tabacs; le prix moyen de diverses marchandises dans le commerce en gros; l'avenir de l'inspection des fabriques en Allemagne; les résultats des élections en 1881; les règles d'après lesquelles les militaires acquièrent des droits à certaines places, etc. L'article sur l'avenir de l'inspection des fabriques analyse un certain nombre de documents publiés dans différents pays, et signale à cette occasion la France comme le pays où cette sorte de publications est le plus rare. On n'y reçoit qu'un très maigre extrait, en quelques

choses. Dans ses classements il suit jusqu'à un certain point les divisions du budget français; en tout cas il ne manque jamais de les faire connaître, mais il présente en même temps une classification logique qui facilite la tâche de l'économiste. Voici le très court résumé de cette classification (budget de 1881) :

Impôts directs, y compris les taxes assimilées et les 3 0/0 sur le revenu des valeurs.....	439.253.970 fr.
Impôts indirects (enregistrement, impôts de consommation, douanes, monopoles).....	2.036.227.000
Droits pour services rendus (Postes, télégraphe, droits universitaires, brevets d'invention, divers.....	143.987.334
Revenus qui ne proviennent pas d'impôts (forêts, dom., etc.).	157.725.599
Total.....	<u>2.277.193.903 fr.</u>

Le livre III (p. 596 à 684) s'occupe des dépenses. M. de Kaufmann les prend d'abord dans l'ordre du budget, c'est l'ordre administratif; il les examine ensuite dans l'ordre logique ou économique, abstraction faite des ministères auxquels chaque service a été confié, et en tenant compte des contingents départementaux et commerciaux. En voici le tableau résumé, calculé d'après les comptes définitifs de 1877.

	Millions de francs	En 0/0
1 Dépenses générales du gouvernement.....	34.51	1.06
Dette publique.....	1.157.17	35.57
2 Finances, frais d'exploitation et de perception.....	302.47	9.24
3 Administr. générale (de l'Etat, 23,46 + locales, 41.37.	64.83	1.99
4 Police.....	81.13	2.48
5 Prisons.....	29.00	0.89
6 Assistance publique.....	140.71	4.19
7 Justice.....	36.89	1.14
8 Cultes.....	75.27	2.29
9 Instruction publique, sciences et arts.....	200.00	6.00
10 Agriculture.....	17.08	0.53
11 Industrie et commerce.....	7.00	0.22
12 Salubrité et hygiène publ. (incrits sous cette rubrique).	2.00	0.06
13 Voies de communication.....	420.00	12.54
14 Guerre.. .	501.05	15.30
15 Marine.....	191.55	5.85
16 Algérie et les colonies.....	51.31	1.51
17 Divers.....	<u>»</u>	<u>»</u>
	3.312.07	100.00

M. de Kaufmann justifie ses chiffres en détail, et je ne puis que trouver très intéressante cette tentative, même si quelques évaluations pouvaient être discutées.

Le livre IV (p. 665 à 724) examine la situation financière pour une série d'années, comprenant les recettes et les dépenses. L'ou-

vrage était déjà sous presse lorsque M. Léon Say a publié son remarquable budget, mais M. de Kaufmann s'est empressé d'en donner une idée; il en parle avec éloge. Le livre V (p. 725 à 764) traite les dépenses locales, le livre VI (p. 765 à 871) renferme les résumés, conclusions, etc. En somme le livre fait honneur à M. de Kaufmann.

Nous dirons quelques mots seulement d'une excellente publication de M. E. Nasse, professeur d'économie politique à l'université de Bonn. Cette publication, on le sait déjà, est un tirage à part des Annales de l'économie politique (Iéna, Gustave Fischer), et elle a été rédigée en réponse à un pamphlet — ou libelle — anonyme, émané du camp protectionniste et attaquant Cobden et le club qui porte son nom avec les armes de la calomnie. Le travail de M. Nasse est digne du caractère et de la réputation si méritée de cet éminent savant : il est bien pensé et bien écrit. Il commence par justifier Cobden et le club, ce qui n'était pas la tâche la plus difficile, mais M. Nasse le fait magistralement; puis il se tourne contre le détracteur et lui dit (je résume bien des pages en quelques mots) : Ah ! vous êtes contre la liberté de commerce, vous soutenez que c'est un intérêt anglais et que le libre-échange serait nuisible à l'Allemagne; eh bien, sachez-le, si quelqu'un au monde a besoin, je dis BESOIN, de libre-échange, besoin pour vivre, entendez-vous, c'est l'Allemagne. Et il le prouve brillamment. La population augmente, le sol ne produit plus assez pour la faire vivre, et il y suffira de moins en moins, il faut donc que le pays se nourrisse par son industrie, par les produits industriels qu'il exporte. J'ai eu l'occasion de traiter la même question et dans le même sens ailleurs ¹, mais ce qui était pour moi une question de population, était pour M. Nasse une question de commerce et il la résout en analysant et en commentant les tableaux de l'exportation.

L'*Archivio di statistica* (année VII, fasc. 1, Rome, Loescher 1882) tend, avec raison, à sortir des liens étroits de la statistique et à se faire revue d'économie; il faut toujours, autant que possible, élargir les points de vue. C'est d'abord M. Settino Piperno qui plaide en faveur de la reconnaissance judiciaire des sociétés de secours mutuels en Italie, sociétés dont le nombre était au 1^{er} janvier 1879 de 1,981 avec 331,548 membres. M. Piperno raconte les efforts faits jusqu'à présent, analyse les projets de loi discutés et expose la situation actuelle.

M. Gaspar Finali, sénateur et conseiller à la Cour des comptes,

¹ *Revue des Deux Mondes* du mois d'octobre 1882.

a commencé, à l'université de Rome, un cours de comptabilité. C'est le discours d'ouverture de ce cours que l'*Archivio* nous donne. Il y est question de l'indiscutable utilité de la comptabilité et des premiers promoteurs de son organisation actuelle en Italie.

M. Ricca-Salerno s'est donné la tâche un peu ingrate de traiter de la peréquation de l'impôt foncier en Italie. La peréquation doit être rangée parmi les questions insolubles avec la quadrature du cercle et le mouvement perpétuel, sauf si l'on veut se borner à diminuer les cotes élevées, sans toucher à celles qui passent pour être au-dessous de la moyenne. Chemin faisant l'auteur cite quelques chiffres que je me borne à signaler, en ajoutant que nous ne sommes pas bien avancés en apprenant, par exemple, que les produits italiens valent annuellement 4,152 millions, car ce qu'il s'agit de savoir, ce ne sont pas les grands nombres, mais les petits : quel doit être le montant de la cote de Pierre et combien doit payer Paul. Oui, *that is the insoluble question*.

M. Bodio a lu à l'Académie des *Lincei*, dont il vient d'être nommé membre correspondant, un mémoire sur « une statistique des conditions de la vie parmi les classes ouvrières ». C'est une question souvent « ventilée » sous le nom de budget d'une famille ouvrière. Ducpétiaux a écrit un livre sur cette matière, il y a environ 30 ans et bien d'autres tentatives analogues ont été faites depuis, mais sans grand succès, car ces budgets laissent généralement beaucoup à désirer. Ceux qui ont été faits par M. Le Play et quelques-uns de ses partisans ont leurs qualités, ils se lisent avec plus d'agrément que les autres, mais en admettant qu'ils fussent exacts, ce qu'il m'est le plus souvent impossible de vérifier, je ne puis les prendre comme *typiques*, si vous prenez ce mot comme synonyme de *moyenne*, car, ici, les « types » sont ce qu'on appelle dans l'assurance des « têtes choisies ». J'ai bien vu que M. Bodio, qui est un éminent statisticien, fait la part des *monographies* et celle des *grands nombres*, et s'il entreprend le travail, il saura éviter les écueils. Mais il en est un, auquel il n'a peut-être pas pensé : s'il donne quelques chiffres s'appliquant à un petit nombre de cas, tout en ayant soin de dire et de répéter qu'il n'offre qu'un aperçu approximatif, et en faisant d'autres réserves, 99 lecteurs sur 100 OMETTRONT de reproduire ses réserves, prendront ses chiffres comme absolument vrais et les généraliseront.

M. Messedaglio continue son excellent travail sur les monnaies et les systèmes monétaires en général, mais l'espace ne permet pas de l'analyser aujourd'hui.

L'Economista, l'instructive feuille hebdomadaire que dirige

à constater que le nombre des séparations et des divorces semble augmenter. — Ce sont les mœurs, et non la loi, qui influent ici sur la statistique.

Nommons, pour terminer, une conférence de M. C.-G. Albonico, professeur d'économie politique à Turin. Le savant professeur s'adresse aux ouvriers et leur parle *de l'idée de l'économie sociale*. Il dit de bonnes choses, mais je crains que ces bonnes choses n'aient été au-dessus de la portée de son auditoire. Plus d'un aura dit : *Non capisco*. Je le crains du moins, tant mieux si je me trompe.

Dans la *Russische Revue* (Saint-Pétersbourg, C. Röttger), la 5^e livraison de 1882 renferme un article très complet de M. le professeur W. Stieda, intitulé : *La forêt dans la vie économique de la Russie*. L'auteur est obligé de constater qu'on ne connaît pas encore l'étendue exacte des forêts de la Russie, ce qui n'étonnera personne. Les meilleures autorités estiment que la superficie du sol forestier a 177,286,000 déciatines (109 ares) et celle de la forêt... peuplée de bois, a 142,300,000 déc., en Europe seulement. Il est possible cependant que cette évaluation soit trop forte ; d'autres estimations de gens compétents ne vont que jusqu'à 115 millions de déciatines. Quoi qu'il en soit, les bois sont très inégalement répartis entre les diverses provinces ou gouvernements : il en est où la forêt couvre la moitié du territoire et d'autres où elle ne dépasse pas 3 0/0 ; il est seulement remarquable qu'on ne ménage pas toujours cette richesse, et il paraît qu'on est précisément le plus prodigue, ou plutôt le plus insouciant, dans les régions les plus froides, là où la croissance du bois est lente et le renouvellement très aléatoire. D'après la commission d'économie rurale, qui a évalué à 115 millions de déciatines la superficie totale des forêts, celles-ci se distribueraient ainsi :

Zones.	Forêts de la couronne.	Forêts des particuliers.	Ensemble.
Du nord.	57.942.000	9.254.000	67.196.000
Du centre.	17.542.000	29.556.000	47.098.000
Du midi.	96.000	83.000	179.000

L'État ou la couronne, on ne distingue pas encore ces deux propriétaires en Russie, a organisé une vaste administration forestière composée d'une hiérarchie de fonctionnaires qui commandent à 27,119 gardes, ce qui n'empêche pas, bien entendu, les délits forestiers. On en constate plus de 100,000 par an. Les forêts sont aménagées et l'on fait des efforts méritoires pour semer, planter,

trique comme source de chaleur ; application du fer et de l'acier à l'art des constructions navales ; percement des montagnes et des isthmes, — ces progrès et bien d'autres, le Dr Siemens les a signalés et décrits dans leurs caractères généraux. Avec toute l'indépendance de sa haute intelligence et de sa grande position scientifique, il a su se mettre au-dessus des sots préjugés internationaux et des mesquines jalousies des uns et des autres, louant avec une égale conviction le canal de Panama, et le projet du capitaine Eads, le célèbre constructeur des jetées du Mississippi, qui tend à faire parcourir l'isthme de Tehuantepec par un chemin de fer disposé et outillé de telle sorte qu'il transporterait d'un Océan à l'autre les navires tout chargés ; applaudissant au tunnel du Saint-Gothard, que la locomotive traverse déjà, et au tunnel sous la Manche, qui a vu surgir subitement devant son exécution d'étranges difficultés ; s'intéressant enfin à l'idée du commandant Roudaire de remplir les chotts algériens. Car, contrairement à un verdict solennellement rendu, il y a quelques semaines seulement, le président de l'Association britannique est persuadé « que l'influence bienfaisante d'une grande nappe d'eau sur le désert du Sahara serait très grande ».

M. W. Siemens n'est pas moins convaincu que non seulement le tunnel de la Manche est très faisable, mais encore que dans l'intérêt des relations tant sociales qu'économiques des deux grands peuples ses riverains, il est fort désirable que ce grand travail s'entreprenne promptement, pour être mené avec non moins de promptitude. M. Siemens se rit des terreurs fantastiques qui, à un moment donné, s'emparaient d'esprits d'habitude solides et qui leur faisaient voir, comme dans un cauchemar, une armée française gagnant nuitamment par ce conduit la rive anglaise, désarmant la garnison de Douvres et d'une seule traite victorieuse, poussant jusqu'à Londres. Aussi bien dirons-nous, pour en finir avec cette question, qu'elle a été l'objet de débats longs et assez vifs, au sein des sections de mécanique et de géologie. M. Hawkskawa lu un *paper* où il envisageait le tunnel au point de vue de l'ingénieur, et indiquait dans quelles conditions son exécution lui semblait possible, tandis que sir Frederick Bramwell ne s'est occupé que des obstacles moraux auxquels cette exécution venait précisément de se heurter. Il a tout simplement qualifié d'absurde la crainte que le tunnel ne devînt le chemin d'une invasion française. « En tous les cas », s'est-il écrié, « ne suffirait-il pas d'établir au seuil anglais du tunnel des portes, qu'on ouvrirait à l'arrivée des trains français, mais à bon escient toutefois et après s'être assuré que ces trains ne renfermaient rien de suspect ? » Sir Frederick Bramwell raillait évidemment, et son intention est devenue tout à fait évidente quand il a parlé « de puissantes prises d'eau qu'il conviendrait, peut-être, d'établir à bonne portée

du débouché anglais et de faire jouer, de temps à autre, pour tranquilliser les adversaires du tunnel et les faire rougir de leurs craintes puériles. »

Les assistants ont beaucoup ri de cette saillie, d'un tour bien britannique. Sir William Armstrong cependant, ne s'est pas associé à cette hilarité. Il est l'inventeur des puissants canons qui portent son nom, et naturellement il aurait plus de confiance en ces engins s'il fallait en venir aux prises avec les Français, que dans les jets d'eau de sir F. Bramwell, déjà si heureusement employés pourtant par le maréchal Lobau dans une circonstance mémorable. Quoi qu'il en soit, sir William Armstrong n'est nullement d'avis « que l'on traite sur un pareil ton les questions qui touchent de si près à la sécurité nationale, et pour son compte, il est persuadé, très persuadé qu'il serait énormément dangereux de donner à un ennemi possible un pareil pied à-terre sur le sol anglais ». Et l'on a beaucoup applaudi cette tirade patriotique de même qu'on avait beaucoup ri au persiflage de sir F. Bramwell, quelques minutes plus tôt.

*
* *

Cette année, comme toujours, les géographes ont fait très bonne figure au Congrès. Le président de la section était sir Richard Temple. La France était représentée par M. Savorgnan de Brazza, l'heureux et intrépide explorateur de l'Ogouée et du bassin inférieur du Congo, à côté duquel siégeaient le commandeur Cameron et M. Thompson, dont les explorations africaines ont aussi illustré les noms; la Russie, par M. Paul de Tchitatcheff, membre de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg et correspondant de l'Académie des sciences de Paris, si connu par ses courses en Asie comme en Afrique; les Etats-Unis, par le Dr Litton Forbes; le Mexique, par M. von Hesse Wartegg; le Canada enfin, par sir Charles Tupper.

Sir Richard Temple a ouvert les travaux de la section par un discours sur le plateau central de l'Asie, qui n'est en somme que le *substratum* du beau et savant livre qu'il publiait, il y a quelques mois, sur le même sujet. Ce que les géographes appellent ainsi n'offre pas une superficie moindre de 3 millions de milles carrés anglais, ou de 7,730,000 kilomètres carrés; soit 773 millions d'hectares, dont un bien petit nombre malheureusement sont susceptibles de culture. Six grandes chaînes de montagnes en forment la ceinture; ce sont l'Himalaya, qui le sépare de l'Inde; le Pamir, les monts Altaï et les Yablonoi qui le délimitent d'avec la Sibérie; les Yun-Lin et l'Inshan qui regardent la Chine. Ces diverses chaînes offrent une altitude qui va de 2,000 à 7,500 mètres au-dessus du niveau de la mer, quelques pics de l'Himalaya atteignant même à près de 9,000 mètres. De grandes rivières s'en échap-

pent dans tous les sens : le Pamir, qui inspire aux Asiatiques une sorte de vénération mêlée de terreur et qu'ils appellent le *toit du monde*, renferme les sources de l'Amou-Daria, le classique Oxus. Le Yang-tse-Kiang ou Fleuve-Bleu sort de la chaîne de Kien-Lun, pour aller arroser les provinces les plus peuplées du Céleste-Empire, provinces dont la population est peut-être de 120 millions d'hommes, et tout indique que les sources encore inconnues du Hoang-Ho ne peuvent se trouver ailleurs que dans ce puissant massif. Le Fleuve-Jaune parcourt la Chine septentrionale et apporte la fertilité agricole à un groupe de 70 millions d'habitants. C'est enfin des contreforts du Kuen-Lun encore que l'Irouady et le Mékong partent, pour aller baigner l'un le Barma, l'autre le Cambodge et la Cochinchine française, tandis que le Bramapoutre, l'Indus, le Satledge, le Gange et la Djumna naissent à très peu de distance les uns des autres, sur le pourtour d'un énorme massif de l'Himalaya central, couvert de vastes glaciers et tout hérissé de pics gigantesques. Il n'existe point sans doute, sur le plateau de l'Asie centrale, un système lacustre qui puisse rivaliser avec le système nord-américain, ou celui de l'Afrique équatoriale, et les plus grandes nappes d'eau douce de l'Asie, l'Yssikoul, le Baïkal, le Balkash appartiennent à la région sibérienne. Cependant quelques-uns des lacs de l'Asie centrale ne laissent pas d'être intéressants au point de vue scientifique, sans parler de l'étrangeté de leur site. Tels sont le lac Victoria que Wood découvrit en 1838, au cœur même du Pamir, et qui occupe une dépression située à 4,200 mètres au-dessus de la mer ; le lac Lob, très bas placé au contraire, au milieu de sables et de marécages ; le Kukunor, enfin, qui est élevé de 3,000 mètres et dont les eaux profondes et légèrement salines ont une teinte azurée, que les natifs comparent au reflet des belles soies bleues de Chine.

Sir Richard Temple ne pouvait, d'ailleurs, oublier que de temps immémorial, la partie nord-occidentale du plateau central a été la demeure de ces hardies races mongoles qui se ruèrent si furieusement sur l'Europe, à peine remise des suites de l'invasion germanique et entrée dans les voies de sa civilisation nouvelle, qu'un instant ses hommes d'Etat et ses souverains effrayés crurent que l'Islam allait prendre sa revanche des croisades et le croissant remplacer la croix dans tout l'occident. Il fut une époque où les Tartares se trouvèrent maîtres de la Chine, de l'Inde, de l'Afghanistan, de la Perse, du bassin Aralo-Caspien, de la Sibérie, de la Russie, et le dernier historien de leurs conquêtes et de leurs ravages n'est pas loin de penser que si l'Europe occidentale échappa à ce même sort, elle le dut uniquement à la mort prématurée de Gengiskhan et aux discordes intestines qui s'ensuivirent parmi les hordes mongoles. Sir Richard Temple ne s'étonne pas, d'ailleurs, des grands succès militaires des Tartares, et il les attribue à leur genre de

vie, lié lui-même d'une façon intime aux conditions physiques de leur habitat primitif. En Mongolie, nous dit-il, « l'immensité des pâturages excitait les habitants à la vie pastorale; ils préféraient l'élevage d'une grande quantité de chameaux, de chevaux, de buffles, de bœufs, de moutons, de chèvres, au labourage des champs; vivant sous des tentes de feutre, toujours errant dans la steppe et se transportant, avec leurs troupeaux, d'un paturage à un autre; ils pratiquaient, dans le sens le plus large du terme, une existence nomade. C'étaient d'ailleurs de hardis chasseurs et de très habiles archers, de même que d'excellents cavaliers. Enfin leurs habitudes de vie étaient sobres. » Malheureusement leurs instincts naturels étaient sauvages; avivés par le fanatisme religieux, ils tournèrent facilement à la cruauté, un des chefs mongols avait l'habitude de dire que battre son ennemi, s'emparer de sa famille et s'enrichir de ses dépouilles était la plus grande jouissance qu'un homme pût désirer, et l'on conçoit dès lors qu'une invasion de ces hordes équivalait pour les pays qui en étaient le théâtre aux plus grosses des calamités naturelles, telles que l'incendie, l'inondation, l'épidémie.

Toutefois la grande *Attraction* de la section et l'un des plus beaux mémoires dont le Congrès ait entendu lecture est assurément l'étude de M. de Tchihatcheff sur les régions désertiques de l'Afrique et de l'Asie : le Sahara, le Gobi et le Turkestan. A vrai dire, le travail du savant russe est plus géologique que géographique, ce qui ne lui ôte rien de son intérêt intrinsèque, mais ce qui le met davantage en dehors des préoccupations directes de l'économiste. M. de Tchihatcheff repousse absolument l'opinion, si longtemps accréditée dans la science, que ces trois déserts sont de vieux fonds de mer : il est persuadé, à l'égard du Sahara surtout, que le sable dont ils sont recouverts provient d'actions sous-aériennes seulement. M. Joseph Thomson, qui a examiné les conditions géologiques de l'Afrique centrale, croit, au contraire, que cette région était occupée à une époque relativement récente par une grande mer intérieure, le bassin du Tanganyka étant toutefois le produit d'une convulsion postérieure. Tel est aussi le sentiment de Livingstone et de M. Russell Wallace, l'éminent émule de Darwin; mais il n'est pas partagé par le commandeur Cameron.

Le lieutenant de la marine Temple, frère de sir Richard, a présenté un tableau sommaire des expéditions arctiques en 1882 et la section a été vivement intéressée par la communication qui lui a été faite au nom de la Société géographique de Brême, du voyage des frères Krause dans la péninsule des Tchoukkis, qui forme l'extrémité orientale de la Sibérie. Les Tchoukkis sont en voie de disparaître, sous l'action des boissons alcooliques dont ils font une effroyable consommation comme aussi du manque de nourriture, les baleines et les veaux marins, qui

en faisaient la base, désertant de plus en plus ces parages. Ils se vêtissent comme les Esquimaux, avec qui ils entretiennent des relations suivies et l'usage de se tatouer est général parmi leurs femmes.

Il paraît que certains Anglais ne peuvent se faire facilement à l'idée que la vraie route entre l'Indo-Chine et la Chine occidentale est le Fleuve-Rouge, ou fleuve du Tonkin, reconnu par notre compatriote Dupuis comme entièrement et naturellement navigable depuis sa sortie du Yun-Nan jusqu'à son embouchure dans la mer à travers toute la vallée du Tonkin. Du moins, M. Lepper, sans se laisser décourager par l'insuccès des expéditions en 1868 du colonel Sladen et en 1875 du colonel Horace Browne¹, recommande-t-il une route directe de l'Inde vers la Chine, en passant par l'Assam. Il a visité tout récemment le pays et il a pu reconnaître, de ses propres yeux, qu'il n'y a point d'impossibilité de continuer jusqu'à un point du Haut-Irraouady, le chemin de fer qui va dès à présent à Makum, l'extrême avant-poste des Anglais du côté de la frontière chinoise. Il suffirait pour cela de traverser le territoire des Singphos, et ces tribus étaient très sympathiques aux Anglais en même temps qu'indépendantes à la fois du Barmah et de la Chine. La distance à franchir ne dépasse pas 120 milles, et la ligne à construire ne présente pas d'obstacles particuliers au point de vue technique. Son exécution n'ouvrirait pas seulement au commerce de l'Inde la Chine occidentale, mais encore le Thibet oriental, et les marchandises anglaises remplaceraient sur ces deux grands marchés les marchandises russes qui seules ont eu jusqu'ici le privilège d'y pénétrer.

Voilà des perspectives bien brillantes, et généralement le gouvernement anglais ne passe pas pour négliger d'en faire des réalités. Cependant personne dans l'Inde n'a encore paru s'apercevoir de la grande importance de joindre le *terminus* de Makum à l'Irraouady. Personne même — c'est M. Lepper qui l'affirme — « ne s'est donné le souci d'apprendre la langue des Symphos, ou de se familiariser avec leurs mœurs, leurs coutumes, leur religion, leurs préjugés ». Il en coûte beaucoup parfois de s'aventurer parmi les peuplades indo-chinoises sans s'être muni de ce double viatique : c'est ce que le gouvernement de l'Inde sait à merveille et le tragique destin d'Auguste Margary, qui détermina la retraite de l'expédition du colonel H. Browne, n'est pas d'une date si éloignée qu'à Calcutta, ou même à Londres, on ait pu encore l'oublier.

* *

Dans la section de mécanique, nous signalerons un très intéressant mémoire de M. H. W. Preece, du *General Post-Office*, sur la téléphonie et ses plus récents progrès. M. Preece a rappelé tout d'abord que c'est à

¹ Voir le *Journal des Economistes* du 15 octobre 1877.

une séance de l'Association britannique que le téléphone a fait sa première apparition devant le public anglais. C'était à Glasgow, en 1876, et sir William Thompson stupéfia littéralement ses auditeurs en leur annonçant qu'à Philadelphie, il avait entendu répéter des vers de Shakspeare, au moyen d'un fil électrique dû à l'invention de M. Graham Bell. L'illustre savant ajoutait que « c'était là vraiment la merveille des merveilles de la télégraphie électrique ». Un an plus tard, M. Preece, à son tour, faisait fonctionner devant le Congrès scientifique, alors réuni à Plymouth, un téléphone de Bell qu'il avait rapporté d'Amérique, et la réunion put entendre la conversation qui s'engagea entre un de ses membres et un interlocuteur placé à Exeter. « Cinq années se sont écoulées depuis ce temps, ajoute M. Preece, et il est convenable d'entretenir aujourd'hui l'Association des progrès du téléphone. En 1877, ce n'était guère qu'un joujou scientifique, et maintenant c'est un instrument pratique. Les Anglais ont consacré une somme de 1,550,000 liv. st. (38,750,000 francs) à l'extension de son emploi, et il procure à leur Trésor public une recette annuelle de 109,000 liv. st. (2,750,000 francs). Le téléphone récepteur, tel que Bell l'avait primitivement conçu, a reçu à peine quelques modifications. Essentiellement il reste celui que nous avons vu en 1877. Cependant, M. Gower y a introduit une amélioration que le Post-Office s'est appropriée. L'exposition qui a eu lieu l'an dernier à Paris et qui a été si remarquable sous le rapport des nouveautés électriques dont elle témoignait, n'a révélé dans l'appareil téléphonique aucun progrès bien remarquable ; mais elle a constaté diverses applications nouvelles de l'instrument, telles que la transmission à distance du chant et des sons musicaux. »

M. Sclater-Booth, membre du Parlement, qui présidait la section d'Economie politique et de statistique, avait choisi le *Local Government* comme thème de son discours d'inauguration des travaux de cette section. On n'ignore pas que sous ce nom nos voisins désignent toutes les charges qui affèrent chez nous au département ou à la commune, sans parler de quelques autres qui s'y inscrivent, pour partie du moins, au budget de l'État et qui là-bas incombent entièrement aux comtés, aux paroisses, aux bureaux de bienfaisance, aux unions charitables, aux bourgs municipaux, aux districts municipaux, et enfin à ces communautés qu'un éminent publiciste d'Outre-Manche qualifiait il y a quelque temps « de municipalités naissantes ou bien à demi-développées », que des *Acts* du parlement ont placées sous la tutelle de commissions dites d'amélioration : *Improvement Commissions*. Cette seule énumération nous apprend que le système de nos voisins, quels que puissent être par ailleurs ses mérites, ne brille pas par la simplicité ou l'unité, et nous ne sommes nullement surpris que, depuis un certain nombre d'années déjà, de très bons esprits recher-

chent les moyens d'en améliorer le fonctionnement ou d'en simplifier les rouages.

M. Sclater-Booth lui-même est très au fait de ce que le *Local Government*, dans ses formes actuelles, offre, aussi bien dans les villes et dans les campagnes, d'incohérent et de contradictoire, de *chaotique* pour se servir de son expression même. Mais il ne lui paraît ni possible, ni désirable de transporter de l'autre côté de la Manche notre système « unitaire et hautement scientifique de municipalités », comme il dit. Il trouve à notre organisation communale un très grave défaut : celui d'imposer aux villes grandes ou petites, comme aux gros bourgs et aux plus petits hameaux, un type d'organisation uniforme et de leur accorder indifféremment les mêmes franchises et les mêmes droits. Quelques publicistes anglais seraient d'avis de prendre le comté comme base et centre de la réforme municipale qu'ils méditent ; mais rien ne sourit moins qu'une pareille idée à M. Sclater-Booth. « Comment s'y prendre », s'écrie-t-il, « pour appliquer le type de Gouvernement local à des superficies territoriales aussi différentes quant à l'étendue de la situation, les circonstances locales, que le sont le Devonshire et le comté de Rutland, le Lancashire et le West-Riding-d'York, le Cambridgeshire et le West-Sussex ? Comment oublier qu'un semblable mécanisme ne pourrait être mis en mouvement qu'à l'aide de très grosses dépenses et au moyen d'une véritable armée de fonctionnaires, et ne pas s'alarmer surtout de la perspective de voir la vie administrative et même politique du pays s'absorber dans soixante ou soixante-dix centres territoriaux, peu préparés peut-être à voir les choses sous le même aspect et à les résoudre de la même façon ? »

Comme à M. Sclater-Booth, la substitution du comté seul aux diversés unités territoriales et administratives du Gouvernement local, tel qu'il est constitué maintenant, ne nous paraît point à nous-même une conception très pratique et très heureuse. Mais nous ne verrions nul inconvénient assurément à réduire le nombre de ces unités — paroisses, townships, unions charitables, bureaux des écoles, commissions des chemins, bureaux des travaux, comités sanitaires, autorités des ports — et à concentrer dans un plus petit nombre de mains l'administration des deniers locaux. Aussi bien la question est-elle à l'ordre du jour. Elle sera un jour ou l'autre résolue, et, si nous ne nous trompons fort, dans le sens de cette centralisation mitigée, vers laquelle, de l'autre côté de la Manche, on gravite évidemment, tandis que de celui-ci on aspire à détendre le lien qui unit les communes au pouvoir central, afin de communiquer aux municipalités un peu d'activité et de leur restituer quelque vie particulière.

Le professeur Leone Levi a présenté la statistique criminelle des Trois-Royaumes. En Angleterre, elle montre une légère augmentation

le bois et le chanvre du dehors. M. Clarke ne parle pas de l'action du libre-échange comme un des facteurs de cette prospérité, ou plutôt la remarque qu'il fait à ce sujet semble indiquer qu'il n'est pas partisan très convaincu de la liberté commerciale, ou tout au moins que les querelles des libre-échangistes et des protectionnistes plus ou moins avérés le laissent assez indifférent. « Tout cela s'est opéré sans que ce que l'on nomme le *Free Trade* et le *Fair Trade*, dit-il en effet, aient eu quelque chose à y voir. » M. Stephen Bourne qui, au contraire, se déclare entièrement libre-échangiste — *a thorough free trader* — ne prétend pas, lui non plus, qu'il faille attribuer exclusivement au libre-échange tout le progrès accompli dans ces derniers trente ans par la marine marchande et le commerce maritime de son pays. Il craint même qu'on ait fait parfois à cet égard une application malavisée du fameux adage *post hoc, ergo propter hoc*; cependant il reste très persuadé au fond que le libre-échange a une part notable à revendiquer dans la nouvelle situation. Car la prospérité de la marine marchande d'un pays dépend de son activité industrielle et commerciale, et il n'est vraiment pas douteux que celle-ci n'ait reçu une puissante impulsion des doctrines économiques que l'illustre Cobden et l'école de Manchester ont fait décidément prévaloir sur l'un des bords de la Manche.

HENRI TACHÉ.

LA MISÈRE MORALE

I. Le suicide ancien et moderne, par A. Legoyt. — II. Les récidivistes, par J. Reinach. — III. La prostitution, par Yves Guyot.

I

C'est un singulier spectacle que celui auquel nous assistons dans ce XIX^e siècle. D'une part, la richesse prend un développement extraordinaire; de l'autre, la misère, sous toutes ses formes, nous assiege, un pessimiste dirait nous accable.

La puissance totale des machines à vapeur employées en France s'élève (d'après M. de Foville, en 1878) à 1,500,000 chevaux-vapeur. Le travail d'un cheval-vapeur équivalant à celui de 20 hommes environ, ces machines représentent donc le travail de 30 millions d'ouvriers. Si l'on ajoute à cette énorme production celle de nos 15 millions d'ouvriers qui travaillent, plus qu'en aucun temps la classe populaire n'a travaillé, faisant des journées plus longues et en plus grand nombre, beaucoup d'entre eux ne chômant ni dimanches ni fêtes, on sera conduit à croire que l'aisance doit être générale.

Mais il n'en est rien, loin de là. Les statistiques nous apprennent que notre approvisionnement même en blé, en bétail et autres produits de première nécessité, est de plus en plus insuffisant. Dans la période décennale de 1870 à 1880 nous avons consommé 100 millions d'hectolitres de grains venus de l'extérieur. Dans les seules années 1878, 1879 et 1880, les importations de blé se sont élevées, défalcation faite des exportations, à 74 millions d'hectolitres, tandis que de 1820 à 1870 et dans les temps antérieurs, notre production suffisait à peu près à notre consommation.

Cette insuffisance des denrées alimentaires, en élevant leurs prix, et par conséquent, les profits des agriculteurs et les salaires des ouvriers, devrait attirer les ouvriers des villes vers les campagnes. C'est le phénomène inverse qui se produit depuis longtemps déjà, et qui s'accroît de plus en plus ; les villes se surpeuplent et les campagnes se dépeuplent. En 1861, la population de Paris s'élevait à 1,667,000 habitants ; en 1866, elle monte à 1,799,000 ; en 1872 elle descend à 1,794,000, effet de l'année terrible ; mais en 1876 elle remonte et atteint 1,988,806 ; enfin le dernier recensement nous donne le chiffre de 2,225,910 habitants. On sait que l'excédent des naissances sur les décès n'entre que pour 1/8 dans cet accroissement. Les sept autres huitièmes sont donc fournis par la province et l'étranger. Une émigration analogue se produit vers les autres grandes villes de France.

Ce mouvement de la population des campagnes vers les villes est la preuve manifeste du malaise des ouvriers ruraux ; on connaît assez l'attachement naturel des paysans pour leur pays natal, mais *Ubi bene, ibi patria* et *vice versa*.

Et pourtant, si la misère est grande dans les campagnes, elle n'est pas petite dans les villes : les développements de l'assistance publique prouvent l'existence et les progrès de la misère au moins aussi bien qu'ils y remédient.

Les opérations des monts-de-piété sont encore une preuve du même genre ; or, voici quelques chiffres tirés de la *statistique du mont-de-piété de Paris pour l'année 1880* :

« En cette année le mont-de-piété a reçu 2,416,328 articles en dépôt sur lesquels il a prêté 52,619,247 francs. Ainsi pour les 800,000 ménages existant à Paris, il y a plus de 2,400,000 reconnaissances émises, ce qui donne à penser que la clientèle du mont-de-piété comprend le tiers, la moitié peut-être de la population parisienne.

« Avant 1860, les renouvellements fournissaient à peine le quart dans le mouvement général des entrées ; ils y figurent actuellement pour un tiers (17,383,846 francs, sur 52,619,247 francs prêtés, soit 30 fr. 26 0/0). Ce qui semble prouver qu'il est plus difficile de retirer les objets déposés qu'il ne l'était avant 1860.

On voit que les riches sont loin d'être aussi parfaitement heureux qu'on le croit. Le premier des biens, dit Plutarque, est la vertu ; le second, la santé ; le troisième, la richesse. Je crois que l'on pourrait réduire ces trois biens à deux, la vertu n'étant que la santé de l'âme ; en tout cas, il est certain que la santé du corps est infiniment préférable à la richesse : quoi de plus misérable que d'avoir tout à profusion et de ne pouvoir jouir de rien, faute de santé ?

Voilà de quoi consoler un peu les prolétaires qui sont exempts de la misère physiologique. Cependant il ne faut pas plaindre les riches, car il ne tient qu'à eux de prévenir cette maladie et de s'en guérir : le travail corporel, voilà le moyen préservatif et curatif.

II

Ce n'est pas seulement la misère physique, qui, sous une forme ou sous une autre, atteint la société moderne du bas en haut de l'échelle. La misère morale et la misère intellectuelle ne se font pas moins sentir. Les progrès du suicide, de l'aliénation mentale, de la criminalité et du vice (encore pire que le crime), en sont les preuves palpables.

« Nous sortons de cette vie par trois portes (dit M. Legoyt après Sussmilch), l'une immense aux proportions colossales, par laquelle passe une foule de plus en plus considérable, c'est la porte des maladies ; la deuxième, de moindre dimension, et qui semble se rétrécir graduellement, c'est celle de la vieillesse ; la troisième, sombre, d'apparence sinistre, toute maculée de sang et qui s'élargit chaque jour, c'est la porte des morts violentes, et notamment du suicide ¹. »

Si la troisième porte s'élargissait déjà au temps où écrivait Sussmilch (1742), elle prend des dimensions bien autrement exagérées depuis quelque temps dans toute l'Europe. En France, particulièrement, voici la moyenne annuelle des suicides depuis 1827 :

De 1827 à 1830.....	1.739	De 1861 à 1865.....	4.661
1831 1835.....	2.119	1866 1869.....	5.207
1836 1840.....	2.574	1872 1874.....	5.471
1841 1845.....	2.952	1875.....	5.472
1846 1850.....	3.446	1876.....	5.804
1851 1855.....	3.639	1877.....	5.922
1856 1860.....	4.002	1878.....	6.434
		1879.....	6.496

Rapporté à la population, le nombre des victimes, qui était de 54 par année et par million d'habitants, dans la période de 1826 à 1830, s'est élevé à 64 dans la période de 1831 à 35 ; à 76 de 1836 à 40 ; 85 de 1841 à 45 ; 97 de 1846 à 50 ; 100 de 1851 à 55 ; 110 de 1856 à 60 ; 124 de 1861 à 65 ; 135 de 1866 à 70 et 150 de 1871 à 75.

¹ *Le suicide ancien et moderne*. A. Drouin, éditeur, 28, rue Jacob,

Le département de la Seine ne fournit pas le moindre contingent de cette hécatombe : dans la période de 1851 à 55, il donne une moyenne de 618 suicides par année ; de 1856 à 60, 657 ; de 1861 à 65, 806 ; de 1866 à 69, 751 ; de 1872 à 75, 873. L'année 1873 en fournit 877 ; 1874, 915 ; 1875, 926 ; 1876, 952 ; 1877, 994. Soit environ 1 suicide pour 2,000 habitants dans cette dernière année ¹.

Cette progression du suicide n'est pas particulière à la France, elle se manifeste aussi dans les autres pays de l'Europe ; il n'y a de différence que du plus au moins. Le nombre de suicides par million d'habitants dans les divers Etats de l'Europe est actuellement :

Pour l'Allemagne.....	261	Pour la Norwège.....	55
Danemark.....	257	Hollande.....	45
Suisse.....	215	Ecosse.....	37
France.....	160	Russie.....	30
Autriche.....	121	Italie.....	37
Suède.....	96	Finlande.....	35
Belgique.....	87	Irlande.....	21
Angleterre.....	69	Espagne, Portug.....	17

La différence entre l'accroissement p. 0/0 des populations et celui des suicides nous apprend qu'à deux exceptions près, les suicides se sont accrus en Europe, beaucoup plus rapidement que les populations.

Le nombre des suicides augmente avec l'âge ; mais la progression s'arrête, pour l'homme de 71 à 80 ans ; elle continue pour la femme jusqu'à la limite de la vie ² ; ce qui n'empêche pas le nombre des suicides d'enfants d'aller aussi en augmentant. « A Berlin, de 1788 à 1797, on ne comptait qu'un suicide d'enfant ; de 1798 à 1805, la statistique en signale 3 ; de 1812 à 21, ce chiffre s'est élevé à 31. Les *comptes généraux de la justice criminelle* de 1835 à 1844 établissent que sur 25,760 suicides observés en France, 129 ont eu lieu avant 16 ans ³. »

« En France, dans la période 1861-75, on a constaté 79,577 suicides, dont 63,236 du sexe masculin et 16,341 du sexe féminin. En cherchant,

¹ D'après M. Maurice Block, la population des villes présente 1 suicide par 4,553 habitants, et celle des campagnes 1 par 10,617 (1861-65, et la proportion totale des suicides est pour toute la population de 13 sur 100,000 habitants. (Statist. de la France.)

² Legoyt, op. cit.

³ *La folie chez l'enfant*, par M. Compayré (*Revue philosophique* de décembre 1880). Durand-Fardel, d'après Brierre de Boismont, compte 192 cas de suicide d'enfants dans la même période. — C'est peut-être une transposition de chiffres ? — Dans 20 observations qu'il (Durand-Fardel) a recueillies, on trouve suicide d'enfant avant l'âge de 5 ans ; 2 avant 9 ; 2 avant 10 ; 6 avant 12 ; 7 avant 13 et 2 avant 14.

pour un million d'habitants de chaque sexe et de chaque âge, le nombre de suicides également de chaque sexe et de chaque âge, on trouve les rapports ci-après :

	16 ans et au-dess.	16 à 21.	21 à 30.	31 à 40.	41 à 50.
Hommes.	0.43	7.47	15.30	23.20	33.99
Femmes.	0.18	3.90	4.56	5.80	8.34
	de 51 à 60.	61 à 70.	71 à 80.	Au-dessus.	
Hommes.	47.35	58.97	70.50	56.48	
Femmes.	11.09	12.80	16.70	16.80	

Dans la même période (1861-75) le nombre des suicides d'enfants au-dessous de 16 ans a suivi la progression suivante :

	15 ans.	14 ans.	13 ans.	12 ans.	11 ans.	10 ans.	9 ans.	8 ans.	7 ans.	Total.
De 1861 à 65.	63	29	28	11	6	3	»	1	»	141
1866 à 80.	73	46	25	7	9	3	2	»	1	166
1871 à 75.	67	42	22	21	11	5	3	3	1	175
	<u>203</u>	<u>117</u>	<u>75</u>	<u>39</u>	<u>26</u>	<u>11</u>	<u>5</u>	<u>4</u>	<u>2</u>	<u>482</u>

Le total moyen annuel qui se trouve de 35 de 1871 à 75, a monté à 36 en 1878 ¹. »

Quelles sont les causes de cet accroissement continu du nombre des suicides dans presque toute l'Europe ? M. Legoyt passe en revue les diverses conjectures que l'on a faites et que l'on peut faire à ce sujet.

« La lutte pour l'existence est-elle plus vive, plus ardente que par le passé ? La mêlée est-elle plus furieuse, plus acharnée ? C'est probable ; mais pourquoi cet antagonisme ? D'où vient le sentiment hostile qui anime toutes ces générations courant à la conquête de la fortune, du bien-être, des jouissances matérielles de toute nature ? Les prix des denrées alimentaires et des loyers se sont sensiblement élevés, et non seulement les salaires et les profits professionnels n'ont pas progressé dans la même proportion, mais encore, par suite de circonstances exceptionnelles telles que la baisse de l'intérêt de l'argent, beaucoup de revenus ont notablement diminué. »

Cela est vrai ; mais si c'était une des principales causes déterminantes, le suicide serait plus fréquent dans les basses classes que dans les classes supérieures, et surtout parmi les ouvriers ruraux, ce qui est contraire aux faits que constate la statistique ².

On attribue encore les progrès du suicide à la perte du sentiment re-

¹ Legoyt, op. cit.

² Je ne m'arrête pas davantage sur les causes de l'ordre économique, telles que les guerres intérieures et extérieures, les grèves, le luxe, la spéculation, les jeux permis et défendus, etc., parce qu'il resterait à chercher les causes de ces causes elles-mêmes, c'est-à-dire à traiter à fond la question sociale, ce qui ne peut entrer dans le cadre restreint de cette étude.

Les statistiques nous apprennent que de 10,539, en 1835, le nombre des aliénés, traités dans les établissements spéciaux publics ou privés, s'est élevé à 24,594 en 1854, soit une augmentation d'environ 133 0/0. La marche ascendante a continué de 1856 à 1861 où le nombre s'élève à 30,239, et en 1869 à 38,545.

En 1836, le rapport des aliénés à la population était de 33 sur 100,000 habitants; en 1866, il s'élève à 93, presque le triple.

Remarquons que le nombre des aliénés traités à domicile est encore supérieur.

En 1851 il y avait 24,433 aliénés traités à domicile, et 21,353 dans les asiles. En 1856, 34,004 à domicile, et 25,485 dans les asiles. En 1861, 33,160 à domicile, et 30,239 dans les asiles. (M. Block. Statistique de la France.)

III

Le vice et le crime vont de compagnie; ils s'engendrent l'un l'autre. M. Lacassagne ¹, puis M. J. Reinach ², ont donné récemment l'inventaire de la criminalité.

Le nombre des crimes et délits va sans cesse en augmentant. Depuis 1825 la criminalité en France a plus que triplé.

« Sur 4,347 accusés qui ont passé en 1879 devant les cours d'assises, 802 étaient mineurs de 21 ans, soit 18 0/0, 1 0/0 de plus qu'en 1878, 2 0/0 de plus qu'en 1877, 3 0/0 de plus qu'en 1876; et, sur ces 802 petits misérables, 43 avaient moins de 16 ans. En matière correctionnelle, dans la même année, sur 196,056 prévenus, 6,670 avaient moins de 16 ans (4 0/0), soit 434 de plus qu'en 1878; et 24,218 avaient de 16 à 21 ans soit 1,193 de plus que l'année précédente. A Paris, plus de la moitié des arrestations frappent aujourd'hui des mineurs de 21 ans, 12,721 sur 20,882 en 1879, et 14,061 sur 26,475 en 1880. — Et quels crimes que ceux de ces enfants! Dans une seule année, 30 assassinats, 39 meurtres, 3 parricides, 2 empoisonnements, 44 infanticides, 4,212 coups et blessures, 25 incendies, 153 viols, 80 attentats à la pudeur, 458 vols qualifiés, 11,865 vols simples! — Les filles qui se font inscrire volontairement avant leur majorité forment plus de la moitié des soumises, et les simples vagabonds sont innombrables.

« Il y avait à Paris 10,690 repris de justice en 1878; 12,858 en 1879; et 13,270 en 1880. En 1879 on y a fait 2,500 à 3,000 arrestations par mois; en 1880, 3,000 à 3,500; dans le premier semestre de 1881, 3,500 à 4,000.

« De 1826 à 1879, la récidive a monté devant les cours d'assises de 16 à 50 0/0, et devant les tribunaux de police correctionnelle de 8 à 40 0/0.

¹ V. la *Revue scientifique* du 28 mai 1880.

² *Les Récidivistes*, par Joseph Reinach. G. Charpentier, éditeur.

La marche ascendante est absolument régulière, normale. Pas un temps d'arrêt. De 1851 à 1855, la moyenne annuelle de l'ensemble des récidivistes est de 34,901; de 1861 à 1865, elle est de 48,890; en 1869, de 64,388; en 1878, de 70,170; en 1879, de 72,265. Et notez que depuis la loi du 30 mai 1854, tout individu condamné à plus de 8 années de travaux forcés est tenu, à l'expiration de sa peine, de résider pendant toute sa vie à Cayenne ou à la Nouvelle-Calédonie; tout individu condamné à moins de 8 ans, pendant un temps égal à la durée de sa condamnation, ce qui enlève un contingent considérable à l'armée des repris de justice.

« Quand un système pénitentiaire donne de pareils résultats, il est jugé; non seulement il est impuissant à protéger la société contre le crime profession; mais il est évident que son impuissance dégénère en une sorte de complicité morale, et qu'il contribue par lui-même à engendrer et à développer les récidives.

« Sur l'ensemble des individus arrêtés à Paris en 1880, 27 0/0 avaient été condamnés plus de 4 fois depuis 10 ans. — Et notez qu'à chaque fois le caractère du crime ou du délit est plus grave, plus savant¹. »

Ce n'est donc pas seulement en nombre, mais en science que la criminalité fait des progrès. Et aussi en couardise : le nombre des vols de nuit à Paris, était de 30 en 1877; 75 en 1878; 132 en 1879 et 265 en 1880.

Voilà, certes, une perspective qui n'est pas rassurante. Tout en payant une police pour empêcher le vol et ramasser les voleurs, une magistrature pour les juger, des prisons et leur personnel pour les corriger, etc., nous ne pourrions plus dormir que d'un œil.

Quelle est donc la cause de ce débordement du crime?

M. Reinach, à qui nous empruntons ces quelques traits du tableau qu'il a tracé du récidivisme, ne la recherche point; il se borne à décrire le mal, sans doute il a voulu dire comme le Corrège : *Ed io anche son pittore*. C'est un anatomiste qui scalpe le corps social, mais non un physiologiste. L'auteur des *Récidivistes* dit bien que ces causes sont l'ignorance et la misère; mais ce sont là des banalités que tout le monde peut dire et dit en effet; un philosophe ne doit pas se borner à poser des assertions, il doit en donner les preuves et remonter, de causes en causes, aussi près que possible de la première.

En conséquence de sa banale assertion, M. Reinach ne voit pas de meilleur préventif que l'obligation générale de l'instruction primaire.

Il ne fallait pas un grand effort d'imagination pour trouver cette idée; c'est le refrain à la mode.

Mais si d'ici un quart de siècle, l'instruction primaire doit tarir la

¹ M. J. Reinach. *Les Récidivistes*.

que celui des ignorants est, au contraire, plus que double : sur 100 crimes il en est commis :

	1875	1876	1877	1878	1879
1 ^o Par les illettrés.....	32	31	31	30	30
2 ^o Par les demi-lettrés. .	64	66	65	65	66
3 ^o Par les lettrés.....	4	3	4	5	4

Et notons bien que tous les crimes et délits commis par la deuxième classe ne sont pas découverts : comme ceux de la troisième, ils savent joindre la ruse à la force ; tandis que des crimes commis par les illettrés, il en reste bien peu derrière la toile. L'ignorance complète est donc préférable à la demi-science.

« Plus de la moitié des filles publiques, dit M. Reinach, est issue de familles totalement illettrés. » Et elles-mêmes, sont-elles aussi illettrées ? Et celles, bien plus nombreuses, qui ne sont pas inscrites ?

Il ne paraît donc pas que, jusqu'ici, les énormes dépenses que l'on nous a imposées sous prétexte de propager l'instruction aient contribué, quoi qu'on en dise, à régénérer la société ; et il est au moins douteux que l'avenir démente le passé. Ou l'ignorance n'est pas cause des progrès du vice et de la criminalité, ou ce n'est pas de l'instruction que l'on nous donne dans les écoles. En tous cas, il est surabondamment prouvé par les faits que l'école n'abat pas la prison. Si la démocratie de M. Reinach ne comprend pas ce langage, tant pis pour elle.

Au reste, M. Reinach n'est pas comme sa démocratie, il ne paraît pas avoir une aussi grande confiance dans son remède que celle qu'il voudrait inspirer aux autres. Il estime que le Code pénal sera toujours indispensable à côté de l'Évangile et le gendarme à côté de l'instituteur. Ce qui ne l'empêche pas de dire, sans même tourner la page, que c'est le Code pénal qui est parfois la véritable cause du récidivisme.

Il est étrange que M. Reinach, qui propose un si bon remède à l'ignorance : la science par force, n'en propose, n'en cherche même point pour la misère. Le fait est que c'est un peu plus difficile à trouver, et, lors même qu'on l'a trouvé, plus scabreux à dire. Et pourtant c'est bien plus important, car on ne voit pas souvent un criminel s'excuser de son forfait sur son ignorance, tandis que l'on voit bien que la misère est ce qui, dans le plus grand nombre de cas, le précipite dans le gouffre du crime.

« Ce qui m'a frappé surtout, dit M. Reinach, chez ces malheureux (les enfants criminels) qui sont si bien doués, c'est le courage avec lequel ils luttent contre le mal. Ce n'est qu'à la dernière extrémité qu'ils cèdent, qu'ils s'avouent vaincus. Tant qu'ils pourront, ils repousseront les infâmes conseils, les suggestions sinistres. On ne saura jamais ce qu'il faut de coups, de tortures, combien d'heures cruelles en proie à la

faim pour qu'un enfant devienne un criminel... » J'ajouterai tout ignorant qu'il est.

Les récidivistes mêmes « ne sont point entrés de gaieté de cœur dans le cercle infernal où il faut renoncer à toute espérance ; presque tous y ont été précipités par la misère, presque tous, hélas ! sont en droit d'accuser la société. »

C'est aussi la misère qui est la principale cause déterminante de la prostitution : sur 5,183 filles, 1,441 s'y livraient par l'excès de la misère et le dénûment absolu ; pour 1,255, la perte des pères et mères, l'expulsion de la maison paternelle, l'abandon complet les y avaient conduites ; 37 se livraient à la prostitution pour soutenir des parents vieux et infirmes ; 29 pour élever leurs frères et leurs sœurs, et quelquefois des neveux et des nièces ; 23 femmes veuves ou abandonnées, pour élever une famille nombreuse ; 280 étaient venues de province pour se cacher à Paris et y trouver des ressources ; 404 y avaient été amenées par des militaires, des étudiants et des amis (des commis voyageurs ?) qui les avaient abandonnées ; 289 domestiques avaient été séduites par leurs maîtres et renvoyées par eux ; 1,425 étaient de simples concubines ayant perdu leurs amants et ne sachant plus que faire ¹.

Il est bien regrettable que M. Reinach n'ait pas cherché quelque moyen d'atténuer un peu cette misère qui entre pour une si grande part dans la constitution du vice et du crime. En revanche, il a trouvé un moyen excellent de débarrasser la société des récidivistes, « de liquider inexorablement les existences manquées, de purger la métropole d'un élément vicié et malfaisant ». Ce moyen c'est la transportation des récidivistes.

« C'est, dit-il, une théorie connue de tous les criminalistes et méconnue de presque tous les législateurs, que *moins les peines d'emprisonnement sont longues, plus les cas de récidive sont fréquents*. » Je ne me serais jamais douté que les législateurs ne connussent pas cette théorie ; M. de la Palisse connaît, lui, une théorie encore plus forte que celle des criminalistes : il prétend que *si les peines d'emprisonnement étaient perpétuelles, ou bien si l'on rétablissait la loi unique et expéditive de Dracon, il n'y aurait jamais de récidives*. C'est évidemment de cette dernière que s'est inspiré l'auteur pour proposer sa panacée.

Et M. Reinach n'y va pas doucement ; c'est à perpétuité qu'il veut transporter les récidivistes, « sans espoir de retour », comme dans la romance des *Feuilles mortes*. « Rien de plus barbare que de permettre à certains condamnés de rentrer dans la métropole ; » à moins, toutefois, « de l'intervention souveraine de la grâce. » Ce serait bien le diable si,

¹ Parent-Duchâtelet, cité par M. Reinach.

même en fait de transportation, il n'y avait pas une porte entrebâillée pour l'arbitraire.

« Ainsi le spectre de la transportation planera partout sur l'armée
« des récidivistes pour s'abattre sans hésitation sur les malfaiteurs
« obstinés. Cette armée, soyez-en bien sûrs, ne tardera pas longtemps
« sous cette menace à fondre comme de la neige au soleil. » Il est plus
facile de faire une métaphore qu'une démonstration ; M. Reinach le sait
bien.

C'est surtout aux souteneurs qu'en veut l'auteur des *Récidivistes*. C'est à eux qu'il destine principalement sa loi de transportation.

« Ce sont d'ordinaire de grands et vigoureux gaillards... Leurs
moyens de subsistance sont le vol, l'escroquerie, les femmes, — pour
parler leur hideux langage, les *marmites*, c'est-à-dire les filles de joie
qu'ils ont asservies pour les prostituer à leur profit dans les bouges et
dans les rues des grandes villes. Ils ont un domicile certain : celui des
dabes dont ils sont les souteneurs, certains garnis célèbres qui ne sont
que des tanières de receleurs. Ce sont par excellence des Protées, tour
à tour simples mendiants, voleurs, escrocs et proxénètes.

« Les prostituées ne peuvent se passer d'un protecteur... Ordinaire-
ment leur choix tombe sur le plus scélérat, afin d'inspirer plus de ter-
reur aux autres et d'avoir un soutien envers et contre tous... Lorsqu'une
fille a fait choix d'un souteneur, elle n'est plus maîtresse de s'en dé-
faire ; il faut qu'elle l'entretienne dans sa paresse, dans son vin, dans
son jeu et dans ses débauches avec d'autres filles. Car il est de ces
hommes qui, sur leur réputation, en ont plusieurs à la fois, et, si elle
ne peut plus résister à la tyrannie de cet homme, il faut, pour s'en
débarrasser, qu'elle en trouve un autre plus redoutable encore et, par
cela même, plus despote et plus tyran.

« Et toute cette *pègre* est composée d'hommes dans la fleur de l'âge,
de 18 à 40 ans, de rudes gars qui seraient peut-être de bons ouvriers si
la débauche n'avait mis la main sur eux et si la justice les menaçait
de peines sévères. »

Telle est l'engeance dont M. Reinach veut débarrasser la démocratie.

Mais il y a souteneurs et souteneurs. Il y a ceux que les femmes font
vivre ; il y a aussi ceux qui font vivre les femmes, qui font bouillir les
marmites, les *casqueurs*, pour employer le terme de l'art. M. Reinach ne
parle point de ceux-ci et n'indique pas le moyen de nous en débarras-
ser. C'est pourtant là le point capital. Car il est clair que tant qu'il y
aura des *casqueurs* il y aura des *marmites*, et tant qu'il y aura des *mar-*
mites elles auront des protecteurs puisqu'*elles ne peuvent pas s'en passer*.
Si on les transporte elles en prendront d'autres, et voilà tout.

Ce qui conduit les femmes à la prostitution, c'est, on l'a vu plus
haut par la statistique de Parent-Duchâtelet, la misère pour moitié au

moins ; quant à l'autre moitié, si les criminels séduisent les filles du peuple et ricanent en les lançant dans le ruisseau : *Les riches n'auront que nos restes*, les riches et les désœuvrés y contribuent au moins autant ; eux aussi disent : *Les autres n'auront que nos restes*. Que ferons-nous donc des gommeux ?

C'est par la tête que pourrit le poisson, dit un vieux proverbe, vrai aujourd'hui plus que jamais. Il est au moins inutile de cautériser et panser les membres lorsque la gangrène est au cerveau.

Quand on ne trouve rien à dire contre ceux qui obligent 280 filles de la province à venir se cacher à Paris, contre 404 militaires et étudiants qui en amènent et les abandonnent, contre 289 maîtres qui séduisent leurs bonnes, puis les renvoient, contre 1,425 amants qui abandonnent leurs maîtresses, toutes lâchetés insignes, tous abus de confiance, la plus respectable, la plus sainte des confiances, la confiance du cœur ; quand on trouve cela tout naturel, ce n'est vraiment pas la peine de se couvrir la tête du pan de son manteau quand pareil méfait est commis par un prisonnier ou un forçat libéré.

Il va sans dire que c'est à l'instar de l'Angleterre que M. Reinach propose la transportation des criminels habituels. Qu'imiterions-nous si nous n'imitions pas l'Angleterre ? Et pourtant il convient d'imiter, afin de prouver que nous descendons bien réellement du singe. Que les colonies pénitentiaires anglaises aient réussi, soit ; quoiqu'il y ait bien des réserves à faire. Mais le but à atteindre n'est pas de coloniser la Nouvelle-Calédonie, ou tout autre pays, c'est de réduire la criminalité ; or, il ne paraît guère que l'Angleterre y ait réussi (quoiqu'on en dise depuis quelque temps), puisque c'est elle qui nous fournit les docteurs de la *pègre*, les maîtres ès arts de l'escroquerie, du *caroublage*, etc.

Il ne paraît pas non plus que les transportés anglais se soient beaucoup améliorés, puisque M. Reinach dit lui-même que, en 1864, l'Australie a menacé l'Angleterre d'une révolution si la métropole continuait à lui envoyer ses *old offenders* et que le transport des *convicts* dans les provinces unies d'Amérique avait été, en 1774, l'un des principaux griefs de la ligue d'indépendance.

La criminalité n'est donc que déplacée, et très probablement augmentée, par la transportation. Ce n'est pas la peine de se mettre en frais pour un tel résultat.

D'ailleurs, quand même la criminalité aurait diminué en Angleterre et dans ses colonies, cela ne prouverait rien en faveur de la transportation : les réformes économiques et sociales, en diminuant la misère, diminuent aussi la criminalité, qui en est la conséquence. Les réformes juridiques produisent encore un résultat analogue, puisque, l'on en convient, le Code pénal est une des principales causes du récidivisme. Or,

il n'y a pas besoin de transporter les criminels pour procéder à ces réformes, si on le veut.

Mais, sans aller en Angleterre nous enquérir des résultats que pourrait produire la transportation, l'expérience déjà commencée chez nous peut nous donner une idée de ce qu'il y a lieu d'espérer de ce système pénitentiaire : Depuis 1854, nous transportons tous les grands criminels. « Tout individu condamné à plus de 8 années de travaux forcés est tenu, à l'expiration de sa peine, de résider toute sa vie à Cayenne ou à la Nouvelle-Calédonie ; tout individu condamné à moins de 8 ans, pendant un temps égal à la durée de sa condamnation. » La criminalité aurait donc dû diminuer un peu depuis cette époque ? Nous avons vu plus haut que le courant est plus rapide que jamais.

Est-il nécessaire de parler des impossibilités matérielles qui s'opposent à la mise en exécution de ce projet ? M. Reinach, lui-même, en reconnaît assez pour renverser son plan.

« Il est chimérique, dit-il, de vouloir fonder des colonies avec des individus tombés au fond de l'abîme ; cette œuvre n'est possible qu'avec des coupables qui ne sont pas encore corrompus jusqu'aux moelles et tout à fait désespérés. » Même dès le premier délit, la plupart des criminels sont déjà tombés au fond de l'abîme. Ce n'est qu'après de longs combats, et lorsqu'on est réduit à la dernière extrémité, M. Reinach le reconnaît lui-même, que l'homme se décide à jeter le manche après la cognée, et la femme son bonnet par-dessus les moulins, mais aussi le premier pas est généralement le dernier.

M. Reinach nous affirme que 9 sur 10 des vagabonds et criminels de profession sont effroyablement las de l'affreuse existence que leur ont faite la misère et le vice devenus fatalité, et que la moitié au moins sont corrigibles. Mais en le supposant, l'autre moitié empêchera celle-ci de se corriger.

La transportation n'aurait pas seulement pour effet, suivant M. Reinach, de nous débarrasser des récidivistes et de les régénérer ; l'auteur espère, en même temps, fonder des colonies florissantes, « donner à la patrie les établissements les plus riches et les plus puissants ».

Malheureusement il faudrait, pour réaliser ce beau rêve, « un homme de génie, un Dupleix ou un Cartier, un Phillip ou un Macquarie à la tête de cette colonie, et de plus un noyau de colons libres et non tarés. Sans cela la colonisation pénale serait inféconde ».

Les hommes de génie, ce n'est pas ce qui nous manque, depuis un siècle surtout ; nous ne pourrions être embarrassés que dans le choix.

Mais les colons libres ne sont pas si faciles à trouver. Il ne va déjà guère de français en Algérie, qui est tout proche. C'est pour des espagnols, des italiens, des maltais, etc., que nous nous imposons tant de sacrifices en soldats et en argent pour civiliser ce pays.

Que dis-je ? Nous n'avons même pas d'hommes pour faire nos propres travaux : ce sont encore les espagnols, les italiens, les allemands qui effectuent nos travaux publics. Et l'on espère trouver des colons et des colones pour accompagner les récidivistes à la Nouvelle-Calédonie ? Des fonctionnaires du gouvernement, oui, on en trouvera. Mais des colons ? La terre est trop basse ; il faudrait l'élever à hauteur de bureau.

Il ne faut donc pas songer à transporter les récidivistes.

C'est vraiment dommage, car le tableau que nous trace M. Reinach des pays qu'il leur destine est des plus attrayants.

« A la Nouvelle-Calédonie, l'année n'est qu'un long printemps, la température descend rarement au-dessous de 14 degrés et s'élève rarement au-dessus de 25, — de sorte que les récidivistes fashionables n'auront plus besoin de se déplacer, ils ne seront pas réduits comme en France à se faire arrêter dans le Nord en été et dans le Midi en hiver, — on y a vu des troupes séjourner six mois sous la tente sans qu'une maladie se déclarât parmi les hommes. Même climat à l'archipel Gambier. Au Maroni, dans les années 1863 et 1864, la mortalité n'est que de 2.40 et de 2.30, tandis qu'en France, dans les maisons centrales, elle était, dans les mêmes années, de 5.59 et de 5.43 ; parmi les réclusionnaires, de 6.62 et 5.59 ; parmi les condamnés aux fers, de 8.69 et 7.40 ; au pénitencier de Beaulieu, de 12.09 ; à Casabianca, en Corse, de 20.87.

« A Bourail, les pâturages sont gras et les récoltes drues ; près de 300 hectares sont plantés des plus belles cannes à sucre, la vigne y donne le plus délicieux raisin. Et c'est à peine si l'on a gratté le sol ! Mais le sous-sol est plus riche encore, une vaste couche d'or, de cuivre et de nickel. Ce nickel est le meilleur qui soit au monde, absolument exempt d'arsenic, malléable et du travail le plus facile.... Le cuivre d'Ouaïla est le plus pur de tous les cuivres connus... On ne connaît pas de nature plus souple ni plus variée. En d'autres temps, les colons libres y fussent accourus en masse pour chercher fortune. Demain, si nous trouvons un Jacques Cartier pour la diriger, on peut éclipser sans peine la Nouvelle-Zélande, et la réhabilitation morale pour les hommes de bonne volonté, n'y sera que le premier chapitre d'une belle œuvre de colonisation. »

Sont-ils heureux, ces criminels ! Depuis un demi-siècle nos philanthropes s'évertuent, à qui mieux mieux, pour améliorer leur sort : nourriture, couchage, aération de leurs résidences, occupations plus ou moins lucratives, faisant concurrence aux ouvriers du dehors, distractions, jeux, livres, rien ne leur manque. C'est au point que « l'ouvrier montrant du doigt une maison centrale prononce cette grave parole : *Il y a là des malfaiteurs qui ne manquent de rien. Moi et ma famille nous sommes honnêtes et nous avons peine à vivre* », et que « rien n'étonne plus les petits vagabonds parisiens, quand on les envoie au dépôt pour la première

fois, que le bien-être, la prison propre, le lit bien fait, le pain quotidien, l'absence de coups et de propos orduriers ».

Tout cela ne suffit pas, et voilà maintenant qu'on veut les envoyer à la Nouvelle-Icarie, je me trompe, à la Nouvelle-Calédonie. Cela ne vous met-il pas l'eau à la bouche ? Cela ne vous donne-t-il pas l'envie de criminaliser et de récidiver à outrance ?

Au fait, si nous allions tous dans ces pays fortunés, et laissions ici les *marmites* avec leurs crémaillères ?

Il faut rendre cette justice à M. Reinach qu'il ne compte guère plus sur la transportation que sur les écoles pour guérir les maux de la société moderne. Il convient que la colonisation pénale par les récidivistes, pour être efficace et même « légitime », doit être *accompagnée* de nombreuses réformes sociales et juridiques.

C'est *précédée* qu'il aurait fallu dire. Mais alors il est plus que probable qu'il n'y aurait pas plus besoin que par le passé de transporter les criminels.

Quel dommage que M. Reinach se tienne toujours dans les généralités, et qu'il n'indique pas quelques-unes de ces réformes sociales et juridiques ! C'est trop de modestie de la part de l'auteur, ou trop de confiance dans la pénétration des lecteurs, qui n'ont pas tous le talent de savoir lire entre les lignes.

V

Si les statistiques prouvent la dépravation morale de notre siècle, l'état de notre littérature et de nos beaux-arts n'est pas une preuve moins évidente de la perversion de l'esprit et du goût. Tout le monde s'en plaint. Il y a des gens qui proposent de sévir contre la presse pornographique, et M. Reinach ne manque pas de faire chorus. C'est un véritable écho que l'auteur des *récidivistes*.

« Il est impossible, dit-il, de tolérer plus longtemps, d'une part, le développement de la prostitution publique, et surtout de la prostitution clandestine ; de l'autre, l'extension abominable que la pornographie a prise dans ces dernières années. Ce sont là pour notre société des dangers honteux auxquels il convient de parer au plus tôt par des mesures énergiques. Il faut faire des lois ou prendre des mesures administratives, mais il faut liquider d'une manière quelconque les filles dont les provocations obscènes, soit par gestes, soit par paroles, constituent le plus corrupteur des scandales ; les souteneurs qui encombrant nos rues et nos boulevards ; les pédérastes qui ne se cachent plus et les plumitifs pornographes. Cette immonde engeance ne mérite aucune pitié. »

Diabre ! Mais il y a une autre sorte de prostitution dont on ne parle point et qui est pourtant bien plus dangereuse que celle du corps : c'est celle des consciences. Faudra-t-il aussi *liquider* les candidats qui faus-

sent leur foi, les plumitifs qui se vendent à un parti dans le seul but de prendre place au festin budgétaire ? Cela nous mènerait loin, et pourtant ce serait plus urgent. Celui qui abuse de son corps ne fait tort qu'à lui-même, tandis que celui qui trafique de sa conscience donne au public un exemple d'autant plus dangereux qu'il occupe une position plus élevée.

La manière de raisonner de M. Reinach est toujours la même ; il ne regarde jamais la médaille que d'un côté. « Liquider les plumitifs pornographiques ! » Et leurs lecteurs ? N'est-il pas clair que si les publications pornographiques n'avaient pas de lecteurs elles tomberaient d'elles-mêmes ? Ce n'est donc pas dans les écrivains qu'il faut chercher la source du mal. La presse ne fait que refléter, exprimer l'opinion de ses lecteurs. Rien loin de les diriger, c'est elle qui est dirigée par eux. Comme le disait dernièrement M. Caro, « une société a toujours la presse qu'elle mérite, adaptée à ses qualités, accommodée à ses défauts ¹ ».

Une preuve encore plus palpable de notre décadence intellectuelle, c'est l'impuissance où l'on est de trouver aucune idée nouvelle, aucun moyen efficace pour remédier aux maux dont on sait si bien se plaindre. M. Reinach ne fait, comme on l'a vu, que répéter des banalités triviales ; pas la moindre idée personnelle ; vaguement il parle de réformes sociales ; mais, s'agit-il de préciser, muet comme un poisson. « Il faut faire des lois ou prendre des mesures administratives. » Quelles lois ? Quelles mesures ? N'ont-elles pas toutes fait leurs preuves d'impuissance ? Ne contribuent-elles pas plutôt à aggraver le mal ? Ne serait-il pas plus à propos de supprimer purement et simplement celles qui existent que d'en introduire de nouvelles ?

Il n'est pourtant pas difficile de découvrir des réformes sociales à effectuer. Un exemple entre mille :

Un principe sur lequel tout le monde est d'accord (et c'est de tels principes que l'on doit partir), c'est que le premier devoir des gouvernements est de garantir la propriété. Les économistes prétendent même que là doivent se borner ses attributions, et qu'il ne doit intervenir en aucune façon dans les autres relations sociales. En tout cas, il doit commencer par bien remplir ce premier devoir avant d'en assumer d'autres. Or, M. Lacassagne constate que *le Code* (le pouvoir législatif) est une *illusion sociale*. M. Reinach va plus loin, — et il ne va pas jusqu'au bout, — il observe que le Code est la plupart du temps la cause du récidivisme.

D'autre part, « la justice s'avoue vaincue. Elle ne prononce plus que des condamnations dérisoires... A Paris les agents de police n'ar-

¹ *La critique contemporaine*. Revue des Deux-Mondes du 1^{er} février 1882.

« rêtent presque plus, le petit parquet relâche 90 sur 100 des vagabonds
 « qu'on est littéralement contraint d'arrêter, les autres ne sont con-
 « damnés qu'à quelques jours de prison ¹. »

Voilà donc un gouvernement qui ne remplit pas la première et la plus importante de ses fonctions. Si, au lieu d'accumuler tant d'autres attributions, il se bornait à celle-ci, n'est-il pas probable qu'il la remplirait mieux ? N'y a-t-il pas tout lieu de croire que la multiplicité de ses devoirs fait qu'il ne peut bien accomplir ni les uns ni les autres. N'est-il pas vraisemblable que, s'il laissait un peu plus à faire aux particuliers, au lieu de prétendre pourvoir à tous leurs besoins, ceux-ci, plus occupés, songeraient moins à cultiver la pornographie ?

Voilà une petite esquisse de la misère moderne. Il resterait encore beaucoup à dire si on voulait, car M. Reinach, qui l'exagère sur bien des points, — sa lyre vibre *fortissimo* d'un bout à l'autre de son livre, et toujours sur la même corde, — en a omis plusieurs autres qui ne sont pas moins importants. Mais on peut admettre que les omissions et les exagérations se balancent ; et, véritablement, le sujet est trop peu intéressant pour mériter d'être fouillé davantage ; j'avoue même que je commence à être écœuré (et le lecteur aussi, sans doute) de remuer ces ordures.

C'est pourquoi je ne dirai rien d'un livre que vient de publier M. Yves Guyot sur le sujet qui nous occupe ², où il est démontré que la réglementation de la prostitution, sous prétexte de morale, de salubrité publique, produit des résultats tout opposés ; que la police non seulement permet, tolère la débauche, mais qu'elle aide les entrepreneurs à recruter leur personnel, mineur comme majeur, etc.

Cela n'est que trop vrai ; et, à notre honte, c'est nous qui avons donné à l'Europe l'exemple de cette abominable institution. Mais il ne suit pas de là que ces règlements seront abrogés. Quand il s'agit de mal faire, le moindre motif nous suffit ; c'est ainsi que le projet de transportation de M. Reinach fait déjà l'objet des méditations de graves législateurs ; mais quand il s'agit du bien, plus les raisons sont pressantes, plus l'opposition est grande.

« Thomas Diafoirus, Joseph Prudhomme et Ratapoil, voilà les seuls défenseurs de la police des mœurs, dit M. Yves Guyot. » Oui, mais ce sont là les trois ordres de l'Etat moderne. D'ailleurs, dans l'état actuel des esprits, — de plusieurs même de ceux qui demandent une réforme, les règlements en vigueur seraient remplacés par d'autres qui ne vaudraient pas mieux. C'est en Angleterre que les règlements sur la prostitution sont d'institution plus récente ; c'est en Angleterre qu'ils seront sup-

¹ M. Reinach. *Les Récidivistes*, p. 121 et 122.

² *La prostitution*, par Yves Guyot. Charpentier, éditeur.

primés d'abord ; et ce n'est qu'alors qu'on pourra, sans passer pour être ridicule, proposer, avec quelque chance de succès, d'imiter les Anglais.

Au reste, il faut observer que c'est une question de femmes plutôt que d'hommes. S'il plaît aux femmes et aux filles honnêtes d'être exposées aux brutalités des agents des mœurs, de se voir conduire au poste, à la visite, à la prison et de n'en rien dire sous peine de perdre leur honneur, nous serions bien bons de nous tourmenter pour les garantir d'inconvénients qui leur sont agréables. Et si cela ne leur plaît pas, c'est à elles plus qu'à nous d'élever la voix. *Aide-toi et l'homme t'aidera.*

Revenons maintenant à notre point de départ. La société a-t-elle gagné ou perdu ? La balance des biens et des maux de l'humanité est-elle à l'avantage ou au désavantage du XIX^e siècle sur les siècles précédents ?

L'opinion la plus générale a été pendant longtemps que nous étions en gain. Mais depuis quelques années le nombre des pessimistes augmente et, peut-être, suivant notre coutume, allons-nous nous jeter d'un extrême dans l'autre, passer d'un optimisme exagéré à un pessimisme absolu. Cette question mérite d'être étudiée à part, et nous aurons à y revenir.

ROUXEL.

BULLETIN

SOMMAIRE : Publications du *Journal officiel*. — Discours de M. G. Du Puynode. — La récolte de 1882 et la fabrication du pain. — Congrès international des céréales à Vienne.

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

26 juillet. — Loi relative aux travaux d'amélioration des routes nationales.

Art. 1^{er}. — Il est affecté une somme de cent vingt millions de francs (120,000,000 fr.) :

A l'achèvement des lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés assimilées aux routes nationales, et des routes thermales ;

Aux rectifications des routes nationales et assimilées ;

A la reconstitution des chaussées des routes nationales et assimilées.

Art. 2. — Il sera procédé, dans les formes prescrites par les lois et règlements, aux études et à l'instruction des projets relatifs aux travaux spécifiés par l'article 1^{er} sur la base des tableaux de classement n^{os} 1 à 4, adoptés par le conseil général des ponts et chaussées, dans sa délibération du 20 octobre 1879.

Art. 3. L'exécution de ces travaux aura lieu successivement, en tenant compte de l'importance des intérêts à desservir et de l'état des routes à améliorer.

Il sera pourvu aux dépenses au moyen des ressources inscrites au budget ordinaire de chaque exercice.

4 août. — Loi tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livres de la caisse d'épargne postale.

Art. 1^{er}. — Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à créer des timbres spéciaux, dits timbres-épargne, de un à mille francs, destinés à constater, sur les livrets des déposants à la caisse d'épargne postale ou caisse nationale d'épargne, les versements effectués dans les bureaux de poste en conformité de la loi du 9 avril 1881 et du règlement d'administration publique du 31 août suivant.

Au moment de chaque versement, il sera apposé sur le livret, en présence du déposant, le nombre de timbres nécessaire pour représenter exactement la somme versée, laquelle continuera d'être inscrite en francs dans la colonne des sommes reçues.

Pour former titre envers la caisse, les timbres-épargne devront être frappés du timbre à date du bureau de poste et être revêtus de la signature du receveur.

Art. 2. — L'époque de la mise à exécution de l'article précédent sera déterminée par décret.

Art. 3. — Les frais de composition, de gravure et d'impression des timbres-épargne seront avancés par le Trésor, jusqu'à concurrence de quarante mille francs (40,000 fr.), à titre de frais de premier établissement de la caisse d'épargne postale ou caisse nationale d'épargne, dans les conditions énoncées à l'article 5 de la loi de finances du 21 décembre 1818.

— Loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse.

Art. 1^{er}. — Le ministre des postes et des télégraphes est autorisé à s'engager, au nom de l'Etat, pour une durée de onze ans et onze mois (du 1^{er} août 1883 au 30 juin 1895), au paiement d'une subvention annuelle, au maximum de trois cent soixante-quinze mille francs (375,000 fr.), aux conditions à déterminer par le cahier des charges, des lignes maritimes postales désignées ci-après :

Deux lignes hebdomadaires de Marseille à Bastia par Nice, avec prolongement sur Livourne; — Une ligne hebdomadaire de Marseille à Calvi ou à l'île Rousse, alternativement;

Une ligne hebdomadaire de Marseille à Ajaccio;

Une ligne hebdomadaire, soit de Nice à Ajaccio, avec escale à Calvi

ou l'île Rousse, pendant les six mois de l'été, soit de Marseille à Ajaccio;

Un prolongement hebdomadaire d'Ajaccio à Porto Torres;

Un prolongement hebdomadaire d'Ajaccio à Propriano;

Un prolongement bi-mensuel d'Ajaccio à Bonifacio.

Art. 2. — Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par une commission qui sera instituée à cet effet par décret.

Art. 3. — Tout paquebot destiné à être affecté au service de lignes indiquées dans l'article 1^{er} devra avoir été inscrit dans des chantiers situés en France, à moins qu'il n'ait été francisé avant la présentation de la présente loi.

— Loi relative à la destruction des loups.

Art. 1^{er}. — Les primes pour la destruction des loups sont fixées de la manière suivante :

Cent francs (100 fr.) par tête de loup ou de louve non pleine;

Cent cinquante francs (150 fr.) par tête de louve pleine;

Quarante francs (40 fr.) par tête de louveteau.

Est considéré comme louveteau l'animal dont le poids est inférieur à huit kilogrammes (8 kilogr.).

Lorsqu'il sera prouvé qu'un loup s'est jeté sur des êtres humains, celui qui le tuera aura droit à une prime de deux cents francs (200 fr.).

Art. 2. — Le paiement des primes pour la destruction des loups est à la charge de l'Etat.

Un crédit spécial est ouvert à cet effet au budget du ministère de l'agriculture.

Art. 3. — L'abatage sera constaté par le maire de la commune sur le territoire de laquelle le loup aura été abattu.

Art. 4. — La prime sera payée au plus tard le quinzième jour qui suivra la constatation de l'abatage.

Art. 5. — Un règlement d'administration publique déterminera les formalités à remplir pour la constatation de l'abatage par l'autorité municipale, ainsi que pour le paiement des primes.

Art. 6. — La loi du 10 messidor an V est et demeure abrogée.

7 août. — Le *Journal officiel* contient la Loi portant règlement définitif du budget de 1870.

9 août. — Le *Journal officiel* publie un Décret portant admission, dans les limites de la loi du 30 mai 1877, des sociétés anonymes et des autres associations commerciales, industrielles ou financières des États-Unis d'Amérique, à l'exercice de leurs droits en France.

Ce décret est ainsi conçu :

Le Président de la République française, sur le rapport du ministre du commerce; Vu la loi du 30 mai 1857, ainsi conçue :

« Art. 1^{er}. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles et financières qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement belge et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'empire.

Art. 2. — Un décret rendu en conseil d'Etat peut appliquer à tous autres pays le bénéfice de l'article 1^{er}. »

Vu la demande du ministre des Etats-Unis d'Amérique à Paris ;

Vu les lettres du ministre des affaires étrangères, en date des 5 août 1880, 3 février et 30 décembre 1881, 13 et 27 janvier et 5 juin 1882.

Le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1^{er}. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises, dans les Etats-Unis d'Amérique, à l'autorisation du gouvernement, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de la République.

10 août. — **Rapport** présenté au Président de la République par le ministre de l'intérieur, proposant de déclarer authentiques, à partir du 1^{er} janvier 1883, les nouveaux tableaux de population dressés par les préfets en exécution du décret du 3 novembre 1881. — Décret conforme et tableaux y annexés.

11 août. — **Loi** portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18,600,000 fr. pour le service de l'instruction primaire.

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au titre de l'exercice de 1882, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 29 juillet 1881, un crédit supplémentaire de dix-huit millions six cent mille francs (18,600,000 fr.) qui sera inscrit à la première section, service de l'instruction publique, chapitre 34 : Instruction primaire, traitements, encouragements, enseignement primaire supérieur.

Art. 2. — Il sera pourvu au crédit supplémentaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1882.

12 août. — **Décret** relatif au prix des enveloppes et bandes timbrées et au timbrage des enveloppes et bandes présentées par le public.

Le Président de la République française, vu la loi du 20 avril 1882, autorisant le gouvernement :

1° A mettre en vente des enveloppes et bandes revêtues d'un timbre fixe d'affranchissement ; — 2° à faire frapper du timbre d'affranchissement les enveloppes et bandes présentées par le public ; — 3° à déterminer le prix, en sus du timbre d'affranchissement, soit des enveloppes et bandes livrées par l'administration, soit du timbrage des enveloppes et bandes

présentées par le public; Sur le rapport du ministre des postes et des télégraphes, décrète :

Art. 1^{er}. — Le prix des enveloppes et bandes mises en vente par l'Etat est fixé à 1 centime par enveloppe et 1 centime par trois bandes.

Art. 2. — Le public est admis à présenter au timbrage des enveloppes et des bandes au prix de deux francs le mille d'enveloppes, au prix de un franc vingt centimes le mille de bandes. Les enveloppes ne pourront être pliées. Les bandes devront être en feuilles.

Art. 3. — Les mesures d'exécution seront déterminées par simples arrêtés.

15 et 16 août. — Le *Journal officiel* publie le Rapport présenté au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'administration de la justice criminelle en France de 1826 à 1880, et en Algérie de 1853 à 1880.

18 août. — Le *Journal officiel* contient le Rapport présenté au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'administration de la justice civile et commerciale en France, de 1826 à 1880, et en Algérie de 1853 à 1880.

26 août. — Le *Journal officiel* publie un Décret portant création d'une chambre de commerce à Quimper.

Art. 1^{er}. — Il est créé une chambre de commerce à Quimper (Finistère).

Cette chambre aura pour circonscription les arrondissements de Quimper et Quimperlé, qui sont distraits de la chambre de commerce de Morlaix.

Art. 2. — La chambre de commerce de Quimper sera composée de neuf membres.

29 août. — Décret fixant la taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la France et la Grèce, et abaissant la taxe sous-marine à percevoir en Algérie et en Tunisie pour les télégrammes à destination de la Grèce.

Art. 1^{er}. — Les dispositions de la convention conclue entre la France et la Grèce, le 13 juillet 1882, seront appliquées le 1^{er} septembre prochain.

Art. 2. — A partir de cette date, la taxe des télégrammes ordinaires échangés entre la France et la Grèce par la voie directe d'Otrante-Zante, est fixée uniformément et par mot ainsi qu'il suit :

1^o Pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce continentale ou de l'île de Corfou, à cinquante-cinq centimes (0 fr. 55); — 2^o pour les correspondances en provenance ou à destination de toutes les îles de la Grèce, sauf Corfou, à soixante-dix centimes (0 fr. 70).

Art. 3. — La taxe sous-marine à percevoir en Algérie et en Tunisie

pour les télégrammes à destination de la Grèce, acheminés par la voie normale, est abaissée à dix centimes (0 fr. 10).

5 septembre. — Direction de la caisse d'épargne postale.

En vertu d'un arrangement conclu le 31 mai 1882 entre la France et la Belgique, les déposants à la caisse d'épargne postale de France, qui transportent leur domicile en Belgique ou qui séjournent momentanément dans ce pays, peuvent obtenir, sans frais, par l'entremise de tout bureau de poste français ou belge, le transfert de leurs comptes d'épargne à la caisse d'épargne et de retraite de Belgique.

Ils peuvent également obtenir, dans les mêmes conditions, le remboursement en Belgique des fonds déposés par eux à la caisse d'épargne postale de France.

Réciproquement, les titulaires de livrets émis par la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, qui fixent leur domicile en France ou qui voyagent dans ce pays, ont la faculté de faire transférer, mais seulement jusqu'à concurrence d'un maximum de 2,000 fr., sans frais, leurs livrets à la caisse d'épargne postale de France, par l'entremise de tout bureau de poste, français ou belge, chargé du service de la caisse d'épargne.

Les mêmes déposants peuvent encore se faire rembourser en France tout ou partie des fonds déposés par eux à la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique.

Les personnes qui désireraient profiter des nouvelles facilités offertes au public par l'arrangement franco-belge du 31 mai 1882, n'auront qu'à se présenter, munies de leurs livrets d'épargne et de pièces établissant leur identité, dans un bureau de poste quelconque où elles rédigeront, au moyen d'imprimés mis gratuitement à leur disposition, une demande de transfert ou de remboursement international, suivant le cas.

Le nouveau service international des caisses d'épargne postales est inauguré en France et en Belgique depuis le 1^{er} août 1882.

12 septembre. — Décret approuvant la convention additionnelle à la convention de commerce entre la France et l'Autriche-Hongrie du 7 novembre 1881, signée entre les deux pays, le 31 janvier 1882.

Art. 1^{er}. — Les dates fixées par l'article 4 de la convention de commerce conclue à Paris, le 7 novembre 1881, sont reportées au 12 mai de cette année pour l'échange des ratifications de ladite convention, au 16 du même mois pour sa mise en vigueur, et au 15 mai 1883 pour son expiration.

14 septembre. — Décret déclarant authentiques les nouveaux tableaux de la population de l'Algérie.

Art. 1^{er}. — Les tableaux de la population : 1^o des départements de

l'Algérie; 2° des arrondissements et des subdivisions administratives; 3° et 4° des communes, seront considérés comme seuls authentiques à partir du 1^{er} janvier 1883.

Départements.	POPULATION		Totale.
	des territoires administrés par l'autorité civile.	du territoire de commandement.	
Alger.....	1.072.762	178.910	1.251.672
Oran.....	674.830	92.492	767.322
Constantine....	1.075.355	216.063	1.291.418
Totaux.....	<u>2.822.947</u>	<u>487.465</u>	<u>3.310.412</u>

18 septembre. — *Le Journal officiel* contient une **Circulaire** adressée par le ministre du commerce aux présidents des chambres de commerce sur la participation des industriels français à l'exposition internationale d'Amsterdam en 1883. — Le règlement général y est annexé.

17 septembre. — **Décret** portant fixation des droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir au profit du Trésor pour le doctorat en droit.

Art. 1^{er}. — Les droits d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir au profit du Trésor, pour le doctorat en droit, tel qu'il est organisé par le décret du 20 juillet 1882, restent fixés à la somme de 440 fr., conformément à l'article 22 du décret du 23 août 1854.

Ils sont répartis de la manière suivante :

Trois examens (60 fr. par examen).....	180
Trois certificats d'aptitude (30 fr. par certificat).	90
Thèse.....	40
Certificat d'aptitude.....	30
Diplôme.....	100
Total.....	<u>440</u>

26 septembre. — *Le Journal officiel* publie un **Rapport** présenté au Président de la République par le ministre de la guerre, relatif à la réorganisation militaire des douaniers et des chasseurs forestiers. — Les décrets y sont annexés.

Discours de M. G. du Puynode. — M. Gustave du Puynode, président du conseil général de l'Indre, a prononcé le discours suivant dans la séance d'ouverture du 21 août :

Messieurs,

Les diverses allocutions que vous avez bien voulu me permettre de vous adresser les années précédentes m'ont toutes été suggérées par une même pensée et tendaient toutes au même but : le respect de la liberté considérée dans ses rapports avec quelques-uns des plus grands intérêts de notre époque et de notre pays.

l'expression reçue, au risque d'interrompre de nouveau le cours des lois naturelles de la production et de fausser de nombreuses destinées. Il n'y a pas de pays où la manie de trop gouverner ait poussé de plus profondes racines qu'en France, écrivait Jefferson à Madison; que dirait-il aujourd'hui?

Il serait déplorable qu'il en fût ainsi dans toute société, mais il est déplorable surtout qu'il en soit ainsi dans une société démocratique comme la nôtre, qui ne renferme plus ni grandes existences ni grandes traditions. Otez des démocraties les pensées et les usages de la liberté, dans leurs occupations, dans leur vie de chaque jour, et demandez-vous ce qu'elles peuvent devenir. Ce n'est pas sans raison que Tocqueville, si inquiet des influences dégradantes de la démocratie, suivant la belle et énergique expression de John-Stuart Mill, écrivait : « Que si jamais dans un État monarchique et fortement centralisé, une république s'établissait, on aurait la plus insupportable des tyrannies. » Les plus sincères partisans du régime républicain devraient être les premiers à se souvenir de cette juste remarque.

Comment tout ensemble, et c'est sur ce point que je me propose surtout d'appeler votre attention, comment nos budgets supporteraient-ils les charges accablantes qu'impose le socialisme d'État? Lisez le dernier exposé de budget de M. le ministre des finances, et vous l'apprendrez si vous l'ignorez encore. Jamais, en aucun temps, chez aucun peuple, il n'y a eu de dettes ni de taxes semblables aux nôtres; à chaque instant néanmoins de nouvelles propositions tendant à accroître l'action de l'État viennent augmenter ces dettes et étendre ces taxes. Notre richesse est prodigieuse, c'est vrai; mais elle ne résisterait pas longtemps aux prélèvements démesurés qu'on poursuit en ce but, avec tant de hâte, sur ses revenus et parfois sur son capital.

Il s'en faut que le dernier ministre des finances ait voulu tout dire. Notre budget ordinaire de 1883 est de 3 milliards 27 millions; mais à côté de ce budget se trouvent le budget sur ressources extraordinaires, le budget sur ressources spéciales et les budgets annexes. Quelle différence avec les comptes budgétaires si simples, si clairs, si homogènes de l'Angleterre et de la Prusse! Or, l'ensemble de ces quatre budgets ne donne plus 3 milliards 27 millions, pour 1883, mais 4 milliards 57 millions. Est-ce tout du moins? Il s'en faut de beaucoup. Car si l'on ajoutait à nos quatre budgets les taxes d'octroi, celles des prestations et celles exigées par les intérêts des emprunts locaux, qui ne sont pas soumises au parlement, mais auxquelles n'en doit pas moins pourvoir notre fortune sociale, l'on arriverait à la somme colossale de 5 milliards 300 millions. Cela n'a pas empêché cependant le déficit de reparaître dans nos finances, puisqu'il a été de 12 millions en 1881, ou même de 60 millions si l'on comprend dans nos dépenses ordinaires toutes celles qui

devraient y figurer ¹, et le déficit est dès maintenant annoncé pour 1882.

Sans doute les désastres de 1870 et de 1871 pèsent sur nos budgets, bien qu'on se soit adressé à l'emprunt pour en réparer les suites. Mais ce ne sont pas ces désastres qui ont fait attribuer aux services des ministères, alors que notre territoire et notre population étaient amoindris, 600 millions de plus, — dont près de 295 millions imputables aux trois derniers exercices, — que dans le dernier budget de l'empire. Cela provient uniquement de l'extension et de la cherté de ces services.

C'est de même aux actes et aux secours exagérés de l'État que sont dus ces crédits supplémentaires ou extraordinaires contre lesquels se sont tant de fois récriés les plus habiles administrateurs de nos finances. La moyenne de nos crédits, depuis 1872, a été, déduction faite des annulations, d'environ 174 millions, quand elle ne dépassait pas, dans le même laps de temps, 50 millions en Angleterre, où l'on n'a pourtant demandé qu'à l'impôt de pourvoir aux expéditions lointaines ¹. Nous étions seulement au mois de juillet, cette année, lorsque l'honorable rapporteur du budget de 1883, M. Ribot, rappelait que les crédits supplémentaires votés ou à voter depuis le 1^{er} janvier, atteignaient déjà 148 millions et préparaient un notable déficit pour l'exercice en cours.

Ne résulte-t-il pas de l'ensemble de ces faits la preuve de fâcheux abus ? Et imagine-t-on qu'on puisse longtemps continuer de la sorte sans redoutables périls, en présence surtout d'une dette flottante de plus, — chose inouïe, — de 3 milliards, comprenant 700 millions d'anciens découverts ? Dette qui n'a pas non plus dépassé depuis de très nombreuses années, en Angleterre, 250 millions. Sur plus d'un point, nous en sommes revenus aux errements financiers de l'ancien régime.

Je le sais, nous avons eu des plus-values considérables ; mais la moyenne de ces plus-values n'a cependant pas excédé 76 millions et demi durant les sept dernières années, comme l'a remarqué M. Ribot. Tandis que la moyenne des crédits extraordinaires, je le disais à l'instant, a été, dans ces mêmes années, de 174 millions. Les plus-values faiblissent d'ailleurs et n'empêchent plus le déficit.

Dans un long travail que je publiais sur nos budgets et notre gestion financière, lors de la présentation du budget de 1880, j'ai été l'un des premiers, sinon le premier, à jeter un cri d'alarme. C'était une voix bien plus autorisée que la mienne et que j'ai grand plaisir à citer, celle du dernier ministre de finances, qui faisait récemment entendre les mots d'excès et de désastre. Je ne veux assurément pas faire penser en ce moment, fût-ce comme simple hypothèse, à la banqueroute ; ce serait une sottise. Je ne dirai même pas qu'il ne faille plus rien

¹ Le budget de 1881 semble n'avoir pas de déficit parce qu'il a emprunté 80 millions aux exercices antérieurs.

l'Orléans, qui de tous lui est le plus semblable, parce que le réseau de l'État est encore trop incomplet, lisez du moins les documents officiels sur les réseaux d'État de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche, de Suède, de Hollande. Vous vous convaincrez aisément à cette lecture de la malhabileté et de la cherté industrielles de l'État. Le ministre des finances de Belgique les reconnaissait publiquement, à ce sujet, il y a peu de mois. Les deux pays les mieux pourvus de voies de communication ont tout laissé à l'industrie privée, à l'initiative individuelle, ces admirables, ces incomparables puissances de l'humanité dans ses luttes avec la nature et le besoin. Ce sont les États-Unis et l'Angleterre, qui ne savent pas encore ce que c'est qu'un ministre des travaux publics.

Si je croyais avoir besoin de poursuivre l'examen de notre socialisme d'État dans ses rapports avec nos charges budgétaires, je vous parlerais, Messieurs, de l'extension si rapide et si coûteuse de nos pensions, comme des comptes si onéreux et si inquiétants de nos caisses d'épargne. Je ne veux certainement pas médire de ces dernières et bienfaites institutions populaires, magnifiques écoles primaires de la prévoyance et de la moralité, comme on les a si bien nommées; mais toute la législation en est à refaire, en s'inspirant surtout des lois qui régissent les institutions semblables de l'Italie et de l'Allemagne.

Je ne citerai plus qu'une preuve des maux que prépare l'intervention abusive du pouvoir dans le domaine des intérêts privés. Je la cite parce qu'elle est sans précédent et qu'elle résulte d'un des faits les plus extraordinaires de ce temps-ci. J'ai souvent nommé l'Angleterre comme la patrie privilégiée de la liberté et de la prospérité; c'est bien là l'île Shérie d'Homère, l'île sceptrée de Shakespeare. C'est elle cependant qui me fournira ma dernière preuve. Lorsque Pitt proposait aux communes d'Angleterre, dans l'un des plus beaux discours qui se soient prononcés, d'unir l'Irlande à la Grande-Bretagne par la justice et l'humanité, en place des durs liens que lui avaient imposés Cromwell et Guillaume III, il s'avouait le fidèle disciple d'Adam Smith et portait pour la première fois à une tribune parlementaire la doctrine du libre-échange. L'illustre, le grand ministre qu'on lui a quelquefois comparé comme financier, et qui mérite cette comparaison, M. Gladstone, voulant de nouveau rattacher l'Irlande à la Grande-Bretagne, a méconnu au contraire les enseignements économiques qu'il avait si glorieusement pratiqués auparavant. Il a attenté aux franchises des transactions, au droit de propriété, pour tout remettre à l'État, et à quoi a-t-il abouti? N'a-t-il pas lui-même reconnu son erreur? Quand il ne fallait voir dans la question irlandaise qu'une question de population et de travail, dont tous les économistes auraient indiqué et indiquaient la seule solution efficace, M. Gladstone a rouvert, sous les coupables excitations des représentants de l'Irlande, il est vrai, l'ère des haines, des

maux et des crimes, dont il serait maintenant difficile de prévoir le terme.

Pour nous, Messieurs, il nous serait d'autant plus nécessaire de renoncer à nos tendances et à nos traditions de centralisation outrée, de socialisme d'État, que le plus grand danger de notre situation présente réside certainement dans les théories et les menaces du socialisme entier, absolu, telles que les exposent ou les formulent ses maîtres. Combattrait-on ces théories en s'y associant ? Rendra-t-on vaines ces menaces en aidant à leur triomphe ? Il n'est qu'un sûr moyen d'attaquer et de détruire le socialisme, c'est, en démontrant sa fausseté, de respecter les franchises individuelles et économiques, les premières de toutes, comme les franchises administratives, puisque je ne puis pas parler ici des franchises politiques.

La récolte de 1882 et la fabrication du pain. — M. B. van den Berghe, négociant à Paris, à qui l'on doit d'excellentes informations relatives aux céréales, est d'accord avec la plupart des calculateurs pour évaluer la récolte en blé à 110 ou 115 millions d'hectolitres. C'est la plus abondante que nous ayons eue depuis 1874. Ce résultat est surprenant, si l'on tient compte des conditions peu favorables qui ont accompagné depuis le mois de mai les diverses phases de la végétation, et on se demande si, avec une température normale, nous n'aurions pas eu une récolte véritablement extraordinaire.

Malheureusement la qualité ne répond pas à la quantité. La rentrée des grains s'est faite dans de mauvaises conditions, surtout dans le Nord. La maturation a été pénible. Le grain est généralement humide et une certaine quantité sera impropre à la mouture ou donnera des déchets considérables. Il y a, de ce côté, un dommage dont il n'est pas encore possible de déterminer l'importance.

En Europe, la Hongrie accuse un rendement de 50 0/0 au-dessus de la moyenne ordinaire ; l'Allemagne de 10 à 15 0/0 ; l'Italie de 20 0/0 ; l'Angleterre, la Belgique et la Hollande auraient une bonne récolte ordinaire et la Russie serait également mieux partagée qu'on ne l'aurait cru d'après des avis un peu contradictoires. L'Espagne seule aurait du déficit.

Quant aux États-Unis, les derniers renseignements parvenus par dépêches indiquent une production probable de 500 millions de bushels (le bushel = 36 litres 336).

Aussi le blé, qui valait encore, il y a six semaines, de 30 à 32 fr. le quintal, ne vaut déjà plus que 25 fr.

C'est le moment de signaler un ouvrage qui vient de paraître à la Librairie centrale des sciences. Dans ce livre, intitulé *l'Art de moudre*, M. Félix Hardouin nous donne, chemin faisant, des renseignements statistiques qui offrent un grand intérêt au lendemain de la récolte.

peut en résulter des inconvénients très graves pour la santé publique. Indépendamment de ce que les ouvriers boulangers ruinent leur santé, et de ce que ce mode de travailler présente des inconvénients pour le public, les patrons sont constamment et complètement à leur discrétion.

Le public même serait fort embarrassé s'il plaisait aux ouvriers de se mettre un jour en grève dans tout Paris.

On ne comprend guère, comme le fait remarquer M. Hardouin, cette résistance des boulangers à l'introduction dans leur travail du pétrin mécanique et du four économique, chauffé soit à l'air chaud, soit à la vapeur. Il cite l'exemple de la Belgique et de la Hollande où fonctionnent généralement ces fours qui occasionnent une dépense des trois quarts moins élevée que celle des fours ordinaires. (*Journal des Débats.*)

Congrès international des céréales à Vienne. — Ce congrès vient de tenir, du 6 au 7 septembre, sa dixième réunion annuelle. Il a centralisé de très nombreux renseignements ou documents sur la récolte de 1882.

En général, l'année 1882 a été d'une grande abondance. Les promesses du printemps ont été tenues.

Turquie. — Très bonne récolte de froment; seigle, orge, avoine, maïs : récolte moyenne.

Roumanie et Moldavie. — Production exceptionnelle en quantité et en qualité.

Serbie. — Récolte remarquable pour toutes les céréales.

Autriche-Hongrie. — D'après une moyenne de 100, Hongrie : froment, 157; avoine, 106; orge, 120; seigle, 108. — Autriche : froment, 111; avoine, 105; orge, 106; seigle, 108.

Russie. — Récolte moyenne en froment, exceptionnelle en seigle. — Pologne, 115 0/0; Russie méridionale, 90 0/0.

Danemark. — Bonne récolte de 105 à 110.

Suède et Norvège. — 105.

Prusse. — Récolte légèrement inférieure à la moyenne : blé, 13 millions 200,000 q., contre 14,700,000 q.; seigle, 50 millions de q., contre 55 millions de q.; avoine, 32 millions de q.; orge, 10 millions de q.

Allemagne centrale et méridionale. — Blé : Saxe, 120; Bade, 100; Wurtemberg, 115; Bavière, 120; orge, 120; seigle, 95; avoine, 125.

Suisse. — Blé, 105; avoine, 100; orge, 115; seigle, 60.

Belgique. — Bonne moyenne pour toutes les céréales.

Hollande. — Récolte supérieure à la moyenne pour le blé.

Espagne. — Récoltes inférieures de 15 0/0 à la moyenne.

Italie. — Froment, 135 0/0; avoine, 90; maïs, 70; seigle, 100.

Etats-Unis. — Blé, 530 millions de b., contre 380 en 1881; maïs, 1,500 millions de b., contre 1,200.

France. — Bonne pour le froment, de 115 à 120 millions; assez bonne pour les autres céréales.

(*Revue de la Finance.*)

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 5 OCTOBRE 1882.

NÉCROLOGIE : M. H. Rozy.

Admission d'un nouveau membre.

COMMUNICATIONS : Ordre du jour de la séance du 6 novembre; quarantième anniversaire de la fondation de la Société d'économie politique. Inauguration du monument élevé à la mémoire de M. Joseph Garnier. — Tendances économiques actuelles aux États-Unis : M. le général Gibson.

DISCUSSION : De la conversion du 5 0/0.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion est présidée par M. Léon Say, sénateur, président de la Société.

A la séance assistent, invités par le bureau, MM. le général Gibson, membre du Congrès américain, sénateur de la Louisiane, et Carey-Baird, de Philadelphie, neveu du célèbre économiste américain H.-C. Carey.

M. Frédéric Passy, un des vice-présidents, annonce la mort d'un membre de la Société, M. Henri Rozy, professeur de droit administratif à la Faculté de droit de Toulouse, et particulièrement connu comme l'auteur d'un excellent petit livre, intitulé : *Traité élémentaire d'économie politique*, publié en 1877. Cet ouvrage avait été couronné dans un concours ouvert par la Société d'économie politique de Lyon. « La mort de M. Rozy, qui, tout jeune encore, avait « donné des gages sérieux à la science économique, est une véritable perte pour cette science et pour la Société. »

L'assemblée ratifie l'admission, comme membre titulaire, de M. E. Villey, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Caen.

M. A. Courtois, secrétaire perpétuel, énumère les ouvrages et brochures envoyés à la Société. (Voir ci-après la liste de ces publications.)

A cette occasion, il invite M. Anatole Leroy-Beaulieu, présent à la réunion, à analyser le tome II de son important ouvrage sur *l'Empire des Tsars*, offert par l'auteur à la Société d'économie politique.

La conclusion de cette courte analyse est que le système social actuel, en Russie, paraît incapable de durer longtemps encore. Seulement, il est impossible de voir par quoi il pourrait être remplacé, par suite du manque de ces *classes moyennes* qui, après notre Révolution de 1789, par exemple, ont rendu relativement facile

opposante ne s'élève, M. Cernuschi demande à présenter quelques considérations sur la méthode à suivre pour alléger le poids de la dette inscrite au Grand-Livre. Cet allègement peut être obtenu de deux façons : ou par l'amortissement, c'est-à-dire par le remboursement d'une quotité quelconque du capital dû aux propriétaires des rentes, ou par la conversion, c'est-à-dire par la réduction du taux de l'intérêt annuel qu'on paye aux rentiers.

Les États-Unis d'Amérique, n'ayant pas de grand budget militaire, sont à même d'employer simultanément les deux procédés : ils amortissent et ils convertissent. La France, qui débourse chaque année des centaines de millions pour l'entretien de son armée, ne saurait songer à amortir sa dette. Pour amortir, elle devrait faire de l'argent en augmentant les impôts, tandis qu'au contraire elle s'applique, non sans raison, à les diminuer. Elle doit donc, dès que les circonstances y seront favorables, avoir recours à l'autre procédé, la conversion.

La rente 5 0/0 inscrite au Grand-Livre s'élève à 340 millions de francs, son capital est de six milliards huit cents millions. Si, au moyen de la conversion, l'intérêt de 5 était réduit à 4, la France réaliserait une économie annuelle de 68 millions à perpétuité, et la réalisation de cette économie ne coûterait rien au Trésor. Il va sans dire que la conversion ne doit pas être obligatoire pour les rentiers et que l'État devrait payer au pair le capital de sa rente 5 0/0 à tout rentier qui ne consentirait pas à la conversion.

D'accord sur ce point, les partisans de la conversion ne sont pas tous du même avis sur la nature du titre qu'on devrait offrir aux porteurs de 5 0/0. Les uns demandent qu'on leur offre de la rente 3 0/0, de telle façon que, la réduction du taux 5 au taux 4 étant arrêtée, on offrirait 4 francs de rente 3 0/0 pour chaque 5 francs de rente 5 0/0 convertie. Les autres, et M. Cernuschi déclare être de ceux-là, souhaitent qu'il ne soit pas offert de la rente 3 0/0, mais de la rente 4 0/0. L'ancienne rente 5 0/0 deviendrait simplement de la rente 4 0/0. L'avantage du 4 0/0 substitué au 5 0/0 consiste en ceci, que le capital de la dette soumise à la conversion reste inaltéré : 6 milliards 800 millions, tandis que la substitution du 3 au 5 0/0 aurait pour effet d'augmenter d'un tiers le capital du 5, le faisant monter de 6 milliards 800 millions à plus de 10 milliards.

Créer du 4 0/0, c'est créer un titre qui d'ici à une dizaine d'années pourrait être converti en 3 0/0 ; nouvelle économie pour l'État de 68 autres millions pour chaque année à perpétuité, tandis que toute réduction de l'intérêt de la dette devient pour ainsi dire impossible si le 5 est dès à présent converti en 3 0/0.

M. de Gasté a raison de regretter que les emprunts de 1871 et 1872

faits en 5 0/0 n'aient pas été réalisés en rente à 0/0. Émis au pair, le 6 0/0 aurait procuré la même somme que le 5 0/0 émis au-dessous du pair et le capital de la dette contractée eût été d'un milliard moins élevé. Mais il faut encore s'estimer heureux qu'on ait émis du 5 0/0 et non du 3 0/0 comme plusieurs le demandaient. M. Cernuschi se souvient d'avoir alors, M. Pouyer-Quertier étant ministre des finances, vivement combattu dans le *Siècle* contre ceux qui conseillaient la création du 3 0/0. Si à la place du 5 on avait émis du 3, le capital de la rente créée eût été d'environ trois milliards plus élevé et on aurait implicitement renoncé à la possibilité des futures conversions.

Pour tout État qui aliène des titres, soit pour emprunter, soit pour convertir d'anciens titres, la bonne règle est celle-ci : Émettre un titre que le public puisse prendre au pair ou très près du pair. Si le public est disposé à faire des placements à 5 0/0, lui donner au pair du 5 0/0 ; lui donner pareillement au pair du 6 0/0 s'il ne veut placer qu'à 6, ne donner du 3 0/0 que si on peut le donner au pair, comme on le donne aujourd'hui aux États-Unis d'Amérique, et comme le donnerait l'Angleterre si elle avait besoin d'emprunter.

La France doit compter que son 3 0/0 vaudra lui aussi le pair, comme l'anglais et l'américain.

Voilà, ajoute M. Cernuschi, pourquoi la création du 3 0/0 amortissable devait soulever et a soulevé des critiques. Le public voulait, en 1878, placer à 4 0/0, il fallait lui donner du 4 0/0 au pair et non du 3 0/0 aux environs de 80. Si l'on avait émis du 4 0/0 au pair, le capital de la dette créée eût été moindre, et dans quelques années le 4 0/0 aurait pu être réduit en 3 0/0 au grand bénéfice du Trésor, c'est-à-dire des contribuables. Le 3 0/0 amortissable coûte 4 0/0 à l'État et toute réduction d'intérêt est impossible.

M. Léon Say croit qu'il y aurait beaucoup de choses à dire en réponse aux critiques dirigées contre le mode d'emprunt choisi par M. Thiers en 1871. Tout le monde savait alors, M. Thiers autant et plus que tout le monde, qu'il eût été plus avantageux de créer un fonds 6 0/0, mais il y avait autre chose que des considérations financières à peser. Pour venir à bout des difficultés dont on était entouré à l'intérieur et à l'extérieur, pour pouvoir traiter avec les Allemands qui étaient encore en France, il fallait un succès, un succès moral. Ce succès, on était plus assuré de l'avoir avec du 5 qu'avec du 6 0/0. On a vu des personnes, qui parlent après coup, prétendre qu'on avait eu tort de faire garantir un emprunt qui devait être couvert plusieurs fois ; mais on ne peut raisonner sur

qu'elle est variable et que, par des conversions succesives, et probables, elle sera diminuée tous les dix ou quinze ans d'une quantité plus ou moins grande. Un emprunt perpétuel convertible n'est pas autre chose qu'une annuité perpétuelle décroissante dans des conditions hypothétiques. Quoique la comparaison mathématique entre une annuité constante et terminable et une annuité perpétuelle et variable soit une comparaison délicate, elle n'est pas impossible à faire. Une parité peut être établie.

On peut donc soutenir qu'à la veille d'émettre un emprunt, un ministre des finances a devant lui, sur sa table, diverses espèces de titres dont il connaît ou peut connaître la parité. Son devoir est d'offrir au public celui de ces titres que le public payera comparativement le plus cher : c'est une affaire de décision et de prévision ; le choix peut être bien ou mal fait, mais il est difficile de dire qu'il y avait dans ce choix une question de principe, à moins qu'on ne prouve qu'il n'existe pas de parité entre les titres différents, et qu'on ne peut pas supposer un prix pour l'un qui ne produise à l'État autant d'avantages qu'un prix pour l'autre. Cela n'empêche pas qu'il soit très difficile pour le ministre de discerner la vérité afin de faire son choix ; il ne peut le faire que s'il connaît bien l'esprit public et que s'il a pu en quelque sorte deviner quelles peuvent être les raisons du public de donner la préférence à telle ou telle forme d'emprunt, c'est-à-dire de le payer comparativement plus cher.

M. Jacques Siegfried rappelle les fautes commises en 1870, et indique ce que, d'après lui, on aurait dû faire alors. Il souhaite que l'expérience du passé nous serve pour l'avenir et fait remarquer, à propos des États-Unis, dont on nous représente toujours l'exemple comme devant être imité, que l'Union américaine n'a pas de forces militaires à entretenir à grand renfort de millions, ce qui lui permet de faire de colossales économies.

Mais un détail a particulièrement facilité, pour les États-Unis, la liquidation et la réduction de la dette énorme contractée pendant la guerre de la Sécession. C'est l'adoption du système des séries pour les emprunts remboursables ; ces séries ont permis de procéder par opérations fragmentées, tandis que chez nous, pour une conversion, c'est par milliards à la fois qu'il faudra opérer.

M. Léon Say répète que, si l'on avait eu, en France, ce système du remboursement possible par séries, on n'en aurait certainement pas profité. Les bénéfices peu élevés réalisés par ces opérations de détail n'auraient jamais été employés à alléger les charges des contribuables, tandis que, si une conversion impor-

provoque une adjudication; le banquier ou la Banque qui, pour trois francs de rente, lui donnera le plus, sera l'adjudicataire. Il est d'usage de fixer un chiffre minimum.

Plus il y a de distance entre le prix auquel l'emprunt a été adjudiqué et le chiffre indiqué pour le remboursement de la dette, plus il y a d'avantage pour l'adjudicataire; il en tient compte dans le prix.

L'État conserve le droit de rembourser, c'est-à-dire de donner 100 francs à celui qui ne lui a donné que 70, 75 ou 80 francs pour 3 francs de rente.

Comme on le voit, que l'emprunt se fasse en 5 0/0 ou en 6 0/0, la somme qui revient à l'État est la même. Je ne comprends pas, dit M. Monteaux, le reproche qu'on lui adresse à ce sujet. Au sujet du dernier emprunt, s'il avait fait un emprunt à 6 0/0, ce taux, d'abord, n'est pas dans nos habitudes, il aurait nui à notre crédit à l'étranger, et quel chiffre de remboursement aurait-on fixé? 120 francs. On aurait dit du 6 pour 120; aujourd'hui, il serait coté à la Bourse 140 francs.

Pour se rendre un compte exact de ce qui doit se faire, il est bon de jeter un coup d'œil sur ce qui a été fait, lorsque le dernier emprunt a eu lieu.

Nous avons à payer les frais d'une guerre désastreuse, nous ne pouvions compter que sur nos propres ressources; n'oublions pas que la nation française, tout entière, a fait acte de patriotisme, en mettant toutes ses ressources à la disposition de l'État.

M. Monteaux conclut : La conversion ou le remboursement de la dette me semble un acte dont je ne conteste pas le droit à l'État, mais je crois que, dans cette circonstance, il userait d'un droit rigoureux. L'État ne doit pas raisonner comme le ferait un particulier, qui n'a de comptes à rendre à personne, et qui n'a qu'à regarder sa caisse pour voir s'il a la somme qu'il doit rembourser.

Il y a pour l'État un intérêt politique au premier chef. Si une partie notable de rentes se trouve, dans le moment où se fera la conversion, dans un pays avec lequel nous soyons en délicatesse et que ce pays se présente au remboursement ?

A une autre époque, il y avait des banquiers; aujourd'hui, il y a des banques. Les premiers occupaient dans tous les États une grande situation; notre état politique et financier s'en ressentait; aujourd'hui, les banques, malgré la confiance dont elles jouissent, n'ont ni les mêmes relations, ni le même crédit. Qui aurait, encore une fois, la témérité de se mettre à la tête d'une opération de cette importance ?

M. de Gasté et M. Cernuschi, ajoute M. Monteaux, nous ont

laissé ignorer comment ils s'y prendraient pour faire la conversion, ou pour mettre l'État dans la possibilité de trouver les capitaux nécessaires pour rembourser une grande partie du capital, sans troubler les finances du pays. Ont-ils aussi tenu compte des incidents politiques ou autres qui pourraient se produire pendant cette gigantesque opération ?

M. Cernuschi reconnaît avec M. Léon Say que rente amortissable et rente perpétuelle ce sont deux annuités : la première fixe, invariable, la seconde sujette à varier ; il reconnaît aussi qu'au moment d'émettre, l'État doit se décider pour l'émission de celle des deux rentes que le public prendra aux conditions les plus avantageuses pour le Trésor.

Mais quelle est la seule variation que peut subir l'annuité de la rente perpétuelle ? C'est la réduction au moyen de la conversion que l'État, si les circonstances s'y prêtent, peut effectuer à toute époque. C'est là une option toujours ouverte à l'État. Elle doit l'induire à émettre de la rente perpétuelle plutôt que de l'amortissable.

Quant aux préférences du public, l'expérience a parlé. Le 3 0/0 amortissable n'est pas payé sur le marché à sa parité de valeur avec le cours du 3 0/0 perpétuel. Le *Journal des Débats* s'est plaint plusieurs fois de ce fait, mais le fait existe, et c'est encore un fort argument contre l'institution de l'amortissable.

M. Siegfried regrette que le 5 0/0 n'ait pas été constitué par séries comme la dette américaine, ce qui faciliterait l'œuvre de la conversion. Avec des séries, il ne serait pas nécessaire de convertir d'un seul coup les 340 millions de rente 5 0/0 ; on pourrait convertir une série après l'autre par voie de tirage au sort. L'observation est juste en elle-même, mais la difficulté peut être tournée, car il serait possible de former des séries au jour même où la conversion serait décrétée. On pourrait par exemple considérer comme des séries séparées les rentes nominatives ou les rentes au porteur, ou les petites inscriptions, ou les grandes inscriptions. Mais très probablement il ne sera pas nécessaire de recourir à ce procédé, et la conversion pourra se faire d'un coup pour la totalité du 5 0/0.

M. Cernuschi n'a pas été peu surpris des attaques de M. Monteaux contre la conversion. Qu'il ait souscrit du 5 0/0 ou du 3 0/0, le public a versé un capital qui, dit M. Monteaux, devait rapporter le taux d'intérêt résultant du cours d'émission, et il n'est ni juste ni équitable de vouloir revenir sur les conditions des contrats. Mais les conditions ne sont pas telles que M. Monteaux le croit.

Si les rentes n'étaient pas sujettes au remboursement du capital, on n'émettrait point tantôt du 3 0/0, tantôt du 4 0/0, tantôt du 5 0/0. On émettrait tout simplement des rentes sans dire : *pour cent*. Ces mots *pour cent* stipulent précisément le montant du capital, que l'État pourra toujours rembourser pour éteindre la rente. Le public sait qu'en prenant du 5 0/0 il est plus exposé au remboursement, à la conversion, que s'il achète du 3 0/0; aussi le 3 0/0 a toujours été coté relativement plus cher que le 5 0/0. Personne n'en ignore. Le droit de conversion, précédée de l'offre de remboursement au pair de cent, est hors de conteste.

M. Fournier de Flaix fait remarquer que, même dans les pays que l'on cite le plus volontiers pour la régularité de leur amortissement, on voit surgir souvent des dépenses nouvelles entravant singulièrement ce même amortissement. C'est ainsi qu'il a noté récemment, dans le dernier budget des États-Unis, une augmentation subite et considérable pour les pensions militaires : soit 30 millions de dollars en plus, au budget de 1882, pour les pensions de cet ordre.

M. le général Gibson explique alors la source de cette augmentation. Une première loi avait accordé aux blessés de la guerre de la Sécession, ou aux familles des morts, une pension comptant à partir du jour de la demande; une loi nouvelle a concédé la pension à partir du jour de la blessure ou de la mort du *de cujus*, ce qui a donné lieu à un rappel formidable, mais une fois accordé.

M. A. Courtois fait remarquer que, à son avis, il y a des principes qui régissent cette matière des emprunts et des conversions.

Sans doute, il serait plus commode, comme l'indiquait M. J. Siegfried, d'avoir des *séries*, mais le public français n'est pas favorable à ce système, comme on l'a vu, par exemple, pour les bons de liquidation de la guerre.

M. Clément Juglar fait observer que quand on s'occupe de conversion, la situation n'est plus du tout semblable à celle où l'on se trouvait quand, en présence de besoins pressants, il fallait emprunter. Il est facile de critiquer les moyens employés alors pour se procurer les sommes que la situation du Trésor réclamait; mais quoi qu'on fasse, on ne peut jamais obtenir une somme supérieure à celle que le crédit public comporte.

On offre au public, pour un prix variable, des annuités perpé-

n'absorbait qu'une faible partie de la plus-value que l'on réservait pour l'avenir. M. Bineuseul, au début de l'Empire, en 1852, réduisit purement et simplement le 5 0/0 en 4 1/2 0/0, mais la situation générale était des plus favorables pour faire cette opération, et on ne l'a pas laissé échapper. On venait de traverser la crise de 1848; de 32 fr. le 3 0/0 s'était relevé à 86 fr., le 5 0/0 de 50 fr. à 106 fr. 50; il n'y avait donc pas à hésiter et la réussite a été due à la décision qu'on a montrée alors.

Il y a un an à peine, les circonstances étaient aussi favorables : en avril 1881 on cotait le 5 0/0 121 fr. 50! Mais on a préféré faire l'expédition de Tunisie, et maintenant le moment de la conversion est passé, nous entrons dans la période critique dont le budget donne déjà les premiers signes. Ce n'est pas à la veille d'avoir recours au crédit que l'on peut songer à la conversion. Il faut donc des circonstances exceptionnelles pour la faire par la simple réduction du taux de l'intérêt sans accroissement de capital, et ces circonstances, il faut les saisir; malheureusement le moment opportun est passé.

M. G. de Molinari aurait souhaité que la question eût été posée d'une manière plus générale et en quelque sorte plus théorique. Si l'on ne considère que le moment présent, il est certain que les conversions de rentes peuvent sembler un moyen avantageux et économique de diminuer le fardeau des dettes publiques. Mais il ne faut pas oublier que les États sont perpétuels et qu'ils empruntent perpétuellement, c'est-à-dire qu'ils font continuellement de nouveaux emprunts. Cela étant, on peut se demander s'il est en réalité plus avantageux pour un État de réduire successivement l'intérêt de ses emprunts au moyen des conversions de rentes ou de payer intégralement cet intérêt, et de rembourser ses dettes par voie d'amortissement. De deux États qui adopteraient ces deux systèmes, lequel, au bout de deux ou trois siècles, aurait imposé le moindre fardeau à ses contribuables? Lequel aurait emprunté de la manière la plus économique? Voilà ce qu'il s'agirait d'examiner. L'orateur fait remarquer qu'il y a quelque illusion dans les avantages des conversions de rentes. Si l'on emprunte dans un fonds exposé à être converti, il en résulte pour les détenteurs de ce fonds un risque plus ou moins considérable. Or, comme tout risque, celui-ci s'assure, et la prime d'assurance est toujours plus élevée que le montant du risque. Cette prime s'ajoute naturellement à l'intérêt que le prêteur exige de l'emprunteur. C'est ainsi qu'aujourd'hui les porteurs du 3 0/0, qui n'est pas exposé à la conversion, se contentent d'un intérêt de 3.66 0/0 (cours de la Bourse du 2 octobre),

tandis que les porteurs du 5 0/0 exigent 4.36 0/0, soit 3/4 0/0 de plus. Ces 3/4 0/0 constituent la prime d'assurance du risque de la conversion, lequel risque n'est pourtant aujourd'hui que d'un demi 0/0; mais quand on s'assure soi-même, la prime est toujours portée au maximum. Eh bien, sans parler des inconvénients et de l'instabilité qui résultent des variations du taux de cette prime, selon que la conversion paraît plus ou moins à craindre, instabilité qui jette l'inquiétude dans le public et diminue par là même le crédit de l'État,—supposons que l'État ait à faire incessamment de nouveaux emprunts (et cette supposition n'est que trop conforme à la réalité), n'empruntera-t-il pas à meilleur marché s'il garantit les prêteurs contre le risque des conversions que s'il leur laisse le soin de s'assurer eux-mêmes contre ce risque, autrement dit, s'il emprunte en un fonds non convertible et seulement remboursable par voie d'amortissement? L'orateur fait remarquer encore qu'en admettant que le 5 0/0 ne fût pas exposé à la conversion, son cours serait actuellement de 136 environ au lieu de 116, et que le crédit public se trouverait relevé en proportion. Il serait à son maximum d'élévation, et la France emprunterait, par conséquent, à meilleur marché qu'elle ne pourra le faire aussi longtemps qu'elle aura recours au système des conversions de rentes pour alléger temporairement le fardeau de sa dette. Il y a donc une question de principe engagée dans cette affaire. Il s'agit de savoir lequel des deux systèmes est le plus économique, en considérant la durée illimitée de l'existence d'un État. C'est un problème que l'orateur se contente de poser et sur lequel il appelle l'attention de la Société.

Enfin M. Jacques Siegfried rappelle, pour ajouter un détail qui peut être intéressant, que dans plusieurs villes où s'étaient émis des emprunts tout locaux, fort aisément placés parmi les habitants mêmes, il s'est opéré aussi des conversions locales aboutissant à une sérieuse réduction des dettes municipales, et cela avec la plus grande facilité.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Album de la República O. del Uruguay, compuesto para la Exposicion continental de Buenos Aires, bajo la direccion de los señores, F. A. BERRA, AGUSTIN DE VEDIA y CARLOS M. DE PEN A 1.

¹ Montevideo, Rius y Becchi, 1882, gr. in-8 de 341 p. avec cartes et plans.

*Traité élémentaire d'économie politique*¹, par M. H. ROZY.

*La femme, envisagée au point de vue naturaliste, spiritualiste, philosophique, providentiel*², par M. D'ESTERNO.

*L'Empire des Tsars et les Russes*³, par ANATOLE LEROY-BEAULIEU. T. II. *Les Institutions*.

*Scuola superiore di commercio di Venezia. Appunti di economia politica*⁴. Lezioni del prof. TULLIO MARTELLO. 3^a ed.

*Hygiène sociale contre le paupérisme*⁵, par ADOLPHE COSTE.

E. PAUL. *Les causes de notre malheur. Appel au peuple*⁶.

*Répertoire général de politique et d'histoire contemporaines*⁷. (Directeur : EUGÈNE LAFFINEUR). N° 3, juillet-septembre 1881.

*En voyage, suivi d'une Lettre au ministre du commerce*⁸, par JACQUES SIEGFRIED. Extrait de la « Nouvelle Revue ».

*L'exportation des vins de France et les informations au commerce*⁹, par M. LÉON CHOTTEAU. Extrait de l'« Economiste français ».

*École professionnelle libre et École industrielle de Versailles. Distribution des prix du 30 juillet 1882*¹⁰.

*San Francisco, souvenirs de voyage*¹¹, par GEORGES DULOUP.

Publication de la « Revue géographique internationale ».

*Maatschappij Volksbelang, Antwerpen. Herinrichting van het openbaar Onderwijs*¹².

*O Figaro. Diario portuguez e brasileiro*¹³. N° 218, 22 septembre 1882. (Article sur les Caisses d'épargne scolaires, d'après la discussion de la Société d'économie politique du 5 septembre 1882.)

¹ Paris, Guillaumin et C^e, 1877, in-18 de 339 p.

² Paris, Calmann Lévy, 1882, in-18 de 198 p.

³ Paris, Hachette et C^e, 1882, in-8 de 622 p.

⁴ Treviso, press. A. D'Auris, 1882, in-18 de 763 p.

⁵ Paris, Germer Baillière et C^e, 1882, in-8 de 532 p.

⁶ Kingston (Jamaïque), G. Henderson and Co., 1882, in-8 de 275 p.

⁷ Paris, 44, rue d'Amsterdam, in-4 de 150 p.

⁸ Paris, imp. de G. Chamerot, 1882, in-8 de 45 p.

⁹ Paris, imp. de Chaix, 1882, in-8 de 8 p.

¹⁰ Versailles, imp. de Cerf et fils, 1882, in-8 de 55 p.

¹¹ Paris, chez l'auteur, 1882, in-8 de 31 p.

¹² Antwerpen, Drukkerij H. Ernest, 1881, in-8 de 37 p.

¹³ Lisboa, 207, rua dos Franqueiros.

où puiser. C'est la vieille histoire de cet original (d'espèce trop rare), qui grondait sa domestique pour n'avoir pas fait servir deux fois une allumette, mais jetait un louis dans la bourse d'une quêteuse.

Ne craignons donc pas que nos enfants soient trop économes, pourvu qu'ils aient le cœur large et l'esprit haut. Et ne décourageons pas les caisses d'épargne scolaires qui, en recueillant partout les petits sous de l'enfance, préparent à la jeunesse qui va venir un capital matériel qui lui sera précieux et un capital moral cent fois plus précieux encore.

Recevez, mon cher directeur, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

FRÉDÉRIC PASSY.

LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES FRANÇAIS ET LE SAINT-GOTHARD.

Monsieur le rédacteur en chef du *Journal des Economistes*,

A la séance de la Société des économistes du 5 septembre un de nos collègues, en nous donnant quelques détails sur le chemin de fer du Saint-Gothard, a émis l'opinion que les intérêts français s'étaient émus à tort des conséquences économiques de cette voie nouvelle. Il est regrettable qu'une discussion n'ait pu avoir lieu sur cette grave question, les lecteurs du *Journal des Economistes* pouvant croire que l'opinion de notre collègue n'avait pas rencontré de contradicteurs; pour ma part je me serais efforcé de la combattre et je vous demande la permission d'en dire brièvement les raisons.

On ne saurait contester que le tunnel du Saint-Gothard n'ait été construit, dans la pensée de l'Allemagne et de l'Italie, pour faire, en dehors de la France et contre elle, une grande voie ferrée internationale, joignant les ports de la mer du Nord aux ports italiens de la Méditerranée.

On sait quelle situation prépondérante en Europe viennent de faire au port d'Anvers sa merveilleuse situation et son merveilleux outillage maritime. On sait aussi quels efforts considérables fait l'Italie pour faire de Gènes un grand port méditerranéen à la hauteur de tous les progrès modernes. Le duc de Galliera a légué 20 millions à cette œuvre nationale qui va en coûter une cinquantaine.

Or la ligne de fer du Saint-Gothard a pour but de joindre directement Anvers à Gènes d'une part et les marchés allemands aux marchés italiens d'une autre. L'Allemagne, la Suisse et l'Italie ont subventionné l'œuvre d'un capital de 113 millions; c'est dire toute l'importance économique qu'elles y attachent.

C'est qu'en effet le prix du transport est devenu et devient de plus en plus un facteur si considérable du prix de revient des choses que, là où se présentera une voie directe plus économique, les produits agricoles

et industriels se détourneront fatalement vers cette voie; les courants commerciaux se déplaceront.

La question pour nous se pose donc dans ces termes :

Le Saint-Gothard réalise-t-il les conditions qui entraîneront ce déplacement? ce déplacement est-il de nature à préjudicier dans une mesure importante aux intérêts français?

A priori on peut dire que c'est là certainement l'opinion des puissances qui ont si largement subventionné la création de cette ligne ferrée. Se sont-elles trompées? les uns le croient, d'autres ne le croient pas, et je suis de ces derniers.

Voici le raisonnement de ceux qui pensent que nous n'avons rien à appréhender du percement du Saint-Gothard.

Si le Saint-Gothard transporte a des tarifs bon marché, ses recettes seront insuffisantes pour couvrir les charges de sa construction qui a coûté 800,000 francs par kilomètre, et les frais de son exploitation. Cette exploitation est particulièrement coûteuse en raison des pentes considérables qu'il a fallu subir pour atteindre l'entrée du tunnel située à 1,400 mètres d'altitude.

Si au contraire ses tarifs sont élevés, — et c'est à ce dernier parti qu'on s'est décidé sous prétexte des majorations motivées par les fortes déclivités, — alors la marchandise ne quittera pas les anciennes voies plus économiques.

Eh bien, à mon sens, la solution de la question n'est point entre les deux termes de ce dilemme; ceux qu'il rassure oublient par qui l'entreprise a été créée et dans quelles vues. Ni l'Allemagne, ni l'Italie, propriétaires de la plus grande partie de leurs voies ferrées, maîtresses de leurs tarifs de chemins de fer, ne reculeront, pour atteindre le but, devant des sacrifices qu'elles ont prévus sans aucun doute. Le moyen à leur portée est d'ailleurs bien simple : des tarifs internationaux de la mer du Nord à la Méditerranée, entre les pays allemands et les régions italiennes, voie du Saint-Gothard, où la part de celui-ci sera faite pour assurer son existence et son exploitation. Je ne me rends pas compte qu'on puisse douter de l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie à cet égard, dussent-elles racheter la ligne du Saint-Gothard.

Nous avons donc à nous demander si ces tarifs internationaux peuvent porter préjudice aux intérêts français; si on l'admet, il ne serait pas sérieux de croire que nos grandes Compagnies, celle du Nord et du Paris-Lyon-Méditerranée, entre autres, feront des sacrifices pour retenir un trafic qui ne leur est pas nécessaire dans l'état d'encombrement chaque jour croissant de leurs lignes. On pourrait plutôt penser le contraire.

Il y a donc lieu, si nos intérêts économiques sont réellement menacés, d'étudier sérieusement et promptement ce que notre pays doit faire. La

question de l'influence possible du Saint-Gothard sur ces intérêts économiques a été soigneusement discutée par nombre d'hommes compétents. Elle peut être résumée en quelques points principaux que je me bornerai à indiquer.

Le transit d'Angleterre en Orient. Il n'est pas et ne saurait être de grande importance, parce que le prix du fret par mer d'Angleterre à Marseille présente une différence trop grande avec le coût du transport par chemins de fer.

Le trafic direct de l'Angleterre et de la Belgique avec l'Italie.

Ce trafic, dont l'importance est de 35 à 40 mille tonnes est essentiellement de nature à être dérivé par le Saint-Gothard.

Le trafic de Paris, du nord et du nord-est de la France, avec l'Italie par Modane.

Il est appelé aussi à prendre la voie du Saint-Gothard. Notre Compagnie des chemins de fer de l'Est, négocie déjà des tarifs internationaux dans ce but.

Les voyageurs anglais pour l'Orient, en passant par Ostende et le Saint-Gothard, trouvent déjà économie de temps et d'argent. Le cas est le même pour les voyageurs anglais se rendant en Italie. La statistique indique un chiffre d'une vingtaine de mille pour les deux catégories.

Une catégorie de voyageurs français prendra le Saint-Gothard par les lignes de l'Est.

Tout ceci menace notre industrie de transports, par chemins de fer, mais la question a des faces plus importantes.

Ainsi Gènes se prépare à disputer et à enlever à Marseille — l'Italie y compte bien — son transit vers Bâle, Zurich, Lucerne, Mulhouse, Strasbourg, etc. Il n'y a, en effet, que 532 kilomètres de Gènes à Bâle, tandis qu'il y en a 773 de Marseille à Bâle.

Enfin, et ceci est peut-être le côté économique le plus grave, l'Allemagne et l'Italie visent à développer leur commerce réciproque d'échanges par le Saint-Gothard qui met l'Italie en relation la plus courte avec les districts manufacturiers allemands. Les progrès industriels de l'Allemagne ont été considérables depuis dix ans. Ses exportations sont aujourd'hui de 4 milliards. Déjà les agents commerciaux allemands se multiplient en Italie.

En résumé les études compétentes faites sur la question ont, presque sans exception, conclu à un danger économique sérieux pour les intérêts français.

Aussi un groupe de 51 députés a-t-il déposé, à la fin de la dernière session, une proposition de loi tendant à la création d'une ligne de fer directe et perfectionnée de Calais à Marseille, proposition dans laquelle il est dit : « qu'une nouvelle ouverture des Alpes, soit par le Simplon,

soit par le mont Blanc, nous est indispensable pour soutenir en Italie. la concurrence allemande. »

Sera-ce le Simplon ? Sera-ce le mont Blanc ? les deux projets ont chacun des partisans chaleureux, la longueur du parcours par l'un ou par l'autre ne devant pas différer sensiblement.

Le tunnel du Simplon aurait une altitude notablement moins élevée que celle du Saint-Gothard et c'est une considération technique importante. Mais il y aura entre la France et le Simplon plusieurs centaines de kilomètres à parcourir sur le territoire suisse. On invoque bien haut la neutralité de la Suisse garantie par les traités. — Personne ne se fait guère illusion désormais sur la valeur de cette garantie, en cas de grandes guerres européennes.

Le tunnel du mont Blanc aurait une altitude à peu près égale à celle du Saint-Gothard, — moindre cependant que celle du mont Cenis —, mais il déboucherait sur le territoire français, c'est-à-dire que l'une de ses entrées nous appartiendrait.

Nous nous sommes laissé devancer de vitesse et c'est une faute qui peut avoir des conséquences bien regrettables, car il faut des années pour percer les montagnes. Souhaitons que le parlement n'ajourne plus une solution. La concurrence étrangère marche et nous presse de plus en plus vivement.

A la grande ligne internationale de la mer du Nord à la Méditerranée que viennent de créer contre nous l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, nos députés ont raison de vouloir opposer la création d'une voie ferrée directe entre Paris et Marseille, si bien définie dans un rapport fait à l'Assemblée nationale en 1871 par M. Cézanne, membre de l'Assemblée et ingénieur en chef des ponts et chaussées :

« Une ligne magistrale qui, dépassant en confort et en perfection tout ce qui aura été fait jusque-là, permettra de réaliser des vitesses de 100 à 120 kilomètres et rapprochera Marseille de huit ou dix heures de Paris. »

Les faits survenus depuis 1871 ont démontré qu'elle devait être complétée par un embranchement sur l'Italie à travers le Simplon ou le mont Blanc.

L'Assemblée nationale ne s'est arrêtée que devant la situation financière du pays au lendemain de la guerre, elle ajourna la question à des temps plus prospères. Cette prospérité est venue et la nécessité de cette grande concurrence nationale dans l'industrie des transports se caractérise et s'impose de plus en plus. Telle est du moins ma conviction.

Agréer, etc.

AUGUSTE CHÉROT.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 27 SEPTEMBRE 1882.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : Le Congrès international d'hygiène et de démographie à Genève. — Projet d'organisation de Congrès internationaux de statistique. — La consommation de la viande à Paris. — Des prix de vente et des prix de revient de la viande.

La séance est présidée par M. D. Wilson, député, président de la Société.

La réunion procède à l'admission de nouveaux membres. Sont nommés :

MM. Salomon Halphen; commandant Niox; Charles Balsan; Albert Clerc, juge d'instruction; Charles Demachy; Dr Devillers; Th. Lyon-Allemand, membre du Conseil municipal; René Marcé, attaché au Ministère des finances; de Boissy, sous-préfet d'Abbeville; Molon, agronome; R. Bernard, directeur de la Banque maritime; Léon Lallemand, chef du bureau des Enfants-Assistés.

M. de Foville, membre de la Société, lui offre un exemplaire de l'ouvrage qu'il vient de publier, en collaboration avec M. H. Pigeonneau, sur *l'Administration de l'agriculture en 1785-87* (Guillaumin et Co, édit.).

M. Cheysson a la parole pour rendre compte du congrès d'hygiène et de démographie qui s'est tenu à Genève du 4 au 9 septembre dernier. Il ne parlera, dit-il, ni de ce qui s'est fait dans les quatre sections d'hygiène, ni de l'exposition, ni des fêtes organisées en faveur des membres du congrès, et il s'en tiendra à ce qui concerne la 5^e section, celle de la *démographie*.

Cette 5^e section était peu nombreuse, et l'aurait été moins encore si, à côté des démographes et statisticiens proprement dits, un certain nombre d'hygiénistes n'étaient venus apporter un certain contingent. En somme, malgré la valeur des travaux présentés et l'autorité de plusieurs membres, cette section n'a jeté que peu d'éclat, et, noyée qu'elle était dans le rayonnement des sections d'hygiène, à peine est-il question d'elle dans les comptes rendus que la presse a consacrés au Congrès. Il faut une réunion spéciale comme celle de la Société de statistique pour que l'on songe à la tirer de sa pénombre discrète,

Est-ce à cause de cette situation spéciale faite à la démographie à côté

ou à la suite de l'hygiène ? Est-ce à cause de la limitation et de la nouveauté relative des études démographiques ? Que ce soit pour ces motifs ou pour d'autres, peu de statisticiens avaient cru devoir participer au congrès. Parmi ceux qui s'y sont rendus, M. Cheysson cite au courant de ses souvenirs, et en s'excusant des omissions qu'il commet, MM. Bodio, Körösi, le général Liagre, Janssens, Bœckh, Jacques Bertillon, Dr Bourdin, ... sans oublier les statisticiens suisses, M. Dameth, professeur à l'Université de Genève, et M. Kummer, directeur du bureau fédéral de statistique, qui composaient le bureau de la section et qui, aidés de leurs assesseurs, ont dirigé les débats avec beaucoup de courtoisie et se sont montrés pleins de bonne grâce pour leurs collègues de l'étranger.

M. Cheysson glisse rapidement sur les diverses communications faites à la section¹ pour arriver aux questions qui l'avaient spécialement attiré à Genève, et qui sont actuellement à l'ordre du jour de la Société de statistique : la centralisation scientifique de la statistique dans chaque pays entre les mains d'un conseil supérieur et la reprise des congrès internationaux de statistique.

Par une heureuse coïncidence, la première question présentait, en même temps que pour la France, une sérieuse actualité pour la Suisse, qui est dépourvue d'un conseil supérieur. M. Cheysson l'a exposée dans la séance du mardi 5 septembre, et les conclusions qu'il a soutenues,

¹ Voici le programme de ces communications, mais il n'a pas été possible de l'épuiser à cause du développement qu'ont pris certaines discussions et de l'introduction de questions nouvelles :

M. Körösi, de Buda-Pesth. Nature et limite de la démographie.

M. Bertillon, de Paris. Programme d'enseignement de la démographie.

Professeur Kinkelin, de Bâle. Des unités de temps pour la coordination des travaux démographiques.

M. Bodio, de Rome. Statistique de l'émigration. — Stéréogrammes démographiques.

M. Mühlemann, de Berne. Mouvement de population en rapport avec le prix des vivres.

Dr Ladame, de Neuchâtel. Enfants illégitimes en Suisse.

Dr Lotz, de Bâle ; Dr Giné y Partagas, de Barcelone. Constatation médicale des décès.

Dr Janssens, de Bruxelles ; Dr Cabello, de Madrid. Bulletin de statistique sanitaire uniforme.

Dr Chervin, de Paris. Annuaire démographique international.

M. Kummer, de Berne. Calcul de mortalité sur les décès du premier âge.

M. Körösi, de Buda-Pesth. Dépouillement uniforme des données fournies par les recensements.

Prof. Texier, d'Alger. Recherches sur la longévité à l'hospice de Douera.

celles-là mêmes qui ont eu déjà la sanction de la Société de statistique de Paris, ont été adoptées à l'unanimité par la section.

La seconde question était plus délicate, et a donné lieu à des discussions beaucoup plus vives. Elle a été renvoyée à l'examen d'une commission, dans laquelle se sont révélés deux courants d'opinion bien tranchés.

Pour les uns, l'attitude de certains gouvernements ne permet pas de compter sur leur adhésion pour la réunion d'un congrès ni même pour celle de la commission permanente. Toute tentative dans ce sens aboutirait à un échec au moins partiel. Un congrès libre ne réussirait pas mieux, à cause du petit nombre de personnes qu'il grouperait, comme en ferait foi au besoin le maigre effectif de la 5^e section du Congrès de Genève, encore que renforcée d'hygiénistes. C'est donc une bonne fortune pour la démographie et, sous ce couvert, pour la statistique, que de recevoir l'hospitalité de l'hygiène. Il y a lieu de continuer cette union et de suivre « l'hygiène » à son prochain congrès, qui aura lieu à La Haye, sauf à stipuler pour la démographie des égards et « le traitement de la science la plus favorisée ».

Pour d'autres membres de la commission, — et M. Cheysson a été leur organe, — en dépit des précautions extérieures et des atténuations de forme, la démographie n'apparaît guère, dans cette combinaison, que comme la vassale de l'hygiène. A supposer même qu'on puisse arranger cette union de manière à établir l'égalité parfaite entre les conjoints, pourquoi la démographie s'incorporerait-elle à l'hygiène et ferait-elle infidélité à toutes les autres sciences sociales, dont elle est également l'appui ? Elle est non moins nécessaire à l'économie politique, à la législation comparée, etc., qu'à l'hygiène. C'est dire qu'elle ne doit s'enchaîner au char d'aucune science particulière, mais qu'elle doit rester elle-même et avoir son congrès autonome, quels que soient les sentiments personnels des statisticiens pour les hygiénistes, avec lesquels ils font excellent ménage, et leur reconnaissance pour l'hospitalité que l'hygiène a bien voulu cette année leur offrir.

On invoque les précédents : mais ils se neutralisent, puisque le premier congrès de démographie, celui du Trocadéro en 1878, était indépendant, et, si l'on s'en tenait à l'affluence qu'il a déterminée (et qu'explique d'ailleurs l'attraction de l'Exposition universelle, en dehors de toute influence de système), il aurait eu un succès plus complet que celui de Genève.

D'après ces membres, on ne doit pas hésiter à arborer franchement le drapeau, non pas seulement de la démographie, mais de la statistique. Elle touche et rend service à trop d'intérêts, elle est cultivée par trop d'adeptes, pour ne pas donner matière à un congrès et y attirer un personnel d'élite, à la condition d'un programme bien fait. Quand il

verra la statistique chez elle, et non chez les autres, ce personnel, qui s'est abstenu de la suivre à Genève, ne manquera pas de se rendre à son appel. C'est faire injure à la statistique, que de la croire incapable de grouper des adhérents, quand on voit fonctionner régulièrement des congrès de sciences beaucoup moins populaires et accessibles à un plus petit nombre d'initiés, telles que la géologie, la géodésie, l'ophthalmologie, etc.

Si les gouvernements s'abstiennent, on n'a qu'à imiter les autres sciences et à faire un congrès libre. Dans ce cas, ce ne serait pas à La Haye qu'il faudrait aller, à la remorque de l'hygiène, mais à Rome, où l'Italie a un droit de priorité pour recevoir la statistique. Des invitations ont été faites par elle à cet effet en 1879, puis retirées sous la pression de circonstances internationales. Mais l'invitation subsiste virtuellement dans la pensée des statisticiens, et reprendra cours dès qu'elle ne sera plus empêchée par des entraves extérieures. En se passant de l'attache officielle, ces entraves n'existent plus, et Rome pourrait donner l'hospitalité à un congrès libre et autonome de statistique et de démographie en 1884.

La majorité, en partie formée d'hygiénistes, n'a pas admis cette opinion. L'hygiène qui, à Bruxelles, il y a quelques années, s'était annexé le *sauvetage* et l'*économie sociale*, apprécie le voisinage de la démographie et ne veut pas y renoncer.

En dernière analyse, la section, quoique peut-être au fond sympathique à la thèse de l'indépendance, l'a trouvée d'une application prématurée, et, par raison d'opportunité plus que par conviction, elle a paru disposée à maintenir encore, à titre provisoire, l'union avec l'hygiène. Cependant elle s'est abstenue de trancher la question par ce vote, et, à titre de transaction entre les opinions divergentes, elle a renvoyé à une commission, qui lui survivra, le soin de décider le mode et le lieu du prochain congrès, en lui déléguant dès aujourd'hui ses pouvoirs pour s'entendre avec les organisateurs du prochain Congrès d'hygiène.

Cette attitude de la section ne ferme pas absolument la porte à la tenue d'un congrès libre à Rome en 1884. C'est maintenant de la statistique italienne que dépend cette reprise et les sentiments bien connus de son éminent directeur, M. Bodio, donnent lieu d'espérer que la science n'aura pas en vain compté sur son initiative, si les circonstances lui en fournissent une occasion favorable.

M. *Chervin* ne saurait partager la confiance de M. Cheysson au sujet du succès d'une série de congrès de statistique. Les essais tentés jusqu'ici n'ont pas été heureux, dit-il, et, malgré tout l'intérêt de cette science, que lui-même cultive avec passion, il doute qu'elle puisse fournir, au temps présent, un aliment suffisant pour des réunions internationales exclusivement consacrées aux questions de statistique.

M. *Cheysson* persiste dans ses espérances et maintient que rien, du reste, n'empêche d'essayer, et de préparer la réunion d'un premier Congrès à Rome, comme il le proposait tout à l'heure.

Le même orateur garde la parole pour résumer son Rapport sur l'institution d'un Conseil supérieur de la Statistique en France, rapport analysé déjà dans notre précédent Compte rendu.

Ce résumé donne lieu de nouveau à une discussion animée, portant particulièrement sur le point de savoir à quel ministère serait attribuée la direction de ce service central.

Il est décidé que le Bureau de la Société s'abouchera, à ce sujet, avec le Gouvernement, pour provoquer une étude de cette question.

M. *Fléchet* donne lecture d'un important travail sur la Consommation de la viande à Paris, qui paraîtra *in extenso* dans le *Journal de la Société de statistique* ; il abonde en renseignements curieux et en relevés du plus haut intérêt pour l'étude de l'alimentation et des conditions matérielles de l'existence dans notre capitale.

Quelques chiffres provoquent des observations de la part de MM. *Cheysson* et *Lafabrègue*, ainsi qu'une série d'explications fort claires et fort intéressantes de M. *Tisserand*, directeur de l'agriculture au ministère du même nom.

M. *Tisserand* donne des détails précis sur les prix de la vente sur pied de la viande, comparés avec les prix de revient chez l'éleveur. Il rappelle, en particulier, comment l'introduction en France du bétail vivant amené d'Amérique n'a pas produit les résultats qu'en attendaient les importateurs, et il réduit à sa juste mesure l'importance accordée aux transports de viandes salées, de provenance américaine, destinées à la consommation française.

Un détail intéressant, c'est que, en ce qui concerne le bétail vivant amené d'Amérique, les importateurs auraient bien plus d'intérêt à vendre sur le marché de Londres que sur celui de Paris, où les prix de vente sont moins élevés.

Cette communication est écoutée avec la plus vive attention, et son auteur reçoit les remerciements du président pour ces explications si topiques et si autorisées.

M. le Dr *Després* résume en une courte analyse ses deux communications sur la prostitution en France.

MM. Ch. *Letort* et *Georges Renaud*, absents de France, s'étant excusés, par lettres, de ne pouvoir assister à la séance, les communications qu'ils devaient faire, sur l'enseignement primaire à Paris et sur le dénombrement de 1881, sont renvoyées à la prochaine réunion.

COMPTES RENDUS

ENTRETIENS SUR L'AGRICULTURE, par M. G. FOUQUET. Bruxelles, G. Mayolez, 13, rue de l'Impératrice, et Paris, à la librairie agricole, 26, rue Jacob.

En 1756, *un citoyen* imprimait les lignes suivantes :

« C'est quelque chose de prodigieux de voir les découvertes qu'on a faites de nos jours dans certaines sciences inutiles, ou du moins peu nécessaires à la société; tandis que celle d'où dépendent la population, les richesses, et par conséquent la force et la richesse de l'Etat, a été négligée par ce nombre d'auteurs qui ont écrit sur tant d'autres matières frivoles. Si de temps à autre quelques auteurs ont traité de la culture des terres, ça été plutôt dans la vue de se faire un nom dans les académies royales des sciences que dans celle de se rendre utiles à leur patrie. Du moins, par la manière dont ils ont écrit sur cette matière, ils ont ouvert eux-mêmes la porte à ce soupçon.

« Ces livres sont plus faits pour orner les cabinets des savants que pour l'utilité des laboureurs; car si leurs auteurs avaient voulu les leur rendre familiers, ils les auraient mis à leur portée. En général, nos paysans n'entendent pas plus à ces livres qu'à nos livres d'algèbre. » (*Les intérêts de la France malentendus*, t. I, p. 80 et 81.)

En 1789, l'Anglais Arthur Young, admis à une réunion de la Société royale d'agriculture, ne fut pas peu surpris de n'y trouver, sur trente membres présents, qu'un seul agriculteur pratique : Creté de Palieul. A ce propos, le savant agronome d'outre-Manche ajouta : « Je n'assiste jamais à aucune société d'agriculture, soit en France, soit en Angleterre, sans me demander, à part moi, si même bien dirigées, elles ne font pas plus de mal que de bien, c'est-à-dire si les avantages que l'agriculture nationale en retire ne sont pas plus que balancés par le préjudice qu'elles causent en détournant l'attention publique d'objets importants ou en revêtant ces objets importants de formes frivoles qui les font dédaigner ¹. »

Ces réflexions ne sont pas moins d'actualité aujourd'hui qu'au siècle dernier. En effet, pendant tout le commencement du XIX^e siècle, des agriculteurs de cabinet ont proclamé des demi-vérités, ont établi en axiomes, c'est-à-dire en propositions absolues, des propositions qui ne sont vraies que relativement; c'est ainsi qu'ils ont préconisé les labours profonds, les défrichements, les engrais artificiels, le bétail de races perfectionnées... On a vu alors des capitalistes, forts de la lecture de

¹ *Voyages en France d'Arthur Young*, traduction de M. Lesage, t. I, p. 193. Guillaumin et C^e éditeurs.

ces livres, prétendant faire de meilleure agriculture que les gens du métier, aller s'installer au milieu de landes pour les défricher. Obligés de tout construire et de tout acheter, bétail, instruments, engrais et jusqu'à la nourriture du personnel et du cheptel, on pense bien que ces agriculteurs improvisés ne tardaient pas à trouver le fond de leur bourse.

Après tant d'expériences de ce genre, car elles ont été nombreuses, le paysan a pris en dédain cette prétendue science qu'on pourrait appeler l'art de se ruiner; et l'on s'étonne maintenant qu'il soit rebelle à ce qu'on appelle le progrès! Voilà comment la théorie sans la pratique, — en agriculture! — la théorie telle que la font les sociétés savantes, a plus fait pour retarder les progrès que n'aurait fait l'ignorance la plus profonde.

On semble enfin revenir de cette manière de traiter l'agriculture: voici un livre qui n'est pas gros, — c'est ce qu'il faut pour les lecteurs auxquels il est destiné, — mais qui dit beaucoup de choses et qui dénote chez son auteur l'union de la pratique à la théorie.

Dans le premier de ces entretiens, M. Fouquet, après avoir montré l'utilité des labours profonds, tant pour aérer la couche arable que pour faciliter le développement des racines des plantes, recommande l'amélioration du sol par son mélange avec le sous-sol, c'est-à-dire par le défoncement; mais il a soin d'indiquer les précautions à prendre, la graduation à suivre. La qualité du sous-sol, la quantité de fumier dont on dispose doivent déterminer la profondeur des labours.

Le deuxième entretien roule sur les engrais. Les engrais industriels ont leur utilité, mais ils ne doivent pas faire la base d'une exploitation rurale; il faut, dit l'auteur, les admettre pour ce qu'ils valent: comme compléments des fumiers de ferme. Les effets physiques et chimiques des fumiers de ferme y sont clairement exposés, d'après les expériences les plus récentes de MM. Schlœsing, Lawes et Gilbert, etc. Les objections soulevées contre le fumier par les partisans des engrais artificiels sont victorieusement réfutées. « Le fumier est certainement le plus complet, le plus efficace et le plus économique des engrais. »

L'épuisement du sol par les plantes et par le bétail fait l'objet de la troisième conférence. Ici j'avoue que je ne puis me ranger à l'opinion de l'auteur, quoiqu'elle soit appuyée sur celle de M. Boussingault, lorsqu'il dit « qu'il n'y a pas de plantes améliorantes, que le bétail n'est « pas un *producteur*, mais bien un *destructeur* d'engrais ». Ce n'est pas ici le lieu d'entrer en discussion sur ce point, quelque important qu'il soit; je me bornerai à observer que, si les assertions de ces savants étaient vraies, il n'y aurait pas d'agriculture possible. Comment la jachère améliore-t-elle le sol? Ce n'est pas parce que le sol épuisé se repose qu'il devient apte à produire de nouvelles récoltes: un homme

M. Depretis, a prononcé devant les électeurs de Stradella un excellent discours, dans lequel il a réagi contre l'abus des dépenses militaires et annoncé sa ferme intention de poursuivre la réalisation d'un programme réformiste et pacifique.

Mon programme, a-t-il dit, proposait la transformation des impôts, la réforme de l'administration, et une politique progressive. Le droit de mouture a été aboli, la fiscalité diminuée et l'intégrité des budgets maintenue, la réforme électorale effectuée.

534 lois ont été votées dans l'espace des sept dernières années; néanmoins, beaucoup d'autres sont encore pendantes, réservées à la prochaine législature.

De grands résultats ont été acquis.

La consolidation de l'équilibre budgétaire a été obtenue. La position des fonctionnaires a été améliorée, plusieurs des grandes communes ont été secourues, la dette flottante a été diminuée, le réseau des chemins de fer a été étendu et le cours de la rente publique s'est élevée d'environ 20 points. (Applaudissements.)

On a réduit l'agio sur l'or et l'argent. Le budget se trouve dans des conditions telles qu'il est possible de secourir de grandes calamités comme celle des inondations de la Vénétie. (Vifs applaudissements.)

Quant à la question des armements, soulevée par des hommes très bien méritants de la patrie, l'orateur déclare impossible d'accepter de nouvelles augmentations immédiates s'élevant à plusieurs dizaines de millions.

Les armements, dit-il, doivent être en harmonie avec la puissance économique du pays. Il est convaincu que le développement naturel du budget entre les mains d'un homme comme M. Magliani pourra pourvoir aux besoins de la défense du pays.

La dernière réforme à accomplir sera la diminution du prix du sel.

Le ministre énumère ensuite les principaux projets à discuter : assainissement, irrigation, reboisement, crédit foncier agraire, caisse de pensions et autres projets en faveur de la classe ouvrière. Il annonce aussi le remaniement de la loi communale et provinciale, du service de la sûreté publique, du code sanitaire, l'amélioration du sort des instituteurs et le développement donné à la marine marchande.

Une loi sera faite pour la péréquation de l'impôt foncier et une autre pour la réorganisation des banques d'émission.

*
* *

La saison des congrès n'a pas été moins féconde que d'habitude. Signalons d'abord le 4^e congrès d'hygiène et de démographie qui s'est ouvert à Genève le 4 septembre. On s'y est occupé du choléra, de l'alcoolisme, de la crémation, de l'hygiène scolaire, de la cécité,

de la falsification des denrées alimentaires, etc., de trop nombreux etc. Nous nous bornerons à signaler quelques observations intéressantes sur l'hygiène scolaire :

M. Dally, professeur de l'École d'anthropologie de Paris, a expliqué les divers genres de déformation et de déviation qu'on peut attribuer essentiellement à l'action de l'école.

Il estime que l'âge de sept ans pour commencer les premières études scolaires est encore prématuré; il faudrait attendre au moins à huit ans; la moindre chose suffisant à déplacer les parties de ce délicat organisme, il importe que les exercices ne soient que passagers et de courte durée, afin que l'équilibre général ne soit pas troublé.

M. le colonel Ziegler a traité le même sujet :

« La colonne vertébrale, a-t-il dit, est originairement droite; sa courbure normale ne se fait que progressivement, et les déviations ne sont à l'ordinaire que l'exagération malade de cette courbure.

« On croit souvent que ce sont les muscles qui par leur action inharmonique produisent les épaules voûtées ou les tailles déjetées; c'est une erreur; le mal vient d'attitudes vicieuses, surtout chez les femmes, et l'on peut dire que « si elles réussissaient à être faites comme elles voudraient l'être et comme elles travaillent à l'être, elles mourraient de chagrin ».

L'orateur a abordé ensuite la question des dos ronds, des cous creux, des déviations transversales, des attitudes hanchées; il parle de la manière de s'asseoir en écrivant, de la manière de tenir sa plume et son cahier; il recommande l'écriture droite ou bâtarde, par opposition à l'écriture penchée dite anglaise, qui fait porter le poids du corps sur le côté gauche, et il ne se contenterait pas de la réponse que fit un maître à une mère qui se plaignait : « Les enfants sont ici pour apprendre à écrire, et pas pour se bien tenir. » Il ne faut pas s'étonner si dans une école on a pu constater 19 déviations sur 29 élèves.

.

Un prix de 2,000 fr. sera décerné par le prochain congrès au meilleur ouvrage relatif aux moyens pratiques de prévenir la cécité.

M. Haltenhoff a fait l'étiologie et la statistique de la cécité (311,000 aveugles en Europe); il a exposé les causes, qui sont presque toujours une myopie mal soignée, une suppuration des paupières négligée, la suite de fièvres (rougeole, scarlatine, petite vérole); on calcule que sur 107 aveugles, 75 le sont devenus faute de soins.

Le congrès a maintenu à l'ordre du jour de sa prochaine session : le vœu présenté par une de ses sections, « que tous les gouvernements fassent disparaître les obstacles législatifs qui s'opposent à la crémation facultative des cadavres », — et le vœu de la section d'hygiène

(M. Brouardel), « que la falsification des denrées alimentaires soit l'objet d'une répression plus rigoureuse ».

La Haye est désignée comme le lieu de réunion du prochain Congrès.

*
* *

A la même époque, l'Institut de droit international se réunissait à Turin. L'assemblée s'est occupée principalement du « conflit des lois commerciales » et elle a adopté les résolutions suivantes :

1. Plusieurs parties du droit commercial devraient être réglées par une législation uniforme, le moyen le plus radical, le plus efficace de faire disparaître les conflits de droit.

2. Les matières à l'égard desquelles l'uniformité est surtout désirable sont : les lettres de change et autres papiers négociables, le contrat de transport et les principales parties du droit maritime.

3. Pour toutes les autres parties du droit commercial, l'intérêt des relations commerciales exige que les principaux conflits soient décidés au moyen de traités, à défaut de dispositions uniformes dans les législations nationales.

L'assemblée a confié ensuite au bureau la mission de composer trois commissions spéciales chargées d'élaborer pour la prochaine session trois projets pour l'unification internationale du droit en matière de lettres de change et autres papiers négociables, du contrat de transport, et les principales parties du droit maritime. En outre, une commission est chargée de poser les principes communs au droit civil et au droit commercial sur lesquels un accord international paraît désirable et réalisable.

La réunion s'est occupée encore d'un avant-projet préparé par M. de Martens, concernant la *procédure des procès mixtes dans les pays de l'Orient*, et d'un *projet de règlement des prises maritimes* rédigé par M. de Bulmerincq, d'après les résolutions prises par la commission siégeant à Wiesbade.

*
* *

Dans les derniers jours de septembre, un Congrès du parti populaire allemand (Volkspartei) s'est réuni à Carlsruhe, sous la présidence de MM. Sonnemann, de Francfort, et Meyer, de Stuttgart. Après s'être énergiquement prononcé contre la politique économique de M. de Bismarck, il a voté diverses résolutions d'un mérite inégal, mais parmi lesquelles nous signalons avec plaisir celle qui concerne l'abolition des droits sur les articles nécessaires à la vie.

L'Assemblée déclare : 1^o que le projet du chancelier de remplacer

les contributions directes par de nouvelles contributions indirectes doit être rejeté comme constituant une charge plus grande pour les classes peu aisées ; 2° qu'un impôt progressif sur les revenus et la fortune doit être adopté en vue de soulager les classes peu aisées. Seront exempts de cet impôt tous ceux dont les revenus sont inférieurs à la somme reconnue nécessaire pour subvenir aux besoins de la vie ; 3° qu'une réforme est indispensable pour remédier aux abus et injustices signalés dans la répartition des impôts sur le sucre et l'eau-de-vie, et dans l'évaluation du remboursement de l'impôt sur ces marchandises, lors de leur exportation ; 4° que les droits sur les objets nécessaires à la vie, tels que les blés, la viande, le saindoux, le pétrole, le bois, etc., devront être abolis.

*
* *

Le Congrès des jurisconsultes allemands, tenu à Cassel, a voté les résolutions suivantes au sujet des marchés à terme :

1° Il n'y a pas lieu d'édicter des dispositions législatives pour interdire ou pour entraver les opérations sur différences ;

2° Le Congrès invite sa députation permanente à examiner, après s'être entourée des avis qu'il appartient de recueillir, la question de savoir s'il est possible, au moyen de règlements pour les Bourses, permettant aux représentants des Bourses de maintenir une discipline sévère, de parer aux abus les plus criants auxquels donnent lieu les opérations de spéculation en achats à terme et, le cas échéant, comment il y a lieu de formuler ces règlements.

Seulement, s'il n'y a pas lieu d'interdire ou d'entraver les opérations sur différences, y a-t-il lieu de chercher les moyens de les réglementer ? Est-ce que par hasard, en Allemagne, réglementer aurait cessé d'être synonyme d'entraver ?

*
* *

Le congrès annuel des *Trades Unions* s'est réuni du 18 au 23 septembre à Manchester, sous la présidence de M. Robert Austin, membre de la Société des mécaniciens réunis. Un grand nombre de questions y ont été discutées, et, disons-le à la louange des ouvriers anglais, quoiqu'ils aient, comme leurs confrères du continent une propension trop marquée à réclamer en leur faveur l'intervention du gouvernement, leurs débats ont un caractère pratique ; ils ne passent pas leur temps à s'excommunier les uns les autres, et à se jeter à la tête les monstres en baudruche du collectivisme, du marxisme et de l'anarchisme. M. Austin a demandé la réforme de la loi relative à la responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers, et réclamé l'augmentation du nombre des

fonctionnaires chargés de l'exécution des *factory acts*. M. Austin a réclamé aussi la réforme électorale, mais en y mettant une grande modération : à défaut du suffrage universel il se contenterait de l'assimilation des bourgs aux comtés, en matière de droit électoral. Le Congrès s'est prononcé enfin pour l'abolition du *landlordisme* et la *nationalisation* du sol en Angleterre; mais de quelle façon cette nationalisation doit-elle être comprise? S'agit-il de la reprise du sol par le gouvernement ou simplement de la suppression des substitutions et des autres entraves qui font obstacle à la liberté du commerce de la terre? Voilà ce qui est demeuré obscur.

Au surplus, la classe ouvrière paraît s'intéresser médiocrement aux faits et gestes de ces congrès. La plupart des *Trades Unions* ont même renoncé à s'y faire représenter. D'après un travail publié par M. Georges Howel, secrétaire du comité parlementaire des *Trades Unions*, le nombre des unionistes représentés au congrès de Sheffield en 1873 était de 1,192,922; il descendait à 818,032 en 1874, à 691,089 en 1877, à 530,702 en 1879, et il n'était plus cette année que de 500,000 environ. Les renseignements relatifs aux *Trades Unions* présentent à la vérité d'importantes lacunes. On ne connaît exactement ni le nombre de ces associations, ni celui de leurs affiliés, ni le chiffre de leurs revenus. M. Howel prétend qu'il en existe environ 600 possédant 8,000 succursales ou branches et 1,200,000 affiliés avec un revenu annuel de 2 millions de liv. sterl. (50 millions de francs). On n'a pas non plus des indications bien précises sur l'emploi de ce revenu. Cependant M. Howel, en analysant les comptes d'un certain nombre de *Trades Unions* pendant une période de trente ans, a trouvé les chiffres suivants : secours aux ouvriers sans ouvrage, 1,978,822 liv. sterl.; subventions aux grèves, 273,891 liv. sterl.; secours en cas de maladie, 1,003,628 liv. sterl.; funérailles, 318,514 liv. sterl.; accidents, 120,357 liv. sterl.; prêts volontaires, 67,108 liv. sterl.; pensions de retraites, 329,733 liv. sterl. Il serait fort à souhaiter, comme le remarque *the Economist*, que ces renseignements fussent complétés et devinssent réguliers. Les *Trades Unions* seraient les premières à y gagner, car si on peut leur reprocher d'engager des grèves mal à propos, sans tenir compte suffisamment de la situation du marché, en revanche quelques-uns des chiffres que nous venons de citer attestent qu'elles rendent des services sérieux à la classe ouvrière en empêchant l'avilissement des salaires et en soustrayant leurs affiliés à la nécessité humiliante de recourir à la charité publique.

* *

Tandis qu'en Angleterre les ouvriers s'associent dans un but es-

sentiellement positif et n'hésitent pas à s'imposer les sacrifices nécessaires pour assurer leur indépendance, en France, ils s'associent pour déclamer contre la vieille société et maudire l'infâme capital. Dans ces dernières années, ils ont constitué, nous ne l'ignorons pas, un grand nombre de *Trades Unions* sous la dénomination de chambres syndicales, mais la cotisation est le côté faible de ces associations destinées à affranchir le travail de la tyrannie du capital. Encore moins qu'en Angleterre, elles renseignent le public sur leur situation financière, mais nous doutons fort qu'elles possèdent même la cinquantième partie du revenu des *Trades Unions* britanniques, leurs modèles. En revanche, nos associations ouvrières ont à leur service un personnel de politiciens et même de politiciennes qui ont la langue parfaitement bien pendue, et qui s'entendent bien autrement que les unionistes anglais à démolir la société, le capital et le reste. Cette année, ils ne se sont pas contentés d'un congrès; ils en ont eu trois.

Il y a eu d'abord le « sixième congrès socialiste national ouvrier de France », qui s'est réuni à Bordeaux dans la seconde quinzaine de septembre. C'était, relativement du moins, un congrès de modérés. Aussi ne comptait-il que 27 membres, délégués par 13 chambres syndicales de Bordeaux et quatre autres étrangères à la localité. Nous nous bornerons à reproduire ses résolutions :

1° Abrogation de toutes les lois restrictives sur les associations, liberté absolue de toute association ouverte et publique en laissant aux membres la liberté absolue d'adopter la forme qui leur conviendra, la liberté d'association impliquant la liberté de réunion ;

2° Reconnaissance des chambres syndicales comme personne civile et leur admission aux adjudications des travaux publics ;

3° Suppression des bureaux de placement et leur remplacement par les bureaux des syndicats ;

4° Approbation des règlements d'atelier par les chambres syndicales et les conseils de prud'hommes ;

5° Défense aux patrons de créer aucune société de secours mutuels dans leur maison ;

6° Irréductibilité du salaire, sous forme de retenue ou d'amende ;

7° Suppression du travail dans les prisons et son remplacement par des pénitenciers agricoles ; suppression du travail dans les couvents, ou tout au moins soumission de ces établissements au droit commun ;

8° Suppression des octrois et des impôts indirects, des impôts de consommation ;

9° Création d'un impôt unique sur le capital fixe ;

10° Autorisation par la loi de former des sociétés à l'aide d'actions à un taux aussi bas que les fondateurs voudront le fixer ;

11° Application à l'Algérie de toutes les lois appliquées en France ; indemnités aux colons lorsqu'ils sont forcés de prendre les armes pour combattre une insurrection.

Comme le remarque *l'Egalité*, organe des collectivistes ou des anarchistes « impossibilistes », ce n'est pas bien méchant ; mais à part les articles 1, 2, 8, 9 et 10, qui attestent quelques bonnes tendances économiques, ce n'est pas même du socialisme « possibiliste ».

*
* *

Si le congrès de Bordeaux n'a pas fait grand tapage, il en a été autrement de celui de Saint-Étienne. Les deux groupes rivaux du *Prolétaire* et de *l'Egalité*, du *Citoyen* et du *Radical*, qui s'étaient naguère déliés en champ clos s'y sont trouvés en présence. Le choc a été terrible. *L'Egalité* et son groupe ont eu le dessous ; la majorité les a excommuniés, après les avoir dûment convaincus de « marxisme », et ces schismatiques s'entêtant dans leur hérésie ont été tenir un congrès à Roanne. Voici le texte de la sentence d'excommunication :

*Sixième Congrès national du parti ouvrier socialiste révolutionnaire
français.*

Le sixième Congrès national,

Considérant :

Que les membres du groupe et du journal *l'Egalité* se sont tenus en état permanent de révolte contre les décisions du Parti ;

Qu'ils ont violé les décisions du Congrès de Marseille (1879), en traitant en ennemies les idées fédéralistes données par ce Congrès comme base d'organisation du Parti, en attaquant les candidatures féminines posées en principe par le même Congrès ;

Qu'ils ont violé les décisions du Congrès du Havre (1880) :

1° En tronquant la décision du Congrès concernant le programme minimum ;

2° En cherchant à empêcher l'application, dans la campagne sur les loyers, de la douzième résolution du même Congrès ;

Qu'ils ont refusé de reconnaître le Congrès de Reims (1881), qui ne fut, selon eux, qu'une assemblée, plus ou moins générale, du *Prolétaire* (Union des Travailleurs) ;

Considérant :

Qu'au profit de la même domination « marxiste » qui désorganisa l'Internationale, ils ont essayé d'imposer au Parti le programme particulier, le mode d'organisation et d'action d'une coterie ;

Que, pour atteindre ce but, ils n'ont pas hésité à calomnier les groupes et les membres disciplinés du Parti ;

Considérant en conséquence :

Que leur présence au sein du Parti est de nature à mettre en péril l'existence et le développement normal du Parti :

Que, d'ailleurs, un rédacteur de *l'Egalité* a violé le programme minimum du Parti, en supprimant les considérants collectivistes révolutionnaires pour son élection radicale, pour laquelle, d'ailleurs, il a même sollicité le concours des journaux bourgeois,

Décide :

Article 1^{er}. — Les membres du groupe et du journal *l'Egalité*, Guesde, Lafargue, Bazin, Massard, Deville et Fréjac, ne font plus partie du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français.

Art. 2. — Les groupes qui se sont faits ou qui se feraient leurs dupes, volontairement ou non, se placeront eux-mêmes en dehors du Parti, s'ils les acceptent comme membres ou les choisissent comme candidats ou délégués.

Art. 3. — Le Comité national du Parti est chargé de veiller à la stricte exécution des deux résolutions précédentes.

Après cette épuration pénible, mais nécessaire, l'assemblée a procédé à la constitution du parti, en commençant d'abord par le baptiser. C'est l'objet du titre I^{er}, intitulé : *Nom du parti* :

Article premier. — Le Parti fondé par les Congrès nationaux de France (Paris, Lyon, Marseille, Le Havre, Reims), a pour nom : *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français*.

Les titres suivants concernent l'organisation et l'administration du « parti ». Ils sont précédés d'une série de « considérants » qui définissent son but.

II. *Considérants du Parti*. — Le sixième Congrès national ouvrier socialiste français, dans sa séance de ce matin, a adopté à l'unanimité les considérants uniques suivants :

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes ;

Que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à réaliser pour tous l'égalité, et par elle la véritable liberté ;

Que l'assujettissement des travailleurs aux détenteurs du capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse les tra-

vailleurs de toutes les nations *dites* civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

Pour ces raisons,

Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français déclare :

1° Que le but final qu'il poursuit est l'émancipation complète de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de race et de nationalité ;

2° Que cette émancipation ne sera en bonne voie de réalisation que lorsque, par la socialisation des moyens de produire, on s'acheminera vers une société communiste dans laquelle « chacun donnant selon ses forces, recevra selon ses besoins » ;

3° Que, pour marcher dans cette voie, il est nécessaire de maintenir, par le fait historique de la distinction des classes, un parti politique distinct en face des diverses nuances des partis politiques bourgeois ;

4° Que cette émancipation ne peut sortir que de l'action révolutionnaire, et qu'il y a lieu de poursuivre *comme moyen* la conquête des pouvoirs publics dans la commune, le département et l'Etat.

N. B. — Chaque circonscription électorale du Parti conserve la liberté de rédiger son programme local.

Ces « considérants », ainsi que la charte constitutionnelle du « parti ouvrier socialiste révolutionnaire français », ont été adoptés par les 82 délégués des deux sexes qui constituent désormais l'Eglise orthodoxe du socialisme français, et qui ont pour organe officiel le journal *le Prolétaire*.

*
* *

La chapelle dissidente n'a pas manqué de rendre aux orthodoxes excommunication pour excommunication. En trois articles, le 6° congrès du parti national ouvrier tenu à Roanne a décidé, dans sa séance du 27 septembre :

1° De déclarer déchu de son mandat, comme traître au Parti qu'il a déchiré et tenté d'embourgeoiser, le comité dit national sorti des manipulations possibilistes ;

2° De ne plus considérer comme fraction du Parti, jusqu'à ce qu'ils aient brisé avec les meneurs qui les émasculent, l'Union fédérative du Centre et les groupes qui se feraient ses dupes ou ses complices ;

3° De mettre *le Prolétaire*, devenu l'*égout officiel* du possibilisme, au ban du prolétariat militant.

Tous les groupes et membres du Parti réellement ouvrier, c'est-à-dire révolutionnaire et collectiviste ou communiste, sont chargés de l'exécution des résolutions ci-dessus.

Nous aurons soin de tenir nos lecteurs au courant de cette lutte épique ; mais supposons que le parti ouvrier réussisse à s'emparer

des pouvoirs publics, n'est-il pas clair que les deux groupes rivaux ne tarderont pas à « s'entre-guillotiner » ?

* *

Un journal américain, *le Post*, exprime, au sujet de ces divisions du parti socialiste révolutionnaire et du duel collectif qu'elles ont été sur le point de provoquer entre *le Citoyen* et *le Radical*, quelques jours avant la scission de Saint-Étienne, cette opinion qu'il nous est impossible de ne point trouver parfaitement raisonnable, malgré ce qu'elle peut avoir de « radical ».

Le câble nous annonce que dix rédacteurs du journal radical de Paris *le Citoyen* ont envoyé un cartel à dix membres de la rédaction du *Radical* et que, bien qu'une « difficulté se soit élevée sur le choix des témoins », une rencontre finira probablement par être arrangée. S'il s'agissait de journalistes de Richmond (Virginie), il y aurait dans ce pays une véritable alarme et on s'empresserait, dans les régions où le champ d'honneur pourrait bien être établi, de mettre tout le bétail à l'abri, car il n'y a pas pour les animaux domestiques de plus terrible fléau au monde que les duels de Richmond. Les conséquences désastreuses des duels français, et spécialement des duels entre journalistes français, ne sont pas exclusivement réservées pour le bétail des environs et les paysans auxquels il appartient, car il arrive quelquefois maintenant que les combattants se blessent l'un l'autre, et la perspective d'une rencontre dans des proportions aussi grandes que celle qui se prépare doit vivement exciter l'esprit public à Paris.

Mais l'imagination se refuse à trouver un moyen de mettre en ligne les vingt duellistes. Il n'y a pas lieu d'invoquer dans ce cas embarrassant le fameux précédent du duel triangulaire comme dans le *Midshipman Easy* ; ce moyen ne serait d'aucun secours. Nous en concluons que le meilleur plan à adopter serait de placer les deux groupes de duellistes face à face, presque à bout portant, et en les alignant comme on dispose un jeu de quilles. Tout le monde tirerait en même temps. De cette façon, il y aurait raisonnablement lieu d'espérer que les deux groupes seraient complètement exterminés, ce qui serait une excellente chose pour la France.

Paris, 14 octobre 1882.

G. DE M.

Bibliographie économique.

PUBLICATIONS ENREGISTRÉES EN SEPTEMBRE 1882.

Annuaire du ministère de l'agriculture pour l'année 1882. In-8 de 460 p. Paris, Impr. nationale.

Annuaire officiel des chemins de fer. 31^e année (exercice 1879). In-18 de x-434 p. et carte. Paris, Chaix.

BARADEZ (Louis). *Du conseil de surveillance dans la société en commandite par actions.* In-8 de 208 p. Nancy, Impr. nancéienne.

BREDA (Comte DE). *La question ouvrière et le gouvernement chrétien.* In-8 de 32 p. Paris, Philipona. [Extrait de « l'Association catholique » du 15 août.]

DUMAY (J.-B.). *Un fief capitaliste. Le Creusot.* Extrait du rapport présenté au Congrès ouvrier régional de la région de l'Est. In-18 de 36 pages. Paris, Masquin.

DUSAERT (Colonel E.). *Méditations sur la loi du progrès, la statistique morale et la vérité religieuse.* In-8 de 360 p. Paris, Didier.

ESTERNO (D'). *La femme envisagée au point de vue naturaliste, spiritualiste, philosophique, providentiel.* In-18 de iv-202 p. Paris, C. Lévy.

EYMARD (E.). *Question sociale. Révolution à opérer dans l'organisation sociale actuelle; programme pratique.* In-8 de 8 p. et tableau. Troyes, Garot.

FOURNIER. Voy. SCHULTE.

GIRARD (A.). *Questions religieuses, philosophiques, morales, historiques et sociales.* In-8 de viii-480 p. Beaune, Batault.

GLASSON. Voy. SCHULTE.

GUYOT (Yves). *Etudes de physiologie sociale. La prostitution.* In-18 de ii-600 p. Paris, Charpentier.

LASNE. *La religion et la monarchie devant la science.* Organisation rationnelle des institutions démocratiques; solution du problème social. In-18 de vi-158 p. Paris, Guérin.

LENGLET (A.-H.). *La bière, le vin et les spiritueux en Angleterre.* In-8 de 48 p. Paris, Guillaumin. [Extrait du « Journal des Economistes »]

LYON-CAEN (Charles). *Examen doctrinal; de la jurisprudence en matière de droit maritime et industriel en 1881 et 1882.* In-8 de 32 p. Paris, Cotillon. [Extrait de la « Revue critique de législation et de jurisprudence ».]

MALON (Benoît). *Œuvres complètes. Le nouveau parti. Le parti ouvrier et sa politique.* 3^e édition. In-8 de 156 p. Paris, Derveaux.

— *Le parti ouvrier en France.* 2^e édition. In-8 de 40 p. Paris, Derveaux.

MARTEAU (Amédée). *Le chemin de fer du Saint-Gothard et son influence au point de vue des intérêts français.* In-8 de 40 p. Paris, Cusset.

MAZEL (A.). *Solidarisme, individualisme et socialisme.* In-8 de 72 p. Paris, Bonhoure.

Mission actuelle des ouvriers. 3^e édition. In-8 de 64 p. Paris, Dentu.

PARIEU (E. DE). *La fausse direction de la démocratie en France.* In-8 de 10 p. Paris, de Soye. [Extrait du « Correspondant ».]

PEROT (J.-M.-A.). *Impôts; quel est le meilleur mode à adopter?* In-8 de 22 p. Lille, Massart.

Résolutions de la 6^e Commission concernant deux pétitions relatives aux services de la Banque de France. In-4 de 2 p. à 2 col. Paris, au « Journal officiel ».

ROCHAS D'AIGLUN. Voy. VAUBAN.

SAY (Léon). *Discussion du budget de 1883 à la Chambre des députés.* Discours prononcés dans les séances des 26, 27 juillet 1882. In-8 de 116 p. Paris, Guillaumin.

SCHULTE (Frédéric DE). *Histoire du droit et des institutions de l'Alle-*

magne. Traduit par Marcel Fournier, avec Introduction de M. Ernest Glasson. In-8 de xxxii-616 p. Paris, Pedone-Lauriel.

Situation (La) financière des communes de France et de l'Algérie en 1882. (5^e publication). In-8 de xvi-658 p. Paris et Nancy, Berger-Levrault.

Sociologie. Traité de l'équilibre et du mouvement des sociétés, par un ingénieur. T. I. Vue générale sur la sociologie. In-8 de 360 p. Paris, Capiomont et Renault.

Tableaux de population, de culture, de commerce et de navigation, formant pour l'année 1880 la suite des tableaux insérés dans les notices

statistiques sur les colonies françaises. Statistiques coloniales. In-8 de 324 p. Paris, Impr. nationale.

Tableau de la population des principales communes de France d'après le recensement officiel au 31 octobre 1877. In-8 de 10 p. à 4 col. Paris, Martinet.

VALSERRES (Jacques). *Le crédit agricole et la Banque de France*. In-8 de 120 p. Paris, Guillaumin. [Extrait du « Journal des Economistes ».]

VAUBAN. *Pensées et Mémoires politiques inédits de —*, recueillis par A. de Rochas d'Aiglun. In-8 de 46 pages. Paris, Guillaumin. [Extrait du « Journal des Economistes ».]

Le Gérant : F^{te} GUILLAUMIN.

JOURNAL

DES

ÉCONOMISTES

LA

POLITIQUE FINANCIÈRE DE LA FRANCE

A la fin de l'année dernière, j'ai essayé à cette même place d'attirer l'attention des lecteurs de ce journal sur la situation des finances de la France.

J'ai parlé de l'état troublé du marché de Paris, du danger d'un emprunt, de la nécessité d'arrêter définitivement le compte toujours croissant des grands travaux publics, de l'impossibilité de constituer un budget solidement assis tant que la question des chemins de fer n'aurait pas été réglée.

Je me suis prononcé contre la conversion de la rente 50/0, contre le rachat des chemins de fer, contre toute émission publique. Aucune de ces opérations ne me paraissait opportune et je croyais que c'eût été compromettre la fortune de la France que de les entreprendre.

Ni émission, ni conversion, ni rachat, telle était la conclusion d'un article qui est devenu un programme de gouvernement.

Une année s'est écoulée; le marché des capitaux est aussi désorganisé qu'alors; le compte des grands travaux est toujours en suspens et le chiffre des prévisions de la dépense du budget extraordinaire va en croissant; la question des chemins de fer est plus éloignée que jamais d'une solution. Le programme que je viens de rappeler, accueilli d'abord avec faveur, est abandonné; les mêmes problèmes sont toujours posés et ne sont pas résolus; la Chambre des Députés se plaît décidément aux ajournements, et, ce qui est plus grave, elle se nourrit d'illusions. On ne sait pas où l'on va par la raison qu'on ne va nulle part. Si l'on ne prend pas des mesures énergiques, le crédit de la France peut être compromis pour longtemps.

vention spéciale et on en rendait la liquidation fort aisée. C'était clair et simple. L'affaire était si bien comprise et si bien engagée qu'elle était sur le point d'aboutir quand une crise ministérielle est venue emporter le cabinet et son budget.

Le nouveau ministre des finances a craint de ne pas pouvoir achever l'œuvre commencée par son prédécesseur. Le président de la commission du budget, qui n'avait accepté la combinaison que pour affirmer sa confiance dans le précédent cabinet, a repris sa liberté et s'est montré plus disposé à combattre la convention passée avec la compagnie des chemins de fer d'Orléans, qu'à la soutenir ou à la laisser passer. Le ministre se trouvait donc tout seul avec le rapporteur. C'était pourtant quelque chose que d'avoir pour soi le rapporteur du budget, car ce rapporteur s'appelle M. Ribot, et c'était aussi quelque chose que d'avoir raison. Quoi qu'il en soit, la combinaison a été abandonnée. Le parti qu'on va prendre c'est de laisser les choses en suspens. Il est bien à craindre, en effet, que le gouvernement n'ait pas assez de force pour faire prévaloir des solutions et que la Chambre n'ait pas assez de volonté pour désirer qu'on en trouve. Il est très probable qu'on votera les dépenses extraordinaires et qu'on ne votera pas de ressources pour y faire face. On a bien parlé de créer des bons spéciaux, des bons gagés sur la dette des compagnies de chemins de fer, des sortes d'assignations sur une rentrée ultérieure, comme on faisait sous l'ancien régime par le système des anticipations, mais il faut espérer que c'est une idée à laquelle on ne s'arrêtera pas.

On se rappelle la conversation de M. Laurier et de M. Magne à la fin de 1870, conversation reproduite dans une déposition devant une commission d'enquête. M. Laurier demandait à M. Magne si pour mieux déterminer la Banque de France à faire de nouvelles avances à l'Etat, on ne pourrait pas lui donner comme garantie le produit d'un impôt spécial, par exemple celui des postes.

« Gardez-vous en bien, répondit M. Magne; tous les revenus de l'Etat sont le gage commun de ses créanciers; l'affectation d'un impôt spécial est pour un Etat le signe d'un crédit en décadence. »

Assigner des bons portant la signature de l'Etat sur une rentrée quelconque, c'est avouer que la signature du Trésor a besoin d'être doublée d'une valeur réelle; c'est la décadence du crédit.

Il y a donc lieu de croire que personne n'osera proposer à la Chambre un expédient de cette nature. Il ne restera pas d'autre moyen que de s'adresser plus ou moins ouvertement à la dette flottante, c'est évidemment ce qu'on fera, ce sera un ajournement; c'est fatalement à un ajournement qu'on aboutira.

ment aujourd'hui d'achever le réseau classé des voies ferrées. Si on veut s'entendre avec l'industrie privée pour achever ce réseau, il faut négocier avec des sociétés capables de mener à bonne fin une pareille entreprise, et se servir, si on le peut, de l'expérience qu'on a faite de l'exploitation par l'État, pour montrer aux sociétés qui voudraient courir des risques de même nature, ce qu'on peut tirer d'un chemin de fer. Le réseau de l'État n'est une arme pour arriver à se faire donner de bonnes conditions que si c'est un modèle; que devient la valeur de cette arme, le jour où l'on traite, si l'on montre aux compagnies dont on veut obtenir des sacrifices que le chemin de fer qu'on exploite est un très mauvais instrument de production et qu'on ne peut y faire de bénéfices qu'en mettant les pertes au compte des contribuables?

On a entre les mains un modèle qui ne vaut rien, avec lequel on perd de l'argent, qui ne rapporte pas l'intérêt du capital qu'on y a employé; on serait bien naïf de croire que c'est en montrant ce modèle négatif qu'on décidera des compagnies privées à faire d'abord l'application de méthodes si peu fructueuses sur leurs lignes existantes, et ensuite à entreprendre la construction de lignes nouvelles qui seront taillées sur le même patron et auxquelles on imposera les mêmes errements que ceux du réseau modèle.

Il y a donc contradiction à dire que le réseau de l'État n'est plus un modèle, mais qu'il est encore une arme. Ce n'est plus seulement une négation; c'est une charge, c'est un boulet que le budget traîne à son pied et dont il faut couper la chaîne le plus tôt qu'on pourra.

Comme pour l'exploitation, il serait facile de critiquer le mode de construction des chemins de fer de l'État. On a ouvert des chantiers sur toute la surface du pays; on a tout entamé à la fois et on n'a rien achevé nulle part. Il n'y a pas 100 kilomètres de terminés de tout le grand plan de travaux publics voté par les Chambres, et au lieu de 120 ou 150 mille francs de dépense prévue, on dépense 240 mille francs par kilomètre.

Nous disions ici encore, il y a un an, que le budget du plan des travaux extraordinaires allait toujours en croissant; que de 4 milliards on était arrivé à 6 milliards et que le public se demandait déjà si on n'atteindrait pas les 7 milliards.

Pendant le cours de l'année qui s'est écoulée depuis la publication de cet article, on a fait des comptes et on s'est aperçu que ce n'était pas de 7 milliards qu'il s'agissait, mais bien de 8 milliards de francs. Les chiffres du compte ont été fournis par le ministre des travaux publics au ministre des finances qui les a fait connaître à la Chambre des Députés, le 26 juillet dernier.

On a préparé un travail qu'il est absolument nécessaire de rendre

faire accepter par les banquiers la totalité de ses bordereaux, c'est d'obtenir qu'on n'en réduise pas le montant, car c'est de l'argent qu'il faut pour payer et pour vivre; le taux de l'intérêt devient alors une affaire de moindre importance.

Le meilleur emploi qui puisse être fait aujourd'hui des plus-values de l'exploitation des chemins de fer, c'est d'en faire le gage de l'achèvement du réseau. On donnera à l'abaissement des prix ce qui restera de la plus-value, et il restera très probablement quelque chose pour cet usage; mais l'intérêt supérieur, national, c'est de tenir ce qu'on a promis, c'est de relier les villes et les communes dépourvues de chemins de fer au réseau exploité, afin de les faire entrer dans le cercle du grand mouvement des affaires; c'est de les mettre en communication avec les centres de production et de consommation. L'avenir de la France et de la République est à ce prix. Dans l'ordre des idées économiques, il ne peut pas y avoir d'autre point de vue que celui-là.

Mais, pour réussir dans une opération aussi importante, pour vendre le réseau de l'Etat dans les meilleures conditions, pour obtenir les arrangements les plus avantageux des compagnies auxquelles on confierait le soin de construire et d'exploiter les lignes dont l'achèvement a été si malheureusement compromis, pour continuer les travaux projetés dans les ports dont l'industrie privée ne peut pas se charger, pour améliorer notre système général de navigation et d'irrigation avec des capitaux fournis par l'Etat, il faut s'arrêter dans la voie de désorganisation du budget dans laquelle on est entré.

Les dépenses ordinaires doivent être maintenues dans les limites les plus restreintes possibles. On sait que nous avons perdu une plus-value tout entière, et que la progression des revenus publics s'est arrêtée au moins pour une année. Le budget de 1883 ne pourra plus être équilibré qu'avec les plus-values de 1883, tandis qu'on espérait y faire face avec celles de 1882. Le budget de 1882 lui-même va être soldé en déficit; le déficit ne sera pas très élevé, on peut du moins l'espérer. Il trouvera d'ailleurs une compensation dans les excédents restés libres des exercices antérieurs, mais enfin on est dans la voie des déficits; on peut craindre de n'en pouvoir sortir qu'avec beaucoup de peine; il faut faire les efforts les plus sérieux pour y échapper.

Pendant que les Chambres poursuivront la discussion du budget de 1883, le ministre des finances sera obligé de préparer le budget de 1884 et il est facile de prévoir qu'il n'aura à sa disposition aucune ressource pour faire face à des augmentations de dépenses. Le budget de 1884 ne pourra rien faire de plus que le

matière de boissons, était de 46,842 en 1876, il est tombé à 18,586 en 1881 et encore il n'y a eu sur ce total que 16,277 procès-verbaux qui aient été suivis d'effet.

Le mouvement de diminution a commencé, il est vrai, avant 1880, c'est-à-dire avant l'époque de la formation du sous-secrétariat politique; mais ce qui fournit la preuve évidente que cette institution a produit les plus fâcheux résultats, c'est la rapidité avec laquelle s'est accru le mouvement de décroissance de la répression depuis 1880.

- De 1876 à 1879 le nombre des constatations a diminué de 36 p. 100 ou de 9 p. 100 en moyenne par an, tandis que de 1880 à 1881, en deux ans, il a diminué de 45 p. 100, ou de 22 1/2 p. 100 en moyenne par an. Le nombre absolu a diminué de 28,256 en cinq ans, dont 5,363 en 1877, 2,028 en 1878, 5,409 en 1879, 7,749 en 1880, 7,707 en 1881.

Avec une rapidité de décroissance aussi accélérée, comme il ne reste plus que 18,586 constatations en totalité, on pourra renvoyer les agents de la surveillance au mois de juillet 1883, car ils n'auront plus rien à faire à partir de ce moment.

En réalité, il n'y a plus de répression, et la fraude devient de droit commun.

Henri Heine disait que les hommes enfermaient quelques-uns de leurs semblables dans des maisons qu'on appelait des maisons de fous, pour faire croire que ceux qui restaient libres étaient des gens raisonnables.

On peut regarder les procès-verbaux d'aujourd'hui comme Henri Heine regardait les maisons de fous de son temps. Si les sous-secrétaires d'Etat politiques consentent encore à ce que l'on fasse des constatations, c'est pour faire croire que ceux contre lesquels on ne verbalise pas ne sont pas des fraudeurs.

La suppression de ce sous-secrétariat politique est une réforme qui s'impose à très bref délai. Il suffit d'ailleurs d'un décret pour la réaliser.

Quant à cette intervention des membres du Parlement qui a pour objet d'arrêter l'action administrative, on ne peut pas la supprimer par un décret; c'est aux députés de se réformer eux-mêmes. Il faut espérer qu'ils se réformeront quand ils auront réfléchi aux dangers qu'ils font courir à la fortune publique.

Il y a une anecdote qui court dans les couloirs des ministères. Il est clair qu'elle est inventée mais c'est bien souvent le cas. Quand les histoires ne sont pas vraies, c'est déjà beaucoup qu'elles soient bien trouvées. Plusieurs directeurs du personnel appartenant à diverses administrations se disputaient un jour à qui remplissait le

mieux son office ; mais comme il est difficile dans ces matières de mesurer le mérite des gens, chacun maintenait sa supériorité, en l'affirmant, à défaut de preuves matérielles. Un d'eux eut l'idée de faire une statistique. Il compte le nombre de recommandations adressées par les députés ; et le nombre des réponses favorables que chacun des directeurs a pu y faire. Il avait donné 60 0/0 de satisfaction, tandis que les autres n'atteignaient qu'une proportion de 40. Le procès s'est trouvé jugé du coup ; ceux qui n'avaient donné que 40 pour cent de satisfaction ont courbé la tête et se sont inclinés devant la supériorité de leur heureux confrère. ●

On voit qu'il y a beaucoup à faire pour tirer le budget d'embarras. Les difficultés sont d'ordre politique, administratif et financier. Au point de vue financier, on ne pourra raffermir le crédit que par la concession du réseau des chemins de fer exploités par l'Etat et des chemins de fer en construction, à l'industrie privée ; au point de vue administratif on ne pourra relever le courage des agents de la perception qu'en supprimant le sous-secrétariat d'Etat politique des finances ; au point de vue politique, on ne pourra arrêter les progrès du mal qu'en laissant plus d'action au gouvernement et en ajournant tous les projets de dépenses et tous les projets de dégrèvement proposés par l'initiative privée.

Il y a surtout une formule dangereuse à bannir de la langue parlementaire, c'est celle de la politique de dégrèvement. C'est un mot qui a l'air d'un programme et que les populations interprètent comme une promesse, mais qui n'a aucun sens quand il s'agit de dégrèvement sans compter, de dégrèvement à tout prix, pour faire plaisir aux électeurs et se rendre populaire, car s'il en avait un, il voudrait dire qu'on se joue du déficit et qu'on n'a pas souci du crédit de la France.

Il n'y a qu'une politique vraie en matière de finances, c'est la politique d'équilibre, politique qui conduit aux dégrèvements quand il y a des surplus, mais qui affirme l'ordre et la régularité, qui repose sur le crédit, et qui, inspirant la confiance, contribue à développer la richesse publique.

Le Trésor ne peut pas être riche dans un pays qui ne s'enrichit pas, et cependant le gouvernement ne peut pas prendre des mesures directes pour accroître la fortune publique. La France a perdu beaucoup de capitaux depuis quelques années ; l'inclémence des saisons lui a fait ce malheur et ce n'est pas le gouvernement qui pourra rendre meilleure la récolte de l'année prochaine. S'il est déraisonnable de demander à l'administration de faire la pluie et le beau temps, on peut du moins lui demander de ne pas entraver les efforts du pays et de le mettre en état de profiter de toutes les cir-

constances favorables que la nature peut lui offrir ou que son esprit d'initiative peut faire naître.

Le moyen, pour un grand pays agricole et industriel comme le nôtre, de récupérer ce qu'il a perdu, c'est de travailler. Le travail ne peut se développer que dans l'ordre et la paix. Le vieux proverbe du baron Louis est plus que jamais l'expression de la vérité. Mais en dehors de l'assistance, en quelque sorte négative, que le gouvernement peut donner au pays par une bonne politique, il peut agir plus activement, en diminuant les obstacles qu'une législation économique très arriérée oppose encore au mouvement des affaires.

Il devient urgent de diminuer les droits de douane sur les machines industrielles et agricoles et de permettre l'importation des appareils brevetés sans imposer à l'industrie nationale qui veut se servir de procédés nouveaux, l'obligation de s'adresser aux constructeurs français¹. La prohibition est un procédé odieux qui a su se tailler un dernier asile dans la législation sur les brevets.

Nous assistons à des transformations extraordinaires de l'outillage et de l'industrie sur toute la surface de la terre, et notre législation nous met dans un état d'infériorité flagrante en nous empêchant de faire aussi économiquement, aussi rapidement et aussi complètement que les étrangers, les améliorations nécessaires.

Notre intérêt le plus pressant est d'entrer avec résolution dans les voies de la politique libérale, et puisque nous n'avons pas pu réaliser avec l'Angleterre un traité de commerce fondé sur la liberté commerciale, il faut nous affranchir de la vieille doctrine de la réciprocité qui a produit rarement de bons effets et qui en a produit si souvent de mauvais. Il faut dire la vérité simplement; nous voulons abaisser les droits de douanes sur les outils de l'industrie, uniquement parce que nous aimons mieux les payer moins cher. Il nous est indifférent que les autres pays nous suivent ou non dans cette voie. S'ils veulent payer cher les outils que nous leur fournissons, ce n'est pas une raison pour payer plus cher ceux dont nous avons besoin.

Telles sont les observations que peut suggérer une étude attentive et consciencieuse de notre budget et de nos finances.

¹ Art. unique de la loi du 31 mai 1856.

Sera déchu de tous ses droits :

1°...

2°...

3° Le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

révolutionnaires des divers partis nihilistes, des manuscrits détaillant l'organisation des groupes, des quittances de versements d'argent, des billets d'abonnement aux cabinets de lecture, des extraits d'ouvrages d'économie politique (!), d'ouvrages socialistes, une imprimerie volante, des caractères d'imprimerie, de faux passeports, des cachets de la poste, de fabriques, celui du maître de police de Kharkow, des instruments de graveur, de l'encre rouge pour le cachet de l'Union, des matières corrosives, des armes, des révolvers, des couteaux, des haches, des boîtes de maquillage, des perruques, des barbes postiches, des lunettes bleues, des habits de déguisement, etc., etc.

Avant de reproduire des extraits des programmes, des proclamations choisies, des lettres et avis, nous prévenons le lecteur que nous avons, dans la traduction, laissé à ces épîtres leur tournure originale primitive, afin que la pensée véritable des auteurs de ces manifestes ressortît autant que possible dans toute son exagération, et avec l'expression impérieuse qu'ils donnent à tout ce qui sort de leurs mains.

Dans la première partie du programme de l'Union (écrit sur 20 feuilles in-8°), saisi chez Élisabeth Kovalsky, nous trouvons l'exposition de la situation respective des classes ouvrières, des marchands, des industriels et de la noblesse. « L'état des classes laborieuses, dit ce programme, est si misérable qu'il entraîne la dégradation, non seulement physique, mais morale et intellectuelle du peuple; la taille des paysans, des ouvriers est moins élevée qu'autrefois; les maladies et la mortalité augmentent, tandis que la durée moyenne de l'existence diminue chez les hommes des classes inférieures. Les marchands, les propriétaires, les nobles au contraire se portent à merveille. Ils vivent, s'engraissent et s'amusent dans leurs riches habitations, dans leurs palais, au détriment du peuple qu'ils exploitent. L'unique espoir de sortir d'une situation aussi intolérable pour les travailleurs est dans l'espoir d'une révolution. Pour y arriver les travailleurs doivent unir leurs forces dans le but d'amener un revirement dans la situation économique actuelle, car les changements politiques, comme l'indique l'histoire, en sont toujours le résultat inévitable. » — Plus loin nous verrons de quelle manière ils entendent refaire la situation économique du pays.

La deuxième partie du programme expose les revendications suivantes de l'*Union ouvrière* au nom des classes laborieuses :

1° La terre, les fabriques, les ateliers, les établissements industriels seront la propriété exclusive du peuple;

2° Le travail s'exercera par association;

3° L'organisation gouvernementale future assignera une part de participation égale à chacun, dans la direction du gouvernement ;

4° Liberté individuelle illimitée, liberté de la parole, liberté de réunion, d'association et liberté de la presse ;

5° Organisation d'une milice nationale en remplacement de l'armée permanente actuelle.

Pas plus de cinq articles, mais quels articles, pour décréter le bonheur général ! seulement, avant de posséder une jouissance aussi complète des biens de la terre, il faudra passer par de rudes épreuves. Les moyens que préconisent les « socialistes du peuple » (*sccialistow narodnikow*) pour arriver à cet Eden social sont :

1° « La *terreur agricole* que l'on provoquera en soulevant les
« paysans, les *tchinschéviki* (espèce ou fermiers dont le nombre
« atteint environ 400,000 dans les provinces du S.-O.) contre les
« propriétaires fonciers, en les poussant à s'emparer des terres.
« des bois ; en brûlant les récoltes, en assassinant, comme en Ir-
« lande les propriétaires et les seigneurs ;

2° « La *terreur industrielle ou des fabriques* en incendiant les fa-
« briques, les ateliers, les établissements industriels ; en assassi-
« nant les directeurs et les patrons ;

3° « La *terreur militaire* en excitant les soldats mécontents à la
« révolte contre les officiers, en leur conseillant l'assassinat des
« chefs qui usent d'une trop grande sévérité, les maltraitent ou
« les punissent ; en résumé, en soulevant les troupes contre les
« officiers supérieurs.

4° « La *terreur politique* en déconsidérant par tous les moyens le
« gouvernement actuel, en diminuant aux yeux du peuple son
« prestige, en affaiblissant sa force, en surexcitant l'esprit révo-
« lutionnaire des classes ouvrières exploitées, en ameutant le
« peuple contre les autorités, les fonctionnaires, la police ; en
« profitant de l'hostilité des populations contre les Juifs et les Polo-
« nais, pour faire naître des conflits amenant des désordres et en-
« fin provoquer des émeutes révolutionnaires. »

On voit que le chemin qui mène au bonheur social n'est pas sans écueils.

Comme c'est par l'*agitation secrète* qu'ils doivent préparer la grande lutte contre les exploiters, ils travailleront sous l'étiquette d'*organisation syndicale* ayant pour but l'instruction des ouvriers et l'amélioration de leur condition.

Les membres de la société avaient mission de *se répandre dans* les campagnes, de s'introduire dans les fabriques, *dans les ateliers.*

au comte Loris Mélikoff sont restées sans réponse. Ensuite elle énumère les demandes qu'elle a faites au gouvernement : « Que
 « l'impôt personnel soit transformé en impôt sur le revenu dépassant 500 roubles ; que des emprunts soient émis pour créer des
 « ateliers où les ouvriers trouveront toujours du travail, ainsi que
 « des magasins où ils achèteront leurs vivres à bon marché ; que
 « le salaire soit fixé à 1 rouble 50 par jour en temps ordinaire, et à
 « 2 roubles en cas de cherté des produits. » Elle demande encore l'amnistie des ouvriers exilés pour avoir soutenu les intérêts de leurs compagnons. La proclamation se termine ainsi : « L'Union
 « attendra la réponse du gouvernement actuel pendant un mois ; si
 « elle se convainc que le nouveau tzar ne veut pas lui venir en
 « aide, alors elle emploiera la force et les moyens violents ; et le
 « sang qui sera répandu retombera sur la tête de ceux qui pour-
 « raient apaiser le peuple en faisant droit à ses justes réclamations,
 « mais ne l'ont pas voulu. » C'est une manière comme une autre d'excuser le crime que l'on prémédite.

Tous ces manifestes ou proclamations étaient timbrés du cachet de l'Union, imprimé à l'encre rouge, avec les mots « Terre et Liberté » surmontés d'une hache, d'une pioche et d'un revolver entrelacés.

Comme ces écrits saisis chez les accusés exposent, dans toute leur clarté, les doctrines politiques, économiques et financières des nihilistes, nous reproduisons encore quelques lettres et avis qui ne sont pas sans intérêt.

1^o Lettre adressée par l'Union aux ouvriers d'Odessa ¹ :

« C'est sur le dos des ouvriers que repose le gouvernement,
 « tandis que c'est un tas de voleurs qui en disposent à leur gré.
 « Tout le mal vient de l'éparpillement de notre force, de l'absence
 « d'entente entre nous. C'est le besoin et la faim qui nous obligent
 « à vendre nos forces, notre énergie et notre santé ; mais si nous
 « savions nous unir, nous ne nous trouverions plus dans cette
 « pénible situation. Sans accord, nous sommes comme le dos de la
 « hache ; unis au contraire, nous devenons un instrument puissant
 « et terrible ! Unis nous nous débarrasserons de ce nœud que les
 « capitalistes nous ont jeté autour du cou, nous nous affranchirons
 « à tout jamais de leur joug et nos enfants, en achevant l'œuvre
 « que nous aurons commencée, nous porteront une éternelle
 « reconnaissance. »

¹ Cette lettre, trouvée sur une jeune fille, ainsi que 56 proclamations, devait être imprimée à Odessa par les membres d'un groupe de cette ville et répandue dans les ateliers.

2^o Avis adressé au colonel Karobkine, chef des ateliers de l'arsenal militaire de Kiew.

L'Union ouvrière lui ordonnait : « d'augmenter le salaire journalier et la rémunération par pièce après accord avec les ouvriers
« de considérer l'ouvrier comme un homme ne travaillant pas.
« pour lui seulement, mais pour le bien général ; de ne plus oser
« mettre les ouvriers à l'amende suivant sa fantaisie, l'amende
« n'étant permise qu'en cas de vol. »

Quelque temps après l'envoi de ce premier *avis*, un second plus pressant lui rappelait les mêmes exigences, en ajoutant : « que
« l'Union prévient le Colonel, qu'en cas de non exécution des
« réclamations déjà formulées, elle se trouvera dans l'obligation
« d'exécuter la condamnation à mort, rendue contre lui, chef de
« l'arsenal. » L'avis adressé à MM. Japy frères n'en est-il pas une imitation parfaite ? Si nous n'avons trouvé nulle part dans les programmes ou dans la proclamation ci-dessus des nihilistes, la demande d'une constitution, c'est par la raison, qu'ils expliquent d'ailleurs dans d'autres écrits, « qu'elle ne profiterait qu'aux cabaretiers, aux changeurs, aux employés, etc., qui voleraient librement le peuple sans danger. »

Pour compléter et terminer la série de ces épîtres, voici encore un projet de réforme sociale et politique, émanant d'un nihiliste pur, Kotschintzow, où il expose les aspirations de son parti :

« Toute la terre, dit-il, doit passer dans les mains des paysans, qui en feront la propriété d'une *grande commune*. Les fabriques, les ateliers appartiendront aux ouvriers qui continueront à y travailler *sans patrons* ; alors les immenses bénéfices que ceux-ci accaparent actuellement se dirigeront là où la justice veut qu'ils aillent, c'est-à-dire dans la poche des ouvriers. Le gouvernement actuel qui mène tout, qui enlève les dernières ressources au pauvre peuple pour les gaspiller dans ses palais, dans l'entretien d'une immense armée, d'une nombreuse police, d'une gendarmerie..., doit être anéanti. Tout l'Empire se partagera en *communes indépendantes* ; chacune d'elles se gouvernera librement, sans dépendre d'aucun gouvernement central. Dans les affaires de sûreté et d'utilité générale, telles que l'attaque d'un ennemi du dehors, la construction de chemins de fer, de télégraphes, de canaux, etc., elles auront recours à des délégués spéciaux qui, réunis en assemblée générale, prendront la décision la plus conforme aux intérêts de tous. L'armée permanente ne servant aujourd'hui qu'à réprimer et punir le peuple quand il se révolte, cette armée sera licenciée et remplacée par une milice nationale. Cette dernière ne sera mobilisée qu'en cas de nécessité absolue. Ces change-

lui était octroyé. L'admission d'un membre se faisait par élection. Le nouveau candidat présenté par trois nihilistes devait obtenir, au ballottage, les deux tiers des voix ; mais, si une seule faisait de l'opposition ou formulait une objection sérieuse contre son adversaire, il était refusé malgré le vote émis en sa faveur. Accepté, le néophyte devait prêter le serment des conjurés, « d'observer fidèlement les prescriptions de la Société, de ne dévoiler « ses secrets ou ses décisions à qui que ce fût. »

Un membre suspecté de trahison et reconnu coupable, encourait la peine de mort. Non seulement les membres étaient tenus de garder le secret le plus rigoureux sur l'association, de travailler assidûment à sa prospérité, de faire le sacrifice de leur vie quand la cause du parti l'exigeait, mais ils étaient obligés de « soutenir l'honneur » du groupe auquel ils appartenaient. Chaque membre conservait la liberté de se retirer de l'association à la condition que les versements opérés restassent dans la caisse de la Société. Le membre démissionnaire devenait l'objet d'une surveillance minutieuse de la part de ses compagnons. Les démissions, d'ailleurs, étaient fort rares.

Les ressources de la Société provenaient de donations particulières, de loteries secrètes, de cotisations des membres, etc. Dans les papiers d'un accusé (le caissier probablement) on a trouvé une note spécifiant de la manière suivante les derniers versements : 3-na 5 roubles, de N. p. 1 rouble, de M. y, 15 roubles, N. N. 2 roubles.

La correspondance des membres de groupes différents ne devait s'écrire, lorsqu'il s'agissait d'objet intéressant la Société ou concernant le parti, qu'avec de *l'encre chimique*. Entre les lignes d'une lettre banale, se trouvait la missive importante ¹.

D'après les « statuts », chaque cercle devait posséder son local, sa bibliothèque et une imprimerie clandestine. Le *Bratstvo* (la Fraternité), journal projeté de l'Union, aurait eu la mission d'indiquer au peuple « ses besoins » et de paralyser l'influence de la « bourgeoisie ». La création de ce journal est restée à l'état de projet. Il est à supposer que des obstacles sérieux ont entravé sa publication.

Avant de terminer ce travail nous exposerons rapidement l'évolution du parti révolutionnaire dans le midi de l'Empire. Nous dirons aussi quelques mots sur l'alliance des jeunes *gromada* (cercles ukrainophiles) avec les nihilistes. Vers l'année 1873 ² des

¹ Des lettres du frère de l'accusée Prisetsky, résidant en 1881 à Montpellier, furent trouvées chez elle écrites par ce procédé.

² S'étaient constitués avant cette époque : en 1861, le premier cercle révolu-

étudiants et des jeunes femmes fondèrent à Kiew une société qu'ils baptisèrent du nom de *Commune de Kiew* (Kiefskaïa kommouna). Les membres, les « communards » s'assemblaient chaque soir au local de l'association. Dans les réunions, ils causaient des affaires du gouvernement, de sa politique, des réformes désirables, des changements divers que le gouvernement devait opérer dans son administration. On fumait beaucoup, on buvait plus encore, on s'enivrait souvent et presque toujours ces conciliabules se terminaient en scènes d'orgie. Pour subvenir à l'entretien de la société, les communards se cotisaient, mais le revenu principal provenait de vols. Un membre vola 300 roubles et une pelisse : il versa les 300 roubles dans la caisse et garda la pelisse ; un autre se fit postillon et dévalisa la poste qu'il transportait ; une femme-membre entra au service d'un propriétaire qu'elle assassina et se sauva en emportant ses valeurs dont profita la *Commune*.

Comme les actes de ce cercle devenaient inquiétants sous tous les rapports, de nombreuses arrestations eurent lieu parmi les membres, presque tous jeunes gens. Les uns furent graciés, d'autres expédiés par voie administrative dans les provinces du nord ou exilés en Sibérie. Cette affaire porte le nom de procès des 770.

De 1874 à 1876 une nouvelle association secrète fut découverte. 193 personnes furent arrêtées : 103 condamnées à des peines différentes et 90 graciées (procès des 193).

De la *Commune* se détachèrent des fragments qui s'éparpillèrent dans toutes les parties de la Russie et autour desquels vinrent graviter les révolutionnaires disséminés dans la contrée où ces débris tombèrent. Alors, ces gens de la Commune, les graciés du procès des 193 et les révolutionnaires ambulants se réunirent et fondèrent de nouveaux groupes dont le programme et le fonctionnement étaient mieux étudiés. C'est à cette époque, vers 1876, que le parti révolutionnaire passa de la phase passive à la phase active, de la parole comme disent les nihilistes à l'action, c'est-à-dire à l'assassinat.

De 1876 à 1879 Stépanovitch, nihiliste ardent, passionné, arrêté et condamné depuis, organisa à Kiew un groupe révolutionnaire dont la mission spéciale était : « de profiter de l'état misérable du « peuple, dans le but de créer des mécontents dont le parti exci-
« terait l'esprit de révolte. »

Ce groupe, très bien organisé, envoya au ministre de la justice,

tionnaire dit *Penzenski Kroujok* ; en 1862, la Société de *Terre et Liberté* ; en 1869, le groupe du *Netchaëff*.

sous forme d'adresse, d'énergiques protestations contre les rigueurs de la police à l'égard du *parti politique* du midi de la Russie. C'est par des membres de ce groupe, en 1877 ou 1878, que des nihilistes parjures furent assassinés.

Dans l'année 1876, une union secrète s'établit entre les jeunes *gromada* des ukrainophiles et les révolutionnaires. Les ukrainophiles représentent un parti petit russe, dont les théories politiques sont en opposition absolue avec celles des slavophiles; ils désirent l'autonomie des provinces du midi (de l'Ukraine), tout en restant sous la domination de l'empereur de Russie. Les *gromada*, cercles « littéraires », sont composés de 15 ou 20 membres, gens intelligents, instruits, aisés, dont les cotisations couvrent amplement les frais du cercle. Les vieilles *gromada* datent de 1848 et elles restèrent en dehors de l'Union dont nous parlons.

Cette alliance se borna d'ailleurs de la part des ukrainophiles, à fournir de l'argent aux révolutionnaires, afin de leur faciliter leur propagande révolutionnaire dans la contrée. L'entente ne dura pas, car elle ne pouvait subsister entre gens d'opinions et d'aspirations si différentes. Les subventions cessèrent à la fin de l'année 1878.

En 1879, un autre groupe, dit *groupe de Kiew* (Kiefski Kroujok) apparut, son organisation plus complète que celle des précédents avait des liens directs avec Saint-Pétersbourg et d'autres villes du pays. Il possédait une imprimerie clandestine. Les membres répandaient à profusion des brochures révolutionnaires ainsi que des proclamations, et leur activité était prodigieuse. C'est dans une réunion de ce groupe, composé d'hommes déterminés et violents, qu'il fut décidé pour la première fois, en avril 1879, de faire usage de la dynamite comme engin destructif dans les attentats révolutionnaires. C'est par ignorance ou par erreur que Goldenberg révéla que l'emploi de cette matière explosive fut décidé la première fois au « congrès de Lipetz. » Les nihilistes qui y assistèrent, en juillet 1879, c'est-à-dire trois mois après la décision prise par le groupe de Kiew, ne l'ignoraient point. La dynamite est destinée à jouer un rôle trop important dans les agitations socialistes pour que nous laissions ignorer où elle fut, la première fois, proposée comme instrument de destruction sociale. C'est de ce Kiefski Kroujok que l'*Union ouvrière du Midi* descend directement. Comme nous l'avons vu, ses membres sont « allés dans le peuple » et Dieu sait quelles terribles catastrophes eût déchaînées sur le pays l'union des paysans et des anarchistes, si le gouvernement russe n'avait agi avec autant d'énergie que d'habileté.

C'était la première fois que les nihilistes s'immisçaient dans les affaires d'administration intérieure des ateliers, des fabriques, des

exploitations agricoles, la première fois aussi que des menaces de mort étaient adressées aux chefs d'ateliers, aux patrons, aux propriétaires. Ces mêmes faits s'accomplissent aujourd'hui en France par les anarchistes, ou socialistes de la « révolution sociale. » Ils professent les mêmes théories que les membres de l'*Union ouvrière*, ils usent des mêmes moyens, et des mêmes engins destructifs que les nihilistes et ils s'acharnent avec autant de violence contre le capital.

En Russie, le gouvernement a su mettre fin à l'existence de cette dangereuse association. Aujourd'hui, les nihilistes russes sont réduits à travailler pour l'exportation. Espérons que leurs doctrines et leurs procédés ne réussiront point à s'acclimater en France.

EDMOND DE MOLINARI.

REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

SOMMAIRE : *Revue des Deux-Mondes*. Le prix de la vie humaine et la question du bonheur dans le positivisme, par M. E. Caro. — Les populations rurales de la France, par M. H. Baudrillart. — La philanthropie scientifique au point de vue du darwinisme, par M. A. Fouillée. — L'esthétique de Descartes, par MM. E. Krantz et Brunetière. = *Le Correspondant*. Les institutions de prévoyance en Angleterre, par M. Anatole Langlois. = *La Nouvelle Revue*. L'Ecole centrale des arts et manufactures, par M. Ch. Combarousse. = *Revue politique et littéraire*. La police d'Etat en Russie, par M. A. Leroy-Beaulieu. — Défense de l'internat, par M. F. Bouillier. — *Revue Britannique*. L'alimentation de l'ouvrier parisien, par M. A. Rondelet. = *Revue suisse*. Les progrès de l'économie nationale, par M. Numa Droz. = *La Réforme sociale*. La vie sociale au Canada, par M. E. Michel. = *Revue du mouvement social*. La question des logements à Paris, par M. Ch. Limousin. — Protestation d'un propriétaire contre l'extension abusive donnée à son droit, par M. E. Baron. — La nature de la propriété, par M. Trémoulet. — Instruction morale et civique des jeunes filles, par M^{me} Henri Gréville. — A propos de l'alliance des peuples latins, par M. Ph. Devillaire. — Suppression et remplacement des octrois, par M. E. Maguéro. — La Chambre de commerce des Vosges et les marchés à terme. — Le commerce français dans l'Amérique du Sud, par M. A. Combanaire. — La chambre syndicale des négociants commissionnaires et le commerce d'exportation. — En voyage, par M. Jacques Siegfried. — L'Espagne renaissante, par M. Calzado. — Erreurs courantes sur la vaccine, par M. P.-A. Taylor.

En lisant le titre de l'article de M. Caro : *Le prix de la vie humaine et la question du bonheur dans le positivisme* (*Revue des Deux Mondes*,

rare. Allons plus loin ; le ménage est en général satisfaisant. » — Cela durera-t-il encore longtemps ? — « On forme peu de fermières capables, ajoute M. Baudrillart, de ces maîtresses femmes, comme il en existe encore quelques-unes, célèbres dans tout le département. Les filles des grands fermiers croient s'élever en devenant des demoiselles. Elles prennent en dégoût tout ce qui, dans la ferme, affecte les sens d'une manière peu agréable. » — Je crois bien ; on n'est pas bachelière ou prix du Conservatoire pour traire les vaches, soigner les poules et les lapins. — « Trop souvent aussi les filles de moyens fermiers prennent le chemin de la ville. A défaut du couvent ou du pensionnat, elles entreront en boutique à Amiens, Arras, Lille, etc., elles coudront des gants, feront des fleurs, deviendront citadines par leur mariage. »

En était-il de même anciennement ? Outre la part que les femmes et les filles prenaient aux travaux de la ferme, « elles filaient pendant de longues heures le lin qu'on employait dans les fabriques. Filles, elles s'essayaient à une tâche qui était aussi une distraction et où elles ne s'éloignaient pas du regard des mères. Devenues femmes, elles y trouvaient une occupation utile et lucrative à quelque degré pour la famille ; aïeules, elles y employaient des heures qui risquent parfois aujourd'hui de se consumer dans l'ennui. Ce petit salaire représentait pour la femme comme son apport personnel, on l'en estimait davantage, et elle en ressentait quelque fierté. Aujourd'hui... le salaire a augmenté, il est vrai, et c'est un bienfait incontestable — cela n'est pas démontré, — mais on se demande s'il n'a pas fallu payer cet avantage matériel d'un prix trop élevé, et si rien peut compenser suffisamment ce faisceau de la famille rompu à un âge où la faiblesse physique et morale a le plus besoin de ménagement et d'appui. »

Voici un changement encore plus grave dans les mœurs :

« Ce qui certainement s'est le plus modifié dans la famille rurale, ce sont les rapports des enfants et des parents. On doit dire d'elle désormais ce que nous entendons répéter de la famille urbaine, que les parents sont devenus plus tendres et les enfants moins respectueux. La gâterie, nous disait un de ces campagnards offusqué par ces habitudes trop molles, est devenue le mal de notre pays. Aussi y a-t-il plus d'enfants ingrats qu'autrefois. C'est tout simple : ces enfants ont pris l'habitude de se voir tout sacrifier. Ils croient toujours, arrivés à l'âge mûr, que leurs parents leur doivent tout, eux rien à leurs parents. » Ces bambins ! Les voilà capables de prêcher le respect de l'enfance aussi bien que le premier politicien venu, journaliste ou député, fût-ce même M. Paul Bert. Et il y a des gens qui nient le progrès !

« Dans quelques fermes de l'Oise, dit M. Baudrillart, nous voyons les ouvriers payés 2 fr. 75 et 3 fr. 75. A la ferme, les domestiques les moins rétribués ont 300 fr., les mieux payés 700 fr.; ils sont toujours nourris. L'été, le prix moyen pour l'ouvrier nourri est de 2 fr., et non nourri de 3 fr. Le travail à la tâche, pour les hommes non nourris, est de 3 à 5 fr., pour les femmes, de 2 à 3 fr. Au moment de la moisson, il n'est pas rare qu'un faucheur gagne 10 fr. par jour. Ai-je besoin de faire observer que ces derniers prix sont sans proportion avec ceux d'autrefois ? »

Voilà qui est magnifique et doit mettre l'eau à la bouche des ouvriers ruraux de la Bretagne qui, dans certains endroits, ne sont encore payés que 50 c. ou 75 c. par jour et non nourris. Mais il ne faut pas s'y fier. Dans ces provinces, qui sont les plus riches et les plus prospères de la France, et surtout dans le plus avancé de ces départements, celui du Nord, le paupérisme est aussi florissant, si non plus, que partout ailleurs. Notons que c'est du paupérisme agricole qu'il s'agit. Le nombre d'indigents secourus sur le budget départemental de 1881, dans le département du Nord, s'élève à 239,000, et ce chiffre est souvent dépassé, ajoute M. Baudrillart, et tous les pauvres ne sont pas secourus ! « On compte, dans le Nord, 662 communes pourvues de bureaux de bienfaisance. Nous n'affirmons pas au hasard que les campagnes sont le théâtre de ce paupérisme, puisque c'est dans le plus agricole des arrondissements, celui d'Avesnes, que nous trouvons le plus de bureaux de bienfaisance ; il en existe 143 avec un budget de un million, tandis que l'arrondissement de Lille, malgré le nombre de sa population, n'en a que 129. »

Quand on songe que ces budgets d'assistance, ces pensions à des gens oisifs, s'ajoutent à nos frais de production, on ne s'étonne pas que notre agriculture, notre industrie, notre commerce ne puissent plus supporter la concurrence étrangère. Lorsqu'on voit un si grand nombre de personnes préférer la condition de pauvre à celle d'ouvrier dans un pays où il y a tant d'industrie et où les ouvriers ruraux mêmes reçoivent des salaires si élevés, peut-on encore nier que ce soit l'assistance qui favorise le paupérisme ?

Il paraît qu'oui, puisque M. Alfred Fouillée, dans un article sur la *Philanthropie scientifique* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre), soutient la thèse opposée contre les Darwinistes. Mais l'auteur convient que les raisons données contre l'assistance publique par Malthus, Darwin, Spencer, ne portent que sur l'exercice aveugle de la philanthropie et non sur la philanthropie elle-même. Or, qui est plus aveugle que l'État en pareille matière ?

M. Fouillée prétend que la philanthropie éclairée par la science produira de bons effets. Il n'y aura donc plus que les savants qui pourront être bienfaisants? La bienfaisance sera un mouvement de l'esprit et non du cœur? « La philanthropie, dit M.A. Fouillée, s'efforce de diminuer, dans une certaine mesure, les inégalités nées du régime social... Son but doit être de rétablir, autant qu'il est possible, une certaine égalité là où les arrangements sociaux ont établi des inégalités artificielles, nuisibles et contre-nature. »

Nous ne contestons pas les bonnes intentions de la philanthropie; ce sont ses résultats que nous examinons, et nous constatons que, loin d'atteindre son but, qu'elle voit dans un miroir, elle produit l'effet opposé. Il y a un moyen infiniment plus simple et plus efficace pour diminuer « les inégalités artificielles, nuisibles et contre-nature » qui naissent des arrangements sociaux : c'est de supprimer ces arrangements nuisibles et contre-nature. Chercher à en atténuer les effets, c'est les sanctionner. L'auteur trouve que la philanthropie officielle « développe chez les individus et chez les peuples qui l'exercent les qualités du cœur les plus importantes pour la vie sociale ». L'expérience prouve exactement le contraire; on sait que la charité privée diminue à mesure que la charité publique augmente, et dans une bien plus grande proportion, et cela se comprend facilement.

M. Émile Krantz, suivant la coutume des *docteurs subtils* de l'Université, a édifié un livre sur une pointe d'aiguille : *Essai sur l'Esthétique de Descartes*, etc. M. Brunetière en fait la critique dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre. L'un et l'autre sont convaincus que Descartes n'a rien écrit sur l'esthétique. Qu'est-ce donc que le *Compendium Musicæ* et les Lettres à Mersenne sur le même sujet? Il y a pourtant là des principes plus généraux et plus rationnels que celui des trois unités, et qui s'appliquent aussi bien à la littérature, à la peinture, à l'architecture qu'à la musique.

Cette question paraît étrangère à notre *Revue*, mais si l'on se rappelle que l'esthétique est la base de la morale, on conviendra qu'elle mérite quelque considération. D'ailleurs, je ne signale le fait ci-dessus, que pour montrer comment, dans un siècle ou deux, si les beaux-arts reprennent le rang qu'ils méritent et qu'ils ont occupé dans l'antiquité, on jurera, par le livre de M. E. Krantz et autres semblables, qu'au xvii^e siècle, personne n'a écrit sur l'esthétique; de même qu'après avoir laissé perdre, et peut-être après avoir anéanti les livres de science du moyen âge, l'Université soutient aujourd'hui qu'il n'en existait pas et que c'est à elle que nous devons le peu de connaissances que nous possédons.

Il est évident que si cet état-major n'avait point existé, il n'y aurait point eu d'*ateliers nationaux*.

Après de si brillants exploits, l'Ecole centrale, qui, jusqu'alors, n'avait eu qu'un nombre insignifiant d'élèves, malgré les bourses, acquit plus d'importance : « Elle abrite, en 1850, plus de 350 élèves; en 1855, elle en contient 450. »

Les fondateurs n'en restèrent pas là; ils tournèrent leur pensée vers l'État. « Si l'État prenait possession de l'École centrale, la classait à son rang parmi les grands établissements d'instruction publique qui *préparent* et *utilisent* (?) les forces vives du pays, l'institution qu'ils avaient organisée avec un coup-d'œil si sûr et dirigée avec tant de dévouement ne périrait pas. »

Elle était donc en danger de périr? M. de Comberousse le nie; il nous assure que c'est par un acte de pur désintéressement, bien rare à toutes les époques et dans tous les pays, que les fondateurs voulaient céder gratuitement leur école à l'État et que les bénéfices annuels dépassaient 100,000 francs. Soit.

M. Lavallée, administrateur, proposa donc la cession gratuite de l'École centrale au chef de l'État par une lettre du 25 février 1855. L'État, toujours empressé de disposer des deniers des contribuables, ne fit pas grande résistance, et la loi de cession fut votée par le Corps législatif le 25 mai 1857, approuvée par le Sénat le 4 juin, et promulguée le 19.

Il s'agit maintenant de mettre Madame dans ses meubles; car le bail de l'hôtel de Juigné, qu'elle occupe, expire au 1^{er} janvier 1885; et ce n'est pas une petite somme qu'il faut pour cela : 2,520,000 francs pour le terrain; quant à la construction et à l'aménagement, M. de Comberousse ne précise pas le prix qu'ils coûteront; c'est le bas de la carte du restaurant.

Le moyen? « Les bénéfices réalisés depuis la cession à l'État sont soigneusement accumulés »; mais ils sont insuffisants. Si les bénéfices annuels dépassaient 100,000 francs en 1855, le nombre des élèves ayant augmenté depuis la cession à l'État, les profits ont dû s'élever aussi et, capitalisés, ils doivent former une somme assez ronde. Pourtant ces ressources disponibles ne s'élèvent qu'à 1,792,000 francs. Qui trompe-t-on ici?

Quoi qu'il en soit, l'État est bon prince et la Ville de Paris bonne princesse. La princesse fait remise au prince de 1,020,000 francs sur le prix du terrain, et le prince contribue pour une somme de 4,583,000 francs aux dépenses d'achat du terrain et de construction des bâtiments de l'École centrale; sauf à faire un nouvel appel aux contribuables plus tard, si, suivant la coutume, cette première avance ne suffit pas. Quant aux frais de mobilier et d'ins-

caractéristique du gouvernement russe, comme naguère encore l'inquisition religieuse était le trait du gouvernement espagnol. » Cette juste remarque de M. Anatole Leroy-Beaulieu, dans son étude sur *la Police d'Etat en Russie* (*Revue politique et littéraire* du 12 août), nous conduit à rappeler que l'inquisition est une institution récente en France. Le roi Louis IX tenta d'établir l'inquisition religieuse ; plusieurs de ses successeurs réitérèrent son ordonnance, mais toujours en vain, les juges se refusant à l'exécuter. Ce n'est que sous François 1^{er} que l'inquisition politico-religieuse put être pratiquée. Aux grands rois les grandes institutions.

M. A. Leroy-Beaulieu estime qu'aucun gouvernement ne saurait se passer d'une police d'État. Nous nous en sommes pourtant bien passés au moyen âge. Il est vrai que nous étions esclaves et qu'aujourd'hui nous sommes libres. En tout cas, la conséquence à tirer de cette assertion, c'est que la police étant d'autant plus nécessaire aux gouvernements que leurs attributions sont plus étendues, plus on donnera d'extension aux attributions de l'État, plus il faudra en donner à la police, et *vice versa*. Et comme la police ne convient pas aussi bien à ceux qui la subissent qu'à ceux qui la font, on peut, en étendant plus ou moins les prérogatives de l'État, s'approcher ou s'éloigner du nihilisme. M. A. Leroy-Beaulieu montre bien comment l'une a engendré l'autre en Russie.

Un grand nombre de publicistes, MM. Jules Simon, Gréard, Michel Bréal, Sainte-Claire-Deville, etc., constatant les inconvénients de l'internat, tel que l'Université, c'est-à-dire l'État, l'a organisé, ont conclu qu'il fallait renoncer à ce système d'éducation publique, ou du moins le restreindre autant que possible, ne l'accepter que comme un mal nécessaire. C'est pousser trop loin le radicalisme. Si ces savants y avaient regardé de plus près, ils auraient reconnu que les principaux inconvénients de l'internat sont uniquement la faute de l'État ; ils auraient vu que dans les pays où l'enseignement secondaire est libre, en Angleterre, par exemple, ces établissements sont mieux situés, mieux aérés, mieux éclairés, mieux ordonnés en un mot. La conclusion aurait donc été qu'il fallait abandonner l'établissement des écoles secondaires à l'initiative privée, d'autant que la bourgeoisie a bien le moyen de payer l'instruction de ses enfants et que nous avons des bacheliers à revendre à tout l'univers.

Puisque les précédents écrivains n'avaient pas conclu en ce sens, M. Francisque Bouillier aurait pu le faire. Au lieu de cela il se jette dans l'extrémité opposée, il prend la *défense de l'internat* (*Revue politique et littéraire* du 15 septembre), il soutient, non seule-

ment que l'internat n'est pas un mal, nécessaire ou non, mais qu'au contraire, il est un bien, une institution bonne et salubre pour la jeunesse. Mais pour soutenir son paradoxe, M. Fr. Bouillier se donne vraiment la partie trop belle. Ce n'est pas à l'éducation que reçoivent quelques rares enfants gâtés dans leur famille, où l'on prend plus de soin d'eux que s'ils étaient de verre, qu'il faut comparer l'éducation des collèges et lycées officiels; ce n'est pas non plus aux institutions libres de la France qui, ayant à soutenir la concurrence de l'État, ne peuvent pas faire aussi bien qu'on pourrait le désirer; c'est, je le répète, aux établissements scolaires des pays où l'enseignement est libre.

M. Bouillier affirme qu'on sort en général du lycée avec des sentiments virils et généreux. On prend donc grand soin de cacher ces sentiments, car je ne vois dans presque tous ces bacheliers, licenciés, docteurs que de grands enfants sans la moindre virilité, toujours pendus aux mamelles de l'État, d'une ambition et d'un égoïsme qui vont jusqu'à croire que la société n'existe qu'à leur profit.

« Quand, après les études achevées, ajoute le défenseur de l'internat, le moment pour tous est venu d'une autre vie en commun, celle du camp et de la caserne, ils (les lycéens) y seront physiquement et moralement mieux préparés par cette vie du lycée, sans dureté, mais sans mollesse, par ce premier apprentissage de la communauté, de la règle, de la discipline et du travail. » Il y paraît bien.

M. Bouillier reconnaît cependant un petit inconvénient à notre système d'éducation. « Les proviseurs les plus intelligents se plaignent que les élèves ne jouent plus. On ne fait plus guère d'autre exercice au lycée que celui de la gymnastique, par ordre et sous peine de penums ou de retenues. — Bon moyen de développer le physique et le moral, les sentiments virils et généreux. — Pourquoi ne joue-t-on pas à un âge où il est naturel de jouer? D'abord parce que la place manque, et aussi parce que les jeux ne sont pas assez encouragés par les maîtres. » Ne faudra-t-il pas donner des prix de jeux?

Il y a des gens qui ne cessent de se douloir sur le triste sort des ouvriers, et de réclamer des améliorations à leur condition. M. Antonin Rondelet n'est pas du nombre de ces philanthropes larmoyants, qui se morfondent à souffrir des prétendus maux d'autrui, maux qui n'existent que dans leur imagination. Dans une étude sur l'alimentation de l'ouvrier parisien (*Revue Britannique* de septembre), M. A. Rondelet trouve que les ouvriers mangent, et surtout boivent aussi bien, sinon mieux que les riches.

.

« Au milieu de notre civilisation si occupée, si envahie, si inquiète, l'ouvrier est presque seul à jouir de cet ample loisir et de ce luxe de repas auxquels doivent renoncer les plus riches et les plus puissants. Ce n'est pas une fois et par hasard qu'il prolonge un festin un peu plus copieux et un peu plus recherché, c'est quotidiennement ; c'est matin et soir qu'il prend cinq quarts d'heure pour un seul repas. » Ajoutez-y les *tournées* et plaignez-le encore.

M. A. Rondelet voudrait voir les ouvriers économiser. « La vraie question ouvrière, dit-il, ne consiste pas à rêver un accroissement indéfini de gain ni une diminution sans mesure des heures de travail. Ce qui importe avant tout, c'est d'apprendre aux hommes la sobriété des dépenses et le bon emploi des loisirs. » Mais les riches ne pouvant ou ne voulant pas consommer, et ne prenant pas un moment de repos, si les ouvriers ne dépensent pas et ne se reposent pas, que fera-t-on de tous les produits ? La production est faite pour la consommation. On ne travaille pas dans le seul but de produire, mais dans le but de consommer et de se reposer entre temps. C'est la consommation qui donne la valeur aux produits. Où le mal commence, c'est quand l'ouvrier devient imprévoyant. La première chose à faire pour l'en empêcher, c'est de ne pas l'y encourager en substituant la prévoyance de l'État à la sienne propre.

La confédération helvétique suit le courant qui entraîne les sociétés européennes dans la voie de la centralisation. M. Numa Droz (*Revue Suisse* de septembre) nous apprend qu'en 1848 le budget de l'intérieur ne s'élevait qu'à 10,200 fr., et celui du commerce à 9,100. Depuis lors, la protection s'est étendue graduellement sur divers objets, et aujourd'hui la Suisse a reculé au delà de 1848 en fait de libre commerce à l'intérieur. « Plusieurs cantons, dit M. Droz, ont édicté récemment, sur les foires et le colportage, des lois fiscales exorbitantes ; d'après des calculs officiels, établis par le département fédéral de justice et police, un voyageur de commerce qui voudrait parcourir tous les cantons pour prendre simplement des commandes sur échantillons, aurait à payer, suivant la nature de son industrie, un total de taxes qui pourrait s'élever à plus de 30,000 fr., par année ! » Les consommateurs doivent s'en trouver fort aises.

En 1849 on inscrivit au budget une somme de 8,000 fr., destinée à des primes pour la science, les arts, l'industrie, l'agriculture et les travaux d'utilité publique. Cette tentative, abandonnée l'année suivante, est reprise en 1860 : sous forme de « subventions à titre d'encouragement aux associations patriotiques et d'utilité

à Auteuil, avec une abnégation d'autant plus louable qu'elle est plus rare aujourd'hui, au lieu de demander un privilège exclusif, comme tant d'autres le feraient à sa place, ou au moins de continuer à exercer cette lucrative industrie en attendant que des concurrents s'élèvent, M. Cacheux sollicite la concurrence de l'État. Il conseille à celui-ci de construire aussi des logements d'ouvriers ou, ce qui revient au même, de prêter de l'argent aux constructeurs au taux de 3 0/0. Mais, Monsieur Cacheux, vous allez tuer la société que vous avez fondée ! N'importe, le bien de l'État avant tout. Si les 70,000 familles d'ouvriers parisiens, dit l'auteur de la lettre publiée par la *Revue du mouvement social*, occupaient des logements de 3 pièces et une cuisine, on ramènerait à 20 pour 1,000 la mortalité qui s'élève actuellement à 30 ou 40 pour 1,000. Généralisant son hypothèse, comme si toute la France souffrait autant que Paris de l'insalubrité des logements, M. Cacheux ajoute : « Le budget de la France s'élevant à 3 milliards, — sans compter le reste, — et sa population étant de 36 millions d'habitants, chaque homme rapporte 800 fr., à l'État. Donc, par le fait de l'amélioration des logements, l'État éviterait une perte de $20,000 \times 800 = 16,000,000$ de francs... Donc, si l'État consacrait 10 millions à l'amélioration des habitations ouvrières, soit en subventions aux constructeurs de petits logements, — est-ce que M. Cacheux prêcherait *pro domo sua*?, — soit en primes accordées aux pères de famille qui désireraient acheter des maisons, — il y en aurait beaucoup à ce compte, — il ne ferait pas une *mauvaise affaire*. »

L'État ne fait jamais de mauvaises affaires, puisque ce n'est pas lui qui les liquide. Mais dans l'espèce, admettons qu'avec 10 millions il fournisse des logements de trois pièces et une cuisine à tous les ouvriers parisiens, la diminution de mortalité, en supposant qu'elle se réalise, ne portera que sur eux et non sur toute la population.

Certains auteurs ont attaché une trop grande importance à la propriété territoriale. D'autres se sont jetés dans l'excès opposé et ont soutenu que la terre n'était rien sans le travail. M. Edgar Baron s'élève contre cette dernière opinion ; il trouve que la terre a une grande valeur intrinsèque, il l'exagère même un peu ; mais au lieu d'en conclure, comme bien d'autres, que chacun doit en happer la meilleure part qu'il pourra, M. E. Baron proteste contre l'extension abusive donnée à son droit de propriétaire ; il veut que chacun en ait sa part et désire, « dans l'intérêt de la paix sociale et pour l'honneur de l'humanité, que l'initiative de cette réforme soit prise par les privilégiés, afin de conserver à la dite réforme ce

rattache au cadastre la preuve de la propriété foncière. C'est précisément parce que la confusion en pareille matière entraîne des procès qu'on n'y introduira pas la lumière. Ce n'est pas pour les laisser se croiser les bras que nos écoles de droit multiplient à l'infini les avocats. M. Trémoulet se tourmente d'autant plus mal à propos, que ce sont les avocats qui font les députés, et les députés qui font les lois.

Il appartient aux femmes de s'occuper de l'éducation de leur sexe, — et peut-être aussi du nôtre : on ne voit pas qu'au temps où elles étaient chargées de l'éducation des jeunes gens jusqu'à ce qu'ils sortissent de page, les hommes valussent moins qu'aujourd'hui, où on les envoie de la nourrice au pédagogue. — On sait que plusieurs femmes se sont fort bien acquittées de la tâche difficile d'écrire sur l'éducation ; Mme Necker, miss Edgeworth sont des modèles à imiter. Mme Henry Gréville ne porte pas ses vues si haut que ses illustres devancières. Elle se borne à écrire un traité d'*Instruction morale et civique des jeunes filles* ¹.

1^{re} partie : *L'Individu*. 2^e partie : *L'Etat*. Ne nous arrêtons pas sur les deux premières parties de ce petit livre, quoiqu'elles soient bien écrites, de crainte qu'en mettant constamment sur les lèvres de la jeunesse les mots *devoir*, *patriotisme*, etc., on ne les arrache de leur cœur ; et passons à la troisième partie : *La jeune fille et la femme dans la société*. C'est ici que paraît la femme, que je préfère à la citoyenne, par la même raison que je préfère l'homme au citoyen. Je crois, d'ailleurs, que Mme Gréville est un peu de mon avis. « Ce que les hommes exigent avant tout d'une femme, c'est qu'elle ai les vertus et les dehors de la femme. La modestie, la réserve et la décence sont des vertus indispensables pour une femme. »

Pour graver plus facilement et plus durablement ses préceptes dans la mémoire des enfants, Mme Gréville les expose sous forme de petites histoires qui en rendent sensibles les effets bons ou mauvais. C'est le bon moyen ; surtout quand ces préceptes dénotent une connaissance profonde du cœur humain, comme ceux-ci : « Il faut rendre des services et faire l'aumône avec assez de délicatesse pour que celui qui est obligé ne sente que le plaisir et non l'obligation. On n'obtient la promptitude et la présence d'esprit qu'en s'y exerçant dès l'enfance. » On pourrait conclure de cette dernière maxime que les enfants acquièrent bien plus de promptitude et de présence d'esprit dans leurs jeux, auxquels ils se donnent corps et âme, qu'à l'école où, soupirant après la liberté, ils n'ont jamais

¹ E. Weil et G. Maurice, éditeurs.

l'esprit présent à ce qu'ils font. Mais cette conclusion ne ferait pas l'affaire du ministre de l'instruction publique et de ses subordonnés. Terminons par une remarque très importante de Mme Gréville : « La jeune fille doit apprendre un métier pour lui permettre de vivre, si elle est un jour réduite à travailler de ses mains. »

Sous ce titre : *A propos de l'alliance des peuples latins*, M. Ph. Devillaire publie une brochure dans le but de montrer ce que doit être cette alliance. Après avoir lu la dite brochure, ainsi que les publications italiennes qui l'accompagnent : *La Lega Latina*, Ferruccio, *I latinofili francesi ed il senatore Amante*, j'avoue que je n'ai pu comprendre l'utilité de cette ligue.

Qu'entend-on par *peuples latins*? « Ceux, dit M. Devillaire, dont le langage s'est formé à la source latine. » Mais le latin n'est point une source, il y a longtemps que Denys d'Halicarnasse l'a dit. Au temps de sa soi-disant splendeur, le latin ne possédait que la moitié des lettres de l'alphabet, il manquait de signes pour exprimer les mots qu'il empruntait aux Grecs et aux Gaulois; il n'avait même pas de mots équivalents. Le latin n'a jamais été le langage d'une race humaine, ni même de l'aristocratie romaine, puisque, dans ses plus beaux temps, l'empereur Claude était obligé de contraindre les sénateurs à le parler. Beau langage que celui que l'on ne parle que par force !

Les latinophiles veulent empêcher de s'éteindre le flambeau de la civilisation latine. Où, quand ce flambeau a-t-il été allumé? Est-ce lorsqu'une petite horde de pillards était établie à Rome, toujours en guerre entre eux, dès qu'ils cessaient de l'être avec leurs voisins? Est-ce au temps des empereurs? C'est peut-être sous la papauté que ce précieux flambeau a brillé? Lisez l'histoire des papes. Il y a vraiment là un joli modèle de civilisation à offrir aux peuples modernes. Bien loin que les Romains aient eu, en aucun temps, une civilisation à eux, ils n'ont même su rien conserver de celle des peuples qu'ils ont détruits, Carthaginois, Grecs, Gaulois.

M. Devillaire nous dit que « ce sont les latins qui ont porté sous tous les climats, notamment dans le nouveau monde, le flambeau civilisateur de la vérité et de la justice. » On sait comment ils se sont conduits partout où ils ont passé, et comment ils se conduisent encore. Si c'est là la vérité, on peut bien la laisser au fond de son puits; si c'est là la justice, il faut convenir que son bandeau est bien attaché.

Contre qui veut-on établir cette *ligue latine*, car toute ligue a nécessairement un caractère belliqueux? Contre les Germains et

renseignements sur les productions et les consommations des étrangers, et proposent d'organiser de nouveaux moyens d'informations pour l'industrie et le commerce. Est-ce que nous étions mieux renseignés alors que notre industrie et notre commerce prospéraient?

De son côté, M. Jacques Siegfried publie une brochure : *En voyage* (extrait de la *Nouvelle Revue*), où, après avoir fait plusieurs voyages autour du monde, il constate aussi la décadence de notre commerce.

« Que ce soit dans l'Inde, en Cochinchine, en Chine, au Japon, nous voyons le commerce français jouer un rôle infime, les négociants français faire presque entièrement défaut ! Si notre pavillon n'y était dignement représenté par les Messageries maritimes et par les agences du Comptoir d'escompte, nos concitoyens y feraient la plus triste figure.

« A quoi cela tient-il ? Je ne crains pas d'en attribuer la responsabilité principale au système d'éducation qui a régné chez nous jusqu'au moment de la terrible épreuve de 1870. Nous tournions jusque-là dans un véritable cercle vicieux. D'une part nous n'estimions pas le commerce à sa juste valeur ; nous pensions que, pour s'en occuper, il n'était pas nécessaire d'une forte préparation et qu'il lui suffirait toujours des fruits secs des autres professions. Les jeunes gens que nous y destinions, ignorant les langues étrangères et tout ce qui avait rapport à l'étranger, en étaient réduits à s'occuper uniquement de notre commerce intérieur. D'autre part, comme les carrières administratives et celles dites libérales étaient encombrées, nous ne trouvions pas de débouchés pour nos enfants et nous en restreignions le nombre. Nous en étions arrivés à la prétention de n'engendrer que des rentiers. »

Il y a du vrai dans tout cela. M. J. Siegfried aurait pu ajouter que l'Etat, absorbant en impôts et en emprunts tout le produit net de la nation et même au delà, lors même que quelqu'un aurait voulu faire le commerce, il en aurait été empêché faute de capitaux.

M. Siegfried s' imagine que, depuis 1870, nous ne tournons plus dans le cercle vicieux, et que pour ranimer notre commerce il suffit de « donner à l'enseignement commercial le cachet gouvernemental que nos mœurs semblent exiger et qui leur fait défaut jusqu'à présent ».

Le gouvernement a donné son cachet à la religion, à la science, aux arts, à l'industrie, etc. Tout ce qu'il a cacheté a séché sur pied. Il en sera, il en est de même du commerce.

Si l'on en croit M. Calzado (*l'Espagne renaissante*, n° 1), la péninsule ibérique se régénère : les richesses commerciales et industrielles s'y développent. L'auteur attribue cette renaissance à l'abandon du système protectionniste et à l'effacement politique de l'Espagne au point de vue international. C'est aussi notre avis : le système protectionniste est le système de Gribouille, et, quant à la politique extérieure, il y a toujours plus d'avantage pour les peuples comme pour les particuliers, à s'occuper de leurs propres affaires, qu'à les négliger pour se mêler de celles des voisins, comme tant d'autres le font. Espérons, dans son intérêt, que l'Espagne continuera à marcher dans cette voie ; elle y gagnera cent fois plus qu'elle n'a gagné en prenant possession du nouveau monde.

La vaccination a soulevé bien des discussions parmi les savants et les médecins du siècle dernier lors de sa découverte. Bernouilly, d'Alembert, Jurin, Bordeu, Tronchin, Monro, les académies de sciences, les facultés de médecine, etc., chacun a dit son mot pour ou contre. Le résultat de tout ce bruit fut, comme il arrive assez souvent : du choc des idées jaillit... le doute. Dans le doute abstiens-toi, dit la sagesse populaire. En conséquence, les gouvernements ont établi la vaccination gratuite.

En 1855, le Dr Verdé-Delisle publia un livre dans lequel il attribuait à l'inoculation de la vaccine « la dégénérescence physique et morale de l'espèce humaine ». Evidemment, cette assertion est exagérée ; la dégénérescence ayant commencé avant que le vaccin fût découvert ; il n'est pourtant pas impossible que l'inoculation contribue à l'accélérer.

Aujourd'hui M. P. A. Taylor, dans une lettre adressée au Dr W. B. Carpenter sous le titre : *Erreurs courantes sur la vaccine*, revient à la charge. « La petite coterie des experts médicaux qui reçoivent de l'Etat de gros salaires pour défendre la cause de la vaccine fait paraître de temps à autre dans la presse ses petits rapports, ne comprenant presque exclusivement que des faits qui ne sont point des faits, et des statistiques triturées de façon à ce qu'on ne puisse s'y reconnaître. Veut-on répondre à leurs allégations ? Les journaux refusent d'insérer nos réponses. »

C'est sans doute ce qui a déterminé M. Taylor à publier son opinion sous forme de brochure, où l'auteur montre que, quoique mal faites, les statistiques prouvent que, quand il n'y a pas d'épidémie, personne, ni les vaccinés, ni les non vaccinés, ne meurt de la petite vérole, et que, quand il y a des épidémies, la mort frappe aussi bien les uns que les autres. Un exemple : Dans une épidémie de variole à Harwich, la mortalité atteignit le chiffre de 7 pour 1,000 habi-

tants. Quelque ami de la vaccine, bien inspiré, envoya aux journaux une communication dont la morale était : « Cela vous montre les terribles résultats des théories hostiles à la vaccine. » Après enquête, il se trouva que 85 0/0 des personnes décédées avaient été vaccinées.

Voilà le moment de rendre la vaccination obligatoire, ne fût-ce qu'afin d'inoculer d'autres maladies avec la vaccine.

ROUXEL.

LE 25^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION ANGLAISE DES SCIENCES SOCIALES

The national Association for Promotion of Social Science and Amendment, of law a tenu, cette année à Nottingham, sa vingt-cinquième réunion annuelle sous la présidence de M. Hastings, qui succédait à lord O'Hagan.

A cette occasion, le maire de Nottingham a rappelé que M. Hastings avait été, il y a vingt-cinq ans, le principal fondateur de l'Association, et M. Hastings lui-même, en se levant du fauteuil présidentiel au milieu des plus vifs applaudissements, a fait souvenir son auditoire qu'il était un vieil, un très vieil économiste. En cette qualité, il n'a pas caché sa surprise et quelquefois son amusement de voir l'économie politique mise à toutes les sauces — qu'on nous passe l'expression — dans les discussions quotidiennes tant du Parlement que de la presse. Il lui semble que beaucoup de ces discours ne savent pas trop où cette science commence et où elle finit, quels sont ses principes fondamentaux et leurs applications naturelles. Il y a des gens qui confondent, consciemment ou inconsciemment, l'économie politique avec la religion et la morale, qui lui reprochent de ne pas inculquer à ses disciples la philanthropie, la bienveillance, la générosité, en un mot tous les sentiments les plus purs et les plus délicats de la nature humaine. Autant vaudrait, selon M. Hastings, « se plaindre de ce que les mathématiques ne se confondent point avec la théologie et se moquer d'un ingénieur civil, parce qu'il n'écrit pas des sonnets ou des odes. » Pour lui l'économie politique est simplement une branche des sciences exactes, celle qui nous enseigne comment la richesse des nations naît, se maintient et se développe; qui nous indique les mesures à prendre pour accroître la production et nous assurer en même temps la meilleure répartition des produits; qui démontre enfin les bienfaits de l'épargne et la nécessité de la prévoyance

« Il est douteux néanmoins que notre siècle, ajoute-t-il, ait vu une réforme, une révolution légale, pourrait-on dire, qui promette d'être plus féconde en heureux effets sociaux, et force nous est de remonter à la fin du XIII^e siècle et au milieu du XVII^e pour retrouver une intervention aussi énergique du législateur dans le régime terrien du pays. » Mais n'est-ce pas une chose vraiment étrange, s'est demandé ensuite l'orateur, qu'après des siècles de luttes heureuses contre la féodalité, les *Landowners* en soient venus à se placer eux-mêmes sous un régime de servitude presque aussi gênant et aussi rigoureux ? Une fois le service personnel aboli et les substitutions devenues susceptibles d'être révoquées à volonté, alors que tous les statuts législatifs qui immobilisaient la terre avaient été rapportés, on vit tout à coup apparaître un système de tenure terrienne, qui reproduisait les traits les plus fâcheux de l'ancien régime. « Les membres du *Peerage* se montrèrent naturellement assez jaloux d'assurer leurs titres législatifs par une main-mise permanente sur le sol, et, à l'exemple des grands du royaume, les *Country Gentlemen* voulurent garantir la perpétuité de leurs domaines patrimoniaux. La coutume de la primogéniture domina de plus en plus : elle fit passer la fortune des parents dans les mains des fils aînés et la loi permit, pour que la possession de la terre se conservât dans les mêmes mains, de la frapper, au gré des Landlords, d'immobilité et de servitude. »

Les détestables effets d'un pareil système sont de nos jours devenus évidents pour tout le monde. « Les propriétaires ne peuvent pas aliéner leurs terres, puisque la loi le leur défend ; ils ne peuvent davantage les améliorer, puisqu'ils n'ont pas d'argent, de telle sorte que chaque génération ne fait qu'ajouter aux embarras des générations précédentes..... Tout l'édifice de l'appropriation du sol repose sur une fiction et, comme toute erreur de l'ordre économique, celle-ci porte, avec elle-même, sa propre punition. » M. Hastings rappelle à ces concitoyens ce qu'il en a coûté à l'Espagne de pratiquer strictement, pendant des siècles, le système de la main-morte des grandes propriétés, tant civiles qu'ecclésiastiques ; il leur montre l'agriculture espagnole ruinée, presque sans retour, la sylviculture abandonnée et la terre perdant de son prix, pour ainsi dire d'année en année, de façon qu'un des pays de l'Europe naturellement les plus riches en est devenu l'un des plus pauvres. Aussi bien, la grande quantité de terres mainmortables que renferment les Trois-Royaumes et la concentration de leur sol dans un très petit nombre de mains, paraissent-elles, au président du Congrès des sciences sociales, des choses dont le maintien est tout à fait incompatible avec les besoins et les aspirations de notre temps. « Quand le commerce anglais embrasse le monde entier », s'écrie-t-il, « et que les produits des fabriques anglaises se chiffrent par des centaines de millions sterling ; quand la vie politique du peuple anglais se ramifie, d'année en année, et

puisse aujourd'hui se donner le luxe de la propriété terrienne, et le paysan-propriétaire, évidemment, ne saurait se contenter des 2 à 2 1/2 0/0 qu'elle rapporte. » M. Fordham est de l'avis de M. Murray, et il déclare les petits propriétaires hors d'état de lutter avec les gros, sous le double rapport de l'économie des frais et la quantité des produits. Du reste, il ne voit pas que les paysans anglais soient si désireux de posséder en leur nom propre quelques arpents de terre, et il invite le législateur à laisser les choses telles qu'elles sont. Tel est aussi le sentiment du lieutenant colonel Seely, membre du Parlement, qui craint fort que toutes ces discussions sur le régime du sol ne soient de nature à faire beaucoup plus de mal que de bien.



Le premier parmi les modernes, le chancelier Thomas Morus fit entendre une protestation contre ces monstrueuses pénalités qui déshonoraient à cette époque toutes les législations européennes et celle de son pays plus que toute autre, peut-être. Il n'y avait pas alors plus d'un siècle que le bourreau avait arraché les entrailles à Thomas Blount condamné pour haute trahison, et les avait brûlées devant lui encore vivant, et lorsque Beccaria et Filangieri, trois siècles après Morus, renouvelaient sa protestation, on avait vu les plus beaux yeux, qui se mouillaient de larmes au récit des malheurs fictifs de Claire d'Orbe, ou de Clarisse Harlowe, aller se repaître néanmoins du supplice de Damiens, impossible à décrire, et du bûcher d'un vieillard retombé dans l'enfance, le jésuite Malagrida. Morus, Filangieri et Beccaria soutenaient, d'ailleurs, que l'excès dans la pénalité peut, tout aussi bien qu'une indulgence excessive, conduire à une recrudescence de la criminalité, et c'est ce que Bentham, Kant, Fichte et Rossi ont, plus récemment, mis hors de doute.

Sir John Hennessy, ancien chef de la justice à Hong-Kong, partage absolument cette façon de voir. A Hong-Kong, on avait imaginé, dans les premiers temps de l'occupation anglaise, un système qui consistait, au lieu d'emprisonner les criminels, à les fouetter vigoureusement, comme nos voisins d'outre-Manche s'entendent si bien à le faire ; à les marquer ensuite à la joue avec un fer rouge et, finalement, à les déporter. Reparaissaient-ils à Hong-Kong, d'une façon quelconque, nouvelle fustigation et nouvelle déportation. Il arrivait même assez souvent que ces traitements étaient appliqués à des Chinois non convaincus, mais simplement suspects d'un crime. Eh bien, la criminalité n'en allait pas moins croissant, et on l'a vue diminuer lorsqu'à ces errements, expéditifs mais barbares, on a substitué une législation plus conforme à l'esprit du temps et plus rationnelle. La même chose est survenue dans les colonies de la côte occidentale de l'Afrique, aussi bien que dans

pénalités non moins sévères contre les habitudes d'ivrognerie. Sur ces trois points, l'orateur pense qu'il y a encore beaucoup à faire, et qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour la loi de seconder l'action des mœurs.

En terminant son *Inaugural Address*, M. Hastings s'était occupé des progrès de l'instruction en général et surtout de l'instruction primaire. En 1870, les écoles élémentaires de l'Angleterre et du pays de Galles n'étaient fréquentées, en moyenne quotidienne, que par 1,854,000 écoliers, et en 1881, cette même moyenne est arrivée au chiffre de 4,389,000. En d'autres termes, elle a presque triplé. Dans le même laps de temps, le nombre de maîtres d'écoles, pourvus du certificat d'aptitude, est monté de 12,467 à 30,562. Ce sont là de grands et beaux résultats à coup sûr, que M. Hastings apprécie à leur juste valeur; cependant, ils ne le font pas tomber dans cet optimisme vulgaire qui n'est trop souvent qu'une sorte de paresse du cœur ou de l'esprit. Un point noir le préoccupe. « Malgré tout ce que l'éducation a pu faire en se répandant davantage; malgré tous les progrès de la législation et le chemin qu'a fait la pratique des vérités économiques; malgré la diminution de la criminalité, on se trouve en face d'une terrible vérité. Toute part faite à l'exagération, à l'erreur même, il y a un fait qu'il faut bien accepter: c'est que la population des Trois-Royaumes ne dépense pas annuellement en liqueurs fortes moins de 100 millions de livres sterling (2 milliards et demi de francs)... Il y a un enseignement à tirer de ces faits pour tous les hommes de bien et pour tous les patriotes, pour tous les membres de l'Association des sciences sociales notamment: c'est qu'ils doivent continuer leurs efforts pour répandre de plus en plus cette saine philosophie économique qui ne sépare pas le bien-être de la moralité, et qui enseigne à toutes les classes de la société, en haut ou en bas, en même temps qu'un commun amour de la liberté, un sentiment aussi énergique de leurs devoirs que de leurs droits. »

De son côté M. Woodall, membre du Parlement, qui présidait la section d'éducation, a fait l'historique des changements qui se sont introduits dans le système de l'instruction publique, depuis vingt-cinq ans, c'est-à-dire depuis 1847, époque où l'Association s'est réunie pour la première fois. Le trait caractéristique de cette période a été l'intervention de l'Etat dans des questions dont il s'était tout à fait désintéressé bien longtemps, et le parti qu'il a pris d'encourager par des subventions la fondation d'écoles primaires. Ces subventions, très minimes d'abord, ne furent en outre accordées qu'aux deux grandes sociétés: l'*Union* de Manchester, représentant les idées de la haute Eglise, et la *League* de Birmingham, organe de celles du libéralisme, qui possédèrent le monopole de l'enseignement primaire et le gardèrent en fait jusqu'en 1868, époque où le Parlement vota les mesures de réforme proposées

par M. Lowe et ses amis. Deux ans plus tard, M. Forster présentait son *Education elementary bill* et le faisait accepter, après une longue et mémorable discussion, aux deux chambres du Parlement. Les faits qu'il invoquait à l'appui de sa grande réforme étaient vraiment lamentables. Dans de grandes villes telles que Manchester, Birmingham, Leeds, un tiers des enfants étaient condamnés par leurs familles elles-mêmes à croupir dans l'ignorance, tandis qu'à Liverpool, sur 80,000 enfants de cinq à douze ans, 32,000 ne fréquentaient aucune école et 21,000 autres fréquentaient des classes où l'éducation distribuée était de telle nature que mieux eût valu pour eux n'en pas recevoir du tout.

Mais, cette fois, l'impulsion était bien donnée et elle ne devait pas se ralentir. Depuis 1871 jusqu'à ces derniers temps, la Grande-Bretagne n'a pas dépensé moins de 20 millions sterling — soit 500 millions de francs — en construction de bâtiments scolaires, et pour l'Angleterre seule, la dépense annuelle de l'instruction primaire ne représente pas moins de 6 millions sterling, soit 150 millions de francs, dont 28 0/0 proviennent des taxes locales ; 26 0/0 des subventions de l'Etat ; 12 0/0 de souscriptions volontaires ; 24 0/0 de la rétribution scolaire. Entre 1871 et 1881, la population de l'Angleterre et du pays de Galles s'est augmentée de 14 centièmes, mais les dépenses scolaires ont cru, elles, de 130 0/0, et la fréquentation moyenne des écoles de 148 0/0. On avait paru craindre, dans le temps, que l'institution des *School Boards* ne fût fatale à la naissance des écoles libres et non subventionnées ; mais M. Woodall nous apprend que le nombre de ces écoles a doublé depuis 1871 et que, chose plus significative encore, la rétribution scolaire n'a cessé de croître et les souscriptions volontaires d'affluer. Cependant, M. Woodall ne peut s'empêcher de concevoir quelques inquiétudes au sujet de l'expérience qui se fait depuis quelque temps, dans son pays, de l'instruction obligatoire. En Allemagne, ce système ne comporte aucune difficulté, et bien rares sont les parents qui ont besoin que la loi les rappelle à l'accomplissement de leur devoir naturel. « Les parents anglais, au contraire, ne possèdent guère en général l'expérience personnelle de la vie scolaire : il y en a beaucoup qui sont capricieux ou indifférents ; d'autres qui sont mus par un sentiment d'égoïsme sordide. Force est bien de s'avouer, en outre, que, dans les grands centres, il existe des couches de population qui ne détestent rien tant que tout ce qui ressemble à la culture morale et intellectuelle de l'enfance. » M. Woodall ne conseille pas, pour cela, d'abandonner le principe de l'instruction obligatoire ; mais il est bien d'avis qu'on ne l'applique qu'avec prudence, et ne s'attend guère qu'il passe avant une trentaine d'années dans les habitudes courantes de la population anglaise.

*
* *

Dans une autre section, celle de la santé et de l'hygiène publiques, M. Edwin Chadwick, prenant la question au point de vue purement économique, a lu un excellent mémoire sur les pertes que les épidémies et les maladies ont fait subir, depuis un demi-siècle, tant à la richesse du Royaume-Uni qu'à sa population elle-même. S'appropriant un calcul du docteur John Waffs, « qui a une grande pratique des sociétés de secours mutuels — *Friendly societies* » — il évalue à 13 millions de livres sterling, soit 325 millions de francs, les pertes de salaire que la maladie aurait fait subir aux ouvriers pendant ce laps de temps. S'en référant ensuite aux énonciations du *Rapport* pour l'année 1880-1881, du Bureau du Gouvernement local, M. E. Chadwick établit que le taux de la mortalité a diminué d'environ 4 1/2 0/0 dans ces dix dernières années : c'est, par conséquent, un chiffre de 250,000 personnes dont la vie a été sauvée et qui auraient péri si la mortalité s'était maintenue à son taux d'il y a trente ou quarante ans. En ce qui concerne l'armée et la marine, qui coûtent au pays un tiers de son revenu public, M. E. Chadwick s'est trouvé en face de chiffres moins satisfaisants, et il faut bien reconnaître que, de tout temps, la maladie a fait dans leurs rangs de plus grands ravages que le feu des champs de bataille. Pendant les vingt-deux ans de lutte avec la France, il n'y eut pas plus de 20,000 hommes, sur terre ou sur mer, tués par l'ennemi, si l'on s'en rapporte du moins aux statistiques officielles ; mais 200,000 autres, au plus bas mot, périrent de maladies ou des suites de leurs blessures dans les hôpitaux et les ambulances, ou trouvèrent dans leurs foyers, une mort prématurée, par suite d'infirmités contractées à la guerre.

*
* *

M. Bonamy Price, professeur à Oxford, qui présidait la section d'économie politique, a pris pour thème de son discours d'ouverture les deux grandes controverses qui se sont livrées, cette année-ci, sur le terrain économique. Les partisans du *Free Trade* et du *Fair Trade*, en d'autres termes du libre-échange et du protectionnisme, plus ou moins mitigé, ont, en effet, échangé dans ces derniers temps de vigoureux coups de plume, et la querelle entre le mono-métallisme et le bi-métallisme, que l'on croyait sinon éteinte, du moins bien assoupie, cette querelle a repris avec une vivacité nouvelle. Les partisans de l'étalon or, pas plus que ceux du double étalon, or et argent, n'ont pas produit d'arguments bien nouveaux, sans doute ; mais, de part et d'autre, ils ont ratiociné dans un sens et dans un autre avec tant de conviction, tant de ténacité et avec des arguments si spécieux que le public est tenté de leur donner raison aux uns comme aux autres, ne fût-ce que par lassitude de les entendre discourir, ou par suite du tour de plus en plus

subtil que ces discussions prennent. Quoi qu'il en soit, M. Bonamy Price s'est déclaré très nettement mono-métalliste, et il n'a pas manqué de jeter quelques bons pavés dans le jardin de ses antagonistes. Quant au libre-échange, il n'en connaît qu'un, celui que les Cobden, les Bright, les Fox, les Wilson ont fait triompher en Angleterre, et celui dont Rossi, Michel Chevalier, Dunoyer, Joseph Garnier, Wolowski, pour ne parler que des morts, se sont faits, en France, les propagateurs convaincus et ardents. M. Bonamy Price le regarde tout simplement « comme un principe qui tient aux entrailles mêmes de la science économique et comme le plus grand bienfait dont le monde soit redevable à cette science ».

En ce qui concerne la Grande-Bretagne et son commerce, le professeur Leoni Levi s'est chargé de faire la preuve de ces bienfaits. En 1840, les exportations de ce pays ne représentaient que 1 liv. st. 18 shillings par tête d'habitant (38 francs), et en 1881 elles ont représenté 6 liv. st. 14 shillings (168 francs), soit une augmentation de 252 0/0. Les statistiques officielles, en ce qui concerne l'agriculture, ne dépassent pas l'année 1866 ; mais on sait que le nombre d'acres sous culture a augmenté et non diminué depuis cette époque. Il est certain, en outre, que, s'il y a un remède aux maux dont souffre l'agriculture anglaise, il ne se trouve pas dans un retour au régime protecteur, retour matériellement impossible au surplus, mais bien dans la réforme des lois terriennes actuelles, qui immobilisent le sol dans un petit nombre de mains, et empêchent les capitaux de se porter facilement et sûrement du côté des améliorations agricoles. M. Leoni Levi est loin d'admettre qu'au point de vue manufacturier, l'Angleterre ait souffert de la pratique du libre-échange ; il assure même qu'elle a énormément progressé dans ces dernières années. Sans doute, si l'on considère le total des exportations de toute nature, on remarque une augmentation pour cent plus sensible aux États-Unis ; cela tient à l'immense superficie de ce pays et à la grande exportation de céréales et de coton que font les Américains. Mais si l'on met en regard l'exportation manufacturière de la Grande-Bretagne et celle de la France, l'avantage, et un avantage décidé, est du côté de l'Angleterre.

En terminant, nous noterons un mémoire de M. C. Pfoundes sur l'émigration et un autre du Dr Charles Drysdale, de Londres, sur les moyens d'alimentation dont dispose la population de la Grande-Bretagne, sujet auquel M. Hastings, le président du Congrès, avait touché déjà. M. Drysdale établit, d'une façon générale, que l'Europe importait, dès à présent, le douzième de sa consommation alimentaire, en attendant que ce fût le sixième, ce qui ne tarderait point beaucoup. Et, dès lors, il est évident que les îles Britanniques devront renoncer, un jour ou l'autre, à chercher sur le continent le supplément d'alimentation qui leur

transatlantique et ceux qui se proposent de suivre leur exemple, de même que l'on est assez bien renseigné dans la métropole sur les besoins de chaque colonie australienne, en artisans ou en laboureurs.

Henry TACHÉ.

DE

LA SUPPRESSION DES LIVRETS D'OUVRIERS

Le Sénat est en ce moment saisi d'un projet de loi qui a pour objet d'abroger les différents textes législatifs applicables aux livrets d'ouvriers. Ce projet de loi est dû à l'initiative parlementaire ; l'honorable M. Dautresme en est l'auteur et, sur le rapport de M. Martin Nadaud, la Chambre des députés l'a adopté dans sa séance du 12 juin dernier. Le vote de la Chambre a presque passé inaperçu, car il n'a donné lieu à aucun débat. Soit que la législation actuelle sur les livrets d'ouvriers ne compte pas, parmi les députés, de partisans bien décidés, soit que ceux-ci aient jugé inutile, étant connu le sentiment sur cette question de la grande majorité de leurs collègues, d'entamer un débat dont l'issue était certaine d'avance, la proposition Dautresme n'a pas rencontré de contradicteur, et l'honorable M. Nadaud, qui a été lui-même, en 1851, l'auteur d'un amendement demandant l'abrogation des lois sur les livrets d'ouvriers, n'a pas eu, comme rapporteur, à développer à la tribune les arguments à l'appui de son opinion.

La réforme qui a été soumise à la Chambre des députés touche cependant à de grands intérêts ; elle tend à faire disparaître une institution qui a été considérée jusqu'ici comme utile au développement de l'industrie, et comme facilitant les rapports entre les deux principales classes d'agents de la production : nous voulons dire les chefs d'établissements et leurs ouvriers. L'obligation pour ces derniers d'être munis de livrets est, nous le montrerons tout à l'heure, plus que séculaire ; doit-elle disparaître ? Nous le croyons, et nous considérons comme une mesure juste et opportune d'affranchir de la nécessité du livret la classe des travailleurs industriels. Mais bien des esprits sont encore hésitants ; les avantages qu'il peut y avoir à abroger une législation fort ancienne ne sont pas sentis d'une manière générale, et l'opinion publique paraît indifférente. Il est donc possible qu'au dernier moment des résistances se produisent, que certaines personnes présentent comme dangereuse la suppression du livret et que l'on taxe de vote de surprise la récente décision de la Chambre.

Dans ces circonstances, une étude approfondie et impartiale de la

législation qu'il s'agit de faire disparaître aura, nous l'espérons, son utilité, et nos recherches n'auront pas été stériles, si elles contribuent à simplifier la question à résoudre, en établissant que le livret, œuvre d'un passé depuis longtemps disparu, ne répond plus aux conditions, ni de l'industrie moderne, ni de notre état social.

I

Attacher le paysan à la terre et l'artisan à son métier, telle a été une des préoccupations constantes de l'administration sous l'ancien régime. L'ordre public était considéré comme intéressé à la stabilité en toutes choses. Autant la liberté de l'industrie et des échanges apparaît aujourd'hui comme l'élément essentiel de tout progrès et de toute vie nationale, autant on s'appliquait jadis à entraver le mouvement des marchandises, à immobiliser les travailleurs et à réglementer l'exercice des professions. L'organisation du commerce qui était alors en vigueur, l'existence des corporations, des maîtrises et des jurandes, faisaient, du reste, obstacle à ce que les ouvriers eussent la pleine liberté de leurs actes. Inféodés, pour ainsi dire, aux corporations qui les employaient et dont bien peu pouvaient avoir l'espoir de faire jamais partie, soumis à l'interdiction de s'entendre entre eux pour obtenir la hausse de leurs salaires et de former des confréries en vue de s'entr'aider, ils étaient placés sous la dépendance des maîtres, et les divers règlements de métiers ne leur permettaient pas de quitter, sans l'assentiment de ceux-ci, les ateliers dans lesquels ils avaient été admis. Tous ces faits sont connus, et ils ont été exposés d'une façon saisissante par M. Levasseur, dans son Histoire des classes ouvrières en France avant 1789.

Nous ne pouvons que renvoyer à ce savant ouvrage¹, et il nous suffira de dire qu'au lieu de s'atténuer avec les développements que prirent le commerce et l'industrie à partir de la seconde moitié du dix-septième siècle, la sujétion dans laquelle étaient tenus les artisans ne fit que s'étendre. En effet, les lettres patentes qui réorganisèrent un certain nombre de corporations, celles d'août 1645 relatives aux maîtres-menuisiers, celles d'octobre 1650 aux maîtres-serruriers, etc., continrent toutes des articles faisant défense aux compagnons de quitter leurs maîtres sans leur consentement ou sans rapporter preuve écrite qu'ils les ont entièrement satisfaits, sous peine tantôt de punition exemplaire, tantôt de 10 écus d'amende. Les mêmes édits défendaient, en outre, aux maîtres de débaucher les compagnons et d'en recevoir sans l'aveu des maîtres qui les avaient auparavant employés, sous peine

¹ Voir notamment, 2^e volume, p. 311 et 343, les chapitres intitulés : « Constitution de la classe ouvrière à la fin du XVII^e siècle, et les règlements au XVIII^e siècle »

de 60 livres d'amende. Il en était de même pour les autres professions, et pour qui se rappelle l'esprit de réglementation qui dominait sous Louis XIV, le soin avec lequel les ordonnances de Colbert entraient dans les moindres détails de chaque industrie, prescrivant que les étoffes, par exemple, fussent « uniformes dans tout le royaume pour leur longueur, largeur et force », il n'y a rien d'étonnant à ce que de rigoureuses dispositions aient été prises pour garantir les chefs d'établissements contre l'abandon de leurs ouvriers.

Les mêmes idées prévalurent au dix-huitième siècle. Ainsi, un arrêt du Conseil du 24 mars 1744, sur le commerce de la librairie et de l'imprimerie, contient un article ainsi conçu : « Les imprimeurs ne peuvent faire travailler chez eux aucun compagnon ou ouvrier qui ait travaillé dans une autre imprimerie, qu'ils n'aient su du dernier maître d'où ledit compagnon ou ouvrier est sorti, si ledit compagnon ou ouvrier est libre et en état de travailler où bon lui semblera, à peine contre les contrevenants, pour la première fois, de 300 livres d'amende, et de 3 livres par jour au profit du maître que le compagnon ou ouvrier aura quitté sans congé et, en cas de récidive, d'interdiction pendant un an et, pour la troisième fois, d'interdiction pour toujours. » Quelques années après intervint un autre arrêt du Conseil du 2 janvier 1749, non plus applicable à une industrie déterminée, mais « portant règlement pour les compagnons et ouvriers qui travaillent dans les fabriques et manufactures du royaume ». Le préambule de cet acte célèbre constate « que nombre d'ouvriers de différentes fabriques et manufactures quittent les fabricants et entrepreneurs qui les emploient sans avoir pris d'eux un congé par écrit, sans avoir achevé les ouvrages qu'ils ont commencés et sans leur avoir, le plus ordinairement, rendu les avances qui leur ont été faites dans leurs besoins, à compte du salaire de leurs ouvrages ; qu'également, par facilité ou par d'autres motifs, la plupart des fabricants et des entrepreneurs reçoivent chez eux des compagnons et ouvriers sans s'embarrasser d'où ils sortent et sans s'informer des raisons qu'ils ont eues pour quitter leurs maîtres ». « Voulant arrêter le cours d'un abus aussi préjudiciable », l'arrêt défend aux ouvriers employés dans les fabriques et manufactures de les quitter sans avoir obtenu un congé exprès et par écrit de leur maître, sous peine de 100 livres d'amende ; toutefois, dans le cas où les ouvriers ne seraient pas payés de leurs salaires et où ils seraient maltraités par leurs maîtres, faculté est réservée aux ouvriers de s'adresser aux juges de police pour obtenir un billet de congé. L'arrêt fait, d'autre part, expresses défenses aux fabricants et entrepreneurs, sous peine de 300 livres d'amende pour chaque contravention et de dommages-intérêts, de prendre à leur service des compagnons et ouvriers sans qu'

ceux-ci leur fournissent un congé par écrit des maîtres qu'ils auront quittés.

Les lettres patentes que nous venons de reproduire n'ont pas, qu'on veuille bien le remarquer, introduit une règle nouvelle en matière industrielle ; elles n'ont fait, en somme, que généraliser des prescriptions éparses jusqu'alors dans les règlements applicables aux différentes corporations. Cependant, comme c'est le premier texte qui ait statué pour la France entière et pour l'ensemble des fabriques et manufactures, il a une importance particulière. Il mérite encore de fixer l'attention à un autre point de vue, en ce sens qu'il a été rendu nécessaire par la résistance que soulevait déjà à cette époque l'interdiction de changer d'ateliers, si l'on n'avait pas le consentement des maîtres. Les considérants qui précèdent les lettres patentes ne dissimulent pas que beaucoup d'ouvriers quittent leurs maîtres sans congés et que les nouveaux fabricants qui les emploient ne leur en demandent pas ; cet aveu est bon à retenir, car il prouve qu'aussitôt que le goût et le besoin d'une certaine mobilité se sont fait sentir à la population ouvrière, elle n'a pu que difficilement être astreinte à un régime de contrôle et d'oppression.

L'état de choses auquel on avait voulu porter remède en 1749 s'améliora-t-il ? Il est permis d'en douter. Sous Louis XVI, en effet, le gouvernement jugea nécessaire de reproduire et de compléter les dispositions antérieurement prises, et un nouvel arrêt du Conseil, destiné « à maintenir le bon ordre entre les fabricants et leurs ouvriers et à entretenir la subordination parmi les ouvriers dans les pays manufacturiers », fut rendu le 12 septembre 1781. Plusieurs articles de cet arrêt édictent des mesures de police : ainsi tout ouvrier, lors de son arrivée dans une ville, est tenu de se faire inscrire au greffe de la police ; les autres articles maintiennent la défense aux fabricants et maîtres-ouvriers tenant boutique de donner de l'ouvrage aux artisans qui ne représenteront pas un billet de congé ; ils décident que les maîtres seront tenus de délivrer un semblable billet aux ouvriers qui auront rempli le terme de leurs engagements ou achevé leur ouvrage et remboursé les avances par eux reçues ; enfin ils exigent « que les ouvriers aient un livre ou cahier sur lequel seront portés successivement les différents certificats qui leur seront délivrés par les maîtres chez lesquels ils auront travaillé ». Sur ce livre doivent être inscrites par chaque maître la date de l'entrée et celle de la sortie de l'ouvrier, ainsi que la libération de l'engagement et des avances ; toutes annotations défavorables sont interdites. Telle est l'origine du livret actuel ; il remonte, en conséquence, aux dernières années de la monarchie ; nous verrons qu'il a été rétabli et que légalement il fonctionne à peu près comme il

autres..... C'est ainsi qu'un voisin stupide, envieux et sans honneur, débauche (pour me servir d'une expression qui peint mieux la lâcheté de son action), débauche l'ouvrier que forma son voisin et cherche à édifier son succès sur des ruines, sa fortune sur des malheurs. » Cet extrait de l'exposé des motifs révèle l'esprit de la loi de l'an XI : si l'on a réglé les rapports entre patrons et ouvriers, si l'on a imposé à ceux-ci un livret, c'est dans l'intérêt supérieur de l'industrie et, en décrétant l'obligation du livret, le législateur se proposait d'atteindre les chefs d'établissements non moins que les artisans. Pour juger sainement ce qui a été fait alors, il faut se rappeler qu'il était impossible, au commencement du siècle, d'apprécier les bienfaits de la liberté industrielle ; il n'y avait qu'une dizaine d'années qu'elle avait été consacrée par la législation, et la tourmente révolutionnaire ne lui avait pas permis de produire ses fruits naturels. Les pouvoirs publics se crurent donc autorisés à montrer plus de prévoyance que n'en auraient eu les manufacturiers et les chefs d'ateliers abandonnés aux seules inspirations de l'intérêt personnel, et ils leur interdirent de s'enlever réciproquement leurs ouvriers.

L'article 12 de la loi de germinal a en effet statué en ces termes : « Nul ne pourra, sous peine de dommages-intérêts envers le maître précédent, recevoir un ouvrier, s'il n'est porteur d'un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort. » L'article 13 renvoyait à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la forme des livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement. Par application de cet article, intervint quelques mois plus tard l'arrêté consulaire du 9 frimaire an XII dont voici les principales dispositions : les livrets seront délivrés par les commissaires de police à Paris, Lyon et Marseille, et dans les autres villes par les maires ; les ouvriers devront présenter leurs livrets au visa du maire ou du commissaire de police, toutes les fois qu'ils changeront d'atelier ; s'ils voyagent sans livret, ils seront réputés vagabonds ; les patrons inscriront sur les livrets la date de l'entrée et de la sortie de leurs ouvriers, l'acquit de leurs engagements et le montant des avances non remboursées ; le livret reste entre les mains du patron, et l'ouvrier qui aura reçu des avances ne pourra exiger la remise de son livret qu'après avoir acquitté sa dette par son travail ; si le livret mentionne des avances qui n'aient pas été remboursées, le nouveau patron, s'il ne veut pas s'exposer à des dommages-intérêts envers l'ancien, devra opérer, au profit de celui-ci, sur le salaire de l'ouvrier une retenue d'un cinquième jusqu'à entière libération.

La législation de 1803 a donc fait revivre les précautions édictées avant 1789 contre la classe ouvrière, et malgré le principe d'égalité qui, suivant l'expression du premier consul, était la seule conquête de la

Révolution à laquelle tint la nation française, cette législation faisait aux citoyens employés dans l'industrie une condition à part au point de vue du contrat de louage. Aucune peine à la vérité n'était formellement prononcée contre les infractions à la loi, mais l'assimilation que l'arrêté de l'an XII faisait entre l'ouvrier sans livret et le vagabond, rendait toute autre sanction inutile. En effet, le vagabond pouvait être d'abord détenu administrativement ; puis s'il ne justifiait pas, dans un délai de dix jours, de son identité, il était livré aux tribunaux qui le condamnaient à un emprisonnement de trois à six mois. Si donc on veut se rendre un compte exact de la façon dont le régime établi en 1803 garantissait l'obligation du livret, on voit, en premier lieu, qu'à l'égard des ouvriers l'absence du livret constitue pour eux un élément du délit de vagabondage et les expose à une pénalité rigoureuse ; en second lieu, qu'en ce qui concerne les patrons, s'ils reçoivent un ouvrier qui ne soit pas porteur d'un livret constatant l'acquit de ses engagements envers son dernier patron, ils peuvent être déclarés passibles de dommages-intérêts vis-à-vis de celui-ci. Cette dernière mesure était empruntée au droit civil, et afin de mieux assurer l'exécution des conventions intervenues entre les patrons et les ouvriers, elle intéressait tous les chefs d'établissements à ne pas recevoir d'ouvriers non libérés de leurs engagements.

Le gouvernement impérial eut à s'occuper du livret obligatoire à propos d'une matière spéciale. Le décret du 3 janvier 1813, sur la police des mines, imposa d'une façon toute particulière le livret aux ouvriers employés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, dans l'exploitation des mines, minières, usines et ateliers en dépendant ; en même temps, il fit défense à tout exploitant de recevoir aucun individu qui ne serait pas porteur d'un livret en règle ; enfin il punit d'une amende de 100 à 500 francs, qui pouvait être doublée en cas de récidive, les contraventions commises soit par les ouvriers, soit par les patrons.

La Restauration laissa telle qu'elle l'avait reçue la législation sur les livrets. Au contraire, la monarchie de Juillet eut, dès son origine, beaucoup de peine à obtenir l'exécution de la loi, et elle ne tarda pas à sentir la nécessité de la compléter. En effet, aussitôt après la révolution de 1830, un grand nombre d'ouvriers, pensant qu'on allait les débarrasser des livrets obligatoires, négligèrent soit d'en prendre, soit de les tenir en règle. En outre, la loi du 21 avril 1832 qui revisa le Code pénal, ayant défini le vagabondage autrement qu'il ne l'avait été en 1810, on se trouva dans l'impossibilité de punir les infractions à la loi de germinal. Aussi les ouvriers se refusèrent-ils chaque jour davantage à se munir d'un livret régulier, et beaucoup de patrons se plaignirent de ne pas pouvoir obtenir, faute d'une sanction quelconque, l'observation exacte de dispositions utiles à l'industrie. Ils auraient pu, il est vrai, en invoquant la

responsabilité écrite dans la loi de germinal, intenter des actions en dommages et intérêts aux chefs d'établissements qui engageaient des ouvriers sans la présentation d'un congé d'acquit, et les rappeler ainsi à une plus exacte observation de la loi. Mais il leur répugnait en général d'actionner des confrères; en outre, les procès sont longs et dispendieux, et l'établissement d'une pénalité contre les ouvriers dépourvus de livrets leur parut une mesure préférable sous tous les rapports. Le préfet de police à Paris et les maires de quelques grandes villes essayèrent de leur côté de contraindre les patrons à faire respecter par les ouvriers les prescriptions relatives au livret; s'appuyant sur les principes posés dans la loi des 16-24 août 1790, en ce qui concerne leurs pouvoirs de police, ils rendirent des arrêtés punissant d'une amende les chefs d'établissements qui emploieraient des ouvriers dépourvus de livrets. Mais la Cour de cassation taxa d'illégaux ces arrêtés; elle proclama que la police des livrets d'ouvriers n'est pas au nombre des objets confiés à la vigilance de l'autorité municipale, et qu'il n'y avait pas de contravention à violer un arrêté de maire qui défend d'employer des ouvriers sans livret (arrêt du 22 février 1840, aff. Vélasque).

Dans ces circonstances, le gouvernement crut qu'il fallait enfin aviser; il consulta les conseils généraux de départements, les chambres de commerce, les chambres consultatives et les conseils de prud'hommes, sur l'opportunité d'apporter à la loi de l'an XI et à l'arrêté de l'an XII des modifications qui rendraient sérieuse et efficace la formalité du livret. Leur réponse presque unanime fut que ces modifications étaient très désirables. En conséquence, on soumit à l'examen de la Chambre des pairs un projet de loi qui étendait l'obligation du livret aux ouvriers des deux sexes, qui imposait à tout chef d'établissement la tenue d'un registre destiné à recevoir les noms de ses ouvriers, les noms et demeures de leurs anciens maîtres et le montant des avances non remboursées, enfin qui punissait les contraventions tant du maître que de l'ouvrier d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours. Ce projet de loi fut l'objet d'un rapport fort remarquable rédigé par le comte Beugnot; le rapport fut déposé en 1845, mais le projet de loi ne fut discuté et adopté par les pairs qu'au mois de février de l'année suivante. La discussion fut vive et les hommes les plus considérables y prirent part. MM. de Montalembert, Portalis, Persil, Hippolyte Passy, Daru, Dubouchage, critiquèrent l'esprit général et la plupart des dispositions du projet de loi; M. de Montalembert qualifia de « gênant, vexatoire et oppressif », le caractère qu'il allait imprimer à l'institution du livret. M. Passy taxa la loi proposée de « loi de méfiance, dictée par des motifs d'intérêt personnel », M. Dubouchage accusa le gouvernement de chercher à faire de l'obligation du livret « une loi de police administrative et politique ». Le projet toutefois fut fort habile

ne nourrissait pas une réelle hostilité contre le livret, et cela s'explique quand on songe que si légalement il était obligatoire, en fait les dispositions de la loi de germinal n'avaient plus de sanction, et que par suite les artisans qui ne voulaient pas s'astreindre au livret pouvaient sans crainte s'en passer.

L'Assemblée législative fut saisie en 1850 de l'examen d'une proposition de MM. Lanjuinais et Seydoux tendant à modifier plusieurs articles de l'arrêté du 9 frimaire an XII. Cette proposition, inspirée par les considérations les plus justes, fut acceptée par l'Assemblée et elle est devenue la loi du 14 mai 1851, qui a réduit à 30 francs le chiffre des avances inscrites sur les livrets, et remboursables au moyen d'une retenue sur les salaires des ouvriers; elle a en même temps décidé que la retenue ne peut pas dépasser le dixième du salaire journalier. Nous examinerons avec soin l'objet et la portée de cette loi dans la seconde partie de notre étude. Pour le moment nous ferons seulement remarquer que la proposition Lanjuinais et Seydoux a fourni à l'Assemblée législative l'occasion d'affirmer, comme l'avait fait la Chambre des pairs quatre ans auparavant, la légitimité du livret. Le rapporteur de la loi, M. Salmon, avait dit dans son rapport : « Tous les hommes sages, tous les observateurs attentifs et judicieux se sont accordés à reconnaître l'utilité de l'institution du livret. Soumis à des formes qui lui communiquent une sorte d'authenticité, il est d'abord pour l'ouvrier, conduit dans des contrées lointaines par le désir de perfectionner sa propre science ou par le besoin de ressources qu'il ne trouve pas à son premier foyer, une propriété qui le suit partout; il est ensuite pour le patron une collection de témoignages qui commandent sa confiance sur le fait essentiel de l'exercice de la profession... La liberté la plus entière préside aux conventions qui interviennent entre l'ouvrier et le fabricant; en prenant l'un à son service, l'autre a compté sur son travail pour remplir les engagements qu'il a lui-même contractés envers ses propres clients. Le patron a confié à l'ouvrier un métier, des instruments et souvent des matières premières. N'est-il pas juste qu'à son tour il livre à son patron un gage de sa fidélité à remplir ses engagements ? » Cet éloge si complet du livret blessa les convictions d'un certain nombre de représentants, et lors de la seconde lecture de la loi, l'honorable M. Martin Nadaud demanda par amendement l'abrogation de la loi de germinal et de l'arrêté de l'an XII. C'est à la séance du 8 mai 1851 qu'il fut appelé à développer son amendement; il fit vivement ressortir les défauts de la législation en vigueur, et l'honorable M. Chauffour en critiqua l'application dans un discours sagement raisonné. Malheureusement l'auteur de l'amendement ne tint pas le langage qui convenait à l'époque et à l'auditoire : « La loi du livret, s'écria-t-il au début de son discours, est une loi d'humiliation, de despotisme, et de tyrannie ». Dans un autre mo-

ment il affirma que le livret était « une démarcation éternelle posée entre les minorités qui exploitent et les majorités qui se laissent trop facilement exploiter », et que l'obligation du livret n'avait été instituée que pour constater le pouvoir de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, « pouvoir aussi injuste, aussi exclusif pour les travailleurs que celui des nobles du moyen âge ». Ces exagérations déplurent d'autant plus à l'Assemblée qu'il n'y avait pas alors chez les ouvriers une véritable répulsion contre le livret ; comme le constatait lui-même M. Chauffour, la loi, faute de sanction pénale, étant inexécutée dans la plupart des localités, on n'en sentait pas bien tous les inconvénients. Aussi l'amendement Nadaud fut-il repoussé ; il réunit cependant une importante minorité de 189 voix contre 445.

Six mois après le vote de la loi du 14 mai 1851, survenaient les événements de décembre et le nouveau gouvernement vit de suite le parti, qu'au point de vue de la surveillance à exercer sur la population ouvrière des grandes villes, il était possible de tirer de la stricte exécution des lois sur le livret obligatoire. Ainsi que cela a été exposé par un homme très compétent, l'honorable M. Mettétal, devant la commission d'enquête de 1868 (séance du 15 décembre), une des premières préoccupations de M. Piétri en entrant à la préfecture de police, fut de profiter de la période dictatoriale pour faire rendre un décret-loi sanctionnant l'obligation du livret. Diverses circonstances empêchèrent la réalisation de la promesse qui lui avait été faite, et au mois de septembre 1852 « il écrivit de nouveau au ministre de l'intérieur pour lui dire qu'il insistait de la façon la plus pressante sur sa précédente demande, et qu'il formulait le vœu qu'un projet de loi sur les livrets fût promptement présenté au Corps législatif ». Un projet fut en effet soumis à son examen, et il est devenu la loi du 22 juin 1855.

Le rapporteur de cette loi, M. Bertrand (de l'Yonne), a affirmé dans son rapport qu'elle était « une preuve nouvelle de la sympathie du gouvernement pour la classe ouvrière », ce qui est contestable ; mais il a reconnu en même temps « que la législation sur les livrets n'est que très imparfaitement exécutée ; que la plupart des dispositions sont négligées et même ignorées par ceux qu'elles régissent », et ce dernier aveu est bon à retenir.

Sur beaucoup de points, la loi de 1854 a consacré les dispositions antérieures ; elle contient toutefois des innovations considérables. Conformément au projet voté en 1846 par la Chambre des pairs, elle a étendu l'obligation du livret aux femmes employées dans l'industrie, aux ouvriers attachés à des chantiers et à des exploitations de mines, minières ou carrières, enfin aux ouvriers travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons. En outre, elle a décidé que les ouvriers qui ne se muniraient pas de livrets, et les patrons qui les emploieraient, seraient pour-

Le point qui en ressort avec le plus d'évidence, c'est que la loi est fort mal observée. Dans la moitié des centres industriels, et de ce nombre sont les plus importants (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nîmes, Le Havre, Troyes, Angers, Toulouse, Caen, Besançon, Bayonne, Saint-Etienne, Roanne, Clermont-Ferrand, Brest, Nice, Rennes, Toulon, Roubaix, etc.), elle n'est généralement pas appliquée, ou du moins elle est loin de l'être dans la plupart des corps d'états. Ceci résulte des déclarations de 86 tribunaux de commerce, de 23 chambres de commerce, de 24 chambres consultatives et de 47 conseils de prud'hommes.

En second lieu il est constaté que l'inexécution de la loi ne provient pas seulement du fait des ouvriers ; elle doit être attribuée aussi au peu d'empressement que mettent les patrons à remplir, en ce qui les concerne, les prescriptions de la loi. S'ils ne sont pas hostiles à la législation sur les livrets, du moins beaucoup n'en comprennent pas l'utilité, et par insouciance ils se soustraient à des formalités qu'ils trouvent gênantes. Ce point est établi avec certitude par les plaintes que font entendre à ce sujet 9 chambres de commerce, 19 tribunaux de commerce, 7 chambres consultatives et 20 conseils de prud'hommes.

Les centres industriels dans lesquels l'obligation du livret paraît être le mieux respectée sont généralement des villes secondaires, si l'on en excepte Lille, Rouen, Reims, Limoges, Orléans, Le Mans et Nancy, et il est remarquable qu'elles appartiennent la plupart aux régions du Nord et de l'Est : ainsi les chambres et tribunaux de commerce de Boulogne, Cambrai, Calais, Tourcoing, Dieppe, Elbeuf, Lisieux, Châlons-sur-Marne, Saint-Quentin, Valenciennes, Lunéville, Belfort, Montbéliard, etc., ont déclaré que dans leurs ressorts les ouvriers avaient presque tous des livrets. Il est reconnu toutefois que dans les fabriques et usines où on emploie des ouvriers sédentaires, des gens de la localité qui sont connus des patrons et des contre-maîtres, on ne tient pas la main aux prescriptions de la loi, et on n'exige pas de livrets d'hommes au milieu desquels on vit. Cette réserve vaut la peine d'être signalée, car dans l'Est et le Nord la plupart des ouvriers industriels sont domiciliés et se livrent de père en fils à la même profession ; ils sont moins nomades qu'ailleurs, et comme ils n'ont pas de livrets, on doit en conclure que, même dans le pays où la loi est réputée le mieux observée, les exceptions sont encore fort nombreuses.

Les faits que nous venons d'exposer sont évidemment contraires au maintien du livret obligatoire. Les corps qui ont été consultés en 1868 se sont néanmoins prononcés en grande majorité en faveur de la législation dont beaucoup constataient l'insuffisance et l'inefficacité. Ainsi la conservation du livret a été réclamée par 45 chambres de commerce sur 54, par 47 chambres consultatives sur 50, par 167 tribunaux de commerce sur 183, enfin par 88 conseils de prud'hommes sur 95.

L'opinion des commerçants et industriels était donc, nous le recon-

naissances, défavorable en 1868 à la réforme que projetait le gouvernement. Répondraient-ils de même aujourd'hui ? Il est probable qu'un certain nombre d'entre eux, éclairés par une plus longue expérience et par l'inapplicabilité de plus en plus démontrée de la loi actuelle, ne persévéraient pas à s'en déclarer les partisans. Mais l'acquiescement de quelques chambres et tribunaux de commerce de plus n'aurait pas une importance capitale, et telle qu'elle est, l'enquête de 1868 est très suffisante. Une enquête en effet, dans une matière comme celle qui nous occupe, n'a pas pour objet de recueillir des opinions, mais des faits ; celle de 1868 a été ordonnée moins pour savoir ce que les représentants du commerce et de l'industrie pensaient de l'abrogation de la loi de 1854, que pour connaître le degré d'exécution qu'elle recevait, les résultats qu'elle produisait et les réclamations qu'elle soulevait. Or, sur tous ces points, les réponses recueillies dans l'enquête ont fait la lumière. Les pouvoirs publics ont aujourd'hui tous les renseignements qu'il leur importait d'avoir, afin de se décider en parfaite connaissance de cause. Evidemment, quel que soit le nombre, quelle que soit la compétence des personnes qui dans une enquête se rangent au même avis, le pouvoir législatif n'est pas pour cela enchaîné à cet avis, et il lui est loisible d'adopter une solution contraire, s'il la croit mieux fondée.

Enfin, est-il étonnant d'obtenir une réponse négative à une proposition de réforme, de la part de corps constitués qui s'imaginent, à tort ou à raison, être protégés par la législation qu'il s'agit d'abroger. Vit-on jamais une classe de citoyens en possession d'un avantage légal, même illusoire, demander qu'on le lui enlève ? Lorsque Turgot décida Louis XVI à proclamer, par l'édit de 1776, la liberté de l'industrie, il n'agissait pas d'après le sentiment des commerçants de cette époque et leur opposition parvint, dès l'année suivante, à faire rétablir les corporations qui énervaient pourtant l'industrie française. Il y a quarante ans, en Angleterre, la liberté du commerce des grains fut obtenue malgré la résistance des propriétaires fonciers, qui, en définitive, n'en ont pas souffert, et chez nous, n'entendons-nous pas des réclamations incessantes contre l'abaissement de nos tarifs douaniers, quoiqu'il ait eu pour résultat de donner à notre commerce extérieur un essor incomparable ! Le livret a pour lui son ancienneté, il a rendu autrefois et il rend encore maintenant dans certains cas des services ; sans en bien connaître l'origine, on sait qu'il a été institué afin de consolider l'autorité des chefs d'établissements sur leurs ouvriers, et à ce titre il est tout simple que sa disparition excite les regrets de ceux qu'il paraît servir.

Ces considérations avaient sans doute paru décisives au gouvernement en 1869, car, le 31 mars de cette année, il présenta au Corps législatif un projet de loi, délibéré et approuvé par le conseil d'Etat, et portant

abrogation de la loi du 22 juin 1854 et de toutes autres dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. L'exposé des motifs en avait été rédigé avec beaucoup de savoir et de méthode par M. Gaudin, alors conseiller d'Etat, et aujourd'hui député de la Loire-Inférieure ; c'est un document utile à étudier. Le projet de loi de 1869 ne se bornait pas à abroger la loi de 1854. Voulant tenir compte d'une crainte qui avait souvent trouvé sa manifestation dans l'enquête, à savoir que les livrets non seulement ne seraient plus dorénavant obligatoires, mais que même ils seraient prohibés à l'avenir, l'article 1^{er} du projet de loi contenait les deux paragraphes suivants : « Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun. Ce contrat peut être constaté par un livret ou carnet conventionnel. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions auxquelles ce livret ou carnet pourra servir de passe-port. » Le gouvernement voulait, par cette dernière disposition, conserver aux ouvriers le principal avantage que leur offrait la possession d'un livret. Il espérait peut-être aussi déterminer de la sorte un plus grand nombre d'ouvriers à se munir du carnet conventionnel.

Nous avons maintenant parcouru toutes les phases de la législation du livret. Elle présente en définitive cinq périodes distinctes : sous l'ancienne monarchie, le congé d'acquit, conséquence du régime des corporations, a pour objet de maintenir les ouvriers sous la dépendance des maîtres, et les artisans qui les quittent sans avoir obtenu leur consentement, sont punis d'amende et de prison ; une fois proclamée la liberté de l'industrie, les anciens règlements sur les congés et les livrets disparaissent, et pendant douze ans, de 1791 à 1803, les ouvriers s'engagent et quittent leurs ateliers comme bon leur semble ; la loi de germinal an XI et l'arrêté du 9 fructidor suivant leur imposent le livret sous peine d'être traités comme des vagabonds, et ouvrent aux patrons, les uns contre les autres, des actions en dommages-intérêts dans le cas où ils ne tiennent pas la main à l'exécution de la loi ; à partir de 1832, l'obligation du livret n'a plus de sanction ; enfin, depuis 1854, les ouvriers sans livrets et ceux qui les emploient sont passibles d'amende et d'emprisonnement. La législation a d'ailleurs beau changer ; l'état des mœurs et les conditions nouvelles dans lesquelles s'exerce l'industrie rendent illusoires les prescriptions les plus impératives, les pénalités ne sont pas appliquées, et voici quinze ans que le gouvernement a reconnu, après une enquête très complète, que le seul parti à prendre était d'abroger la loi du 22 juin 1854. La solution est donc mûre, et on ne pourra pas taxer de précipitation la réforme qui est à la veille d'être réalisée.

CH. GOMEL,

(La fin au prochain numéro.)

Maître des requêtes au Conseil d'Etat.

CORRESPONDANCE

QU'EST-CE QUE LA RICHESSE?

A M. le Rédacteur en chef du Journal des Économistes,

Voilà une question qui rentre, à coup sûr, dans le domaine des recherches de l'économiste; ajoutons que c'est une de ces questions primordiales sur lesquelles il serait à souhaiter que tous les amis de la science arrivassent à se mettre d'accord. Cependant la discussion n'est pas close encore sur ce sujet, et c'est ce que vient de rappeler M. Mongin, professeur de droit à Dijon, dans un travail d'ailleurs fort intéressant sur les éléments de la valeur, qui a paru dans le numéro du *Journal* de septembre dernier.

Pour prouver l'importance de la théorie de la valeur, M. Mongin a écrit la phrase suivante : « La valeur, pour beaucoup d'économistes dont nous accepterions volontiers l'opinion, *s'identifie avec la richesse* ; on ne doit considérer comme richesses, au sens propre du mot, que les choses ayant de la valeur. Pour d'autres, le mot *richesse* est plus général ; il comprend des choses qui, malgré leur utilité, sont dénuées de valeur, telles que les agents atmosphériques ; mais, même dans cette opinion, il est certain que la plus forte part des richesses est constituée par les choses susceptibles d'évaluation. » Ainsi, après avoir signalé les deux doctrines en présence, M. Mongin déclare se rallier à celle qui assimile la richesse à la valeur, de manière à concevoir ces deux mots comme exprimant des idées identiques. Cette opinion est-elle fondée et n'y a-t-il pas lieu, au contraire, de lui préférer la doctrine qui compte aussi parmi les richesses ce qu'on appelle les agents naturels ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans le présent travail.

I

Dans l'analyse du phénomène de la production des richesses, il y a une observation de J.-B. Say qu'il ne faut jamais perdre de vue, à raison de son importance capitale : c'est que la production consiste à créer non de la matière, mais de l'utilité. Sur ce point, aucune divergence n'est possible ; les sciences physiques, d'ailleurs, confirment pleinement cette proposition en établissant que la quantité de matière qui existe dans l'univers est invariable, qu'elle ne peut être ni augmentée, ni diminuée. L'homme n'a donc pas la puissance de créer ; il se borne à utiliser les matériaux et les forces que la nature met à sa disposition. Le mineur qui extrait la houille des profondeurs du sol ne crée pas plus de matière que le voiturier qui la transporte ; l'un et

l'autre se bornent à créer de l'utilité, à rendre service à autrui, à mettre l'utilité que la nature a déposée dans la houille à la disposition des consommateurs.

La production consiste donc dans la coopération de la nature et du travail, dans l'association des forces naturelles et des forces humaines ; la nature est un esclave que l'homme maîtrise et contraint à travailler à la satisfaction de ses besoins. Mais cet esclave qui fournit ainsi à l'homme des matériaux et des forces innombrables, il est à remarquer qu'il apporte une collaboration purement gratuite. Qu'on se place, en effet, à un moment où l'action du travail humain n'est pas encore intervenue, n'est-il pas évident que ces matériaux et ces forces sont des éléments gratuits, puisqu'ils n'ont, jusque-là, coûté aucun effort ? La houille, par exemple, que nos mines renferment, a de l'utilité naturelle, puisqu'elle possède ces qualités si précieuses qui lui ont mérité le nom de pain de l'industrie, et cette utilité est gratuite, avant l'intervention du travail de l'homme ; à partir de ce moment commence à apparaître le principe de la valeur, parce que l'utilité procurée par le travail est une utilité onéreuse, produite par un effort fait au profit d'autrui, et qui donne droit à un service équivalent en retour. Et il en est ainsi dans toute production, quelle qu'elle soit ; partout et toujours nous rencontrons cette association de la nature et du travail.

Mais, et c'est ici que nous arrivons au cœur même de notre sujet, la proportion d'utilité gratuite et d'utilité onéreuse que contient un produit, un service quelconque, est-elle invariable et constante ? Voici, par exemple, un bloc de pierre ; pour le faire arriver jusqu'au consommateur, il a fallu recourir à des travaux d'extraction et de transport ; ces travaux sont-ils aussi rudes, aussi pénibles aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a un siècle, et ainsi de suite en remontant jusqu'à l'origine de la civilisation ? Poser la question, c'est évidemment la résoudre ; il est évident que les progrès de la mécanique et des autres sciences ont diminué, dans une très grande proportion, le travail humain nécessaire à cet effet de notre temps ; grâce aux machines puissantes dont dispose l'industrie moderne, aux moyens de transport perfectionnés qui sont à son service, la collaboration humaine, par suite la valeur du bloc de pierre, a diminué, et diminué, ne l'oublions pas, sans nuire au résultat final. Pourquoi ? parce que la collaboration de la nature a augmenté, parce que ses forces puissantes et inépuisables ont été conquises et qu'elles ont été contraintes à faire gratuitement l'œuvre primitivement accomplie par les nerfs et les muscles des travailleurs.

Et il en est ainsi de tous les ordres de production de richesses, et c'est, en effet, une formule devenue banale que l'homme, grâce aux progrès de la science, devient de plus en plus le maître de la nature, à laquelle il arrache ses secrets, et qu'il asservit à la satisfaction de ses

II

Si cet exposé est exact, il renverse et détruit le système adopté par M. Mongin. Loin d'identifier, comme il le fait, la richesse avec la valeur, il importe, au contraire, de les distinguer soigneusement. La richesse réelle, en effet, est un composé d'utilités gratuites et onéreuses, et nous avons établi que le progrès économique consiste à modifier, pour chaque produit, la proportion des deux utilités dans le sens de l'augmentation de l'utilité gratuite. Loin donc que la valeur soit toute la richesse, elle n'en est qu'une fraction, et une fraction que le progrès amoindrit de plus en plus, pour un résultat donné, car elle correspond au côté onéreux de la production, à l'effort pénible et rude que le génie de l'homme s'applique à diminuer sans cesse.

Est-ce à dire que la somme des valeurs tendrait à diminuer d'une manière absolue? En aucune façon; et bien grande serait l'erreur de ceux qui tireraient une telle conclusion de nos principes. Ce qu'il faut remarquer, en effet, c'est que les besoins ne sont pas une quantité invariable et fixe, que le cœur humain est une source inépuisable de désirs, en sorte que, quand, grâce à ses conquêtes sur les forces naturelles, l'homme est parvenu à obtenir un résultat donné avec un moindre travail, il applique l'effort, le travail devenu ainsi disponible à vaincre d'autres obstacles, à satisfaire des désirs nouveaux. Ce n'est donc pas la somme des valeurs qui diminue, c'est la somme des satisfactions qui augmente, parce que le travail humain, secondé par des forces naturelles plus nombreuses et plus puissantes, produit des résultats de plus en plus grands. C'est pour éviter toute confusion dans l'esprit des lecteurs que nous avons eu soin d'indiquer que cette diminution de la valeur vis-à-vis de l'utilité gratuite avait lieu relativement à tel produit, à tel résultat donné, et non d'une manière absolue.

Ainsi donc, il importe beaucoup de distinguer ce qu'a confondu M. Mongin, de séparer la richesse de la valeur. Sans cela, une foule de questions seraient insolubles, et Proudhon aurait eu raison de signaler la doctrine de la valeur comme contradictoire et inintelligible. Comment répondre, en effet, dans le système que nous combattons, au passage suivant du livre des *Contradictions économiques*, chapitre de la valeur :

« Puisque nous sommes d'autant plus riches que nous produisons et échangeons davantage, la conséquence pour chacun est de produire le plus possible de valeur utile. Eh ! bien, le premier effet, l'effet inévitable de la multiplication des valeurs, est de les avilir; plus une marchandise abonde, plus elle perd à l'échange et se déprécie commercialement. N'est-il pas vrai qu'il y a *contradiction entre le travail et ses résultats* ? Il n'y a pas, sur la contradiction inhérente à la notion de valeur, de cause

assignable ni d'explication possible, au lieu de chercher une explication chimérique, contentons-nous de bien constater la nécessité de la contradiction ».

Et Proudhon a raison ; en effet, il n'y a pas d'explication possible, du moins dans un tel système. Si vous assimilez, comme le fait M. Mongin, la valeur à la richesse, je défie que vous puissiez trouver une réponse satisfaisante, que vous arriviez à résoudre l'antinomie signalée par Proudhon. Et n'est-ce pas là la preuve évidente que le système de M. Mongin est faux, puisqu'il aboutit à une contradiction insoluble ? N'est-ce pas aussi un témoignage puissant en faveur de la théorie que j'ai exposée, que seule elle fournit l'explication demandée ? Etant donnée la distinction de la richesse et de la valeur, de l'utilité gratuite et de l'utilité onéreuse, rien de plus naturel, en effet, que la prétendue contradiction signalée. La valeur se déprécie par ce fait que la proportion d'utilité gratuite et onéreuse d'un produit se modifie dans le sens de l'augmentation de l'utilité gratuite ; partant, de la dépréciation de la valeur, comme nous l'avons déjà vu. Il n'est donc pas vrai que, comme le soutient Proudhon, il y ait dans la notion de valeur une contradiction au seuil même de l'économie politique ; la contradiction se dissipe et disparaît à la lumière de la véritable théorie.

L'erreur du système de M. Mongin est donc singulièrement dangereuse, puisqu'elle fournit des armes si redoutables aux détracteurs de l'économie politique ; et il importe, dans l'intérêt de la science, de mettre hors de combat un adversaire tel que Proudhon. En outre, une telle erreur est de nature à égarer et à entraîner à des conséquences étranges même les meilleurs esprits. C'est ainsi que M. de Sismondi, sous l'empire de cette confusion de la richesse et de la valeur, a été amené à maudire les machines, les inventions, le libre-échange, toutes choses qui, comme le fait remarquer Proudhon, amènent la dépréciation, l'avilissement de la valeur, par conséquent, dans ce système, de la richesse. Voilà où la logique conduit fatalement ; et ce n'est pas tout, elle conduit encore à cette conclusion que les incendies, les guerres, sont à souhaiter comme moyen d'exciter au travail et d'augmenter la richesse de valeur. Une doctrine qui aboutit à de telles conséquences est bien vite jugée et condamnée comme une erreur certaine.

Mais comment se fait-il que des économistes tels que J.-B. Say, Blanqui, Sismondi, que des esprits distingués soient tombés dans une telle erreur ? C'est que l'erreur ici provient, comme presque toujours, d'une observation incomplète. « N'est-il pas vrai, dit M. Mongin, que produire, échanger de la richesse, c'est produire, échanger des choses ayant de la valeur ? » Sans doute, cela est vrai, mais vous ne prenez pas garde à ceci, c'est que, pour ce qui regarde la production, il y a lieu de tenir compte de la coopération, de la collaboration des agents natu-

rels, cette collaboration toujours gratuite et toujours croissante; et quant à l'échange, il est bien vrai que ce sont des valeurs qui en font l'objet, mais, en outre, chacun des co-échangistes transfère à l'autre, sous la pression de la concurrence, et par-dessus le marché, pour employer une formule vulgaire, toute la portion d'utilité gratuite que la nature a mise dans les produits échangés. Voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue, ce qu'il faut remarquer avec le plus grand soin, et si ce phénomène a été méconnu, cela s'explique, comme l'a très bien fait observer Bastiat, par cette considération qu'il se produit sous une forme négative. Cette fraction de valeur que chaque progrès anéantit, comme, par exemple, dans le cas du chemin de fer substitué à la diligence, ne figure plus désormais dans l'échange, elle disparaît du marché, et c'est pourquoi on n'y fait plus attention. Mais si le vulgaire la néglige, il est nécessaire que l'économiste y prenne garde, et que, dans l'intérêt de la science, il concentre sur ce phénomène si important toute sa puissance d'attention. Sans cela, en effet, il est impossible de discerner le progrès en matière économique et, comme le dit Proudhon, il est impossible aussi de fournir l'explication des faits de la vie pratique.

Débarrassons donc la science de cette confusion funeste de la valeur et de la richesse. Reconnaissons, en dernière analyse, qu'il y a lieu d'envisager la richesse à un double point de vue, de distinguer la richesse relative de la richesse absolue. Au point de vue de l'échange, de la richesse relative, la doctrine de J.-B. Say, adoptée par M. Mongin, est exacte : ce sont, en effet, des valeurs qui s'échangent contre des valeurs, car ici il s'agit de relation, de comparaison, et les valeurs sont essentiellement des rapports; mais la richesse réelle, effective, celle qu'il importe de connaître et de bien discerner au point de vue du bien-être des hommes, c'est la richesse qui comprend l'ensemble des utilités gratuites et onéreuses résultant de la collaboration des agents naturels et du travail, en remarquant que la proportion des deux utilités se modifie sans cesse dans le sens de l'amoindrissement de la valeur, de l'augmentation de l'utilité gratuite.

E. MARTINEAU.

BULLETIN

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

8 octobre. — Rapport adressé au Président de la République pour la création d'une commission chargée de résoudre les questions se rapportant au régime des chemins de fer. Décrets y annexés.

Paris, le 7 octobre 1882.

Monsieur le Président,

La question des chemins de fer est actuellement à l'ordre du jour dans la plupart des pays. Elle se pose en France avec un caractère d'urgence tout particulier, par suite du grand effort que nous avons fait depuis 1871 pour compléter et perfectionner l'outillage indispensable à notre relèvement.

Les Chambres ont voté l'achèvement du réseau sans décider à quel mode d'exploitation seraient soumises les nouvelles voies ferrées. Au fur et à mesure de leur construction, on les exploite à l'aide de traités provisoires, prorogés de six mois en six mois.

Ces lignes du troisième réseau continueront-elles à être construites dans leur intégralité par l'État et avec les deniers publics ?

Est-il juste que, onéreuses pour le Trésor au moins pendant un certain nombre d'années, elles servent uniquement d'affluents aux anciens réseaux, apportant leur surcroît de trafic à ces lignes déjà productives ?

Seront-elles définitivement confiées aux grandes compagnies ? Quelles seront les clauses du contrat ?

Formera-t-on des sociétés nouvelles, sous la forme de régies co-intéressées, et n'aurait-on pas dû peut-être tenter dès le premier jour quelque expérience de cette nature ?

Aura-t-on recours à l'exploitation directe par l'État ?

N'est-il pas préférable à l'heure actuelle d'interposer, entre le public pour lequel les voies ferrées sont établies, et l'État chargé d'en surveiller le fonctionnement, des sociétés d'exploitation ?

Un certain nombre de compagnies secondaires ayant été rachetées, on a constitué un réseau à la tête duquel a été placée une administration d'État. Ce réseau ne saurait prospérer, étant formé de tronçons mal reliés les uns avec les autres. N'est-il pas indispensable de coordonner ces éléments épars, d'en faire un ensemble aisément et fructueusement exploitable, soit que l'État le garde en mains comme un champ d'expériences, comme une pépinière d'ingénieurs et d'agents spéciaux, comme une sorte d'école lui permettant d'étudier les détails d'une exploitation

et de fortifier ainsi son contrôle sur les compagnies, soit au contraire que le Parlement se décide à le confier ultérieurement, après le règlement de la question des chemins de fer, à l'industrie privée ?

D'autre part, il est juste et nécessaire de se demander si les anciennes lignes elles-mêmes fonctionnent le mieux possible, si les compagnies ne sont point conduites à se préoccuper trop exclusivement de leurs intérêts, si, en présence de bénéfices croissants, l'État n'a pas le devoir de réaliser certaines améliorations au nom de l'intérêt public.

C'est ainsi que l'opinion se préoccupe de l'encombrement auquel échappent avec peine les artères principales.

C'est ainsi que les délibérations des chambres de commerce et la série des enquêtes parlementaires font ressortir le besoin de simplifier les tarifs, de les unifier dans une certaine mesure, de les abaisser — d'ailleurs avec prudence — pour donner à nos produits industriels ou agricoles, mieux que par une surélévation des droits de douane, les moyens de lutter contre la concurrence étrangère.

Il y a urgence à résoudre ces divers problèmes, car les nouvelles voies ferrées s'achèvent progressivement et l'incertitude qui plane sur l'adoption d'un régime définitif est fort préjudiciable aux compagnies elles-mêmes.

Jusqu'ici, la question ne me semble pas avoir été abordée de front. On s'est efforcé d'arriver à un accord avec quelques-unes des compagnies, sans faire prévaloir des vues d'ensemble, sans même poser avec une précision suffisante les principes généraux qui doivent régir la matière.

Des conventions ont été conclues avec les compagnies du Nord et de l'Ouest, puis à deux reprises avec la compagnie d'Orléans. Elles ont eu la singulière fortune de recevoir des commissions parlementaires un accueil défavorable, sans même avoir été défendues à la tribune par leurs auteurs. Les trois premières ont été abandonnées ou retirées. La dernière a réuni contre elle, dans la commission de la Chambre, une unanimité caractéristique, et d'ailleurs son adoption même n'eût pas résolu le problème en ce qui concerne le reste de la France.

Dans cette situation, le ministère doit-il, dès aujourd'hui, entamer des négociations nouvelles avec les compagnies ?

Vous penserez sans doute avec moi qu'il y a une autre attitude à prendre.

Les chemins de fer ont été établis, ils doivent être exploités dans l'intérêt de tous.

En se réservant le droit de ressaisir avant terme leur exploitation, quitte à la confier à d'autres sociétés, dans des conditions meilleures, l'État est resté le maître.

Les cahiers des charges et les conventions qui règlent ses relations

avec les compagnies ont été rédigées à une époque où nul ne pouvait prévoir l'avenir réservé aux chemins de fer. Notre développement économique, aussi bien que l'achèvement du réseau, rendent nécessaires des réformes sérieuses.

Il faut envisager tout d'abord ces questions multiples et complexes dans leur ensemble, en dehors des compagnies, comme si nous étions parvenus à la fin des concessions, avec cette différence que le capital d'établissement n'est pas encore amorti.

Je vous propose d'en confier l'examen à une commission de trente membres.

Cette commission fonctionnerait sous la présidence du ministre des travaux publics. Elle aurait pour vice-présidents les sous-secrétaires d'État des travaux publics et des finances. Elle comprendrait également deux fonctionnaires du ministère des travaux publics et on lui adjoindrait comme secrétaire, avec voix délibérative, un ingénieur des ponts et chaussées. Elle s'appuierait sur les comités permanents du ministère.

Elle serait invitée à hâter ses travaux. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une commission d'enquête, mais d'une commission exécutive ; les matériaux sont tout prêts ; il ne reste qu'à édifier.

Cette commission fixerait les divers points énumérés plus haut ; elle arrêterait les conditions financières dans lesquelles s'effectueraient, le cas échéant, la reprise des concessions ; elle aurait pour mission de dresser le cahier des charges et la convention types, qui doivent régler le fonctionnement des chemins de fer, étant données les conditions présentes de notre vie industrielle, commerciale et politique.

Il y a là une base à établir, sans parti-pris doctrinaire, en se pénétrant à la fois des besoins de notre production et de l'équilibre de nos budgets, sans oublier, en face de l'intérêt général, les intérêts privés très respectables que personnifient les compagnies.

Au lieu de négocier presque au hasard, ou d'après des principes variant à chaque changement de ministère, en attribuant à l'État une sorte de rôle de solliciteur qui ne saurait lui convenir, je trouve plus rationnel de fixer tout d'abord les termes généraux du contrat à intervenir, et je ne doute pas que ce contrat, mûrement élaboré par des esprits compétents et impartiaux, ne reçoive, au jour où elles seraient appelées à le discuter, l'adhésion des grandes compagnies.

Je compte à cet égard sur la juste notion qu'elles ont de leurs intérêts, en même temps que sur leur désir de contribuer à la prospérité générale du pays.

Le projet que j'ai l'honneur de vous soumettre a obtenu l'adhésion de M. le ministre des finances.

Si les considérations qui précèdent reçoivent également votre appro-

bation, je vous prie de vouloir bien revêtir de votre signature le décret ci-annexé.

Le ministre des travaux publics, CH. HÉRISSON.

1^{er} Décret. — Art. 1^{er}. — Une commission de trente membres est instituée au ministère des travaux publics, pour résoudre les questions se rapportant au régime des chemins de fer.

Art. 2. — Elle sera composée de sénateurs, de députés et de représentants du commerce ou de l'administration.

Elle sera présidée par le ministre des travaux publics ;

Elle aura pour vice-présidents les sous-secrétaires d'État des travaux publics et des finances ;

Elle comprendra en outre deux fonctionnaires du ministère des travaux publics, et il lui sera adjoint comme secrétaire, avec voix délibérative, un ingénieur des ponts et chaussées.

2^e Décret. — Art. 1^{er}. — Sont nommés membres de la commission instituée en date du 7 octobre 1882, pour résoudre les questions se rapportant au régime des chemins de fer :

MM. Calmon, sénateur ; Cuvinot, sénateur ; Dietz-Monnin, sénateur ; de Freycinet, sénateur ; George, sénateur ; Albert Grévy, sénateur ; Varroy, sénateur ; Allain-Targé, député ; Sadi Carnot, député ; Cavaignac, député ; Hérault, député ; Lebaudy, député ; Lesguillier, député ; Hervé Mangon, député ; Ménard-Dorian, député ; Peulevey, député ; Raynal, député ; Ribot, député ; Rivière, député ; Richard Waddington, député ; Cendre, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Cochery, directeur au ministère des postes et des télégraphes ; Dufrayer, conseiller d'État, directeur de la caisse des dépôts et consignations ; Gay, directeur au ministère des finances ; Gosselin, inspecteur général des ponts et chaussées ; général de la Jaille, président de la commission militaire des chemins de fer ; Magnin, gouverneur de la Banque de France ; Molinos, ancien président de la Société des ingénieurs civils ; Poirrier, membre de la chambre de commerce de Paris ; Roy, président de la chambre de commerce de Paris.

Art. 2. — M. Albert Pesson, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé secrétaire de la commission avec voix délibérative.

M. Eugène Ménard, chef du cabinet du sous-secrétaire d'État au ministère des travaux publics, est nommé secrétaire-adjoint avec voix consultative.

10 octobre. — Congrès international des poids et mesures. — Le comité international des poids et mesures, qui relève des dix-neuf États signataires de la convention du mètre de 1875, vient de clore sa session annuelle réglementaire à Paris.

Le comité a d'abord étudié dans plusieurs séances toutes les questions scientifiques et administratives qui rentrent dans ses attributions. Il a reçu communication d'une dépêche du gouvernement français annonçant qu'un marché vient d'être passé par l'administration française avec la maison Mathey et Cie, de Londres, pour la fourniture des règles et des cylindres en platine iridié, destinés à devenir des mètres et des kilogrammes pour tous les États contractants. Il a ensuite entendu les rapports des deux commissions nommées l'an dernier pour la comparaison directe avec le mètre et le kilogramme déposés aux Archives de France, d'un mètre et d'un kilogramme nouvellement fabriqués.

Ces deux commissions mixtes étaient composées par moitié de membres de la section française et de membres du comité international; elles devaient déterminer l'équation de ces deux prototypes, construits avec la nouvelle matière adoptée, par rapport aux anciens étalons français fabriqués en platine à l'époque de la fondation du système métrique décimal. Les résultats obtenus sont on ne peut plus satisfaisants : la longueur du nouveau mètre à traits en platine iridié, à zéro degré, a été trouvée égale, à 6/1000 de millimètre près, à celle du mètre à bouts des Archives à la même température; le poids du nouveau kilogramme est le même que celui du kilogramme des Archives, à moins de 1/100 de milligramme près. Cette valeur et celle de la distance entre les traits délimitatifs du nouveau mètre, diminuée de 6/1000 de millimètre, ont été adoptées à l'unanimité par le comité international dans sa dernière séance comme valeur provisoire du kilogramme et du mètre pour les travaux du bureau international de Breteuil, jusqu'au sanctionnement par la conférence des prototypes à construire pour les différentes nations associées. Cette résolution marque une étape importante dans la marche scientifique des opérations du bureau international des poids et mesures, fondé à frais communs par les gouvernements intéressés.

En somme, cette session du comité international fait entrevoir la prochaine et heureuse issue des efforts que les gouvernements et les savants des États contractants ont voués au développement et à la propagation universelle du système métrique basé désormais sur des prototypes uniformes et inaltérables.

12 octobre. — **Rapport** adressé au Président de la République, relatif à la création, dans les lycées de la République, d'un conseil chargé d'étudier toutes les questions concernant la direction de l'enseignement, l'organisation des cours et l'application des méthodes. — Décret y annexé.

13 octobre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre du commerce, relatif à la reconstitution du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie. — Décrets y annexés.

Paris, le 13 octobre 1882.

Monsieur le Président,

Le décret du 14 novembre 1881, qui a détaché de l'ancien ministère de l'agriculture et du commerce les services de l'agriculture, des haras et des forêts, a eu pour conséquence la dissolution du conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, qui avait été réorganisé en dernier lieu par décret du 1^{er} octobre 1879.

De tout temps, le Gouvernement a reconnu la nécessité de constituer auprès de lui un conseil chargé de l'éclairer sur les besoins du commerce et de l'industrie de la France; cette nécessité s'impose encore davantage aujourd'hui que les relations commerciales avec les pays étrangers ont pris un développement qui s'accroît chaque jour.

Dans cette situation, il m'a paru indispensable de pourvoir à la reconstitution d'un conseil supérieur qui prendrait le nom de conseil supérieur du commerce et de l'industrie, et j'ai l'honneur de soumettre à cet effet à votre signature deux projets de décret : le premier, relatif à l'organisation du conseil dont il s'agit, ne fait que reproduire les dispositions inscrites dans les actes antérieurs, et le second a pour objet de nommer les membres du nouveau conseil.

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

1^{er} Décret. — Art. 1^{er}. — Il est établi près du ministère du commerce un conseil supérieur du commerce et de l'industrie.

Ce conseil, placé sous la présidence du ministre, est composé de deux vice-présidents et de quarante-huit membres : il est divisé en deux sections, savoir :

1^o La section du commerce ;

2^o La section de l'industrie.

Chacune de ces sections comprend vingt-quatre membres choisis parmi les sénateurs, les députés, les présidents des principales chambres de commerce et les hommes notoirement les plus versés dans les matières commerciales, industrielles et financières.

Sont, en outre, membres de droit du conseil supérieur, avec voix délibérative :

Le directeur du commerce extérieur ;

Le directeur général des douanes ;

Le directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères ;

Le directeur des colonies.

Les membres de droit participent indistinctement aux travaux des deux sections, soit séparées, soit réunies.

Art. 2. — Les vice-présidents et les membres du conseil supérieur

sont nommés par le Président de la République, sur la proposition du ministre du commerce.

Art. 3. — Le conseil supérieur du commerce et de l'industrie se réunit sur la convocation du ministre du commerce ; il peut être appelé à donner son avis sur les projets de loi concernant le tarif des douanes, ainsi que sur les diverses mesures relatives à l'application dudit tarif ; sur les projets de traités de commerce et de navigation ; sur la législation commerciale des colonies et de l'Algérie ; sur le système des encouragements aux grandes pêches maritimes et à la marine marchande ; sur les questions de colonisation et d'émigration, et généralement sur toutes les affaires au sujet desquelles le Gouvernement juge à propos de le consulter.

Le conseil supérieur peut, s'il y a lieu, appeler dans son sein et entendre les personnes qu'il croira susceptibles de l'éclairer sur une question particulière et il peut même, le cas échéant et avec l'autorisation du ministre, procéder à des enquêtes.

Art. 4. — Tous les ministres ont entrée au conseil supérieur, et peuvent, à propos d'affaires spéciales, déléguer des commissaires avec voix consultative.

Art. 5. — Le décret qui nommera les vice-présidents et les membres du conseil supérieur désignera un secrétaire, qui sera attaché audit conseil avec voix consultative.

Art. 6. — Les dispositions des décrets et ordonnances antérieurs, relatives à la formation du conseil supérieur du commerce, sont et demeurent abrogées.

2^e Décret. — Art. 1^{er}. — Le conseil supérieur du commerce et de l'industrie, institué par décret de ce jour, sous la présidence du ministre du commerce, sera composé de la manière suivante :

Vice-présidents.

MM. Feray, sénateur ; de Freycinet, sénateur.

Membres de droit.

MM. Marie, directeur du commerce extérieur ; Girard (Paul), directeur du commerce intérieur ; Ambaud, conseiller d'État, directeur général des douanes ; Renaud, directeur général des contributions indirectes ; Clavery, directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères ; Dislère, directeur des colonies.

Membres nommés.

1^{re} SECTION. — SECTION DU COMMERCE.

MM. Magnin, sénateur ; Scheurer-Kestner, sénateur ; Berlet, député ; Félix Faure, député ; Laroze, député ; Bernard Lavergne, député ; Lebaudy, député ; Rouvier, député ; Amé, ancien directeur général des

douanes; André (Alfred), banquier; d'Eichthal, ancien banquier; Fould (Henri), exportateur; Girod, directeur du comptoir d'escompte; Léon (Alexandre), armateur; Vuillemin, président du comité des houillères du Nord et du Pas-de-Calais; le président de la chambre de commerce de Bordeaux; le président de la chambre de commerce de Calais; le président de la chambre de commerce du Havre; le président de la chambre de commerce de Marseille; le président de la chambre de commerce de Nancy; le président de la chambre de commerce de Nantes; le président de la chambre de commerce de Nice; le président de la chambre de commerce de Paris; le président de la chambre de commerce de Reims,

2^e SECTION. — SECTION DE L'INDUSTRIE.

MM. Chiris, sénateur; Claude, sénateur; Cordier, sénateur; Dauphinot, sénateur; Denis, sénateur; Gailly, sénateur; Pouyer-Quertier, sénateur; Girard (Alfred), député; Méline, député; Reymond, député; Trystram, député; Villain, député; d'Adelsward, maître de forges; Binachon, métallurgiste; Duplan, manufacturier; Seydoux (Charles), manufacturier; le président de la Chambre de commerce d'Amiens; le président de la chambre de commerce d'Elbeuf; le président de la chambre de commerce de Lille; le président de la chambre de commerce de Lyon; le président de la chambre de commerce de Roubaix; le président de la chambre de commerce de Saint-Etienne.

Art. 2. — M. Fréauff-Ozenne, chef de bureau à la direction du commerce extérieur, remplira les fonctions de secrétaire près le conseil supérieur.

17 octobre. — Compte rendu de la séance d'ouverture de la conférence chargée d'étudier la question des unités électriques. Discours du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du ministre des postes et des télégraphes.

— **Compte rendu de la séance d'ouverture de la conférence ayant pour objet la protection des câbles sous-marins.** Discours du président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. Kern, ministre de la Confédération suisse à Paris, et de M. Cochery, ministre des postes et des télégraphes.

18 octobre. — Rapport adressé au Président de la République, par le ministre de la marine et des colonies, relatif à la réorganisation de l'administration intérieure du Sénégal. — Décrets y annexés.

— **Rapport adressé au Président de la République, par le ministre des travaux publics, concernant la réorganisation de la direction des chemins de fer au ministère des travaux publics. — Décrets y annexés.**

22 octobre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le président du conseil des ministres, ministre des affaires étrangères, relatif à la suppression de la direction des fonds et du personnel au ministère des affaires étrangères. — Décret y annexé.

25 octobre. — **Avis** concernant l'exposition nationale des produits des mines, des arts métallurgiques, de la céramique, de la cristallerie et des eaux minérales de l'Espagne, qui s'ouvrira à Madrid le 1^{er} avril 1883, et durera jusqu'au 30 juin suivant.

27 octobre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies, relatif à la réorganisation du personnel de l'administration pénitentiaire aux colonies. — Décret y annexé.

28 octobre. — **Décret** accordant un entrepôt réel des douanes à la ville de Tours (Indre-et-Loire).

29 octobre. — **Décret** ayant pour objet de réglementer l'emploi de la dynamite :

Art. 1^{er}. — Toute personne qui voudra faire usage de dynamite ou de tout explosif à base de nitroglycérine devra, au préalable, adresser au préfet du département où se trouve le dépôt, une déclaration écrite, visée par le maire de sa commune ou, à Paris, par le commissaire de son quartier.

Art. 2. — L'intéressé indiquera dans cette déclaration :

- 1^o Ses nom, prénoms, domicile et profession ;
- 2^o La quantité de dynamite qu'il désire acheter ;
- 3^o L'usage qu'il se propose de faire de la dynamite, ainsi que le lieu précis où elle doit être employée et la date de cet emploi ;
- 4^o L'endroit où il la déposera jusqu'au moment de l'emploi ;
- 5^o La voie qui sera suivie pour le transport au dépôt provisoire, ainsi que le délai dans lequel ce transport sera effectué.

Art. 3. — Récépissé de cette déclaration sera notifié à l'intéressé. Avis en sera donné, sans délai, à l'ingénieur en chef des mines chargé du service des mines, ou à défaut, à l'ingénieur en chef du service ordinaire des ponts et chaussées du département.

Dans le cas où la dynamite devrait être transportée dans un département autre que celui où la déclaration aura été reçue, l'avis sera transmis au préfet de ce département.

Art. 4. — Les débitants autorisés ne délivreront de la dynamite, quelle que soit la quantité, que sur la production du récépissé de la déclaration à la préfecture. Ce récépissé sera visé par le débitant et renvoyé par lui, dans les vingt-quatre heures de la livraison, au préfet.

Art. 5. — La dynamite détenue par un particulier ne peut être conservée, en attendant son emploi, que pendant huit jours au plus, à dater

de sa réception, à moins d'une autorisation accordée dans les formes prévues par le décret du 24 août 1875 (art. 16).

Art. 6. — En cas d'autorisation, la dynamite sera emmagasinée dans un local fermé à clef. Les entrées et les sorties de dynamite seront inscrites sur un carnet. Les chiffres des entrées seront la reproduction exacte des acquits-à-caution.

Art. 7. — Les dépôts ne devront jamais contenir, en même temps que la dynamite, des poudres fulminantes, c'est-à-dire susceptibles de provoquer, par choc ou inflammation directe, une explosion.

Art. 8. — Le signataire de la déclaration prescrite par l'article 1^{er} ci-dessus, est tenu de rendre compte de l'emploi qu'il aura fait de la dynamite, huit jours au plus après la réception.

Le bulletin qu'il adressera à cet effet au préfet mentionnera la date et le lieu de l'emploi.

L'administration pourra toujours contrôler sur place les opérations.

Art. 9. — Les cartouches amorces seront, dans les chantiers où il est fait usage de dynamite, confiées à la garde d'un contre-maître qui ne les remettra aux ouvriers qu'au moment de l'emploi.

Art. 10. — Un exemplaire du présent décret sera remis à chaque déclarant, en même temps que le récépissé officiel de sa déclaration.

Art. 11. — Les personnes qui auront importé de la dynamite seront tenues, outre les formalités auxquelles elles sont actuellement soumises, de faire une déclaration au préfet du département lors de la réception, et de remplir toutes les obligations du présent décret.

Art. 12. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent, seront constatées par des procès-verbaux, déférées aux tribunaux compétents et punies des peines portées par l'article 8 de la loi du 8 mars 1875.

Art. 13. — Sera puni des mêmes peines tout individu porteur ou détenteur de dynamite en dehors des conditions prévues au présent décret.

Art. 14. — Dans la huitaine de la promulgation du présent décret, tout détenteur non débitant de dynamite ou de matières explosibles à base de nitroglycérine sera tenu d'en faire la déclaration au préfet du département de sa résidence, sous les peines indiquées à l'article 12.

Art. 15. — Les ministres de l'intérieur et des cultes, des finances, des travaux publics et du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur et des cultes, A. FALLIÈRES.

Le ministre des finances, P. TIRARD.

Le ministre des travaux publics, CH. HÉRISSON.

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

INAUGURATION DU MONUMENT ÉLEVÉ A LA MÉMOIRE DE JOSEPH GARNIER

L'inauguration du monument que les amis de la science économique ont élevé au maître qui l'a si bien servie a eu lieu au cimetière Montmartre, le dimanche 5 novembre à deux heures. La famille était représentée à la cérémonie par M^{lle} Jenny Garnier, M. Parizot et M. H. Maze, député; la Société d'économie politique, par son bureau et un grand nombre de ses membres.

Le monument dû à M. F. Barrias est d'une élégante simplicité; il se compose d'une pierre tombale en granit noir, surmontée d'une pyramide tronquée, portant un médaillon en bronze avec la figure de trois quarts. Au-dessous, cette inscription :

A JOSEPH GARNIER,
FONDATEUR ET SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE,
MEMBRE DE L'INSTITUT, SÉNATEUR,
NÉ A BEUIL, LE 3 OCTOBRE 1813,
MORT A PARIS, LE 25 SEPTEMBRE 1881,

Lorsque le voile qui couvrait le monument a été enlevé, M. LÉON SAY, président de la Société d'économie politique, a pris la parole d'une voix émue et prononcé l'allocution suivante :

Messieurs, — Il y a un an, un peu plus d'un an, un an et quelques semaines, nous étions réunis dans ce lieu. Nous conduisions à sa dernière demeure notre ami, notre confrère, notre maître, Joseph Garnier. Au moment où nous nous séparions, après lui avoir adressé nos adieux, après avoir rendu selon nos cœurs un hommage à sa mémoire, nous avons pensé qu'il était bon que ces adieux et cet hommage revêtissent une autre forme, et nous avons conçu l'idée de lui élever un tombeau.

Ce tombeau devait être modeste, comme l'avait été la vie de celui auquel nous voulions le consacrer, mais l'art pouvait donner à un monument très simple ce caractère de grandeur et de durée dont il sait revêtir les choses. Nous avons eu l'heureuse idée de nous adresser à M. Barrias, et cet artiste éminent, aidé de dessins, de photographies et de souvenirs, a pu achever ce beau médaillon que nous venons de découvrir et qui surmonte le tombeau de Garnier.

Vous êtes juges du succès des efforts de M. Barrias. Vous retrouvez dans son œuvre les traits de celui que nous avons perdu. On nous l'a rendu avec son regard profond et sa physionomie aimable. C'est bien lui comme nous l'avons connu et aimé. Nous en remercions M. Barrias.

C'est que son souvenir ne s'affaiblit pas chez nous ; cette année, comme l'année dernière, comme l'année prochaine, comme les années suivantes, il est et sera toujours présent à notre cœur et à notre mémoire.

Il a joué un rôle personnel si considérable dans le monde de ceux qui, comme nous, aiment et cultivent les sciences économiques, que l'on ne peut penser à la science sans penser à lui.

Il a fait une quantité innombrable d'élèves. Il trouvait que a meilleure qualité pour un homme jeune et actif était d'aimer les questions économiques. Il lui suffisait qu'on les aimât pour commencer, et il passait bien des choses à ceux qui avaient l'amour de l'économie politique dans le cœur. Il leur passait au besoin de ne pas la savoir, sûr qu'ils apprendraient avec facilité à la connaître, puisqu'ils avaient le sentiment de sa valeur. C'est ainsi qu'il attirait à lui toutes les bonnes volontés et qu'il préparait des élèves pour les leçons qu'il donnait si bien, comme pour les leçons que donnaient les autres.

Ce n'est pas le moment de refaire son histoire, de redire ici ce qui a été si bien dit par tant d'autres, notamment par M. de Molinari dans la notice publiée par le *Journal des Economistes*; mais ce que je ne puis m'empêcher d'ajouter, c'est que le sentiment de la perte de Garnier est d'autant plus vif au moment où je parle, que nous sentons qu'il nous manque et qu'il va nous manquer dans des luttes prochaines qu'il nous est aisé de prévoir.

Les doctrines économiques sont très battues en brèche; il y a comme un vent qui souffle contre l'économie politique dans le monde, et nous serons certainement obligés, d'ici à peu de temps, de combattre vigoureusement pour nos idées. Nous savons à quel point Garnier nous aurait été utile pour organiser ce combat. Il a pris part, autrefois, à des luttes analogues à celles auxquelles on peut s'attendre; il nous aurait conseillés, il nous aurait guidés.

Aussi avons-nous toujours son souvenir gravé dans le fond de notre pensée comme dans le fond de notre cœur, et pouvons-nous dire autour de cette tombe fermée déjà depuis plus d'une année, que nous sommes ce que nous étions il y a un an, à jamais dévoués à sa mémoire, et reconnaissants des services rendus.

Après ce discours qui exprimait en des termes si simples et si tou-

chants l'émotion dont les cœurs étaient remplis, les assistants ont adressé leurs félicitations à M. Barrias, qui a réussi à reproduire avec une vérité saisissante la physionomie expressive de l'homme excellent et du savant dévoué que nous regrettons. Peut-être cette physionomie, telle qu'elle est sortie du ciseau de l'éminent sculpteur, est-elle un peu sévère. Les traits dominants du caractère de Joseph Garnier étaient la bienveillance et la gaieté, et c'est avec un sourire empreint d'une bonhomie spirituelle qu'il restera dans le souvenir de ses amis.

G. DE M.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 6 NOVEMBRE 1882.

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA SOCIÉTÉ.

La séance était présidée par M. Léon Say, sénateur, président de la Société.

A cette réunion, très nombreuse, assistaient, à titre d'invités, MM. E. Barrias, artiste sculpteur, auteur du médaillon exécuté pour le tombeau de Joseph Garnier, inauguré la veille au cimetière Montmartre; Moret y Prendergast, ancien ministre, député aux Cortès, à Madrid; Parizot, gendre de Joseph Garnier; Gustave Roy, président de la Chambre de commerce de Paris; de Marcoartu, député aux Cortès, etc., etc.

M. Léon Say, président, prend la parole pour rappeler le caractère exceptionnel de la présente séance.

Nous célébrons aujourd'hui, dit M. Léon Say, le quarantième anniversaire de la fondation de la Société d'économie politique.

Vous savez que nous n'avons pas de règlements; nous n'avons que des usages, des précédents, comme le Parlement d'Angleterre. Un de ces usages est de ne pas arrêter d'ordre du jour à l'avance et de choisir, au moment même de discuter, la question dont nous voulons nous occuper. Il vous a paru qu'on pouvait aujourd'hui déroger à cet usage en l'honneur de notre anniversaire, et vous avez décidé dans votre dernière réunion que la Société se mettrait elle-même aujourd'hui à son ordre du jour, qu'elle ne s'entretiendrait que d'elle-même, qu'elle se reporterait à son passé, qu'elle rappellerait à son propre souvenir ce qu'elle avait pu faire de bon et qu'elle chercherait dans son histoire le secret de son avenir.

Nous n'entendrons pas aujourd'hui les communications ordinaires et nous ajournerons même à la prochaine séance l'appréciation des services que nous a rendus Jacques Valserres, que nous venons de perdre, et qui laisse un vide si profondément senti parmi nous.

Je donnerai la parole à notre secrétaire perpétuel qui nous retracera les époques et ce que nous appelons les événements de notre histoire. M. d'Esterno devait chercher dans ses souvenirs les incidents de la formation de la première Société d'économie politique qu'il avait fondée avec Rossi. Il a craint de n'avoir pas la force de se faire entendre et il a remis à M. F. Passy son discours pour nous en donner lecture. M. Passy voudra bien y ajouter quelques réflexions.

M. Levasseur nous dira ensuite comment l'enseignement de l'économie politique a pris peu à peu possession d'un grand nombre de chaires, au Conservatoire des arts et métiers, au Collège de France, dans les facultés et ailleurs. Enfin, M. Moret y Prendergast, l'éminent économiste et homme d'État espagnol, que nous avons l'honneur d'avoir au milieu de nous, voudra bien nous parler du progrès des idées économiques dans son pays natal.

Quarante années forment une longue période de temps, non seulement pour les hommes, mais encore pour les institutions. Nous avons vu naître des gouvernements nouveaux, et ce qui avait été organisé dans l'idée de durer a disparu de la scène du monde, tandis que nous avons continué de mener notre existence paisible en cultivant la science qui nous est chère.

Nous avons reçu peu de faveurs des gouvernements qui se sont succédé, nous leur avons paru indifférents et même dangereux ; ils ont passé et nous avons vécu.

Nous sommes nés sous le Gouvernement de Juillet. Il n'y avait dans ce gouvernement, ni dans les principes, ni dans les personnes, rien qui fût en contradiction avec l'objet de nos études. L'école libérale qui l'avait fondé avait même des liens étroits avec nous et le Gouvernement de Juillet avait, au moment où il avait pris naissance, donné une preuve de sa bonne volonté pour la science, en rétablissant l'Académie des sciences morales et politiques et en rappelant l'économie politique à l'Institut. L'Empire avait détruit notre Académie, la Restauration n'avait pas voulu la rétablir ; c'est le Gouvernement de Juillet qui l'a fait revivre. Cependant nous avons été constamment obligés de lutter contre lui. Notre recrutement, d'ailleurs, se faisait plutôt parmi les rédacteurs du *National* et les amis de Lafayette qui s'étaient brouillés de très bonne heure avec le roi, que parmi les conservateurs des dernières années. Nous étions cependant fidèles à une des conditions essentielles de notre fondation ; nous ne

Et, en face, mon père, qui s'est levé pour porter la santé de Cobden, au milieu de notre émotion et de notre enthousiasme. Quelle soirée ! le duc d'Harcourt, Dunoyer, Renouard, tout ce que nous avons compté de grands esprits et de grands cœurs, étaient là. C'était l'économie politique tout entière attachée aux lèvres de nos deux apôtres.

Aussi avec quelle ardeur nous sommes-nous lancés, à partir de ce moment, dans le mouvement de la réforme des tarifs. De tous les côtés on se réunissait ; à Marseille, à Bordeaux, à Lyon et à chacune de nos séances, nous nous racontions les uns aux autres les efforts de nos amis, leurs succès et leur espoir.

Les élections venaient d'envoyer à la Chambre des députés Adolphe Blanqui, Louis Reybaud, Léon Faucher. C'était Bordeaux qui avait nommé Blanqui, Marseille qui avait nommé Reybaud et Reims, la ville manufacturière libérale, qui avait nommé Faucher.

Le gouvernement était stupéfait et agité de nos succès. Je me rappelle que, dans les dernières années de sa vie, M. Renouard m'a parlé d'une conversation qu'il avait eue, à cette époque, avec M. Guizot. Vous donnez un signe d'assentiment, Monsieur Levasseur, M. Renouard vous l'a également rapportée. M. Renouard avait insisté auprès de M. Guizot pour qu'il étendît son action gouvernementale en faisant un pas de notre côté. Il lui avait montré combien il élargirait sa base en donnant satisfaction à des idées qui n'avaient rien de contraire à ses principes politiques, et que nous défendions avec tant d'éclat. M. Guizot était ébranlé. M. Renouard se flattait d'avoir fait sur lui une impression réelle. Peut-être est-il permis de croire que cet entretien n'a pas été étranger à la présentation d'un projet de loi déposé quelque jours plus tard à la Chambre des pairs par M. de Salvandy, et par lequel on créait des chaires d'économie politique dans toutes les facultés de droit de France. M. Renouard a été membre de la Commission à laquelle ce projet de loi a été renvoyé ; mais les événements de février ont emporté, avec bien d'autres choses, cette loi libérale et les hommes qui en avaient pris l'initiative.

Le gouvernement de la République de 1848 nous a été franchement hostile. Il supprime la chaire d'économie politique au Collège de France. Notre Société s'en émeut, elle marche sur l'Hôtel-de-Ville, et porte une adresse à Lamartine. La députation comptait dans ses rangs Léon Faucher, de Tracy, Horace Say, Dussard, Garnier, Renouard, Molinari. Lamartine répand sur nos amis des flots d'éloquence. Il leur dit que le pouvoir ne veut mettre le pied sur aucun germe de vérité pour l'écraser, et il les renvoie à peu

d'économie politique. Travailleur consciencieux, esprit droit et logique, Daire a laissé des preuves de son savoir et des traces de ses recherches dans les notes et notices qui accompagnent certains volumes de la belle *Collection des principaux économistes* de Guillaumin, particulièrement les *Economistes financiers du XVIII^e siècle* et les *Physiocrates*. L'introduction de ce dernier recueil lui valut même, *in extremis*, un prix de l'Institut de 1,500 fr. Des malheurs intimes l'éprouvèrent au point d'attaquer sa santé. « Je vous dérange bien souvent, disait-il mélancoliquement à ses collègues qui l'accompagnaient, pour la seconde fois, au champ de repos, l'un de ses enfants. » Lui-même succomba peu après et son nom, avec celui de Théodore Fix, ouvrit la liste nécrologique de la Société.

Ce fut ensuite GUILLAUMIN, mort au champ d'honneur, des fatigues causées par la publication de son *Dictionnaire du Commerce et de la Navigation*, œuvre capitale qui, malheureusement et par nature, vieillit rapidement. Dès vingt ans, cet ami de Béranger entra dans la librairie, mais, jusqu'en 1833, il consacra particulièrement son activité à la politique militante, en carbonaro qu'il était. L'audition du cours de Blanqui, où il dut coudoyer M. Blaise (des Vosges) et Garnier, mais sans se douter encore des liens intellectuels qui l'attacheraient un jour à eux, lui révéla sa voie. Sans devenir un savant dans toute l'acception du mot, il comprit l'avenir de ces idées, que tant d'hommes, même de talent, méconnaissent encore, et il débuta par le *Dictionnaire du Commerce et des Marchandises*, qui, d'abord, quasi-traduction du dictionnaire de MacCulloch, ne tarda pas à devenir une œuvre *suï generis*, par l'accession de collaborateurs spéciaux, parmi lesquels nous remarquons, avec M. Blaise (des Vosges), Blanqui, Dussard, Fix, Garnier, Legentil et Horace Say. C'est ce même monument qui, refondu de fond en comble, abrégea ses jours. Cette œuvre fut donc l'A et l'Ω de sa vie économique ; mais que d'éditions d'œuvres anciennes ou nouvelles dans cet intervalle de trente années (1835-1864). Créateur du *Journal des Economistes* (15 décembre 1841), éditeur de la *Collection des principaux Economistes*, du *Dictionnaire de l'Economie politique*, des *Economistes et Publicistes contemporains*, de la *Bibliothèque des Sciences morales et politiques*, de l'*Annuaire de l'Economie politique et de la Statistique*, pour ne citer que les œuvres collectives les plus importantes, il imprima, par son goût judicieux, son tact à découvrir le vrai talent, son courage contre l'indifférence première du public, même lettré, il imprima, disons-nous, à l'étude et aux applications de l'économie politique une impulsion que sa mort n'a pas ralentie, grâce aux qualités administratives dont ses

filles ont soigneusement gardé l'héritage. Guillaumin avait 41 ans à l'époque dont nous célébrons l'anniversaire.

Ce fut ensuite GARNIER, « le jeune Garnier », épithète que son feu, son esprit, sa gaieté, lui ont conservée, en dépit des années, jusqu'à sa mort. Il avait à peine 30 ans. Figurez-vous, ceux d'entre vous qui ne l'ont connu que dans les dix dernières années de sa vie, ce qu'il devait être à cet âge. Il fut, en politique, l'élève et le collaborateur d'Armand Carrel; c'est dire qu'il débuta par être républicain et même républicain assez chaud, puisqu'il était de ceux contre qui le général Lobau faisait pointer, sur la place Vendôme, ... des pompes à incendie, et il fallait voir avec quels accents comiques Garnier racontait l'indignation profonde, devant cette conduite du gouvernement de 1830, éprouvée par tous ces jeunes écervelés, au nombre desquels il se comptait, préparés à recevoir le baptême du feu. Qui sait? c'est peut-être à ce procédé, si plein d'humanité, du brave général de l'Empire que nous devons la vie et les opinions du futur champion de la paix et de la prédominance finale de la force morale sur les arguments brutaux. Garnier resta républicain toute sa vie, mais, avec le temps, la politique perdit à ses yeux de son importance relative. Devenu, en économie politique, élève, puis beau-frère et second d'Adolphe Blanqui à l'École supérieure de commerce, il débuta de bonne heure dans la science qu'il devait illustrer par une savante et persévérante vulgarisation. Avec M. Blaise (des Vosges), son aîné de deux ans, il suivit le cours qu'Adolphe Blanqui faisait au Conservatoire des arts et métiers depuis la mort de J.-B. Say, et, ne se contentant pas d'écouter ces leçons éloquentes (je vous en parle en témoin auriculaire), ces deux amis voulurent prouver leur reconnaissance envers ce maître, toujours de conviction si désintéressée et si communicative, en publiant ses leçons recueillies et annotées par eux (1837-1839). De disciple devenant maître, Garnier professa d'abord à l'École Blanqui, ensuite à l'Athénée, association scientifique alors fort en vogue, puis enfin à l'École des Ponts et Chaussées où il fonda la chaire d'économie politique qu'il occupa pendant trente-cinq années. De là à faire son *Traité d'économie politique*, œuvre magistrale s'il en fut, sans cesse complétée et étendue, il n'y a qu'un pas. Il le franchit en 1845. Il ne s'en tint pas là : devenu, après Ad. Blanqui et Hipp. Dussard, rédacteur en chef du *Journal des Economistes*, situation que, sauf un interrègne rempli par M. Henri Baudrillart, il occupa jusqu'à sa mort, il contribua encore par de nombreuses publications, telles que le *Principe de population* et le *Traité de finances*, à répandre et à faire aimer la science qui nous relie tous ici.

d'*Observations sur l'état des classes ouvrières*, que l'on trouve encore du profit à lire de nos jours ; le savant Charles Dunoyer, l'une des plus nobles figures qui aient fait partie de notre Société, auteur de la *Liberté du travail* et qui, avec J.-B. Say, Storch et Joseph Garnier, a introduit le travail immatériel dans le domaine de l'économie politique, le comte d'Esterno dont la présence, à mon grand regret pour cette cause, m'empêche de faire l'éloge ; Michel Chevalier, l'auteur principal, avec Cobden, du traité de 1860, plume aussi élégante que savante et qui, dans les colonnes du *Journal des Débats*, a mis sa science au service de la cause de la liberté économique, soit en combattant le socialisme en 1848 dans ses *Lettres sur l'organisation du travail*, soit plus tard en attaquant le protectionnisme dans maints articles, comme dans son ouvrage *Examen du système protecteur* ; Hippolyte Passy, si hautement compétent en matières financières, sans parler de sa science économique devant laquelle nous nous inclinons tous ; puis, — pour ne citer que les plus élevés, — Anisson-Dupéron, une des colonnes de la liberté commerciale ; Rossi, un maître dans toutes les sciences morales et politiques ; Adolphe Blanqui, dont l'*Histoire de l'Economie politique* fait encore les délices de tous ceux qui la lisent.

Mais, arrêtons-nous : la Société va subir une transformation que l'on ne peut passer sous silence, ou plutôt elle va devenir Société, avoir conscience de son but, entrevoir son avenir, réclamer ostensiblement sa place dans le mouvement des idées économiques en France.

En 1845, elle élit un bureau. — Eh quoi ! elle n'en avait donc pas eu jusqu'alors ? — Non, elle n'avait que des présidents de fait, résultant de l'initiative de chaque séance, généralement Rossi, pour diriger les conversations qui suivaient ses agapes fraternelles.

Désormais elle aura deux présidents (la politique absorbant Rossi, ce furent Dunoyer et Hippolyte Passy), deux vice-présidents (Horace Say et Charles Renouard), un secrétaire, qui deviendra perpétuel en 1849 (Joseph Garnier), enfin un questeur (Guillaumin). Des dispositions réglementaires vont se formuler, fondées sur les usages suivis par la Société, c'est-à-dire résultant, non du caprice d'un bureau, mais de la nature même des choses. D'ailleurs, la Société sent trop bien que son but, c'est la science, et que plus on la débarrassera des soins administratifs, plus on favorisera son essor, pour ne pas laisser au bureau des pouvoirs dont il n'a aucun intérêt à mésuser.

Le nombre des membres est encore restreint ; à ceux déjà nommés, joignons, pour compléter l'aspect de la Société dans ces temps héroïques, ceux d'Alcide Fonteyraud, que le choléra enleva jeune

des Bouches-du-Rhône, dont la vivacité ne permet pas de deviner l'âge.

La Société va devenir plus nombreuse et forcément plus formaliste, mais en même temps plus expansive. Dès 1848, elle atteste son existence extérieurement utile. Le Gouvernement provisoire, sur le rapport d'un penseur de premier ordre sans doute, mais bien mal inspiré cette fois, de Jean Reynaud, supprime la chaire d'économie politique du Collège de France fondée en 1831 et successivement occupée par J.-B. Say, Rossi, puis Michel Chevalier. La Société d'économie politique, sans s'inspirer de sentiments politiques quelconques (ce serait sortir de son domaine), proteste, par l'organe de son bureau, contre cet acte regrettable et hostile au progrès, mais heureusement bientôt réparé.

Là ne s'arrêtera pas la limite des devoirs que la science et le talent imposent aux principaux membres de notre société. Les doctrines communistes, ou tout au moins socialistes, de la fameuse Commission dite des travailleurs au palais du Luxembourg, sont battues en brèche, verbalement ou de la plume, par Michel Chevalier, L. Wolowski, Joseph Garnier, MM. de Molinari, Du Puynode et bien d'autres qu'il deviendrait trop long de nommer ici. C'est à cette circonstance que nous devons les admirables *Harmonies économiques* de Bastiat, monument malheureusement inachevé et dont ce penseur eût probablement corrigé quelques pages si la mort ne l'eût enlevé dans toute la vigueur de l'âge en 1850.

L'objet des discussions de la Société commence à transpirer au dehors. Le *Journal des Economistes* y consacre de temps en temps dans sa Chronique un court, mais substantiel entre-filet. C'est ainsi que nous savons que sir Rowland Hill, l'auteur de la réforme postale en Angleterre, fut un soir son hôte. C'est la première invitation d'illustration étrangère dont nous ayons trouvé trace. A partir de 1848, cette vie active mêlée aux événements du jour et aux hommes distingués par leur mérite ou puissants par leur action se développera de plus en plus. A la fin de 1848, elle charge son bureau d'écrire une lettre de condoléance, à la veuve de l'infortuné Rossi, assassiné à Rome sur les marches d'une chambre législative qui n'interrompt pas sa séance pour si peu, par un misérable que l'administration romaine de l'époque ne recherche pas.

La mort des hommes illustres sous le rapport économique commence à être de la part de la Société l'objet de regrets exprimés dans la séance la plus rapprochée. C'est ainsi que, le 10 juillet 1850, Charles Renouard fait une sorte d'éloge funèbre de Robert Peel. Nous croyons que c'est la première fois, sauf pour Rossi, que cet usage fut mis en pratique.

Les séances vont devenir, surtout pour ceux des lecteurs du *Journal des économistes* qui ne sont pas membres de la Société, de plus en plus intéressantes ; les questions seront discutées avec une chaleur qui attestera la profondeur avec laquelle chacun les abordera. Les conséquences économiques de l'abolition de l'esclavage en 1848 occuperont deux séances. La rente du sol est, à maintes reprises, choisie pour l'objet de la discussion, sans lasser les orateurs ni les auditeurs. Des ouvrages sur ce sujet, un prix décerné par l'Institut (Auguste Boutron en fut le lauréat), attesteront l'importance que le public économiste attache à la solution de cette belle question.

Sur le crédit foncier (tant le régime général que l'institution spéciale) l'on voit s'engager une lutte souvent renouvelée, parfois durant plusieurs mois de suite, lutte où Louis Wolowski, le vulgarisateur du régime en France, défend l'institution avec l'affection d'un père et la conviction d'un économiste.

La question de la population est également l'objet d'un tournoi où les champions se succèdent sans fatiguer l'attention des assistants. Ch. Dunoyer, le président, un des plus ardents dans la lutte, meurt entre deux séances. Garnier ramasse ses armes et prend sa place.

Disons que dans l'intervalle (en 1858) le bureau s'était accru de deux vice-présidents (Michel Chevalier et Louis Wolowski), et qu'en 1861, le décès d'Horace Say amène pour remplir la place vacante de vice-président, la nomination de Léonce de Lavergne, l'auteur des savants ouvrages que chacun connaît sur l'économie agricole, c'est-à-dire l'économie politique dans ses rapports avec l'agriculture.

Quijano, dont naguère nous annoncions le décès, rappelant les traits principaux de ce beau caractère, soit dans sa carrière politique, soit dans sa vie économique et commerciale, avait été adjoint, en 1855, au questeur Guillaumin avec le titre de trésorier. M. Léon Say le remplacera, en 1863, dans ces modestes fonctions, toutes de dévouement.

Enfin, en cette même année 1863, Joseph Garnier, sans cesser d'être secrétaire perpétuel, prit rang de vice-président, lui cinquième. C'est ce qui explique comment, chaque décès dans le bureau faisant monter d'un rang tous les membres de nomination postérieure au décédé, Joseph Garnier sera un jour à la fois président et secrétaire perpétuel de la Société. Mais il remplira toujours de préférence ces dernières fonctions.

La réputation de la Société s'étend au dehors ; des créations similaires ont lieu de divers côtés : à Lyon, à Bordeaux, à Saint-

Etienne, ainsi qu'à Amsterdam, Berlin, Bruxelles, Buda-Pest, Cadix, Florence, Londres, Madrid, Milan, Palerme, Rome, Saint-Pétersbourg, Turin et Vienne, se fondent des Sociétés d'économie politique calquées, plus ou moins heureusement, comme organisation, sur celle de Paris.

On suit au dehors ses discussions qui, à partir d'octobre 1850, occupent dans le *Journal des Economistes* une place spéciale qui se développera au point que, si l'on réimprimait les comptes rendus de Garnier, on en formerait la matière, comme étendue, de trois années (36 numéros) de ce recueil. Rien d'intéressant, d'ailleurs, rien même de passionnant, comme la lecture de ces procès-verbaux forcément écourtés cependant.

C'est que, à cette époque, la Société, sans dédaigner les applications, consacrait bon nombre de ses séances aux questions de principes. De même que dans les arts plastiques, l'étude du nu est recommandée par les maîtres, le genre, s'il absorbe tous les instants du monde artiste, aboutissant à une décadence inévitable, de même, dans les sciences morales et politiques et particulièrement en économie politique, l'étude des principes est indispensable, si l'on veut se tenir toujours à une hauteur qui domine les faits, tout en faisant de ces derniers la base nécessaire de l'édifice scientifique. L'économie politique est une science d'analyse et de synthèse à la fois. C'est en faisant une part équitable à chacun de ces deux éléments que les intelligences dirigeant la Société à cette époque ont donné à ses discussions un attrait, un imprévu qui ont été des plus favorables à l'établissement de son autorité scientifique.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si elle fut consultée même par des étrangers. Une fois, le syndic d'une ville d'Italie, personnage considérable, ancien ministre, avait, lui et son conseil municipal, toutes les peines du monde à résister à l'opinion publique qui voulait établir un prix de vente officiel pour la viande ou le pain je ne sais plus lequel des deux articles. A bout d'arguments, il imagine de consulter notre société. Il lui envoie un télégramme, sachant la proximité du jour de sa réunion. Quoique ne votant pas, le bureau, autorisé par la réunion, put affirmer que l'intervention de l'administration supérieure dans les prix de vente des denrées de toute sorte n'avait pas trouvé d'adhérents, et qu'au contraire des orateurs favorablement écoutés par les membres présents avaient pu développer les heureux bienfaits de la liberté.

Avant de finir, retournons en arrière et disons quelques mots de ceux de nos collègues que nous avons perdus, et qui ont, à divers titres, motivé, scientifiquement, nos regrets les plus vifs.

Et d'abord Charles Coquelin, mort en 1852, que Guillaumin

ancien maire du V^e arrondissement de Paris, et Pellat, doyen de la Faculté de droit de la capitale.

La perte de Guillaumin lui donne en 1865 pour successeur, mais non pour remplaçant, celui que vous écoutez en ce moment si favorablement.

En 1871, le titre de trésorier, que d'importantes fonctions gouvernementales ne permettent plus à M. Léon Say de remplir, est dévolu au questeur avec mission d'en remplir les devoirs.

En 1872, MM. Léon Say et Édouard Laboulaye, actuellement premier et deuxième présidents, et Hervé de Kergorlay, sont nommés vice-présidents en remplacement de Pellat, décédé.

En 1877, les vides résultant des décès de Vée, Hervé de Kergorlay et L. Wolowski, donnent lieu à la promotion au rang de vice-président de MM. Frédéric Passy, de Parieu père et comte d'Esterno.

En 1881, Ch. Renouard, Michel Chevalier, Hipp. Passy et Léonce de Lavergne, tous quatre décédés, sont remplacés par MM. Clément Juglar, Gustave de Molinari, Émile Levasseur et André Cochut. A cette même séance, le titre de vice-président honoraire est conféré à l'un des fondateurs de notre Société, le savant M. Ad. Blaise (des Vosges).

Enfin la mort de Joseph Garnier, il y a un an, donne lieu à la promotion du questeur-trésorier au poste, si flatteur pour lui, de secrétaire perpétuel, pendant que notre excellent et modeste collègue M. Ch. Letort, prenait en main, sur votre vote, les fonctions de questeur-trésorier.

Et c'est ainsi que, d'accord avec les principes professés par la plupart de ses membres passés et présents, sans aide ni contrôle de l'administration supérieure, sans forme officielle, sans statuts, sans autre lien que l'amour désintéressé de la science économique, sans aucun engagement autre que de suivre les indications de son bon sens et d'obéir aux enseignements de l'expérience, c'est ainsi que la Société a pu naître, se développer, grandir en force et en autorité, pratiquant dans son propre ménage la devise de la science qu'elle a pour objet : LAISSEZ FAIRE, LAISSEZ PASSER.

M. Courtois a retracé l'histoire de la Société d'économie politique telle que la connaît aujourd'hui la plus grande majorité de ses membres. M. le comte d'Esterno a recherché dans ses souvenirs l'historique des premiers débuts de la Société primitive d'économie politique fondée par lui et quelques-uns de ses amis, en 1842. M. Frédéric Passy, au nom de l'auteur, présent à la séance, mais

à qui l'état de sa santé interdit toute fatigue, donne lecture de cet historique, que voici :

Messieurs, nous fêtons le quarantième anniversaire de la fondation de notre Société.

Le 6 avril 1842, jour de la séance d'ouverture de la première Société d'économie politique sous la présidence du comte Rossi, elle était moins puissante et moins nombreuse qu'aujourd'hui.

Voici, par ordre alphabétique, les douze noms qu'il avait été possible de faire accepter par la jalousie des bureaux d'alors :

MM. Anisson-Dupéron, Blanqui, de Champeaux (Edouard), Dunoyer, Dussard, D'Esterno, Faucher (Léon), Pavée de Vandœuvre, Reybaud, Rossi, Say, Wolowski.

Plusieurs autres, et des plus méritants, avaient été laissés en dehors. Ce n'était pas par oubli ou par défaut d'estime; mais une ombrageuse susceptibilité s'attachait alors dans les sphères gouvernementales à tout ce qui touchait à l'économie politique.

Nous réunir sans autorisation, il n'y fallait pas songer : les noms proposés étaient passés au crible; et, indépendamment de la qualité, la quantité seule devenait une objection; il fallut nous restreindre sous peine de ne pas exister; nous espérions bien nous recruter ensuite.

Cette autorisation, obtenue en février 1842, fraya la voie et mit fin aux résistances de la Préfecture de police.

Ces douze noms, c'étaient, dans la pensée des fondateurs, les douze apôtres chargés d'évangéliser la Gaule moderne. Plus heureux que leurs prédécesseurs, il ne rencontrèrent pas de renégat parmi eux. Ils eurent, en outre, la satisfaction de voir, avant la fin de l'année, leur exemple suivi et une Société nouvelle constituée.

Donnons un regret au souvenir de ceux qui ne sont plus. En les perdant, nous avons perdu des amis, l'humanité a perdu des protecteurs, la science a perdu des maîtres. Mais, avant de disparaître, ils ont laissé leur trace dans la voie du progrès et de la civilisation.

En voyant ce qu'est devenue, depuis quarante ans, la Société d'économie politique, ne sommes-nous pas en droit de répéter ce que les premiers chrétiens disaient aux empereurs romains : « Nous sommes nés d'hier; et déjà nous remplissons vos assemblées, vos palais et vos conseils » ?

Dans le siècle dernier, l'économie politique avait déjà des adhérents en France, mais sans union et d'opinions divisées.

On l'avait vue apparaître un jour au pouvoir, pour en disparaître

Messieurs, nous avons été les précurseurs de cette génération nouvelle. Le bonheur de la France future sera, en partie, notre ouvrage.

Conservons nos convictions précieuses, qui sont le résumé de la vérité absolue, et demeurons toujours unis !

A ces souvenirs, exprimés sous une forme si vivante et si littéraire, M. Frédéric Passy, en son propre nom, ajoute quelques paroles rappelant certains traits curieux du passé de la Société :

Messieurs, dit M. Frédéric Passy, après ce que j'ai eu le plaisir d'entendre, et après ce que je viens d'avoir le plaisir de lire, j'hésiterais, en vérité, malgré l'obéissance due aux gracieuses injonctions de notre président, à prendre la parole pour mon compte, si je n'avais cru saisir, entre les deux intéressants historiques que vous avez si justement applaudis, quelques légères divergences dont peut-être vous cherchez l'explication. Elle est bien simple. C'est la marque de notre antiquité. Quarante ans, comme le disait tout à l'heure M. Léon Say, c'est un long âge pour une société, *grande ævi spatium* ; et les souvenirs, quand ils n'ont pas été consignés dans des documents certains, commencent à devenir moins précis. Quelques nuages, vous le savez, couvrent d'ordinaire la naissance lointaine des fleuves et celle des empires. Nous ne sommes pas un empire, bien que nous soyons une puissance, surtout lorsque nous avons à notre tête un homme comme celui qui y est ce soir ; mais nous sommes un fleuve, un grand fleuve, couvrant de ses eaux, je veux dire de ses idées et de son influence, une surface déjà considérable, et aspirant, comme le Nil, à porter partout le bienfait de ses flots féconds. Nous sommes sortis, nous aussi, de sources modestes, et de sources diverses. Il y a eu, d'un côté, ceux qu'on a appelés alors « *les grands économistes* ». Grands en effet, M. d'Esterno vous en a donné les noms. Et il vous a dit aussi pourquoi ils étaient à l'état de cénacle, et quelles étroites et ombrageuses susceptibilités les contraignaient à se montrer exclusifs. Et il y a eu, d'autre part, « *les petits économistes* ». Petits alors ; mais petits poissons deviennent grands, lorsqu'ils sont de bonne espèce, et ceux-ci en étaient. Peu nombreux également, encore moins nombreux : M. Courtois dit cinq ; M. A. Blaise, dans une lettre que j'ai là, dit huit, et il en nomme sept. J'imagine que le huitième pouvait bien être Pierre Clément, qui ne figure pas sur sa liste, et qui est sur celle de Courtois. N'aspirant pas à former une société, d'ailleurs ; ils n'en avaient pas le droit, et il s'en trouvait parmi eux, on vient de vous le dire, comme le farouche Garnier, à qui la police n'aurait pas passé l'apparence

d'une contravention. Mais se plaisant à dîner ensemble une fois par mois, c'était permis ; modestement, très modestement, et sans autre prétention que de se retrouver et de causer, en hommes intelligents qu'ils étaient, de choses sérieuses, en bonne amitié et en bonne humeur.

A quelle époque au juste ? Et à qui l'honneur de la priorité ? M. Blaise, sans se piquer de donner une date certaine, me dit *vers* 1839 ou 1840. Courtois vient de nous donner la date de 1842. Et c'est de 1842 également, du 1^{er} février, qu'est un procès-verbal que j'ai là, dressé par le *jeune* secrétaire d'Esterno, d'une réunion des grands économistes, alors encore confinés dans leur grandeur. Ce procès-verbal, soit dit en passant, est assez curieux. On y voit que le sujet en discussion ce jour-là était l'octroi sur la viande ; et que déjà les opinions différaient parmi nos prédécesseurs au sujet de ce genre d'impôt. Léon Faucher trouvait que la limite était atteinte du côté des charges directes, et Horace Say constatait que le produit total des octrois de Paris était de 30 millions, — 30 millions, quelle misère aujourd'hui ! — dont moitié seulement, disait-il, étaient effectivement perçus après prélèvement de tous les frais.

Ce qui est certain, et c'est là ce qui nous importe, c'est qu'entre les petits et les grands économistes la glace, si tant est qu'il y ait jamais eu glace, ne tarda pas à se fondre ; que d'un groupe à l'autre des relations s'établirent par l'intermédiaire de ceux qui, comme Wolowski, avaient assez d'appétit, de bienveillance et de paroles à dépenser pour dîner et causer d'un camp dans l'autre et qu'en 1842, sur ce point tous les témoignages sont d'accord, la fusion s'opéra sous les auspices de M. Horace Say, et la Société d'économie politique fut constituée dans son unité. Ouvriers de la première heure ou de la seconde, débutants obscurs encore ou maîtres déjà en possession de la considération et de l'autorité, tous ceux qui ont contribué à cette fondation ont droit à être honorés en ce jour. Ce furent de braves cœurs et de bons esprits, que travaillaient à la fois le souci de la vérité et celui de la justice. Ils ont bien mérité de l'humanité et ils ont fondé une grande chose, plus grande, comme il arrive à ceux qui sont au-dessus des visées personnelles et égoïstes, que ce qu'ils auraient osé rêver.

Et quelle histoire, en effet, continue M. F. Passy, quelle histoire, si nous pouvions ici la restituer en entier, que celle de notre modeste Société d'économie politique ! Quels noms, à côté de ceux qui ont été déjà cités, nous aurions à relever encore dans ses annuaires ! Que d'hommes éminents dans tous les genres, tantôt de

tion d'ordre économique était débattue dans le public, ou agitée dans la presse, avec quel délai, quelle incompétence, quelle ignorance des notions les plus fondamentales ou de la valeur même des termes plus élémentaires n'était-elle pas abordée ? Aujourd'hui, certes, bien des erreurs circulent encore, et l'on nous combat souvent : on ne nous ignore plus. On a recours, fût-ce pour les attaquer, aux écrits des maîtres : on affecte de citer les auteurs ; et bien les journaux, répétant plus ou moins fidèlement l'écho de nos réunions qu'ils recueillent de la bouche de nos amis Mangin, Letori ou Limousin, donnent dans leurs colonnes une place de plus en plus importante à nos discussions.

En même temps les cours, les conférences, l'enseignement par la parole (soit libre, soit officiel), se répandent et se généralisent. Il y a vingt-cinq ou trente ans, il n'existait que deux chaires d'économie politique, celle de Michel Chevalier au Collège de France, faite pour un public d'élite et forcément restreint, et celle de Joseph Garnier à l'École des Ponts et Chaussées, destinée également à un auditoire spécial, et non réellement publique, puisqu'il fallait, pour être admis dans la salle, se pourvoir d'une carte personnelle. Aujourd'hui, compte les cours, depuis le haut enseignement où cependant il n'y en a pas assez encore, jusqu'au plus modeste, où M. Mare, que je vois peu de fois, voudrait voir l'économie politique admise partout et à raison. Voici les facultés de droit, où nous avons des professeurs tels que MM. Duguié et Worms, tous deux correspondants de l'Institut, Villey et Jordan, auteurs de deux livres excellents, récemment couronnés par l'Académie des sciences morales sur la plus ardue question des questions économiques : *Les notions de l'Économie Française*, l'ouvrage d'un élève de mon vieux ami Lavigne, qui réagissait à Bordeaux, dans deux ou trois autres volumes, avec une remarquable lucidité de M. Jules Gassio, mais qui, devant l'opposition de la commission qui élève l'École des sciences politiques et de réforme sociale que le spectacle et la violence de l'industrie à la fin du siècle de nos jours, les marques les moins équivoques de réprobation pour les doctrines de maître et de disciple. Voici les écoles de commerce, où en fait et en droit il n'y a pas de chaire officielle, chaque école se passant sous son nom sous M. Ray, et dans laquelle je mentionnerai d'abord et dans la même chaire, celle de M. Courcelle-Seneuil, qui y prend le nom de Garnier, et de M. Letori. Voici les lycées, où, depuis les nouveaux programmes de 1882, les professeurs de philosophie doivent consacrer une partie de leur cours à l'étude de la production, de la distribution et de la consommation des richesses, et des causes normales

primaires, tant d'institutrices que d'instituteurs, où le même programme figure, avec une place un peu plus restreinte, dans le cours de morale et d'éducation civique; et les établissements d'instruction secondaire spéciale ou d'instruction primaire supérieure comme Cluny, Chaptal, Turgot, l'École J.-B. Say, etc., où plusieurs de nous professent; et les cours municipaux de comptabilité pour les jeunes filles, et les cours des Associations polytechnique et philotechnique, de l'Union de la jeunesse, de la Société d'enseignement professionnel du Rhône, etc. J'en passe, et beaucoup, ou plutôt je m'arrête, car je veux laisser à notre collègue M. Levasseur, qui a, grâce à la confiance de M. Duruy et de quelques-uns de ses successeurs, vu de plus près l'enfantement laborieux d'une partie de ces progrès, le soin de nous dire avec plus de précision ce que je ne sais que par le dehors. Je ne me sens pas d'ailleurs tout à fait à mon aise pour parler de ces efforts auxquels on sait bien ici que j'ai été personnellement mêlé et qui, dans une certaine mesure, sont les miens;

Et quorum pars PARVA fui.

Je ne saurais cependant taire qu'ils n'ont pas toujours été faciles, et qu'il y a fallu de la persévérance. C'est en 1860, après la réforme douanière de cette année, qu'a été autorisé le cours de Montpellier; et c'est bien, comme on le disait naguère, M. Rouland qui l'a autorisé. Je dois déclarer qu'une fois son parti pris de me laisser faire ce cours, M. Rouland fut aussi facile et aimable que possible, et qu'il me laissa absolument la bride sur le cou. J'ajouterai même, parce que cela est, et qu'il faut être juste envers tous, surtout envers les morts, que jamais, dans le cours des dix années pendant lesquelles l'Empire me laissa (souvent seul) en possession de la liberté de parler, jamais personne, fonctionnaire ou non, ne m'a donné ou fait donner à entendre, d'une façon quelconque, que je ferais bien de dire ceci ou de ne pas dire cela. Mais la vérité est aussi qu'avant de se décider on y avait mis le temps. C'est en 1857 que M. Michel Chevalier, sur la demande du Comité de Montpellier, m'avait fait l'honneur de me désigner pour inaugurer cet enseignement, et mon discours d'ouverture, le seul que j'aie jamais écrit, était fait depuis trois grandes années lorsque je fus admis à le prononcer. Ces trois années avaient été employées en négociations entre et avec les deux ministères de l'Instruction publique et du Commerce, qui se disputaient le droit et le plaisir de donner le firman indispensable; et, en attendant, le firman ne se donnait pas.

M. F. Passy raconte encore, au milieu des rires de l'assistance, quelques-uns des incidents administratifs des campagnes économi-

ques d'alors. Nous n'en citerons qu'un, qui est significatif. C'était, dit-il, en 1864. J'avais professé à Pau, à Montpellier, deux ans à Bordeaux, et j'étais à Nice, appelé par la Chambre de commerce et la municipalité, faisant un cours qui ne réussissait pas moins que les précédents; en possession de quelque notoriété, par conséquent. J'entendis parler des *Entretiens populaires* que venait d'ouvrir, à l'amphitéâtre de l'École de médecine, l'Association polytechnique, et qui attiraient la foule. Il me sembla qu'il y avait là, pour l'économie politique, une place à prendre, et, désireux de ne pas manquer l'occasion, j'écrivis à notre ami Paillotet, toujours au service de l'économie politique et des économistes, d'aller de ma part faire des ouvertures au président de cette association. C'était Perdonnet, que nous avons eu, lui aussi, à l'un de nos dîners, dans la grande salle d'en bas, et que je n'ai pas à vous faire connaître. Vous savez quel personnage c'était, combien zélé pour l'instruction, et à quel point homme d'initiative hardie et entraînante. Perdonnet était en relations avec ma famille et me connaissait.

Il accueillit très bien Paillotet, lui donna l'assurance qu'il avait en moi et dans la modération de mon langage la plus entière confiance; mais en même temps il ne lui cacha pas qu'il n'osait pas, lui si oseur, s'exposer à compromettre le succès de sa nouvelle œuvre en laissant apparaître sur ses affiches le bout de l'oreille de l'économie politique. Le *capital*, le *salaire*, la *propriété*, c'est-à-dire les questions sociales, montant dans la chaire de la docte faculté, quel effet cela ferait-il, et que dirait-on, en haut lieu et en bas lieu? Courrier pour courrier, je récrivis à mon excellent ami: Vous allez retourner chez M. Perdonnet, et vous lui demanderez, puisque ce sont les mots qui lui font peur, s'il croit, lui, grand ingénieur, pouvoir refuser des conférences sur.... les *machines*. Il est bien entendu que ce sera absolument la même chose, et que ce n'est pas de la mécanique..... mécanique, mais de la mécanique sociale, que je ferai. Le compromis fut accepté: je pus, tout à mon aise, et sans que la salle en croulât, parler du rôle des machines dans le développement des sociétés; et c'est ainsi que l'économie politique fit son entrée dans le monde des conférences parisiennes avec un faux nez, qui ne trompa personne, et qu'elle ne garda pas longtemps. L'année suivante, en 1865, je traitais de la *monnaie*; puis de la *propriété*; et, dès la seconde année, en 1866, tandis que je donnais une série de leçons à ce même amphithéâtre de l'École de médecine, Perdonnet organisait, à l'École Turgot, ce bel ensemble de conférences pour lesquelles il mettait à contribution tout ce que nous étions alors d'économistes connus et sachant parler. Il con-

le pourront-ils, si l'on n'a pas mis à leur portée les moyens de s'en instruire ?

La Faculté de droit n'est pas loin, dira-t-on. Assurément, si l'on ne mesure que la distance matérielle. Intellectuellement parlant elle est dans un autre monde ; et c'est d'une autre façon, bon gré mal gré, qu'y doit être compris l'enseignement économique. Là il est forcément juridique. Ici il doit être philosophique et historique, et le cours d'économie politique y sera à sa vraie place entre l'histoire, qui ne peut être bien entendue sans quelque sens économique, et la philosophie, à laquelle, comme science philosophique, elle se rattache. C'est chez lui, sur son terrain, dans son centre universitaire, que l'élève de la Faculté des lettres doit trouver ce complément désormais obligatoire de ses études. On n'a pas le droit de le lui refuser.

Que s'il fallait encore quelque autre raison pour justifier notre insistance, je vous dirais, Messieurs, sans rien retirer des constatations satisfaisantes qui précèdent : Regardez autour de vous ce qui se fait et écoutez ce qui se dit. Entendez les bruits qui montent de ces régions basses où s'agitent les ignorants et les souffrants ; et entendez les bruits qui descendent de ces régions hautes où se débattent et se décident les destinées de la nation. Voyez ce qui se dit, ce qui s'écrit, ce qui se propose contre les libertés individuelles et contre la bourse publique. Et dites si nous en sommes à répéter avec quelque confiance, même dans ce monde parlementaire où quelques-uns d'entre nous ont plus ou moins accès, le mot célèbre de R. Peel : « Il n'y a pas de danger, on sait trop bien ici l'économie politique. »

Enseignons donc l'économie politique, et sachons que c'est d'elle que viendra le salut.

C'est ce que notre doyen, que vous applaudissiez tout à l'heure à si juste titre, exprime à merveille dans un passage que je détache d'un livre original, très original, comme tout ce qu'il fait, qu'il a récemment publié ; ce sera ma conclusion :

« C'est par la science et par la pratique de l'économie politique que la France doit sortir des régions orageuses qu'elle traverse. C'est par elle qu'elle ira reprendre, sur un terrain moins bouleversé, la stabilité qui est la condition normale de tout gouvernement, démocratique, monarchique, césarien ou constitutionnel. »

M. d'Esterno ajoute, je vous en demande pardon, mon cher Président, mais je ne puis tronquer le passage, et il n'a pas été écrit pour la circonstance :

« Eh bien, l'homme qui porte aujourd'hui en France, plus haut et plus ferme que ne l'a fait aucun de ses prédécesseurs, le drapeau

de l'économie politique, est le petit-fils de celui qui, au commencement de ce siècle, a été, en France, le créateur, le père, le porte-drapeau de l'économie politique. » Ceci prouve que dans les familles d'économistes le progrès est la loi. Notre Société est une famille d'économistes. Qu'elle suive sa loi, et que dans un demi-siècle nos successeurs puissent dire, en pensant à nous : « Nous avons été plus loin qu'eux, mais grâce à eux. » Ce sera notre récompense.

Enfin **M. Em. Levasseur** a bien voulu se charger de raconter la fondation des diverses chaires officielles consacrées depuis le commencement du siècle, à l'enseignement de l'économie politique et à la propagation des idées chères à notre Société. Voici ce travail :

Résumé historique de l'enseignement de l'économie politique et de la statistique.

Le Bureau de la Société d'économie politique m'a chargé de vous présenter, à propos du quarantième anniversaire de la Société, un résumé historique de l'enseignement de l'économie politique en France.

La Société a toujours pris un très vif intérêt à l'enseignement de la science qu'elle cultive ; elle en a donné des témoignages par plusieurs discussions dans ses séances mensuelles, et par des démarches de son bureau sur lesquelles je n'aurai pas insister, parce que notre secrétaire général vient de faire l'historique de la Société. Chaque chaire qui s'élève est un foyer nouveau qui contribue à répandre la lumière de la science économique dans notre pays, et l'histoire du progrès de l'enseignement, Messieurs, est une partie considérable de la propagation des idées que vous défendez.

J'ai donc accepté la tâche, parce que l'histoire de ces progrès dont nous nous réjouissons tous est bien à sa place dans cette fête. Je la ferai aussi brève que possible et cependant je serai plus long que je ne le voudrais, car l'enseignement de l'économie politique, dont les débuts ont été si difficiles, a pris aujourd'hui un développement assez grand pour que l'énumération seule de ses cours occupe plusieurs pages.

Je traiterai successivement de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement primaire de l'économie politique. J'insisterai davantage sur le premier, parce qu'il est le plus varié et qu'il est le plus important pour le progrès de la science même, tandis que les deux autres intéressent surtout la diffusion de la science ; je suivrai l'ordre d'ancienneté de l'enseignement économique ou l'ordre d'importance des groupes d'établissements,

traitant du Conservatoire des Arts-et-Métiers d'abord, du Collège de France en second lieu, des écoles de droit en troisième lieu, puis des autres établissements d'enseignement supérieur ou technique, et plaçant ensuite les conférences et les cours populaires, qui, selon les professeurs et selon les auditeurs, se rattachent à l'enseignement supérieur ou appartiennent à un enseignement plus modeste.

LE CONSERVATOIRE DES ARTS-ET-MÉTIERES.

Le Conservatoire des Arts-et-Métiers, créé par la Convention (décret du 19 vendémiaire an III - 10 octobre 1794), avait été dans le principe un musée industriel dans lequel trois démonstrateurs et un dessinateur devaient donner au public des explications sur les machines et modèles. On y joignit sous le Directoire et on organisa sous l'Empire une petite école pour le dessin d'abord, ensuite pour l'enseignement industriel, qui compta jusqu'à trois cents élèves. L'école languit sous la Restauration et les démonstrateurs ne firent jamais un enseignement.

Le baron Charles Dupin, qui avait fait des leçons à des ouvriers lorsque, tout jeune, il était en mission à Corcyre, pendant l'Empire, et qui est resté toute sa vie un défenseur convaincu et énergique de l'instruction populaire, demanda l'institution de cours publics au Conservatoire : il trouva dans le comte, depuis duc, Decazes, un ministre libéral qui était disposé à écouter une pareille proposition et qui fit signer au roi l'ordonnance du 26 septembre 1819.

« Le Conservatoire des Arts-et-Métiers, dit cette ordonnance, a rendu, depuis son institution, d'importants services ; mais pour atteindre complètement le but de sa fondation, il y a manqué jusqu'ici une haute école d'application des connaissances scientifiques au commerce et à l'industrie. Voulant pourvoir à ces besoins, remplir le vœu des hommes éclairés et contribuer de tout notre pouvoir aux moyens d'accroître la prospérité nationale.....

« Art. I. Il sera établi au Conservatoire des Arts-et-Métiers un enseignement public et gratuit pour l'application des sciences aux arts industriels. »

En conséquence trois cours étaient créés dont les professeurs furent nommés le 2 décembre 1819 : cours de mécanique confié au baron Charles Dupin, cours de chimie industrielle, confié à Clément Desormes, cours d'économie industrielle confié à Jean-Baptiste Say.

La génération actuelle, qui trouve naturellement bon qu'un enseignement de ce genre existe, n'est pas capable de comprendre qu'il fallait alors une certaine hardiesse pour l'instituer. Il n'y

avait qu'un ministère libéral qui pût l'oser. L'expression du sentiment de la majorité de la Chambre des députés à cet égard se trouve consignée dans un rapport que rédigea, peu d'années après, la commission du budget de 1825, et qui blâme non seulement un enseignement public et général, mais même la modeste instruction technique donnée dans les écoles d'arts et métiers de Châlons et d'Angers.

« Les écoles d'arts et métiers, disait le rapporteur, ont été pour votre commission l'objet de sérieuses méditations ; elle en a vu les inconvénients ; ils sont ceux d'un siècle qui est coupable et victime tout à la fois d'une éducation longtemps étrangère aux premiers besoins de la société. Celle de ces maisons commence à dix-huit ans, âge où l'on n'a le plus souvent que le mal à apprendre. On sait quels en ont été les fruits. Le gouvernement cherche à y porter remède : le peut-il par de simples modifications ? Votre commission, Messieurs, aimerait mieux voir les fonds qui s'y consacrent employés aux parties nécessiteuses de son budget. »

L'économie politique était encore moins en faveur que l'enseignement technique. Si la science nouvelle avait des partisans, c'était surtout en dehors du monde officiel et dans le parti libéral ; Jean-Baptiste Say y jouissait déjà d'une grande et légitime célébrité. Son *Traité d'économie politique*, publié pour la première fois en 1803, venait d'avoir sa quatrième édition en 1819, et il avait fait, depuis 1815, à l'Athénée, un *Cours d'économie politique* très goûté. En 1818, le baron Thénard, vice-président du Conseil supérieur de l'instruction publique, lui avait demandé de lui écrire une lettre dans laquelle il exposerait les raisons de la création d'un cours public de ce genre. Jean-Baptiste Say avait écrit et conclu par ces mots : « Stimuler l'esprit d'entreprise sans l'éclairer, c'est nuire à la prospérité publique ; instruire les hommes laborieux des procédés des arts et provoquer l'emploi de capitaux sans leur montrer les conditions indispensables pour que ces moyens puissent fructifier en leurs mains, c'est leur tendre un piège.... Telles sont, Monsieur, les considérations qui méritent d'être mises sous les yeux du comité qui s'occupe de rendre le Conservatoire des Arts-et-Métiers le premier établissement de ce genre qu'il y ait en Europe. »

Les arguments de Jean-Baptiste Say et ceux du baron Charles Dupin trouvèrent donc accès auprès du comte Decazes. Cependant l'économie politique ne fut pas introduite sous son vrai nom ; on craignait un enseignement qui aurait eu pour enseigner le mot politique et, puisque c'était aux arts industriels qu'on se proposait d'appliquer l'étude des sciences, on lui donna le nom de cours d'économie industrielle.

Les cours du Conservatoire ne s'ouvrirent que le 25 novembre 1820. Jean-Baptiste Say fit sa première leçon le 2 décembre 1820, le même jour que Charles Dupin.

« Messieurs, disait-il au début, le gouvernement, en instituant au Conservatoire des Arts-et-Métiers, l'enseignement auquel vous venez prendre part, montre sa louable sollicitude pour le progrès des arts utiles. Cette institution qui n'avait pas de modèle dans les autres États de l'Europe, mérite d'y trouver des imitateurs. Partout il existe des chaires publiques pour l'enseignement des lettres, de la médecine et des lois ; dans plusieurs pays il en existe pour les sciences physiques et mathématiques ; on a vu même des cours de technologie ou de la pratique des arts ; mais, jusqu'à ce moment, on n'avait rien fait dans les établissements publics pour mettre les personnes qui se consacrent à des professions industrielles, à portée de profiter des hautes connaissances dont s'enorgueillit à bon droit notre siècle...

« Le siècle appelait donc un enseignement qui pût faire participer, sans frais, aux lumières des savants les hommes qui se consacrent aux travaux de l'industrie ; un enseignement qui, se perpétuant d'année en année, les tint constamment au courant du dernier état des sciences, fût participer tous les arts aux découvertes qui seraient faites dans l'un d'entre eux et généralisât des procédés qui, faute de ce centre commun, seraient demeurés ensevelis dans un coin écarté du royaume....

« Ce n'est pas tout... Stimuler l'esprit d'entreprise sans lui montrer quels sont ses intérêts bien entendus, n'aurait été souvent que lui tendre un piège en voulant lui offrir un secours....

« C'est pour éviter ces inconvénients (autant du moins que l'humaine sagesse peut se flatter d'y réussir) que dans l'enseignement du Conservatoire des Arts-et-Métiers, on a joint à l'application de la mécanique et de la chimie aux arts utiles, l'enseignement de l'*Économie industrielle*. »

Le professeur s'appliquait à justifier cette expression en disant que le mot économie était l'essentiel et que, si par économie politique on entendait la science de la richesse par rapport à l'ensemble des personnes qui composent la société, on devait entendre par économie industrielle la science de la richesse par rapport aux personnes qui se consacrent aux professions industrielles, et que c'était à ces personnes que son cours s'adresserait.

En réalité, c'est bien un cours d'économie politique qu'il professait. Le *Cours complet d'économie politique pratique* publié en 1828-1829 en est la preuve ; le plan général est le même que celui du *Traité d'économie politique* ; les modifications que Say a introduites

volumes aient été rédigés à l'aide des notes et avec les conseils du maître, ils ne donnent qu'une idée incomplète d'un enseignement auquel la parole du professeur prêtait un charme tout particulier.

Blanqui était malade, et, depuis deux ans, il avait songé à se faire remplacer, d'abord par M. Audiganne, ensuite par Joseph Garnier, sans avoir mis ce dessein à exécution. Il mourut le 19 janvier 1854. Il n'eut pas de successeur immédiat.

En 1838, sous le ministère de Martin (du Nord), une commission avait rédigé un plan nouveau d'enseignement au Conservatoire. Le successeur de Martin (du Nord), Cunin-Gridaine, ne donna pas suite à l'ensemble de ce plan, mais il créa, par ordonnance du 26 septembre 1839, cinq cours nouveaux, et, parmi ces cours, celui de *législation industrielle*. Wolowski, qui n'avait alors que 29 ans, mais qui rédigeait alors la *Revue de législation et de jurisprudence*, et qui s'y était fait connaître par d'intéressants travaux de législation comparée, fut le professeur de ce nouvel enseignement.

Il le comprenait d'une manière large. C'était moins le commentaire du texte que l'esprit des lois qu'il se proposa de présenter à son auditoire, et l'esprit de la législation industrielle se trouve dans les principes de la science économique. « La législation industrielle, disait-il dans une leçon d'ouverture (1843), est destinée à formuler en dispositions pratiques les enseignements de cette science qui apprend comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses. C'est elle qui est appelée à régulariser le libre exercice des facultés productrices au moyen d'institutions variées, qui sont le complément obligé de l'affranchissement du travail. » Wolowski avait pris pour sujet de sa première leçon, au commencement de l'année 1840, la question des brevets d'invention et des marques de fabrique; il prit l'année suivante celle de l'organisation industrielle de la France avant Colbert, puis celle des fraudes commerciales, celle de l'organisation du travail. Durant les agitations socialistes de 1848, il défendit courageusement, comme le faisait de son côté Blanqui, les vérités économiques contre les débordements de l'utopie.

Le gouvernement impérial ne s'est pas montré, durant ses premières années, sympathique à l'enseignement de l'économie politique; il ne goûtait pas plus la vivacité de la polémique économique de Blanqui que ses opinions politiques. Aussi, à la mort de celui-ci, laissa-t-il la succession vacante et le titre de cours d'économie industrielle cessa de figurer sur l'affiche du Conservatoire, malgré les efforts qu'avait faits Wolowski dans le sein du conseil de perfectionnement pour faire émettre un vœu en faveur du maintien

L'enseignement ne disparut pas. Wolowski fit une place plus large encore que par le passé aux notions pures d'économie politique et leur subordonna complètement l'exposé des lois industrielles, sans cependant s'astreindre, non plus qu'avait fait Blanqui, à une exposition méthodique et enchaînée des principes de la science. A l'époque de la transformation de la législation douanière de la France, il consacra deux années de cours, de 1859 à 1861, à un examen approfondi des tarifs et des effets économiques de la liberté commerciale, qui reste parmi les souvenirs les plus vivants de son enseignement. La parole du professeur était animée, abondante, familière, parfois émue et éloquente. Lui aussi, avec un talent différent de celui de Blanqui, charmait un auditoire nombreux ; il aimait la classe ouvrière sans s'abaisser à flatter les passions de la multitude et sans jamais prendre le ton agressif.

Le ministre de l'agriculture et du commerce avait, à la place du cours d'économie industrielle, créé, en novembre 1854, un cours d'*administration et de statistique industrielles* et avait nommé professeur M. J. Burat, qui avait fait apprécier ses connaissances en statistique et en industrie par une collaboration assidue au *Constitutionnel* et par la polémique qu'il y soutenait en faveur du système protecteur. M. Burat a, depuis cette époque, durant vingt-huit ans (de janvier 1855 jusqu'en avril 1882), fait un cours substantiel, partagé en deux années, dans lequel les faits économiques recueillis par la statistique et la géographie commerciale occupent la place principale, mais d'où les théories qui expliquent les faits ne sont pas absentes.

Lorsque le gouvernement impérial eut signé le traité de commerce avec l'Angleterre et inauguré, en France, une politique libérale en matière de douanes, il ne pouvait plus boudier la science dont il mettait les théories en pratique ; il comprit même l'intérêt qu'il y avait à en vulgariser les doctrines. M. Frédéric Passy avait été autorisé à commencer la série de ses conférences ; un économiste avait même adressé au Conservatoire une lettre pour demander le rétablissement de la chaire de Blanqui et se portait candidat. Le conseil de perfectionnement jugea que, puisqu'un enseignement économique était déjà donné dans deux cours, sur un total de quatorze cours, il convenait, non de créer une chaire nouvelle, mais d'investir officiellement de l'enseignement de l'économie politique le professeur qui remplissait déjà cette mission. Le ministre adopta ce sentiment et l'ancien cours de législation industrielle prit, depuis l'année 1864, le titre de *Cours d'économie politique et de législation industrielle*.

Mais Jean-Baptiste Say eut peu le loisir de profiter de cette liberté. Il avait alors soixante-quatre ans ; il était fatigué, malade, profondément atteint par la douleur que venait de lui causer la mort de sa femme. Il fit cependant régulièrement son cours pendant une année. Il venait de l'ouvrir pour la seconde fois, quand, le 15 novembre 1832, il tomba frappé d'apoplexie.

L'Académie des Sciences morales et politiques, dont la Convention avait fait une des cinq classes de l'Institut et que le Consulat avait supprimée, venait d'être rétablie par ordonnance du 26 octobre 1832. Elle comprenait cinq sections dont une portait le titre de *section d'économie politique et statistique* (1). Jean-Baptiste Say mourut trop tôt pour en faire partie, puisque les élections qui complétèrent la section n'eurent lieu qu'en décembre ; mais l'Académie partagea avec le Collège de France le privilège de désigner un candidat pour le remplacer dans sa chaire. Elle désigna son secrétaire perpétuel, Charles Comte, qui était précisément le gendre de Jean-Baptiste Say. Le Collège de France, de son côté, désigna Rossi, homme considérable dans la politique à Bologne, sa ville natale, puis à Genève et auteur du *Traité du droit pénal*. Guizot, alors ministre de l'Instruction publique, choisit Rossi (14 août

¹ L'Académie des sciences morales et politiques exerce par ses concours, par les distinctions qu'elle confère et par l'autorité personnelle de ses membres une influence sur l'enseignement, comme sur le progrès de la science économique. La section d'économie politique et statistique se composait de 6 membres, comme les quatre autres sections. La suppression, par décret du 9 mai 1866, de la section de politique, administration et finances, créée par décret du 14 avril 1855, a porté à 8 le nombre des membres de chaque section, (deux membres de la section de politique, administration et finances, le marquis d'Audiffret et M. Vuitry, ayant passé dans la section d'économie politique) et a donné à la quatrième section le titre de : *Economie politique et finances, statistique*. Voici les noms des académiciens qui ont occupé les 8 fauteuils ; ceux des professeurs d'économie politique sont en italiques.

Sièyès (1832-1836), Rossi (1836-1848), Léon Faucher (1849-1854), Léonce de Lavergne (1855-1886), Block (élu le 15 avril 1880).

Talleyrand (1832-1888), Hippolyte Passy (1838-1880), Bonnet (élu le 5 février 1881).

Comte de Laborde (1832-1842), comte Duchâtel (1842-1867), E. Levasseur (élu le 4 avril 1868).

Charles Dupin (1832-1873), Joseph Garnier (1873-1881), Courcelles-Seneuil (élu le 22 mars 1882).

Villermé (1832, a passé à la section de morale en 1851), Michel Chevalier (1851-1879), Léon Say (élu le 17 avril 1880).

Charles Comte (1832-1838), Blanqui (1838-1854), Wolowski (1858-1876), Frédéric Passy (élu le 3 Février 1877),

Marquis d'Audiffret (1855, membre de la section d'administration et finances — 1878), Paul Leroy-Beaulieu (élu le 6 juillet 1878).

Vuitry (élu le 15 mars 1862 dans la section d'administration et finances, doyen de la section depuis la mort de M. Hippolyte Passy, en 1880).

1833), avec lequel il était lié d'amitié et dont il connaissait le talent.

La France y gagna un grand professeur. La jeunesse qui, au début, avait assez mal accueilli un étranger qu'elle prenait pour un favori du pouvoir, ne tarda pas à comprendre ce qu'il avait de finesse et de distinction sous son débit lent et son accent quelque peu étrange. La science économique a gagné aussi à être enseignée par un homme qui joignait à la netteté des vues l'élévation de la pensée et le charme de la diction.

Dans les deux premières années de son cours, dont une dizaine de leçons seulement ont été recueillies par la sténographie, le maître passa en revue les grandes lois de la science économique relatives à la production et à la distribution de la richesse. « Nous avons donc essayé, disait-il, en ouvrant pour la troisième fois son cours, d'étudier ces deux grands phénomènes, et dans leur développement naturel et direct et dans l'action des causes secondaires qui peuvent le modifier. En parcourant ce vaste champ, nous avons rencontré de nombreuses et difficiles questions. Nous avons essayé d'en traiter quelques-unes ; il en est que nous avons à peine effleurées, d'autres que nous n'avons pas même abordées. »

Il se proposait d'aborder ensuite l'examen de questions exigeant une discussion particulière, et c'est ce qu'il fit dans les années suivantes, examinant la valeur, la terre et la rente, la population ; la liberté de l'industrie, le capital, le salaire. Deux volumes, renfermant les vingt-six leçons du cours de l'année 1836-1837, ont été publiés par l'auteur, de son vivant, à l'aide des notes sténographiques d'un de ses élèves, sous le titre de *Cours d'économie politique* ; un autre volume a été publié par ses fils après sa mort.

Rossi descendit de sa chaire du Collège de France, en 1840, à l'époque où il fut appelé au Conseil supérieur de l'Instruction publique. Il eut pour successeur *Michel Chevalier*.

C'était un jeune homme de trente-quatre ans qui, après avoir été un des plus ardents disciples du Saint-Simonisme, s'était formé à des idées plus saines par le spectacle de la civilisation naissante et déjà vigoureuse des États-Unis ; il avait conservé des premières ardeurs de sa jeunesse le sentiment de l'importance des grandes entreprises de banque et des travaux publics, et il était devenu un des économistes français les plus autorisés par la publication de ses *Lettres sur l'Amérique du Nord*, par son *Histoire et description des voies de communication aux États-Unis*, par ses *Intérêts matériels de la France* et par sa collaboration au *Journal des Débats*.

Michel Chevalier fit sa première leçon le 28 avril 1841. « Messieurs, disait-il au début, la tâche qui m'est confiée ici est de nature à intimider de plus forts et de plus habiles que moi ; je confesse

en toute franchise que j'en suis effrayé. Je le suis d'abord, en songeant qu'il y a peu d'années encore cette chaire fut inaugurée par l'homme éminent qui implanta en France l'étude de l'économie politique. Je ne le suis pas moins pour avoir mesuré la responsabilité qui pèse sur moi, car l'économie politique est d'une importance qui va toujours croissant avec celle des intérêts matériels ; le rôle qu'elle joue dans le monde est maintenant au rang des premiers rôles. »

Il montrait dans cette leçon la grande puissance, toute moderne, de l'industrie, et il en célébrait les louanges en déclarant que les misères présentes et l'antagonisme des intérêts ne cesseraient que par une meilleure organisation du travail. « En un mot, je rechercherai avec vous quel contingent de lumières la science économique peut fournir pour éclairer les grandes questions dont le siècle est saisi et qu'il est astreint à résoudre sous peine des maux les plus cruels. Vous me trouverez préoccupé d'un problème qui est si étendu et si complexe qu'il résume en lui toutes les autres, d'un problème dont la solution est indispensable pour que la civilisation puisse tenir sa promesse solennelle de faire participer tous les membres de la famille humaine au bien-être, à la dignité, à la liberté. Ce problème est celui qui est posé en ces termes retentissants : *l'organisation du travail*. »

Les purs disciples de Jean-Baptiste Say s'étonnèrent d'abord quelque peu d'un enseignement dans lequel ils croyaient entendre un écho lointain du Saint-Simonisme et qui déplaçait le pivot de la science, en prenant pour fonds principal de l'étude, non les lois naturelles de la richesse, mais les institutions organiques de la société. En effet, Michel Chevalier est du nombre des professeurs qui ne se sont pas astreints à un enseignement dogmatique. Il était surtout homme d'action ; lorsqu'il parlait ou qu'il écrivait, il avait d'ordinaire en vue une réforme à accomplir, une institution nouvelle ou un grand projet à faire comprendre et accepter du public. Les machines, les voies de communication, les travaux publics, la monnaie ont été les principales questions qu'il a traitées et dont la substance se trouve tout entière dans les trois volumes du *Cours d'économie politique fait au Collège de France*, publiés de 1842 à 1850. Ses principes économiques se sont affermis à mesure qu'il se fortifiait lui-même par l'étude et il est devenu le chef de l'école de la liberté douanière qu'il a beaucoup contribué à faire triompher dans la politique commerciale du second Empire.

La Révolution de 1848 porta au pouvoir le socialisme qui menaçait la société de désorganisation. Les économistes protestèrent courageusement : Léon Faucher dans la *Revue des Deux Mondes*,

un des membres. Le Conseil adopta la première moitié du vœu portant « que l'économie politique soit enseignée par les professeurs rétribués par le gouvernement, non pas au point de vue théorique du libre-échange, mais aussi et surtout au point de vue des faits et de la législation qui régit l'industrie française ». Il n'adoptait pas la seconde partie du vœu qui était conçue en ces termes : « Que dans les chaires publiques et salariées par le Trésor, le professeur s'abstienne rigoureusement de porter la moindre atteinte au respect dû aux lois en vigueur ; de faire naître par ses discours la défiance, la division, la haine entre les citoyens ; d'attaquer les bases constituées de la société et surtout de rien dire qui puisse provoquer à la désobéissance aux lois de l'État et à la résistance à leur exécution ». Le vœu et la menace devaient rester impuissants : les professeurs ne changèrent rien à leur enseignement.

Michel Chevalier quitta d'ailleurs bientôt le Collège de France pour s'adonner entièrement aux travaux du Conseil d'État et aux grandes entreprises. Au commencement de l'année 1852, il choisit, pour le suppléer, M. *Baudrillart*, qui avait déjà fait apprécier son talent par ses articles dans le *Journal des Débats* et par des prix d'éloquence décernés par l'Académie française, entre autres par l'Éloge de Turgot. M. Baudrillart a donné pendant douze années consécutives l'enseignement dans la chaire d'économie politique. Il l'a ramené à l'étude des principes, s'appliquant particulièrement à montrer les rapports intimes qui unissent l'économie politique et la morale et divisant son cours en deux parties, une grande leçon qui s'adressait à un public nombreux et une petite leçon qui, plus didactique, n'était faite que pour les disciples. Sa parole lente et mesurée à dessein était claire et les démonstrations s'enchaînaient avec logique et se déroulaient avec méthode. Plusieurs de ses leçons d'ouverture, telles que les Rapports du travail et du capital et le Principe de la propriété, ont été imprimées et une des parties les plus originales de son enseignement se trouve dans le volume des *Rapports de la morale et de l'économie politique*, publié en 1860. Trois ans auparavant, M. Baudrillart avait donné au public son *Manuel d'économie politique*.

« J'offre ici au public, dit-il, dans sa préface, le résumé aussi substantiel, aussi dépourvu de développements superflus qu'il m'a été possible, des cours d'économie politique que je professe au Collège de France. Appelé, en 1852, sur la désignation de M. Michel Chevalier, à suppléer dans sa chaire l'éminent professeur, j'ai dû parcourir l'ensemble des questions que comporte un tel cours, et revenir sans cesse sur les principes les plus généraux de la science économique. Tout m'en faisait une obligation :

ment de la même année, avait été élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Un an après, la création de la chaire était portée au budget de 1871; mais ce budget fut annulé après la proclamation de la République et ce fut seulement après un nouveau vote que la création figura au budget de 1872, avec le titre abrégé d'*Histoire des doctrines économiques*, qui est demeuré la désignation officielle de la chaire, mais qui répond bien moins à l'intention du fondateur et au caractère véritable de l'enseignement que le sous-titre de *Géographie et Histoire économiques* ajouté sur les affiches du Collège de France. M. E. Levasseur, présenté au premier rang comme candidat par le Collège de France et par l'Académie des Sciences morales et politiques, fut nommé professeur par M. Jules Simon, alors ministre de l'instruction publique.

Dans la première leçon qu'il avait faite en janvier 1869, le professeur avait indiqué le rôle du nouvel enseignement : « Appliquons-nous à chercher dans l'histoire et dans l'examen approfondi de l'Etat et des institutions économiques des sociétés les secrets de la grandeur ou de la faiblesse des nations. C'est un grand et instructif spectacle que celui des empires et des civilisations, naissant, florissant, disparaissant sur un même sol; là où jadis était accumulée la richesse, où brillaient les arts, où résidait la force, il n'y a plus aujourd'hui que pauvreté ou solitude. Qu'y a-t-il de changé? Le sol n'y est-il plus le même et le soleil ne l'échauffe-t-il plus avec la même libéralité? Il n'y a de changé que l'homme, qui n'a plus le génie de tirer de ce sol les mêmes richesses ou que les combinaisons sociales, qui ont déterminé vers d'autres parages une activité supérieure et détourné en quelque sorte la sève de l'humanité. C'est aussi une grande et instructive étude que celle des forces productives des différents peuples qui occupent aujourd'hui le globe terrestre et des courants commerciaux qui s'établissent par leurs communications entre eux et qui s'accélèrent, se ralentissent ou changent de direction selon que se modifient les forces relatives de ces peuples et que le génie humain perfectionne les instruments d'échange. »

La même pensée se trouve développée dans une autre leçon d'ouverture. « Dans cette chaire, placé aux avant-postes de la science, nous nous proposons précisément d'éclairer l'histoire par les enseignements de l'économie politique et, plus encore, l'économie politique par l'expérience de l'histoire; nous avons devant nous toute la série des civilisations passées et toute la diversité des civilisations présentes. Continuons à puiser dans le trésor des faits et soyez persuadés, Messieurs, que les grandes lois économiques vous

apparaîtront plus solidement fondées, plus incontestables et, si je puis ainsi dire, d'une évidence plus pénétrante, quand elles sortiront de l'histoire comme une conséquence universelle et nécessaire de la vie des sociétés; soyez persuadés aussi qu'à côté de ces grandes lois, plus d'un aperçu nouveau et utile s'ouvrira, quand vous aurez sous les yeux la perspective des institutions, des mœurs et des destinées économiques des nations. »

C'est dans ce but et d'après cette méthode que le professeur a successivement exposé l'histoire du commerce dans les temps modernes, les forces productives des Etats d'Europe, l'étude du sol de la France, de ses richesses naturelles, de sa production agricole et industrielle, de ses voies de communication, de son commerce, de l'histoire et l'état actuel de sa population dont la lente croissance soulève de graves problèmes économiques et politiques, l'histoire de l'industrie française et de l'organisation du travail en France, avant et depuis 1789, l'étude des progrès de la civilisation économique en Amérique, et traité, durant deux ans, dans une petite leçon de la statistique appliquée à la démographie.

Voici le programme pour l'année 1882-1883 des deux cours du collège de France consacrés à la science économique.

Economie politique. — M. Paul Leroy-Beaulieu, Membre de l'Institut, Académie des Sciences morales et politiques, traitera, les vendredis, à trois heures un quart, du *Principe de la population; et du Collectivisme*; et les mardis, à la même heure, des *Emprunts publics* et des *Dettes nationales*.

Histoire des doctrines économiques (géographie et histoires économiques). — M. E. Levasseur, Membre de l'Institut, Académie des Sciences morales et politiques, traitera, les jeudis, à une heure et demie, et les lundis, à onze heures et demie, de l'*Amérique du Nord et particulièrement des États-Unis et du Canada : son sol, ses habitants et ses ressources économiques*.

LES ÉCOLES DE DROIT.

Le ministère libéral qui, en 1819, avait créé le premier enseignement public de l'économie politique en France, avait songé à l'introduire aussi dans l'Ecole de droit. Une ordonnance avait été rendue le 24 mars 1819, laquelle divisait en deux sections la Faculté de Paris et créait trois cours nouveaux : cours d'économie politique, qui ne devait pas être obligatoire pour les élèves; cours de droit public positif; cours d'histoire philosophique du droit. Cette ordonnance était demeurée lettre morte. Après l'assassinat du duc de Berry et la chute du ministère Decazes, elle fut rapportée par l'ordonnance du 6 novembre 1820.

sabilité lorsqu'il s'agit de proposer des mesures progressives. »

Le premier cours, qui comprit quarante-sept leçons, eut pour sujet un exposé général de la science économique. Il se trouve textuellement reproduit dans le *Nouveau cours d'Economie politique professé à la Faculté de droit de Paris* (1864-1865) que M. Batbie publia en deux volumes à la fin de l'année 1865, afin de répondre au désir pressant de ses amis et de donner à son enseignement un premier fonds général ; car dans les années suivantes il abandonna l'exposition dogmatique pour aborder l'histoire des systèmes et des faits économiques, traitant les questions théoriques suivant qu'elles se présentaient.

M. Batbie a continué son enseignement jusqu'au moment où, sous la troisième république, il est entré dans la carrière politique. Il reste toujours titulaire de la chaire d'économie politique, mais le cours a été fait par des agrégés de la Faculté, d'abord par M. *Boissonnade* qui a, depuis plusieurs années quitté la France pour travailler à la rédaction d'un code au Japon, en second lieu par M. *Cauwès*, aujourd'hui par M. *Beauregard*. Après cinq ans d'enseignement, M. Cauwès a publié, sous le titre de *Précis du cours d'économie politique professé à la Faculté de droit de Paris*, un traité en deux volumes, très étendu, dans lequel il étudie non seulement les principes, c'est-à-dire la science pure, mais les affaires et la législation économique, qui a le mérite d'être très nourri de questions de détail et de faits consciencieusement étudiés, mais auquel on peut reprocher, non certaines opinions, que chaque auteur est libre de produire sous sa responsabilité personnelle devant la science, mais un certain manque de simplicité dans le plan et de fermeté dans l'exposition de la doctrine.

M. Cauwès dit avec raison dans sa préface : « L'enseignement économique s'adresse désormais à tous ceux qui se destinent à la magistrature ou au barreau, aux carrières administratives et à la vie politique. Les facultés de droit lui ont en effet été ouvertes et il y est admis *optimo jure* avec la sanction de l'examen. Les économistes n'ont pas été les seuls à approuver cette réforme nécessaire. On aura même quelque peine à comprendre plus tard qu'un ensemble de connaissances, indispensables à tant de titres, ait été si longtemps tenu en dehors des programmes officiels, abandonné aux hasards d'études bénévoles bien souvent superficielles ou mal dirigées. »

Il a fallu cependant encore, après la création du cours d'économie politique à la Faculté de Paris, plus de dix ans avant que les Facultés de province n'eussent le même bénéfice. Les préjugés résistaient. D'une part, les jurisconsultes dédaignaient l'économie poli-

tique comme une science creuse, parce quelle ne se fondait pas sur des textes et, d'autre part, la plupart des champions de la réforme engageaient mal l'attaque en essayant de forcer les portes des facultés pour installer des économistes qui n'auraient pas été docteurs et qui n'auraient pas su le droit ; c'eût été exposer la science nouvelle au dédain des anciens professeurs et parfois même aux moqueries des élèves.

Sous le ministère de M. Duruy, il y eut cependant encore trois actes favorables à l'extension de cet enseignement par les facultés de droit : l'autorisation donnée à la ville de Marseille de fonder un cours gratuit et public d'économie politique (arrêté du 2 mars 1868), la création d'un cours complémentaire d'économie politique à la Faculté de Nancy (arrêté du 21 avril 1868) et le projet de création d'un enseignement supérieur des sciences administratives et économiques.

Ce projet avait pour objet de créer dans les Facultés de droit une section nouvelle. On devait y donner l'enseignement pratiqué en Allemagne sous le nom de sciences camérales et réclamé en France à plusieurs reprises, et admettre les élèves sans qu'ils eussent à justifier du baccalauréat ès lettres et instituer comme sanction une licence spéciale dans laquelle le droit romain ne figurerait pas. C'était une sorte de prolongement dans l'enseignement supérieur de la carrière ouverte par l'enseignement secondaire spécial que le ministre avait récemment fondé et un retour aux idées qu'avaient inspiré le projet de M. de Salvandy et l'école d'administration de 1848.

Le projet, après avoir été discuté dans le Conseil supérieur, fut soumis au Conseil d'Etat le 17 juillet 1869, le jour même où M. Duruy quittait le ministère. Il fut défendu devant le Conseil d'Etat par son successeur, M. Bourbeau, qui se trouvait précisément avoir été, en 1848, à l'Assemblée constituante, un des patrons du projet d'école d'administration. Le président du Conseil d'Etat combattit le système d'une licence nouvelle, non précédée du diplôme de bachelier ès lettres, comme devant conduire à un abaissement du niveau des études juridiques et administratives, et proposa, au-dessus d'une licence unique, l'institution d'un double diplôme, l'ancien doctorat en droit et un nouveau doctorat ès sciences politiques et administratives. Cette dernière opinion prévalut et le projet fut retiré.

Sous la troisième république, les économistes renouvelèrent leurs efforts, et lorsque la *Faculté de droit* de Lyon fut créée par décret du 29 octobre 1875, elle fut constituée avec dix chaires, dont une fut la chaire d'économie politique. Six autres chaires sembla-

M. Worms a publié, en 1880, l'*Exposé élémentaire de l'économie politique à l'usage des écoles*, et M. Jourdan, en 1882, son *Cours analytique d'économie politique professé à la Faculté de droit*.

Voici la liste des cours relatifs à l'économie politique dans les Facultés et écoles de droit pour l'année scolaire 1882-1883.

Faculté de droit de Paris. — Economie politique : Professeurs, M. BATBIE ; M. BEAUREGARD. — Science financière (cours complémentaire) : Professeur, M. ALGRAVE.

Faculté de droit de Bordeaux. — Economie politique : Professeur, M. FAURE.

Faculté de droit de Dijon. — Economie politique (cours complémentaire) : Professeur, M. BAILLY.

Faculté de droit de Douai. — Economie politique (cours complémentaire) : Professeur, M. DE FOLLEVILLE.

Faculté de droit de Grenoble. — Economie politique : Professeur, M. RAMBAUD.

Faculté de droit de Lyon. — Economie politique : Professeur, M. ROUGIER.

Faculté de droit de Montpellier. — Economie politique : Professeur, M. GIDE.

Faculté de droit de Nancy. — Economie politique : Professeur, M. GARNIER.

Faculté de droit de Poitiers. — Economie politique : Professeur, M. DUCROCQ.

Faculté de droit de Rennes. — Economie politique : Professeur, M. WORMS.

Faculté de droit de Toulouse. — Economie politique : Professeur, M. ARNAULT.

Ecole préparatoire à l'enseignement du droit à Alger. — Economie politique : Professeur, M. ESTOUBLON.

Faculté libre de droit à Paris. — Economie politique : Professeur, M. CL. JANNET.

Faculté libre de droit à Marseille. — Economie politique : Professeur, M. BERLIER DE VAUPLANE.

Faculté libre de droit à Lille. — Economie sociale : Professeur, M. DE GIRARD.

Faculté libre de droit à Angers. — Economie politique : Professeur, M. HERVÉ BAZIN.

Faculté libre de droit à Toulouse. — Economie politique : Professeur, M. DE PEYRALADE.

LES AUTRES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

La première école où l'économie politique ait été enseignée est l'*Ecole supérieure de commerce*, fondée en 1820, par l'initiative d'hommes libéraux, tels que Casimir Périer, Ternaux, Laffitte, Chaptal. Dès 1825, elle avait un cours d'*histoire et d'économie industrielles*, que professait *Blanqui*, alors jeune homme de vingt-sept ans. Il continua ce cours après être devenu, en 1830, directeur de l'école, et, en 1833, professeur au Conservatoire des Arts-et-Métiers. Il avait accueilli un jeune homme, J. Garnier, qui ne tarda pas à devenir son secrétaire, puis répétiteur et professeur à l'Ecole. *Joseph Garnier* fit, après son maître, le cours d'économie politique, et il l'a continué jusqu'à sa mort, en 1881. Il a eu pour successeur M. *Améline de la Briselaimne*. Deux autres cours, celui de *géographie commerciale* et celui du *commerce* qui sont faits par M. *Périgot*, professeur d'histoire au lycée Saint-Louis, concourent à compléter l'enseignement économique donné à des jeunes gens qui sont formés pour l'industrie et le commerce.

La Chambre de commerce de Paris qui, depuis 1869, administre cette école a eu la pensée de fonder, d'après un autre plan, un établissement qui fût ou devint en quelque sorte une faculté libre des sciences commerciales et elle a ouvert, en effet, en 1881, l'*Ecole des hautes études commerciales* qui, toute récente encore, a déjà donné des témoignages de l'importance des services qu'elle peut rendre dans cette branche d'enseignement. L'économie politique y est naturellement un des cours fondamentaux. Comme la durée de l'enseignement est de deux années, il y a deux professeurs d'économie politique, MM. *Frédéric Passy* et *Courcelle-Seneuil*. Ils font chacun leur cours en deux années, c'est-à-dire en cinquante-cinq leçons environ, qui leur donnent un champ suffisant pour développer toutes les grandes questions, et ils ont pour auditeurs les mêmes élèves, en première année d'abord, en seconde année ensuite. D'autres cours en relation avec la science économique, comme le droit commercial, la *législation douanière et fiscale* que professe M. de Foville, le cours des *budgets comparés de divers Etats* que professe M. Leroy-Beaulieu concourent à compléter cet enseignement.

Dans le même groupe d'établissements, se placent les *écoles supérieures de commerce* qui ont été fondées, la plupart, à l'image de l'*Ecole de Mulhouse*; celle-ci avait été créée à l'instigation de MM. Siegfried, qui ont fait un premier don de 100,000 francs, et constituée sous le patronage de la Société industrielle. La géographie commerciale et économique et l'économie commerciale et

industrielle étaient au nombre des principaux enseignements de la seconde division. L'école a été fermée depuis que l'Alsace a été séparée de la France ; mais, très peu de temps après, l'*Ecole supérieure de commerce et de tissage* de Lyon, placée sous le patronage de la Chambre de commerce, était créée sur le même modèle et en partie avec le même personnel, puis celle du *Havre*, celle de *Rouen*, et d'autres encore. Dans les unes et dans les autres, l'économie politique a été introduite comme une science nécessaire au commerce et comme la seule propre à donner des vues d'ensemble et des idées élevées et justes sur la marche des affaires.

L'Etat a songé aussi, à plusieurs reprises, à fonder un enseignement dont l'économie politique devait être une des bases : l'enseignement des sciences administratives.

C'est dans ce but que la loi du 3 brumaire an IV instituait une école des sciences économiques qui n'a jamais été fondée, et qu'une loi du 2 brumaire an X posait le principe d'une école spéciale de géographie, d'histoire et d'économie politique qui est restée également à l'état de projet.

C'était aussi le plan de Salvandy en 1847. Ce fut, après la Révolution de Février, la raison d'être de l'*Ecole d'administration* instituée par décret du 8 mars 1848, compromise par le remaniement des chaires du Collège de France du 7 avril 1848 et supprimée par la loi du 9 juin 1849, sans qu'on lui eût laissé le temps de rendre les services qu'on était en droit d'en attendre.

Ce fut plus tard le projet d'enseignement supérieur des sciences administratives et économiques que M. Duruy se proposait d'annexer aux Facultés de droit; nous avons dit comment il sombra dans la discussion du conseil d'Etat. Le même ministre avait, l'année précédente, créé l'Ecole pratique des hautes études qui est restée un de ses titres à la reconnaissance de l'enseignement public, et qui comprenait quatre sections consacrées aux mathématiques, à la physique et à la chimie, à l'histoire naturelle et à la physiologie, aux sciences historiques et philologiques (déc. du 13 juillet 1868).

Un membre de la Société d'économie politique, M. Cieszkowski, lui écrivit pour plaider la cause des sciences camérales et lui représenter l'intérêt qu'il y aurait à fonder, à l'exemple de certain séminaire d'Allemagne, une école pratique pour l'étude de ces sciences. Le ministre fut sans doute sensible à cette réclamation; car un décret du 30 janvier 1869 porta création d'une *section des sciences économiques à l'Ecole pratique des hautes études*; on devait y enseigner, en matière d'économie politique, les principes de la science, l'histoire de l'affranchissement du travail, celle des institutions économiques, l'étude de la population, celle de la colonisation et le

qu'en 1868. On ne songea pas d'abord à le faire entrer régulièrement dans les cadres de cette grande école, parce qu'elle est la pépinière de l'enseignement classique et que l'université classique n'enseignait pas alors l'économie politique. Le directeur, M. Bouillier, demanda à un ancien élève de l'Ecole normale, M. E. Levasseur, qui venait de publier la seconde partie de son *Histoire des classes ouvrières*, de se charger d'un cours qui, ne pouvant figurer ni au budget ni au programme, devait être entièrement gratuit à l'égard du maître et facultatif à l'égard des élèves.

« Je paie, disait le professeur, une dette de reconnaissance à l'école à laquelle je dois ce que je sais, en entreprenant un enseignement que je considère depuis longtemps comme utile à notre école. Ce n'est pas un enseignement dogmatique de l'économie politique — la tâche serait trop vaste et le temps vous manquerait aussi bien qu'à moi — c'est une initiation à la méthode de cette science et à quelques-unes de ses vérités fondamentales.

« S'il est bon que tout homme éclairé ait quelque notion de ces vérités pour se former un jugement juste dans les questions sociales, il est indispensable, c'est du moins ma conviction, qu'un professeur de philosophie et un professeur d'histoire en soient pénétrés, le premier, parce que les lois de l'économie politique sont étroitement liées aux lois de la morale sociale qu'il a mission d'enseigner, l'autre parce qu'elles sont, surtout pour les temps contemporains, la lumière d'un grand nombre de faits et d'institutions. »

Le professeur commença le cours en janvier 1868 et fit pendant trois ans, tantôt le dimanche, tantôt à la veillée, douze à quinze leçons chaque année, traitant de la production, de l'échange, de la population devant des auditeurs dont le nombre varia d'une dizaine à une soixantaine suivant les sujets. Il le reprit une quatrième fois en 1872, et une cinquième en 1876. Mais ses travaux ne lui permirent pas de le continuer plus longtemps, et le ministère ne se décida pas alors à le confier à un autre économiste, étranger à l'école, qui aurait accepté la tâche.

Lorsque les notions d'économie politique eurent pris place dans les nouveaux programmes de l'enseignement secondaire classique, le sentiment changea. On avait craint de surcharger des élèves qui avaient déjà tant à apprendre ; on ne pouvait plus hésiter désormais à leur apprendre ce qu'ils devaient enseigner. Un cours, encore facultatif pour les leçons, mais ayant sa place dans le budget de l'école, fut créé au commencement de l'année 1881 et dû être fait tous les deux ans, de manière que chacune des générations d'élèves pût en profiter. Le maître de conférences fut

M. Courcelle-Seneuil qui, sous l'Empire, avait été le premier à proposer la création d'un cours de ce genre. La doctrine et la science de *M. Courcelle-Seneuil* étaient connues, longtemps avant qu'il ne commençât ces conférences, par le *Traité théorique et pratique d'économie politique*, en deux volumes, qui est lui-même le résultat de son enseignement à l'Institut national de Chili.

LES CONFÉRENCES ET LES COURS POPULAIRES

Si le gouvernement a longtemps mis en suspicion l'enseignement régulier de l'économie politique, la propagation de la science par des conférences libres et populaires a dû, à plus forte raison, exciter ses appréhensions ; il n'osait ouvrir une porte par laquelle le souffle de la politique pouvait passer et soulever dans les masses les passions envieuses du pauvre contre le riche, et les excitations malsaines au bouleversement d'une organisation sociale que des orateurs représenteraient comme mauvaise et inique. Aussi, pendant que des cours publics et populaires de science, de littérature, d'histoire étaient organisés et prospéraient, les économistes qui avaient essayé de profiter de l'exemple avaient été écartés.

M. Frédéric Passy a eu le mérite de forcer cette porte et il s'est fait, par son ardeur à propager la connaissance de l'économie politique, un titre à la reconnaissance des économistes. Lorsqu'il se présenta à l'Académie, le rapporteur, qui exposait devant ses confrères les titres des candidats au nom de la section d'économie politique, le caractérisait en le nommant « l'apôtre de l'économie politique ». Au moment où le traité de commerce avec l'Angleterre venait d'être signé et où il importait au pouvoir de permettre la défense de sa politique nouvelle par la propagation des vérités économiques, *M. Passy*, qui était alors à Pau, demanda l'autorisation de faire des conférences contre lesquelles l'administration ne pouvait plus élever d'objection fondamentale, sans se mettre en contradiction avec sa politique. Il demandait cette autorisation de puis trois années, déjà et, malgré l'appui que lui prêtait *M. Michel Chevalier*, il avait échoué jusque-là ; le ministre de l'instruction publique et le ministre du commerce se renvoyaient mutuellement la décision que ni l'un ni l'autre n'étaient disposé à prendre. Grâce aux circonstances et à l'insistance de *Michel Chevalier* qui, ayant été l'instigateur, avec *Cobden*, et un des négociateurs du traité, était alors très écouté dans les conseils du gouvernement, il l'obtint cette fois et il fit, à Pau, de mars à mai 1860, les premières conférences publiques d'économie politique. Le temps avait manqué au professeur pour faire un véritable cours. Mais, la même année, sur l'invitation de *Michel Chevalier* qui était président du Conseil général

de l'Hérault, M. Frédéric Passy vint inaugurer à *Montpellier* le premier *cours libre d'économie politique* ; il fit vingt-neuf leçons durant l'hiver de 1860-1861.

« La première parole, dit-il en ouvrant ce cours, qui doit sortir de ma bouche, au moment où, pour la première fois, je mets le pied dans cette chaire née d'hier, c'est un remerciement pour tous ceux, présents ou absents, connus ou inconnus, qui, à quelque titre et à quelque degré que ce soit, m'ont préparé l'honneur d'y monter.

« La science des intérêts des peuples et des relations sociales, entre autres, n'est pas faite pour demeurer enfermée dans le sanctuaire comme un mystère jaloux ; elle est faite pour descendre, comme une lumière allumée d'abord sous le boisseau, mais placée ensuite sur le chandelier, au milieu de la foule qui, sans elle, s'agite en aveugle et se tourmente au hasard. Vous l'avez compris, Messieurs, ce sont les savants qui ouvrent le sillon, mais c'est pour tous qu'y germe et mûrit la récolte. »

Lorsque, quelques mois après, le professeur prit congé de l'auditoire qui l'avait suivi avec assiduité, il voulut lui rappeler l'importance qu'avait ce début pour la libre propagation de la science économique : « En faisant surgir au milieu de vous cette première chaire, Messieurs, vous avez fondé en France l'enseignement de la science économique et vous avez, par une impulsion qui ne s'arrêtera plus, commencé à éveiller sérieusement le goût de ces deux choses par lesquelles les sociétés heureuses peuvent durer, par lesquelles les sociétés malades peuvent se relever : la justice et la lumière. »

M. Frédéric Passy a publié en deux volumes, les *Leçons d'économie politique faites à Montpellier* et recueillies par MM. E. Bertin et P. Glaize. On y trouve la méthode et le ton que le professeur a apportés dans la longue suite de son enseignement. « Ce sont des leçons, dit-il lui-même dans la préface, de simples *leçons* portant, il est vrai, sur les sujets les plus considérables et les plus discutés, mais portant sur un nombre limité de sujets définis ; laissant, par conséquent, à côté d'elles, place pour une suite plus longue peut-être d'autres leçons ; et marquées d'ailleurs, en elles-mêmes, dans leur forme comme dans leur fond, dans leur développement comme dans leurs lacunes, des inévitables et indélébiles caractères de l'enseignement oral. »

Ce qui distingue, entre autres qualités, l'enseignement de M. Frédéric Passy, c'est l'abondance, la chaleur et un profond sentiment de la valeur morale de l'homme. « C'est par l'action du corps sur la matière que se poursuivent et se réalisent la richesse et le bien-être. Mais les résultats et les procédés n'ont une valeur

Liberté commerciale, par *F. Passy*.

La même année, l'infatigable M. Passy faisait, à l'École de médecine, un cours libre d'économie politique, en onze leçons.

L'année suivante, 1867-68, une nouvelle série de conférences était faite dans le grand amphithéâtre de l'École de médecine sous les auspices de la même Association polytechnique, et par les mêmes personnes, auxquelles se joignirent quelques nouveaux professeurs, entre autres *M. Horn*.

Ces deux séries ont été publiées sous le titre de *l'Association polytechnique, Cours d'économie industrielle* recueilli et publié par Evariste Thévenin. Dans cette œuvre, chaque professeur a apporté ses qualités propres ; mais plusieurs, en cherchant à défendre leurs opinions particulières sur certaines questions, ont accusé des divergences qui ont nui à l'harmonie de l'ensemble et à l'action que l'effort commun aurait pu exercer sur l'opinion publique.

Sur un autre théâtre, à l'*Asile impérial de Vincennes*, un système de conférences avait été organisé à peu près en même temps, en partie par les soins de M. Marguerin, sous le patronage de l'Impératrice, qui espérait occuper utilement les loisirs des convalescents. Des économistes prirent part à cette nouvelle forme de propagande, *Baudrillart, Wolowski, Levasseur, Garnier, Lavollée, Jules Duval*.

La porte était désormais ouverte largement et l'élan était donné. Il est impossible et il serait superflu d'énumérer tous les cours et conférences qui en furent la conséquence.

Il suffit de citer quelques noms de professeurs et d'institutions parmi les plus marquants. En 1877, des cours désignés sous le nom du fondateur, M. Bamberger, ont été ouverts à la mairie de la rue Drouot ; M. Courtois y a fait, en 1877, un cours d'économie politique ; M. Letort, en 1879, puis M. Simonin, depuis 1880, un cours d'économie politique appliquée ; à la même mairie, l'Association polytechnique a fondé un *Cours d'économie politique* que fait M. Letort depuis 1875. A Lyon, M. Dameth, professeur à l'Académie de Genève et correspondant de l'Institut, a, pendant plusieurs années, fait un cours dont la substance se trouve dans son *Traité d'économie politique*. A Bordeaux et à Bayonne, M. Lescarret a fait des conférences qu'il a également publiées ; il est aujourd'hui professeur d'un cours d'économie politique, régulièrement constitué à Bordeaux par la Chambre de commerce, et à la suite duquel des diplômes sont délivrés aux disciples les plus méritants. A Orléans, depuis 1877, puis à Chartres et à Versailles, M. Rabourdin a fait plusieurs séries de conférences ; à Paris M. Georges Renaud, à Corbeil M. Léon Phelippe, à Reims M. F. Cadet, à l'hôpital Saint-

Louis et à Vincennes M. *Brelay*, dans les cercles catholiques d'ouvriers M. *Rondelet*, ont contribué à répandre la connaissance de la science. L'enseignement des femmes a même, à Paris, participé à ce mouvement, grâce aux notions d'économie politique pratique que M^{lle} *Malmanche* a introduites dans les cours qu'elle dirigeait.

Aujourd'hui, dans la plupart des sections de l'Association polytechnique, de l'Association philotechnique et de l'Union de la jeunesse à Paris, dans les cours de la Société pour l'enseignement professionnel du Rhône, et dans le cours de la Société d'économie politique à Lyon, dans ceux de la Société philomathique à Bordeaux, dans ceux de la Société industrielle à Saint-Quentin, à Reims, à Amiens, l'enseignement de l'économie politique a conquis une place et acquis à la science autant de collaborateurs que leur grand nombre ne nous permet pas de les nommer, mais qui sont d'autant plus méritants que leurs services sont, pour la plupart, gratuits, quoi qu'ils comptent parmi les plus utiles, puisqu'ils s'adressent d'ordinaire à une classe de la population que la société a le plus grand intérêt à éclairer sur ces matières.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Des économistes ont réclamé longtemps avec insistance l'introduction de l'économie politique dans les lycées et collèges ; mais ils avaient le tort de réclamer en même temps un changement radical dans le système des études, et l'Université n'était pas disposée à les écouter. Ils pouvaient cependant lui rappeler que le décret de la Convention du 7 ventôse an III instituait en principe un enseignement de l'économie politique et de la législation dans toutes les écoles centrales.

C'est qu'en 1872 que M. Jules Simon, voulant reformer par de sages améliorations et sans bouleversement les études classiques, introduisit dans le projet de programme de la classe de philosophie quelques éléments d'économie politique ; cette partie avait été rédigée ou revue par trois de ses confrères de l'Académie. On sait que la plupart des réformes proposées par M. J. Simon échouèrent devant le Conseil supérieur.

Cependant la réforme de l'enseignement géographique, dont on comprenait mieux l'importance, subsista. Les programmes, dans les classes d'humanités, comprirent désormais, à côté de la géographie physique et politique, la géographie économique. L'expression était nouvelle, comme devait l'être l'enseignement. La Commission de géographie, dont M. Levasseur était le secrétaire, et qui avait préparé ces programmes, pensait que l'introduction de notions raisonnées sur les produits du sol et de l'industrie et

sur le commerce des nations pouvait à la fois rendre plus fructueuse l'étude de la géographie et éveiller chez les élèves le sens des relations économiques.

Lorsqu'en 1880, sous le ministère de M. J. Ferry, le Conseil supérieur discuta les programmes par lesquels devaient être accomplies la réforme universitaire, M. J. Simon, membre du Conseil, proposa, conformément au dessein qu'il avait formé pendant son ministère, l'introduction de l'économie politique dans la classe de philosophie. Cette opinion fut accueillie par le Conseil et les nouveaux programmes de l'enseignement secondaire classique portent, à la suite de la morale :

Notions d'économie politique. — Production de la richesse. Les agents de la production : la matière, le travail, l'épargne, le capital, la propriété.

Circulation et distribution des richesses. L'échange, la monnaie, le crédit, le salaire et l'intérêt.

Consommation de la richesse : consommations productives et improductives. La question du luxe. Dépenses de l'État. L'impôt, le budget, l'emprunt.

L'enseignement a donc aujourd'hui une place dans les lycées; c'est celle que nous demandions pour lui depuis quinze ans. Elle est modeste, mais suffisante. On ne peut pas prétendre tout enseigner à des lycéens; il importe moins de leur expliquer tous les problèmes économiques que de leur donner quelques principes solides et justes comme fondement des connaissances qu'ils pourront acquérir plus tard. Reste maintenant aux professeurs de philosophie à se pénétrer assez eux-mêmes de l'esprit de ces principes pour pouvoir les enseigner; l'École normale les y préparera désormais. Ce n'est que par exception qu'on peut rencontrer un économiste tel que M. Fr. Passy se dévouant pour donner des leçons de ce genre dans le lycée.

Il y a, à Paris, un établissement d'enseignement secondaire où l'économie politique a été de très bonne heure une des matières du programme. C'est le *collège Chaptal*, dirigé par M. Monjean, qui s'était fait connaître, dès 1840, par ses travaux économiques. Dans ce collège qui, comme établissement municipal, est en dehors des règles universitaires, et dont le type original tient à la fois de l'enseignement classique et de l'enseignement industriel, il y a au sommet des études un cours d'économie politique. M. Fr. Passy, qui en est le professeur, consacre à chacune des deux divisions une vingtaine de leçons qui lui suffisent pour donner, sous forme d'entretien familial, des notions sur l'ensemble de la science.

En 1864, M. Marguerin, à la suite d'une mission pédagogique

en Angleterre faite en compagnie de M. Motheré, publiait un rapport au préfet de la Seine intitulé : *De l'enseignement des classes moyennes et des classes ouvrières*. Il y insistait sur l'utilité de donner à ces classes, comme on le faisait en Angleterre, un enseignement économique, et, pour appuyer sa proposition, il y joignait le programme d'un cours d'économie industrielle qu'il nous avait demandé de rédiger en lui donnant, autant que possible, un caractère simple, pratique et historique.

L'année suivante, le ministre de l'Instruction publique, M. Duruy, obtenait le vote de la loi du 21 juin 1865, qui créait l'enseignement secondaire spécial, lequel était, en réalité, un enseignement général approprié aux classes moyennes de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, et qui aurait pu s'appeler enseignement industriel. L'enseignement économique devait nécessairement y avoir une place. Cependant, les programmes provisoires publiés au *Journal officiel de l'Instruction publique* du 7 octobre 1863 indiquent bien pour la quatrième année : « Notions de morale, de droit commercial et d'économie industrielle et rurale, une heure 1/2 par semaine », ce qui était bien peu ; mais dans le programme détaillé qui suit, l'économie était omise.

M. Baudouin, inspecteur général de l'enseignement primaire, chargé par le ministre de préparer les programmes définitifs, demanda à M. Levasseur de rédiger le programme d'économie à peu près tel qu'il l'avait fait pour le rapport de M. Marguerin ; cependant, le rédacteur étendit la partie commerciale, développa les notions préliminaires et ajouta, puisque ce programme s'adressait à toute la France, une partie d'économie rurale que retoucha M. Mauny de Mornay, directeur de l'agriculture. Ce programme est celui qui figure dans les programmes officiels envoyés aux recteurs le 6 avril 1866. L'économie rurale, industrielle et commerciale avait gagné d'avoir pour elle seule une heure par semaine. « Ce cours, disait l'instruction, est en quelque sorte la philosophie des professions industrielles ; c'est pourquoi il a été placé au terme des études de l'enseignement spécial ». Malheureusement ce terme, c'est-à-dire la quatrième année, n'existe que dans un nombre restreint d'établissements, et trop peu d'élèves ont pu y profiter de l'enseignement économique.

M. Levasseur avait été chargé également par M. Baudouin de préparer les programmes de géographie pour la seconde et pour la troisième année, et il y avait introduit la géographie économique ; les motifs qui devaient la faire admettre plus tard dans l'enseignement classique lui paraissaient à plus forte raison déterminants lorsqu'il s'agissait de former des industriels.

Les programmes de 1866 avaient été développés à dessein afin de guider dans un enseignement nouveau des maîtres inexpérimentés. Ils furent trouvés longs et compliqués. Ils ont été remplacés par les nouveaux programmes officiels de 1882, qui sont plus simples. Dans ces nouveaux programmes, qui commencent à être mis en pratique, on ne s'est plus cru obligé à employer la périphrase d'économie rurale, industrielle et commerciale, qu'on regardait encore comme un passeport utile en 1865. On a appelé les choses par leur nom : ce sont les *principes de l'économie politique* qui figurent au programme, avec une introduction et quatre parties : production, circulation, consommation, finances. L'ordre général est plus logique, quoique certains détails du programme ne soient pas à la place la plus convenable, et l'enseignement en sera rendu plus facile pour les maîtres, et plus clair pour les élèves.

M. Duruy avait créé à Cluny une *Ecole normale secondaire spéciale*. Un professeur, M. de Fresquel, y est chargé de l'enseignement de la législation et de l'économie politique.

Les écoles municipales supérieures, dont Turgot est le type et dont M. Pompée a été le premier fondateur et M. Marguerin l'organisateur, sont de véritables écoles industrielles. L'école commerciale de l'avenue Trudaine, fondée par la Chambre de commerce, appartient à la même catégorie. L'enseignement de l'économie politique leur est nécessaire. Il a été introduit il y a plus de douze ans, par M. Marguerin ; le cours a été fait d'abord par M. Paul Coq, qui a reproduit son enseignement dans un Manuel ; il l'est aujourd'hui par M. Georges Renaud. L'école Arago, la dernière des écoles municipales créées, a mis tout d'abord l'économie politique sur ses programmes ; M. Magnin professe ; l'école Lavoisier, où M. Lesiour professe la législation et l'économie politique, avait devancé Arago. Il est à désirer que cet enseignement soit donné également dans toutes les écoles de ce genre. A Nantes, M. Livet l'avait compris ainsi depuis longtemps et l'avait introduit dans son école professionnelle.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Quoique M. de Lafarelle eût demandé, dès 1846, que l'économie politique pénétrât dans l'école normale et par l'école normale dans l'école primaire, le succès paraissait douteux. Il y avait pourtant un point hors de doute : c'est que des instituteurs possédant des idées justes sur les matières économiques rendraient un service à l'ordre social en faisant pénétrer ces idées dans le peuple des villes et des campagnes.

La persévérance de plusieurs économistes, au nombre desquels on compte encore M. Frédéric Passy, a triomphé enfin. En 1872,

M. Rozy, professeur à la Faculté de droit de Toulouse, obtint de faire un cours d'économie politique à l'école normale primaire; il est mort en 1882, laissant un *Traité élémentaire d'économie politique* comme souvenir de ses leçons. En 1872, le Conseil général de l'Oise, et, en 1874, celui de Seine-et-Oise émettaient des vœux pour l'introduction de l'économie politique dans l'école normale; celui de Seine-et-Oise votait même des fonds et c'était M. F. Passy qui entreprenait de donner cet enseignement et qui y ajoutait bientôt celui de l'école normale primaire d'Auteuil et celui de l'école normale de jeunes filles à Neuilly, auquel il faut ajouter aujourd'hui celui du collège Sévigné. Dans les deux années suivantes, une vingtaine de Conseils généraux suivirent l'exemple et émirent des vœux analogues à ceux de l'Oise et de Seine-et-Oise.

Les nouveaux programmes pour l'enseignement dans les écoles normales d'instituteurs, promulgués le 29 juillet 1881, y ont fait pleinement droit. Dans l'instruction morale et civique, qui est donnée en troisième année, figurent des *notions d'économie politique* dont le détail est la reproduction textuelle du programme des lycées. Reste pour les écoles normales, comme pour les lycées, à trouver ou à former des maîtres qui sachent assez pour enseigner. Le ministre de l'instruction publique a déjà préparé les voies en chargeant M. *Paul Boiteau* de l'*instruction civique* et de l'*économie politique* dans les Cours préparatoires au professorat des écoles normales d'instituteurs et M. *E. Cadet* des *notions d'économie politique* dans l'Ecole normale supérieure d'institutrices.

L'économie politique tend même aujourd'hui à pénétrer plus loin. M. Maze a demandé à la Chambre des députés de l'inscrire au nombre des matières de l'enseignement des écoles primaires et les programmes promulgués le 27 juillet 1882 portent, après l'histoire et la géographie :

« Instruction civique, droit usuel, notions d'économie politique », avec le commentaire suivant : « Entretiens préparatoires à l'intelligence des notions les plus élémentaires d'économie politique : l'homme et ses besoins; la société et ses avantages; les matières premières, le capital, le travail et l'association. La production et l'échange; l'épargne; les sociétés de prévoyance, de secours mutuels, de retraite. »

RÉSUMÉ

L'histoire de l'enseignement économique comprend, d'après l'exposé que nous venons d'en faire, deux périodes distinctes avant 1860 et depuis 1860. Le changement de la politique commerciale de la France dont le traité de commerce avec l'Angleterre a été le

place qui conviendrait le mieux au cours d'histoire des faits et doctrines économiques, et c'était aussi l'opinion du ministre.

Depuis que des notions d'économie politique font partie du programme de philosophie, l'objection n'existe plus. Mais, si une chaire de ce genre était instituée à la Sorbonne, nous ne pensons pas qu'on pût faire de son existence un argument pour la création de chaires semblables dans toutes les Facultés des lettres, parce qu'à côté des principales Facultés qui préparent à l'agrégation, le candidat trouve une École de droit à laquelle il peut demander les notions économiques utiles à son examen. Il faut maintenir, autant que possible, entre les branches multiples de l'enseignement supérieur, un équilibre conforme aux besoins de chaque époque et aux ressources du budget, et il ne faut pas perdre de vue que les notions économiques n'occupent qu'une place restreinte dans le cours de philosophie. Si, plus tard, les professeurs des lycées, formés par le nouvel enseignement, sont portés par la force des choses à élargir cette place, il sera temps d'y pourvoir dans les Facultés.

C'est une pensée juste de vouloir faire pénétrer dans la masse de la nation le sentiment des vérités économiques ; ce serait une ambition trop grande que de prétendre en faire un enseignement dogmatique dans l'école primaire. Il est dangereux de surcharger l'enseignement primaire et le ministre, en publiant les programmes de juillet 1882, a eu soin de prémunir les instituteurs contre ce danger : « l'idéal de l'école primaire, dit-il, n'est pas d'enseigner beaucoup, mais de bien enseigner ». Or, l'économie politique est une science qu'on ne sait que lorsqu'on a méthodiquement suivi l'enchaînement de ses propositions fondamentales. L'enfant de douze ans est incapable de cet effort. Il faut se contenter « des entretiens préparatoires » qu'indique le programme et, le plus souvent, le maître ne pourra engager de pareils entretiens que sous forme de commentaire d'une dictée ou d'une lecture. C'est pourquoi il est important de multiplier les bons livres destinés aux écoles primaires, comme le *Petit manuel d'économie pratique* de M. Block, *Francinet* et le livre de lectures courantes de *Camont*.

Mais, si l'on a assez fait ou du moins si l'on a assez largement ouvert la voie de ce côté, — car les programmes viennent d'être promulgués et le temps pourra seul apprendre la mesure de la pratique, — il y a encore des lacunes de quelques autres côtés.

L'École centrale des arts et manufactures, dont l'importance s'est tant accrue depuis une trentaine d'années et qui est aujourd'hui la pépinière de la grande industrie, n'a pas de cours d'économie politique ; les écoles d'arts et métiers qui, dans une région

plus modeste, peuplent aussi nos ateliers et nos usines, n'en ont pas non plus; ils sont cependant au nombre des établissements où cet enseignement serait le plus utile.

La statistique a été moins favorisée dans ces derniers temps que l'économie politique dont elle est un auxiliaire nécessaire. Elle a ses procédés particuliers, arides et difficiles. Elle est utile à tous ceux qui traitent, à un titre quelconque, des sciences sociales, et il manque quelque chose à l'économiste même qui n'a pas appris suffisamment à la manier. Elle n'a pourtant dans l'enseignement officiel qu'une seule chaire qui lui soit consacrée, celle du Conservatoire des Arts-et-Métiers et une chaire où, de temps à autre, elle a accès, celle d'histoire et géographie économiques du Collège de France; il faut y ajouter le cours de l'Ecole d'anthropologie, les conférences de l'Ecole des Ponts et Chaussées et le cours de statistique de l'Ecole des sciences politiques. Ce n'est pas suffisant pour former non seulement des hommes de science, mais des fonctionnaires munis des connaissances qui leur permettent de se servir de la statistique et d'en faire avec intelligence. La presse est mieux dotée à cet égard: à Berlin, il existe, auprès du bureau de statistique, un séminaire créé par M. Engel et exclusivement consacré à la préparation des statisticiens.

S'il y a trop peu de savants qui s'adonnent aux études de statistique, il y a aussi trop peu d'historiens qui fouillent dans le passé et qui s'appliquent à en mettre en relief les institutions et les faits à la lumière de l'économie politique. Il y a cependant là une mine abondante qui, dans d'autres pays, est exploitée avec plus d'ardeur qu'en France. Nous avons des économistes qui ont le sens théorique ou le sens pratique; les Écoles de droit commencent à en produire qui ont le sens juridique. Pourquoi l'enseignement des Facultés de lettres et des lycées n'en produirait-il pas qui aient le sens historique? C'est une des voies dans lesquelles l'Académie des Sciences morales et politiques s'efforce, par ses concours, de guider les hommes de travail et de talent.

Il ne faut pas désespérer de voir combler quelque jour ces lacunes. Quand on se reporte dans le passé, comme nous venons de le faire par ce résumé, et qu'on rapproche les défiances qu'excitait, il y a trente ans, l'enseignement économique et l'empressement avec lequel on l'accueille aujourd'hui, on peut avoir quelque confiance dans le progrès futur des études économiques et statistiques en France.

M. Gustave Roy, président de la Chambre de commerce de Paris, qui a été invité par le Bureau de la Société à assister à cette réu-

nion solennelle, tient à remercier, au nom du corps qu'il représente, de la façon courtoise et sympathique dont M. Levasseur a apprécié les efforts de la Chambre de commerce pour la diffusion des notions économiques, dans les divers établissements d'enseignement spécial fondés par elle.

Sans être encore agrégé à votre savante compagnie, dit M. Roy, j'ai depuis longtemps lutté pour les mêmes idées qu'elle-même ; j'ai combattu, si je puis m'exprimer ainsi, en franc-tireur, à ses côtés, sur ses flanc, et mon vif désir, aujourd'hui, serait d'entrer comme soldat dans ce régiment pacifique, pour partager ses efforts et ses succès.

M. Léon Say, président, s'empresse de répondre qu'une telle candidature est de celles que la Société est heureuse d'accueillir avec un empressement unanime ; le Bureau se réunira dans le plus bref délai, pour donner la consécration d'usage.

L'heure avancée a malheureusement privé la réunion d'entendre M. Moret y Prendergast, ancien ministre en Espagne, faire un exposé, qui eût été du plus haut intérêt, de la situation économique et des tendances du gouvernement au delà des Pyrénées.

A peine l'honorable député peut-il donner quelques indications très rapides sur la tactique à laquelle sont réduits les économistes dans l'Espagne moderne. « Chez nous, dit-il, nous n'avons ni les loisirs ni les moyens de faire, comme vous, de la science, d'étudier le côté doctrinal des questions avant d'en venir à la pratique. Nous nous voyons obligés de procéder par bonds, sans ligne de conduite, sans plan de campagne tracé d'avance. S'il a été impossible jusqu'ici, de trouver parmi nous les éléments d'une société d'économie politique aussi solidement constituée que la vôtre, Messieurs, nous avons pourtant fondé des sociétés pour la réforme des tarifs de douanes, pour la propagande des doctrines commerciales conformes aux principes de liberté. Sans principes bien arrêtés peut-être, sans convictions bien profondes et bien solides encore, le parti libéral, en Espagne, a dû se faire économiste et libéral, et nous avons tout lieu d'espérer que la France trouvera, à l'occasion, de l'autre côté des monts, chez le peuple espagnol, de sérieuses sympathies sur le terrain des saines doctrines économiques et de la liberté des échanges. »

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

et en 45 subdivisions nous semble absolument arbitraire et il serait facile de diviser autrement, soit les grandes classes, soit les subdivisions. En second lieu, nous ne croyons pas que la vitalité se mesure à des travaux éminents accomplis dans telle ou telle spécialité, lorsque d'autres spécialités laissent à désirer. En troisième lieu, nous ne croyons pas que la puissance vitale se mesure au nombre des hommes de premier ordre produits dans tel ou tel ordre de travaux humains, sans tenir compte des individus qui ont travaillé dans chaque branche avec plus ou moins de distinction. Enfin, en quatrième lieu, il nous semble difficile qu'un homme, quelque éminent qu'il soit, puisse apprécier avec compétence et mesurer exactement les travaux accomplis dans les diverses branches de l'activité humaine.

Voilà quatre objections radicales que nous élèverions sur l'étude d'une seule question, qui ne nous semble pas, il est vrai, « précise et circonscrite. » Enfin, nous élèverions encore une cinquième objection. A supposer que les quatre premières ne fussent pas fondées, serait-il certain que la vitalité manifestée pendant trois quarts de siècle continuerait nécessairement à se manifester? Nous ne le pensons pas. La vitalité d'une nation peut croître ou décroître sans que les observateurs les plus attentifs puissent affirmer avec certitude qu'elle croît ou décroît. Ce n'est qu'à leurs effets qu'on mesure les forces, et, lorsqu'on voit les effets, on ne peut savoir si la force qui les a produits existe encore ou a cessé d'être.

Nous n'insisterons donc pas sur la valeur scientifique du livre de M. Destrem. Sa valeur est surtout une valeur morale. L'auteur a étudié patiemment, avec beaucoup de conscience et d'honnêteté, les questions sociales et politiques qui ont occupé son époque : il a porté dans cette étude un remarquable esprit d'observation, le bon sens d'un homme d'affaires et la bonne volonté d'un philanthrope. Les solutions qu'il propose ne sont peut-être pas toujours les meilleures, mais elles peuvent être défendues.

Quant à la forme, les articles de sa Constitution sont presque tous des déclarations de principes plutôt que des dispositions législatives et leur rédaction atteste souvent une inexpérience naïve des choses juridiques. Les dangers auxquels il s'est exposé et qu'il n'a pas su toujours éviter sont ceux qui attendent tout penseur ayant la prétention de définir l'organisation complète de la société depuis la famille jusqu'aux grands pouvoirs publics. Si la science sociale est peu avancée, elle l'est suffisamment pour nous détourner de ces grandes entreprises : au lieu de nous conseiller de créer des Constitutions idéales, elle nous invite à étudier dans ses éléments intimes la Constitution sociale que nous avons sous les yeux, à en faire la physiologie et à n'entreprendre des réformes qu'avec beaucoup de circonspection et après en avoir constaté l'absolue nécessité.

Si le livre de M. Destrem ne tient pas tout ce qu'aurait désiré son auteur, il n'en est pas moins un livre important, résultat d'un travail patient et estimable. C'est une œuvre de bonne foi, où la plupart des problèmes sérieux de notre temps sont posés et discutés par un homme d'affaires distingué, qui a observé et réfléchi par lui-même. C. S.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : Ouverture de la session parlementaire. Déclaration du ministère. — L'affaire de Montceau-les-Mines et la dynamite à Lyon. — Ce que veulent les apôtres de la dynamite. — Les programmes anarchistes et collectivistes. — La concurrence appréciée par le *Prolétaire*. — Les vers de la *Marianne*. — Les moyens de réprimer « la propagande du fait ». — La situation à Montceau-les-Mines, d'après M. Ch. Limousin. — La grève des ouvriers en meubles sculptés au faubourg Saint-Antoine. — Les effets des grèves. — La liberté du travail et les ouvriers lillois. — Les *Unionistes* anglais et les grévistes français. — La *Bourse du travail*. — M. Clémenceau et le dogme de la propriété. — La suppression de la subvention du théâtre à Lyon. — L'histoire édifiante de la banque communale de Skopine. — Le socialisme d'Etat en matière de canaux. — M. Paul Leroy-Beaulieu et la concurrence en matière de chemins de fer. — La querelle Stanley et Savorgnan de Brazza. — Le congrès bi-métalliste de Cologne. — Le congrès de la paix à Bruxelles. — Mort de M. Jacques Valsерres.

Les Chambres ont repris leurs travaux le 9 novembre. La session a été ouverte par une déclaration ministérielle que le président du Conseil, M. Duclerc, a lue à la Chambre des députés, et son collègue, M. Tirard, au Sénat. Nous y remarquons ce paragraphe qui exprime une idée fort juste, et dont il serait à souhaiter que notre Parlement se pénétrât davantage :

Ne vous le dissimulez pas, Messieurs, la source de notre influence extérieure est ici. Elle est en vous. Selon le caractère que vous imprimerez à notre politique intérieure, l'action de la France au dehors sera féconde ou stérile.

Le ministère invite sagement les Chambres à procéder avant tout à la discussion du budget et à la conduire de telle sorte qu'il puisse être voté par le Sénat avant la fin de la session. Il annonce la présentation ou la reprise de divers projets de lois : sur les récidivistes, la révision de la loi du 30 juin 1838 concernant les aliénés, les sociétés de secours mutuels, les modifications à apporter à la loi de 1880 sur les logements insalubres, les syndicats professionnels, les sociétés commerciales, les faillites, le serment judiciaire, le code d'instruction criminelle, les ventes d'immeubles, le code rural, l'organisation judiciaire, l'extension de la colonisation en Algérie et le développement de notre empire colonial.

Voilà bien de la besogne. Tout ce que nous désirons, c'est que les questions dites politiques ne viennent pas se mettre en travers, et que la Chambre finisse par se convaincre que le meilleur moyen de consolider la république ce n'est pas de renverser un ministère deux ou trois fois par an.

*
*
*

L'application de la dynamite à la solution des questions sociales vient d'être importée de Russie en France. A Montceau-les-Mines, les introducteurs de ce nouveau procédé se sont contentés de faire sauter quelques croix et de démolir une chapelle; à Lyon, ils ont fait éclater une bombe dans le café Bellecour; il y a eu, malheureusement, un mort et plusieurs blessés. En même temps, des placards incendiaires contribuaient à répandre la terreur dans les esprits. Quelques extraits d'un de ces placards, affiché à Montceau-les-Mines donneront une idée du style des fauteurs de révolution à la dynamite.

MOUVEMENT SOCIAL.

Compagnons de chaînes! Chaque jour, nous entendons prononcer à nos oreilles le mot de liberté; pouvons-nous parler de liberté, nous, esclaves de la mine, qui avons à subir toutes les vexations des capitalistes et de leurs gardes-chiourmes, sous la direction desquels nous devons marcher? Pouvons-nous prononcer le mot de liberté, nous, chair à explosion, qui descendons dès l'aube au fond des puits?....

Non, la liberté, nous ne la connaissons pas encore! la liberté ne se donne pas, elle se prend, et nous la prendrons! Oui, nous la prendrons, messieurs les bourgeois, et malgré vos sbires de toutes espèces, nous nous émanciperons....

Nous nous sommes enfin écriés : Assez de martyrs, assez de souffrances, nous voulons vivre en hommes libres! Forts de nos droits et ayant à cœur de remplir les devoirs qui nous incombent, nous avons levé l'étendard de l'internationale au cri de : Vive la Révolution sociale! pour hâter l'avènement de cette Révolution qui amènera enfin l'émancipation des travailleurs du joug du capital et de l'Etat.

Vive la Révolution sociale! Vive l'anarchie!

Nous inclinons à croire que le premier noyau du parti anarchiste a été formé par le célèbre révolutionnaire Bakounine. A un des derniers Congrès de l'*Internationale*, à La Haye, Bakounine et le petit nombre de ses adhérents se sont séparés de la majorité, relativement modérée, et ils ont formé une association distincte, qui s'est grossie ensuite d'un certain nombre de nihilistes, de collectivistes ou de communistes violents. Cette constitution d'un parti de la dynamite n'est point, il faut le remarquer, un phénomène bien nouveau : Orsini et ses complices, et avant eux Saint-Régent, avaient employé les matières explosibles à la solution des questions politiques. La seule différence, c'est qu'il s'agit aujourd'hui de questions sociales. Le tyran que l'on veut faire disparaître, — naturellement pour se mettre à sa place et se partager ses dépouilles, — c'est le capitaliste. Mais le capitaliste s'appelle légion et il se multiplie tous les jours. Il faut être aussi insensé qu'enragé pour s'imaginer qu'on parviendra à détruire, avec des cartouches de dynamite, cette race prolifique, à laquelle appartient

non seulement la bourgeoisie, mais encore la partie la plus vigoureuse et la plus saine de la classe ouvrière. On causera quelques dégâts, qui seront à peine l'équivalent de ceux que peuvent produire deux ou trois gros accidents de chemin de fer; on réussira peut-être à préparer l'avènement de quelque dictateur impérial ou autre, et ce sera tout.

Ce n'en est pas moins un danger dont le gouvernement a le devoir de préserver les contribuables qui le payent pour sauvegarder leurs personnes et leurs propriétés. On peut contester, en effet, au gouvernement le droit de sévir contre les doctrines, si dangereuses et subversives qu'elles paraissent — car il n'y a point de doctrines nouvelles qui ne soient subversives des anciennes. Le christianisme était subversif du paganisme et le libre-échange subversif du protectionnisme; mais du moment où l'on attente à la vie des personnes et où l'on détruit les propriétés, on a beau n'avoir d'autre mobile que le pur amour de l'humanité et du progrès, on se confond avec la tourbe des malfaiteurs et on mérite d'être traité comme eux. Le fanatisme, quand il est sincère, peut être une circonstance atténuante, mais rien de plus.

*
* *

Que veulent les apôtres de la dynamite? Ils veulent détruire la vieille société, comme l'appelaient leurs devanciers, les socialistes de 1848; mais après?... Après, les plus *avancés* d'entre eux veulent établir l'*anarchie*, en supprimant toute autorité aussi bien que toute propriété. « Notre ennemi, disent-ils dans un de leurs manifestes, c'est la loi, c'est l'État monarchique, oligarchique, ouvrier. » Seulement, il ne se contentent pas d'être anarchistes, ce qui est déjà bien joli, ils sont encore communistes. « Tout produit social, disent-ils, est une œuvre collective à laquelle tous ont également droit. Nous sommes donc communistes. » Soit! mais si vous êtes communistes, ne vous faudra-t-il pas une autorité qui se charge de partager également entre tous les produits et les services auxquels tous ont également droit? Cette autorité, cet état communiste ne sera-t-il pas obligé d'entretenir encore des tribunaux, une police et même une armée chargés de réprimer toute tentative de rétablissement de l'infâme propriété? La seule différence entre la vieille société et la nouvelle, c'est que, dans celle-là, la justice a pour mission de poursuivre les voleurs, tandis que, dans celle-ci, elle sera spécialement chargée de poursuivre les propriétaires.

*
* *

Entre les anarchistes-communistes, issus des nihilistes russes, qui avaient pour organe *le Droit social* et *l'Etendard révolutionnaire* de Lyon, les collectivistes révolutionnaires du Congrès de Roanne

et du journal *l'Égalité* et les collectivistes-possibilistes du Congrès de Saint-Étienne et du *Prolétaire*, il n'y a que des nuances. Tous veulent la suppression de la propriété et de la concurrence, et l'établissement du communisme, soit par l'État, la commune ou bien encore par le « compagnonnage ». Ils ne diffèrent que sur la manière de procéder au renversement et à la liquidation de la vieille société. Les anarchistes-communistes sont les plus radicaux ; ils n'ont de confiance que dans la dynamite, et ils veulent l'employer sans retard. Les collectivistes révolutionnaires ne repoussent pas l'emploi de la dynamite, mais ils admettent cependant qu'on puisse essayer de quelque autre procédé, et ils pensent qu'il faut attendre un moment favorable pour s'emparer d'abord du Parlement, ensuite de la propriété ; ils sont « opportunistes ».

C'est par le pouvoir politique, dit *l'Égalité*, que nous débiterons. C'est le « Parlement » qui devra le premier être emporté avec ou sans *dynamite*, le comment nous délogerons la bourgeoisie du gouvernement dépendant non des hommes, mais des circonstances.

Et en procédant de la sorte, en enlevant avant tout la forteresse gouvernementale qui commande toute la société bourgeoise, nous ne serons pas des *novateurs*. Nous ne ferons que profiter de la leçon immortelle qui nous a été donnée à la fin du siècle dernier par les hommes du Tiers et suivre leur exemple.

Le pouvoir d'abord ;

La propriété ensuite.

Enfin, les collectivistes possibilistes, sans exclure les moyens révolutionnaires, sont d'avis de constituer avant tout le parti ouvrier et de le faire intervenir dans les élections, expédient que les avancés de l'école de Bakounine considèrent comme puéril et même méprisable.

*
* *

Nous venons dire que ces trois fractions du socialisme révolutionnaire ne sont séparées que par des nuances. Le but commun qu'elles poursuivent, c'est la suppression [de la propriété et de la concurrence. Témoin cette tirade que nous empruntons au plus modéré de leurs organes, *le Prolétaire*.

... Si l'ouvrier a eu le bonheur d'être aidé par quelques écrits socialistes, comme il se rend vite compte des causes de sa misère : la propriété individuelle, engendrant la concurrence hideuse et l'égoïsme sans entrailles ?

La concurrence n'est-elle pas la mère génératrice des maux de l'humanité ?

N'est-ce pas cette concurrence meurtrière qui engendre presque tous les vices et les crimes, qui fait le père ennemi de son fils, celui-ci ennemi de son père, le frère ennemi du frère, l'ami de l'ami ?

N'est-ce pas elle encore qui fait du maître l'assassin de l'ouvrier, de

celui-ci un esclave et une victime; qui est cause que le nombre des prolétaires augmente, que les salaires diminuent; qui métamorphose l'honnête homme en voleur, qui fait de l'homme de bonne foi une dupe ?

N'est-ce pas la concurrence, enfin, étayée sur la propriété individuelle, qui transforme le commerce en une véritable urène, et toute la terre en un vaste champ de bataille, en une immense caverne de voleurs et de brigands de toutes sortes, couverte de gladiateurs et de guerriers, de vainqueurs et de vaincus, de fripons et de gogos, d'heureux et de malheureux, d'opulents nageant dans l'abondance et le superflu, et de misérables manquant de tout, mourant de faim ?

A la vérité, cette tirade contre la concurrence n'est pas neuve; on la retrouve dans le petit livre de M. Louis Blanc sur l'*Organisation du travail*, dans les ouvrages de Fourier, de Cabet et des autres ancêtres du communisme ou du collectivisme actuel. Les doctrines socialistes ne se sont pas sensiblement modifiées depuis une quarantaine d'années que nous les connaissons. Seulement, il y avait autrefois des socialistes pacifiques, — les fouriéristes, par exemple, — qui croyaient à la possibilité de socialiser la société sans employer la force, tandis qu'aujourd'hui la poudre et la dynamite prennent de plus en plus la place de la parole et de la presse comme instruments de propagande. C'est ce que la nouvelle école appelle la « propagande du fait ».

*
* *

Même *le Prolétaire* ne dissimule pas sa préférence pour les moyens révolutionnaires. Il le dit en prose, il le répète en vers :

Mais si la faim à face blême,
Devant les repus se dressant,
Leur pose en armes son problème,
Sur nos pavés tachés de sang,
Je sais bien que pour le résoudre,
L'éloquence ne suffit pas :
C'est en faisant parler la poudre
Qu'on fait taire les avocats !

*
* *

En présence de ce débordement d'insanités, bien des gens réclament des lois répressives ou préventives de la propagande du socialisme révolutionnaire. Comme le remarque fort bien *le Parlement*, ces lois existent.

Des sociétés secrètes se sont organisées, depuis plusieurs années, dans le département de Saône-et-Loire ; l'article 291 du Code pénal, qui est en pleine vigueur, on le sait de reste, aurait permis de les atteindre. Des menaces ont été adressées aux jurés de Châlons ; point n'est besoin, pour les punir, d'une loi nouvelle ; l'article 305 du Code pénal n'est pas abrogé. D'odieuses provocations au crime se sont produites dans

les réunions publiques ; l'article 23 de la loi sur la presse les atteint directement. Certains journaux ont excité au meurtre, au pillage, à l'incendie ; l'article 24 de la même loi leur est applicable.

Mais, en admettant même que ces lois et bien d'autres qui protègent le principe de la propriété, qui interdisent les affiliations à l'*Internationale*, etc., etc., fussent rigoureusement appliquées, en admettant qu'on y joignît la suppression des réunions publiques et des feuilles révolutionnaires, nous doutons qu'elles réussissent à empêcher « la propagande du fait ». Que l'on n'oublie pas que le socialisme révolutionnaire, dans son expression la plus violente et sous sa forme la plus pernicieuse, nous arrive de la Russie, c'est-à-dire d'un pays où la censure pousse la précaution contre la propagande subversive jusqu'à maculer les dangereux articles du *Journal des Débats* et de la *Revue des Deux-Mondes*. En muselant la presse révolutionnaire, en fermant les réunions publiques, on se priverait simplement de deux sources d'informations précieuses. Que l'on renforce le personnel insuffisant des *détectives*, que l'on se tienne au courant des faits et gestes des apôtres de la dynamite, voilà ce qui peut être vraiment efficace. Le reste — l'exemple de la Russie ne l'atteste que trop — n'est autre chose que la « précaution inutile ».

*
* *

Notre confrère, M. Ch. Limousin, qui a visité récemment Montceau-les-Mines, donne sur les relations de la Compagnie avec ses ouvriers quelques renseignements pleins d'intérêt :

Montceau est le siège d'une exploitation minière importante, dirigée d'après les principes de socialisme aristocratique et clérical de M. Le Play. La Compagnie, qui ne paraît d'ailleurs formée que de quelques hommes, a créé, pour son personnel, d'intéressantes institutions de prévoyance : elle leur assure une retraite dans leur vieillesse, des secours en cas de maladie ou d'accidents ; elle leur loue ou leur vend des maisons ; elle a créé des écoles et bâti des églises. Elle a fait plus encore : elle a organisé des magasins où elle vend, à bon marché et à crédit, ce qui est nécessaire pour vivre. Mais elle met à la jouissance de tous ces avantages, comme à l'obtention du travail, la condition tacite d'être religieux en apparence. Elle n'impose pas les opinions monarchistes, parce qu'ainsi elle s'exposerait à dépeupler ses chantiers, mais elle renvoie les « meneurs » républicains. Tout dans ce pays, jusqu'au sol des rues, appartient à la Compagnie.

Est-il surprenant, ajoute M. Limousin, que, dans de semblables conditions, la population soit à l'état d'irritation latente, et que quelques hommes se soient laissés entraîner à faire sauter, avec de la dynamite, les croix qui parsèment les champs recouvrant la concession, à attaquer la chapelle dont le desservant était accusé de dénoncer les ouvriers irréligieux ou « meneurs » républicains, à attaquer également le presbytère

éviter une grève imminente, consentirent à une augmentation de 20 0/0 sur la main-d'œuvre, et le prix de la journée fut fixé à 75 centimes l'heure. Pour les travaux à la pièce, il fut convenu qu'une commission mixte de patrons et d'ouvriers fixerait les prix qui n'auraient pas été définitivement convenus avant la mise en œuvre du travail. Il arrive parfois, en effet, dans l'industrie des meubles, que le prix du travail à effectuer n'est pas fixé d'avance et que le règlement n'a lieu qu'au moment de la livraison par l'ouvrier. L'institution de la commission avait pour but de prévenir les procès qui s'élèvent en pareil cas devant le conseil des prud'hommes, pour le règlement de ces sortes de travaux. Néanmoins, et c'est là un point important du débat, il demeura formellement entendu que la commission ne fonctionnerait qu'en cas de désaccord entre l'ouvrier et le fabricant, les deux parties ayant toute liberté pour convenir des prix avant la mise en œuvre.

Au bout de quelques mois, les ouvriers émirent de nouvelles exigences. Ils demandèrent que la commission mixte fût seule compétente pour établir les prix de chaque pièce après les travaux finis, nonobstant les prix qui auraient été convenus avant la mise en œuvre entre l'ouvrier et le patron. Plusieurs maisons n'ayant pas voulu laisser expertiser les prix convenus de bonne foi avec leurs ouvriers furent mises à l'index. C'est pour éviter un sort pareil que soixante-quinze patrons réunis en syndicat ont fermé leurs ateliers jusqu'à la levée de la mise à l'index des maisons frappées, et ont dénoncé la convention de 1880.

De leur côté, non seulement les ouvriers ont persisté dans leurs prétentions, mais ils viennent d'en formuler de nouvelles. Dans un programme élaboré en commun, ils ont stipulé que la commission « devra donner la valeur réelle, sans tenir compte des engagements pris entre patrons et ouvriers, soit par signature ou livre de mise en main ». Ce n'est pas tout. Au cas où la commission ne parviendrait pas à se mettre d'accord, « le personnel d'atelier sera convoqué et, quel que soit le nombre des ouvriers présents, sans prendre part à la discussion, ils auront à voter au bulletin secret entre les prix donnés par les experts patrons et ouvriers ». Le prix indiqué par l'atelier deviendra définitif.

Quand les ouvriers demandent individuellement ou collectivement une augmentation de salaire ou une diminution de la durée du travail, ils sont parfaitement dans leur droit, et nul n'y peut trouver à redire. Le travail est une marchandise comme une autre et il est fort naturel que les ouvriers qui la vendent s'efforcent d'en obtenir le prix le plus élevé possible, de même qu'il est non moins naturel que les patrons qui achètent cette marchandise s'efforcent de l'avoir au prix le plus bas. On conçoit encore que les ouvriers préfèrent la conserver en magasin, c'est-à-dire faire grève, plutôt que de la céder à un prix qu'ils jugent trop bas, eu égard à l'état du marché. Il se peut qu'ils se trompent et qu'après avoir supporté les frais de l'emmagasiner, ils soient obligés de céder leur marchandise au rabais, mais enfin c'est leur affaire ! Les ouvriers sont dans leur droit, disons-nous, en fixant le prix auquel ils

estiment leur travail et en refusant de le livrer au-dessous de ce prix ; mais ils excèdent leur droit, en contraignant d'autres ouvriers à les imiter. Ils excèdent leur droit et ils élèvent une prétention absolument inadmissible, en prétendant attribuer à un « conseil d'atelier » le pouvoir de prononcer en dernier ressort entre eux et leurs patrons.

Les patrons ont refusé de se soumettre à cette condition exorbitante et nous ne pouvons que les approuver. Mais voici un curieux incident de cette grève. Les patrons ayant manifesté l'intention d'opposer à la manière anglaise, un *lock out*, c'est-à-dire une fermeture générale des ateliers, à la grève et à la mise à l'index partielle et successive de leurs maisons, qu'ont fait les ouvriers ? Ils ont dénoncé les patrons à la justice, et dans un meeting tenu à la salle Graffard il a été décidé :

« Qu'une commission de trois membres sera chargée de demander au gouvernement de poursuivre les fauteurs du désordre actuel. »

Ce qui n'empêche pas bien entendu les ouvriers de crier à l'exploitation et à l'oppression chaque fois que les patrons s'avisent, eux aussi, de réclamer contre eux l'intervention du gouvernement.

*
* *

Quelques journaux attribuent à la fréquence des grèves et à l'augmentation des salaires des ouvriers la décadence de l'industrie du meuble sculpté. « Les importations de meubles étrangers, remarquent-ils, qui n'étaient que de 978,140 francs en 1859, se sont élevées en 1880 à 4,743,640 francs. Tandis que l'importation augmentait ainsi, l'exportation diminuait de plus de 2 millions. L'Allemagne qui, dans les neuf premiers mois de 1881, avait acheté chez nous pour 1,041,000 francs de meubles, n'en a acheté pendant les neuf premiers mois de 1882 que pour 368,118 francs. Les achats de la Belgique sont tombés de 2,409,000 francs, dans les neuf premiers mois de 1880, à 1,448,000 francs en 1881, et à 445,460 francs en 1882. » Sans doute, la fréquence des grèves est nuisible à l'industrie, — quoiqu'elle puisse avoir de bons résultats comme nous le verrons tout à l'heure, — mais nous ne croyons pas qu'on puisse en dire autant de la hausse des salaires. Les pays où les salaires sont le plus élevés, l'Angleterre et les États-Unis, ne redoutent aucunement la concurrence de ceux où le travail se paye le moins cher. Les États-Unis, par exemple, où l'ouvrier agricole gagne un dollar par jour, exportent aujourd'hui trois ou quatre fois plus de denrées alimentaires que la Russie, où les salaires agricoles sont moins élevés de moitié ou même des deux tiers. La cause de la décadence de l'industrie du faubourg Saint-Antoine n'est pas là ; elle est dans l'état arriéré de l'outillage.

« Jusqu'ici, lisons-nous dans le *Temps*, les applications mécaniques y ont été de peu d'importance; le meuble courant, à de rares exceptions près, est demeuré une industrie à la main; l'ouvrier le fabrique soit chez lui, soit dans l'atelier d'un petit patron employant de deux à dix hommes. » Si la grève actuelle pouvait engager le fabricant de meubles à remplacer le petit atelier par la manufacture et à adopter, pour la fabrication du meuble courant, les machines-outils qui sont d'un usage général en Amérique, cette grève, loin de nuire à l'industrie du faubourg Saint-Antoine, ne lui rendrait-elle pas au contraire un service signalé ?

*
* *

Nous trouvons dans une affaire qui a été jugée récemment par le tribunal correctionnel de Lille, une preuve manifeste que les ouvriers lillois n'ont pas plus de goût pour la liberté du travail que leurs patrons n'en montrent pour la liberté du commerce.

Trois ouvriers chaudronniers en fer de la Madeleine-lès-Lille, les nommés Dubuisson, Bouvier et Déalet, comparaissent devant le tribunal correctionnel de Lille sous prévention d'atteinte à la liberté du travail.

La déposition du plaignant Doublet, ouvrier chaudronnier, fait connaître suffisamment les faits.

J'étais, dit ce dernier, employé depuis dix-huit mois dans l'atelier de M. Crépelle, constructeur à la Madeleine. Il y a six mois, j'entrepris, sur l'ordre de mon patron, la réparation d'une cuve dans une usine à Croix. Je fus blâmé par la chambre syndicale pour ne pas l'avoir consultée; tout l'atelier se déclara contre moi; je dus le quitter. Je cherchai, sans succès, du travail ailleurs; les patrons m'auraient bien accepté, mais sans une carte ou un livret de la chambre syndicale, les ouvriers ne m'auraient pas laissé travailler.

Dans les premiers jours de mai dernier, j'allai demander de l'ouvrage à M. Crépelle, qui consentit à m'en donner. Mais le contre-maître m'engagea dès le lendemain à me munir d'une autorisation de la chambre syndicale, ce que je fis.

J'exhibai l'autorisation écrite, signée du président, que j'ai depuis remise au commissaire de police; néanmoins, les délégués de l'atelier persistèrent à ne pas me recevoir.

Je restai ainsi sans travail du 27 mai au 26 juin; j'ai une femme et quatre enfants; il fallait bien les nourrir. Je retournai chez Crépelle; cette fois encore, on m'accepta, et je devais aller travailler le lendemain. En sortant de l'usine, comme je passais devant le cabaret Cornille, Dubuisson m'appela et m'offrit une chope. Bouvier, Déalet et d'autres ouvriers de Crépelle étaient là, buvant. On m'entoura, et, avant que j'eusse eu le temps de prendre mon verre, je fus accablé d'injures de toute espèce; on me traita de lâche, de fainéant, de propre à rien. « On te fera partir de Lille, me dirent-ils, on te fera évacuer sur Paris et, si M. Crépelle veut t'occuper, on mettra le contre-maître à la porte et l'atelier

2 millions sterl., 50 millions de francs, et comme il arrive toujours quand on a une caisse bien garnie, on devient prudent et on ne s'expose pas volontiers à perdre un capital qu'on a mis des années à réunir. On ne se décide donc à entreprendre une lutte avec les patrons, dont la caisse n'est pas moins bien garnie, que lorsqu'on croit avoir des chances raisonnables de succès. Nos ouvriers n'ont point de préoccupations de ce genre : dans une grève ils n'ont guère à perdre que leur temps. C'est une petite vacance qu'ils s'accordent : si leurs femmes et leurs enfants mangent moins, ils boivent davantage, ce qui fait compensation. Aussi leurs grèves sont-elles fréquentes et le seront-elles aussi longtemps qu'ils se contenteront de déclamer contre l'infâme capital, au lieu de se cotiser sérieusement pour se procurer ce véhicule indispensable d'indépendance et de liberté, et se mettre ainsi en situation de traiter sur le pied d'égalité avec leurs patrons. Cela nous rappelle un mot caractéristique d'un délégué anglais, au congrès de Lausanne en 1867 : Quand il s'agit, disait-il, de lever les mains au-dessus de la tête pour voter n'importe quoi, vous êtes toujours prêts ; quand il s'agit au contraire de les descendre au niveau des poches, vous ne l'êtes jamais ! Voilà en quoi l'ouvrier français est inférieur à l'ouvrier anglais. Il n'a pas moins de sentiment national, mais il a moins de capital, et il s' imagine trop volontiers qu'on peut y suppléer par des discours, des votes ou des coup de poing sans parler des cartouches de dynamite.

*
* *

Ce qui manque surtout aux ouvriers, c'est la connaissance de leur marché. Nous disions plus haut que le travail est une marchandise comme une autre. Or, on remarquera que les industriels, les négociants et les capitalistes ont aujourd'hui à leur service une publicité commerciale et financière qui les informe jour par jour, et parfois même heure par heure, de l'état du marché des capitaux et des marchandises, du coton, des laines, des spiritueux, des sucres, des céréales, etc., etc., qui les renseigne sur les prix, sur les stocks existant dans les principaux foyers de production et de consommation. Cette publicité s'est créée d'elle-même à mesure que le développement des moyens de communication et l'abaissement des barrières douanières agrandissaient les différents marchés et tendaient à les unifier. Pendant longtemps on a pu croire que le marché du travail n'était pas susceptible d'agrandissement, et Adam Smith disait non sans raison « que l'homme est de tous les bagages le plus difficile à transporter » ; mais il n'en est plus ainsi depuis que les lignes de navigation à vapeur et les chemins de fer se sont multipliés. Chaque année des milliers d'ouvriers arrivent de la province et de l'étranger à Paris et dans nos principaux centres de produc-

tion manufacturière, et l'émigration européenne, qui n'atteignait pas 10,000 individus en 1820, s'est élevée dans l'exercice 1881-82 à près d'un million. Dans ce nouvel état des choses, la publicité des cours du salaire, les renseignements sur la situation du marché du travail peuvent avoir une utilité incontestable pour les ouvriers et elle finira certainement par s'établir. Plusieurs tentatives ont déjà été faites dans ce but et nous sommes charmés de pouvoir en signaler une nouvelle. Un journal intitulé *la Bourse du travail* vient d'être fondé à Paris pour offrir aux ouvriers des renseignements analogues à ceux que la presse financière et commerciale fournit aux capitalistes et aux négociants. Nous lui souhaitons la bienvenue, et cela d'autant plus volontiers que les organes du collectivisme, du communisme et de l'anarchisme semblent déjà s'être ligüés contre lui. M. Benoit Malon, un des coryphées du communisme possibiliste, qualifie la publicité du travail de « trompe-l'œil » et il met les ouvriers en garde contre cette publicité fallacieuse qui ne leur servirait à rien « car il y a partout encombrement ».

Ce serait déjà quelque chose que de constater cet encombrement prétendu, mais, en admettant qu'il existât, nous serions bien curieux de savoir comment les communistes possibilistes et autres s'y prendraient pour le faire cesser.

*
* *

Dans un discours que M. Clémenceau a adressé à ses électeurs au cirque Fernando, pour leur rendre compte de son mandat, il a réclamé « l'impôt progressif et l'éducation intégrale » en faisant bon marché de la propriété : « Je ne crois pas, a-t-il dit, au dogme sacro-saint d'une propriété à laquelle il serait interdit de toucher. » Ce qui revient à dire que M. Clémenceau est, comme la plupart des politiciens ses confrères, un socialiste d'état, la plus dangereuse espèce de socialistes, car elle fraie la voie aux autres; mais que peut donc bien signifier « l'éducation intégrale? »

*
* *

Le Conseil municipal de Lyon a eu la bonne et économique inspiration de supprimer les subventions des théâtres. La-dessus grand émoi parmi les petits crevés qui ont horreur du mauvais socialisme des ouvriers, mais qui ne sont pas fâchés d'aller entendre l'opéra et déguster le ballet aux frais de la société. Ceci est du bon socialisme. Le Conseil municipal finira, nous en avons peur, par céder à leurs réclamations tapageuses, mais en ce cas, ne serait-il pas juste et raisonnable de rattacher la subvention des théâtres à l'assistance publique? Est-ce en effet autre chose qu'un secours accordé aux amateurs de spectacles, aux frais des contribuables?

verte. Une querelle analogue s'est engagée en Russie entre le docteur Piassetsky et le colonel Sosnovsky au sujet de l'exploration du désert de la Chine. Le *Journal de Saint-Petersbourg* remarque sagement à ce propos que « chaque voyageur aurait peut-être besoin d'obtenir le monopole du pays qu'il explore, afin d'éviter tout prétexte de haine et de jalousie. » Pour en revenir à M. Savorgnan de Brazza, nous ne demandons pas mieux que de lui donner raison contre M. Stanley et de tenir pour parfaitement valable le traité qu'il a conclu avec le roi Makoko, mais nous ne voyons point là une raison suffisante pour subventionner, comme il en est question, la colonisation du Congo. Que des compagnies s'en chargent aux frais et risques de leurs actionnaires, rien de mieux, et nous rappellerons en passant que c'est une simple compagnie qui a donné l'Inde aux Anglais, sans subvention du gouvernement; mais exporter au Congo l'argent des contribuables, non, mille fois non! dussions-nous renoncer à l'alliance ou au protectorat du roi Makoko.

*
**

Un congrès bi-métalliste s'est réuni à Cologne au mois d'octobre. Voici, d'après la *Gazette de Cologne*, le résumé des résolutions qui y ont été prises :

Pour établir entre la valeur de l'or et celle de l'argent une relation fixe, comme cela est désirable en Allemagne et en Angleterre, il convient :

1° D'augmenter, dans ces deux pays, la consommation de l'argent en frappant des monnaies de ce métal ayant cours légal, outre les monnaies divisionnaires;

2° De retirer de la circulation, en Allemagne, toutes les valeurs, en or et en papier, d'au-dessous de 10 marks;

3° D'arrêter, en Allemagne, la vente d'argent en barre par l'État;

4° D'engager la Banque d'Angleterre à faire usage du droit qu'elle possède de faire figurer l'argent dans sa réserve.

Mais avant d'augmenter la consommation de l'argent, et de retirer de la circulation toutes les valeurs en or ou en papier, au-dessous de 10 marks, ne conviendrait-il pas de s'informer si le public est disposé à consommer plus de métal blanc et s'il ne préfère pas les valeurs en or ou en papier aux valeurs en argent? En matière de circulation, comme en toute autre, ce sont les convenances du public qu'il faudrait consulter avant tout; mais alors à quoi serviraient les congrès, bi-métallistes ou non?

*
**

Un autre Congrès a eu lieu à Bruxelles, sous les auspices de « l'International arbitration and peace association of great Britain and Ireland ». Voici l'énumération des personnes notables qui y ont pris part : pour la France, M. Hyacinthe Loyson, MM. Godin et

Beauquier, députés; Desmarest, ancien bâtonnier du barreau de Paris; pour l'Allemagne, MM. Van Bühler, Lasker, membres du Parlement allemand, M. Schultz, d'Iéna, le pasteur vieux-catholique Michaëlis; pour l'Espagne, M. Marcoartù, ancien membre des Cortès; pour l'Autriche-Hongrie, le général Türr, venu tout exprès de l'Isthme de Corinthe qu'il est en train de percer; pour l'Alsace-Lorraine, M. Tachard, ancien ambassadeur de France à Bruxelles; pour la Belgique, qui a tout naturellement fourni le contingent le plus nombreux, M. Buls, bourgmestre de Bruxelles, M. Emile de Laveleye, professeur à l'Université de Liège, MM. Goblet d'Alviella, Jules Guillery, Janson, Demeur, Washer, Le Hardy de Beaulieu, Jottrand, Coomans, représentants, Vervoort, ancien président de la Chambre des représentants; pour l'Angleterre, M. Freeman, ancien membre de la Chambre des communes.

M. Hyacinthe Loyson, lisons-nous dans une correspondance adressée au *Parlement*, a débité une homélie fort éloquente et très applaudie, mais qui n'avait que des relations éloignées avec la question de l'arbitrage européen. En revanche M. Lasker, membre du Parlement allemand, a prononcé, au sujet de la situation de l'Allemagne et de la France, quelques paroles qui méritent d'être notées.

Il n'ignore pas qu'on attribue généralement à la nation allemande des tendances belliqueuses; on la rend responsable du développement du militarisme et de l'exagération des armements qui grèvent de charges considérables les budgets de tous les États européens. Sans être investi d'un mandat à cet effet, il n'hésite pas à affirmer que la population allemande s'associe aux efforts de l'Association anglaise pour faire prévaloir la solution pacifique des différends internationaux.

L'Allemagne n'ambitionne pas l'hégémonie universelle; elle ne demande qu'à travailler de son mieux, de toutes ses forces, à l'œuvre de la civilisation avec les autres nations auxquelles le progrès est déjà redevable de tant d'utiles conquêtes; et au premier rang de ces nations, l'orateur place l'Angleterre, la France et l'Italie.

Puisqu'il a parlé de la France, il ne se dissimule pas qu'il peut se produire de ce côté des difficultés; mais l'Allemagne n'a pas le moindre sentiment d'animosité à l'égard de la nation française. Elle se rappelle les services que cette grande nation a déjà rendus à la civilisation générale; et tous les noms que ces événements mettent en lumière, elle ne s'inspire pour les apprécier que de sa tendance à la paix; et lorsqu'une génération nouvelle aura succédé à celle qui a pris part au dernier conflit, l'Allemagne a le ferme espoir qu'il sera possible de vider par des moyens pacifiques tous les différends futurs.

« Sur la première question soumise au Congrès : « Comment on parviendrait à agir sur l'opinion publique », on a décidé, dit le cor-

respondant du *Parlement* : 1^o qu'il était désirable de créer dans chaque pays des ligues de la paix ; 2^o qu'il fallait les relier par une fédération universelle ; 3^o que dans les pays représentatifs, à mérite égal, les électeurs devaient accorder leurs suffrages aux candidats partisans de l'arbitrage international.

Sur la seconde et la troisième question, relatives au désarmement international, aux causes des différends internationaux et au moyen de les prévenir, il n'a été pris aucune résolution.

« Sur la quatrième question (tribunaux internationaux), divers orateurs avaient demandé que le Congrès s'adressât aux divers Gouvernements et Parlements pour les prier de constituer ces tribunaux. M. Desmarest a amené le rejet de cette proposition en faisant remarquer que l'on se butterait infailliblement à une fin de non-recevoir, que l'on devait se borner, pour le moment, à agir sur l'opinion publique.

« Pour les autres questions qui étaient encore à l'ordre du jour, on n'a adopté aucune résolution ; on a décidé en bloc que toutes les questions soulevées seraient renvoyées à un comité exécutif composé de trois membres par pays et choisis par le comité anglais ; ce comité international fixera le lieu et la date de la prochaine conférence.

Mais, hélas ! nous avons bien peur que les efforts philanthropiques des amis de la paix ne demeurent infructueux aussi longtemps que les intérêts qui poussent aux gros armements et à la guerre, conserveront la prépondérance dans le gouvernement des nations plus ou moins civilisées.

*
* *

Nous venons de perdre un de nos collaborateurs les plus compétents dans les questions agricoles. M. Jacques Valserres, l'auteur du travail remarquable que nous avons publié dernièrement sur *le Crédit agricole et la Banque de France*, est mort le 27 octobre à Albi, dans sa 71^e année. Il avait été attaché pendant longtemps au *Constitutionnel*, et il y avait acquis une réputation méritée et une autorité incontestable dans sa spécialité. Il était membre de la Société d'économie politique et prenait une part active à toutes les discussions concernant l'agriculture. Sa parole était, comme son style, lucide et facile. Avec les dehors un peu rudes et agrestes de l'homme des champs, Jacques Valserres était un excellent homme, en même temps qu'un agronome passionné. Son nom méritera de rester parmi ceux des vulgarisateurs les plus dévoués de la science et de l'économie agricoles.

Paris, le 14 novembre 1882.

G. DE M.

Le Gérant : F^{té} GUILLAUMIN.

Paris. — Imp. A. PARENT (A. Davy, successeur), rue M.-le-Prince, 11.

JOURNAL DES ÉCONOMISTES

LEÇON D'OUVERTURE

DU

COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DE M. ÉMILE CHEYSSON

A L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES¹

Difficultés et utilité des définitions. — Rien, Messieurs, n'est plus difficile que la définition d'une science. Comme on ne peut la bien saisir sans posséder déjà toutes les notions qu'elle embrasse et condense dans sa formule, il semble qu'on devrait, en bonne logique, la rejeter à la fin pour en faire le couronnement et le résumé du cours. Ce n'est pas ainsi qu'on procède d'ordinaire, et je me hâte d'ajouter qu'on a raison. En effet, avant de s'engager dans une longue route, on est bien aise d'en connaître au moins l'orientation, de savoir où elle conduit, d'être informé des principaux paysages qu'elle traverse. C'est précisément ce que nous allons faire ensemble aujourd'hui, sauf à jeter plus tard un regard en arrière sur le chemin parcouru, quand nous serons arrivés au terme du voyage.

Cette première leçon va donc être consacrée à vous exposer sommairement le cadre, la méthode et l'objet de l'économie politique.

Les besoins. — Nous n'avons pas à chercher bien loin les phénomènes économiques : ils nous entourent de toutes parts, et, plus encore que l'esprit, ils courent les rues.

Voyez tous ces passants affairés qui se heurtent, prennent

¹ 27 novembre 1882.

d'assaut les omnibus, se hâtent dans tous les sens. Ils obéissent à des incitations certes bien diverses, mais qui, au fond, se ramènent toutes à celle d'un seul et même mobile : le besoin. A la racine de tous les actes humains, quand on les analyse, on trouve le désir d'échapper à une peine ou de se procurer une satisfaction.

Ces besoins, qui tourmentent l'humanité, ne sont pas de la même importance : il en est qui veulent être satisfaits sous peine de mort, comme la faim ; d'autres qui ne mettent en jeu qu'un sentiment de luxe ou de vanité. Ils ne sont pas non plus du même ordre : les uns, comme le froid et la soif, réclament des satisfactions matérielles : un morceau de charbon ou un verre d'eau ; les autres, comme l'aspiration vers le bien ou la curiosité de l'esprit, ne comportent que des satisfactions immatérielles : le sermon du prédicateur, la leçon du maître.

Ces besoins ne sont pas une quantité fixe ou limitée ; mais ils sont susceptibles d'un essor pour ainsi dire indéfini et se développent sans cesse avec les satisfactions mises à notre portée. Tout nouveau progrès augmente nos exigences et nous rendrait intolérable la privation de certains objets qui n'étaient, au début, qu'un raffinement réservé à quelques privilégiés de la naissance ou de la fortune. Chaque étape permet ainsi d'aborder des besoins d'un ordre plus général et plus élevé. Suivant le mot d'un ancien, il faut commencer par vivre ; la philosophie ne vient qu'ensuite : *primo vivere, deinde philosophari*.

Les satisfactions et le travail. — Comment l'effort obtient-il son but : la satisfaction ? — Par le travail. — Ouvriers, employés, fonctionnaires, négociants, tout le monde obéit à cette loi. C'est elle qui imprime à la population parisienne les oscillations d'une grande marée diurne, dont le flux amène le matin les travailleurs à l'atelier, au magasin, au bureau, et dont le reflux les ramène le soir au logis. Quelques oisifs semblent se soustraire à la règle commune ; mais ils consomment leur capital, qui n'est pas autre chose, comme nous le verrons plus tard, que du « travail incarné » dans la matière et conservé par l'épargne. S'ils ne travaillent pas actuellement, ils vivent sur leur travail antérieur ou celui de leur famille. En dernière analyse, le travail est l'instrument de toute satisfaction, comme il a toujours le besoin pour mobile.

Le besoin est donc le grand ressort de l'organisme social ; si vous le supprimez, tout mouvement s'arrête : vous avez une société d'ascètes, de fakirs, de lazzaronis ou de zoulous. Sous les climats torrides, où le soleil dispense l'homme de faire effort pour se loger, s'alimenter, se chauffer et se vêtir, les peuples, énervés

dire aveuglés par l'habitude, nous ne discernons pas nettement les bienfaits que nous devons à cette coopération sociale. Ils sont cependant assez éclatants pour mériter notre attention et notre reconnaissance.

Tandis que, dans les sociétés primitives, chacun doit se défendre seul contre les dangers dont il est entouré, et le plus souvent contre son semblable, « *homo homini lupus* », c'est l'État qui se charge d'assurer la sécurité de nos personnes, de notre travail et de nos biens. L'appareil de la police, de la justice et de la force publique est à notre service et veille sur nous. Nous bénéficions des efforts antérieurs, comme d'un fonds commun sans cesse enrichi par les générations successives. Les places, les rues, les monuments, les routes, les hôpitaux dont nous jouissons nous ont été légués par nos pères. Toutes les inventions s'accumulent à notre profit, et le dernier venu reçoit les bienfaits de tous ceux qui l'ont précédé. Le passé nous enveloppe de toutes parts, nous pénètre et nous soutient ¹.

Engrenés dans les mille rouages de cette coopération sociale, tous travaillent pour chacun, à l'insu l'un de l'autre. En ce moment, une jeune paysanne des Vosges brode de la lingerie pour une Parisienne qu'elle ne connaîtra jamais ; un squatter australien élève le mouton dont la laine sera utilisée l'an prochain pour mon vêtement. Ce sont ainsi des inconnus qui travaillent à satisfaire nos besoins, comme nous travaillons sans le savoir à satisfaire les leurs. Merveilleuse combinaison, qui, par mille canaux invisibles mais sûrs, dirige tous ces services, de manière qu'ils se croisent, se rencontrent et s'échangent !

Ce qui achève de rendre ce spectacle plus merveilleux encore, c'est qu'il est un produit spontané de l'activité humaine, et qu'il n'est pas obtenu par un mécanisme artificiel. Si vous allez voir le matin ces Halles centrales où deux millions de Parisiens doivent

¹ « Le principal défaut de notre temps, c'est le dédain du passé, l'insouciance de la tradition, l'oubli de cette vérité que nous sommes l'aboutissant de siècles entiers de dévouements et de sacrifices,... l'intrusion dans les grandes affaires humaines des vues étroites d'une politique superficielle qui n'admet aucune chaîne des morts aux vivants, aucune obligation entre le dernier initié qui reçoit le flambeau de la vie et les divins initiateurs qui l'allument,... l'égoïsme étroit, où l'homme est conçu comme un être sans racines dans le passé, sans liens avec l'avenir. Plébéiens ou patriciens, nous sortons tous d'un passé ; tous nous avons des ancêtres.... La civilisation est une œuvre de raison lente et de science profonde à laquelle on ne travaille utilement qu'en prenant un point d'appui solide sur des assises antérieures. » (M. Renan. Académie des sciences et belles-lettres. — Séance publique annuelle du 29 décembre 1871.)

Ce sont ces applications qui sont le but de la science et qui constituent le domaine de l'art.

Par l'anatomie et la physiologie, la médecine observe et décrit les organes à l'état de santé; par la pathologie, elle y constate les désordres dus à la maladie; enfin, par la thérapeutique, elle indique les remèdes. De même, l'économiste est le médecin des sociétés; après avoir étudié les organes sains et malades, il se propose pour objet une véritable thérapeutique sociale.

D'après Sénior, l'économie politique « établit : comme science, les lois qui régissent la production et la distribution des richesses; et comme art, les institutions et les coutumes qui facilitent cette production, et favorisent la prospérité publique ».

Pour Rossi, dès que nous tendons à une fin déterminée, c'est l'art qui entre en scène. Cet art tire ses principes de la science et les prend pour guides; mais il doit en accommoder les applications aux circonstances du milieu, de la civilisation et du temps, et se rapprocher successivement du but, en mettant à profit toutes les occasions et tous les progrès qui permettent un pas en avant. « L'art est justiciable de la prudence; la science ne l'est que de la vérité ¹. » La science a des principes et des lois; l'art des règles et des procédés.

Je résumerai ce qui précède dans ces deux définitions :

« Les richesses sont les produits, les facultés ou les services qui sont aptes à satisfaire les besoins matériels ou moraux.

« L'économie politique est la science des richesses et l'art du bien-être social. »

Classement de l'économie politique parmi les sciences. — Si « la science est un ensemble de connaissances se rattachant à un objet commun et méthodiquement coordonnées entre elles ² », et si, « la base fondamentale de toute science, c'est l'idée d'ordre, de règle et de principe ³ », j'ajoute de permanence et de loi, on ne peut refuser ce nom à l'économie politique. Mais quel rang faut-il lui assigner parmi les sciences?

Les sciences peuvent se diviser en trois grandes catégories : les sciences mathématiques ou sciences exactes, les sciences naturelles, les sciences morales. Les premières s'occupent des grandeurs, des quantités et des forces; les secondes, des phénomènes physiques, des végétaux et des animaux; les dernières, de l'homme et de la société.

¹ M. H. Baudrillart. *Manuel d'Economie politique*, ch. II, p. 10.

² M. A. Jourdan. *Cours d'économie politique*, p. 16.

³ M. Frédéric Passy. *Leçon d'ouverture à Bordeaux*, p. 11.

L'économie politique ne saurait prétendre au rang de science exacte. « Elle n'a pas, comme la géométrie ou la physique, l'avantage de spéculer sur les objets qui se laissent peser ou mesurer ¹. » Elle ne possède pas d'unité, qui puisse servir de commune mesure à toutes les autres, et pour ainsi dire de « mètre ». Ceux qui ont cherché cet étalon des phénomènes économiques, par exemple de la valeur, se sont épuisés à la poursuite de « la quadrature du cercle ». Malgré d'ingénieuses tentatives, les procédés rigoureux du calcul algébrique se sont montrés stériles dans leur application à cet ordre de phénomènes, dont les équations sont impuissantes à embrasser toutes les données.

L'économie politique n'est pas une science naturelle. — Si personne n'a sérieusement songé à rattacher l'économie politique à la catégorie des sciences exactes, voici une école, celle de « l'évolution », qui voudrait en faire une science naturelle, dépendant de la biologie.

Aux yeux de cette école, puissante par le crédit dont elle jouit actuellement et le talent de ses maîtres, les Spencer, les Huxley, les Buckle, les Bagehot, les sociétés, pas plus que les individus, ne jouissent du libre arbitre. Ce sont des organismes, dont le développement a ses lois nécessaires. L'homme est une cellule du grand tout, dont il subit la destinée, et qui se transforme, sans l'intervention humaine, à peu près à la façon d'un polypier ou d'un banc de corail. Dans cette conception, il n'y a plus ni liberté, ni mérite, ni crime, ni vertu. La succession des diverses étapes est inévitable; le progrès est fatal, comme la décadence, comme la mort qui doit emporter les organismes vieilliss².

Malgré le grand appareil scientifique dont elle cherche à s'étayer, cette thèse est démentie par l'observation, qui nous montre des nations encore vivaces, bien que quarante fois séculaires, telles que la Chine, pendant que d'autres, loin de subir une évolution continue, présentent des oscillations successives de chute et de

¹ Bastiat. *Harmonies économiques*, p. 72.

² « Il y a longtemps que le matérialisme regarde l'homme comme uniquement formé de terre, d'eau, d'air et de feu, éléments destinés à se perdre, après sa mort, dans les grands réservoirs d'où ils étaient sortis, sans laisser trace du lien pensant qui les tenait unis et animés pendant la vie. Il n'y a là rien de nouveau. Mais cette ancienne doctrine ne suffisait pas à la délicatesse d'une époque civilisée et raffinée. L'homme n'est plus un simple bloc d'argile façonné. L'origine de la vie nous échappe, on le reconnaît; mais on s'empare de la théorie de l'évolution pour faire de l'homme un animal perfectionné, et de celle du combat pour la vie qui en fait l'esclave et le jouet de la force. Quel abîme de dégradation! Quel malheur pour l'humanité! » (J.-B. Dumas. — Séance publique annuelle des cinq académies, 25 octobre 1882.)

haut, — isoler dans l'homme tel ou tel aspect par un effort d'abstraction commode pour l'étude ; mais on est tenu de ne jamais oublier que, même dans ce canton soigneusement délimité, il s'agit de l'homme, et non pas d'une entité abstraite, qui s'appellera, par exemple, le producteur ou le consommateur. Il faudra donc jeter de temps en temps les yeux vers le centre et s'assurer, après chaque conclusion, que, bien qu'adaptée aux conditions d'où on l'a dégagée, elle ne contredit pas quelque donnée essentielle et plus impérieuse d'une province voisine.

Rapports de l'économie politique avec la morale. — Pour l'économie politique en particulier, la province qu'elle ne doit jamais perdre de vue, c'est celle de la morale. Il importe beaucoup, dès le début de cet enseignement, et je dirai pour son honneur, d'étudier les rapports entre ces deux sciences, et d'examiner s'ils sont empreints de cette hostilité, ou du moins de cette indifférence, dont on se fait journellement une arme contre les économistes. La question est grave et vaut qu'on s'y arrête.

On a dit, — et quelques imprudences de langage de l'école anglaise ¹ ont servi de base à cette accusation, — que l'économie politique n'était qu'une science des choses ; « qu'elle ne faisait que paraphraser le fameux conseil : « Enrichissez-vous », sans souci de la morale et de l'humanité ; qu'elle réduisait l'homme au rôle de simple instrument, en n'hésitant pas à le sacrifier à la production ; enfin qu'elle donnait aux sociétés un idéal bas et sensuel, et intrônisait dogmatiquement le culte des jouissances matérielles et du veau d'or.

Ce sont là, Messieurs, de pures calomnies contre lesquelles proteste l'œuvre de tous les maîtres. « Les produits, écrivait Droz, sont faits pour les hommes et non pas les hommes pour les produits. » — Et ailleurs : « Le bonheur des États dépend moins de la quantité des produits que de la manière dont ils sont répartis. » Écoutez encore cette belle parole de Rossi : « L'économie politique est une science d'humanité et non d'algèbre ; une science enfin qui doit servir au bien-être des sociétés civiles. »

En réalité, les richesses matérielles ne méritent pas les ana-

¹ « L'économie politique ne s'occupe que des phénomènes de l'état social, auxquels donne naissance la poursuite de la richesse ; elle fait abstraction entière des passions et des mobiles humains autres que ceux qu'on peut regarder comme engagés dans un conflit perpétuel avec cette poursuite, savoir : l'aversion pour le travail et le désir d'une jouissance immédiate de plaisir. L'économie politique considère le genre humain comme tendant seulement à créer et à consommer des richesses. » (Stuart Mill, *Logique*, p. 536.)

thèmes de ces moralistes trop sévères, qui voudraient ramener l'humanité au brouet de Sparte et à l'écuelle de Diogène. Elles sont un élément important de bien-être matériel, et même de progrès moral, en arrachant l'homme à la servitude d'un labeur sans trêve, et lui procurant des loisirs pour la pensée.

On peut dire, avec Channing, que « l'accroissement de la production est un levier d'éducation morale ». La misère est mauvaise conseillère : *malesuada fames*. L'amour de la pauvreté n'est pas une vertu sociale¹; il supprimerait tout stimulant à l'activité humaine, et bornerait notre horizon terrestre.

« Le monde, a dit Bourdaloue, a été fait pour l'homme, et l'un des droits et des besoins de l'homme est d'user du monde; oui, le royaume de la terre nous a été promis, comme le royaume du ciel, et, comme lui, nous devons le gagner à titre de conquête et de récompense. »

La poursuite de la richesse est donc légitime, et personne n'est en droit de la reprendre, à condition qu'elle ne soit pas proposée comme le souverain bien, le but unique de nos efforts, et qu'elle s'allie avec le souci de la loi morale.

A la regarder de près, la richesse n'est elle-même qu'un moyen de satisfaire nos besoins. Nous ne la recherchons pas pour elle-même, mais à cause des jouissances qu'elle nous procure. Au fond, ce que l'humanité recherche depuis son berceau, l'objet véritable de ses aspirations unanimes, c'est le bonheur.

« L'Etat le plus parfait, suivant le mot admirable d'Aristote, est celui où chaque citoyen peut..... pratiquer le mieux la vertu et s'assurer le plus de bonheur. » Pour l'individu, comme pour la société, c'est bien le bonheur qui est le but suprême auquel tendent l'un et l'autre dans toutes leurs poursuites, et à travers l'infinie variété de leurs efforts. C'est le mobile, c'est le rêve de toute vie. Or, s'il est vrai de dire, avec l'adage populaire, que « la richesse ne fait pas le bonheur », il ne l'est pas moins d'ajouter que le dénuement tarit, non seulement le bonheur, mais les facultés elles-mêmes et qu'il retire dès lors tout moyen de faire du bien, de se rendre utile, de remplir en un mot ses destinées sociales.

Le corps a des besoins qui veulent être satisfaits, sous peine d'enlever à l'âme tout support ou toute énergie. Les anciens l'ont dit avec une entière raison : *mens sana in corpore sano*. Si vous brisez

¹ *Mergo vos ne mergar a vobis* (« Je vous noie pour n'être pas noyé par vous »), s'écriait le stoïcien en jetant ses richesses à la mer. Et encore : *Si quem volueris divitem esse, non est quod augeas divitias, sed minuas cupiditates* (« La vraie richesse, c'est de diminuer ses désirs »).

ou faussez le violon, comment l'artiste pourra-t-il rendre les mélodies sublimes qui chantent en lui, et qui périront faute d'un instrument matériel pour les traduire? C'est en ce sens que nous avons le droit de dire avec le bonhomme Chrysale :

Guenille, si l'on veut, ma guenille m'est chère.

Mais cette « guenille » ne constitue pas tout l'homme ; elle peut être largement pourvue, sans assurer le bonheur à son maître, et cela se voit chaque jour. L'intérêt personnel est un puissant mobile des actes humains ; mais ce n'est pas le seul. Il y a l'amour paternel, le patriotisme, la charité. Cet autre domaine est celui de la morale, et l'économie politique, tout en restant chez elle, doit s'assurer qu'elle ne commet contre sa voisine aucun acte d'hostilité. « Supposons, dit Rossi, que ce fût un moyen de richesse nationale que de faire travailler les enfants 15 heures par jour : la morale dirait que cela n'est pas permis..... Quand l'application du travail est contraire à ce but plus élevé que la production de la richesse, il ne faut pas l'appliquer ¹. »

La même restriction serait de mise pour le travail des femmes dans les mines, de l'esclavage, à supposer qu'ils fussent démontrés plus productifs. A côté de l'intérêt de la production, il faudra toujours placer celui du producteur et de la société tout entière.

La poursuite de la richesse ne doit donc pas, suivant le mot énergique du poète, sacrifier à la vie ce qui fait sa valeur :

Et, propter vitam, vivendi perdere causas.

« Il existe une utilité suprême en laquelle se résolvent définitivement toutes les autres, et cette utilité suprême, c'est la justice. C'est à elle à dire le dernier mot dans les affaires humaines, et ce n'est que dans son accord complet avec ses prescriptions que les arrangements économiques puissent la sanction dont ils ont besoin, la preuve qu'ils ne sont entachés d'aucune erreur ². »

S'il est indispensable, ce fréquent collationnement de l'utile avec le juste n'a dans la pratique rien qui soit gênant pour l'économiste et qui infirme ses conclusions. « L'utile, a dit excellemment Bordas-Demoulin, est l'aspect pratique du juste ; le juste, l'aspect moral de l'utile ³. » Le conflit, quand on croit le constater, provient souvent

¹ *Cours d'économie politique*, t. I, leçon II.

² H. Passy, *Journal des Economistes*, juillet 1859. — Voir sur ce même sujet le beau livre de M. Minghetti : *Les rapports entre l'économie politique, la morale et le droit*.

³ « Le ressort du devoir et celui de l'intérêt doivent être remués ensemble pour avoir dans le cœur de l'homme leur plein et entier effet. » (Bourdaloze. Sermon sur la Providence.)

de ce qu'on s'est arrêté aux apparences. Cette utilité que vous opposez à la morale n'est qu'illusoire et s'évanouit devant un examen plus attentif. Il n'est pas vrai que « le mal de l'un soit le profit de l'autre ¹ », et qu'on ait à opter entre la duperie et l'égoïsme. Il n'est pas vrai, pour reprendre l'exemple de Rossi, qu'il soit utile de faire travailler les enfants 15 heures par jour. On aura ainsi, je le veux bien, un surcroît momentané de production; mais il cessera très vite et, avec lui la production elle-même, puisqu'on l'aura tarie à sa source. Il en va de même pour la plupart des antinomies auxquelles se complaisent des esprits chagrins. On n'a pas regardé assez loin et assez profondément; on s'en est tenu à « ce qu'on voit », sans rechercher « ce qu'on ne voit pas », et l'on a conclu trop vite à l'affirmation d'une utilité, qui sera tôt ou tard démentie par les faits, aussi nettement qu'elle est repoussée de prime abord par la morale.

En réalité, il n'y a pas antagonisme entre le bien et le vrai, entre le juste et l'utile, entre la morale et l'intérêt. Presque toujours une bonne action est en même temps une bonne spéculation, et dès ici-bas, sur le terrain du succès matériel, on a raison de faire son devoir. C'est là une belle et consolante harmonie dont la démonstration se rencontrera à chaque pas de ce cours.

En résumé, si l'économie politique a le droit de se cantonner de préférence sur le terrain du bien-être matériel et de l'intérêt personnel, qui est un puissant ressort de l'activité sociale ², c'est à la condition toutefois de ne pas méconnaître les mobiles supérieurs, et de vérifier souvent que ses conclusions n'ont rien qui

¹ Ce mot de Montaigne, souvent cité, a été peut-être mal interprété. En effet, il devient exact si on l'applique au profit immédiat que diverses professions tirent de certains maux publics : le médecin, de l'épidémie; l'avocat, des procès; les boutiquiers, de la prodigalité; les journalistes, du scandale....

² Cette thèse vient d'être traitée avec l'*humour* britannique dans le 25^e congrès des sciences sociales, qui s'est dernièrement tenu à Nottingham. « On reproche parfois à l'économie politique, a dit M. Hastings, président du congrès, dans son discours d'ouverture, de ne pas inculquer à ses adeptes la morale, la philanthropie, la tendresse, la générosité, la bienveillance, en un mot les sentiments les plus nobles et les plus délicats de la nature humaine. Autant vaudrait se plaindre de ce que les mathématiques sont distinctes de la théologie, et se moquer d'un ingénieur, parce qu'il n'écrit pas des sonnets ou des tragédies! »

La boutade est spirituelle, mais peu probante. On demande à l'économie politique, non d'inculquer toutes ces vertus à ses adeptes, mais de n'y pas contredire. Il n'y a rien de commun entre le génie civil et la tragédie : on peut tout à la fois être un excellent ingénieur et faire de détestables sonnets, voire même n'en pas faire du tout. Mais un économiste qui aboutirait à des conclusions immorales serait un savant faux et dangereux.

blesse les autres sciences morales. Le désaccord avertirait immédiatement que, de part ou d'autre, on a dû négliger quelque élément dans les déductions, et presque toujours on finira par s'entendre. Il reste d'ailleurs convenu que, dans le cas de désaccord irréductible, s'il pouvait s'en produire un de ce genre, ce serait la morale qui devrait « dire le dernier mot ».

« Le projet de Thémistocle, dit Aristide, est très avantageux, mais il est injuste » ; et il le fit rejeter.

L'économie politique ne saurait donc encourir ce reproche de matérialisme, dont j'avais à cœur de la disculper et qu'on lui jette sans la connaître. Bien loin d'exalter la matière, elle la montre toujours et partout subordonnée à l'esprit. Le travail est le grand facteur humain ; mais il doit sa productivité à l'intelligence. « Cette usine, avec son outillage, ses machines, ses moteurs, n'est qu'un corps sans âme. Ce qui l'anime, c'est le capital immatériel, intellectuel, l'habileté de l'ouvrier, la science de l'ingénieur, la direction intelligente de l'entreprise, la force morale chez tous¹. » Plus on serre de près les phénomènes économiques, plus on voit éclater la vérité de cette grande parole des anciens : *mens agitat molem* ; c'est l'esprit qui domine et féconde la matière, c'est la force morale qui sert de support au progrès matériel.

Rapports de l'économie politique avec le droit et la politique. — Après avoir examiné, un peu longuement peut-être, le rôle et l'attitude de l'économie politique vis-à-vis de la morale, je serai plus bref sur ses rapports avec la politique et le droit, et sur les services qu'elle peut leur rendre.

Si l'on admet, avec Bossuet, que « la vraie fin de la politique soit de rendre la vie commode et les peuples heureux », et, avec M. Thiers, que « le premier devoir des gouvernements est de procurer aux peuples la satisfaction de leurs besoins matériels et moraux, de les rendre aussi prospères que possible, d'éloigner d'eux la misère qui ruine leur esprit autant que leur corps », on voit que l'art de gouverner ne peut pas prendre un guide plus sûr que l'économie politique, qui tend aux mêmes fins.

« Les lois, suivant le mot profond de Montesquieu, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. » Bacon a dit de même, et avec non moins d'élévation, que l'on n'asservit la nature qu'à la condition de connaître et de respecter ses lois : *Naturæ non imperatur, nisi parendo*. Or, n'est-ce pas l'économie politique qui enseigne ces rapports naturels et harmonieux des

¹ M. A. Jourdan, *Traité d'économie politique*, p. 119.

choses et des intérêts, dont la loi humaine doit être l'expression et consacrer le respect?

La loi agit avec une puissance bienfaisante ou redoutable sur la production et la répartition des richesses, par l'impôt, les droits de douane, les travaux publics, le régime de la propriété, du travail et de la famille. Pour l'édicter et l'interpréter, il faut se rendre compte de ses répercussions économiques, se la figurer d'avance à l'œuvre, analyser ses réactions successives, les suivre de proche en proche, à l'état pour ainsi dire vivant et concret, jusque dans les dernières bourgades, prévoir le trouble qu'elle apportera aux arrangements antérieurs, le mal ou le bien qui en résultera définitivement. C'est là pour le législateur et le jurisconsulte un devoir aussi impérieux que difficile. S'il eût été toujours rempli, combien de lois funestes n'auraient pas vu le jour!

Malgré les secours réciproques que se prêtent la politique et l'économie politique, on doit cependant signaler entre elles de graves oppositions de tendances.

La première est que la politique est avant tout un art contingent, qui doit compter avec les passions, les préjugés des hommes, et graduer l'application des principes suivant la dose variable et progressive que tolèrent les circonstances et le milieu. La législation est une sorte de vêtement ou d'armure, qui doit se transformer et grandir avec les sociétés.

L'autre opposition est plus grave et de nature organique. Le jurisconsulte ne voit que la loi, le texte écrit; il laisse au second plan les mœurs, les coutumes, les traditions, tout ce qui constitue à vrai dire la vie d'un peuple; il fait tenir le monde dans ses codes et n'a qu'une préoccupation: celle d'étendre leur domaine. L'économiste a la préoccupation inverse. Pour lui, les choses ayant été réglées avec ordre et mesure, une intervention artificielle du législateur court risque de déranger les harmonies naturelles. Il n'y a donc « qu'à laisser faire, qu'à laisser passer ».

La loi ne me paraît mériter ni le fétichisme des uns, ni la défiance des autres. Si elle n'est pas toujours salubre, qui pourrait soutenir qu'elle soit toujours funeste? « La disposition à n'admettre que ce degré d'ordre qui s'établit de lui-même équivaldrait dans la pratique sociale à une sorte de démission solennelle de la science ¹. » Tous nos maux ne proviennent pas d'une mauvaise législation économique, et l'on ne serait pas sûr qu'il y aurait tout profit à supprimer certaines contraintes apportées par la loi au libre jeu des intérêts. Mais, — après ces réserves

¹ Auguste Comte, *Cours de philosophie positive*, t. IV, p. 202.

qui devaient être faites pour rester dans la juste mesure, — je n'hésite pas à me prononcer contre la tendance des légistes à exagérer le domaine de la loi, à vouloir tout codifier, et à nous garrotter dans des lisières légales. Sans aller jusqu'à oser traiter, comme on l'a fait, la loi de « mal nécessaire », on peut du moins, sans irrévérence, vouloir la limiter à ces fonctions dont la libre activité des individus et des familles ne suffit pas à assurer l'accomplissement. Mais, dans cette conception de la loi, on doit reconnaître que, loin de se rétrécir progressivement, son domaine s'étend avec la complication de nos sociétés modernes, où les familles, toujours plus absorbées par la spécialité, deviennent de moins en moins capables de suffire aux exigences croissantes de l'organisme social.

L'économie politique, tout en cédant à ce qu'a de légitime et d'impérieux ce mouvement, assigne ses limites à l'action gouvernementale, et démasque ces systèmes socialistes qui voudraient supprimer toute initiative individuelle au profit de l'Etat.

Méthode de l'économie politique. — Pour assurer sa marche, sans se laisser troubler par le bruit que soulèvent les faux systèmes, l'économie politique dispose d'une méthode qui a renouvelé toutes les autres sciences, et qui s'applique avec non moins de fécondité aux questions économiques et sociales : celle de l'*observation*.

Peut-être, au début, n'en a-t-on pas toujours proclamé assez haut la nécessité. « Des économistes, les anciens surtout, considéraient l'économie politique comme une science de déduction qu'un penseur, doué d'une tête solide, pourrait construire à lui tout seul dans son cabinet. Rossi lui-même écrivait, il y a quarante ans, « qu'elle est plutôt une science de raisonnement qu'une science expérimentale ¹ ».

Le procédé déductif a surtout été celui de l'école anglaise depuis Ricardo jusqu'à Stuart Mill. Il part de vues générales et métaphysiques sur l'homme considéré en lui-même, et les assimilant à « des axiomes, également vrais pour tous les temps et tous les peuples, il déploie toutes les ressources d'une dialectique savante, afin de dire quel doit être l'ordre rationnel des sociétés, au lieu d'observer ce qui est réellement ² ». C'est le procédé de « l'esprit classique ³ » ; c'est aussi celui de Rousseau et de ses adeptes, qui,

¹ M. Paul Leroy-Beaulieu, *De la répartition des richesses*, p. 5.

² M. Cauwès. *Cours d'économie politique*, t. I, p. 32.

³ Un maître de la philosophie et de l'histoire, M. Taine, a finement analysé les ravages de « l'esprit classique » à la fin du XVIII^e siècle dans une page brillante qu'on nous saura gré de citer ici : « Les hommes pour lesquels on a fabriqué le *Contrat social* sont des hommes abstraits, qui ne sont d'aucun

subissent incessamment l'empreinte des circonstances et du temps.

Cette juxtaposition dans le même homme de l'élément immuable et de l'élément évolutif explique les aspirations contradictoires de sa nature, les conflits entre la tradition et la nouveauté. Elle donne ainsi la clef de l'histoire, et fait sentir son contre-coup dans toutes les sciences qui touchent à l'homme, dans l'économie politique en particulier. « Il y a parmi les doctrines économiques des vérités qui sont éternelles : ce sont celles qui forment le fond et la substance de la science; mais il y a aussi des observations qui sont contingentes, auxquelles on a eu le tort de donner souvent la forme de lois, et qui n'ont qu'une vérité relative, suivant les circonstances ¹. »

L'homme est donc « une constante » par certains côtés fondamentaux, sur lesquels ni le temps ni les lieux n'ont de prise. Cette portion permanente de l'humanité fournirait une matière suffisante pour les études de la psychologie; mais elle ne donnerait à l'économie politique qu'une base étroite et métaphysique. Ce serait s'exposer à de graves erreurs que de vouloir appliquer à l'homme tout entier, à l'homme vivant, à notre contemporain, les déductions obtenues en négligeant tous les côtés variables et mobiles de l'humanité ².

Méthode d'observation. — Cette méthode déductive a été peu en honneur parmi les économistes de notre pays. Si l'observation n'apparaît pas toujours à l'appui de chacun de leurs théorèmes, du moins elle a servi à les établir, comme un échafaudage que l'on enlève une fois la construction édifiée. Aujourd'hui l'esprit public, formé par une excellente discipline et familiarisé pour toutes les sciences avec les procédés de la critique expérimentale, est devenu plus rigoureux aussi pour les économistes. Elle leur enjoint de chausser ostensiblement ces « brodequins de plomb », l'observation et l'expérience, sans lesquels, d'après le mot de Bacon, l'on risque de s'égarer dans les nues; elle veut voir les faits qui servent de support au raisonnement. Comme le dit un maître qui a joint l'exemple au précepte, « on demande à l'économie politique, on lui

¹ M. Paul Leroy-Beaulieu, *La Répartition des richesses*, p. 5.

² Cette conception déductive de l'économie politique se trouve fortamment exprimée dans le discours récent qu'un économiste anglais, M. Lowe, a prononcé au centenaire d'Adam Smith : « Political economy belongs to no nation; it is no country. It is founded on the attributes of the human mind and no power can change it. » (L'économie politique n'est pas circonscrite à une nation ou à un pays, elle est fondée sur les attributs de l'esprit humain, et nul pouvoir n'a prise sur elle.)

fait sommation d'être une science expérimentale, de donner la démonstration de ses théorèmes, non seulement par leur exactitude logique, mais encore par l'accumulation des faits ¹ ».

L'économie politique a tout profit à obéir à cette sommation : comme Antée, elle perd ses forces en quittant le sol, et devient invincible en s'y appuyant.

Pour se mettre en contact avec les faits, elle ne peut guère recourir aux procédés de l'expérimentation proprement dite, qui est si féconde dans les autres sciences naturelles, et surtout dans la physiologie. Sauf dans des cas rares ², on n'est pas admis à faire d'expériences sur un peuple, comme celles que comportent le laboratoire ou l'amphithéâtre. L'économiste ne dispose pas des faits et ne les produit pas à son gré ; il n'a d'autres ressources que de les constater, soit par l'observation directe, s'ils appartiennent au présent, soit par l'histoire, si leur domaine est le passé,

Ces deux formes de la méthode ont plus d'analogie qu'on ne se le figure. Comme les nations se sont avancées d'un pas très inégal dans la voie de leur développement, on peut obtenir des résultats très voisins en jetant un coup de sonde dans l'espace ou dans le temps. L'observation contemporaine nous révèle chez des peuples divers la série des étapes parcourues par un même peuple au cours de son évolution historique ; elle nous montre en pleine vie des organisations sociales qui nous sembleraient inexplicables par les seuls témoignages de l'histoire, et le passé des sociétés humaines s'en trouve éclairé, au même degré que le serait la géologie, si l'on découvrait quelque part à l'état vivant les fossiles enfouis dans les couches profondes du sol.

L'histoire et l'économie politique. — Pour l'étude des phénomènes économiques, l'observation directe peut donc suppléer à l'histoire, tout en comportant une bien autre précision scientifique. L'histoire, en effet, telle qu'elle a été longtemps comprise, n'était guère qu'un récit de batailles et de traités, lié à la biographie des souverains. Elle éclairait ainsi quelques pics, mais laissait tout le reste dans l'ombre. En dehors des acteurs de choix, elle ne faisait apparaître la tourbe obscure des hommes que comme les comparses du drame. En très grande dame qu'elle était, elle dédaignait tout ce qui n'était pas coup de théâtre, et c'est ce qui justifie le dicton : « Heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire ! » Trop souvent aussi, les historiens n'ont été « que des avocats de telle ou telle

¹ M. Paul Leroy-Beaulieu (*loc. cit.*, p. 5).

² Par exemple, dans les cas d'exploitation des chemins de fer par l'Etat, d'industrie officielle, d'ateliers nationaux.

cause qui fouillent dans le passé pour y trouver des arguments, qui interrogent les faits, comme on interrogeait jadis ceux auxquels on voulait arracher un aveu, en les torturant ¹ ».

Il est juste de déclarer que l'histoire renouvelle aujourd'hui ses procédés, et qu'elle commence à quitter les palais des rois et leur cour, voire les chancelleries, les parlements et les champs de bataille, pour hanter les châteaux et les chaumières, pour frayer avec ceux qui vivent sur le sol, bourgeois et artisans des villes, propriétaires et paysans des campagnes.

Importance de l'observation directe. — Quand elle aura accompli cette transformation si désirable et saura s'occuper « des peuples heureux », l'histoire sera devenue une source précieuse où la science sociale pourra puiser des faits. Mais, jusque-là, l'observation directe est le moyen le plus efficace dont dispose l'économiste. Placé en face du fait, il peut l'interroger sous tous ses aspects, inscrire les réponses dans des cadres méthodiques, et aboutir ainsi à des rapprochements aussi instructifs qu'inattendus.

On aurait tort d'ailleurs de s'imaginer que, parce qu'il porte sur des faits courants, usuels, que l'on a sous la main et que chacun se figure connaître, ce procédé soit d'une application banale et pour ainsi dire instinctive. Il demande, au contraire, une préparation spéciale, une attention vigoureuse et beaucoup de précautions. Suivant le mot très juste de Rousseau, « il faut beaucoup de philosophie pour observer ce qu'on voit tous les jours ».

L'observation directe est donc le levier de l'économiste, soit qu'elle procède par ces vastes enquêtes officielles, qui fournissent la matière de nos statistiques administratives et démographiques, soit qu'elle mette en jeu l'action personnelle de l'observateur et se traduise dans des études détaillées ou « monographies » de certains types d'individus, de famille ou d'organisation sociale.

Cette dernière méthode a été mise en lumière et appliquée d'une façon magistrale par un penseur éminent, Frédéric Le Play, dont je m'honore d'avoir été le collaborateur et l'ami, et dont la science sociale déplore la mort récente.

Sciences auxiliaires. — Outre la statistique, qui est son principal auxiliaire, l'économie politique fait encore utilement appel à l'ethnographie, qui décrit les races et en retrace les transformations ; à la géologie et à la géographie, qui enseignent les conditions physiques du milieu dont ces races subissent l'influence. Elle n'a pas à connaître à fond la technologie professionnelle ; mais elle ne peut ignorer l'organisation des ateliers et, par exemple, la composition et

¹ M. Jourdan, *Cours d'économie politique*, p. 29.

le fonctionnement des « équipes » dans la métallurgie, les mines, la filature et le tissage ; faute de quelques notions de ce genre, sommaires, mais précises, elle serait condamnée, dans les questions de salaires, aux généralités vagues, et n'oserait pas prendre pied sur le sol.

Rôle de l'induction en économie politique. — Quand les faits fournis par l'observation directe et par les diverses sciences auxiliaires sont ainsi soigneusement réunis et classés, c'est alors que le raisonnement reprend ses droits. Jusque-là, il n'avait guère eu d'autre rôle légitime que de suggérer des hypothèses vraisemblables et provisoires, pour guider l'observateur dans la masse confuse et la complexité infinie des faits. Mais, une fois les matériaux à pied d'œuvre, le moment est venu de bâtir. C'est la tâche de l'induction, qui s'élève des faits à la synthèse, et en dégage soit des lois éternelles et permanentes, comme le fond éternel et permanent de l'humanité, soit des règles contingentes, qui s'adaptent à telle ou telle de ses phases.

Ces lois et ces règles doivent subir elles-mêmes le contrôle, je dirai presque l'assaut des nouveaux faits, sous peine d'être rejetées pour d'autres généralisations plus vraies et plus synthétiques. « Une théorie, a dit Voltaire, est une souris qui passe par neuf trous : un dixième l'arrête » ; et, paraphrasant cette métaphore originale qu'il « trouvait pleine de sens », Arago ajoutait que « multiplier les trous que la souris doit traverser ou le nombre d'épreuves auxquelles une théorie sera soumise, c'est le moyen infailible de faire marcher les sciences d'un pas assuré ».

De son côté, Aristote recommande, « en étudiant toutes les théories, de les confronter avec les faits eux-mêmes et avec la vie pratique. Quand elles s'accordent avec la réalité, on peut les adopter. Si elles ne s'accordent pas avec celles-ci, on peut les soupçonner de n'être que de vains raisonnements ¹ ».

Vous retrouvez là, exprimée avec la haute sagesse du grand philosophe, cette nécessité de ce que j'appelais tout à l'heure « le collationnement » entre les conclusions dogmatiques et leurs conséquences pratiques sur le terrain des faits.

Ainsi, le raisonnement pour guider *a priori* l'observation, et en induire ensuite des lois ; l'observation pour réunir les faits et vérifier les lois *a posteriori* ; tel est le partage d'attributions qui me semble devoir s'établir pour les recherches économiques entre la raison et l'expérience, ces deux puissants leviers du progrès humain.

¹ Morale, X, IX, 4.

Nécessité actuelle de l'économie politique. — Les problèmes économiques vont, Messieurs, vous assaillir dès votre entrée dans le monde, et vous ne pourrez pas vous y dérober. Autrefois, les questions de ce genre ne se posaient même pas : résolues ou non, elles étaient comme étouffées par la résignation ou l'indifférence générales. On ne soupçonnait guère ce domaine, et la curiosité était ailleurs. Au moyen âge, par exemple, c'est la théologie qui attire et absorbe les esprits d'élite ; à la Renaissance, c'est le culte des lettres et des arts qui ressuscite avec l'antiquité ; au ^{xvii}^e siècle, c'est la littérature et l'éloquence dans leur forme la plus exquise et la plus achevée ; au ^{xviii}^e siècle, c'est la philosophie avec ses audaces et sa gestation d'un monde nouveau. Chaque siècle apparaît ainsi dans l'histoire avec son trait dominant. Quant au nôtre, qui touche à la fin de sa course, et qui, au point de vue des progrès matériels, pourrait être appelé « l'âge de la vapeur et de l'électricité », il est caractérisé, dans l'ordre moral, par la préoccupation des problèmes concernant l'organisation intérieure des sociétés. C'est le siècle des questions sociales.

L'attention publique est à ce point tournée vers ces questions, que tout le monde se croit capable de les aborder. Tandis qu'il ne viendrait jamais à l'idée d'une personne raisonnable de tenir tête aux spécialistes dans la plupart des sciences, c'est à qui s'arrogera au contraire le droit de résoudre, au pied levé, les problèmes économiques les plus ardu. Chacun s'y met avec ou sans compétence. Pour une vérité, on lance mille sophismes en circulation. Ces sophismes font souvent fortune : on les rencontre partout, débordants, envahissants, encombrants. En général, les savants sont les maîtres incontestés de leur domaine, dont l'accès est interdit aux profanes par des difficultés extérieures, notamment par une terminologie spéciale. Rien de tel ne défend les abords du terrain économique. Aussi est-il envahi et piétiné par la foule, qui tous les jours, y rend des arrêts aussi bruyants que contradictoires.

Au milieu de ces voix discordantes, faire entendre le langage de la science et de la raison ; démasquer l'erreur qui passe, et proclamer la vérité qui reste ; analyser le rôle des facteurs économiques ; démontrer leurs harmonies et leurs devoirs respectifs, telle est la tâche et tels sont les bienfaits de l'économie politique. Elle vous sera particulièrement utile à vous, Messieurs, que la vie n'a pas encore atteints de ses sophismes et de ses calculs égoïstes. Vous êtes jeunes, privilège inappréciable, dont on sent mieux le prix chaque jour, à mesure qu'il nous fuit, et que Bastiat célébrait magnifiquement dans la célèbre introduction de ses *Harmonies économiques* en les dédiant à « la Jeunesse française ». Vous

êtes en outre appelés à exercer une action dans le monde par la parole, la situation, l'ascendant personnel. Or, Messieurs, « science, c'est conscience éclairée; vouloir et savoir, c'est pouvoir; vouloir ne suffit pas ¹ ».

Nulle étude ne saurait donc mieux vous convenir que celle de l'économie politique. Et si quelqu'un venait vous dire qu'elle serait avantageusement suppléée par la pratique, vous lui répondriez avec Royer-Collard qu'à « vouloir se passer de la théorie, il y a la prétention excessivement orgueilleuse de n'être pas obligé de savoir ce qu'on dit quand on parle et ce qu'on fait quand on agit ² ».

ÉMILE CHEYSSON,
Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées,
ancien Directeur des usines du Creusot.

¹ Le père Gratry. *Les Sources*, p. 82.

² Le reste de la leçon a été consacré à exposer le programme du nouveau cours, et ses rapports avec celui du cours professé depuis plusieurs années à l'École des sciences politiques sous le titre : *Histoire du développement des doctrines économiques*. Ces explications étant d'ordre pour ainsi dire intérieur, le professeur n'a pas jugé qu'il fût intéressant de les reproduire dans le *Journal des Economistes* (Note de la rédaction).

UNE NOUVELLE DÉFINITION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE¹

Il semblerait naturel de commencer par la définition que le titre ci-dessus promet, mais comme l'auteur ne la donne que dans son troisième volume, le lecteur ne s'étonnera pas que je le fasse un peu attendre ; je dois, comme l'auteur, le préparer à recevoir la bonne nouvelle ; sans cette précaution, elle pourrait bien rester inintelligible pour lui. L'économie politique, — qu'on me permette de dire parfois l'économique, — n'est d'ailleurs pour l'auteur qu'une subdivision de son œuvre ; ce qu'il traite, c'est l'anatomie et la physiologie du corps social. M. Schäffle, on le devine, s'est proposé d'écrire une *Sociologie*, un traité de la science sociale, et on pourrait se demander pourquoi ce mot ne sert pas de titre à son œuvre, puisqu'on le trouve parfois dans le texte ; serait-ce qu'il ne voulait pas être confondu avec M. Herbert Spencer ? Un simple coup d'œil jeté dans un des quatre volumes, à n'importe quelle page, répond péremptoirement à cette question. M. Schäffle prend l'expression « Corps social » tout à fait à la lettre et applique à la société tout ce que la physiologie nous apprend du corps humain. Il pousse les comparaisons si loin, qu'il adapte à la plupart des fonctions sociales, et en général aux phénomènes sociaux, des termes empruntés à l'anatomie et à la physiologie de l'homme. Et comme il est censé faire de la science, il se sert des termes techniques, desorte qu'avant de comprendre le traité de M. Schäffle, il faut se mettre à étudier un manuel de physiologie. Sans doute, en faisant un peu attention on comprendra bientôt que « cellule sociale » veut dire famille, mais on distinguera moins bien la signification *sociale* des mots tissus, muscles, nerfs, ganglions et beaucoup d'autres. Avec cela, l'auteur emploie souvent telle expression sans la définir, ou en la définissant assez tard. C'est ainsi qu'il a parlé pendant 1,400 ou 1,500 pages du « *Stoffwechsel* », avant de le définir formellement. Je ne fais aucune difficulté pour reconnaître que je n'ai pas attendu la page 240 du tome III pour deviner le sens de ce mot, mais enfin, il fallait deviner. Je vais en évi-

¹ *Bau und Leben des sozialen Körpers* (Construction et vie, — ou Anatomie et physiologie — du corps social), par Albert-Fr. Schäffle. Tubingue, librairie Laupp, 1881. 4 forts volumes in-8.

tice, est un homme très savant, doué d'un esprit distingué, qui aurait pu rendre de signalés services, s'il avait eu des visées moins hautes, s'il avait voulu se contenter d'être économiste; mais non, il a voulu être sociologue, il a voulu être un des maîtres de cette « science » qui autrefois n'était rien et qui aujourd'hui prétend être tout. Voyons un peu où mène cette prétention.

Les deux premiers volumes constituent « la partie générale de l'œuvre », c'est un exposé doctrinal de ce que c'est que la société. La première grande division, nommons le chapitre 1^{er}, traite « de la base extérieure du corps social (la terre) et des deux principales parties de ce corps : la population qui en est la partie active, et les biens qui en sont la partie passive. Le chap. II considère la famille comme l'élément physiologique du corps social : c'est la « cellule sociale ». Le chap. III s'occupe des tissus sociaux et des institutions fondamentales. Le lecteur voit défiler devant lui, dans ce chapitre, les agglomérations naturelles et artificielles, les classes, les partis, la nationalité, la religion, la langue; puis l'administration, la police, la hiérarchie, etc., avec des subdivisions nombreuses et souvent inattendues. Le chap. IV embrasse les « faits psychiques » de la vie sociale. On trouve ici de la psychologie sociale et de la philosophie politique : l'action de l'autorité et celle des masses, la publicité, le public, l'opinion publique, la presse. (Je ne comprends pas qu'on puisse, comme l'auteur, mépriser l'opinion publique et être socialiste!)

Le titre du chap. V est difficile à traduire, aussi suis-je obligé d'intercaler de courtes explications : Les sens (vision, ouïe, etc., soit l'administration) et les moteurs sociaux (le pouvoir exécutif). L'entendement, le sentiment, la volonté du corps social. (Il s'agit ici naturellement des sciences et des arts, mais aussi de la morale, du droit, des mœurs, des préjugés et... de la formation du prix des choses : le tout subjectif et objectif.) Le chap. VI traite de l'organisation sociale. Il est question ici de la propriété, du revenu des familles avec divers rapprochements presque métaphysiques.

Le chap. VII remplit le 2^e volume en entier, il renferme : « la loi du développement social, démontré par les faits qui marque l'histoire du développement de la civilisation ». — L'auteur expose ici comment, selon lui, la société s'est développée et comment la civilisation est née. Un très grand nombre de questions d'un haut intérêt sont passées en revue dans ce volume, et si je n'avais pas devant moi quatre volumes à analyser, je me serais volontiers arrêté à celui-ci, bien que ce soit une histoire tendencieuse qu'il nous présente. Veuillez remarquer que je n'accuse pas l'auteur de faire sciemment violence aux faits; non, l'auteur est tellemen

imbu de socialisme, qu'il voit naturellement les choses d'un point de vue spécial. Sa classification des matières et ses vues physiologiques ne contribuent pas à rectifier ses vues, il s'en faut de beaucoup. J'ajouterai, pour consoler le lecteur, que la classification vicieuse de l'auteur l'obligeant à traiter chaque question au moins deux fois, j'aurai l'occasion d'effleurer plus loin certaines questions que l'auteur expose une première fois ici.

Les tomes III et IV forment la partie spéciale de l'œuvre; l'auteur y revient de nouveau sur les matières traitées dans les deux premiers volumes, mais au point de vue de l'application, et s'il en aborde de nouvelles, c'est à titre complémentaire. Du reste, les numéros de chapitres se suivent avec les précédents, j'ai donc à commencer ici par le chap. viii, intitulé : « L'organe de la population ou la famille et l'histoire de son développement. » Le chap. ix revient sur le mouvement de la population, le x^e parle de la « société dans le temps et dans l'espace », le xi^e des abris et moyens de protection, le xii^e enfin traite de l'économie politique sous ce titre de l'assimilation et désassimilation sociale déjà signalé, et indique comment doivent être réglées les organes et les fonctions de l'économie politique. J'analyserai succinctement cet assez long chapitre, mais j'ai d'abord à terminer cette nomenclature. Chap. xiii : La technique (progrès technologiques). Chap. xiv : Développement du système organique psychologique, c'est-à-dire, de la langue, de l'écriture, de l'intelligence individuelle et de l'esprit public. Chap. xv : L'instruction publique et son développement. Chap. xvi : La sociabilité et les jouissances intellectuelles du peuple. Chap. xvii : L'art et son influence. Chap. xviii : Les pouvoirs publics et les pouvoirs municipaux. Chap. xix : L'Etat, son organisation et ses fonctions. Chap. xx : Développement historique des nations depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

Cette longue nomenclature, que j'ai pourtant héroïquement abrégée, fera saisir, quoique imparfaitement encore, l'immensité du domaine que M. Schäffle, suivant l'enseignement ou l'exemple d'Auguste Comte et de M. Herbert Spencer, prétend embrasser : le présent, le passé et l'avenir de la société ! C'est là une tâche surhumaine, par conséquent M. Schäffle ne l'a pas plus résolue que l'un de ses devanciers; il n'a fait qu'une utopie dans une forme systématique, ce qui, de nos jours, plaira mieux qu'un récit ou une description. Je dis utopie, parce qu'un auteur qui trop embrasse, M. Schäffle ou un autre, ne peut nous donner qu'une opinion, un desideratum, un rêve, et une opinion n'est jamais la science. La science sait, l'opinion conjecture. Il y a encore une autre différence : la science entre dans les détails. — on ne connaît bien les choses

que par les détails —, l'opinion se meut dans les généralités, dans les abstractions, hélas! quelquefois dans les brouillards, c'est surtout lorsqu'on tient à établir un système bien coordonné. Il faut classer les choses autrement que les prédécesseurs, ce qui ne veut pas nécessairement dire d'une façon meilleure, et créer une nouvelle terminologie de plus; au lieu d'étudier le fond des choses, d'élucider les questions en elle-même, on est obligé de s'arrêter pour les diviser et subdiviser. Ces divisions sont surtout inévitables lorsqu'on ignore les détails et qu'on a beaucoup de pages à remplir, mais je doute que ces classifications qui tantôt fendent un cheveu, et tantôt réunissent sous une même rubrique les choses les plus disparates, soient fécondes pour la science; ce qui est certain, c'est qu'elles sont ennuyeuses pour le lecteur.

On ne saurait assez insister sur la grandeur de l'audace d'un mortel qui prétend embrasser aujourd'hui la totalité des sciences qui traitent de l'homme et de la société; en se traçant une pareille tâche, on ne peut qu'être superficiel. Ce n'est pas un tableau qu'on peint, on marque grossièrement à la craie les lignes qui indiquent les contours des figures à faire. De nos jours, il faut se spécialiser pour approfondir. Certains savants allemands ont reproché aux économistes cette spécialisation, mais à tort. Nous n'ignorons pas — comme ils semblent s'imaginer — que l'économique n'est pas tout, et à chaque instant nous la combinons avec des notions d'ordres différents, mais c'est à titre d'opinion individuelle et non à titre de science (sauf peut-être dans une étroite monographie). Économiste ou non, chaque homme est amené souvent par les circonstances à envisager une question sous toutes ses faces, il le fait aussi bien qu'il le peut; mais s'il voulait étendre cette opération sur tous les hommes, toutes les questions, tous les temps et tous les lieux, je ne crois pas qu'on le prendrait au sérieux.

Je ne puis donc en rien approuver le plan d'ensemble de l'auteur, ni sa manie de vouloir tailler la société sur le patron du corps humain, ni l'emploi des termes tirés de l'anatomie et de la physiologie, ni les tendances socialistes ou *socialisantes* de la plupart de ses démonstrations, ce qui ne veut pas dire qu'on ne trouve pas quelques bonnes pages, des aperçus curieux, des rapprochements ingénieux et parfois une idée heureuse. Un savant aussi distingué ne pouvait pas toujours patauger dans les erreurs ou les lieux communs, mais celui qui ne se récréait pas aux utopies rencontrera dans ces quatre volumes beaucoup trop de sable pour les grains d'or qu'il pourra recueillir.

Examinons maintenant quelques-unes des idées fondamentales émises par l'auteur. Il se déclare, on le sait déjà, pour l'évolution

sociale, et il lui est naturellement facile de mettre en lumière des progrès acquis par des nations ou des groupes d'hommes. Toutefois, et je lui en fais un mérite, il ne soutient pas la théorie d'un progrès nécessaire et indéfini : il faut que les hommes veuillent progresser et que les circonstances leur soient favorables pour qu'ils réussissent à se développer. Tous n'avancent pas simultanément, il y a des décadences partielles, ce qui ressort d'ailleurs de la doctrine de la sélection et de la lutte qu'il professe. Tout progrès est précédé d'une lutte. Mais s'il en est ainsi, ne faut-il pas admettre que le progrès part de l'individu et non de la société, même en reconnaissant que la densité de la population est une des conditions du progrès ? N'est-ce pas le frottement des hommes, l'émulation de la lutte qui produit la civilisation ? D'ailleurs, la tendance de l'humanité n'a-t-elle pas toujours été dirigée vers l'émancipation de l'individu ? Quand on montre que l'esclavage a précédé le servage et que les serfs sont devenus des ouvriers libres, n'indique-t-on pas clairement que la lutte avait pour but de favoriser l'individu ? Sans doute, l'individu ne pouvait pas s'élever sans porter en même temps la société à un niveau supérieur, mais peut-on imaginer que la société se soit élevée, tout en laissant l'individu à un niveau inférieur ? Le mur n'a pas précédé le moellon, ni la dune les grains de sable dont elle se compose. Vous ne pouvez rien faire pour la société sans vous adresser à l'individu : c'est chaque enfant que vous obligez d'aller à l'école si vous voulez que la nation soit instruite ; c'est chaque soldat que vous exercez pour que l'armée manœuvre bien ; c'est à chaque avocat, à chaque médecin, à chaque ingénieur que vous imposez les conditions qui vous semblent nécessaires à l'ensemble de la profession. Du reste, si le progrès de la société ne se comprend pas sans le progrès de l'individu, cela ne veut pas dire que l'être collectif n'agisse pas sur ses membres : il y a évidemment action mutuelle, mais sans individus il n'y a pas de société, et si l'on se met à considérer la société d'une manière abstraite, on perd tout point d'appui concret, on monte dans les nuages et on se trouve bientôt entouré de brouillards.

Cette manière de voir s'est imposée à M. Schäffle lui-même, quoiqu'il s'en défende et qu'il use à chaque instant du mot *social*. Dans le § 9 (tome II, p. 54 et suiv.), où il se charge de « formuler la loi du développement social », il énumère d'abord les points qui exercent une influence sur l'évolution et promet d'en exposer l'action.

Il continue ainsi : « De cet exposé il résultera finalement que la loi du développement social consiste en ceci :

« La formation progressive de la société (ou de la civilisation) est le résultat le plus élevé de la sélection perfectionnante (qui est l'effet) de la lutte pour l'existence ;

« ou plus exactement, elle est le produit certain de toutes les luttes pour l'existence et de toutes les luttes d'intérêt ;

« qui ont lieu par les unités sociales de chaque degré d'individualisation¹, soit entre elles, soit contre la nature, avec les moyens croissants de la dotation intellectuelle, physique et économique, et dans les limites d'une organisation contentieuse (une arène) déterminée par le droit et les mœurs ;

« qui sont provoquées par le besoin de la conservation, soit de leur individualité, soit de leur collectivité, par le besoin de la reproduction organique, par l'égoïsme, par le désir de contribuer à l'intérêt général et au progrès, et qui se renouvelle à des degrés toujours plus élevés ;

« pour satisfaire, non seulement les besoins physiques les plus indispensables, mais encore aux exigences croissantes d'une manière de vivre de plus en plus relevée (plus luxueuse, plus noble, idéale) ;

« (luttes) qui sont décidées par le hasard, par le jeu (la spéculation), par la guerre intérieure ou extérieure, par des transactions, ou par les diverses instances qui jugent les concours (les luttes, les rivalités) entre les hommes ;

« et qui, dans chaque cas, aboutissent nécessairement à conduire les meilleures *adaptations* (c'est-à-dire les concurrents qui s'adaptent relativement le mieux aux circonstances), à la domination, à l'expansion, à la transmission, et les adaptations relativement les moins bonnes, les dégénérescences, les formations inférieures à l'élimination et à la destruction, s'il n'est pas possible de les forcer à mieux s'adapter (aux circonstances) ;

« de sorte, qu'en somme, il s'accumule une quantité croissante de forces idéales et matérielles au profit de la lutte collective des hommes pour l'existence, et que la société s'organise de plus en plus, c'est-à-dire qu'elle classe de mieux en mieux ses agents du travail intellectuel et physique, ainsi que les biens à répartir entre eux. »

Je suppose qu'on trouvera cette définition difficile à lire, mais je crois qu'elle a été encore plus difficile à traduire. Quoi qu'il en soit, l'auteur a dû faire la part des individus, à contre-cœur sans

¹ L'auteur veut dire ici que le même homme peut être à la fois père de famille, ouvrier, citoyen, fidèle d'une religion, etc., et qu'on peut concevoir aussi les groupes homogènes comme des unités collectives.

Ce n'est pas tout, car il y a encore la substance, la matière, les biens, en un mot, les objets qu'on consomme. « Le *bien* matériel est la principale notion *objective* de l'économique. L'auteur y ajoute la *population*, en ce sens qu'elle consiste en une somme de nerfs, muscles, tissus qui renferment les forces nécessaires pour entretenir la vie sociale. En d'autres termes, la société ne peut pas exister sans les hommes, donc les hommes font partie des biens sociaux, de la fortune sociale.

Une autre notion « toujours vraie, » c'est que la terre est la source des produits qui servent à notre alimentation ; je ne sais pas pourquoi l'auteur tient si obstinément à ajouter que la terre reçoit aussi nos excréments. C'est sans doute par amour pour la rigueur scientifique ; d'ailleurs, la définition ne dit-elle pas : assimilation et *désassimilation* ? La terre est « le point de départ et le point d'arrivée », la circulation ou la révolution est achevée.

Passons à l'étude du travail en lui-même. L'auteur multiplie les distinctions, la seule utile est celle qui oppose le travail économique au travail physico-biologique. Négligeons ici le travail purement physique, occupons-nous seulement du travail économique, de celui qui met en œuvre l'assimilation et la désassimilation. L'auteur ne veut pas que le travail soit seulement synonyme de production, ou d'agent de la production ; le travail est encore l'agent de la circulation, de la consommation et de l'élimination (donc manger c'est travailler, puisque sans manger on ne vivrait pas). Je n'ai pas besoin d'ajouter que l'auteur distingue le travail matériel de la direction intellectuelle du travail (ouvriers et patrons), qu'il n'oublie pas la division du travail et la coopération des professions au même but social, les mots sont plus ou moins changés, mais « c'est toujours la même chose ».

La dépendance économique dans lequel le travail individuel se trouve par rapport au travail social « dont il fait partie intégrante » ressort de ce fait qu'on se ruine quand on veut travailler autrement qu'en qualité de membre du corps social travaillant, et en restant *au-dessous du niveau* atteint par la société en général. L'auteur fait ici allusion à la lutte, à la concurrence, dont, selon lui, les socialistes eux-mêmes ne pourraient pas se passer tout à fait, s'ils parvenaient à s'organiser.

L'auteur définit ensuite les *biens*, et comme il pouvait craindre que cette définition ne serait pas très claire, il a soin de l'expliquer. Nous apprenons ainsi (III, 258) qu'il ne compte ni les biens immatériels, ni les monopoles naturels, ni les avantages de situation, enfin ni les services, ni les jouissances parmi les biens économiques ; en revanche il divise les biens en : *matériels* (composés

lutte pacifique que produit l'échange des biens, chacun voulant acheter à bon marché et vendre cher, de manière à satisfaire ses besoins au moindre prix possible.

Le prix et l'utilité occupent naturellement l'attention de l'auteur, mais son exposé renferme plus de nouveaux mots que de nouvelles pensées et surtout que de nouvelles observations, seules choses qui enrichissent réellement la science. Ou faudrait-il considérer comme des pensées les interminables circonlocutions rendues souvent nécessaires par la nouvelle terminologie? Que de peine l'auteur se donne pour nous apprendre qu'il est difficile ou impossible de faire la part de chaque aliment, de chaque vêtement et de chaque autre objet dans l'effet d'ensemble sur notre santé et notre bien-être, tandis que le résultat productif de notre santé et de notre bien-être, le travail, ou plutôt la valeur échangeable de ce travail, se mesurerait par le temps. Mettons que la mesure de la valeur, ou l'unité de valeur, soit l'équivalent de ce qu'on peut gagner par une heure de travail, mais comme il y a le travail simple et le travail qualifié, il s'agirait de fixer la valeur d'un travail moyen. Il faudrait prendre la moyenne d'une heure de plaidoirie de Démosthène ou de Cicéron, d'une heure de travail de Raphaël ou de Michel-Ange, d'une heure d'Aristote, de Leibnitz, de Newton, de Montesquieu, puis d'une heure de médecin, de cordonnier, d'ingénieur, de serrurier, tailleur, forgeron, balayeur, couturière et les mille autres professions, et quand vous aurez trouvé cette moyenne des moyennes, une vraie archimoyenne, serez-vous plus avancé qu'hier? Sauriez-vous à quel prix payer une plaidoirie de Dufaure ou de Berryer, un tableau d'Ingres, vos souliers, l'espallier qu'aurait dressé votre jardinier? J'en doute. Il ne suffit pas que M. Karl Marx lui-même distingue le travail ordinaire du « travail qualifié »; mais si qualifié veut dire ici = multiple quelconque d'un =, il faut encore déterminer le coefficient. Sera-ce 1 1/2 fois la moyenne pour le jardinier, 1 4/5 pour le cordonnier, 17 7/8 pour Ingres, 18 3/4 pour Dufaure, 18 3/5 pour Berryer..? Qui sera nommé expert en cas de discussion? Je suis assez heureux pour pouvoir mettre des chiffres fantaisistes, et même simplifier l'argumentation, mais si vous étiez sous le régime socialiste et en face des compétiteurs, vous auriez plus de peine à vous tirer d'affaire.

Nous ne sommes pas sous le régime socialiste, mais sous le régime économique, par conséquent l'auteur étudie comment se fixent actuellement la valeur et le prix des choses. Je me plais à reconnaître que ce chapitre est excellent. Il énumère les différents facteurs du prix : frais de production, concurrence, utilité

du produit, etc., et pèse chacun d'eux. Je n'ai pas besoin d'ajouter que je n'admets pas toutes les conséquences que l'auteur tire de ses prémisses, mais c'est un véritable mérite de dire des choses raisonnables sur « la valeur », quand des économistes éminents, illustres mêmes, ont émis sur ce point des propositions contestables. On en a fait un chapitre de métaphysique qui doit s'étonner d'être enchevêtré dans les démonstrations d'une science d'observation. Mais certains socialistes ont raison de tonner contre l'emploi fréquent des déductions; les déductions de M. Schäffle montrent combien il est aisé de partir d'une vérité pour arriver à une erreur.

A la valeur et aux prix se rattache plus ou moins étroitement la distribution qui est, on le sait, l'intermédiaire entre la production et la consommation. Nous aurons là bien des choses à relever, mais il faut savoir se borner, nous apprend Boileau; je me *bornerai* donc à en parler brièvement en examinant le chapitre où l'auteur expose comment les différents régimes économiques se sont succédé et ce qui s'ensuivra (t. III, p. 398 à 547).

La « succession des régimes économiques » est une expression synonyme d'*évolution*. La réalité de l'évolution sociale, c'est-à-dire du progrès, a été reconnue même par ceux qui n'admettent pas les doctrines transformistes, naturalistes et autres plus ou moins athéistes qui s'y rattachent. Toutes les croyances religieuses ou politiques peuvent admettre le progrès social, d'autant plus que le mot progrès est extrêmement vague. Mais bien des choses sont fausses ou vraies, selon le sens précis que vous donnerez aux mots employés. Quoi qu'il en soit, la succession des régimes économiques est devenue l'un des instruments dont se servent les savants qui se sont chargés de propager le socialisme doctrinaire. On avait dit : l'économie politique étudie les lois de la production, etc., telles qu'elles ressortent de l'observation des faits. Or, si vous ôtez des faits observés ce qu'ils ont d'individuel, d'accidentel, de fortuit, vous arrivez peu à peu à dégager ceux qui sont le résultat de la nature humaine. Un fait qui est la conséquence nécessaire de la nature humaine peut être formulé en loi naturelle, que ce fait soit d'ordre physique ou d'ordre intellectuel, moral, économique ou autre. Or, le socialisme a intérêt à contester l'existence des lois économiques et l'instrument dont il se sert pour les attaquer, c'est l'histoire. Il montre qu'aux sauvages ont succédé des nomades, puis est venue une agriculture primitive, puis la féodalité, le moyen âge, les temps modernes pour aboutir au paradis socialiste.

Voilà l'ordre de la démonstration; mais l'exposé, le détail des faits cités, leur classement, différent d'un auteur à l'autre. L'histoire

est un moyen de propagande très puissant, car il y a des différences très sensibles entre l'antiquité, le moyen âge et nos jours, mais on abuse de ces différences, pour la plupart purement extérieures. Changez-vous de nature en changeant de vêtements? Ce qu'il faudrait prouver, c'est que l'homme lui-même a évolué, que sa nature est devenue autre. Je ne crois pas qu'on puisse prouver que les hommes soient devenus plus intelligents depuis Aristote, Thucydide et tant d'autres qu'on pourrait citer; est-il bien sûr aussi que nous soyons plus moraux — à Paris, Londres, Berlin, New-York, etc. — qu'on ne l'a été à Babylone, Suse, Memphis, Thèbes, Athènes, Rome? En tout cas, est-ce qu'autrefois les hommes avaient besoin de manger et de se vêtir? Si oui, les trois quarts des lois économiques auront été les mêmes qu'aujourd'hui. Mais rétrécissons notre cadre, et prenons quelques points saillants.

L'un des plus importants est sans doute la propriété. M. Schäffle (avec d'autres) semble croire que les sauvages ne connaissent pas la propriété, et quelle preuve apporte-t-il (t. III, p. 404)? Que les peaux-rouges américains, qui réellement ne l'ignoraient pas, étaient déjà plus avancés que d'autres! On imagine des hommes semblables aux animaux (*thierähnlich*) pour nier la propriété. Aux pasteurs on n'accorde pas encore la propriété immobilière, et pourtant la Bible raconte qu'Abraham, voulant enterrer sa femme Sarah dans une sépulture perpétuelle, acheta un terrain — tout comme de nos jours — et le paya à beaux deniers comptants. Et pourtant Abraham était un nomade, mais à côté de lui il y avait une ville, Hébron, où la terre était appropriée. Que vous lisiez ce qui nous reste en documents sanscrits, ce qu'on a trouvé dans les tombes égyptiennes, ce qu'on sait de la vieille Chine, partout la propriété immobilière existe, même sous sa forme individuelle. Mais à quoi bon démontrer que 2 et 2 font 4, quand on a affaire à des sourds qui ne veulent pas entendre?

C'est naturellement l'époque actuelle qui est l'objet des critiques les plus vives. Notre époque est présentée comme « l'époque du règne de l'argent et du crédit » et plus communément comme *l'époque capitaliste* (capitalistique ¹). On se demande, en lisant ces pages, et les pages analogues dans d'autres auteurs de la même couleur : qui trompe-t-on ici? Croyez-vous que ces messieurs ignorent les plaintes d'Aristote déjà (liv. I, chap. III, de sa Politique) sur l'emploi de l'argent à la spéculation commerciale? Ils ne l'ignorent nullement (voy. Schäffle, t. I, p. 254). Ils connaissent

¹ Capitaliste est une mauvaise traduction, c'est capitalistique qu'il faudrait dire, mais je me soumets, non sans murmurer.

l'histoire d'Athènes, Rome, Venise et autres places commerciales, ils ont pu assister par la pensée aux crimes commis dans la rue Quincampoix du temps de Law, mais rien ne les empêche de dire qu'on ne spéculait que de nos jours, et tout à fait de nos jours, car il fallait d'abord que la révolution de 1789 vînt, puis que les économistes eussent réussi à faire disparaître nombre de lois restrictives. N'est-ce pas un parti pris ? Le capitaliste est une invention toute moderne, de même la concurrence, de même le désir d'obtenir le plus grand résultat avec la moindre peine ! C'est se moquer de l'histoire. Puisque vous parlez du moyen âge, étudiez donc le commerce de la Hanse, ou celui des petites républiques italiennes. Lisez, pour citer un autre exemple, l'histoire de la maison princière et comtale des Fugger ; elle descend de Jean Fugger, le maître tisserand d'Augsbourg, né en 1300 et quelques, qui était bel et bien capitaliste. C'est par suite de ses richesses qu'un de ses descendants devint comte. Et les chevaliers romains ? Et les banquiers grecs ? Mais on ne veut pas voir. Quoi que vous disiez, vous ne pouvez pas démontrer que — dans les temps historiques — les hommes aient changé. On possède actuellement plus d'or et d'argent, mais autrefois, quand on en possédait, et qu'il n'y avait pas par hasard un empêchement, on l'employait tout comme de nos jours. Il n'est pas vrai que le désir de posséder des rentes soit un défaut purement moderne. Ne croirait-on pas que le travail ait été hautement estimé chez les Grecs et les Romains ?

Ce qui distingue notre époque des temps antérieurs, du moins les deux principales choses qui la distinguent, ce sont : 1^o les progrès des sciences et de leurs applications, la vapeur, le télégraphe, les machines, etc., etc., y compris la découverte de l'Amérique et l'invention de l'imprimerie ; 2^o l'augmentation de la population. L'accroissement de la population pourrait même être considéré comme un effet indirect des progrès faits par la science, progrès qui ont contribué à multiplier les aliments et à les mettre à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs. Les temps modernes partent de la découverte de l'Amérique ; que n'a-t-on pas fait, trouvé, inventé depuis cette époque ! La face du globe a pour ainsi dire été renouvelée. Les hommes n'ont pas changé, mais le milieu est devenu autre ; les moyens se sont agrandis et aussi les œuvres ; le temps s'est accéléré pour nous, on vit plus vite ; une œuvre qui exigeait autrefois un siècle s'achève maintenant dans un lustre.

Je n'ai pas besoin d'insister, sans cela je devrais montrer que la science a eu des effets moraux ; nous lui devons, à un plus haut degré qu'un vain peuple ne pense, l'émancipation que la révolution

de 1789 a consacrée, une liberté matérielle et intellectuelle d'une valeur inappréciable.

Or, si dans ce nouveau milieu la population de l'Europe a plus que doublé, elle s'y trouve à l'étroit, ses besoins ont grandi et ses prétentions se sont élevées dans une plus forte mesure encore. L'homme n'a pas de mesure, et il ne connaît que les obstacles tangibles; s'il ne décroche pas la lune pour la mettre dans sa lanterne, c'est qu'il ne le peut pas. C'est un peu là-dessus, soit dit en passant, que spéculent certains démagogues dans leur intérêt personnel; ils s'adressent aux appétits et à un mauvais sentiment, l'envie. Ce qui est fâcheux c'est que certaines doctrines répandues par les démagogues ont exercé leur influence sur des savants sérieux qui, tout en s'efforçant de rester dans les limites de la modération et en abhorrant les moyens violents, aident à préparer le terrain pour des entreprises qu'ils sont très loin d'approuver. On dirait qu'ils ont des yeux pour ne pas voir.

Je n'ai pas perdu de vue M. Schäffle. Il m'a paru inutile de reproduire sa critique de la société capitaliste, elle est fondée sur les idées de Karl Marx et de Proudhon et les opinions de ces deux auteurs sont connues. La séparation du capital et du travail est, selon M. Schäffle, la cause de tout le mal, — comme si sous le régime des corporations d'arts et métiers il n'en avait pas été de même —, mais actuellement les capitaux sont plus grands. On reconnaît que la production en a profité (t. III, p. 441), mais l'on ne veut pas admettre que la part de l'ouvrier ait proportionnellement grandi. Chemin faisant on dit de véritables niaiseries (t. III, p. 450); par exemple, le capital ne travaille pas pour rendre les hommes heureux, mais pour produire un bénéfice au profit de son propriétaire; cela prouve que tout va mal.

Donc, supprimons le capital et établissons le socialisme. M. Schäffle reconnaît (t. I, p. 253 et en divers autres endroits, p. ex. t. III, p. 463) qu'un « programme positif et pratique du collectivisme supérieur au capitalisme manque jusqu'à présent », c'est-à-dire qu'on ignore encore comment il faudrait organiser le socialisme; il soutient néanmoins que cette organisation est possible. Dans le 3^e volume il se charge de le démontrer en esquissant un programme. Il commence par réfuter les objections qu'on oppose au socialisme. D'abord, on a tort de soutenir que l'école de M. Marx veut travailler sans capital. M. Schäffle a raison, elle n'a jamais dit cela, et pour preuve, elle prétend s'emparer des capitaux existants. Deuxième objection : on soutient que M. Marx veut supprimer la propriété privée. M. Schäffle le nie, et trouverait absurde que le morceau de pain que l'individu va mettre dans

comme une sorte d'utopie. L'auteur est très savant et il est doué d'un esprit distingué, mais il n'a pas fait un ouvrage scientifique. Il ne faut pas confondre les mots savant et scientifique : savant s'applique aux ouvrages dont l'auteur fait preuve d'érudition, scientifique à ceux dans lesquels on recherche des lois, des vérités, des principes par des moyens rigoureux, même si l'on n'a pas réussi à rien découvrir de nouveau. M. Schäffle nous expose sa manière de voir, ce n'est pas de la science, une opinion n'est jamais de la science, que l'auteur s'appelle Aristote ou Kant, Descartes ou Leibnitz, A. Wagner ou A. Schäffle. L'économie politique, telle qu'Adam Smith et quelques autres l'ont exposée, présente quelques vérités que les socialistes les plus décidés sont obligés de reconnaître. On admet Adam Smith, mais on attaque ses successeurs, sous le prétexte qu'ils abusent des déductions. Et que fait donc M. Schäffle ? Il déduit, et quand il ne déduit pas, il conjecture. J'aime encore mieux les déductions que les conjectures.

Il est vrai qu'on présente quelquefois des conjectures comme des inductions, mais peu importe la rubrique sous laquelle on classe une proposition : ce n'est pas l'étiquette qui crée la marchandise. Une induction ! Le plus souvent ce n'est que l'opinion d'un individu sur un fait mal observé ; quelle valeur lui attribuer ? Il ne faut pas se laisser éblouir par les mots prétentieux, il faut chercher ce qu'il y a dessous et le plus souvent, hélas ! on en est pour sa peine, on ne trouve rien.

Pour terminer, j'ajouterai que je ne viens nullement soutenir que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, je suis même quelque peu pessimiste ; je reconnais donc que nous avons besoin de progrès, et j'espère encore que nous en aurons, mais il ne se trouve pas du côté où M. Schäffle et ses émules voudraient pousser la société. Les mesures qu'il propose, à l'exemple d'autres socialistes, ne maîtriseront pas l'égoïsme, elles lui imposeront tout au plus d'autres formes, tout en détruisant, si c'est possible, le stimulant que fournit l'intérêt personnel. La société en pâtira, ses progrès seront plus lents, voilà tout. Du reste l'humanité ne se soumettra pas à l'esclavage socialiste, il est dans la nature des choses que l'individu cherche à tirer de son talent tout le parti possible ; si vous pouviez l'enchaîner un moment, il commencerait par vous opposer l'hypocrisie et finirait par la révolte ; voilà ce que nous apprend l'histoire et voilà aussi ce qui ressort de l'étude de la nature humaine.

MAURICE BLOCK.

On peut diviser les commerçants de toutes les époques en deux grandes catégories. Les uns exercent leur industrie dans le pays où ils sont fixés ; les autres sont au dehors. Le commerce extérieur a toujours obtenu un grand prestige, même quand il opérait en terre ferme ; il excite l'enthousiasme quand il est fait par mer. L'imagination aime les chercheurs d'aventures lointaines ; la poésie des odyssées enchante nos esprits. L'auditeur, qui écoute les récits d'un marin, subit les tempêtes et voit le paradis dont on lui parle. D'un autre côté, les hommes les plus sérieux s'extasient sur la masse des produits que recèlent les flancs d'un navire. En voyant ces masses énormes, on ne s'en rend pas un compte exact et chacun de nous, dans son éblouissement, est enclin à les centupler. On est prêt à croire et à répéter que l'effet de semblables importations se fera sentir dans les siècles des siècles.

Mais le commerce intérieur avait fourni ce avec quoi le voyageur avait fait sa cargaison pour aller chercher ce qu'il a rapporté. Le même commerce intérieur va emporter et répartir ces marchandises débarquées dont la vue nous éblouit : c'est donc au commerce le moins brillant qu'il appartient d'être mis en première ligne pour la date des opérations et pour les résultats. Cette remarque a été faite par nos économistes modernes, dont la gloire est d'avoir observé les faits avec exactitude et d'avoir essayé d'en tirer les justes conséquences.

L'histoire des nations européennes a commencé fort tard. Cela tient à ce que notre partie du monde est la plus récente de celles qui constituent l'ancien continent. Nous devons donc aller en Asie, en Afrique, pour y retrouver l'origine de toutes les institutions ; car l'Amérique et surtout l'Océanie ne nous ont été connues que bien tard. Nous aimerions à demander des éclaircissements aux Assyriens, aux Perses, aux Mèdes, aux Éthiopiens, aux Égyptiens. Nous essayons en tâtonnant de reconstituer les annales de ces peuples ; nous n'y arrivons pas. Les débris des monuments de Babylone ou de Ninive, par exemple, attestent une civilisation fort avancée, mais nous sommes impuissants à nous représenter les mœurs et la législation des anciennes monarchies détruites par Alexandre. La Chine serait, paraît-il, plus féconde pour l'histoire. Malheureusement nous n'avons pas encore vaincu les préjugés d'un peuple jaloux de son antiquité et qui croit devoir résister aux découvertes de la science moderne.

Les habitants de la presqu'île de l'Inde ont eu, eux aussi, un passé de beaucoup plus vieux que le nôtre. Des livres très anciens nous fournissent des données fort importantes et dont nous devons tenir grand compte. Cependant notre curiosité se heurte, là comme

ailleurs, à des problèmes insolubles dont le premier est toujours : Quels sont donc les commencements de ces peuples ? Ces commencements dataient de loin lorsqu'au ix^e siècle avant notre ère, Manou écrivait un livre qui nous est parvenu sous ce titre : *Lois de Manou* ; c'est l'abrégé d'un livre alors très vieux, qui était lui-même l'abrégé d'un livre plus ancien. Ceux qui nous ont transmis les phases diverses par où cet ouvrage avait passé ne nous ont point dit que des corrections ont été faites par les abrégiateurs successifs. Les lois de Manou sont donc le reflet des institutions représentées par celui qui a dirigé le premier travail. Or, dans cette antiquité, il y avait déjà une organisation bien compliquée par ses prescriptions et sa hiérarchie. Les habitants de l'Inde formaient des classes qui se divisaient et se subdivisaient d'après le croisement des races. Les trois premières classes étaient dites régénérées ; la troisième était celle des Vaysias, auxquels tous les métiers étaient confiés. Ils étaient agriculteurs, artisans ou marchands. Il y avait des corporations.

Une réflexion nous vient dans l'esprit à propos de cette organisation sociale. Nous nous demandons combien l'humanité avait d'existence alors qu'elle a créé de pareilles institutions ? La réponse sera faite par de plus savants ; il nous suffit d'avoir posé le problème. Pour nous, de semblables institutions sont le fruit d'une civilisation remontant à des siècles de siècles.

Et puis on connaissait dans les temps dont ces livres nous parlent le commerce d'importation et d'exportation, même le commerce maritime. Dans cette antiquité bien plus reculée qu'on ne le suppose d'ordinaire, on avait réglé des choses que nous croirions volontiers beaucoup plus récentes et, par exemple, pour le taux de l'intérêt de l'argent on distinguait entre les prêts qui étaient faits pour les opérations terrestres et celles qui devaient favoriser les opérations maritimes. A propos du dernier contrat, des auteurs ont pensé qu'il s'agissait, dans les lois de Manou, du prêt connu sous le nom de prêt à la grosse aventure. La question est douteuse.

Donnons quelques passages du livre de Manou :

Un roi vertueux, après avoir étudié les lois particulières des classes et des provinces, les règlements des compagnies des marchands et les coutumes des familles, doit leur donner force de loi. (Liv. VIII, § 41.)

Nous passerons ce qui est dit sur le droit du roi de régler le prix des marchandises, le taux de l'intérêt, la sincérité des poids et mesures. Mais nous transcrirons encore deux paragraphes où l'on trouvera des indications suffisantes pour qu'avec elles on puisse avec de l'imagination reconstituer toute une organisation sociale.

Que le Roi confisque tout le bien d'un négociant qui, par cupidité, exporte les marchandises dont le commerce a été réservé au Roi ou dont l'exportation a été défendue. (Même liv. VIII, § 399.)

Après avoir considéré, pour toutes les marchandises, de quelle distance on les apporte, si elles viennent d'un pays étranger, à quelles distances elles doivent être envoyées, dans le cas de celles qu'on exporte; combien de temps on les a gardées, le bénéfice qu'on en peut faire, que le Roi établisse des règles pour la vente ou pour l'achat. (Même liv., § 401.)

Ainsi, dès le temps où ont été écrites les lois dont Manou a été l'abrégiateur, le commerce distribuait les produits divers aux habitants de l'Inde, il les exportait et, en retour, chargeait des importations. Nous le savions par les récits des historiens qui nous ont vanté le luxe des princes dont ils nous ont fait connaître la vie. Le texte de notre auteur confirme ces idées et les rend indiscutables, en nous faisant remonter beaucoup plus haut dans la série des siècles. Cette précision était nécessaire pour démontrer l'ancienneté de la civilisation, c'est-à-dire de la domination des hommes sur la matière.

§ 2. *Les caravanes.* — Quel a été le premier mode employé par les commerçants pour leurs exportations et leurs importations? Ont-ils d'abord pris les voies terrestres ou se sont-ils premièrement embarqués sur la mer? Nos livres semblent admettre que la priorité appartient au commerce terrestre. C'est ce que nous pouvons induire de la Bible, dans ce qu'elle nous raconte des voyages d'Abraham, d'Eliézer, des fils de Jacob et de la sortie des Hébreux de l'Égypte.

Ne recherchons pas à quelle nation appartient la priorité de ces pérégrinations, nous ne ferions point une démonstration capable de convaincre. Les traditions religieuses relatives à ce sujet sont contradictoires et chacun s'appuie sur la révélation pour affirmer ses préférences. Il ne serait pas possible de trouver dans les légendes des peuples orientaux le souvenir des voyages entrepris par des individus isolés. Nous rencontrons, au contraire, des histoires de ce genre aux premiers âges de la civilisation européenne; Hercule, Thésée s'en allaient seuls pour combattre les monstres et les brigands; ils n'avaient pas besoin de compagnons. L'association des Argonautes est postérieure aux plus importants travaux du fils d'Alcmène et du fils d'Egée. Dans l'extrême Orient, ce que nous rencontrons tout d'abord, c'est la caravane, association formée pour aller au loin chercher des marchandises précieuses.

Les voyages de ces sociétés ne pouvaient être faits que pendant la nuit. On se guidait sur les étoiles pour aller au loin acquérir l'or, la soie, l'encens, la myrrhe que l'on rapportait et revendait chez les peuples habitant les rivages de la Méditerranée.

Les premiers soins de ces troupes commerçantes avaient été de marquer les étapes par la construction d'abreuvoirs où elles trouveraient de l'eau pour elles et leurs bêtes de somme. Les plus anciens récits nous parlent des travaux d'art qui avaient été entrepris pour conserver les eaux pluviales et même les eaux de source. La citerne dans laquelle Joseph avait été descendu par ses frères avait été creusée par la main des hommes. Il en était de même du puits auprès duquel Eliézer avait attendu Rébecca. Disons la même chose du puits où Moïse aida la fille de Jethro à se défendre contre des envahisseurs. Lorsque Pline l'ancien a décrit la route des caravanes de son temps, il comptait les distances par les abreuvoirs, auxquels il donnait le nom de réservoirs des eaux (*hydreum* au singulier).

Nous trouvons donc au début de l'histoire que des caravanes parcouraient le monde. Nous n'avons point de renseignements précis sur l'origine et la formation de ces sociétés et sur les règles qui présidaient à leur organisation. Elles allaient par toute la terre, ou du moins les effets de leur trafic pénétraient dans des lieux où on n'aurait osé le soupçonner avant les découvertes de nos modernes géologues. Ainsi l'on a trouvé des débris de bijoux de corail dans les fouilles entreprises pour reconnaître les habitations lacustres de la Suisse. Ces débris n'étaient là que parce qu'ils y avaient été apportés.

Les caravanes parcouraient certainement les diverses contrées de l'Asie. Elles mettaient en communication les peuples de l'Afrique avec ceux de l'Arabie. Elles suivaient probablement le nord de la Chine, pour aller à l'extrême Orient et revenaient par le nord de la mer Caspienne, vers la Méditerranée, d'où elles repartaient et remontaient vers le nord de l'Europe pour redescendre vers la Germanie et les Gaules.

Les coutumes des peuples avaient dès longtemps déterminé comment les relations établies entre eux par les caravanes seraient conservées. Et comme une même entreprise ne pouvait pas parcourir l'univers entier, les négociants s'arrangeaient pour arriver ensemble des points les plus divers dans certaines localités où s'échangeaient les produits que chacun importait.

L'époque du départ des caravanes était fixée à l'avance; elle était invariable et probablement annoncée par des publications et des affiches. Les marchands appartenant aux diverses corporations

désignaient ceux d'entre eux dont le tour de partir était arrivé. Les futurs voyageurs se réunissaient avec ceux qui s'étaient inscrits pour faire la même route. On élisait les chefs qui prendraient soin des intérêts matériels de la compagnie, et ceux qui devraient avoir le commandement, s'il était besoin de combattre pour la défense commune. Le premier soin des élus était de se munir des permissions d'usage. Ces passe-ports étaient des lettres de recommandation, des lettres patentes, aurait-on dit avant 1789, par lesquelles un souverain priait les chefs des pays traversés par la caravane de lui donner aide et secours. Ces brevets, qui se payaient fort cher, entraient pour une forte part dans les revenus des princes, très portés dès lors à protéger les voyageurs.

Chaque troupe avait une caisse commune dans laquelle chacun était invité à déposer ses effets les plus précieux dont toute la caravane répondait. C'était une assurance contre le vol et, comme dans tout contrat de ce genre, l'assuré payait à l'avance une prime.

Lorsque tous les préliminaires étaient accomplis, les chefs choisissaient et engageaient des guides. Puis, au jour fixé, la caravane, souvent composée de plusieurs milliers d'hommes, se mettait en marche, le soir au moment du coucher du soleil.

L'expédition était à la fois religieuse, mercantile et militaire. Les chefs répondaient à ces trois ordres d'idées. Les uns s'occupaient des soins matériels du voyage ; d'autres veillaient à la défense de la troupe, et les guides accomplissaient tous les devoirs religieux. Les guides marchaient en tête de la colonne, les yeux sur les étoiles, que les nuages ne voilent jamais dans ces pays de l'Orient. On arrivait bientôt dans des espaces où l'on n'apercevait qu'une plaine de sables et malgré le manque d'indications, malgré l'absence du jour, les conducteurs s'avançaient, échangeant des mots mystérieux, des signes cabalistiques auxquels la foule des voyageurs prêtait un sens surnaturel.

Les guides étaient révéérés comme les représentants du ciel qui leur avait donné la science et la sainteté. Ceux qu'ils conduisaient se livraient entièrement à leur bonne foi, sûrs qu'ils étaient d'arriver à des lieux aimés des prophètes, fréquentés par les anges, où Dieu faisait entendre sa voix.

Cependant on n'oubliait pas un seul instant les périls du voyage. Une des règles les plus constantes de l'association était que tout retardataire, sain de corps ou malade, qui tombait sur la route et refusait de suivre, devait être impitoyablement mis à mort. Autrement les pirates du désert auraient pu obtenir des renseignements sur la force de la caravane, la richesse de ses membres, la route qu'elle suivait.

La caravane s'arrêtait le matin, sitôt que la chaleur du jour devenait insupportable. On dressait les tentes, puis, cet abri obtenu les voyageurs se livraient à leurs exercices religieux, après quoi ils préparaient leurs repas. Les chameaux agenouillés se reposaient en faisant porter sur la terre l'extrémité inférieure de leurs charges. Tous les animaux recevaient, avec leur nourriture, la portion d'eau qui leur était nécessaire. Le soir venu, les cérémonies religieuses recommençaient ; les tentes étaient abattues et roulées ; les chameaux étaient relevés ; les cavaliers et les hommes à pied reprenaient leur poste et l'on repartait, voyageant jusqu'au lendemain. C'était un bonheur que d'arriver à un endroit où il y avait de l'eau. Les animaux en flairaient l'approche, les hommes s'en apercevaient aussitôt et se hâtaient eux-mêmes.

Et l'on marchait ainsi tout le long du voyage, que l'on fût parti de Carthage, de Tyr, de Gaza, de Béryte ou de Trébizonde, des sources du Gange ou de celles de l'Indus.

Quelquefois il arrivait que le voyage était troublé par l'attaque des nomades du désert, qui prenaient pour prétexte la violation de leur territoire, le refus de payer le passage, ou qui venaient tout simplement pour voler les marchandises transportées. Tous les voyageurs étaient invités à prendre part à la défense commune. Si l'un d'eux se dérobaît à cette obligation, il cessait d'être protégé par les règlements de la société ; on pillait impunément ses marchandises, il était hors la loi ; son meurtre même ne donnait lieu à aucune condamnation.

La caravane s'arrêtait parfois quelques jours. C'était quand elle arrivait en des lieux où elle devait en rencontrer une autre. La place de ces foires était une oasis bien arrosée, où le palmier s'élançait dans les airs. S'il était coupable de s'arrêter dans la route, il était au contraire permis de demeurer dans une de ces stations où s'élevaient des temples.

Des villes importantes se formèrent ainsi, qui devinrent les capitales d'empires florissants, capables de lutter avec les plus formidables puissances. Aujourd'hui ces villes sont détruites : c'est tout au plus si l'on retrouve des ruines aux lieux où elles ont existé. Le sable recouvre les débris des temples de Palmyre, que chantent les poètes en souvenir des malheurs de Zénobie. Les caravanes s'y arrêtent encore, parce que le commerce intérieur du continent a besoin qu'elles marchent toujours, jusqu'au moment où les voies ferrées sillonnant l'Afrique et l'Asie auront fait tomber un genre de voyage aussi vieux que les plus anciennes légendes des peuples les plus anciens.

Un navire peut emporter dans ses flancs le blé, le vin, le mine-

les autres. Il faut tenir compte de ce double courant, lorsque l'on veut apprécier les législations de l'antiquité. Ainsi l'ancien monde nous montre que partout il y avait des corporations de commerçants et d'artisans. Les maîtres de ces corporations se défendaient contre leurs compatriotes ; à plus forte raison contre la concurrence de l'étranger.

La création des corporations aurait arrêté les efforts de l'agriculture et de l'industrie, si la nature n'avait pas été plus forte que les règlements sur la vente et l'achat des marchandises. Les exceptions aux privilèges des marchands furent le droit que chacun pouvait avoir de vendre ce qui lui appartenait. Les habitants des campagnes apportaient périodiquement, trois ou quatre fois par mois, dans les villes le superflu de leurs récoltes et faisaient ainsi concurrence aux maîtres incorporés. Ceux-ci obtinrent que les denrées ne seraient offertes au public qu'à des jours déterminés, jours de marché, pour les appeler de leur nom.

Athènes et Rome ont eu leurs jours de marché, et toutes deux avaient des magistrats chargés de maintenir l'exécution des lois et la bonne foi dans les transactions. Ils s'appelèrent agoranomes dans l'Attique, édiles chez les Romains.

Leurs fonctions étaient semblables, comme on pourra le remarquer, lorsque nous arriverons aux lois romaines.

Les agoranomes avaient l'inspection des poids et des mesures. Ils intervenaient parfois dans la fixation du prix des marchandises. Ils devaient empêcher les accaparements des subsistances et les spéculations pour en élever ou abaisser les prix. Nous trouvons dans les œuvres de Lysias tout un plaidoyer contre les marchands qui avaient acheté plus de blé que la loi ne le leur permettait.

Les marchés ordinaires étaient insuffisants pour l'écoulement de certains produits d'un grand prix, qui ont peu d'amateurs. Les fêtes religieuses qui se célébraient annuellement ou à des intervalles plus rares étaient l'occasion d'exposer ces produits et de les vendre.

D'ailleurs les corporations étaient des affaires municipales ; l'influence de leurs règlements cessait en dehors de la ville où chacune avait son siège. La liberté d'industrie pouvait donc se manifester au dehors. C'est ainsi que les producteurs de la campagne vendaient le superflu de leurs récoltes et que, dans beaucoup de républiques anciennes, il était permis aux citoyens de s'associer pour faire des spéculations sur des choses qui n'étaient pas affectées à des maîtres incorporés. Solon, d'après une loi du Digeste, aurait le premier autorisé les citoyens à former ces associations. Les principales avaient pour but l'exploitation de la ferme des impôts

et de toutes les choses sur lesquelles l'Etat prétendait avoir un droit, par exemple, les mines. Les mines de l'Attique sont célèbres dans l'histoire. Les Athéniens en avaient aussi, hors de chez eux. Celles de la Chersonèse sont justement célèbres ; elles paraissent avoir été exploitées au profit de sociétés en commandite. Miltiade, puis Thémistocle, ont été, chacun dans leur temps, les directeurs de l'exploitation des mines.

§ 2. *Le commerce maritime des Grecs.* — Athènes a été surtout importante à cause de son commerce avec l'étranger. Sa position géographique la conviait à se livrer au commerce maritime. Nous nous sommes déjà demandé si le commerce maritime est antérieur ou postérieur au commerce par les caravanes, et nous avons remarqué que le problème est insoluble. Mais ce genre de négoce a été pratiqué par les peuples les plus anciens de l'Asie. D'après Thucydide, la piraterie aurait précédé le commerce. Si elle n'est pas son aînée, elle est née avec lui ; ce fait attesté pour l'Europe est aussi remarqué en Asie. Les côtes du golfe arabe et du golfe persique sont découpées comme le sont celles de la Cilicie et de l'Epire. Les écumeurs de mer cachés derrière les anfractuosités des rochers attendaient le passage des navires marchands et s'en emparaient. De là des combats qui de particuliers se généralisaient et devenaient des guerres nationales. Les souverains des bouches du Tigre et de l'Euphrate, ceux qui commandaient les peuples de l'Inde et de la Chine en vinrent à prohiber tout commerce maritime. La plupart fortifièrent les rives des fleuves pour empêcher les pirates de tenter des expéditions à l'intérieur. Tel était l'état dans lequel Néarque, commandant de la flotte d'Alexandre, trouva le Tigre et l'Euphrate. L'expédition de Néarque avait nettoyé les mers et terrassé la piraterie ; ce fut un résultat d'un jour. A peine Alexandre fut-il mort, que le brigandage reparut et avec lui les précautions auxquelles il avait donné lieu précédemment ; le commerce maritime des peuples de l'Asie était détruit à nouveau. Si donc nous voulons avoir des notions sur le droit ancien en cette matière, nous retournerons dans la Méditerranée. Là, nous rencontrons aussi la piraterie ; mais elle fut, sinon détruite, du moins très diminuée par Minos, roi de Crète. C'est encore Thucydide qui nous l'enseigne au début de son histoire de la guerre du Péloponèse. Les Phéniciens, les Égyptiens avaient des flottes marchandes nombreuses et considérables longtemps avant les Grecs. Les historiens nous laissent apercevoir ces faits comme à travers un nuage. Ils ne nous disent rien de l'organisation du commerce chez ces peuples. On a parlé de la liberté que

chacun aurait eue à Tyr de trafiquer selon son désir : une affirmation pareille n'a de valeur que si l'on réserve ce qui concerne les privilèges des corporations. On voit d'ailleurs que les règlements les plus sévères laissaient encore une place à une certaine liberté pour le commerce maritime. Par exemple, les Égyptiens ont eu parfois des flottes nombreuses. Mais partout les marchands ont rencontré les mêmes obstacles. Les Phéniciens, dit-on, étaient de hardis pirates ; les habitants des marais du Nil n'ont pas laissé une meilleure réputation.

La piraterie était générale dans les mers de la Grèce, dit Thucydide ; il n'était pas déshonorant de la pratiquer. Lorsque deux navires se rencontraient en mer, ils s'approchaient et se demandaient réciproquement : « Messieurs, seriez-vous pirates, par hasard ? » L'interrogateur et l'interrogé n'avaient pas le moindre scrupule à se parler sur ce ton.

Les opérations maritimes avaient donné lieu à des traités de commerce entre les nations diverses et à l'établissement de lois très compliquées sur les rapports des colonies et des cités mères ; mais ce sont des points que nous réservons. Les navigateurs trouvaient partout où ils portaient leurs marchandises des compatriotes chargés de les protéger. Ces représentants des nations étaient en grec appelés Proxènes, nom qui équivalait à celui de protecteurs des hôtes. Ces Proxènes avaient les fonctions qui appartenaient autrefois à nos consuls à l'étranger. Ils étaient des officiers publics et de plus les intermédiaires de leurs compatriotes pour leurs négociations. On sait que dans l'organisation actuelle de nos agents consulaires on a retiré à ces fonctionnaires la faculté de s'occuper d'affaires commerciales pour leur compte ou comme mandataires. Mais nous retenons de notre étude que la tradition était que les consuls fussent revêtus d'un caractère public en même temps qu'ils étaient les commissionnaires recevant et exécutant les ordres des particuliers. Beaucoup de nations ont conservé ces usages.

En général, les navigateurs, après avoir vendu leurs marchandises, emportaient une cargaison nouvelle d'objets achetés dans le pays où ils s'étaient transportés. Nous avons cependant dans Démosthènes l'exemple de navires voyageant sur lest, après avoir débarqué leur chargement.

Il semble que dans les temps les plus anciens la cargaison était échangée directement contre des marchandises du pays où l'on se trouvait. Homère, répété par Justinien, a conservé le souvenir de cet usage quand il dit :

« Les Grecs aux longs cheveux achetaient du vin, les uns avec

du cuivre, les autres avec du fer brillant, d'autres avec des cuirs, d'autres avec des bœufs eux-mêmes, d'autres avec des esclaves. »

Il est très probable qu'à l'origine les choses se sont ainsi passées; après l'invention de la monnaie on changea ce mode d'opérer. A quelle époque? Nul ne le sait. Ce serait, d'après la Bible, avant Abraham, puisque ce patriarche paya en argent la terre qu'il avait achetée d'Ephron. Au temps de Xénophon, la monnaie d'Athènes était si recherchée, que les étrangers venaient vendre leur cargaison, uniquement pour se procurer de l'argent.

Les étrangers n'avaient pas le droit de vendre leurs marchandises dans le lieu ordinaire où les gens du pays dans lequel ils avaient abordé vendaient les leurs. L'on déterminait même souvent dans quelle ville d'un Etat ils porteraient leurs cargaisons. A Athènes le marché public était réservé aux citoyens; les étrangers faisaient leurs ventes au Pirée.

Peut-être faut-il généraliser la disposition du premier traité de commerce intervenu entre Rome et Carthage, et dire que la vente de la cargaison était faite partout par l'intermédiaire d'officiers publics.

Et il y avait des endroits où le débit de certaines marchandises avait été prohibé. Ainsi, dans un contrat de prêt à la grosse, rapporté dans un discours de Démosthènes, on prévoyait le cas de l'arrivée d'un navire dans un pays dans lequel on ne pouvait pas réaliser les marchandises.

Les difficultés suscitées aux commerçants étrangers avaient appelé l'attention des philosophes et des publicistes sur la question de savoir s'il est bon de favoriser leurs transactions. Xénophon nous a transmis son opinion dans son traité sur le rendement des impôts. Suivant cet auteur, il fallait profiter de la situation avantageuse des ports d'Athènes, pour y attirer les trafiquants de tous les pays, auxquels on accorderait de grands honneurs. Ces faveurs, jointes aux attrait des marchandises qui se vendaient dans cette ville, devaient faire venir un grand nombre de commerçants dont les opérations enrichiraient la République. Mais Xénophon se heurtait aux préjugés d'un régime protecteur, conséquence forcée de l'organisation des métiers en corporations.

Les importateurs trouvaient d'ailleurs une ligne de douaniers chargés de percevoir les droits dus au trésor. Ces mêmes douaniers étaient tenus de surveiller les navires en charge; car si partout il y avait des marchandises dont l'introduction était prohibée, partout il y en avait d'autres qu'il était interdit d'exporter. Athènes faisait remonter à Solon la défense d'exporter des figues. Les lois avaient encore des prescriptions sur la nature du commerce

qu'un négociant pouvait entreprendre. Ainsi Démosthènes rappelle en plus d'un lieu qu'il était défendu aux Athéniens de charger du blé pour des pays étrangers; ils ne pouvaient en transporter que pour Athènes ou ses colonies. Les particuliers ne pouvaient d'ailleurs en posséder qu'une certaine quantité: ce qui était nécessaire à leurs besoins.

Les armateurs des navires en étaient souvent les propriétaires; parfois ils les avaient simplement pris en location. Souvent ils les avaient construits pour leur compte et celui de leurs associés. Il arrivait aussi que l'armateur ne fournissait pas toute la cargaison. Il faisait alors appel au public et se chargeait de transporter les marchandises qu'on voulait lui confier.

La propriété des navires, celle d'une cargaison, donnaient lieu à la plupart, sinon à tous les agissements que nous connaissons. Ainsi le contrat de société était fort usité pour le commerce maritime. Mais, comme le crédit était très développé à Athènes, le propriétaire du navire ou l'armateur se contentait souvent d'emprunter ce qui lui semblait nécessaire pour construire un navire ou pour en opérer le chargement.

Les prêts étaient faits par de simples particuliers qui tiraient ainsi parti de leurs capitaux. Ils pouvaient être faits aussi par une maison de banque. L'art du banquier était poussé au plus haut point. Les opérations les plus compliquées, relatives aux dépôts, aux virements d'écritures, au change de place en place, étaient familières aux Athéniens. Un banquier était une sorte d'officier public, soumis à des règles auxquelles il était contraint d'obéir. La corporation des banquiers surveillait ses membres, qui devaient séparer distinctement les dépenses de leur maison et de leur famille, des affaires de leur banque.

Le prêt maritime était fait sur les navires eux-mêmes ou sur les marchandises. Il pouvait l'être sur la coque ou sur les agrès du vaisseau. C'était ce que nous appelons le prêt à grosse aventure. Le taux de l'intérêt était énorme: de 22 1/2 à 30 pour cent; l'autorité croyait avoir le droit d'en fixer le chiffre maximum.

La société de conserve par laquelle deux ou plusieurs armateurs conviennent de naviguer ensemble et de se défendre contre les agresseurs était pratiquée par les anciens.

Connaissait-on l'assurance du temps de Démosthènes? La plupart des jurisconsultes le nient et ne veulent pas la retrouver avant le moyen âge. Cependant on cite des contrats intervenus bien antérieurement à cette époque, dans lesquels les risques du voyage n'étaient pas pour l'armateur. Et puis le pacte dans lequel l'une des parties disait à l'autre: Vous me donnerez tant, si tel navire

revient d'Asie ; je vous donnerai tant, s'il ne revient pas, ressemble beaucoup à une assurance.

Au temps de Démosthènes, les lois des Athéniens voulaient qu'il fût passé acte écrit de toute convention relative au commerce maritime. Aucune action n'était recevable d'une personne, qui n'avait pas la preuve écrite du contrat qu'elle alléguait. Les lois portaient de plus contre le plaideur la peine d'une amende de mille drachmes.

L'acte écrit n'était pas soumis à l'obligation d'être fait double. Celui qui était dressé était remis à la partie qui avait le plus d'intérêt à ce que les clauses fussent exécutées. Souvent on le déposait entre les mains d'un tiers. Chose étrange, cet acte était obligatoire, mais à lui seul il ne faisait pas preuve complète. Il était d'usage de confirmer son contenu par des témoignages oraux.

L'exécution des conventions devait avoir lieu de bonne foi. Le fait de perdre volontairement le navire sur lequel on avait emprunté était puni de mort. La perte arrivée par simple impéritie rendait l'armateur incapable de commander un autre vaisseau.

Si les dangers du voyage obligeaient de jeter quelques marchandises à la mer, les nautonniers et les passagers se réunissaient à l'armateur pour décider sur quoi porterait le choix. La perte ainsi causée se répartissait sur qui était sauvé.

Celui qui ne satisfaisait pas à ses obligations y était forcé par la saisie de ses biens et par la contrainte par corps. La peine de mort était même prononcée contre celui qui sans avoir déclaré son premier contrat avait emprunté une seconde fois à la grosse sur une marchandise déjà affectée à un emprunt. La même pénalité était prononcée contre celui qui essayait de soustraire son actif à ses créanciers.

L'action dirigée contre un armateur devait l'être pendant la saison durant laquelle la navigation était interdite : d'octobre à avril. Elle était jugée par les *nautodikai* ou juges nautonniers.

Chose singulière, alors que dans tous les pays du monde les naufragés étaient assassinés ou sacrifiés sur les autels des dieux, alors que les débris des navires, des marchandises, et autres objets venant du naufrage étaient impitoyablement pillés, toutes les nations se défendaient de suivre ces usages impies. Les populations des bords de la mer attendaient les naufrages avec impatience, et provoquaient, par des artifices coupables, les navires à venir se heurter contre les écueils. Ainsi s'enrichissaient certaines villes. Lorsque Xénophon arriva à Salmydesse, en Thrace, il fut étonné du grand nombre d'objets de fabrication athénienne qu'il y trouva. Ils provenaient tous de navires naufragés.

Les souvenirs que nous avons de ce qui se faisait en Grèce nous viennent en grande partie des plaidoyers de Démosthènes, mine précieuse de documents que l'on peut dire officiels. Ces renseignements sont d'autant plus exacts que nous retrouverons bientôt ce qu'ils nous apprennent dans les législations postérieures. La plus importante est dite loi Rhodienne.

Rhodes est célèbre dans les plus anciennes annales du commerce. Elle est mentionnée par Hérodote comme ayant participé à la construction en Egypte de l'Hellenion, temple commun à tous les Grecs voyageant en Egypte. Mais Rhodes n'a eu ni Thucydide ni Xénophon. Les grands écrivains sont les dispensateurs de la gloire des hommes et des Républiques. Peu de personnes s'intéresseraient à Florence si elle n'avait été célébrée par Guichardin et Machiavel; nul ne songerait à Ferrare si elle n'avait vu naître les œuvres du Tasse et de l'Arioste.

Rhodes, autrement dit l'île des roses, fut dans un certain temps à la tête du commerce de la Grèce. Elle était célèbre par ses navigateurs, assez riches pour élever le fameux colosse, statue de Phébus-Apollon, entre les jambes duquel les navires passaient, toutes voiles déployées. On croit que peu après Alexandre le Grand, les délégués des îles de la Grèce se réunirent à Rhodes en congrès, et écrivirent les coutumes de la mer, qui devaient désormais être la loi des navigateurs. Ces coutumes consacrèrent les usages que nous avons trouvés à Athènes. La loi Rhodienne passa de la Grèce à Rome, puis dans les cités maritimes de l'Italie et de la Gaule. Elle a été le modèle de documents que nous a transmis le moyen âge sous différents noms. Ces documents, dont les principaux sont les rôles d'Oléron et le consulat de la mer, ont été suivis de nos ordonnances, surtout de celle de 1681. Notre code de commerce actuel leur doit beaucoup et il serait mal de ne pas remonter à toutes ces origines quand on a à parler du droit commercial.

F. MALAPERT,

Professeur de droit commercial au Conservatoire des arts et métiers.

LE REVENU EN PRUSSE

Dans notre étude sur les finances de la Prusse (*Journal des Économistes*, juin 1882), nous avons fait connaître les deux impôts sur le revenu établis dans le royaume de Prusse, la *Klassensteuer* et l'*Einkommensteuer*, le premier frappant les revenus inférieurs à 3,000 marcs ; le second les revenus supérieurs. Nous avons montré *grosso modo* que les petites fortunes sont beaucoup plus nombreuses que les grandes. Ce fait n'est pas particulier à la Prusse ; il est général dans tous les Etats, ainsi que l'ont prouvé divers publicistes, entre autres M. Paul Leroy-Beaulieu dans son *Essai sur la répartition des richesses*. Nous allons aujourd'hui revenir sur la question et donner quelques détails précis relativement au royaume de Prusse. Les tableaux que nous présentons concernent les cinq dernières années. Dans le premier nous indiquons : 1° l'ensemble des citoyens ; 2° le nombre de ceux qui sont exemptés de l'impôt ; 3° le nombre des contribuables ; 4° le nombre des contribuables soumis à la *Klassensteuer* ; 5° le nombre des contribuables soumis à l'*Einkommensteuer*.

	I	II	III	IV	V
1877	8.648.749	3.387.428	5.261.321	5.098.732	162.589
1878	8.790.285	3.506.423	5.283.862	5.116.555	167.307
1879	8.890.257	3.611.227	5.279.030	5.109.105	169.925
1880	9.001.085	3.760.938	5.240.147	5.065.834	174.313
1881	9.155.885	3.931.231	5.224.654	5.046.665	177.389
1877—1881	+507.136	+543.803	— 36.667	— 52.067	+ 15.400

Ainsi en cinq ans le chiffre des citoyens s'est accru de 507,136 et celui des citoyens exemptés de l'impôt de 543,803. Cela prouve jusqu'à l'évidence une mauvaise situation économique. Dans un second tableau nous indiquons la proportion pour 100 citoyens : 1° des exemptés ; 2° des contribuables ; 3° des contribuables soumis à la *Klassensteuer* ; 4° des contribuables soumis à l'*Einkommensteuer*.

	I	II	III	IV
1877	39.17	60.83	58.95	1.88
1878	39.89	60.11	58.21	1.90
1879	40.62	59.38	57.47	1.91
1880	41.78	58.22	56.28	1.94
1881	42.94	57.06	55.12	1.94
1877—1881	+3.77	— 3.77	— 3.83	+0.6

Sur 10,000 citoyens on en compte 4,294 exemptés, 5,706 payant la contribution sur le revenu, 5,512 soumis à la Klassensteuer, et 194 à l'Einkommensteuer. Les revenus au-dessous de 420 marcs sont exemptés. Dans le troisième tableau, nous représentons non plus les citoyens, mais les familles entières. Nous indiquons : 1° la population totale; 2° les exemptés; 3° les contribuables; 4° les contribuables de la Klassensteuer; 5° les contribuables de l'Einkommensteuer, le tout y compris la famille. En 1881, sur 3,931,231 citoyens exemptés, on comptait 2,558,332 vivant seuls et 1,372,899 chefs de famille; dans la population soumise à la Klassensteuer, 1,183,352 individus vivant seuls, et 3,863,313 chefs de famille; dans la population soumise à l'Einkommensteuer, 30,286 individus vivant seuls et 147.703 chefs de famille.

	I	II	III	IV	V
1877	25.346.277	6.425.533	18.920.744	18.324.431	596.313
1878	25.747.660	6.664.590	19.083.070	17.473.864	609.206
1879	26.061.545	6.954.385	19.107.160	18.486.782	620.378
1880	26.368.096	7.329.651	19.038.445	18.404.196	634.249
1881	26.716.701	7.825.781	18.800.920	18.245.001	645.919
1877—81	1.370.424	1.400.248	—29.824	—79.430	+49.606

La population exemptée a augmenté plus rapidement que la population totale. Nous allons maintenant dans un quatrième tableau établir la population pour 100 de population : 1° des exemptés; 2° des contribuables; 3° des contribuables de la Klassensteuer; 4° des contribuables de l'Einkommensteuer, le tout avec familles.

	I	II	III	IV
1877	25.35	74.65	72.30	2.35
1878	25.88	74.12	71.57	2.37
1879	26.68	73.32	70.94	2.38
1880	27.80	72.20	69.80	2.40
1881	29.29	70.71	68.29	2.42
1877—1881	+3.94	—3.94	—4.01	+0.07

Sur 10,000 âmes, on compte 2,929 personnes exemptées, 7,071 contribuables, et seulement 242 personnes appartenant à des familles soumises à l'Einkommensteuer. Dans un cinquième tableau nous répartissons les citoyens d'après leurs revenus. En Prusse on regarde comme pauvres les ménages ayant un revenu au-dessous de 660 marcs, comme petits ceux de 660 à 1,500, comme moyens ceux de 1,500 à 3,000, comme aisés ceux de 3,000 à

à 9,600, comme riches ceux de 9,600 à 36,000, comme opulents ceux au delà de 36,000 marcs.

	1877	O/O	1881	O/O	1877-1881	
Exempts.	3.387.428	39.17	3.931.231	42.94	+3.77	
420 à 660 m.	2.661 839	30.19	2.709 972	29.60	-0.59	
Total des pauvres.	5.999.067	69.36	6.641.203	72.54	-3.18	
660 à 1.500	2.107.657	21.37	1.959.866	21.41	-2.96	
1.500 à 3.000	379.436	4.39	376.827	4.11	-0.28	
3.000 à 9.600	141.929	1.64	155.394	1.69	+0.05	
9.600 à 36.000	18.367	0.21	20.124	0.22	+0.01	
36.000 et plus.	2.293	0.03	2.471	0.03		
	8.648.749	100.00	9.155.885	100.00	+3.24 -3.24	

Un sixième tableau résume les mêmes données pour la population entière, et les familles entières.

	1877	O/O	1881	O/O	1877-1881	
Exempts.	6.425.533	25.35	7.825.781	29.29	+3.94	
420 à 660 m.	8.448.526	33.34	8.818 390	33 01	-0.33	
Total des pauvres.	14.874.059	58.69	16.644.121	62.30	+3.61	
660 à 1.500	8.367.400	33.01	7.906.542	29.59	-3.42	
1.500 à 3.000	1.508.505	5.95	1.520.119	5.69	-0.26	
3 000 à 9.600	520.553	2.05	563.922	2.11	+0.06	
9.600 à 36.000	67.352	0.27	73.030	0.28	+0.01	
36.000 et plus.	8.408	0.03	8.967	0.03		
	25.345.277	100.00	26.716.701		+3.68 -3.68	

Dans toute la Prusse on ne compte que 73,030 personnes appartenant à des familles riches et 8,967 à des familles opulentes. Sur 10,000 personnes, 211 sont d'une famille aisée, 28 d'une famille riche et 3 seulement d'une famille opulente.

Enfin, dans un dernier tableau nous représentons les revenus des différentes catégories, tels qu'ils sont évalués par le fisc.

	1877	1881	1877-1881
Exempts.	1.422.719.760	1.651.117.020	+16.05
420 à 660 m.	1.723.681.740	1.788.581 520	+ 3.62
Total des pauvres.	3.146.401.500	3.439.698.540	+ 9.32
660 à 1.500	2.205.378.600	2.057.666.550	- 6.70
1.500 à 3.000	821.368.050	814.273.200	- 0.86
3.000 à 9.600	708.971.400	776.513.600	+ 9.54
9.600 à 36.000	311.246.400	339.817.200	+ 9 18
36.000 et plus.	201.402.000	203.726.000	+ 0.33
	7.397.767.950	7.631.765.090	+ 3.16

D'après les estimations officielles, les revenus de toute la nation ont augmenté de 3,16 0/0 dans la dernière période quinquennale. Ces estimations sont évidemment, comme toutes les statistiques administratives, sujettes à caution. On ne se tromperait certainement pas en évaluant le revenu de la Prusse à une dizaine de milliards de marcs. Ces évaluations ont toutefois une valeur relative. Elles montrent que les familles jouissant d'un revenu annuel supérieur à 3,000 marcs ne possèdent que 17 0/0 du revenu total du pays, et que les familles millionnaires ne possèdent que 2,66 0/0 de ce revenu. C'est ce que savaient parfaitement les économistes bien informés, et ce qui mérite cependant d'être mis en évidence au moment où le socialisme redevenu hardi passe de la parole à l'action. Les déclamations des démagogues français sont réfutées par l'examen consciencieux des faits aussi bien que celles des agitateurs allemands.

PAUL MULLER.



REVUE DE L'ACADÉMIE

DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

(Du 1^{er} septembre au 30 novembre 1882.)

SOMMAIRE : Élection du secrétaire perpétuel. — Le budget républicain. — Le rôle de l'État dans les accidents industriels. — Les impôts indirects romains. — Les conditions sociales dans l'Empire romain sous Constantin. — Les populations agricoles de la Bretagne. — Statistique de la justice civile et de la justice criminelle en France. — La carte de l'accroissement de la population dans le département de la Seine. — L'enseignement secondaire des filles. — Travaux des savants étrangers.

Dans le cours du trimestre qui vient de s'écouler il s'est produit un événement qui marquera dans l'histoire de l'Académie des sciences morales et politiques : la démission de M. Mignet comme secrétaire perpétuel. L'illustre et vénérable académicien qui, depuis la mort de Charles Comte, en 1837, remplissait les fonctions de secrétaire, a voulu résigner les fonctions que son âge lui rendait trop fatigantes. Désireuse de maintenir les liens qui l'unissaient au doyen de la Compagnie autant que pour reconnaître les services rendus et l'éclat jeté sur elle, l'Académie, par un vote unanime, a conféré à M. Mignet le titre de secrétaire perpétuel honoraire; elle a élu secrétaire perpétuel, par 40 voix sur 43 votants, M. Jules Simon qui, depuis quelque temps, remplaçait M. Mignet (séance du 11 novembre).

I.

L'Académie a entendu plusieurs communications se rapportant à la science économique; la plus importante, sans contredit, est celle de M. Léon Say sur *le budget républicain*.

L'auteur recherche si le budget doit être constitué suivant des principes nouveaux, contraires à ceux qui étaient jadis en honneur; il s'arrête aux trois côtés de la question, c'est-à-dire qu'il l'envisage au point de vue des dépenses, des recettes et des méthodes employées pour l'exploitation des impôts et l'administration des revenus publics.

Relativement au premier point de vue, la question est résolue par la distinction qui existe entre les gouvernements nationaux et les gouvernements d'ancien régime. Autrefois, c'était en vertu de son autorité souveraine que le roi demandait à ses sujets des subsides comme redevance ou comme don gratuit; ces ressources étaient affectées par le souverain en majeure partie aux dépenses militaires et aux libéralités à des personnes de son entourage; actuellement, c'est la nation qui dépense son argent à son propre profit et qui s'alloue, par l'intermédiaire de ses représentants, les sommes dont elle a besoin. L'ancien régime financier était une entreprise; le nouveau est une régie. Dans les gouvernements nationaux comme le nôtre, la représentation nationale fixe elle-même et modifie à son gré le chiffre des dépenses publiques et détermine les moyens d'y pourvoir.

M. Léon Say passe ensuite à la question de savoir si dans les républiques il existe une sorte de budget de recettes particulier. On pense que, dans un gouvernement démocratique, il importe de substituer, sinon totalement, au moins dans une très large proportion, les impôts directs aux impôts indirects, de telle manière que ce soit surtout la classe riche qui supporte le poids des charges publiques; M. Léon Say estime qu'il convient plutôt d'obtenir une proportionnalité aussi exacte que possible des contributions de chacun à ses facultés. Mais s'il est facile de dire que chacun doit être imposé selon son revenu, il est difficile de passer à l'application. Pour atteindre le revenu, on a imaginé les impôts de consommation, en vertu de ce principe que la dépense se base sur le revenu. Les inconvénients de l'impôt indirect peuvent être atténués par la modération des taxes et l'on exempte d'ailleurs les denrées de première nécessité, qui peuvent être considérées comme des éléments nécessaires de la reproduction des richesses, puisque la valeur des aliments consommés, par exemple, entre nécessairement dans le prix de revient du travail produit. Mais ici encore la limite est difficile à fixer, car il n'est point aisé de dire où commence le superflu, où finit le nécessaire; d'autre part, comme il est très peu de consommations qui ne soient directement ou indirectement productives, on est amené à étendre singulièrement les exceptions. Si la distinction entre les objets de première nécessité et les autres est impossible, il en est de même pour le revenu brut et le revenu net. Ce dernier ne peut être calculé ni directement, ni indirectement; il est introuvable, qu'on cherche à le saisir par la recette ou par la dépense. On peut douter qu'un impôt direct sur le revenu remplaçant les impôts indirects puisse se prêter à une répartition plus équitable. L'impôt sur le revenu, tel qu'il existe

en Angleterre, est acceptable à titre d'expédient; mais, transformé en impôt unique et universel, il se heurterait à des obstacles presque insurmontables. Dans tous les pays où cet impôt existe on a dû en atténuer les mauvais effets par des expédients, par exemple en donnant à cet impôt une forme progressive, comme on l'a fait en France pour la contribution personnelle dans les villes à octroi qui sont autorisées à dégréver cette taxe au moyen de ressources prises sur le produit des octrois. En réalité, l'impôt est alors établi avec une proportionnalité graduée; ce n'est qu'en apparence qu'il est progressif. Le mode de perception de nos quatre contributions directes est simple et s'effectue avec régularité; en transformant la contribution foncière en un impôt directement perçu sur le revenu réel, on n'obtiendrait certainement pas un revenu supérieur et de plus on rencontrerait des difficultés pour la constatation du revenu sur lequel sont basés les rôles. L'impôt foncier a cet avantage de ne se prêter à aucune fraude, parce qu'il frappe la parcelle du sol dont le contribuable ne peut dissimuler l'étendue ou la valeur. Pour imposer non le sol, mais le revenu, il faudrait *soumettre* tous les propriétaires *d'exercice*, ce qui est impraticable. La transformation de la contribution personnelle en un impôt sur le revenu ne serait pas plus facile; on se heurterait aux mêmes difficultés que celles que le législateur de la Révolution a essayé de résoudre et qui, après une expérience de quinze années et des mécomptes sans nombre, l'ont forcé d'abandonner l'entreprise et d'arriver à la formule actuelle.

Après avoir montré les avantages des trois contributions directes qui sont des impôts de répartition et dont la répartition ne laisse point de place à la fraude et est presque toujours favorable aux citoyens peu aisés, M. Léon Say signale les inconvénients de la contribution des patentes, mais il estime qu'elle vaut mieux que la taxe sur les bénéfices industriels et commerciaux, laquelle ne pourrait reposer que sur des déclarations impossibles à contrôler. Pour toutes ces raisons, il faut conclure qu'un remaniement des impôts indirects pour les substituer aux contributions directes serait dangereux; le produit de ces dernières ne pourrait être remplacé et au bout d'un certain temps il faudrait y revenir. Ce que l'on peut désirer, c'est la réforme des tarifs au moyen des excédents de recettes.

M. Léon Say aborde ensuite la question de la gestion, de l'administration et de l'exploitation des impôts. Il critique la tendance à l'augmentation des dépenses et surtout celle qui porte les contribuables en trop grand nombre à se soustraire à leurs obligations envers le fisc, sauf à réclamer l'appui de leurs représentants en

une initiative généreuse qu'elle tendrait à remplacer par l'indifférence. Ce n'est pas à dire pour cela qu'il convienne de laisser les travailleurs à la merci de l'insouciance ou de la cupidité de leurs patrons ; seulement M. Worms voudrait qu'on s'en rapportât beaucoup plus à l'initiative privée qui, livrée à elle-même, a su déjà créer tant d'institutions bienfaisantes. Il cite à cet égard l'association fondée à Mulhouse pour prévenir les accidents des machines qui, dès 1867, l'année de sa création, surveillait 400,000 broches et qui en surveille aujourd'hui plus de 900,000, qui, après avoir, dès la 1^{re} période quinquennale de son existence, constaté sur le chiffre des accidents une réduction sensible, a encore ramené depuis ce chiffre réduit à 21 0/0 de ce qu'il était alors, qui enfin a déjà trouvé des imitateurs dans des centres considérables comme Rouen. En résumé, pour M. Worms, la solution du problème consiste uniquement dans l'initiative individuelle, ou, si l'on veut, collective des intéressés, et dans une législation respectueuse de cette initiative, fondée sur elle et la consacrant. En ce qui concerne cette législation, notre pays a, à vrai dire, en principe, ce que l'on peut demander, puisque toute circonstance imputable à faute à l'ouvrier et au patron reste ou est mise respectivement à la charge de l'un ou de l'autre qui s'en trouve ainsi comptable.

Le sujet des accidents industriels a fait également l'objet d'une communication de M. Frédéric Passy à propos d'une brochure de M. Salomon sur la liberté des mesures contre les accidents. La thèse de ce dernier est celle-ci : la réglementation préventive et la surveillance sont impuissantes à empêcher les imprudences et la négligence ; il faut s'en tenir à l'application bien entendue et rigoureuse du principe de la responsabilité ; dans les pays où existe l'inspection officielle, les règlements d'ateliers sont imparfaits et la prévention est à peu près illusoire ; au contraire, dans les pays où règnent à la fois la liberté et la responsabilité, des mesures efficaces sont prises et une surveillance sérieuse est exercée par les chefs d'industrie eux-mêmes pour sauvegarder la sécurité de leurs ouvriers. Le rôle du législateur doit se borner à déterminer exactement la responsabilité de chacun et à prononcer des pénalités sévères contre les patrons convaincus de négligence. On le voit, en somme c'est la conclusion à laquelle arrivait M. Worms ; M. Frédéric Passy a déclaré souscrire, pour sa part, à ces propositions.

M. R. Daresté a fait une lecture sur *les impôts indirects romains*. Ces impôts étaient au nombre de cinq : le *portorium* ou droit de douanes, droit de circulation atteignant non seulement les marchandises mais même les voyageurs, créé dans un but essentiellement fiscal et non point dans le but de protéger l'industrie ;

d'origine orientale, cet impôt, parfois supprimé, mais toujours rétabli, était perçu par des fermiers agissant pour le compte de compagnies financières dont la constitution était analogue à celle de nos sociétés par actions, mais à l'encontre desquelles l'Etat avait stipulé de nombreuses et importantes garanties ; le taux primitif du *portorium* était de 2 1/2 0/0 généralement ; ce n'est que par exception que l'on trouve des droits établis non *ad valorem*, mais par unités ou au poids. Toutes les marchandises transportées étaient soumises à la taxe, sauf les objets à l'usage personnel des voyageurs, les moyens de transport, les objets transportés pour le service des armées ou appartenant au fisc, indépendamment de ceux appartenant à l'Empereur et aux dignitaires. La *vicesima libertatis* était la taxe du 20^e sur les affranchissements des esclaves due, soit par le maître, soit par l'esclave suivant la convention ; son produit dut prendre de fortes proportions lorsque l'Empire se développa et lorsque les affranchissements se multiplièrent. La *vicesima hereditatum*, créée par Auguste pour procurer des ressources au trésor militaire, frappait les successions et les legs ; d'abord elle n'atteignait que les citoyens romains, mais elle fut par la suite étendue aux habitants des provinces ; elle ne concernait pas les proches parents. La perception de cet impôt, d'abord affermée, fut sous Hadrien confiée à des agents du fisc. La *centesima rerum venalium* était l'impôt sur les ventes ; il se percevait en Italie et dans les provinces par des agents particuliers : le taux était du centième de la marchandise. La *quinta et vicesima venalium mancipiorum* était l'impôt réservé aux ventes d'esclaves ; établie par Auguste, cette taxe était payée par les acheteurs en réalité ; elle était de 4 0/0 ; on ignore comment elle était perçue. Il y eut encore l'impôt sur les procès, mais, créé par Caligula, il fut supprimé par Galba ; de même il existe un impôt sur le sel, mais il paraît avoir été abandonné dès le commencement de l'Empire.

M. V. Duruy a lu un mémoire qui mérite d'attirer l'attention des économistes ; son travail concerne *les conditions sociales dans l'Empire romain au temps de Constantin*.

Au commencement du IV^e siècle la plèbe était devenue, par le nombre, par le travail, par les services économiques et militaires rendus, la classe la plus importante de la société romaine. Elle n'était pas composée d'esclaves, mais bien d'hommes libres qu'on traitait en esclaves ; les ouvriers des manufactures impériales, les *artifices*, étaient enchaînés à leur profession de père en fils ; ils étaient solidaires entre eux pour les malfaçons et les accidents. Les corporations (*collegia*) de gens de métier, à part quelques exceptions, n'avaient d'autre résultat que d'enrégimenter et de plier au

10,000), la Haute-Savoie (66) et la Savoie (59). La Seine avec 57 procès par 10,000 habitants ne vient qu'au quatrième rang et les départements de la Bretagne occupent le dernier. Ce n'est pas l'extrême richesse qui donne lieu au plus grand nombre de contestations puisque le Nord, par exemple, n'a que 11 procès par 10,000 habitants; il faut chercher à ce fait des causes complexes, au premier rang desquelles figurent le caractère processif des habitants et la division de la propriété. Les séparations de corps, dont le nombre augmente avec une régularité constante (790 demandes en 1837, et 3,264 en 1880), figurent sur une des cartes. Les pays du centre de la France et en général les contrées agricoles connaissent peu la séparation de corps qui est fréquente surtout dans les villes et parmi les populations ouvrières qui recourent à l'assistance judiciaire pour former leurs demandes. Les cartes sont plus instructives pour la justice criminelle: en ce qui concerne les attentats contre les personnes, on remarque deux départements teints en noir foncé: la Seine et la Corse; relativement aux crimes contre les propriétés, la Seine forme toujours une tache noire sur la carte, mais la Corse passe du noir au blanc; les mœurs dans cette île sont farouches et les caractères violents, mais les habitants sont honnêtes. Les cartes et les diagrammes éclairent sur l'augmentation constante de la récidive; ce problème se pose surtout pour le Nord de la France; dans le centre le nombre des récidivistes est peu considérable. Depuis 1851, époque où a commencé à fonctionner le casier judiciaire, jusqu'en 1880, les prévenus récidivistes ont passé de 20 à 40 0/0 et les accusés récidivistes se sont élevés de 30 à 50 0/0. La loi sur l'ivresse a permis d'établir une carte fort intéressante: à part l'agglomération lyonnaise qui fait tache, ce n'est que la partie septentrionale de la France qui est adonnée à la boisson. Au-dessous d'une ligne idéale qui serait tracée horizontalement de Vannes à Nancy, l'ivresse est fort rare.

M. Aucoc a présenté une carte de l'accroissement de la population dans le département de la Seine et dans les parties limitrophes du département de Seine-et-Oise, dressée par M. A. Durand-Claye. La méthode graphique adoptée par l'auteur est fort ingénieuse: l'accroissement de la population sur les différentes parties du territoire est représenté par les courbes et les cotes du plan, en même temps que par des teintes plus ou moins foncées. Il résulte de l'inspection de cette carte que le chiffre de la population s'est peu modifié dans le centre de Paris, tandis qu'il s'est accru de 16 à 28 0/0 dans les arrondissements périphériques; l'accroissement est très variable dans les environs de Paris. La population a beaucoup augmenté dans la plaine de Gennevilliers, où s'est développée la

culture maraîchère, et aussi, d'autre part, dans les localités où la proximité des gares de chemins de fer a favorisé la multiplication des maisons de campagne.

Il convient également de signaler un rapport de M. Levasseur sur la quatrième édition de l'*Album de statistique graphique*, lequel constate les progrès réalisés dans cette publication du Ministère des travaux publics; son auteur principal, M. Cheysson, a étendu la statistique des moyens de transport aux relations internationales; on trouve dans cet ouvrage le tonnage comparé des marines marchandes de l'Europe et des Etats-Unis; un double diagramme est consacré au trafic du canal de Suez de 1870 à 1881.

M. Gréard a lu un mémoire sur l'*enseignement secondaire des filles*.

Cet enseignement ne date que d'hier, de la loi promulguée le 21 décembre 1880, et cependant on a fait beaucoup déjà. Une école normale a été fondée à Sèvres pour former le personnel enseignant; à l'heure actuelle un lycée existe à Montpellier; des collèges sont ouverts à Auxerre, Grenoble et Lons-le-Saulnier et ces 4 établissements comptent ensemble 246 élèves. 26 conseils municipaux ont voté la création de lycées ou de collèges; le lycée de Rouen sera ouvert en octobre 1883; des négociations sont engagées dans 38 autres villes dont 4 sont du ressort de l'Académie de Paris. L'enseignement secondaire ne remonte réellement qu'à ces dernières années : Louis XIV avait bien ouvert la maison de Saint-Cyr pour les jeunes filles nobles et pauvres, mais l'instruction qu'on y donnait était des plus élémentaires; Napoléon I^{er} avait bien créé pour les filles de ses officiers la première maison de la Légion d'honneur, mais le programme tracé par l'Empereur lui-même était peu étendu; ceux qui furent édictés plus tard sous la Restauration et sous Napoléon III n'étaient pas beaucoup plus larges et ce fut seulement en 1881 qu'on transforma le programme suranné. Il faut reconnaître cependant qu'encouragée par M. Duruy l'initiative privée avait obtenu de grands résultats; quoique vivement combattues, les associations pour l'enseignement secondaire des jeunes filles fondées avec l'appui de membres de l'Université prirent un rapide essor; l'enseignement secondaire des filles sous la direction de l'Etat avec des programmes appropriés a été sérieusement organisé par la loi du 21 décembre 1880. M. Gréard termine par l'étude des doctrines concernant l'éducation du sexe féminin; il analyse les systèmes qui soutiennent l'infériorité de la femme et le peu d'importance de son rôle dans la société, ou au contraire l'égalité des deux sexes; il montre que la vérité n'est pas dans ces doctrines

extrêmes et qu'il faut repousser à la fois une assimilation chimérique et une injuste subordination.

M. Arthur Desjardins a communiqué un important travail sur *Servan et l'instruction criminelle*; l'auteur a mis en lumière le rôle particulier que joua ce magistrat dans le mouvement de réforme qui signala la seconde moitié du XVIII^e siècle; le mérite propre de Servan est d'avoir compris que les mêmes lois d'instruction criminelle ne conviennent pas indistinctement au genre humain tout entier et aussi d'avoir montré que la loi criminelle doit concilier le moindre châtiment du coupable avec la plus grande utilité publique. Personne ne contribua plus efficacement que Servan, après Voltaire et Beccaria, à propager les idées de réforme,

Pour terminer la revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques pendant le trimestre qui vient de s'écouler, il reste à signaler la notice de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur *l'Histoire des animaux d'Aristote*, la note de M. Georges Picot sur le *Dépôt légal des imprimés*, et les lectures faites par des savants étrangers à la Compagnie, MM. Maldant, Reynald et Rambosson sur *la matière et la force*; *la correspondance de Louis XIV avec le comte de Tallard et le roi d'Angleterre, Guillaume III*; *la faculté d'aimer et la loi du bien*.

JOSEPH LEFORT.

DE
LA SUPPRESSION DES LIVRETS D'OUVRIERS

(Suite et fin ¹.)

II

Nous croyons devoir maintenant faire connaître et discuter chacune des dispositions législatives qui régissent aujourd'hui le livret d'ouvrier. En les passant successivement en revue, nous verrons quels en sont les défauts et quelles sont les critiques qu'on peut leur adresser.

Étendue de l'obligation du livret. — L'obligation de se munir d'un livret est imposée aux « ouvriers de l'un et l'autre sexe attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons ».

Cette rédaction, qui appartient à l'article 1^{er} de la loi de 1854, est beaucoup plus large et s'applique à un bien plus grand nombre de personnes que celle de la loi du 22 germinal an xi, relative, comme on l'a vu précédemment, aux ouvriers travaillant dans les manufactures, fabriques et ateliers. L'article que nous venons de reproduire a été emprunté à peu près exactement au projet de loi de 1846. Toutefois, le projet voté par la Chambre des pairs n'étendait pas l'obligation du livret aux ouvriers travaillant chez eux. En 1854 le Corps législatif n'a pas fait de difficulté pour atteindre les ouvriers de cette catégorie. Il n'en a pas fait non plus pour décider que les femmes travaillant dans les fabriques et manufactures devraient avoir des livrets ; à la Chambre des pairs, cette disposition avait au contraire été très combattue, et pour la faire admettre le ministre du commerce avait dû déclarer que déjà dans la pratique elle était acceptée, beaucoup de chefs d'établissements s'étant cru le droit de demander des livrets aux ouvrières.

Le texte actuellement en vigueur est donc très général ; il est pourtant loin d'atteindre tous ceux qui louent leurs bras ; ainsi il laisse en dehors des prescriptions de la loi les domestiques, les journaliers et les ouvriers de l'agriculture.

Pourquoi, si le livret présente un tel caractère d'utilité qu'on ait cru devoir le rendre obligatoire, avoir exempté de la formalité du livret trois classes d'individus aussi nombreuses ? En ce qui concerne les domestiques, on a fait remarquer qu'ils ont avec ceux qui les emploient

¹ Voir le numéro de novembre 1882.

des relations d'une nature si intime, pour ainsi dire, que les indications du livret seraient insuffisantes et qu'il vaut mieux s'en remettre à la prudence de chacun pour obtenir, soit au moyen de certificats, soit au moyen d'informations personnelles, des renseignements précis et détaillés sur leur moralité et leur savoir faire. Quant aux journaliers, la formalité du livret ne leur a pas été imposée, parce qu'elle aurait été **trop gênante** et même trop onéreuse pour eux, ainsi que pour ceux qui les **auraient fait travailler**. Enfin les ouvriers agricoles ont été dispensés d'avoir un livret, **par suite** de cette considération que les uns, comme les charretiers, les bergers, les valets de ferme, sont en quelque sorte des serviteurs, qu'ils vivent généralement de la même vie que le cultivateur qu'ils aident dans ses travaux, qu'ils sont le plus souvent du même village ou du même canton, et que dans ces conditions la garantie du livret serait inutile; qu'au contraire les autres, comme les moissonneurs, les vendangeurs, sont ou bien des ouvriers nomades, ou bien des gens du pays qui ne louent leurs services que momentanément, qui par la force des choses ne travaillent pas longtemps pour le même maître, et qui se soumettraient difficilement au livret.

Ces raisons sont sérieuses, et on comprend que les exemptions dont il vient d'être parlé aient été approuvées par la Chambre des pairs en 1846 et par le Corps législatif en 1854. Cependant il faut avouer qu'il est étrange, si vraiment le livret offre de grands avantages, de voir que seuls n'y sont pas soumis ceux qu'il importe le plus de bien connaître, comme les domestiques, et ceux sur lesquels il est le plus difficile de se renseigner, comme les journaliers. Aussi l'exemption dont ils profitent avec les ouvriers agricoles est-elle en général trouvée injuste et illogique, et a-t-elle soulevé maintes réclamations. Ainsi dans l'enquête de 1868 la suppression de cette exemption a été demandée par 12 chambres de commerce, 8 chambres consultatives, 58 tribunaux de commerce et 15 conseils de prud'hommes. D'un autre côté, toutes les professions n'étant pas régies par la même règle, les ouvriers employés dans celles où le livret est obligatoire sont portés à se croire victimes d'une inégalité, et ils protestent d'autant plus vivement qu'il leur est impossible de comprendre pourquoi des camarades, qui ne présentent pas plus qu'eux des garanties de bonne conduite, ont été affranchis par le législateur de l'obligation du livret.

Délivrance des livrets. — En principe elle appartient aux maires. Mais à Paris elle a été attribuée au préfet de police, et à Lyon et dans les communes de l'agglomération lyonnaise au préfet du Rhône. Tous ceux qui auraient désiré le maintien du livret obligatoire doivent regretter vivement que l'autorité municipale n'ait pas seule été chargée de délivrer les livrets aussi bien à Paris et à Lyon que dans le reste de la

France. En effet, la préfecture de police ayant reçu dès l'origine l'attribution que nous venons de faire connaître et qui n'a été que confirmée par la loi de 1854 (art. 2), elle n'a pas tardé à l'étendre en invoquant les pouvoirs généraux de police qui lui sont confiés, et par des ordonnances déjà anciennes, datant du 1^{er} avril 1831 et du 30 décembre 1834, elle a prescrit que tout ouvrier qui vient à Paris chercher du travail doit, dans les trois jours de son arrivée, se présenter à la préfecture de police pour faire viser son livret, et qu'à chaque changement d'atelier, les ouvriers sont tenus d'aller chez le commissaire de police de leur quartier faire viser la signature de leur dernier patron et la signature de leur nouveau patron. Des dispositions semblables ont été prises dans plusieurs grandes villes. De là pour les ouvriers des dérangements, des pertes de temps qui les irritent, parce qu'ils sont persuadés que ces visas n'ont pas d'autre but que de mettre la police au courant de leurs faits et gestes; ils ne se bornent pas à dire que l'intervention de la police est vexatoire, ils prétendent qu'elle est humiliante pour eux, en les mettant en contact avec des malfaiteurs et avec des filles perdues. Il y a sans doute dans ces plaintes quelque exagération; cependant elles sont si vives, si anciennes, qu'on ne peut se dissimuler que l'impopularité du livret à Paris et dans les principales villes tient en grande partie à ce que les ouvriers sont froissés d'une formalité qui leur semble encore plus blessante que gênante.

Aussi cette question des visas avait dès 1846 préoccupé la Chambre des pairs; M. le comte Beugnot s'exprime ainsi à ce sujet dans son rapport : « Les ouvriers réclament vivement et depuis longtemps contre les formalités du visa, qui leur font perdre un temps précieux et les assimilent, disent-ils, à des condamnés libérés, sur lesquels l'œil de la police doit rester toujours ouvert. Il faut reconnaître que l'administration ne trouve pas dans l'accomplissement de ces formalités des avantages qui en compensent les inconvénients. » Le rapporteur de la Chambre des députés, M. Salveton, critiqua à son tour, l'année suivante, l'action de la police en matière de livrets : « La police administrative, dit-il, a une certaine disposition à se servir du livret comme d'un moyen commode pour exercer sa surveillance sur les classes ouvrières; les visas répétés, auxquels elle soumet les ouvriers de Paris, ont perdu beaucoup de l'utilité qu'il ont pu avoir autrefois. » Il ajoutait que cet état de choses devait cesser sous l'empire de la loi nouvelle, puisqu'elle était faite « avec la pensée d'attribuer au livret d'ouvrier un caractère purement industriel ». La commission de la Chambre avait en conséquence introduit dans le projet un article portant que l'autorité municipale aurait seule, à Paris aussi bien qu'ailleurs, le droit de délivrer et de viser les livrets. Lors de la discussion de la loi du 14 mai 1851, MM. Nadaud et Chauffour s'élevèrent avec énergie contre toute formalité de police et ils

se firent les interprètes des sentiments de la classe ouvrière à cet égard. Plusieurs députés ont essayé également, en 1854, de faire adopter une disposition conférant exclusivement aux maires la délivrance et le visa des livrets; mais l'époque n'était pas favorable pour enlever à la préfecture de police aucune de ses attributions, et leur tentative échoua. Depuis lors les répugnances excitées par l'intervention de la police n'ont fait que s'accroître, et tous les déposants dans l'enquête orale de 1868, les patrons aussi bien que les ouvriers, ont été d'accord pour réclamer la suppression des visas de police. Plusieurs tribunaux de commerce et conseils de prud'hommes ont également insisté sur l'impopularité toute particulière de la formalité des visas, et il n'est pas douteux que le jour où les livrets ne seront plus obligatoires, l'effet de la réforme qu'apprécieront le plus tout d'abord les ouvriers de Paris et de Lyon, sera de ne plus être astreints à se rendre chez les commissaires de police chaque fois qu'ils changent d'ateliers.

De la possession du livret.—Comment est réglé l'usage du livret? Il faut distinguer suivant que l'ouvrier est employé par un seul et même patron, ou qu'il travaille habituellement pour plusieurs maisons. Dans le premier cas, au moment où il est reçu dans un atelier, l'ouvrier présente son livret au patron, qui le lui rend, après y avoir inscrit la date de son entrée; puis, quand il quitte l'atelier, l'ouvrier le présente de nouveau au patron, qui y inscrit la date de sa sortie et l'acquit des engagements. Dans le second cas, chaque patron inscrit sur le livret le jour où il confie de l'ouvrage à l'ouvrier, et lorsqu'il cesse de l'employer, il porte sur le livret l'acquit des engagements.

Outre qu'il a le droit de mettre ces énonciations, le patron peut, s'il a fait à l'ouvrier des avances qui n'ont pas été remboursées, indiquer la somme dont l'ouvrier reste débiteur envers lui, sans toutefois que la somme qui est portée sur le livret puisse dépasser 30 fr. Dans cette limite, la créance du patron est garantie par une retenue d'un dixième du salaire journalier de l'ouvrier, que devront opérer les patrons chez lesquels celui-ci travaillera postérieurement.

Du reste, aucune annotation favorable ou défavorable à l'ouvrier ne doit figurer au livret. S'il arrive que, pour un motif quelconque, l'ouvrier ne puisse obtenir que le chef d'établissement inscrive la date de sa sortie et l'acquit de ses engagements, il n'a qu'à s'adresser au maire ou au commissaire de police qui, constatation faite de la cause de l'empêchement, inscrit sans frais le congé d'acquit. Quant aux contestations que peut soulever la délivrance des congés ou la retention des livrets, elles sont portées devant les conseils des prud'hommes et, dans les lieux où ces tribunaux n'existent pas, devant les juges de paix.

Enfin, pour compléter en quelque sorte le livret, la loi a prescrit aux

patrons de tenir un registre, sur lequel ils transcrivent les noms et prénoms de leurs ouvriers, les noms et domiciles des chefs d'établissements chez lesquels ceux-ci ont été employés précédemment, et le montant des avances dont les ouvriers sont restés débiteurs envers eux ¹.

Il y a dans ce système que, pour plus de clarté, nous venons d'exposer dans son ensemble, plusieurs points sur lesquels il importe d'appeler l'attention.

En premier lieu, on a remarqué que le livret doit rester entre les mains de l'ouvrier ; c'est une innovation considérable de la loi de 1854, car, depuis l'an XII, les livrets avaient été déposés chez les patrons.

En 1846, une disposition du projet soumis à la Chambre des pairs avait pour objet de rendre ce dépôt obligatoire et le rapporteur, M. Beugnot, la justifiait, en disant : « qu'on voit bien plus souvent un ouvrier quitter son maître avant d'avoir achevé le travail convenu, qu'on ne voit un maître retenir un ouvrier contre son gré ». Plusieurs honorables membres, et parmi eux MM. de Montalembert, le comte Daru, le marquis de Boissy, avaient vivement attaqué cette disposition et avaient demandé que l'ouvrier restât maître de son livret. Ils avaient soutenu que l'obligation de remettre les livrets aux patrons paraîtrait à la classe ouvrière une inégalité et une injure : une inégalité, car, d'après le droit commun, toute partie qui contracte une obligation peut conserver l'acte constatant son engagement ; une injure, car elle suppose que les ouvriers sont tellement enclins à ne pas faire ce qu'ils ont promis, qu'il importe de leur enlever le moyen de désertir leurs ateliers et de trouver du travail ailleurs ; ils avaient ajouté que cette remise mettrait les ouvriers dans une trop grande dépendance vis-à-vis des patrons, car ceux-ci pourraient, soit en égarant les livrets, soit en faisant des difficultés pour les leur rendre, leur causer des embarras assez graves pour qu'ils fussent souvent déterminés à demeurer, malgré eux, dans leurs établissements. Ces arguments n'avaient pas convaincu la Chambre ; on présenta le dépôt du livret entre les mains du chef d'établissement comme une mesure utile à l'ouvrier, parce qu'elle le soustrait à l'embauchage et lui permet d'obtenir plus facilement des avances de fonds, et comme une mesure non moins avantageuse pour le patron, auquel elle garantit que l'ouvrage qu'il a confié à l'ouvrier ne sera pas abandonné, et que les matières qu'il lui a remises ne seront pas employées au profit d'un autre.

La commission de la Chambre des députés, qui étudia, en 1847, le projet adopté par la Chambre des pairs, se prononça dans le même sens, et son rapporteur, M. Salveton, fit remarquer « qu'entre les mains du chef d'établissement, le livret est un gage qui lui assure l'exécution des

¹ Voir les art. 4, 5, 6, 7 et 8 de la loi de 1854 et les art. 4 et 5 de la loi de 1851.

engagements contractés par l'ouvrier. La position précaire de ce dernier le met dans l'impossibilité d'en offrir aucun autre, tandis qu'il a lui-même pour garantie des obligations contractées envers lui tous les biens du chef d'établissement. L'égalité cesserait donc au détriment du maître, dès le moment qu'il ne serait plus dépositaire du livret ».

En 1851, tout en accordant à l'ouvrier le droit d'exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé, une fois qu'il aurait terminé et livré l'ouvrage qu'il se serait engagé à faire, qu'il aurait travaillé pour le patron le temps convenu ou que le patron lui refuserait soit de l'ouvrage, soit son salaire, on reconnut de nouveau au chef d'établissement le droit de garder entre ses mains le livret, tant que l'ouvrier n'aurait pas accompli son engagement. (Art. 2 et 3 de la loi du 14 mai 1851.)

Ce n'est pas sans une certaine hésitation que le Corps législatif adopta, en 1854, la proposition du gouvernement de laisser les livrets en la possession des ouvriers. La majorité de la commission, chargée d'étudier le projet de loi, se prononça même contre elle ; elle faisait valoir surtout que le dépôt du livret dans les mains du maître était pour lui une garantie contre l'embauchage ou la disparition de l'ouvrier, et qu'il diminuait les chances de perte, de détérioration ou de falsification du livret ; enfin que cet usage était entré dans les habitudes de l'industrie. Mais on répondit, en sens contraire, que les progrès accomplis depuis le commencement du siècle par la population ouvrière, ainsi que les principes d'égalité civile et politique proclamés par la constitution, faisaient un devoir au législateur de ne plus maintenir une mesure qui est un acte de méfiance envers les ouvriers ; que d'ailleurs ils seraient aussi bien retenus par les livrets qu'ils auraient dans leurs poches, qu'ils le sont par les livrets déposés chez leurs patrons, attendu que les livrets qui ne seraient pas en règle, c'est-à-dire qui ne porteraient pas les congés d'acquit des derniers patrons, serviraient de preuve contre eux et empêcheraient de nouveaux patrons de les employer ; enfin, que tout le monde étant d'accord pour reconnaître qu'il était impossible de prescrire aux ouvriers travaillant pour plusieurs patrons de se dessaisir de leurs livrets, il devenait dès lors logique et politique de permettre à tous les ouvriers de les garder par devers eux ¹.

Tels sont les motifs pour lesquels on a changé une disposition qui avait pour elle la consécration du passé. Celle qui la remplace est assurément plus libérale ; toutefois elle ne paraît pas avoir été partout bien accueillie. Elle a soulevé, en effet, d'assez nombreuses réclamations dans l'enquête de 1868 ; 10 chambres de commerce, 5 chambres consultatives, 18 tribunaux de commerce et 8 conseils de prud'hommes ont demandé qu'il

¹ Voir les rapports de M. Bertrand (de l'Yonne), déposés aux séances des 23 et 27 mai 1854.

fût au moins loisible aux patrons de garder les livrets de leurs ouvriers. C'est surtout dans l'Est et le Nord qu'on désire ce changement à la législation actuelle ; en fait, et malgré le texte formel de la loi, il est même déjà opéré partiellement. C'est ainsi qu'à Lille, à Roubaix, à Elbeuf, à Troyes, etc., beaucoup de chefs d'établissements ont l'habitude de ne rendre les livrets aux ouvriers qu'au moment où ceux-ci déclarent vouloir les quitter. Ils considèrent cet usage comme les garantissant contre les brusques désertions de l'atelier et comme avantageux pour les ouvriers, parce que les livrets déposés au bureau de l'établissement industriel ne se perdent jamais, tandis que, s'ils demeurent en la possession des ouvriers, ceux-ci ont bien des chances pour les égarer.

Que prouvent ces critiques et cette violation du texte de la loi ? Uniquement ceci : que dans la voie de la répression, il faut aller jusqu'au bout et que les concessions sont compromettantes. La réforme opérée sur le point en question par la loi de 1854 n'est pas en rapport avec les autres dispositions de cette loi ; elle tend, en effet, à soustraire les ouvriers à l'influence des maîtres, alors que sous tous les autres rapports leur dépendance est rendue plus étroite. Pour être logique, il faudrait donc revenir au système de l'arrêté de l'an XII et du projet de 1846 ; mais ce retour en arrière est impossible, et un système de liberté peut seul faire disparaître les anomalies de la loi actuelle.

Des avances.—En ce qui concerne les avances faites à l'ouvrier qui n'ont pas été remboursées par lui et qui peuvent figurer au livret, la législation était bien différente avant 1851 de ce qu'elle est aujourd'hui. En vertu des articles 7, 8 et 9 de l'arrêté consulaire du 9 frimaire an XII, l'ouvrier ne pouvait exiger la délivrance de son congé qu'après avoir acquitté, *par son travail*, la dette qu'il avait contractée envers son patron, *quel qu'en fût le montant*, et si son patron consentait à le voir partir, ou le renvoyait avant qu'il eût intégralement payé ce qu'il devait, il pouvait mentionner sur le livret l'intégralité de la dette. En outre, les patrons qui employaient ultérieurement l'ouvrier devaient opérer sur son salaire, jusqu'à son entière libération, une retenue d'un cinquième au profit du créancier. Le législateur de l'an XII, en posant ces règles, s'était proposé un double but : il avait voulu d'abord assurer aux patrons le remboursement des prêts par eux faits à leurs ouvriers ; il avait voulu aussi procurer à ces derniers un moyen de crédit. Mais, en pratique, de graves abus se produisirent, et on ne tarda pas à s'apercevoir que beaucoup de patrons enchaînaient en quelque sorte la liberté de leurs ouvriers et les attachaient à leurs ateliers, en leur faisant des avances exagérées que ces malheureux se trouvaient ensuite hors d'état d'acquitter. Aussi la question des avances à faire aux ouvriers préoccupa

singulièrement la commission de la Chambre des pairs en 1845. Écoutez sur ce point le rapporteur, M. le comte Beugnot :

« Un ouvrier dont le travail est chargé d'avances, trouvant difficilement à se placer, reste chez son maître aux conditions qu'il plaît à celui-ci de lui imposer et pour un temps illimité. Le malheureux ouvrier qui n'a pas craint de faire quelques pas dans la voie des emprunts ne peut bientôt plus s'acquitter et devient, il faut le dire, l'esclave de son maître. Il existe, nous le savons et nous sommes heureux de le proclamer, des maisons que l'honneur et la bienfaisance dirigent, où des avances sont faites aux ouvriers quand ils sont blessés, indisposés, empêchés de travailler, ou lorsque leurs femmes ou leurs enfants tombent malades ; mais les chefs de ces établissements se garderaient bien d'inscrire sur le livret des avances de ce genre. Il en est d'autres où le maître spéculé sur les vices de l'ouvrier et l'enchaîne à son atelier par des facilités trompeuses. La Chambre comprendra l'étendue de ce mal, quand elle saura que, dans plusieurs villes manufacturières, les avances montent à la somme de trois à quatre cent mille francs par an. Il en est une, où des ouvrières en dentelles, gagnant 40 centimes par jour, reçoivent des avances de 300 fr. Que d'années ne leur faudra-t-il pas pour reconquérir la liberté de leur travail ! Si la commission n'avait pas craint de rompre brusquement d'anciennes habitudes, quelque dangereuses qu'elles soient, elle vous aurait proposé de supprimer toute retenue au profit de l'ancien maître. Elle se contente d'en abaisser le maximum à 30 fr., laissant pour le surplus aux créanciers la faculté de poursuivre, par les voies ordinaires du droit, le paiement de ce qui pourrait leur être dû ».

Le système de la commission fut adopté par la Chambre des pairs, mais non sans opposition : plusieurs membres, parmi lesquels on est heureux de voir figurer MM. Portalis et Persil, auraient désiré qu'on supprimât toute retenue et ils en attaquèrent le principe. Ils montrèrent qu'en imposant au nouveau chef d'établissement l'obligation d'opérer la retenue, on mettrait dans la loi « une nécessité inflexible sans entrailles, à la place d'un créancier qui pouvait être paternel », car, dans des circonstances difficiles pour l'ouvrier, le patron créancier aurait pu faire une remise, accorder un délai, tandis qu'il faudra que le nouveau patron exige la retenue dans tous les cas, « qu'il soit plus rigoureux que le véritable intéressé ». Ils firent voir également que la retenue constituait un privilège au profit de l'ancien maître et au détriment des autres créanciers de l'ouvrier ; enfin, qu'en tenant compte des faibles gains et des nombreuses charges des ouvriers, elle serait souvent pour eux très onéreuse ¹. M. Portalis alla jusqu'à dire qu'il y avait dans le système

¹ Voir le *Moniteur* du 13 février 1846.

proposé « quelque chose d'inouï, quelque chose qui ne se rencontre dans aucune législation ».

C'est afin de mettre un terme aux abus des avances que MM. Lanjuinais et Seydoux soumirent, en 1850, à l'Assemblée législative une proposition tendant à ce que le livret ne portât plus trace des avances consenties à un ouvrier, et à ce que le remboursement n'en fût plus garanti par aucune retenue. La commission nommée pour examiner cette proposition se prononça en sa faveur et M. Salmon fit, en son nom, ressortir avec force les inconvénients du privilège qui résulte pour les patrons de l'inscription sur les livrets des avances non remboursées¹.

Un projet de loi, rédigé dans le sens de la proposition Lanjuinais, était à la veille d'être discuté, quand M. Dumas, alors ministre de l'agriculture et du commerce, présenta de son côté à l'Assemblée un projet de loi relatif aux livrets d'ouvriers, projet d'après lequel on conservait au profit des patrons l'inscription des avances sur les livrets jusqu'à concurrence de 30 francs, et leur remboursement au moyen d'une retenue d'un dixième sur les salaires. En exposant que les prêts faits par les chefs d'établissements à leurs ouvriers sont fréquents et qu'ils le seraient moins au cas où ils ne jouiraient d'aucune garantie, que les ouvriers sont très intéressés à pouvoir emprunter de petites sommes à leurs patrons afin de mieux supporter les maladies, les chômages, les crises alimentaires, enfin que l'opinion formelle du commerce et de l'industrie, manifestée dans une enquête faite auprès des différents corps qui les représentent, demandait que l'on ne supprimât pas complètement l'inscription des avances et la retenue, le gouvernement décida la commission à changer d'avis, et la Chambre accueillit à son tour favorablement ses propositions, qui passèrent dans la loi de 1851 et qui sont encore en vigueur.

Quoiqu'elles soient bien plus favorables aux ouvriers que la législation antérieure, puisque, d'une part, elles limitent à 30 francs le montant de la dette à inscrire sur le livret et que, d'autre part, elles n'imposent plus à l'ouvrier l'obligation de se libérer par son travail, nous ne pouvons nous empêcher de les trouver encore très critiquables. Et d'abord le droit donné au patron d'inscrire sur le livret les avances qu'il a faites à son ouvrier et d'en obtenir, jusqu'à concurrence de 30 francs, le remboursement au moyen d'une retenue, constitue pour le patron une faveur exceptionnelle ; il en résulte qu'entre plusieurs créanciers tels que le logeur, le boulanger, l'épicier, le patron lui-même, qui ont pu, comptant sur les produits du travail de l'ouvrier, soutenir en même

¹ Voir le rapport de M. Salmon au *Moniteur* du 13 mai 1850.

temps celui-ci par leurs avances, la loi choisit le patron et lui fait un avantage dont ne profitent pas les autres.

D'autre part, il est inexact que ce privilège soit utile aux ouvriers en favorisant leur crédit. D'après les propres paroles du rapporteur de la loi de 1851, « le privilège qui encourage les avances favorise bien plus, en réalité, la dissipation et l'imprévoyance qu'il n'aide la misère et le travail intelligent ; il est moins réclamé par les patrons à titre de garantie qu'à titre de commination, et il a été bien plus souvent un instrument de ruine qu'un élément de crédit ».

Rien n'est plus vrai ; car, il ne faut pas l'oublier, ce qui fait le crédit d'un ouvrier auprès de celui qui lui fournit du travail comme auprès de ceux qui lui fournissent le logement, les vivres, les vêtements dont il a besoin pour lui et sa famille, c'est la confiance qu'inspirent à tous sa probité, sa tempérance, ses habitudes laborieuses. Il n'est pas un ouvrier intelligent et honnête qui, même lorsque l'inscription des avances et la retenue jusqu'à concurrence de 30 francs seront supprimées, ne continue à obtenir des secours du chef d'établissement qui l'emploie. Mais tous deux sauront mieux à quoi s'en tenir ; mis l'un [vis-à-vis de l'autre dans les conditions ordinaires, ils devront réfléchir, le premier avant d'emprunter, le second avant de prêter. Car, ne pouvant plus offrir une garantie spéciale qui le contraignait en quelque sorte au remboursement, l'ouvrier aura intérêt à ne demander que des avances qu'il pourra ensuite acquitter, afin de ne pas compromettre son crédit ; et, ne jouissant plus d'un privilège, le patron ne consentira des avances que s'il a confiance dans celui qui viendra les solliciter et qu'après s'être assuré qu'elles ne seront pas dissipées.

Au surplus, l'enquête de 1868 nous fournit sur ce point deux indications précieuses à recueillir. Un certain nombre de tribunaux de commerce et autres corps consultés affirment que l'inscription des avances et la retenue limitées à 30 francs ne procurent aux ouvriers qu'un crédit insuffisant et demandent, en conséquence, qu'on ne les restreigne plus autant, qu'on les permette jusqu'à 50 francs, par exemple. D'autres, au contraire, reconnaissent qu'il arrive très souvent que les avances faites sont irrécouvrables et cela par le fait des patrons aussi bien que des ouvriers. Les premiers trouvent que c'est un dérangement pour eux d'écrire au chef d'établissement auquel des avances sont dues pour le prévenir qu'ils emploient un ouvrier qui ne s'est pas acquitté envers lui et qu'ils vont opérer à son profit une retenue sur son salaire. D'ailleurs, ils savent que l'ouvrier qu'ils soumettraient ainsi à la retenue d'un dixième de ses gains journaliers pour rembourser une ancienne dette, serait mécontent et travaillerait mal ; aussi ils ne se préoccupent aucunement d'assurer le remboursement des avances portées sur les livrets. Quant aux ouvriers qui quittent leurs maîtres sans s'être libé-

rés envers eux des avances qu'ils ont reçues, beaucoup craignent que l'inscription de ces avances ne leur nuise pour entrer dans un nouvel atelier et, plutôt que d'être porteurs d'un livret dont les mentions leur sont désavantageuses, ils détruisent ou, ce qui revient au même, ils déclarent avoir égaré celui sur lequel sont inscrites des avances non remboursées, puis ils s'en font délivrer un nouveau. Cette manœuvre est très fréquente et elle a soulevé dans l'enquête des plaintes nombreuses. De ce qui précède, on peut donc hardiment conclure que le privilège dont les chefs d'établissements jouissent pour le remboursement de leurs avances disparaîtra sans inconvénient pour personne, car il ne permet pas aux ouvriers de faire des emprunts qui pourraient les tirer d'embarras, et il ne procure aux patrons qu'une garantie souvent illusoire.

Annotations. — Le livret, avons-nous dit plus haut, ne peut porter aucune annotation, favorable ou défavorable.

Cette règle a été écrite pour la première fois dans la loi de 1854, mais elle avait déjà été approuvée par la Chambre des pairs en 1846. Deux considérations principales la motivent ; la première, c'est que, s'il était permis à ceux qui ont employé un ouvrier de constater sur une pièce de l'importance du livret les qualités ou les défauts qu'ils lui reconnaissent, il pourrait en résulter souvent pour lui un préjudice grave et immérité ; la seconde, c'est que ces annotations ne sauraient inspirer grande confiance, rien ne garantissant que, dans un cas, elles n'aient pas été accordées par faiblesse ou en vue de se débarrasser plus aisément d'un mauvais travailleur, et que, dans l'autre, elles n'aient été dictées par la haine ou écrites dans un moment d'irritation. Il paraît, du reste, que, déjà avant la loi de 1854, l'usage était établi de ne faire figurer sur les livrets aucune note favorable ou défavorable aux ouvriers ; mais il n'en avait pas toujours été ainsi. En effet, on lit dans une circulaire, en date du 20 avril 1807, adressée aux préfets par le ministre de l'intérieur, M. le comte de Montalivet, que « s'il n'est pas permis d'inscrire sur le livret des notes défavorables, rien n'empêche de délivrer des congés favorables ».

La disposition adoptée en 1854 est très sage. Il est certain qu'avec le livret obligatoire, on ne doit permettre d'y porter que des constatations de faits, afin que, s'il s'élève sur leur exactitude une contestation entre l'ouvrier et le patron, le juge puisse facilement s'éclairer et trancher le différend ; afin aussi que le législateur ne paraisse pas trop manifestement vouloir mettre ceux qui ont à produire leurs livrets sous la dépendance de ceux qui les remplissent. Mais, cependant, il faut reconnaître que c'est une singulière institution que celle qui, destinée à faire ressortir la bonne ou la mauvaise conduite des ouvriers, défend de la

constater et ne permet de s'en rendre compte que par une induction à tirer des séjours plus ou moins longs faits dans chaque atelier !

Remplacement du livret.— Il peut arriver qu'il y ait lieu à remplacer un livret, soit parce que toutes les pages en sont remplies, soit parce qu'il a été égaré ou détruit. Quelles formalités sont prescrites pour le remplacement ? On comprend de suite leur importance, car si l'ouvrier mécontent des mentions portées sur son livret, peut trop aisément s'en procurer un nouveau, il aura souvent recours à ce moyen et la loi se trouvera ainsi éludée. Cette importance a été si vivement sentie en 1847 par la commission de la Chambre des députés que M. Salveton dit, dans son rapport, qu'elle a cherché à organiser dans le projet de loi qu'elle préparait un mode de remplacement du livret qui fût une garantie contre la fraude et qui, en même temps, ne fût pas trop rigoureux. Mais, malgré ses efforts, elle n'y avait pas réussi et elle avait décidé qu'un règlement d'administration publique déterminerait les formalités du renouvellement des livrets. Le même parti a dû être pris par le Corps législatif en 1854. Or, voici les dispositions édictées sur ce point par le décret du 30 avril 1855 ; un nouveau livret n'est délivré à un ouvrier que sur la constatation de son identité et de sa position ; on y mentionne : 1^o la date et le lieu de la délivrance de l'ancien livret ; 2^o le nom et la demeure du chef d'établissement chez lequel l'ouvrier travaille ou a travaillé en dernier lieu ; 3^o le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur.

Ce système est simple et précis, il paraît bien conçu et cependant il a complètement échoué dans la pratique. Quand les ouvriers se présentent aux mairies, prétendant qu'ils ont perdu leurs livrets, dans beaucoup de localités on leur en délivre immédiatement de nouveaux, sans prendre le soin d'y inscrire les mentions prescrites par le décret de 1855. Si au contraire le maire est résolu à exécuter la loi, les ouvriers ne viennent pas lui demander de renouveler leur ancien livret, ils lui disent qu'ils n'en ont jamais eu, soit parce qu'ils ont travaillé dans des pays ou dans des ateliers dans lesquels le livret n'était pas exigé, soit parce qu'ils étaient auparavant employés par des agriculteurs, servaient en qualité de domestiques ou travaillaient comme journaliers ; et de cette façon ils obtiennent même du maire le plus scrupuleux un nouveau livret qui ne porte pas les indications qui devraient y figurer. Cet état de choses est sinon général, au moins très répandu, et il est constaté pour ainsi dire à chaque page de l'enquête de 1868 ; 7 chambres de commerce, 6 chambres consultatives, 14 conseils de prud'hommes et 22 tribunaux de commerce reconnaissent, d'une façon générale, que rien n'est plus simple pour les ouvriers que d'éluder la loi, et plus spécialement 11 chambre de commerce, 7 chambres consultatives, 13 conseils de prud'hommes et

21 tribunaux de commerce se plaignent de la facilité avec laquelle ils se font délivrer de nouveaux livrets.

Pénalités. — A quels moyens a-t-on eu recours en 1854 pour empêcher l'obligation du livret d'être une lettre morte ? Nous avons déjà exposé que jusqu'en 1832 la peine prononcée contre les ouvriers dépourvus de livrets était celle du vagabondage, mais qu'à partir de cette époque l'obligation de se munir d'un livret avait été dépourvue de sanction. Il en était résulté que, malgré le texte formel de la loi et malgré l'intention des pouvoirs publics, le livret était dès lors devenu facultatif, car une obligation légale que l'autorité est impuissante à faire exécuter cesse d'en être une. Aussi un des buts principaux que se proposaient d'atteindre les projets de loi soumis aux Chambres sous le règne de Louis-Philippe, était de combler cette lacune en édictant des peines contre les infractions à la loi des livrets. La pénalité proposée alors fut une amende de 1 à 15 francs et, suivant les circonstances, un emprisonnement de un à cinq jours, amende et emprisonnement qu'encourraient non seulement les ouvriers dépourvus de livrets en règle, mais aussi les patrons recevant dans leurs ateliers des ouvriers dans une semblable condition. La loi de 1854 n'a pas cru devoir se montrer plus rigoureuse, et elle prononça les mêmes peines contre les ouvriers et contre les chefs ou directeurs d'établissements qui n'observeraient pas les règles qu'elle leur impose.

Personne ne contestera assurément l'opportunité de cette sanction, car il est oiseux de prescrire des formalités si on laisse à chacun la liberté de s'y soustraire impunément ; nous reconnaitrons même, si on veut, que la loi de 1854 est équitable, en ce qu'elle réprime indifféremment les infractions des patrons comme celles des ouvriers, tandis que, sous l'empire de l'arrêté du 9 frimaire an XII, les ouvriers sans livrets pouvaient bien être punis comme vagabonds, mais les chefs d'établissements qui les employaient ou qui refusaient d'inscrire sur leurs livrets les mentions qu'ils devaient y mettre, étaient à l'abri de toute poursuite. Cependant il importe de signaler la gravité de cette innovation. Lorsque la proposition fut faite pour la première fois en 1846 d'introduire dans la loi une pénalité, elle fut combattue par plusieurs pairs. « Vous allez imprimer à la loi, disait M. de Montalembert ¹, un caractère despotique et, coûte que coûte, humiliant, car ce qui est obligé, imposé sous une peine, a toujours plus ou moins le caractère d'une obligation humiliante..... Si l'on imaginait en Angleterre d'aller imposer à ces ouvriers qui ont fait cette immense et magnifique industrie anglaise, un système comme celui que vous allez sanctionner, on serait

¹ Voir le *Moniteur* du 11 février 1846.

repoussé par le sentiment unanime de la nation entière. » M. le comte Daru exprimait également l'avis que « placer l'obligation du livret sous la protection d'une clause pénale, d'une répression sévère dans certains cas, était une innovation hardie introduite dans le régime manufacturier de la France ».

L'importance de la sanction qu'ont reçue, en 1854, les dispositions de la loi sur les livrets, est restée, du reste, purement théorique. Jamais on n'a traduit ni un ouvrier ni un patron devant le tribunal de simple police pour inobservation de ces dispositions. On a donc le spectacle d'une violation continuelle de la loi : spectacle mauvais à bien des titres, car il est loin d'encourager au respect de la légalité.

III

Que si l'on cherche à distinguer et à définir quels sont en théorie le caractère et l'objet du livret obligatoire, on est amené à reconnaître qu'il constitue un ensemble de dispositions relatives au contrat de louage d'ouvrage, et destinées à en assurer la stricte exécution.

Les partisans de cette institution en ont conclu qu'elle est parfaitement légitime, car beaucoup d'autres contrats, tels que ceux de vente, de donation, de mariage, sont astreints, dans l'intérêt public comme dans celui des parties, à des formes déterminées par la loi. Le législateur a donc pu de même, disent-ils, régler le contrat par lequel les ouvriers louent leurs services à des entrepreneurs d'industrie.

Rien n'est plus faux, à notre sens, que ce raisonnement. En effet, il convient d'abord de bien établir qu'il n'y a aucune analogie entre les formalités que la loi impose pour la donation, la vente, l'hypothèque, la société, le mariage, etc., et celles qui résultent pour le louage d'ouvrage, de la législation sur le livret obligatoire. Les premières ont pour but de constater entre quelles personnes le contrat est intervenu, quel est son objet, le moment où il s'est formé, les conditions auxquelles il est soumis, les conséquences qu'il comporte, en un mot, de faire preuve entre les parties et à l'égard des tiers. Au contraire le livret ne constate rien, il ne fait pas connaître la convention qui a été conclue entre le patron et l'ouvrier. Si des difficultés s'élèvent sur l'objet, la durée ou la rémunération du travail promis, elles ne pourront pas être résolues par les mentions du livret. Le véritable but du livret obligatoire est donc étranger au contrat lui-même, aux clauses proprement dites du louage d'ouvrage; sa portée est d'empêcher que l'une des parties, celle qui s'est engagée à faire le travail, puisse se soustraire à l'accomplissement de son obligation.

Pour que le législateur croie devoir lui faire ainsi un régime à part, le louage d'ouvrage est-il donc le plus important de tous les contrats? Non, c'est au contraire la convention la plus simple, la plus usuelle, et

elle ne met en jeu que des intérêts relativement faibles, de même qu'elle n'intervient généralement qu'entre un petit nombre de personnes à la fois. Cependant, alors que pour tous les contrats la fidélité à les exécuter repose sur ces principes de droit civil, que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, qu'elles doivent être exécutées de bonne foi et qu'en cas d'inexécution elles se résolvent en dommages et intérêts, pour le louage d'ouvrage on a agi d'après d'autres principes : on ne s'en est pas remis à l'honnêteté et à la prudence des contractants, et on a garanti par un ensemble de formalités et de peines le respect des engagements pris. Cette exception est d'autant plus extraordinaire que les ouvriers ne font pas que louer leurs services ; tout aussi souvent ils prennent à loyer, ils achètent, ils vendent, ils prêtent, ils empruntent. Dans toutes ces hypothèses, ils peuvent agir avec mauvaise foi, tromper ceux qui contractent avec eux. Pour ces cas, néanmoins, la loi ne prend pas de précautions contre eux, elle les laisse dans le droit commun. Ainsi tantôt elle entend protéger ceux qui traitent avec les ouvriers, tantôt au contraire elle les abandonne à leur seule vigilance.

Mais, admettons pour un instant que le louage d'ouvrage joue dans la société un rôle capital, qui légitime des règles et des précautions spéciales. Du moins ces règles devraient-elles être générales et s'appliquer à tous ceux qui louent leurs services ; or, il n'en est pas ainsi. Les ouvriers seuls sont soumis au livret, et cependant, au point de vue du contrat de louage d'ouvrage, il n'existe aucune différence entre l'ouvrier cordonnier ou l'ouvrier tailleur qui se sont engagés envers leurs patrons, moyennant un certain salaire, à faire une paire de chaussure ou un vêtement, et le fabricant ou l'entrepreneur qui ont pris vis-à-vis d'un autre chef d'industrie ou d'un propriétaire l'engagement de construire dans un certain délai une machine ou une maison, pour une somme de tant sur laquelle ils sont tombés d'accord. Ce n'est pas tout : l'obligation du livret est loin d'atteindre l'universalité des ouvriers ; ceux qu'emploie l'agriculture en ont toujours été exemptés. On a vu également que tous ceux qui remplissent des fonctions rentrant dans la domesticité n'ont jamais été régis par la législation du livret. Enfin, parmi les ouvriers industriels eux-mêmes, cette masse énorme qui ne travaille pas d'une façon habituelle et continue pour un ou plusieurs chefs d'établissements, c'est-à-dire les journaliers, peuvent, d'après le texte de la loi, ne pas être porteurs de livrets.

A un autre point de vue, il est une considération que nous devons indiquer. N'est-il pas étrange, n'est-il pas illogique que sous une constitution républicaine qui proclame l'égalité des droits, qui accorde le même poids au suffrage de tous les citoyens, une partie d'entre eux soit, pour un contrat civil, soumise à des règles spéciales et placée

sous une suspicion de mauvaise foi ? Quand il s'agit d'élire un député, un ouvrier est considéré comme capable, et quand il a à traiter au sujet de son travail avec un fabricant, il est assujéti à un régime à part, garanti par l'amende et l'emprisonnement ! On comprend qu'il en fût ainsi à une époque où la classe ouvrière avait une position inférieure relativement aux autres citoyens, à une époque où les conditions du cens électoral excluaient les ouvriers du scrutin ; mais c'est assurément une anomalie, aujourd'hui que tous les Français ont les mêmes droits politiques.

Le but qu'on s'est proposé en instituant le livret obligatoire est-il au surplus atteint, et a-t-on obtenu les résultats sur lesquels on comptait ? Rend-il plus faciles les rapports entre les chefs d'établissements et les ouvriers, en consolidant l'harmonie entre ceux qui dirigent les ateliers et ceux qui y sont employés ? Evidemment non ; il est plutôt une occasion de discorde, et de résistance plus ou moins ouverte à la loi. Il ne faut pas perdre de vue que le peuple a aujourd'hui en France la passion de l'égalité et, nous dirions presque, un amour exagéré de ses droits. On comprend dès lors quel jugement la masse industrielle doit porter sur une institution qui suppose chez elle une mauvaise foi habituelle et générale, et qui lui impose des devoirs dont sont dispensés les autres citoyens. Les ouvriers n'ignorent pas que c'est un sentiment de défiance à leur égard qui a dicté la législation sur le livret, et ce sentiment les blesse et les irrite. Ils sont donc très désireux de voir disparaître l'obligation du livret, et tant que cette réforme ne sera pas réalisée, il y aura dans l'esprit de beaucoup d'entre eux un sujet de plainte et de rancune.

La réforme dont nous sommes partisan ne constituera pas, au surplus, une innovation bien hardie. Il est hors de doute, en effet, que l'industrie ne se trouve plus dans un état comparable à celui où elle était après la Convention et le Directoire ; les souvenirs d'une réglementation séculaire et les désordres causés par la plus grande crise politique et sociale des temps modernes, ont pu rendre nécessaires au commencement du siècle des mesures qui ne présentent plus aujourd'hui la moindre utilité. S'il est vrai qu'alors, comme le disait le ministre de l'intérieur au premier Consul, les ouvriers avaient l'habitude de ne pas remplir leurs engagements, il faut constater qu'ils ont fait sous ce rapport de grands progrès ; ils comprennent parfaitement qu'au point de vue de leur propre intérêt, la loyauté dans leurs rapports avec leurs patrons est encore le meilleur calcul.

D'un autre côté, les chefs d'établissements ont de nos jours à leur service des moyens mécaniques de production, des ressources financières et des facilités économiques de toutes sortes qui leur permettent de supporter la rareté de la main-d'œuvre, de se procurer rapidement

le nombre d'ouvriers dont ils peuvent avoir besoin, de ralentir ou de suspendre leur fabrication, de résister aux grèves ; donc, en supposant qu'un certain nombre d'ouvriers essayent, une fois que le livret ne sera plus obligatoire, de se soustraire à la sincère exécution de leurs engagements, les patrons sauront supporter et s'ingénieront à prévenir ce dommage, comme cela arrive pour les autres abus que les ouvriers font parfois de leur liberté. En définitive, ils seront placés dans une position analogue à celle des cultivateurs et des simples particuliers vis-à-vis des gens qu'ils emploient ; comme eux, ils auront à se renseigner et ils devront prendre eux-mêmes des précautions équivalentes à celles que la loi a jusqu'ici prises pour eux.

Mais, ce qui doit achever de rassurer complètement sur les conséquences qu'aura le projet de loi dont le Sénat est saisi, c'est l'examen de la législation étrangère en ce qui concerne les livrets. Dans la plupart des pays les plus industriels de l'Europe, en Angleterre, en Prusse, en Belgique, en Suisse et en Hollande, de même qu'aux Etats-Unis, les ouvriers ne sont pas astreints au livret. En Angleterre, il en a toujours été ainsi ; en Prusse, une loi du 8 juin 1860 a supprimé le livret obligatoire que nous avons jadis imposé aux provinces rhénanes et qui avait survécu à notre occupation. De même, en Belgique, l'obligation du livret a disparu il y a une douzaine d'années. En Autriche, les ouvriers sont tenus de se munir d'un livret, mais ce livret présente un caractère particulier ; il est destiné non seulement à constater le genre d'occupation et la durée des services de l'ouvrier, mais aussi sa conduite et son habileté. En outre, si un ouvrier est reçu sans avoir un livret en règle dans un nouvel atelier, le maître de cet établissement et l'ouvrier peuvent être condamnés à des dommages et intérêts envers le patron précédent. Dans ce système les prescriptions de la loi n'ont donc qu'une sanction purement civile.

Quoi qu'il en soit, on voit que la prospérité de l'industrie n'est pas liée à l'obligation du livret. Les ouvriers anglais notamment n'ont pas une moralité supérieure à celle de nos ouvriers, ils ont l'esprit d'indépendance et même d'indiscipline aussi prononcé, ils ne manquent pas d'occasions de désertir leurs ateliers, et quoiqu'ils n'aient jamais été soumis au livret, l'industrie anglaise est devenue un sujet d'admiration pour le monde entier. Ce qui se passe en France même démontre le peu d'utilité du livret obligatoire. L'enquête de 1868 nous apprend en effet que dans nos principales villes la loi sur les livrets est en général mal observée, et cependant c'est dans ces villes que l'industrie est surtout florissante. A Paris, par exemple, les ouvriers se soustraient pour la plupart à l'exécution de la loi, ce qui n'empêche pas que Paris ne soit à la tête du pays sous le rapport industriel.

Les arguments historiques ne manquent pas non plus. On a vu que

de l'an XII à 1832 la peine portée contre le vagabondage a sanctionné l'obligation du livret, mais que de 1832 à 1854 cette obligation n'avait plus eu de sanction. Or, n'est-il pas avéré que nos ateliers, nos manufactures ont pris plus de développements pendant cette seconde période que pendant la première? On n'a pas remarqué non plus que l'industrie parisienne fût tombée en décadence; cependant des tableaux dressés par la préfecture de police établissent qu'en 1856 des livrets ont été délivrés à plus de 110,000 ouvriers et à plus de 26,000 ouvrières, tandis que dix ans après, par suite d'une inexécution de plus en plus générale de la loi, 34,000 ouvriers et 5,000 ouvrières seulement obtenaient des livrets. Depuis lors le même fait a continué à se produire, et on délivre chaque année un nombre de livrets de plus en plus restreint.

Mais, peut-on objecter, il est pourtant certain que le livret, tel qu'il est organisé, rend des services à ceux qui le possèdent. C'est un titre qui leur sert à établir partout leur identité et qui leur facilite les déplacements auxquels les entraînent la recherche de plus forts salaires et les fluctuations de l'industrie; il témoigne de leurs bons services et de leur moralité, il leur épargne une foule de démarches et de sollicitations, et sa production leur ouvre la porte d'ateliers dans lesquels ils ne sont pas connus. Ces avantages sont fort appréciables, les ouvriers les regretteront quand ils en seront privés, et ils en voudront au législateur timide qui, pour complaire à des réclamations d'un caractère plus politique qu'industriel entendues dans quelques grandes villes, a détruit une institution qui a fait ses preuves et qui, dans la mesure où elle fonctionne, ne lèse ni aucune conscience ni aucun intérêt.

Telle est l'argumentation à opposer à la suppression du livret obligatoire. La réponse est facile.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit de l'observation si fréquente de la loi; nous croyons avoir établi que, dans l'immense majorité des cas, la loi est inefficace et n'offre de garanties sérieuses ni pour le patron ni pour l'ouvrier. Nous ferons remarquer en outre que la possession d'un livret n'a pas d'utilité pour les nombreux ouvriers qui se bornent à changer d'atelier dans l'intérieur de la même ville, ou dans l'étendue du même canton; ces travailleurs peuvent en effet facilement indiquer des références auxquelles leurs nouveaux patrons se reporteront aisément et sûrement; le plus souvent d'ailleurs ils sont connus, soit par les contre-maitres, soit par quelques-uns des ouvriers attachés à la nouvelle maison dans laquelle ils entrent, et on est ainsi mieux renseigné qu'on ne peut l'être par les constatations du livret sur leur caractère, leur habileté et leur intelligence.

Enfin, la suppression du livret obligatoire n'aura pas pour conséquence de mettre les patrons dans l'impossibilité de savoir avec qui ils traite-

ront, quand ils engageront des ouvriers venant de localités éloignées. Le régime de liberté succédant à celui de l'obligation amènera, nous en avons la conviction, un rapprochement réel entre les ouvriers et les patrons. Il résultera de ce rapprochement que beaucoup de patrons seront disposés à délivrer de véritables certificats à ceux de leurs ouvriers qui, au bout d'un certain temps, viendront à les quitter; aujourd'hui ils ne le font pas, parce que le livret existe et qu'aucune mention favorable ou défavorable ne peut y figurer; mais lorsque les relations entre le patron et l'ouvrier ne seront plus réglées par la formule sèche et sacramentelle du livret, rien n'empêchera la délivrance de certificats attestant la bonne conduite et l'aptitude de celui auquel il sera remis.

Il arrivera même très probablement que dans les provinces du Nord et de l'Est, où la classe ouvrière est plutôt attachée qu'hostile au livret, celui-ci sera remplacé par un carnet conventionnel. Le patron inscrira sur le carnet la date d'entrée de l'ouvrier, et à sa sortie il y mentionnera cette date. Tout se passera volontairement et en vertu tant des usages que des conventions intervenues entre les parties. Il ne faut pas croire, en effet, qu'en abrogeant la loi de 1854 et les textes antérieurs, la loi nouvelle aura pour résultat de prohiber des notes industrielles analogues à celles que fournit le livret. Celui-ci disparaîtra sans doute et il n'aura plus sa forme actuelle. Mais il pourra se transformer suivant la volonté et les besoins de l'industrie, et des carnets librement tenus pourront, de l'accord commun du maître et de l'ouvrier, contenir toutes les mentions qui servent aujourd'hui à éclairer le premier en même temps qu'elles aident le second à se placer et à trouver du travail.

Lors de l'enquête orale de 1868, plusieurs déposants, parmi lesquels nous citerons MM. Jules Simon, Levasseur, Tirard, Devinck, ont insisté pour qu'il fût entendu que la suppression du livret obligatoire n'emportait pas interdiction du livret facultatif, et le projet de loi soumis en 1869 au Corps législatif stipulait que le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs d'établissements industriels et leurs ouvriers pourrait être constaté par un livret ou carnet conventionnel. Nous considérons, quant à nous, cette réserve comme inutile, car du moment que les lois qui ont réglementé les livrets d'ouvriers et qui les ont rendus obligatoires n'existeront plus, on tombera sous l'empire du droit commun; autrement dit, les conventions arrêtées entre les patrons et les ouvriers devront être seules suivies, et ces conventions pourront porter, soit sur la délivrance de certificats, soit sur la rédaction de carnets contenant certaines mentions. Les honorables auteurs du projet récemment adopté par la Chambre des députés ont donc eu raison de se borner à prononcer l'abrogation des lois relatives aux livrets, sans rien ajouter au sujet des certificats ou des carnets dont l'usage viendra peut-être à se généraliser.

Au surplus, les certificats et carnets dont il vient d'être parlé ne constitueront pas les deux seuls modes d'information auxquels l'industrie aura sans doute recours. Dans les villes où la population ouvrière a un très vif sentiment de son indépendance et où la plupart des artisans se refuseront à avoir des papiers retraçant en quelque sorte les étapes et les accidents de leur vie laborieuse, il est possible que les chefs d'établissements emploient un procédé analogue à celui qui est usité en Angleterre. Dans le Royaume-Uni, les fabricants et manufacturiers ont l'habitude, avant d'engager définitivement un ouvrier, de lui poser tout d'abord diverses questions; puis ils se renseignent sur la véracité de ses réponses auprès de son dernier patron, soit verbalement, soit par lettre. Cette lettre est d'ordinaire préparée à l'avance sous forme d'imprimé et elle est ainsi formulée :

« Messieurs (le nom de l'ouvrier), s'est présenté chez nous pour être employé en qualité de..... Il dit sortir de votre maison. Nous vous serions obligés de nous dire ce que vous connaissez de cet ouvrier sur ses aptitudes et sa moralité, s'il était un bon ou un mauvais ouvrier, s'il a quitté votre maison dans de bons termes et pour quelle raison; enfin quel était son salaire. » En recevant une lettre semblable, l'industriel anglais auquel s'adresse un confrère ne manque jamais d'y répondre, et il en sera de même en France, car nos fabricants reconnaîtront que leur intérêt est de se renseigner mutuellement sur la conduite et la capacité de leurs ouvriers.

L'honorable M. Nadaud indique dans son rapport un autre moyen d'information : c'est de s'adresser à la chambre syndicale et de lui demander un extrait des certificats ou rôles d'inscription qui contiennent des indications très précises au sujet des ouvriers qui ont été employés dans la profession. M. Nadaud ajoute que « ce moyen est déjà beaucoup pratiqué par les chambres syndicales de patrons ». Il ne pourra que se développer considérablement une fois que la suppression des livrets aura été prononcée.

Enfin, il y a une dernière hypothèse à envisager. La loi nouvelle favorisera l'adoption, par un certain nombre de patrons et d'ouvriers, de carnets industriels sur lesquels seront constatés, non seulement le fait même de l'engagement, mais aussi les conditions de cet engagement. Cette pratique serait fort avantageuse en ce qu'elle éviterait une foule de contestations. On comprend que, pour un contrat aussi fréquent que celui de louage d'ouvrage, il n'est pas possible de passer un acte spécial qui constate les engagements réciproques, ni de retirer une quittance de chaque paiement; d'un autre côté, il n'est pas d'usage et il ne conviendrait guère aux intéressés de prendre des témoins de leurs conventions. Au contraire, il ne serait ni long ni gênant d'inscrire sur le carnet d'un ouvrier, en même temps que la date de son entrée dans

l'atelier, les conditions de son engagement, et d'y apposer une signature les jours de paye. Si l'industrie prend un jour l'habitude des carnets industriels, il y aura plus de sécurité qu'aujourd'hui dans les rapports entre les chefs d'établissements et les ouvriers, et ces carnets rendront des services analogues à ceux que rendent déjà les livres d'acquit usités dans la fabrication de la soie et les livrets de comptes employés dans l'industrie du tissage et du bobinage¹. Aussi le vœu de voir les carnets industriels se substituer aux livrets a-t-il été formulé depuis longtemps. M. le comte Daru s'en est fait l'interprète à la séance du 12 février 1846, lors de la discussion du projet soumis à la Chambre des pairs; on le retrouve dans les délibérations de douze tribunaux de commerce en 1868, et l'exposé des motifs du projet de loi de 1869 l'a rappelé en souhaitant sa réalisation.

Nous ne voulons pas insister davantage sur les conséquences qu'aura la suppression des livrets d'ouvriers. On voit qu'en cette matière, comme en beaucoup d'autres, la liberté saura suffire à tout et que les intérêts généraux de l'industrie, comme les intérêts particuliers des ouvriers et des patrons, seront mieux sauvegardés par les principes ordinaires du droit et la diversité des conventions individuelles qu'ils ne le sont par une réglementation surannée.

CH. GOMEL,
Maître des requêtes au Conseil d'État.

BULLETIN

SOMMAIRE : Publications du *Journal officiel*. — Le parti anarchiste et ses doctrines. — De quelques formes récentes de l'activité britannique.

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL ».

9 novembre. — **Arrêté** déterminant le prix de vente des enveloppes portant un timbre d'affranchissement de 5 centimes; relatif à la mise en vente des enveloppes de petit format à 5 centimes.

11 novembre. — **Décrets** portant interdiction du travail des enfants dans divers établissements; — portant interdiction d'emplois et déterminant les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant les forces des enfants admis dans les ateliers ou établissements insalubres ou dangereux.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce,

¹ Voir à ce sujet les lois du 18 mars 1806 et du 7 mars 1850.

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874 ;

Vu le décret du 26 février 1881, contenant une nomenclature supplémentaire des établissements dangereux, incommodes ou insalubres ;

Vu les décrets du 14 mai 1875 et du 24 septembre 1879 ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu ;

Décrète :

Art. 1^{er}. — Le travail des enfants est interdit dans les établissements dénommés au tableau A additionnel annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

Etablissements dans lesquels l'emploi des enfants est interdit.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	RAISON DE L'INTERDICTION.
Acide salicylique (fabrication au moyen de l'acide phénique).	Émanations corrosives.
Celluloïde et produits nitrés analogues (fabrication du).	Vapeurs nuisibles, dangers d'explosion ou de brûlures.
Celluloïde et produits nitrés analogues (ateliers de façonnage du).	Dangers d'explosion ou de brûlures.
Chlorures de soufre (fabrication des).	Émanations nuisibles.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 12 de la loi du 19 mai 1874, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis » ;

Vu le décret du 13 mai 1875, rendu en conformité de l'article 13 précité, et relatif aux travaux dangereux ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est interdit d'employer les enfants de moins de seize

ans et les filles mineures de moins de dix-huit ans, comme producteurs de force motrice, au tissage par les métiers dits à la main.

Art. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882,

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874, ainsi conçu :

« Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique ;

« Cette interdiction sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé » ;

Vu le règlement du 3 mars 1877, rendu en exécution du paragraphe 2 dudit article et contenant, dans le tableau C qui y est annexé, une nomenclature des établissements dans lesquels le travail des enfants est interdit ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu ;

Décète :

Art. 1^{er}. — Le travail des filles mineures employées au triage ou au délissage des chiffons est interdit dans les ateliers reconnus, conformément aux prescriptions de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, insuffisamment aérés ou ventilés.

Art. 2. — Cette interdiction devra être ajoutée à celles déjà portées au tableau C annexé au décret du 3 mars 1877.

Art. 3. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 novembre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 12 de la loi du 19 mai 1874 ;

Vu le décret du 19 mai 1875 :

Vu l'avis du comité des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu;

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est interdit d'employer les garçons de douze à quatorze ans et les filles de douze à seize ans à traîner des fardeaux sur la voie publique.

Les garçons et les filles au-dessus de douze ans peuvent traîner des fardeaux dans l'intérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, à la condition que le trainage sera effectué sur un terrain horizontal et que la charge ne dépassera pas 100 kilogrammes, véhicule compris.

Les garçons seuls de quatorze à seize ans seront autorisés à traîner des fardeaux sur la voie publique, à la condition que la charge ne dépassera pas 100 kilogrammes, véhicule compris.

Le paragraphe 3 de l'article 3 du décret du 13 mai 1875 est et demeure abrogé.

Art. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874, ainsi conçu :

« Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique;

« Cette interdiction sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé »;

Vu le règlement du 3 mars 1877, rendu en exécution du paragraphe 2 dudit article et contenant, dans le tableau C qui y est annexé, une nomenclature des établissements dans lesquels le travail des enfants est interdit;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu;

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est interdit d'employer les enfants aux opérations qui dégagent des poussières dans les ateliers où l'on travaille à sec la corne, les os et la nacre. Il est également interdit de les employer à un travail quelconque dans les mêmes ateliers lorsque les poussières s'y dégagent librement.

Art. 2. — Cette interdiction devra être ajoutée à celles déjà portées au tableau C annexé au décret du 3 mars 1877.

Art. 3. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce ;

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874) ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis » ;

Vu le décret du 13 mai 1875, rendu par application de l'article 13 précité et relatif aux travaux dangereux ;

Vu les avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Il est interdit aux couvreurs et aux plombiers d'employer des enfants à des travaux qui sont effectués sur les toits.

Art. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882,

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, PIERRE LEGRAND.

14 novembre. — **Décret** portant suppression de la caisse d'épargne d'Aix-les-Bains (Savoie).

15 novembre. — **Décret** concernant la naturalisation des étrangers établis en Nouvelle-Calédonie.

Art. 1^{er}. — Les étrangers établis en Nouvelle-Calédonie depuis trois ans au moins pourront obtenir la naturalisation, sur leur demande, à partir de l'âge de vingt et un ans.

Ils doivent à cet effet se présenter devant le maire de la commune de leur domicile ou devant l'administrateur en tenant lieu pour former leur demande.

Art. 2. — Le maire ou l'administrateur en tenant lieu procédera d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur.

Le résultat de cette enquête sera envoyé, avec les pièces à l'appui, au directeur de l'intérieur, qui transmettra le dossier, avec son avis motivé, au gouverneur de la colonie.

Art. 3. — Le gouverneur, en conseil privé, émet son avis sur la demande et la transmet ensuite, avec pièces à l'appui, au ministre de la marine et des colonies. Il est statué par le Président de la République, le conseil d'État entendu, sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 4. — La naturalisation des étrangers donnera lieu à la perception d'un droit de 100 fr. au profit de la colonie de la Nouvelle-Calédonie.

16 novembre. — **Décret** fixant la date de l'ouverture du service des colis postaux à destination de la Nouvelle-Calédonie.

19 novembre. — **Décrets** fixant les taxes à acquitter dans les colonies ou établissements français pour l'affranchissement des correspondances adressées par la voie de la France ou des paquebots-poste français ou anglais, dans les colonies britanniques ; — fixant la date de l'ouverture à Paris du service des bons de poste de sommes fixes.

20 novembre. — **Décret** relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'État.

21 novembre. — **Décret** fixant les taxes à acquitter en France, en Algérie et dans les bureaux français à l'étranger pour l'affranchissement des correspondances adressées par la voie des paquebots-poste français ou anglais à destination des colonies britanniques.

22 novembre. — **Décrets** fixant les taxes à percevoir en France, en Algérie et en Tunisie pour les télégrammes à destination de Tripoli ; — étendant le service des colis postaux aux relations de la France avec les îles des Açores et de Madère ; — portant fixation des taux et conditions applicables, dans le service colonial, aux colis postaux provenant ou à destination de la Nouvelle-Calédonie.

25 novembre. — **Rapport** adressé au Président de la République par le ministre de la marine et des colonies, relatif à la revision de divers décrets sur le service financier des colonies. — **Décret** y annexé.

29 novembre. — **Décret** portant règlement d'administration publique pour le paiement des primes relatives à la destruction des loups.

Art. 1^{er}. — Quiconque a détruit un loup, une louve ou un louveteau, et réclame l'une des primes mentionnées dans l'article de la loi du 3 août 1882, doit, dans les vingt-quatre heures qui suivent la destruction de l'animal, en faire la déclaration au maire de la commune sur le territoire de laquelle il a été détruit. La demande de la prime doit être faite sur papier timbré.

Le réclamant doit, en même temps, représenter le corps entier de l'animal couvert de sa peau et le déposer au lieu désigné par le maire pour faire les vérifications nécessaires.

Le maire procède immédiatement aux constatations et en dresse le procès-verbal.

Art. 3. — Le procès-verbal mentionne :

1° La date et le lieu de l'abattage, ou, en cas d'empoisonnement, le jour et le lieu où l'animal a été trouvé ;

2° Le nom et le domicile de celui qui a tué ou empoisonné le fauve.

3° Le poids, lorsqu'il s'agit d'un louveteau ;

4° Le sexe et le nombre des petits composant la portée, si c'est une louve pleine ;

5° Les preuves, s'il y a lieu, que l'animal s'est jeté sur des êtres humains.

Le procès-verbal indique, en outre, que l'animal a été présenté en entier et couvert de sa peau.

Art. 4. — Après la constatation, celui qui a détruit l'animal est tenu de le dépouiller ou faire dépouiller, et peut réclamer la peau, la tête et les pattes.

Par l'ordre et sous la surveillance du maire ou de son suppléant, le corps du fauve dépouillé est ensuite enfoui dans une fosse ayant au moins un mètre trente-cinq centimètres de profondeur.

Toutefois, s'il existe dans la commune ou dans un rayon de quatre kilomètres un atelier d'équarrissage autorisé, l'animal peut y être transporté.

Le procès-verbal mentionne ces diverses circonstances et opérations.

Les frais d'enfouissement sont à la charge de la commune.

Art. 5. — Dans les vingt-quatre heures, le maire adresse au préfet du département son procès-verbal, auquel il joint la demande de la prime faite par l'intéressé.

En outre, il délivre gratuitement à ce dernier un certificat constatant la remise de la demande de prime et l'accomplissement des formalités prescrites par le présent règlement.

Art. 6. — Sur le vu des pièces, le préfet délivre à l'intéressé un mandat du montant de la prime due.

Après l'accomplissement de cette formalité, le préfet transmet au ministre de l'agriculture le dossier de l'affaire.

Le Parti anarchiste et ses doctrines. — On lit dans une correspondance adressée de Lyon, le 26 octobre 1882, au journal *le Temps* :

Venu à Lyon à l'occasion des attentats anarchistes, j'ai demandé aux anarchistes eux-mêmes les renseignements qui vont suivre. Non pas que j'aie vu les hommes dont les noms inconnus sont signalés pour la première fois au public par les comptes rendus de ces attentats : les uns sont en prison, les autres sont en fuite. J'ai eu tout simplement recours à la collection de leur journal que j'ai pris la peine de dépouiller. Il nous est arrivé plus d'une fois jadis d'en avoir un numéro sous les yeux ; on n'y voyait alors que les élucubrations de quelque fou ou les violences à froid d'une feuille en quête de lecteurs. Quand on en parcourt la collection comme je viens de le faire, on s'aperçoit qu'on est en présence d'un parti dont les théories, le but et les moyens d'action sont parfaitement définis. Il est étrange, en effet, que ces anarchistes sur lesquels tant d'informations erronées circulent encore aujourd'hui n'ont pas cessé d'agir au grand jour. Ils ont exposé leurs doctrines, ils ont fait connaître les traits principaux de leur organisation, et les événements qui viennent de surprendre et d'affliger la France, ils les ont préparés par une propagande dont on peut observer de semaine en semaine les manifestations de plus en plus violentes.

Le Droit social a paru pour la première fois le 12 février 1882. Il a eu vingt-quatre numéros et a interrompu sa publication le 23 juillet. Le 30 juillet suivant a paru *l'Étendard révolutionnaire*, qui n'en était que la continuation pure et simple. Sous cette nouvelle forme, il y a eu douze numéros, la copie du treizième a été saisie la semaine dernière dans les ateliers de composition. D'autres journaux anarchistes ont paru en France pendant la même période : *le Droit naturel* à Cette, *le Tocsin* à Narbonne, *le Flambeau* à Paris, *la Tenaille* au Creusot, *le Paysan révolté* dans les Bouches-du-Rhône. Ils n'ont eu qu'une existence éphémère, et *la Tenaille* est, je crois, le seul qui vive encore. *Le Droit social*, et plus tard *l'Étendard révolutionnaire*, a été comme l'organe officiel du parti tant qu'il a vécu, et c'est autour de lui que des forces éparses à travers le pays se sont groupées et ont pris conscience de leur importance.

D'abord, qu'est-ce que l'anarchisme ?

La théorie en est faite, et si elle est demeurée fort nébuleuse, elle n'est point tellement vague, comme on paraît le croire généralement, qu'elle puisse se confondre avec celle des autres écoles socialistes. Les

anarchistes ont, au contraire, la prétention de s'en distinguer très nettement.

Il existe actuellement en France quatre écoles socialistes : les anarchistes, les collectivistes possibilistes, les collectivistes révolutionnaires et les blanquistes. Je ne parle pas de l'Alliance républicaine socialiste fondée sous les inspirations de M. Clémenceau et dirigée par M. Jourde, ancien membre de la Commune ; elle est traitée avec un profond mépris par les autres socialistes, qui ne considèrent le nom qu'elle a pris que comme une simple épithète électorale.

Les quatre écoles socialistes ont pour programme commun l'abolition de la propriété individuelle et l'établissement du communisme. Elles se divisent sur les questions de gouvernement et de tactique. Les anarchistes ne veulent aucun gouvernement d'aucune sorte ; leur rêve est une libre association des individus perpétuellement révocable à leur volonté ; ils aspirent à réaliser leur idéal par une révolution violente qui détruira toute propriété et toute autorité ; ils se rapprochent en cela des collectivistes révolutionnaires qui veulent aussi une révolution violente ; mais, au rebours des anarchistes, c'est pour établir un gouvernement centralisateur comme on n'en aurait jamais vu, car c'est lui qui répartirait le travail et la récompense du travail à chaque citoyen. Les possibilistes veulent aussi le gouvernement autoritaire, mais ils espèrent l'obtenir par les moyens légaux, par le vote, par l'introduction de leurs partisans dans les Assemblées. C'est par là qu'ils se distinguent des révolutionnaires avec lesquels ils ont échangé les injures que l'on sait à Roanne. Quant aux blanquistes, ils mettent en pratique le grand précepte de leur maître : *Défiance ! défiance !* Ils agissent dans le mystère. En fait, ils ont l'anarchie pour but avec l'autorité, ou, si l'on peut s'exprimer ainsi, *l'archie* pour moyen.

Pour fixer par quelques-uns des noms les plus connus du public ces notions dans l'esprit du lecteur, j'ajouterai que l'anarchisme a à sa tête le citoyen Emile Gautier et Louise Michel ; le collectivisme révolutionnaire, Jules Guesde et P. Lafargue, le gendre de Karl Marx, le fondateur de l'Internationale, ce qui fait donner quelquefois au collectivisme révolutionnaire le nom de marxisme ; le possibilisme, Malon, ancien membre de la Commune, et Brousse ; le blanquisme, l'ex-général Eudes, le disciple bien-aimé de Blanqui.

Ces distinctions faites pour éviter toute confusion, ne nous occupons que de l'anarchisme.

La meilleure définition qui en ait été donnée à ma connaissance est celle-ci, que j'ai découpée dans un manifeste récemment répandu dans le 11^e arrondissement de Paris :

« Dans l'ordre politique, l'abolition de l'État, celle de l'autorité gouvernementale, quels que soient sa forme, son nom et ses détenteurs, son

remplacement par la libre fédération des producteurs libres, spontanément associés, c'est dire l'anarchie.

« Dans l'ordre économique, abolition de la propriété individuelle et de l'autorité capitaliste, et la mise à la disposition de tous de toute la richesse sociale, de telle façon que chacun, travaillant selon ses difficultés, puisse librement consommer selon ses besoins, c'est-à-dire le communisme. »

En anarchisme donc il n'y aura plus aucun gouvernement d'aucune sorte; le suffrage universel, ayant pour effet de créer un gouvernement, est considéré comme attentatoire à la liberté individuelle. Chaque individu doit agir dans sa pleine indépendance, il ne doit avoir au-dessus de lui aucune loi imposée, ni aucune autorité l'imposant. Les biens seront à tous; chacun consommera selon ses besoins et produira selon ses forces, « sans que le consommateur ait à s'occuper de ce qu'il a pu produire et sans que le producteur ait souci de ce qu'il pourra consommer ». Un état de société semblable rappellerait à peu près celui que Cook trouva à Taïti. Là, on allait nu et les fruits que les arbres de l'île produisaient naturellement suffisaient à la nourriture des habitants; on pouvait donc vivre dans l'heureuse insouciance rêvée par l'anarchisme.

Le malheur est que sous nos climats il faut travailler pour vivre, pour se couvrir et pour s'abriter. L'étendue des besoins a amené la division du travail, et la division du travail la nécessité des échanges. Comment le travail se divisera-t-il? Et comment les produits s'échangeront-ils dans la société anarchiste? Un théoricien a essayé de répondre à ces questions dans une longue étude qui occupe sept numéros du *Droit social*. Il commence par déclarer que ce serait une prétention ridicule et perdre son temps que de vouloir établir en imagination une société dont tous les rouages seraient réglés d'avance et de construire un de ces jouets d'enfant dont toutes les pièces sont numérotées et qu'on remonte pour les faire marcher. Le théoricien anarchiste se contente donc d'un à peu près. En voici le passage capital. J'avais d'abord songé à le remettre en français, mais ces choses-là, c'est comme un flocon de fumée, si on y touche, ça s'évanouit. Tel quel ce n'est déjà pas bien clair, j'aurais eu peur de le rendre tout à fait inintelligible :

« Une fois la lutte finie, le peuple s'étant emparé de l'outillage se trouvera immédiatement en face de ce problème : produire pour continuer de consommer. Nous croyons que les individus devront se rechercher selon leurs idées, selon leurs caractères ou leurs affinités; une fois qu'ils se seront rencontrés, qu'ils s'organiseront au mieux de leurs tendances, nous ne disons pas de leurs intérêts, puisque par le fait de la suppression de la propriété individuelle et de l'impossibilité d'accu-

muler, l'intérêt individuel aura disparu ou du moins se fondra dans l'intérêt général.

« Nous croyons encore que par le fait même des besoins, et cela peut-être dès le début de la lutte, il s'établira des magasins généraux, sortes de bazars où les consommateurs viendront s'approvisionner de ce dont ils auront besoin.

« Ces bazars, toujours par le fait des besoins, étant en communication les uns avec les autres, se tiendraient au courant des besoins de la consommation, se répartiraient leurs produits, et les producteurs, en venant les déposer, par le fait de cette correspondance, sans pression administrative aucune, seraient mis au courant des besoins de la consommation, du manque de tel produit, de l'encombrement de tel autre ; et telles aujourd'hui on voit se monter des associations de spéculateurs pour exploiter telle invention, mine ou découverte, on verrait alors se créer des groupes de producteurs pour produire tel ou tel article demandé par la consommation.

« De cette manière, cela n'en marcherait que mieux, puisqu'il n'y aurait rien d'imposé ; chaque individu ne ferait que ce qui lui conviendrait, et comme le bien-être particulier découlerait du bien-être général, il n'y aurait pas de raison pour que les individus veuillent faire contre leur intérêt. »

Le théoricien prévoit que des monstres seraient capables de capitaliser les fruits de leur travail ; pour les en empêcher, on supprimerait l'argent ; ce qui laisse à supposer que l'anarchie en pratique ne sera pas encore la parfaite anarchie des définitions, puisqu'il faudra une autorité pour supprimer l'argent et qu'il y aura une catégorie de citoyens, ceux qui auront des instincts capitalistes, qui ne seront pas libres de faire ce qu'ils voudront. Mais ce serait perdre son temps que de faire ressortir de telles inconséquences.

« Une fois la lutte finie », dit le théoricien. En effet, pour réaliser l'idéal barbare qu'il a essayé de définir, il faudra raser de fond en comble la société actuelle. C'est par là que les théories anarchistes sont accessibles à certaines couches du peuple. Pour recruter des adhérents, on fait appel aux pires sentiments. Je résumerai ce que je viens de dire, en citant ce programme minimum de l'anarchisme que le citoyen Émile Gautier a formulé dans une réunion tenue à Ménilmontant, le 18 mai dernier ; les mots soulignés le sont dans le texte :

« 1° Révolution violente, c'est-à-dire destruction par la force insurrectionnelle de *toutes* les institutions actuelles sans exception. *A bas tout !* Tout le monde est chargé de l'exécution du présent projet ;

« 2° Suppression de toute autorité, de l'autorité économique, de la propriété, fût-elle municipale, du privilège capitaliste et du gouver-

nementalisme sous quelque forme que ce soit, alors même qu'il s'agirait de maîtres élus au lieu de maîtres imposés ;

« 3° L'abstention électorale, parce que l'emploi du suffrage universel, outre que c'est une abdication, aboutit à la discorde ; c'est le plus grand commun diviseur des classes ouvrières. »

Je n'ai point trouvé d'indications permettant de dire de quelle époque date l'organisation du parti anarchiste. Elle doit être fort récente. Voici en tout cas comment, d'après *le Droit social* du 5 mars, elle s'est faite à Lyon, qui paraît avoir été le premier centre anarchiste sérieusement constitué en France. Le parti socialiste s'est fondé dans cette ville après le congrès de Marseille ; les idées collectivistes y dominaient ; il eut pendant quelque temps une force réelle et parvint à grouper une quarantaine de groupes de chambres syndicales ouvrières ou cercles d'étude. Un programme minimum trouvé trop violent par quelques adhérents amena sa désorganisation. Il se réorganisa après le congrès du Havre, c'est-à-dire l'année dernière, mais les collectivistes ne réunirent pas plus de 80 à 100 membres. A côté d'eux se forma un groupe blanquiste qui n'a jamais compté plus de 25 membres et qui s'est dissous depuis, et un groupe qui est devenu promptement anarchiste et qui comprend de 5 à 600 membres. Le groupe s'est formé en fédération révolutionnaire et il s'est fractionné en douze sections, soit deux sections par arrondissement lyonnais. « Sans exagération, disait l'article que nous analysons, nous affirmons que son action se ressent sur la masse des travailleurs ; nous pouvons donc dès aujourd'hui profiter d'une circonstance. Nous sommes prêts. »

Les sections en particulier et la fédération en général tenaient des réunions régulières que *le Droit social* annonçait, mais dont il ne rendait pas compte. Plus tard, il se forma au sein de la fédération une ligue populaire qu'un avis inséré dans le numéro du 20 août convoquait de la façon suivante : « Les citoyens partisans de l'action contre la propriété sont priés d'adhérer à la ligue qui tient ses réunions tous les mercredis, café P..., derrière la mairie de la Croix-Rousse. — Le secrétaire, Pejot. » On sait que ce Pejot est au nombre des individus actuellement arrêtés.

La quatrième page du *Droit social* était ordinairement remplie par des adresses d'adhésion que lui envoyaient, soit les groupes anarchistes déjà formés sur d'autres points du territoire, soit les groupes socialistes qui faisaient adhésion à l'anarchisme, soit enfin les groupes anarchistes qui se formaient à l'exemple de ceux de Lyon. J'ai trouvé intéressant d'en relever la liste qui pourra donner une indication approximative de l'état actuel de l'organisation du parti. Les noms qu'ils prennent sont en général très caractéristiques.

En même temps que les titres des groupes, je citerai à l'occasion les

passages de leur adresse qui m'ont paru le plus propres à faire ressentir sous l'inspiration de quels sentiments ils sont formés :

Les révolutionnaires de Béziers, d'Amplepuis, de Vaison, de Saint-Pierre-les-Martigues, de Jallieu (Isère), de Dolomieu et de Faverges (Isère), de Nevean.

Le cercle des Outlaws de Saint-Etienne.

Les Cœurs-de-Chêne de Cette qui écrivent « guerre à outrance à cette société inique et corrompue où l'honnête homme souffre et travaille, tandis que le scélérat sans entrailles se gave de jouissances et se vautre dans le borbier de la débauche ».

L'insurgé de Rivesaltes.

Le groupe communiste l'Alarme de Narbonne.

Le comité exécutif la Trique, de Narbonne également, qui n'accepte ni statuts, ni règlements, ni présidence, etc., qu'il considère comme « étant des autorités ».

L'Aurore révolutionnaire de Perpignan.

Le groupe de Villequier (Seine-Inférieure) qui crie : « Bravo ! Flétrissez sans pitié ces vampires qui se vautrent dans la rue avec la sueur des prolétaires. »

Les Indignés de Vienne.

Le groupe Louise Michel de Lyon, dont le bureau est rue des Fantômes. Ce sont des femmes révolutionnaires qui, sur le conseil de Louise Michel elle-même, ont pris plus tard le vocable de Marie Ferré.

Les Travailleurs de Saint-Denis.

Les Révolutionnaires de Vienne, qui déclarent que « le prolétaire devra se servir de tous les moyens qu'il a à sa disposition : le feu, le fer, la poudre, la guerre sans trêve ni merci à ces capitalistes qu'on appelle propriétaires, magistrature, armée, calotte, gouvernement ».

L'Avant-Garde socialiste et révolutionnaire d'Amiens, qui demande que « les meurt-de-faim se tendent la main et qu'ils se préparent à la grande révolution universelle ».

Le Groupe révolutionnaire de Libourne, qui dit : « Vous fondez à Lyon un organe de l'émeute contre le banditisme social, bravo ! Le faux radicalisme, voilà l'ennemi ; il ne faut plus des Andrieux, des Floquet, des Ranc, des Naquet, des Lockroy, des Challemel-Lacour et autres Lanessan, Delattre et Maret de ce genre », et qui trouve que la représentation nationale est une duplicité qu'il est vraiment temps « d'envoyer à la balance ».

L'Effondrement de Lodève.

La Section de Villefranche de la Fédération des femmes socialistes-révolutionnaires, dont les membres, « ne pouvant supporter les tortures de vils exploités, sont résolues à se venger ».

Le Cercle des Travailleurs de Cette, qui, comme Caligula, voudrait

que la nation n'eût qu'une tête, pour pouvoir l'abattre d'un seul coup ».

Les Anarchistes de Chaumont, qui adhèrent en criant : « A bas la propriété ! à bas tous les gouvernements ! vive l'anarchie ! »

Le groupe anarchiste-révolutionnaire des Laumes (Côte-d'Or), qui constate qu'un cri de guerre à mort retentit contre tous ces « féroces exploiters », et qui ajoute : « Nous leur montrerons, à ces satyres, que nous connaissons nos droits. »

Les Révoltés de Marsillargues (Hérault) qui, reconnaissant qu'ils ne vivent pas comme des êtres humains, sont décidés à former un groupe anarchiste.

Le groupe socialiste-révolutionnaire indépendant d'Hennois, à Saint-Léger sur d'Heune (Saône-et-Loire).

Les Niveleurs troyens.

Les Vengeurs du Creusot.

Les groupes la Misère, la Révolte, l'Audace et l'Égalité sociale de Cette, qui, avec les Cœurs-de-Chêne déjà cités, protestent contre une condamnation du *Droit social* et disent : « N'est-ce pas, compagnons, que la dynamite parle plus fort que la justice ? A quand les représailles ? »

Les Criminels du Creusot.

L'Éclair socialiste révolutionnaire d'Amiens.

L'Union des travailleurs indépendants de Troyes.

Les Abstentionnistes-Anarchistes-Fédéralistes de Marseille.

L'Association cosmopolite des travailleurs de Marseille.

Le Groupe de Propagande anarchiste de Bordeaux.

Les Justiciers du droit de Thizy.

Les Travailleurs de Roubaix qui écrivent : « Nous vous crions : Mort aux voleurs ! Mort aux oppresseurs du peuple ! »

Les Révolutionnaires de Fontaine (Isère), qui assurent que le jour de la Révolution « Fontaine se lèvera terrible et ira détruire tout ce qui est autorité. Alors repus et oisifs passeront par la justice populaire, qui ne leur fera grâce que quand ils seront tous exterminés. » Et pour activer ce jour, Fontaine envoie 8 fr. 50.

La Sentinelle révolutionnaire de Reims.

La Vengeance d'Annonay.

Les Expulsés caladois de Villefranche.

Le Vengeur de Bessèges, qui annonce que dans sa dernière réunion « le groupe a adopté à l'unanimité de désigner à la vengeance des révolutionnaires les noms des bourreaux capitalistes de la localité ».

Le Groupe matérialiste révolutionnaire de Marseille.

Le Sarcleur de Vaisou.

Les Ratapels de Vienne.

Le 17^e arrondissement de Paris a incontestablement la palme dans

cette liste de titres romanesques et mélodramatiques. Une lettre insérée dans le dernier numéro de *l'Étendard révolutionnaire* annonce la formation d'un groupe anarchiste qui s'est intitulé crânement *la Panthère des Batignolles*. Et pour justifier cet emblème féroce il annonce qu'il met à l'ordre du jour de sa première réunion la question suivante : de la *confection des bombes à main*.

Je ne nomme que celui-là parmi les groupes de Paris, parce que l'énumération m'entraînerait trop loin. Il y en a 50 environ dans la capitale, comprenant un millier de membres actifs. Le plus important est *l'Aiguille*, chambre syndicale des ouvriers tailleurs. Avec les douze sections de Lyon, cela fait un total de 120 groupes environ. La liste est certainement incomplète. Ainsi le groupe anarchiste de Montceau-les-Mines n'avait pas envoyé d'adhésion, il n'est entré en rapport avec le journal qu'au moment des premiers troubles. Tous ces groupes sont en général peu nombreux, 40 à 50 personnes. Mais le nombre n'a aucune importance pour les anarchistes; ils ne veulent point de lutte dans la rue; c'est une stupidité, à leur avis; ils n'entendent se servir que des engins que la chimie met à leur disposition, et pour cela quelques individus suffisent. Ils recommandent même l'action isolée.

On a parlé d'un comité directeur donnant l'impulsion à ces groupes. Je n'en trouve pas trace dans le journal et je ne crois pas à son existence. Une direction quelconque répugne profondément aux anarchistes, qui, même dans la lutte, ne veulent d'aucun chef, d'aucune autorité. Ce qui est plus vrai, c'est que ces divers groupes correspondent entre eux; il y a entente commune, mais chacun reste libre d'agir à sa guise. Ils sont encore, il est vrai, reliés les uns aux autres par les conférenciers du parti qui vont de groupe en groupe organiser des réunions. Gautier était presque toujours en route dans ce but. Le journal annonçait avec soin les dates de ces conférences et en rendait compte souvent.

Ce qui est vrai encore, c'est que les anarchistes français sont en relations constantes avec Genève. C'est là que se réfugient ceux qui sont compromis. C'est là qu'ont lieu de grandes réunions où les anarchistes de tous les pays s'assemblent. Le journal contient des renseignements intéressants sur l'une d'elles qui s'est tenue le 13 août dernier. Les adhérents avaient été invités à profiter des trains de plaisir que la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée avaient organisés à l'occasion d'un grand concours orphéonique. La fédération jurassienne, qui les avait convoqués, « parce que l'heure de la liquidation sociale était proche », leur avait retenu des logements d'avance. Que s'est-il dit dans cette réunion? Le journal s'est contenté de reproduire un manifeste passablement filandreux qui y avait été rédigé. L'influence de Genève sur l'anarchisme français se constate sans qu'en l'état actuel des documents publiés on puisse indiquer d'une façon précise comment elle s'est exer-

cée. Les théories des nihilistes russes sont celles de nos anarchistes et ceux-ci leur ont certainement emprunté ce qu'ils appellent « leur tactique révolutionnaire ».

II

Montceau-les-Mines, disait un jour *l'Etendard révolutionnaire*, a eu la gloire d'inaugurer l'emploi de la dynamite en France. La gloire d'avoir employé la dynamite pour la première fois dans le monde revient aux nihilistes russes. Un grand nombre de ceux qui ont pu sortir de leur pays se sont réfugiés à Genève, et Lyon s'est trouvé tout naturellement dans le rayon de leur action. Il paraît fort probable que c'est sous leur influence que l'anarchisme français est parvenu à donner un peu de corps à ses doctrines : l'anarchisme du compagnon Emile Gautier n'est en effet que la copie du nihilisme de Bakounine. L'intimité des relations des deux partis ressort de plus d'un détail qu'on trouve dans la collection du journal. Dans le premier numéro du *Droit social*, par exemple, on peut lire une lettre de M. Elisée Reclus, qui s'excuse de ne pouvoir rien envoyer pour le moment, parce qu'il est occupé à faire la préface d'une brochure de Bakounine, et dans le sixième numéro on voit le prince Pierre Krapotkine écrire de Londres : « Je ne peux pas vous promettre une collaboration active, mais, en tous cas, comptez-moi des vôtres ». Le nihilisme n'a pas seulement donné à l'anarchisme ses théories, il lui a repassé aussi ses moyens d'action.

Sous les titres : « Tactique révolutionnaire » « l'action anarchique pendant la Révolution », « dynamite et pyrotechnisme », « la guerre de barricades », le *Droit social* et après lui *l'Etendard révolutionnaire* ont publié une série d'articles qui contiennent tout un système de destruction de la société dont la méthode froidement scientifique révèle l'origine. Je ne crois pas qu'aucun de nos anarchistes, pas même Gautier, soit capable d'un pareil plan, aussi longuement et aussi minutieusement calculé. Cela sent l'étudiant russe qui, au mysticisme le plus nuageux et le plus maladif dans l'utopie, peut joindre l'esprit le plus méthodique dans l'action. On en va juger.

L'idéal de l'anarchisme étant l'absence d'institutions, son but est de détruire toutes celles qui existent. Pour y arriver, il lui faut recruter un certain nombre d'adhérents ; le meilleur moyen est de provoquer des troubles qui, en faisant souffrir les classes populaires, les exaspéreront. Que cela doive entraîner beaucoup de catastrophes particulières, il n'importe. « Nous autres, disait Fournière à un de ses confrères à Bessèges, non sans une pointe de bravoure, nous autres, nous sommes la génération sacrifiée, nous sommes de la chair à canon. »

Le petit Machiavel du *Droit social* exprimait ainsi son avis à ce sujet dans le numéro du 12 mars :

« Il n'est pas mauvais que, de temps en temps, il surgisse des conflits douloureux comme ceux de Villefranche, de la Grand'Combe et de Bessèges. Mieux que toutes les propagandes écrites ou verbales, ces escarmouches réveillent les colères latentes, remuent partout les germes de révolte, resserrent les liens de solidarité qui unissent les pauvres et aiguïsent en même temps pour des actes plus décisifs leur expérience et leur énergie ».

Quand Fournière tira un coup de revolver sur M. Brécard à Roanne, *le Droit social* revint sur cette idée. Quelques-uns de ses lecteurs s'étonnant qu'il fît l'apologie d'un meurtrier, il répondit :

« Un fait de ce genre, éclatant dans des circonstances pareilles, les ouvriers en arrivent d'abord à se demander pourquoi le ou les auteurs de cet acte ont agi ainsi ; puis, de raisonnement en raisonnement, surtout si ces faits, au lieu d'être désapprouvés, sont soutenus par une propagande active, ils finissent par se dire que, si tous les travailleurs agissaient ainsi, c'en serait bien vite fait de l'exploitation et des exploités, et ils auraient alors l'oreille ouverte aux questions sociales.

« De plus, une révolution préparée par une série de faits de ce genre ne saurait être que sociale, car le premier soin des travailleurs serait de s'emparer des ateliers et, habitués à agir ainsi par eux-mêmes, ils enverraient promener tout gouvernement, quel qu'il soit, qui tenterait de s'imposer au lendemain de la révolution. »

Les anarchistes trouvèrent un mot heureux pour définir les attentats de ce genre. C'était de la « propagande par le fait ». Pour soutenir la propagande par le fait, il aurait fallu quelque argent. Le tacticien révolutionnaire insista à diverses reprises sur la nécessité de la formation d'une caisse de propagande révolutionnaire. A l'occasion d'une rixe qui avait eu lieu entre des agents de police et les ouvriers raffineurs de Paris en grève, il faisait ressortir les services qu'elle rendrait :

« Ainsi, disait-il, si la caisse révolutionnaire agissant avait pu faire distribuer aux bousculés les plus intraitables une certaine quantité de *boules-dogues* à six coups, croit-on que ceux-ci auraient reculé devant la satisfaction de faire jouer leur instrument ? Eh non ! ils auraient saisi avec empressement l'occasion de faire mordre la poussière à quelques mouchards enragés. »

Le Droit social finit par ouvrir une souscription permanente pour la constitution de cette caisse. Mais elle ne produisit que des sommes ridicules. Le tacticien révolutionnaire chercha d'autres ressources ; à deux reprises, il indiqua de quelle façon les anarchistes pouvaient se procurer l'argent qui leur était nécessaire :

« Nous avons dit, reprit-il, dans le numéro du 14 mai, en rappelant un article du 11 avril, qu'il fallait que les travailleurs se décident à frapper hardiment à la porte, « quitte à la briser », des coffres-forts

Pour cela il faudra prendre tous ceux qui habitent des taudis infects pour les mettre dans des maisons bourgeoises ; comme ils profiteront de cette expropriation, ils s'attacheront à la révolution. Un autre moyen d'intéresser les masses, ce sera de réquisitionner tous les objets de consommation, habillements et autres choses de première nécessité, principalement dans les grands magasins, et de les transporter dans des endroits spéciaux, les fameux bazars sans doute, où chacun pourra s'approvisionner. On aura soin, en opérant ces réquisitions, de détruire les livres de compte et les factures qui pourraient servir aux propriétaires à réclamer une indemnité en cas où la révolution ne réussirait point.

Le peuple ainsi gagné, l'action devra surtout avoir pour objet l'anéantissement de la propriété. Les groupes anarchistes sont invités à lever les plans des localités qu'ils habitent « afin d'y agir avec décision et promptitude ». Le tacticien ajoute en note qu'il a demandé à un ami de lui rédiger ou de lui faire rédiger un petit travail qu'il ferait imprimer ; il serait d'une grande utilité. Il s'agit d'un traité contenant sous une forme claire et précise la manière de fabriquer des matières inflammables ou explosibles. Malheureusement, l'ami n'a pas répondu. « Avis, ajoute le tacticien, à celui des nôtres qui pourrait disposer de quelque temps pour suivre un cours de chimie ».

Le plan des localités levé, les matières explosibles fabriquées, quand la révolution éclaterait, au lieu de se retrancher bêtement derrière des barricades, on minerait le plus d'endroits possibles et on les ferait sauter, on mettrait le feu partout pour détruire la propriété et ses défenseurs. Cette perspective donne au tacticien un accès de lyrisme, il s'écrie :

« Au feu, les études de notaires, avoués, etc., afin de détruire les titres de propriété individuelle qu'elles contiennent ; au feu, les bureaux d'agents de change, banquiers, etc., afin de détruire les titres de rentes, actions, obligations, billets ou n'importe quelles valeurs qu'ils peuvent contenir ; au feu, les livres des cadastres et des hypothèques qui servent à délimiter la propriété individuelle ; au feu, les bureaux de perception et d'enregistrement pour la comptabilité de l'Etat qu'ils contiennent ou les diverses valeurs qu'ils pourraient contenir ; au feu, la cour des comptes avec le Grand-Livre de la Dette dite publique ; au feu, les mairies et les archives contenant les papiers de l'état civil, afin de détruire la personnalité même des individus. Au feu, enfin, tout ce qui pourrait aider à la reconstitution de la propriété individuelle ; détruire partout où cela est possible les murs, bornes, haies ou clôtures qui séparent les propriétés, bouleversées de fond en comble : *Destruction*, tel devra être le mot d'ordre des anarchistes dans la révolution qui se prépare. »

Le tacticien est convaincu que, la révolution ne réussit-elle point du premier coup, l'exécution de ce plan ferait « patauger » l'autorité et les

propriétaires dans un « gâchis si épouvantable », que la vieille société fonctionnerait difficilement. C'est un point sur lequel il est difficile de ne pas être de son avis.

Au numéro suivant, l'ami s'est décidé à répondre. C'était le 28 mai et, pour l'anniversaire de la Commune, le journal avait paru en rouge. L'article « Dynamique et Pyrotechnique » envoyé par l'ami était tout à fait assorti à cette couleur. Il commence par justifier l'emploi des matières aux effets terribles dont il va donner la composition :

« En guerre, tous les actes qui affaiblissent l'ennemi sont utiles ; dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, cette vérité est vraie comme ailleurs et l'on doit dire aux combattants : Quelques moyens que vous employiez pour détruire ou même seulement pour diminuer les forces ennemies, vous êtes dans votre droit ; bien mieux même, si vous ne le faisiez pas, vous manqueriez à votre devoir. »

Il ajoute que, si le cadavre d'un ennemi sent toujours bon, le spectacle de la destruction de ses richesses est toujours agréable à voir.

En avant donc les grands moyens chimiques. Et l'ami donne les recettes pour fabriquer la nitro-glycérine, la dynamite, le fulmi-coton, la poudre d'ammoniaque, laquelle « est d'une force supérieure même à celle de la dynamite », la poudre Fontaine, la poudre Dessignoles. Il fait remarquer qu'un flacon de nitro-glycérine qui tombe à terre peut, dans certains cas, amener une explosion formidable : « de cette manière on obtient des bombes facilement ». Il promet, du reste, de donner dans un numéro suivant « les descriptions de plusieurs engins très simples et peu coûteux, comme il convient à des bourses de prolétaires ». La mort prématurée de *l'Etendard révolutionnaire* a empêché la publication de cette intéressante communication.

Quelques numéros plus tard, *le Droit social* commença la publication de la traduction d'une étude d'une revue américaine, *the Anarchist*, sur la « guerre des barricades » : elle fut achevée par *l'Etendard révolutionnaire*. Fidèle aux principes qu'il avait déjà émis, le journal déconseille la guerre des barricades à ses amis ; il leur recommande, dans le travail de l'auteur américain, surtout la partie où il enseigne les moyens de faire sauter les égouts avec « les moyens terribles » découverts « par les progrès incessants de la chimie ».

L'Américain conseille encore l'emploi d'un gaz asphyxiant composé d'arséniure d'hydrogène qu'on pourrait pomper par les tuyaux de gaz et répandre ainsi dans une ville. Afin que le prolétaire puisse se procurer toutes les matières et tous les outils indispensables au succès de son plan stratégique, il recommande vivement « la création d'un bureau de statistique internationale où l'on trouverait tous les renseignements relativement à ce qui peut arriver en cas d'émeute ». Ce bureau devait être créé à Londres ; le traducteur demande que l'idée en soit reprise. Le

traducteur agrémente du reste sa traduction de notes qui valent bien le texte lui-même. En voici une :

« La catastrophe récente de la rue François-Miron, à Paris, vient de nous donner une nouvelle preuve de l'épouvantable puissance destructive du gaz d'éclairage. Il ne faut pas que la leçon soit perdue. Nous recommandons tout particulièrement l'étude approfondie de cette question à ceux de nos camarades qui sont gaziers de leur état ; ils peuvent être d'une grande utilité — comme professeurs de pyrotechnie — au sein des groupes. Pas besoin pour cela d'avoir usé ses culottes sur les bancs de l'Ecole polytechnique. »

La façon de combattre et les moyens de combat ainsi soigneusement étudiés, le tacticien résumait ses articles, le 16 juillet, dans les recommandations suivantes :

« 1° On devrait relever un état sérieusement dressé du nom et de l'adresse de tous les huissiers, notaires, avoués, archivistes, etc., de tous les établissements en un mot où il peut exister des titres de propriété, pour que, dès la première heure, les groupes n'aient pas à chercher leur centre d'action, ces officines étant appelées à disparaître ;

« 2° On devrait également avoir un état rigoureux de tous les dépôts ou magasins où seraient groupées des matières inflammables, en ayant soin de relever les quantités que chacun d'eux a de disponibles habituellement ;

3° Faire les mêmes relevés pour les produits propres à la fabrication des matières explosibles ;

« 4° Puis enfin étudier les moyens de se procurer des armes à feu, qui, quoique considérées comme de simples auxiliaires, n'en sont pas moins indispensables. Ce travail préparatoire terminé, les groupes doivent faire le nécessaire pour que leurs membres s'initient à la fabrication de tous les produits et engins destructifs, de façon qu'au besoin chacun d'eux soit suffisamment armé. »

« Ah ! vieux monde, ajoutait le théoricien révolutionnaire s'échauffant à sa besogne, ah ! société ignoble ! nous te ménageons un spectacle digne de tes horreurs passées !

« Oui, va ! bourgeoisie maudite, tu as fait grand dans tes menaces de prolétaires ; sois tranquille, nous t'égalons si nous ne te surpassons pas ! »

La tactique étant épuisée comme sujet, le tacticien se fit stratégiste et, dans le premier numéro de *l'Etendard révolutionnaire*, qui parut le 30 juillet, il traçait à ses amis ce plan de campagne :

« Que l'on veuille bien suivre par la pensée un mouvement révolutionnaire : dans le cercle formé par Saint-Etienne, Villefranche, Roanne, Macon, Bourg, Annecy, Chambéry, Grenoble et Valence et ayant Lyon pour centre, que l'on admette que dans une partie des communes en-

fermées dans ce cercle, l'action destructive s'engage sans souci du mouvement des villes; croit-on que les forces normales bourgeoises représentées par la police et sa gendarmerie suffiront à anéantir le mouvement?

« Evidemment non ! Alors il faudra avoir recours aux forces massées au centre de Lyon ; mais si on dégarnit cette ville, l'étincelle révolutionnaire s'allumera, et la révolution aura le champ libre ; il n'y a pas à discuter, c'est un fait brutal, cette vérité. »

Tels sont les conseils qui chaque semaine tombaient dans l'oreille des malheureux auxquels le journal anarchiste était envoyé. On a en effet employé la dynamite à Montceau-les-Mines et les bombes à la main à Lyon. De plus, l'organisation préparatoire recommandée par le tacticien n'est pas restée lettre morte. C'est ainsi que le 4 août le groupe « la Torche » de Belleville écrivait à *l'Etendard révolutionnaire* pour protester contre les condamnations du *Droit social* : « Ils ont cru faire disparaître l'idée en condamnant le journal ; tas d'idiot, va ! » Et pour montrer que l'idée était plus vivace que jamais, il annonce qu'il vient de former un comité exécutif de cinq membres qui a pour fonction :

« 1° De dresser la liste des huissiers, notaires, avoués, etc. ;

« 2° Renseignements et adresses où l'on peut trouver des matières explosibles ;

« 3° Casernes et postes où l'on peut se procurer des armes ;

« 4° Fabrication de matières inflammables et explosibles. »

« Enfin, le comité dressera une liste de tous les exploiters de Belleville, pour en débarrasser l'humanité, soit par le poignard ou la corde. »

Je ne crois pas qu'il faille s'exagérer le sérieux d'une pareille organisation ; « la Torche », comme les autres groupes anarchistes, est sans doute composée de tout jeunes gens qui éprouvent une certaine satisfaction à se donner un air terrible. Ce qui en fait le danger, c'est que cette organisation constitue une sorte de noyau qui attire à lui tous les mécontentements et toutes les haines. Ces groupes ont peu de membres actifs, mais le jour où, pour quelque cause locale, une population est disposée au désordre comme à Montceau, ce sont eux qui prennent la tête du mouvement et ce sont les procédés du tacticien révolutionnaire qu'on emploie.

De quelques formes récentes de l'activité britannique. — « Soit pour une cause ou pour une autre ; soit que les promoteurs des grandes affaires industrielles ou commerciales aient récemment trouvé quelque difficulté à faire accepter chez nous les entreprises à l'étranger, ou que celles qui se font chez nous soient devenues l'objet d'une demande plus ou moins impérieuse, toujours est-il que, dans ces dernières semaines, ce sont

pouvons, cependant, nous empêcher de trouver qu'il serait présomptueux de déclarer chimérique le canal de Manchester à la mer dans un siècle qui a vu réussir des entreprises autrement difficiles au point de vue technique, telles que la construction du canal de Suez, le commencement de celui de Panama, et l'établissement de ce colossal réseau ferré des Etats-Unis qui traverse toute l'Amérique du Nord, des Montagnes rocheuses au golfe du Mexique et des rivages du Pacifique à ceux de l'Atlantique.

« La question que ces deux projets imposent à notre attention est d'une tout autre nature. Elle est la conséquence directe d'un des traits les plus caractéristiques de l'industrie moderne; nous voulons dire la disparition graduelle des intermédiaires. Cela se voit de toutes parts et dans toutes les directions. Les magasins coopératifs prennent la place des petites boutiques d'autrefois, et ils trouvent eux-mêmes pour concurrents de grands magasins qui traitent directement avec les manufacturiers. Le trafic, en Angleterre, a été accéléré et facilité par l'établissement, en ces derniers temps, de docks, de canaux, de chemins de fer. Mais aucune de ces créations n'a diminué le nombre des personnes se plaçant entre le producteur et le consommateur; quelques-unes l'ont même augmenté. Les docks ont développé un vaste trafic d'emménagement; les canaux et les chemins de fer un vaste commerce de transport. Maintenant, un esprit de concurrence, qui va sans cesse en s'avançant, réclame la suppression de ces intermédiaires: il tend à mettre le producteur et le consommateur en face l'un de l'autre. Le gros de la nation n'a point à s'inquiéter des progrès de ce nouveau procédé, il ne peut qu'y gagner même. La pression de la concurrence forcera le producteur de partager avec le consommateur une partie au moins de l'économie résultant du nouvel état de choses. La position des manufacturiers en deviendra plus sûre, et ils pourront plus aisément lutter avec leurs rivaux du dedans ou du dehors. Tout cela fait partie de l'évolution incessante du commerce, toujours en quête des moyens les moins chers d'atteindre un but donné. »

(*The Economist* du 4 novembre 1882.)

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

RÉUNION DU 3 DÉCEMBRE 1882.

NÉCROLOGIE : MM. J. Valserres et Motheré.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : Nouvelles de l'enseignement de l'économie politique.

DISCUSSION : La recherche de la paternité.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

La réunion est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut, député, un des vice-présidents de la Société.

Il ouvre la séance en annonçant la perte que vient de faire la Société d'Économie politique en la personne de deux de ses membres, MM. Jacques Valserres et Motheré.

M. Valserres s'était spécialement consacré, depuis bien des années, à l'étude des questions agricoles, des problèmes d'économie rurale; il publiait encore, récemment, dans le *Journal des Économistes*, une série d'articles importants sur le Crédit agricole, articles servant pour ainsi dire d'exposé des motifs à tout un projet de loi dans lequel son système était résumé sous une forme pratique.

Quant à M. Motheré, il avait appartenu pendant longtemps à la Préfecture de la Seine, où il occupait, lorsqu'il avait pris sa retraite, il y a quelques années, le poste de chef du bureau de la statistique. Il avait été vice-président de la Société de statistique, dont il continuait à suivre régulièrement les séances, jusqu'à ces derniers temps. C'était un excellent homme et un confrère sympathique qui laissera de nombreux regrets.

M. le secrétaire perpétuel présente à la Société un nombre assez considérable d'ouvrages qui lui ont été adressés, et dont on trouvera plus loin la liste.

La parole est donnée à M. Cheysson, directeur des cartes et plans au Ministère des travaux publics, qui offre à la Société un exemplaire de la quatrième année de l'*Album de statistique graphique* publié par le Ministère.

Il dépose en outre sur le bureau une brochure relative à un projet de création d'un Comité supérieur de statistique, projet à l'occasion duquel M. Cheysson a procédé à une intéressante enquête sur

la statistique à l'étranger, au nom de la Société de statistique de Paris.

M. CHEYSSON annonce enfin l'ouverture d'un cours d'économie politique qu'il professe à l'École libre des sciences politiques.

M. ALGLAVE formule quelques rectifications de détail pour préciser les renseignements consignés par M. Levasseur, à la dernière séance, dans son historique de l'enseignement de l'Économie politique dans les facultés de droit.

M. CH. LETORT rappelle à la Société que, depuis plusieurs années, il commence, à cette époque même, à la mairie du IX^e arrondissement, rue Drouot, un cours public et gratuit d'Économie politique appliquée et finances, sous les auspices de l'Association philotechnique. Les leçons de l'hiver 1882-83 seront consacrées à l'étude du *Budget de l'État*. Le 6 janvier prochain, M. A. Courtois, secrétaire perpétuel de la Société, ouvrira également, dans le même local, un *Cours élémentaire d'économie politique*.

M. CH. LIMOUSIN signale à l'attention de la Société un passage du Message du Président des États-Unis qui, sans accuser précisément une tendance libre-échangiste, émet le vœu que les droits de douane à l'importation soient prochainement réduits, dans une proportion assez importante.

Avant de passer à la discussion habituelle, M. le Président communique à la réunion la liste des membres admis, à la dernière séance du Bureau :

MM. Félix Faure, député, membre de la Chambre de Commerce du Havre; Léon Lallemant, chef du bureau des Enfants assistés de la Seine, lauréat de l'Institut; Gustave Roy, président de la Chambre de commerce de Paris; Victor de Saint-Genis, conservateur des hypothèques de 1^{re} classe à Arras, lauréat de l'Institut; Georges Villain, préparateur de chimie à la Faculté de Médecine, lauréat du concours Pereire sur le Paupérisme.

Comme sujet de discussion, la réunion adopte la question suivante, proposée par MM. d'Esterno et Frédéric Passy :

LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ.

M. le comte d'Esterno a la parole pour poser la question. Je regrette, dit-il, l'absence de celui qui est notre maître à tous et notre chef « par droit de conquête et par droit de naissance »; son avis et peut-être son concours nous aurait guidé et affermi ?

Cependant, en soulevant cette énorme question de la recherche de la paternité, nous ne nous trouverons pas seul ? Bien des hommes d'élite nous ont précédé.

Plusieurs sénateurs bien connus, dont l'un ici présent, ont déposé une proposition qui n'a pas abouti, mais qu'ils n'ont point abandonnée.

Un autre sénateur renommé comme économiste, comme philanthrope et comme homme d'État, M. J. Simon, s'est depuis longtemps prononcé et sûrement se prononcerait encore lors de la discussion.

En dehors de nos assemblées, un des princes de la littérature française, M. Alexandre Dumas, a consacré à la défense de la femme une partie de son beau talent.

Mais parmi tous ces hommes bien connus aucun n'a traité la recherche de la paternité au point de vue économique. Et cependant, c'est de ce côté qu'elle devrait être principalement envisagée.

La bienfaisance a présenté bien des projets pour le soulagement des vieillards ou des familles nombreuses, des anciens militaires ou des infirmes, ou des ouvriers sans travail, ou de vingt autres misères également dignes de pitié ; mais ces projets ont tous un égal défaut, celui d'épuiser la bourse de la bienfaisance.

La recherche de la paternité possède seule le don de subvenir à ses propres frais, de faire nourrir la guerre par la guerre et de vivre sur le pays conquis.

Un des premiers principes de notre législation est de rendre chaque homme seul responsable des dommages qu'il cause, criminellement s'ils ont été volontaires et conscients, civilement s'ils ont été commis sans intention de nuire. Comment a-t-on admis pour le fait de création irrégulière d'enfant une exception que rien ne motive ?

Nous ne traiterons point l'affaire au point de vue du neuvième commandement. Mais voyons le dommage causé. Y a-t-il une misère plus poignante, plus irrémédiable que celle d'une malheureuse fille ne possédant rien, ayant souvent des parents à soutenir et tout à coup surchargée d'un être encore plus dénué, qu'elle devra seule entretenir et soigner ?

Comment cette malheureuse sort-elle de cet abîme ? Elle a trois voies pour'en sortir, quelquefois le suicide, plus souvent l'infanticide et plus souvent encore la prostitution.

Elle en a une quatrième, l'abandon de l'enfant. C'est ici que commence le devoir de l'économiste.

Le père est le seul coupable : nous le prouverons bientôt, dit M. d'Esterno.

En sa qualité d'homme, il a la force et les moyens d'entretenir l'enfant. Pourquoi l'en exonère-t-on ?

Uniquement par amour pour la licence et par un désir malsain de se populariser auprès des passions masculines.

Que se passe-t-il chez nos voisins ? Et comment procèdent les peuples les plus avancés dans la civilisation ? Les Allemands, les Américains du Nord ? Et les Anglais surtout, sur lesquels nous devrions sans cesse avoir les yeux ?

Rien de plus simple : on demande qui a causé le dommage ? C'est l'homme : eh bien ! c'est lui qui en doit la réparation. Chez les Anglais, on trouve et l'on condamne un père. Chez les Allemands on fait mieux. En Prusse, on en trouve et l'on en condamne deux.

Beaumarchais disait : « Nous avons tous un père au moins. » Les Prussiens se sont, par anticipation, inspirés de sa doctrine : ils chargent solidairement deux pères de l'entretien de l'enfant ; décision qui semble aux uns un jugement de Salomon, et aux autres un jugement de Sancho Pança.

En France nous déclarons père collectif le budget, c'est-à-dire que nous mettons l'enfant, ordinairement fruit des désordres du riche, à la charge du pauvre qui n'a pas de quoi nourrir les siens.

La dureté et l'iniquité envers les misérables ne peuvent être poussées plus loin.

La dureté envers la fille-mère est étayée sur de monstrueux sophismes. Voici le principal :

« Les torts sont au moins partagés, et les principaux sont du côté de la femme : c'est elle qui apporte la séduction, l'homme ne fait que céder. »

Pour comprendre ce qui se passe, il faut ici procéder du général au particulier. Je serai bref, messieurs, je ne remonterai pas au déluge ; mais permettez-moi de remonter à la création du monde :

Il le créa mâle et femelle.

Avant l'homme, il y avait d'autres animaux mâles et femelles, tous taillés sur le même patron, parce qu'ils étaient tous taillés pour le même but.

La tradition biblique est sur ce point en parfait accord avec l'interprétation Darwinienne.

Le mâle attaque bien, la femelle se défend mal, quand toutefois elle se défend.

Nous avons vu dans toutes les basses-cours les coqs poursuivre et violenter les poules ; nous n'avons jamais vu les poules poursuivre et violenter les coqs. L'histoire nous a conservé une seule anecdote de ce genre. Elle date du temps des Pharaons. Une femme

a voulu faire le coq. Elle n'y a rien gagné qu'un manteau et elle y a perdu sa réputation. En présence d'un tel insuccès ses congénères n'ont plus réitéré l'épreuve.

Si vous suivez un peu la *Gazette des Tribunaux*, vous verrez constamment se reproduire du côté de la femme le même système de défense.

« Il m'avait promis le mariage. Il m'avait promis de ne pas me faire d'enfant. »

C'est sur cette assurance-là que ces pauvres filles se livrent.

Lorsqu'elles se sont livrées, lorsque le moment psychologique de M. de Bismarck est arrivé, que peuvent-elles faire pour assurer l'exécution de la promesse ? Absolument rien.

C'est en violation des engagements pris que le mâle seul produit l'enfant, et on veut rendre la femme responsable !

Revenons, conclut M. d'Esterno, revenons à la justice et à la vérité ; cessons de venir en aide à la fraude et à la sauvagerie.

Nous supprimerons les faits de suicides, d'infanticides et de vengeances par le vitriol, le couteau et le revolver, que nos filles poussées à bout sont devenues maintenant si habiles à manier.

Nous supprimerons aussi ces acquittements scandaleux qui déconsidèrent la justice et qui sont la réaction de l'opinion contre la loi draconienne qui frappe des femmes originairement innocentes.

Voici du reste, ajoute en terminant l'orateur, le texte du projet de loi à intervenir :

1° La recherche de la paternité est admise ;

2° Les frais d'entretien de l'enfant sont à la charge du père.

M. de Labry fait remarquer que la femme française est en général plus intelligente et plus avisée que le Français de la même condition sociale et même que le Français d'une condition supérieure. C'est là une raison pour ne pas donner à nos concitoyennes une arme des plus tranchantes contre le sexe prétendu fort. La supériorité de la Gauloise sur le Gaulois a été déjà indiquée par Jules César ; notre histoire et l'observation de l'époque présente ne contredisent par l'avis de ce perspicace Romain.

Une catégorie de Français qui semble particulièrement inférieure en finesse à la femme de notre race, c'est le soi-disant séducteur. Un fait de cet ordre n'est guère de nature à se démontrer par des statistiques. Mais on peut en tels sujets consulter la littérature d'une nation, qui est au fond le tableau de son caractère et de ses mœurs. Or quel rôle peu brillant font jouer aux séducteurs fameux, notre histoire, nos romans et notre théâtre. De combien de mésaventures rendent-ils victimes les Abélard, les Lauzun, le Don Juan

de Molière, le petit chevalier de Faublas, et même quelques hommes célèbres de notre siècle que leur génie n'a pas préservés d'un certain étalage de galanterie. Le romanesque et illustre René, le poétique amant de Graziella, au moins dans les récits où il paraît sincère, ne s'attribuent pas eux-mêmes des aventures bien heureuses ni bien glorieuses.

Les prétendus succès de ces anciens et de ces modernes héros sur le terrain de Cythère n'ont été au fond que des bévues pour lesquelles ils n'ont été ni bien traités, finalement, par les beautés qu'ils avaient cru ou voulu conquérir, ni approuvés par leurs familles, ni admirés par la postérité. Ainsi notre littérature ne dépeint pas l'homme à bonnes fortunes comme un être irrésistible et fatal; elle en fait, au contraire, un personnage assez ridicule et le montre plus souvent dupé que dupeur. Ce témoignage n'est pas sans valeur; car les livres qui laissent une trace dans la mémoire des nations doivent ordinairement leur succès à deux causes : l'auteur y a exprimé une vérité, et le lecteur y a retrouvé ses propres idées bien énoncées. Ils ont ainsi le caractère d'un verdict rendu par des esprits distingués et ratifié par le public.

Aujourd'hui même combien voyons-nous de céladons n'être en réalité que des jocrisses. A la ville et aux champs, que de fois les femmes ou les filles qui cèdent sont-elles conduites par des vues intéressées ou par des arrière-pensées, plutôt qu'elles ne sont entraînées par les charmes ou par les savantes machinations de celui qui se croit leur vainqueur. Il ne faut pas méconnaître que des faits déplorables se produisent dans les milieux industriels; mais là même le contre-maître qui abuse lâchement de son autorité s'adresse-t-il généralement à une fille innocente et pure? Dans l'état regrettable des mœurs en ces milieux, l'abandon auquel il contraint sa victime ne succède-t-il pas bien souvent à d'autres relations volontairement contractées par elle dans la vie d'atelier?

Quoi qu'il en soit de ce misérable, dans des questions aussi complexes que la recherche de la paternité, il faut comparer entre eux les inconvénients et les avantages des changements aux lois. Lorsqu'a été établie la législation qui nous régit à cet égard, à la fin du siècle dernier et au commencement du nôtre, les divers côtés des solutions ont été attentivement examinés; mais les décisions en de tels sujets ne sont pas du domaine de l'absolu et de l'irrévocable : c'est l'examen de l'état social actuel qui doit indiquer les partis à prendre.

Or, surtout dans nos grandes villes, les mœurs ne sont déjà que trop relâchées; en donnant aux femmes, par la recherche autorisée

de la paternité, une raison de plus pour faiblir, ne risquerait-on pas d'augmenter encore ce relâchement ?

Un côté frappant de ces mœurs, c'est la multiplication des femmes galantes et leur action de plus en plus éhontée et vivace dans notre vie sociale. Avec quelle facilité tombent dans leurs filets nos jeunes citadins, et ceux-là même qui devraient se considérer comme ayant dépassé l'âge des folies, ou, pour employer un mot plus juste, l'âge de la niaiserie ! Que d'intrigues, que de chantages combinés par ces dangereuses créatures nous révèlent les audiences des tribunaux ou l'observation du monde qui nous entoure ! Et quel engin redoutable fournirait à ces dames et à leurs acolytes la déclaration légale d'une paternité plus ou moins réelle et la menace de cette déclaration. Dans la sphère de la pure philanthropie, c'est là sans doute un côté fort accessoire de la question ; mais sur le terrain prosaïque de la réalité, tel serait peut-être le principal résultat d'une large réforme dans notre législation sur la recherche de la paternité. C'est là un motif sérieux pour ne toucher à cette législation qu'avec une extrême prudence.

M. Foucher de Careil rappelle dans quelles circonstances et dans quelles conditions il a présenté, en effet, en collaboration avec MM. Schœlcher et Bérenger, au Sénat, une proposition de loi pour la suppression de l'art. 340 du Code civil ; mais les termes de cette proposition sont beaucoup moins absolus que ceux du texte du projet rédigé par M. d'Esterno.

Cet article est tel que la jurisprudence des tribunaux s'ingénie chaque jour à en corriger les inconvénients et les lacunes. Il admet la recherche de la paternité en cas de rapt, mais non en cas de viol ; il ne dit rien de la possession d'état, que la jurisprudence a été amenée à admettre.

Enfin, pour corriger ce que la loi a d'incomplet et d'injuste, les auteurs du projet dont parle M. Foucher de Careil proposent de permettre la recherche de la paternité seulement au nom de l'enfant, et non pas au nom de la mère ; l'instance serait poursuivie, dans ces cas, par un tuteur *ad hoc*, assisté d'un conseil de famille.

Quant au point de vue économique de la question, M. Foucher de Careil l'indique en rappelant que la mortalité des enfants naturels est plus que double de celle des enfants légitimes, et que le nombre des infanticides et surtout des avortements va sans cesse en augmentant.

Cependant, malgré toutes ces excellentes raisons, les auteurs de la proposition ne se dissimulent pas qu'ils rencontreront sans doute

au Sénat une opposition dont ils ne triompheront qu'à force de persévérance et d'arguments solides.

M. Foucher de Careil, dit M. Yves Guyot, vient de déblayer le terrain en divisant les recherches de la paternité en trois groupes, s'appliquant à trois cas : la possession d'état, le viol, la séduction. Il est clair que chacun doit être responsable de ses œuvres; mais, d'un autre côté, la paternité est un état si mystérieux qu'en réalité elle n'est qu'une affaire de foi. On est père parce qu'on le croit. Rien de plus.

La possession d'état amène cette situation. Par conséquent, nul inconvénient. Le second cas est beaucoup plus délicat. Quant au troisième, je vais l'aborder, dit M. Y. Guyot, en émettant une thèse qui semblera probablement très hardie; mais je ne la discute pas complètement; je ne me place ici qu'au point de vue économiste. Quel doit être votre but? Vous voulez que les bâtards aient autant de chances de vitalité que les autres enfants. Donnez donc à la mère la possibilité de les assurer, de prendre des garanties contre son séducteur, contre leur père. La vraie solution, pour moi, est la modification de l'article 1133 du Code civil, de manière que, sous prétexte « de bonnes mœurs » la loi n'annule plus les engagements contractés par l'homme envers la femme, et que celle-ci ait le droit de lui demander de sanctionner des protestations d'amour par des engagements formels.

On me dira, continue l'orateur, que je facilite les « mauvaises mœurs ». Cela dépend de ce qu'on entend par là. Mais il y a des faits contre lesquels les épithètes ne peuvent rien. D'après une statistique du Dr Bertillon publiée dans les *Annales de démographie*, plus de 10 0/0 des ménages à Paris n'ont pas reçu la consécration légale. Leur nombre ne cesse d'aller en augmentant, en dépit des sociétés religieuses ou laïques instituées pour la propagation du mariage. Eh bien! non seulement, il y a, par conséquent, à modifier la situation de l'enfant naturel au point de vue de l'héritage; non seulement il faut que l'enfant puisse — quand? — rechercher son père; mais il faut que, d'avance, la mère puisse prendre des garanties du côté du père. A la recherche de la paternité *après*, une modification de l'article 1133 substituera la reconnaissance, la constatation de la paternité *avant*. Elle sera donc une garantie pour la survivance de l'enfant et, au point de vue économique, c'est elle qui importe.

M. Cheysson se place également sur le terrain économique pour examiner la question. On a déjà parlé de la plus grande mortalité des enfants naturels. En 1879, elle a été, dans la première année de

la vie, de 30 0/0, tandis qu'elle n'a pas même atteint la moitié de ce taux pour les enfants légitimes. La bâtardise coûte donc à la France 10,000 vies humaines par an : tribut partout onéreux, mais surtout dans notre pays où la population reste si lamentablement stationnaire.

Ce n'est pas le seul côté par lequel l'illégitimité des naissances porte atteinte à nos forces sociales. Sur les 70,000 bâtards qui naissent tous les ans, un tiers est reconnu, les deux autres tiers ne le sont pas. C'est, en somme, dans la nation, environ 1,500,000 Français privés d'état civil, et d'appui sans famille, sans lien avec le passé, sans frein. C'est dans cette armée que l'émeute recrute ses soldats, la prostitution ses victimes. Un auteur américain a écrit la piquante histoire d'une dynastie de voleurs, et supputé qu'une seule famille avait en 75 ans coûté à l'État plus de 6 millions¹. Si l'on dressait de même le bilan des sacrifices que nous imposent nos 1,500,000 irréguliers, tant pour la police, les tribunaux et les prisons, que pour les hôpitaux et les hospices, on serait effrayé du total et l'on reconnaîtrait que ce n'est jamais impunément pour sa prospérité matérielle qu'un pays écarte comme importuns les problèmes de haute moralité publique.

Depuis cinquante ans, le nombre des infanticides a doublé, celui des avortements a triplé ; le jury admet presque toujours des circonstances atténuantes pour les prévenues d'infanticide et les acquitte une fois sur quatre. Cette progression, d'une part, cette indulgence, de l'autre, condamnent la législation actuelle, qui désarme la répression par l'impunité du séducteur².

Les tribunaux civils eux-mêmes se débattent contre l'article 340, et le tournent à la faveur de la responsabilité de droit commun (art. 1382), à la condition que la procédure soit dirigée assez habilement pour ne pas rattacher les dommages-intérêts à une filiation quelconque.

Un pareil état de choses commande impérieusement une réforme. M. d'Esterno la veut totale, et demande l'abrogation pure et simple de l'article 340. C'est plus que ne sera disposée à lui accorder l'opinion publique, très préoccupée du « chantage », dont au siècle dernier l'avocat-général Servan avait déjà signalé les dangers dans un discours célèbre. Il est donc prudent de s'en tenir au projet de loi très bien étudié et très sage de MM. Béranger et Foucher de

¹ *The Jukes. A study in crime, pauperism, disease and heredity*, by R. L. Decqdale. — New-York, Putnam's sons, 1877.

² Voir le remarquable Rapport sur la justice en France de 1826 à 1880. — Imp. nat., 1882.

Careil. Ce projet ne peut vraiment soulever d'objection que de la part de ceux qui ont le fétichisme du Code et traiteraient presque de sacrilège toute tentative de toucher à son texte sacro-saint.

Tout en se ralliant expressément à ce projet, M. Cheysson croit qu'on pourrait l'améliorer par l'introduction des dispositions suivantes :

Aujourd'hui, la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut avoir lieu que par *acte authentique*, lorsqu'elle n'a pas été faite dans l'acte de naissance. Les documents les plus péremptoires doivent être écartés par le juge, s'ils n'ont été dressés dans les formes sacramentelles et correctement paraphés par un officier ministériel. Les codes étrangers, notamment le Code sarde, ajoutent à cette forme de reconnaissance celle qui résulte de *lettres missives*, ou d'écrits privés, expressément émanés du prétendu père, et prouvant sa paternité. Ne serait-il pas de toute justice d'imiter cette disposition, qui étendrait le champ d'action du juge en lui laissant le soin d'apprécier la preuve, et qui lui permettrait de céder à l'évidence des faits quand elle est dûment établie à ses yeux ?

Il faudrait aussi introduire nettement dans la loi civile le principe des dommages-intérêts pour le fait de la séduction, même alors que les preuves de la filiation naturelle ne pourraient pas être invoquées. Si la paternité est « un acte de foi », comme l'a dit M. Yves Guyot, ou plutôt un mystère difficile à pénétrer en dehors de preuves formelles, il est plus facile d'établir le fait de relations immorales, d'agissements extérieurs, qui entraînent, avec ou sans procréation, le déshonneur d'une fille restée jusque-là pure. Qu'un enfant soit né de ces rapports, la fille séduite sera admise à prouver le tort matériel ou moral qu'elle a subi, et à obtenir une réparation pécuniaire qui devrait être proportionnée au préjudice causé et à la fortune du séducteur. Ce serait reprendre, en l'élargissant, la jurisprudence timidement inaugurée par de trop rares arrêts, et qui est en quelque sorte la protestation de la conscience du juge contre la rigueur de l'article 340, comme l'acquittement de l'infanticide est celle du jury.

A ces réformes du Code civil, il faut, d'après M. Cheysson, en ajouter une pareille dans le Code pénal.

Si l'honneur des filles riches est efficacement protégé par les mœurs, par l'éducation, par la surveillance de la famille, à combien de dangers, au contraire, n'est pas exposé l'honneur de la fille pauvre ? Elle sort seule, subit tous les contacts et, suivant le mot de M. Legouvé, elle est un gibier que tout le monde chasse, loin que les mœurs la protègent, comme aux États-Unis. N'en déplaise

à M. Olry de Labry, et au rapporteur du Code pénal en 1791 ¹, il n'y a aucune parité entre une jeune fille ignorante du mal, et un séducteur expérimenté et patenté, qui se fait gloire de ses conquêtes. Par une inexplicable inconséquence de nos codes, la fille qui ne peut, avant 21 ans, contracter mariage sans le consentement de ses parents ; qui, après cet âge, ne peut passer outre à leur résistance que moyennant des sommations respectueuses, cette fille, même mineure, cesse d'être protégée par le Code contre ses propres entraînements, dès qu'il s'agit de se livrer au séducteur et de s'engager dans des liens que condamnent également la morale et l'intérêt de la société.

Au lieu de jouer le rôle actif dans la séduction, la jeune fille succombe le plus souvent à la fascination exercée par l'amant, comme le gibier est la proie du chasseur. C'est bien autre chose encore si, à un attrait des sexes, vient se joindre l'autorité irrésistible de la situation. Il se passe là des faits véritablement odieux, qu'il suffit d'indiquer sans y insister. Quand le patron abuse de son ouvrière, le maître de sa servante, l'impunité légale qui couvre ces abominations révolte la conscience publique, et sème au cœur du peuple des haines qui couvent et qui éclatent un jour en furieuses représailles.

En fait, les classes dirigeantes souffrent peu de la loi actuelle, tandis qu'elles feraient les frais d'une réforme qui tarirait les facilités déplorables assurées aujourd'hui à leurs plaisirs, et leur infligerait la responsabilité de leurs méfaits et de leurs désordres. De là peut-être leur hostilité contre la modification à l'article 340. Mais les classes pauvres sentent cruellement les abus de ce régime, puisque ce sont leurs filles qui en sont l'enjeu.

Dans cette situation, il n'est plus possible que la loi pénale continue à se désintéresser de l'honneur des filles, surtout de celles qui sont mineures. Elle doit s'ouvrir à des dispositions répressives, empruntées, par exemple, au Code bavarois ², qui atteindraient

¹ « Lorsqu'il s'agit d'une fille de 16 ans, la séduction, que la nature n'a pas mise au nombre des crimes, ne peut y être placée par la société.... Quand les atteintes portées au cœur peuvent être réciproques, comment distinguer le trait qui l'a blessé ? Comment distinguer l'agresseur dans un combat où le vainqueur et le vaincu sont moins ennemis que complices ? » (*Rapport sur le projet de Code pénal* en 1791.)

² Les articles 375 et 376 du Code bavarois sont ainsi conçus : « Celui qui aura séduit une personne en lui promettant mariage et n'aura pas rempli cette promesse, sera puni de un à six mois de prison.... Celui qui, ayant séduit une femme par la promesse de mariage, aura refusé de tenir sa parole après que

les faits de séduction avec promesses de mariage fallacieuses, ou manœuvres déloyales, qui imposeraient au séducteur une responsabilité en cas d'infanticide, et aggraveraient la peine, quand la séduction serait l'œuvre d'une personne ayant autorité sur la fille séduite.

En résumé, M. Cheysson conclut à l'adoption du projet de loi tel qu'il est présenté au Sénat, sauf à le compléter par les dispositions civiles et pénales qu'il a indiquées, et qui contribueraient efficacement à corriger des abus aussi contraires à la salubrité morale du pays qu'à ses véritables intérêts économiques et sociaux.

M. Boucherot, sans être aussi absolu que M. O. de Labry, au sujet des véritables victimes de la séduction, conclut cependant à peu près comme lui.

Supprimer l'article 340, dit-il, ce serait ouvrir la porte aux abus les plus graves, simplement pour céder à un entraînement généreux.

M. F.-C. Dreyfus répond d'abord à M. O. de Labry, qui prétend que, dans les manufactures de l'État, par exemple, ce sont les ouvrières qui sont, d'enfance, dépravées, et aux poursuites desquelles les contre-maîtres ne peuvent échapper. Dans la réalité des faits, dit M. Dreyfus, et cela est prouvé par mille exemples recueillis dans les manufactures de tabacs, c'est le contre-maître qui abuse de sa situation pour séduire l'ouvrière et la mettre à mal.

Après avoir rappelé l'histoire de l'article 340 de notre Code civil, M. Dreyfus conclut en disant que l'État doit intervenir pour que le père, quel qu'il soit, prenne soin de son enfant.

M. E. Aglave se préoccupe surtout de l'intérêt de l'enfant, lié, du reste, à l'intérêt général de la société.

Il rappelle combien la loi française est ingrate pour les femmes, qu'elle ne protège pour ainsi dire nulle part.

Toutes les fois que la chose sera possible, la société doit retrouver le père et le forcer à remplir son devoir à l'égard de l'enfant à qui il a donné la vie. Et, pour cela, il faut autre chose que l'article 1382, qui sert aujourd'hui à la jurisprudence pour faire allouer une réparation à la femme, mais à la condition qu'on ait pu établir l'existence d'un dommage souffert.

En résumé, il faut permettre la recherche de la paternité dans

ladite personne sera devenue enceinte, sera passible de six mois à deux ans de prison, si la personne vient à être condamnée pour infanticide ou pour l'un des crimes prévus dans les articles 160 à 165.

bien des cas ; il faut aussi, par des réformes intelligentes, supprimer la plupart des nombreuses restrictions imposées par la loi en matière de mariage, restrictions qui ont pour effet de multiplier les unions « libres » et les enfants naturels.

M. Torrès Caicedo cherche à l'étranger, particulièrement dans les mœurs des États-Unis d'Amérique, des indications utiles pour les réformateurs de notre Code civil. Il rappelle la liberté dont jouit la jeune fille dans tous les pays de langue anglaise et à quelles extrémités s'expose le séducteur inconsidéré.

Ce qu'il signale surtout, d'une manière spéciale, c'est le respect profond de l'Américain du Nord pour la femme. Ce qui fait qu'en Amérique, en matière de « drames d'amour », comme on dit dans nos faits divers, sur mille cas, c'est à peine s'il se trouve un citoyen du Nord-Amérique ; les autres sont ou des Européens de différents pays, ou plutôt, en grande majorité, des hommes de race espagnole, nés en Amérique.

M. Ernest Brelay se borne à rappeler que **M. de Girardin**, à propos de la protection due à la femme et surtout à l'enfant, avait fait tenir debout, à sa façon, l'œuf de Christophe Colomb.

Il supprimait du coup la bâtardise en conférant à la femme le privilège, jusqu'ici réservé à l'homme, de donner son nom à la famille.

On est toujours certain d'être le fils de la femme qui vous a mis au monde ; quant au père, d'après le système de l'illustre polémiste défunt, on n'aurait pas à s'inquiéter de son nom, et il resterait à obtenir de lui, à la requête de la mère, les ressources nécessaires au soutien de l'enfant. Sans se prononcer sur le mérite de ce moyen passablement radical, **M. Brelay** constate qu'il joint à une grande simplicité l'avantage de venir à l'appui des opinions émises par divers orateurs, notamment **MM. Yves Guyot** et **Alglave**.

M. d'Esterno regrette que l'heure avancée ne lui permette pas une longue réplique aux objections élevées contre sa proposition. Quelques mots seulement.

Des efforts ont été tentés pour démontrer la supériorité de la femme sur l'homme. On a cité des cas nombreux où les maris ont joué un triste rôle ; mais ces exemples étaient tous tirés des romans à la mode ou de Molière, ou de diverses pièces de théâtre.

On a parlé de l'impossibilité de prouver les faits de paternité ; mais on la prouve bien en Angleterre et en Allemagne.

On a dit : dans ces pays, le mensonge est moins populaire qu'en France.

C'est parce qu'il est plus sévèrement réprimé.

Lorsqu'en France il y aura une pénalité, ce sera un fait de chantage et on y regardera à deux fois.

Enfin, un des principaux membres de la réunion a dit : « Il est inutile de modifier l'art. 340, parce que les tribunaux et même la Cour de cassation ne se font pas faute de lui donner des entorses. »

Mais la loi est-elle faite pour être corrigée par les magistrats ? Cette habitude (il faut en prendre note) est le meilleur argument que puisse produire l'orateur pour demander la modification de l'article 340.

M. d'Esterno se borne à ces quelques observations et laisse la parole à M. Fréd. Passy, président.

M. Frédéric Passy résume brièvement la discussion.

Comme il le fait justement remarquer, ce que semblent redouter, au fond, tous les adversaires de la suppression de l'article 340, c'est le chantage. Eh bien, il paraît facile de l'éviter, par exemple à l'aide de la combinaison proposée par MM. Foucher de Careil, Schœlcher et Béranger.

Mais, une fois ce danger écarté, il n'est que juste, moral et utile à la société tout entière que le père, bien et dûment connu et convaincu, subisse la responsabilité de ses actes et prenne à sa charge l'entretien des êtres auxquels il aura donné le jour, simplement par désœuvrement ou pour satisfaire des passions brutales.

En somme, la majorité des orateurs qui ont pris la parole, dit **M. Frédéric Passy**, paraît désirer la suppression de l'article en question, et il y a lieu d'espérer que, au Parlement, cette mesure de haute morale et de justice rencontrera aussi de nombreux partisans.

Le Rédacteur du Compte rendu : CHARLES LETORT.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Traité de finances, par JOSEPH GARNIER¹. 4^e éd.

Annuaire de l'Économie politique et de la Statistique, par MM. GUILLAUMIN, JOSEPH GARNIER, MAURICE BLOCK², 1882. Par M. MAURICE BLOCK et MM. T. LOUÀ, J. DE BOISJOSLIN, PAUL BOITEAU, ALPH. COURTOIS, JOSEPH LEFORT, VESSÉLOWSKY. 39^e année.

*Ministère du commerce. Annuaire statistique de la France*³. 5^e année. 1882.

¹ Paris, Guillaumin et C^e, 1882, in-8 de 86 p.

² Paris, Guillaumin et C^e, 1882, in-18 de 918 p.

³ Paris, Imp. nationale, 1882, in-4 de xxiii-612 p.

*Société de statistique de Paris. Le Conseil supérieur de statistique en France. Rapport fait au nom de la Commission spéciale, par E. CHEYSSON*¹.

(Extraits du *Bulletin de la Société*, nos de septembre et d'octobre.)

*Syndicat de Chiroubles pour la défense contre le phylloxera (Haut-Beaujolais). Deuxième rapport au Ministre de l'agriculture sur les résultats obtenus par l'emploi du sulfure de carbone. Campagne 1881-1882*². (Signé : E. CHEYSSON.)

*Economic tracts, n° IV. Usury laws. Their nature, expediency, and influence. Opinions of Jeremy Bentham and John Calvin with review of the existing situation and recent experience of the United States, by RICHARD H. DANA, DAVID, A. WELLS, and others*³.

*Conférence sur l'épargne, par F. LAURENT*⁴. Nouv. édit., précédée du rapport du jury qui a décerné, pour la première fois, le prix Guinard à la Conférence sur l'épargne.

*Economic tracts n° 1. What is a bank? What service does a bank perform? A lecture given before the Finance Club of Harvard University, march, 1880, by EDWARD ATKINSON*⁵.

*Economic tracts n° V, n° 1 of series of 1882. Political economy in one lesson. A lecture, by ALPHONSE COURTOIS, before the Philotechnic Association of Paris. Translated from the Journal des Économistes, by WORTHINGTON C. FORD*⁶.

*Petite leçon de morale aux élèves du collège de Beaune, par M. VICTOR DEHEURLE*⁷.

*Société anonyme des habitations ouvrières de Passy-Auteuil. Concours pour l'adoption du meilleur type d'habitations ouvrières. Rapport du jury*⁸.

LÉON CHOTTEAU. *Le traité franco-américain. Documents pour servir aux négociateurs*⁹.

*Le paupérisme et ses remèdes, par A. BARON*¹⁰. (Premier prix du concours Péreire.)

¹ Nancy, imp. de Berger-Levrault et C^e, 1882, in-4 de 45 p.

² Paris, imp. de Chaix, 1882, in-8 de 31 p.

³ New York, The Society for political education, 1881, in-8 de iv-68 p.

⁴ Bruxelles, imp. de Bruylant-Christophe et C^e, 1879, in-16 de xvi-40 p.

⁵ New York, The Society for political education, 1881, in-8 de 36 p.

⁶ New York, The Society for political education, 1882, in-8 de 20 p.

⁷ Beaune, imp. de H. Lambert fils, 1882, in-18 de 18 p.

⁸ Paris, imp. de Chaix, 1882, in-8 de 13 p.

⁹ Paris, Guillaumin et C^e, Garnier frères 1883, in-8 de viii-569 p.

¹⁰ Paris, Sandoz et Thuillier, 1882, in-8 de xii-326 p.

Hygiène sociale contre le paupérisme, par ADOLPHE COSTE ¹. Prix de 5000 fr. au Concours Péreire.

Ministère des travaux publics. Direction des cartes, plans et archives et de la statistique graphique. Album de statistique graphique de 1882 ².

Gouvernement général civil de l'Algérie. Statistique générale de l'Algérie. Années 1879 à 1881 ³.

Del meccanismo d'una banca popolare. Studi del Rag. ARRIGO VALENTINI, segretario della Direzione della Banca popolare di Milano ⁴.

Ministero di agricoltura, industria e commercio. Direzione della statistica generale. Censimento della popolazione del regno d'Italia (31 décembre 1881) ⁵.

Éléments d'économie politique, par EMILE DE LAVELEYE ⁶.

Administration générale de l'Assistance publique à Paris. Rapport à M. le préfet de la Seine sur le service des enfants moralement abandonnés, pendant la période du 1^{er} janvier 1881 au 1^{er} juillet 1882. (Signé CH. QUENTIN) ⁷.

Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Conférence sur le phylloxera, faite le 1^{er} avril 1882, par J.-A. BARRAL ⁸.

Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Rapport sur diverses communications relatives aux habitations ouvrières, fait par M. C. LAVOLLÉE, au nom du Comité du commerce ⁹.

La liberté des mesures contre les accidents industriels ¹⁰, par GEORGES SALOMON.

(Extraits des *Mémoires de la Société des ingénieurs civils*.)

Ministero di agricoltura industria e commercio. Direzione della statistica generale. Finanze ¹¹.

(Estratto dall' *Annuario statistico Italiano. Anno 1882*.)

Census revelations respecting the wages of labor and the profits of mine, furnace and mill owners in the iron and steel industries of the United States ¹².

(Publication du New York free trade Club.)

Tariff commission. Revenue and tariff taxation. Statement of M. WORTHINGTON. C. FORD, October 14, 1882 ¹³.

¹ Paris, Germer Baillièrre et C^e, 1882, in-8 de XI-532 p.

² Paris, Imp. nationale, 1882, in-4 de 23 cartes.

³ Paris, Imp. nationale, 1883, in-fol. de VIII-340 p.

⁴ Milano, tip. Sociale di E. Reggiani e C., 1882, in-4 de 278 p.

⁵ Roma, tip. Fratelli Centenari, 1882, in-4 de VIII-174 p.

⁶ Paris, Hachette et C^e, 1882, in-18 de IV-297 p.

⁷ Paris, imp. de Grandrémy et Henon, 1882, in-4 de XIX-39 p.

⁸ Paris, imp. de J. Tremblay, 1882, in-4 de 47 p.

⁹ Paris, imp. de J. Tremblay, in-4 de 16 p.

¹⁰ Paris, Guillaumin et C^e, 1882, in-8 de 38 p.

¹¹ Roma, tip. Eredi Botta, 1882, in-8 de 64 p.

¹² New York, the New-York free trade Club, 1882, in-12 de 24-VII p.

¹³ S. l. n. d., in-8 de 11 p.

*Allocution de M. LÉON SAY, président du Sénat, prononcée sur la tombe de Joseph Garnier*¹.

*Railway rates*². (Signé : EDWIN CHADWICK, July 7th 1882.)

(From « *The Farmer and the Chamber of Agriculture Journal*. »)

*République nouvelle. Nos rapports politiques*³, par J. RAGANEAU.

*Free trade essential to future national prosperity and development. A lecture by DAVID A. WELLS, february 8th 1882, before the Young Men's democratic Club, and the Brooklyn Revenue Reform Club, of Brooklyn*⁴.

*Nella discussione del trattato di commercio colla Francia. Discorsi del deputato PERUZZI, pronunziati alla Camera dei deputati nelle tornate delli 5, 7 et 9 maggio 1882*⁵.

Quatrième congrès international d'hygiène et de démographie. Genève, du 4 au 9 septembre 1882. Extrait Des dépenses qui résultent d'une excessive mortalité, par M. le D^r EDWIN CHADWICK⁶.

Dear food, by WORTHINGTON C. FORD⁷.

(From « *The international Review*. » January, 1882.) *The american free trader*⁸, vol. I, N. I. october 1882,

Société nationale française. Bulletin de la Société industrielle et commerciale. Les Sociétés Coopératives de l'Angleterre, par M. A. BARODET. *De l'enseignement commercial en France*⁹.

ERRATUM.

Dans le numéro du *Journal des Economistes* du 15 novembre dernier, au compte rendu de la Société d'économie politique, réunion du 6 novembre, page 277, ligne 11 et suivantes, lisez :

« *Ætas parentum, pejor avis, tulit*
« *Nos nequiores, mox daturos*
« *Progeniem vitiosiore.*

« La race des économistes se comportait autrement. Au commencement du siècle, vivait l'illustre fondateur de la nouvelle économie française. Ses descendants sont parmi nous. Sont-ils dégénérés?
« Non.

« *Tydides melior patre.* »

Ces trois derniers mots avaient été omis dans le compte rendu de novembre 1882.

¹ *Turin*, école de commerce dirigée par J.-J. Garnier, 1882, in-8 de 7 p.

² *S. l. n. d.*, in-fol. plano.

³ *Bordeaux*, imp. de Bellier, décembre 1882, in-8 de 49 p.

⁴ *New York*, Wm. C. Martin's steam printing house, 1882, in-8 de 51 p.

⁵ *Roma*, typ. Eredi Botta, 1882, in-8 de 98 p.

⁶ *Genève*, imp. de Schuchardt, s. d., in-8 de 8 p.

⁷ *New York*, The Bradstreet Press, 1882, in-8 de 75 p.

⁸ *New York*, in-fol.

⁹ *Londres*, 20, Bedford street, Covent-Garden, 1882, in-8.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

RÉUNION DU 25 OCTOBRE 1882.

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

COMMUNICATIONS : La question de la création d'un Conseil supérieur de statistique. — Le certificat d'études primaires. — L'Ecole polytechnique et les boursiers. — Un cours d'économie politique appliquée.

La séance est ouverte à 8 heures et demie, sous la présidence de M. Wilson, député.

M. le Président présente à la Société les excuses de M. Robyns, à qui son état de santé ne permet pas encore d'assister à la séance. M. Jude a bien voulu se charger de le suppléer. M. le Président rappelle ensuite que le dîner annuel, qui devait avoir lieu le 25 octobre, est reporté au 22 novembre, à six heures du soir. Une circulaire spéciale sera envoyée à ce sujet aux membres de la Société.

Sont nommés membres titulaires les candidats ci-après dénommés :

Présentés par M. Wilson : MM. Denfert-Rochereau, sous-directeur du Comptoir d'escompte; Fernand Laffont, publiciste; Camille Sée, conseiller d'État; Villevert, ingénieur civil; Warin, capitaine de dragons, aide-de-camp du général Faidherbe.

Présentés par M. Cheysson : MM. Boyer, directeur au ministère des travaux publics; Lemer cier (Abel), conservateur des hypothèques.

Présenté par MM. Wilson et Cheysson : M. Systermans, chef de division au ministère des travaux publics.

Présenté par MM. Cheysson et Loua : M. Ameline de la Briselaine, avocat, ancien auditeur au Conseil d'État.

M. Ferdinand de Lesseps remercie la Société pour sa nomination au titre de membre associé.

M. Cheysson rend compte à la Société de la visite qu'il a faite, avec M. Wilson, au Président du conseil des ministres, pour l'entretenir de la nécessité de la création d'un Conseil supérieur de statistique. Les délégués de la Société ont entretenu M. Duclerc de l'organisation de la statistique dans notre pays comparée avec celle des pays étrangers, et des tentatives faites en France pour la centralisation de la statistique. Ils lui ont ensuite remis le rapport de la commission revêtu de l'approbation de la Société. M. le Président du Conseil a reçu avec bienveillance cette communication et promis de l'étudier.

Les ouvrages ci-après sont déposés sur le bureau :

Journal de la Société de statistique de Londres (3^e trimestre 1882).

Rapport à M. le Préfet de la Seine sur le service des enfants moralement abandonnés.

La Prostitution en France, par M. le Dr Després.

A l'occasion de la présentation de cet ouvrage, M. Loua lit un mémoire dans lequel il résume les statistiques qui y sont contenues, en faisant ses réserves sur les conclusions que l'auteur a cru pouvoir en tirer.

M. Després demande que la discussion sur ce sujet soit renvoyée après l'impression de ce travail.

M. le Président communique à la Société une dépêche de M. Chervin qui demande de fixer à la prochaine séance la discussion du rapport de M. Cheysson sur la création d'un Conseil supérieur de statistique. M. Wilson fait remarquer, à cet égard, que la Société ayant déjà approuvé ce rapport, il n'y a pas lieu de revenir sur une discussion terminée et qui a donné lieu aux démarches dont on a parlé plus haut ; il croit toutefois devoir demander l'avis de la Société.

A l'unanimité, l'Assemblée se range à l'avis de M. le Président, et passe à l'ordre du jour.

La parole est donnée à M. le Dr Bourdin pour une communication sur le certificat d'études primaires. Cette communication est indépendante de celle que devait faire M. Letort sur le même sujet, et qui, en l'absence de l'auteur, est remise à une prochaine séance.

M. Bourdin fait l'historique de la question, et indique en peu de mots les démarches personnelles qu'il a faites, en 1865, auprès de M. Duruy, alors ministre de l'instruction publique, pour étendre à la France entière une institution adoptée avec avantage par quelques rares départements.

Après quelques considérations sur les effets qu'on doit attendre du certificat au point de vue du perfectionnement de l'instruction primaire, il met sous les yeux de l'assemblée une carte qui indique, par départements, le nombre des certificats d'études primaires rapporté au nombre des enfants inscrits dans les écoles, et, tout en reconnaissant que l'ordre des départements dépend de causes très diverses, il fait remarquer que cet ordre paraît dépendre surtout d'une question de race.

M. Delboy, conseiller général de la Gironde, conteste le point de vue ethnologique, mais il lui semble qu'il ressort de la carte de M. Bourdin que l'instruction se répand principalement dans les vallées et suit en cela la marche de la civilisation.

M. Emile Levasseur, tout en apprenant avec plaisir que M. Bourdin n'a pas été étranger à la propagation du certificat d'études dont la mise en pratique est due à M. Duruy, déclare que l'usage n'a commencé à en être fréquent que depuis 1872, grâce à l'exemple donné par la préfec-

ture de la Seine. Voici quels ont été les progrès successifs, 7,000 certificats en 1872, 10,000 en 1873, 15,000 en 1874, 22,000 en 1875, 26,000 en 1876, 36,000 en 1877, 40,000 en 1878, 57,000 en 1879 et enfin 68,637 en 1880. Aujourd'hui il n'y a pas de département, et il croit pouvoir le dire, pas d'arrondissement qui ne distribue des certificats. Toutefois le nombre des candidats n'étant pas encore en rapport avec celui des écoles, il lui paraît prématuré de prendre la statistique des certificats comme indice du degré d'instruction des divers départements. Il faut attendre que l'institution ait porté tous ses fruits.

M. *Delboy* pense que les certificats donnent moins l'idée de la force des écoles que celle des instituteurs, ces derniers n'envoyant au concours que les élèves qui leur paraissent les mieux doués. C'est pour éviter ce inconvénient qu'on a proposé d'établir des prix en faveur des instituteurs qui présenteraient le plus grand nombre d'élèves comparative-ment à l'effectif des écoles.

M. *Lallemand*, chef de bureau des Enfants assistés, dit qu'à Paris on doit, en ce qui concerne ces enfants, prendre des mesures analogues en faveur de l'instituteur et du nourricier, dont l'enfant aura obtenu le certificat d'aptitude.

M. *Bourdin* remercie les préopinants de leurs observations, et il en fera son profit. Il ajoute que pour donner au certificat d'études toute son efficacité, il est indispensable de restreindre au lieu de développer outre mesure les programmes de l'instruction primaire. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'agit ici d'enfants et qu'il est contraire aux plus simples principes de la physiologie de surmener leurs forces et leur cerveau.

M. *Cheysson* donne lecture d'un travail sur l'École polytechnique et les boursiers. Il commence par l'exposé historique de la question des bourses, qui apparaissent en 1816, et sont restées limitées jusqu'en 1848 à un maximum de 24 (auquel venaient s'ajouter les bourses payées par les élèves sur leur propre caisse au profit de camarades dont ils ignoraient les noms).

Après une courte période de gratuité générale de 1848 à 1850, les bourses sont délivrées depuis 1150 en tel nombre qu'il est nécessaire pour répondre aux nécessités annuelles. En fait, aujourd'hui, aucun jeune homme n'est écarté de l'école pour défaut de ressources. Tout élève qui justifie en avoir besoin, obtient une bourse, et même un trousseau complet.

M. *Cheysson* a dressé la statistique des bourses depuis 1850 jusqu'en 1881. Il en résulte que le rapport des boursiers au nombre des élèves, qui était en 1851 de 29 0/0, s'est élevé à 51 0/0 en 1880. On peut dire qu'aujourd'hui la moitié des élèves présents à l'École y jouit d'une bourse.

Grâce à cette extension des bourses, l'École polytechnique est devenue accessible aux jeunes gens de mérite issus des plus humbles familles. Ainsi s'est accentué de plus en plus le caractère nettement démocratique de cette belle institution, qui est une des gloires et des forces du pays.

M. Cheysson annonce ensuite à la Société qu'il va professer à l'École des sciences politiques, rue Saint-Guillaume, 27, un cours d'*Économie politique appliquée*, tous les lundis, à 10 heures du matin, à partir du 28 novembre. Il se propose d'y faire fréquemment appel à la statistique, qui, dans sa pensée, doit servir de support aux études économiques et sociales.

M. le Président fixe ainsi qu'il suit l'ordre du jour de la prochaine séance :

Présentation des candidats aux diverses fonctions de la Société pour l'année 1883.

Le rendement probable des lignes de chemins de fer projetées, par M. Cheysson.

L'instruction primaire à Paris et le certificat d'études, par M. Ch. Lort.

La séance est levée à onze heures.

REUNION DU 22 NOVEMBRE 1882.

NÉCROLOGIE : M. Motheré.

COMMUNICATIONS : Album statistique du ministère des travaux publics. — Les cartes démographiques de M. Durand-Claye. — La statistique de la fièvre typhoïde et la population de Paris. — L'Annuaire statistique de la France pour 1883.

DISCUSSION : Les certificats d'étude primaire et leur intérêt au point de vue de l'enseignement dans les villes et dans les campagnes.

La réunion était présidée par M. D. Wilson, député, président.

Il ouvre la séance en exprimant, au nom de tous ses collègues, les vifs regrets qu'inspire à la Société la perte d'un de ses membres les plus assidus, les plus instruits et les plus sympathiques, M. Motheré, décédé il y a quelques jours.

Ancien chef du Bureau de la Statistique à la préfecture de la Seine, M. Motheré appartenait depuis bien des années à la Société et avait beaucoup contribué par ses efforts à lui faire allouer la subvention annuelle qu'elle reçoit encore de la part du Conseil municipal de Paris.

M. Lunier demande la parole pour une motion d'ordre. Il dit que c'est sur sa demande que la Société a adopté pour le jour des séances le quatrième mercredi de chaque mois, mais il se trouve que le même jour et

la même heure ont été choisis, par la Société de médecine pratique et d'hygiène, à laquelle lui et plusieurs de ses collègues de la Société de statistique ne peuvent se dispenser d'assister. En conséquence il demande s'il ne serait pas possible de porter le jour des réunions au troisième mercredi de chaque mois au lieu du quatrième.

Sur la proposition du président, l'assemblée décide que rien ne sera changé à la date de la réunion de décembre, il adopte le troisième mercredi pour les réunions de 1883.

M. *Cheysson* a la parole pour présenter la 4^e édition de l'album de statistique graphique publié par le ministère des travaux publics. Il se réserve d'en entretenir avec quelques détails la Société un soir où l'ordre du jour ne sera pas chargé.

Le même membre présente ensuite deux cartes dressées par M. Alfred Durand-Claye, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, et consacrées : l'une à l'accroissement de la population dans le département de la Seine de 1876 à 1881 ; l'autre, à la mortalité typhoïdique à Paris en septembre et octobre 1882.

Ces cartes ont été établies d'après le procédé des courbes de niveau démographiques, imaginé par M. Léon Lalanne en 1845, et retrouvé par M. Vaultier en 1878.

M. Cheysson explique les constructions de ces cartes, les enseignements qui en découlent, et il insiste sur les services que peut rendre ce mode de représentation appliqué aux faits économiques et démographiques. Il serait grandement à désirer que les études entreprises par M. Durand-Claye pour Paris et la Seine fussent étendues à tout le territoire.

M. *T. Loua* fait ensuite connaître le nouvel *Annuaire de la France*, daté de 1882, publié par le Ministère du Commerce, et contenant des renseignements généraux sur les administrations publiques, l'état civil, la justice civile, commerciale et criminelle, les postes et télégraphes, les élections, le commerce, la navigation, les institutions de prévoyance, etc., depuis 1801 jusqu'à 1879. C'est la cinquième année d'existence de cette publication ; il y a été introduit de grandes améliorations ; ainsi, 1880 et même 1881 figurent déjà partiellement dans ce gros recueil, et le ministre du commerce voulant que tout le monde puisse en faire l'acquisition, l'a fait vendre au prix de 3 francs à l'Imprimerie nationale.

MM. *Cheysson* et *Levasseur* joignent leurs éloges à ceux, nécessairement fort discrets, décernés par M. Loua à cette utile publication. M. Levasseur fait en même temps l'éloge d'un travail important de M. Bodio, directeur de la statistique italienne, sur le mouvement comparé des populations européennes et même de quelques états américains.

M. Cheysson voudrait que l'*Annuaire* fût orné de tableaux graphiques, et tout le monde est de son avis, mais il paraît qu'il ne manque que des fonds pour satisfaire ce légitime désir.

M. Chervin annonce la prochaine publication d'un *Annuaire de statistique internationale* depuis longtemps réclamé, il est en cours d'exécution et rendra de réels services aux travailleurs.

L'ordre du jour appelle la question du *Certificat d'études primaires*. C'est la suite d'une controverse entamée le mois précédent par M. le Dr Bourdin, qui avait donné au sujet une très haute portée, en y introduisant les questions de races, l'ethnographie, la climatologie, etc.

M. C. Letort s'attache à justifier l'utilité du certificat d'étude. En sa qualité de délégué cantonal du IX^e arrondissement de Paris, il en a étudié de très près les effets, et les résultats pratiques.

Son opinion est que ce certificat agit comme un excellent stimulant sur les enfants ; et cependant ce titre, ce diplôme n'ouvre aucune carrière, ne confère aucun privilège, ne constitue aucun engagement de l'Etat ni de la ville envers les titulaires. En passant, M. Ch. Letort ajoute que, d'après ses observations, les élèves congréganistes semblent avoir moins de ressort que les laïques ; on dirait que leurs esprits sont comme coulés dans le même moule.

M. le Dr Bourdin, tout en différant d'opinion, sur plusieurs points, avec M. Ch. Letort, conclut en approuvant les observations présentées par le précédent orateur. Néanmoins, l'honorable Dr Bourdin maintient que, à Paris, où il a suivi de très près le mouvement scolaire depuis longues années, et comparé les écoles laïques aux établissements congréganistes, dans ces dernières, pendant vingt-neuf années consécutives, la supériorité sur leurs rivales était de 60 contre 40.

M. Delboy reprend plus spécialement le côté statistique de la question, pour citer quelques chiffres intéressants. M. Ch. Letort avait dit que les récentes instructions ministérielles avaient fort ennuyé les instituteurs des deux sexes, qui trouvaient qu'on venait non seulement bouleverser les habitudes et les traditions, mais gêner considérablement leur enseignement, et qu'il y avait une sourde résistance, muette encore et semblable à un complot tacite et spontané contre l'exécution de certaines prescriptions. Ces choses, selon l'orateur, devaient restreindre plus ou moins les demandes de certificats d'études.

M. Delboy fait remarquer que le nombre de ces certificats, malgré certains progrès obtenus dans ces dernières années, ne s'élève pas au delà de 40 à 50,000 par an sur 4,500,000 élèves, résultats bien insuffisants, puisque 900,000 élèves sortent annuellement des écoles primaires.

M. Delboy voudrait que pour réaliser de plus rapides progrès, on

instituât des concours entre les instituteurs et qu'on récompensât ceux qui présenteraient le plus d'élèves pour l'obtention du certificat.

M. Levasseur fait remarquer que l'institution du certificat d'études est, en somme, toute récente, et que, certainement, on peut constater depuis cinq ou six ans, un progrès constant.

A l'occasion des sujets de composition dont a parlé M. Letort, M. Cheysson cite celui que l'éminent directeur de l'enseignement primaire, M. Gréard eut l'heureuse idée de donner aux élèves des écoles de Paris, en 1877, et dont il a rendu compte dans son *Rapport à l'Exposition* de 1878.

Sans être prévenus d'avance, les élèves, garçons et filles, eurent, certain jour, à indiquer et à motiver leurs préférences pour une carrière. M. Gréard a pris la peine de dépouiller lui-même les réponses au nombre de plus de 3,000, et il les a classées par catégories de professions.

Or, il s'est trouvé que ces vocations ont précisément reproduit la distribution industrielle de la population parisienne. On rentre ici dans la statistique que la très intéressante discussion sur le rôle et le mécanisme des certificats d'étude avait un peu fait perdre de vue.

Pour les garçons, les résultats ont été les suivants :

Vocations pour les professions libérales.	67
— le commerce.	23
— les places d'employés.	14
— les professions manuelles.	54
— divers.	3

Pour les filles, les chiffres sont analogues.

Il est curieux de voir que les réponses reflètent le milieu social, et témoignent dans ces jeunes cervelles d'une certaine modération. Ces enfants ont tous senti la nécessité du travail et n'ont guère porté leurs rêves au delà du métier de leurs parents ou de leurs voisins.

Si la même enquête eût été faite chez les lycéens, les réponses auraient-elles témoigné d'une égale réserve dans les ambitions ?

En terminant, M. Cheysson fait remarquer que cet exemple prouve bien que les compositions scolaires trahiraient moins cette pauvreté d'idées et uniformité de facture dénoncées par M. Letort, si elles dépassaient moins la portée des élèves, et rentraient mieux dans le cadre des questions où peuvent s'exercer leur originalité et leur spontanéité naturelles.

Dans la prochaine séance auront lieu les élections pour le renouvellement annuel du Bureau.

COMPTES RENDUS

HISTOIRE DU PROLÉTARIAT ANCIEN ET MODERNE, par M. VILLARD
(1 vol. in-8 ; Paris, Guillaumin et C^e, 1882).

Le volume dont on voit ci-dessus le titre complète la série des études d'économie politique que M. Villard avait entreprises et dont les deux premières parties ont paru sous le pseudonyme de Tourmagne.

Nous avons parlé de ces deux volumes dans ces colonnes mêmes, et nous disions, pour les caractériser d'une façon générale, qu'ils se recommandaient par une érudition consciencieuse, un style grave, un esprit libéral également incapable de s'attarder aux vains regrets d'un passé qui ne saurait renaître, comme de verser dans les doctrines de quelques-uns de nos novateurs contemporains. M. Villard prend son sujet à son origine même et déroule, dans une série de vingt chapitres, les vicissitudes du prolétariat ainsi que la condition des prolétaires, depuis les époques historiques les plus reculées jusqu'aux temps actuels, en passant par l'Empire romain, le moyen âge, les temps modernes et la Révolution française. Avec le xii^e siècle et les croisades commence l'affranchissement des serfs : transformé en vilain et en roturier, le serf devient censitaire ou fermier ; il achète des terres, et l'artisan devient membre d'un corps de métier. Les conquêtes de la liberté ne cessent de s'agrandir et de s'affermir pendant les siècles suivants, et se voient définitivement sanctionnées à la fin du xviii^e siècle. La Constituante de 89 abolit le système des maîtrises, des corporations et des jurandes, et elle proclama la liberté complète du travail. « Libre de son temps et de sa personne, dit M. Villard, que nous aimons à citer textuellement, l'ouvrier pourra désormais en disposer à sa guise. Libre de son travail, il en discutera le prix. Avec l'intelligence et l'épargne, il aura bien vite acquis la propriété de la terre et celle de l'outil, c'est-à-dire le bien-être et l'aisance. » Enfin, dans le premier quart de ce siècle, l'application générale de la vapeur à l'industrie, en diminuant l'effort de l'homme et en augmentant, dans des proportions énormes, sa capacité de produire, vint élever le niveau du bien-être et la condition du travailleur.

M. Villard se montre justement sévère vis-à-vis de ces utopies niaises ou malfaisantes qui composent ce qu'on appelle le socialisme théorique, et qui avaient couvé pendant les dernières années du règne de Louis-Philippe, plus ou moins entourées alors d'une certaine faveur

au sein des classes dites conservatrices, et qui firent explosion au lendemain de 1848, au grand effroi de ces mêmes classes. Il ne s'agissait de rien moins, pour les chefs de ces écoles, que de remanier la société de fond en comble, et d'aboutir par des procédés forcément violents à une nouvelle répartition — capital et machines — de l'outillage industriel, aussi bien qu'à une nouvelle appropriation de la propriété. Aujourd'hui encore c'est, au fond, le programme des sectes socialistes qui ont survécu au naufrage de leurs idées au 2 décembre 1851. Elles essayent de renaître aujourd'hui, grâce au régime de liberté sous lequel nous vivons heureusement à cette heure, sous les noms de mutuellistes ou collectivistes.

La lutte subsiste donc encore entre le socialisme et l'économie politique. L'un, comme le dit M. Villard dans un des meilleurs chapitres de son livre, qui en compte tant d'instructifs et d'intéressants, veut mettre de commun les choses et les hommes ; car la distinction que faisait jadis Carpocrate — *omnia communia, non omnes autem communes* — est illusoire, comme Aristote le prouvait déjà il y a plus de vingt siècles.

Voici, à ce sujet, les propres paroles de notre auteur : « Le socialisme veut mettre en commun les hommes et les choses. Il méconnaît ainsi la *liberté* et la propriété individuelle, fruit du travail et de l'épargne. En proscrivant la concurrence, c'est-à-dire la loi de l'offre et de la demande, il viole la liberté du travail. L'égalité des salaires et le travail en commun qu'il préconise ne peuvent être acceptés que par les faibles, et repoussés par les forts et les vaillants. L'économie politique enseigne, au contraire, qu'il faut laisser l'humanité se développer *en toute liberté*, selon ses instincts et suivant les lois naturelles. Elle proclame ensuite, avec la Révolution de 1789, comme principe de justice, *l'égalité civile*, c'est-à-dire l'égalité des droits et des devoirs, mais non pas l'égalité des conditions, car les forts et les robustes l'emporteront toujours sur les chétifs et les pauvres d'esprit, — un sol fécond produira plus qu'un sol stérile. La prodigalité ou l'épargne, le bonheur et le malheur, les accidents et les infirmités dérangeront toujours *l'égalité des conditions*. »

AD. F. DE FONTPERTUIS.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : L'article de M. Léon Say sur *la politique financière de la France*.

— La discussion du budget à la Chambre des députés. — Discours de M. Frédéric Passy sur l'augmentation de l'impôt sur les valeurs mobilières. — M. Léon Roquet et les courses plates, au galop et au trot. — Avons-nous besoin d'un ministère des colonies? — Les exploits de la colonisation officielle en Algérie. — L'expropriation des terres des indigènes. — Les délégués des *Trades Unions* et le tunnel de la Manche. Discours de M. Léon Say. — Comment on diminue les charges des contribuables en Allemagne. La réduction de l'impôt des classes et l'augmentation des impôts indirects. — La prohibition de la langue française dans la délégation d'Alsace-Lorraine. — Les finances de l'Autriche-Hongrie. — Ouverture des Chambres italiennes. — Les effets du militarisme et du socialisme d'État en Italie. — L'augmentation des impôts en Grèce. — La construction des forteresses et des navires de guerre en Russie. — La suppression du transit transcaucasien. — L'établissement d'un lien organique entre le théâtre national et la presse. — Le message du président des États-Unis. La situation financière et la diminution du tarif des douanes. — Réclamation de M. de Comberousse. — M. Louis Blanc. — M. Jules Kindt.

Le remarquable article de M. Léon Say sur *la politique financière de la France*, que nous avons publié dans notre dernier numéro, a eu un retentissement énorme, et, ce qui vaut mieux encore, il a exercé déjà une influence salutaire. Cette influence a été sensible dans la discussion du budget. La Chambre s'est montrée moins disposée à accueillir les propositions ou les amendements ayant pour objet l'augmentation des crédits, et d'un autre côté, la désastreuse utopie du rachat des chemins de fer paraît décidément écartée. C'est un succès dont le petit-fils de J.-B. Say peut, à bon droit, être fier.

*
* *

La Chambre a procédé successivement et rapidement à la discussion des divers budgets. Nous regrettons de ne pouvoir, faute d'espace, donner un résumé de cette discussion. Nous nous bornerons à signaler un excellent discours de M. Ballue sur la colonisation officielle en Algérie, une bonne étude de M. Henry Maret sur le budget des postes et télégraphes, et un aperçu de ce que coûte le monopole des impressions administratives de l'Imprimerie nationale, par M. Arthur Legrand. Un amendement de M. Marion, ayant pour objet de porter de 3 0/0 à 5 0/0 l'impôt sur le revenu

des valeurs mobilières, a été rejeté par 325 voix contre 129, après une intéressante discussion à laquelle ont pris part MM. de Douville-Maillefeu, Jametel, Maurice Rouvier, Allain Targé, Frédéric Passy et M. le ministre des finances. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce débat. Bornons-nous, en attendant, à citer la remarquable péroration du discours de M. Frédéric Passy, répondant à un argument spécieux des partisans de l'amendement, à savoir que l'augmentation du droit sur les valeurs mobilières servirait à dégrever l'agriculture.

M. Frédéric Passy. Autant que qui que ce soit, je suis partisan des dégrèvements ; je crois même que le talent suprême d'un ministre des finances est de savoir dégrever, mais de dégrever à propos et d'une façon fructueuse. Mais je ne connais qu'une sorte de dégrèvements qui réponde à cet idéal et qui soit véritablement efficace : ce sont les dégrèvements qu'on opère avec des excédents réalisés ou en vue d'excédents certains. (Très bien ! très bien ! à droite. — Interruption à gauche.)

Plusieurs membres. Voilà la vérité !

M. Frédéric Passy. Dégrever, ou, pour appeler la chose par son nom, afficher la prétention qu'on ne réalisera peut-être pas, — je crois pouvoir dire qu'on ne réalisera certainement pas, — de dégrever avec des aggravations d'impôts, qui, elles, seront certaines et définitives ; découvrir saint Pierre, comme on dit vulgairement, pour couvrir saint Paul, déplacer les charges publiques en les faisant passer arbitrairement des épaules des uns sur les épaules des autres ; cela, messieurs, c'est jouer un jeu dangereux, profondément dangereux ; et il se pourrait bien qu'après avoir aggravé et beaucoup aggravé, on n'eût rien dégrevé du tout. Si bien qu'au lieu de la popularité que vous espérez, vous ne recueilleriez, en fin de compte, de l'opération à laquelle vous songez à soumettre vos finances, qu'une impopularité qui pèserait lourdement sur vous-mêmes, comme elle pèserait lourdement sur le gouvernement de la République et sur la propriété nationale. (Applaudissements sur divers bancs.)

*
* *

Dans la séance du 22 novembre, un nouveau venu, M. Roquet, a demandé la suppression de la subvention de 610,000 fr. destinée à l'encouragement des courses plates, au galop et au trot, steeple-chases, etc. Voici comment M. Roquet a motivé cet amendement subversif.

M. Roquet. Messieurs, je ne viens pas fulminer contre les courses ; je mettrais contre moi un trop grand nombre de personnes. Mais c'est précisément parce que le nombre de ceux qui s'intéressent aux courses

est considérable et qu'il comprend toute une catégorie de gens aisés, que je viens demander que l'Etat ne subventionne pas les plaisirs d'une catégorie de personnes qui a les moyens de se les offrir.

Évidemment, il n'est pas d'usage d'accorder des remèdes aux gens qui se portent bien ; il ne devrait pas être d'usage non plus d'accorder des subventions aux institutions qui sont en pleine prospérité.

Les courses, que je qualifie d'institutions, ont, à l'heure qu'il est, un succès aussi grand que leurs amateurs peuvent le désirer. Le nombre des Français de tout sexe qui s'y intéressent, l'importance même qu'on leur donne dans les journaux, prouvent suffisamment qu'elles ne sont pas de ces institutions débiles que l'État se croit en devoir de protéger. Je ne me prononce d'une façon quelconque ni sur l'élevage des pur sang ni sur l'influence qu'il peut exercer sur l'amélioration de la race chevaline, ni d'une façon quelconque sur le plus ou moins de moralité qui s'attache aux courses, mais c'est parce que le nombre des personnes qui s'intéressent aux courses est considérable, qu'elles sont pour la plupart fort riches, qu'elles sont en mesure de donner des subventions, de payer leurs plaisirs, que je demande que l'État ne leur en accorde pas. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Et voyez comme cela se trouve admirablement. Vous avez besoin d'une certaine somme pour équilibrer votre budget, c'est cette somme, et même un excédent que je vous apporte. Il n'est pas douteux que si vous mettiez en balance un certain nombre d'intérêts qu'il faut pourvoir et ceux que vise mon amendement, il n'est pas douteux un seul instant que la subvention en faveur des courses ne vous apparaisse comme une des moins utiles. (Très bien ! Très bien ! sur divers bancs.)

Malgré ces Très bien ! Très bien !, l'amendement a été rejeté par une majorité de 304 voix contre 142. Cela apprendra au jeune et naïf député à vouloir se mettre en travers des courses plates, au galop et au trot qui font aller d'un si bon train l'argent des contribuables.

*
* *

Un décret en date du 30 novembre a institué « une commission chargée d'examiner l'opportunité de la création d'un Ministère des colonies ». On sait que jusqu'à présent les colonies ont été une dépendance du ministère de la marine. Cet état de choses avait ses inconvénients, mais la nouvelle création n'en aura-t-elle pas davantage ? Il faudra naturellement doter ce dernier-né, de manière à lui permettre de faire bonne figure à côté de ses aînés ; il faudra ensuite augmenter l'importance de son rôle afin de justifier la dépense supplémentaire qu'il aura causée, — dans un

moment où tout le monde est d'accord sur la nécessité de diminuer les dépenses publiques. Nous savons bien qu'on est aujourd'hui en proie à un véritable délire de colonisation. Il paraît que le Français est né colonisateur, et que, s'il se contente malheureusement presque toujours de faire de la colonisation en chambre, c'est la faute du gouvernement. Que le gouvernement mette à leur disposition des colonies suffisamment riches et confortables, et tous les Français s'empresseront de coloniser. On vient en conséquence de conquérir ou à peu près la Tunisie, sans lésiner, bien entendu, sur les frais ; il s'agit maintenant d'annexer le Congo, Madagascar et le Tonquin. Cela pourra bien souffrir quelques difficultés ; — l'annexion du Tonquin menace de nous attirer une guerre avec la Chine ; celle de Madagascar ne s'accomplira pas sans quelque résistance de la part des belliqueux Hovas, maîtres du pays, et qui sait si l'alliance du roi Makoko suffira pour nous assurer la possession paisible du Congo ? Ce sont des difficultés dont nous viendrons à bout sans aucun doute, mais en attendant il faudra dépenser beaucoup d'argent, et, malgré notre aptitude innée pour la colonisation, rentrerons-nous jamais dans nos frais ? Autrefois, on s'y prenait autrement. Les gouvernements laissaient aux particuliers le soin de fonder des colonies, en se contentant le plus souvent de leur en donner la permission, parfois aussi en y joignant une charte qui les autorisait à lever des troupes et à recruter des colons à leurs frais. C'est ainsi qu'ont été fondées la plupart des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, et qu'une simple compagnie de marchands a donné l'Inde à l'Angleterre. Une autre compagnie lui a acquis plus tard la Nouvelle Zélande et une troisième est en train de lui acquies la superbe île de Bornéo, toujours sans que les contribuables anglais aient eu besoin de dénouer les cordons de leur bourse. Mais c'était l'ancien système, et nous avons renoncé à cette routine ! N'avons-nous pas l'État sous la main, l'État omnibus, l'État pour tout faire ? Nous allons donc charger l'État de nous procurer un bon choix de colonies, en Afrique et en Asie, sur les continents et dans les îles, à l'orient et à l'occident, au nord et au midi, afin qu'il y en ait pour tous les tempéraments et pour tous les goûts, et alors notre génie colonisateur ne manquera pas de faire des prodiges ! Et voilà pourquoi il est devenu indispensable d'instituer, sans retard, un ministère des colonies.

Avant de multiplier nos colonies, aux frais et dépens des contribuables, peut-être agirions-nous sagement en nous appliquant à améliorer notre régime colonial. Nous sommes en train de commettre en Algérie une des plus révoltantes iniquités dont une nation civilisée se soit jamais rendue coupable. Il

ne s'agit de rien moins que d'enlever à la population indigène 400.000 hectares, d'autres disent même 710.000 de ses meilleures terres pour les affecter à la colonisation officielle. On assure à la vérité qu'il s'agit d'une expropriation et non d'une confiscation, mais c'est l'administration expropriante qui se chargera de l'évaluation et du paiement. Or, pour ne parler que du paiement, comment les choses se passent-elles? Sous prétexte d'examiner la validité des titres des propriétés, l'administration ne manque pas de faire traîner indéfiniment le règlement des indemnités.

Un de nos confrères, grand amateur de colonisation cependant, M. Paul Leroy-Beaulieu, flétrissait dernièrement, en termes énergiques, cette spoliation hypocrite.

Il faut remonter, disait-il, à l'invasion des barbares pour trouver un exemple de ce que l'on nous propose froidement de faire en Afrique... Supposons que de nouveaux Vandales, Goths ou Burgondes viennent en France et qu'ils disent : « Vous êtes ici 37 millions d'habitants seulement, et votre sol pourrait en nourrir à l'aise 50 ou 55 millions ; nous allons vous exproprier du quart de votre territoire. » Supposez encore qu'après avoir tenu ce langage, qui est exactement celui que nous tenons aux Arabes, les Vandales, Goths ou Burgondes mettent discrètement dans le quart qu'ils prélèvent toute la vallée de la Seine, toute la vallée de la Loire, toute la vallée du Rhône, toute la vallée de la Garonne, d'une manière générale, toutes les vallées de France et qu'ils ne nous laissent que les montagnes et les plateaux, comment jugeriez-vous cette opération civilisatrice ? C'est exactement celle que MM. les députés de l'Algérie veulent arracher au consentement de nos Chambres. On prend aux indigènes le quart ou le cinquième de leur territoire ; mais ce sont les vallées, les endroits où il y a de l'eau potable, où l'on peut irriguer ; et ces pauvres dépossédés regardent du haut des montagnes voisines et stériles l'Européen qui défonce joyusement le sol profond des terres basses et fertiles. Il n'y a qu'un mot pour un plan de ce genre : c'est monstrueux, et, en pensant à la gravité de pareils précédents, à l'usage qui pourrait un jour en être fait, nous éprouvons un véritable frisson d'appréhension nationale ¹.

On s'étonne après cela que les Arabes ne soient pas remplis de reconnaissance et d'amour pour la France. Les ingrats !

* *

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs de l'agitation qui s'est

¹ *Journal des Débats* du 24 novembre 1882.

produite en Angleterre contre le tunnel sous-marin. Cobden a écrit une brochure intitulée *les Trois paniques*. Celle-ci est la quatrième. Fomentée dans les clubs de l'armée et de la marine, elle s'est propagée, grâce aux articles alarmistes de la *Nineteenth Century*, elle a gagné des poètes-lauréats, comme M. Tennyson, et même des savants tels que M. Herbert Spencer, sir John Lubbock et le professeur Huxley. Cependant elle n'est pas descendue, autant que l'auraient souhaité ses promoteurs, dans la masse du peuple anglais. Les pétitions du comité de défense contre le « cheval de Troie sous-marin » n'ont recueilli qu'un nombre insignifiant de signatures, et le congrès des *Trades Unions* réuni au mois de septembre à Manchester a non seulement refusé de s'associer à l'agitation contre le tunnel, mais encore il a voté une résolution ayant pour objet de la combattre. A la suite de cette résolution, des délégués d'un certain nombre d'*Unions* se sont rendus à Paris, et avec le concours de l'état-major du parti ouvrier et du journal *le Prolétaire*, ils ont tenu, le 26 novembre, un grand meeting dans la salle du Concert, rue de Lyon, pour protester contre l'interruption des travaux du tunnel.

Tout en réclamant la coopération du parti ouvrier, les délégués anglais ont avoué avec la plus grande franchise leur répugnance pour l'emploi des moyens révolutionnaires, et il a bien fallu leur passer cette faiblesse.

Il a été convenu, disions-nous dans le *Journal des Débats*, en rendant compte de cette réunion, qu'on s'occuperait uniquement de la question du tunnel, et c'est ainsi que, pour la première fois depuis que nous assistons aux réunions publiques, nous y avons entendu tenir un langage raisonnable, ou à peu près. La salle même avait un aspect « modéré », point de tentures et de drapeaux rouges ; absence complète de cartouches renfermant les noms des martyrs de la Commune ; pas même une statuette de la *Marianne* avec l'écharpe rouge et le bonnet phrygien. Seuls, les commissaires avaient à la boutonnière des insignes écarlates qu'on pouvait prendre à la rigueur pour des rubans de la Légion d'Honneur grand format. Cependant le citoyen Joffrin présidait, et parmi les orateurs figuraient les citoyens Chabert, Paul Brousse, Deynaud, la fine fleur du collectivisme, sans oublier M. Clovis Hugues, poète, député et marseillais. Mais bien qu'il ait été question du vieux lion révolutionnaire, c'est à peine si on l'a entendu rugir et on lui avait ganté les griffes ! Le citoyen Clovis Hugues a affirmé même qu'il n'avait aucun mauvais vouloir à l'égard de la bourgeoisie et qu'il ne voulait point la rendre malheureuse en faisant le bonheur du peuple. Trois délégués, MM. Fox, Shipton et Clarke, gentlemen des plus corrects, ont

prononcé en anglais des discours que le secrétaire de la délégation, M. Smith, a très habilement traduits, séance tenante. L'un de ces discours n'a pas duré moins de vingt minutes sans que le public, de 1,000 à 1,200 personnes, dont la majorité appartenait à la population ouvrière, ait manifesté la moindre impatience. On a applaudi avec enthousiasme les passages qui concernaient l'union des nations, la création des Etats-Unis de l'Europe et, en particulier, la cordiale entente entre le peuple anglais et le peuple français, et on a fini par voter, à l'unanimité, la résolution suivante, proposée par M. Clarke, délégué de l'Union ouvrière de Liverpool :

« Les délégués des Trades Unions et les membres du parti socialiste révolutionnaire français, réunis en meeting, le 26 novembre, salle du Concert, rue de Lyon ;

« Déclarent qu'il est de l'intérêt des travailleurs de France et d'Angleterre d'approuver tous les moyens de communication entre les deux peuples, qui serviront à répandre les idées de paix, de fraternité et de solidarité entre les deux peuples.

« A ce point de vue, il approuvent donc le projet de tunnel sous la Manche, et déclarent puériles les craintes rétrogrades manifestées à ce sujet et protestent contre tous les efforts ayant pour but d'empêcher le creusement de ce tunnel.

« Toutefois, ils regrettent que la concession ait été faite à une Société financière ; ils pensent que ce travail aurait dû être entrepris par les deux nations et classé dans les services publics.

« Ils entendent aussi réserver les intérêts des ouvriers, tant de ceux qui travailleront au tunnel que de ceux qui seront, par ce fait, dépossédés de leur travail actuel.

« Un projet en ce sens sera déposé par les représentants des ouvriers des deux nations française et anglaise à leurs Parlements respectifs. »

Les délégués se sont ensuite fait présenter à M. Victor Hugo ; ils ont été reçus par M. le président de la République qui a apprécié, en d'excellents termes, la grande entreprise qu'avait patronnée au début le prince Albert et que la reine n'avait pas hésité à encourager.

La création du tunnel, a dit M. Grévy, serait, je crois, une œuvre magnifique et féconde en effets heureux. Ce n'est pas de ce côté de la Manche que vous rencontrerez des obstacles. La France n'éprouve pas les inquiétudes qui semblent hanter quelques esprits et que je n'ai point à apprécier.

Enfin, la députation a été faire une visite à M. Léon Say, à qui l'un des délégués, M. Shipton, a expliqué que ses camarades et lui

n'obéissaient à aucun esprit de parti et qu'ils n'entendaient point se mêler à nos agitations politiques. M. Shipton a ajouté que l'opinion de M. Léon Say sur la question du tunnel serait d'un grand poids en Angleterre, où il n'était pas moins connu qu'estimé tant à cause de son caractère intègre que de ses doctrines économiques.

M. Léon Say a répondu en anglais à ce discours. Il s'est exprimé à peu près dans ces termes :

« La question du tunnel, a-t-il dit, peut être regardée comme résolue au point de vue technique, car les études récemment faites dans les chantiers de Sangatte prouvent que l'entreprise est non seulement possible, mais relativement facile.

Au point de vue économique, elle est également résolue. Personne ne peut douter aujourd'hui des avantages réciproques qui en résulteraient pour les deux pays. Quelques-uns de nos départements deviendraient les jardins potagers de l'Angleterre, tandis que nous aurions l'avantage d'être mis plus étroitement en rapport avec vos fabriques et vos manufactures. Reste le point de vue militaire. Nous ne pouvons pas avoir d'avis de ce côté-ci de la Manche sur ce qui peut vous convenir pour garantir votre sécurité et assurer votre indépendance. Il serait inconvenant à moi d'exprimer une opinion à cet égard. J'aime trop l'Angleterre pour manquer de convenance vis-à-vis d'elle. Nous ne vous demandons pas de conseils pour établir notre système de fortifications et nous n'avons pas à vous en donner sur ce que vous avez à faire dans cet ordre d'idées.

Tout ce que je puis dire, c'est qu'il y a quelque chose qui vaut souvent autant que des fortifications pour garantir la sécurité d'une nation, c'est l'établissement de rapports amicaux, de relations commerciales intimes avec les autres puissances ; c'est, en un mot, l'amitié qui peut et qui doit unir les nations voisines.

Les sentiments d'estime et d'amitié que nous professons pour votre pays, et qui se sont accrus, comme mon ami M. Pitman pourra vous le dire, grâce aux preuves matérielles de sympathie que vous nous avez données après la guerre de 1870, sont tout aussi vifs aujourd'hui qu'ils le furent alors. Je suis heureux de pouvoir vous le dire, en vous remerciant cordialement de votre bonne visite.

Entrant dans des détails techniques, M. Léon Say a expliqué que dans le commencement, on avait cru qu'il vaudrait mieux fonder une seule Compagnie anglo-française pour le percement du tunnel ; mais il a été reconnu ensuite que, étant donnée la différence des lois qui régissent les chemins de fer dans les deux pays, il serait plus pratique d'avoir deux Compagnies distinctes.

La nôtre ajouta M. Léon Say, est définitive, et nous marchons parfaitement bien. Cependant, nous pouvons attendre le temps nécessaire, en espérant que l'attente ne se prolongera pas trop. Une fois l'œuvre mise en train, nous irons très vite, et en cinq ans, peut-être en quatre, ou même en trois ans, le travail pourra s'achever. En ce moment-ci, la machine Beaumont perce à raison de 17 mètres par jour.

*
* *

L'empereur d'Allemagne a ouvert, le 14 novembre la session du Landtag prussien. Le développement du militarisme combiné avec le socialisme d'Etat oblige l'Empereur à déclarer « qu'on constate toujours une disproportion entre les besoins et les ressources de l'Etat » et à ajouter « qu'il faudra se procurer des ressources extraordinaires pour le budget de l'année prochaine ». En conséquence, « un projet d'emprunt sera présenté en même temps que le budget ».

Néanmoins, l'Empereur annonce qu'en vue de diminuer les charges qui pèsent sur la partie la plus pauvre de la population, son gouvernement a résolu de supprimer les quatre catégories inférieures de l'impôt de classes (impôt sur le revenu). Cette réforme diminuera, d'après l'estimation officielle, de 11.921.906 marcs les revenus du trésor. Comment ce déficit sera-t-il comblé ? Par une diminution des dépenses publiques ? Il ne saurait en être question. Il sera comblé par une augmentation des droits sur les boissons et le tabac. On soumettra les débitants de boissons et de tabac à une licence dont le produit est évalué comme suit :

Eau-de-vie	4,428,792 marcs.
Tabac....	3,22,0005 »
Vin.....	913,589 »
Bière.....	5,728.025 »
Total	<u>14,295,415 marcs.</u>

Il faut ajouter à ce total 7,200 marcs que l'on compte retirer de la surtaxe imposée aux colporteurs qui débitent du tabac de toute sorte.

La réforme augmentera donc d'environ 2 1/2 millions de marcs les charges des bons contribuables allemands C'est ainsi qu'on se propose de les soulager... de leur numéraire. Il est vrai qu'ils connaissent exactement la somme que leur enlevait le percepteur de l'impôt des classes, tandis qu'il leur sera impossible de faire le compte de ce que leur coûtera l'exhaussement des droits sur les boissons et tabac. Autrement dit, ils se sentiront un peu plus malades, mais ils auront l'avantage de ne pouvoir plus savoir d'où vient

leur mal. Voilà le progrès, tel que le comprennent les financiers du socialisme d'Etat.

*
* *

Dans sa séance du 30 novembre, le Parlement de l'Empire allemand a été saisi de la proposition Germain, ayant pour objet d'autoriser, par une dérogation à la loi du 23 mai 1881, le président de la délégation d'Alsace-Lorraine à permettre aux membres de cette assemblée qui ne savent pas l'allemand, à se servir de la langue française. Quoique M. Winterer ait fait remarquer qu'il y a 250,000 Alsaciens-Lorrains qui ne parlent que le français, la motion Germain a été rejetée par 153 voix contre 119.

Tandis que l'Angleterre s'est attachée d'une manière définitive, les habitants des îles de la Manche et les Canadiens français en leur permettant de se servir librement de leur langue maternelle dans leurs assemblées et leurs cours de justice, la Russie, au contraire, en proscrivant la langue polonaise, a réussi à neutraliser l'influence des intérêts industriels et commerciaux qui auraient pu déterminer à la longue les Polonais à accepter sa domination. C'est surtout grâce à cette prohibition barbare et inepte que la réconciliation ne s'est pas faite entre la Russie et la Pologne. C'est assez dire que la France n'a pas à se plaindre du rejet de la motion Germain.

*
* *

Les finances de l'Autriche-Hongrie n'ont pas plus à se louer que celles de la Prusse de la recrudescence du militarisme et de l'épanouissement du socialisme d'Etat. Écoutons plutôt ce gémissément de la *Presse* de Vienne :

Quiconque passe en revue, ne fût-ce que superficiellement, les dépenses extraordinaires auxquelles il faudra pourvoir l'année prochaine, quiconque surtout fait entrer en ligne de compte l'augmentation des dépenses pour les provinces occupées, le secours que l'Etat devra nécessairement accorder aux contrées éprouvées du Tyrol et la moins-value dans la rentrée des impôts qui résultera forcément des inondations dans le Tyrol et en Carinthie, — quiconque prend enfin en considération — sans parler des frais de construction pour les chemins de fer — les sacrifices pécuniaires qu'impose à l'Etat le développement toujours croissant des institutions scolaires — celui-là ne pourra douter un seul instant qu'une réduction du budget des dépenses en 1883 est absolument impossible.

*
* *

En ouvrant, le 22 novembre, la session des Chambres italiennes, le roi a manifesté l'espoir qu'elles pourront « consacrer tous leurs

soins au perfectionnement des institutions administratives de l'État et en simplifier l'action en ouvrant un plus libre champ à une salutaire action sociale, dans laquelle seule on peut trouver des remèdes efficaces à des maux qui sont en très grande partie l'héritage du passé. » Les anciens gouvernements de l'Italie laissaient sans doute fort à désirer, mais leurs budgets réunis n'atteignaient pas 600 millions, tandis que les dépenses de l'Italie s'élèvent à près de quatre fois ce chiffre. Si le gouvernement dépensait moins en ces temps malheureux, la population pouvait dépenser davantage. On ne construisait point des vaisseaux au prix de 25 millions pièce, mais les paysans avaient de quoi manger à leur faim et 135,000 Italiens n'en étaient pas réduits à aller demander chaque année du travail et du pain à l'étranger.

On n'en doit pas moins louer le gouvernement italien de ses bonnes intentions ; mais, en présence du militarisme et du socialisme d'Etat qui sévissent en Italie comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, nous craignons un peu qu'elles n'ajoutent simplement quelques moellons au pavé de l'enfer parlementaire et budgétaire.

*
* *

La Grèce ayant imité la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf et développé à outrance son effectif militaire, quoique la diplomatie européenne se fût chargée d'arrondir ses frontières, sans lui laisser un seul coup de fusil à tirer, la Grèce, disons-nous, se trouve à son tour dans la nécessité d'augmenter les charges de ses contribuables. Voici ce qu'on écrit d'Athènes à la *Correspondance politique* :

Le gouvernement s'occupe activement de l'établissement projeté d'impôts sur le tabac et le vin. En présence de la somme énorme (22 millions) consacrée chaque année au service des intérêts et de l'amortissement des divers emprunts d'Etat, le rétablissement de l'équilibre dans le budget de la Grèce présente un problème des plus difficiles à résoudre.

Dans son discours à la Chambre, M. Tricoupis a déclaré franchement et catégoriquement qu'on ne pouvait éviter la banqueroute qu'en établissant de nouveaux impôts et que ce moyen, pour héroïque qu'il fût, était le seul qu'on pût employer pour combler le déficit.

*
* *

Nous ne connaissons pas encore le budget russe pour 1883, mais nous avons peur qu'il ne se porte pas mieux que ses congénères de France, de Prusse, d'Autriche et de Grèce. Partout, en effet, le

militarisme et le socialisme font gonfler les dépenses, sans augmenter les recettes, au contraire ! Nous lisons dans le *Golos* qu'un crédit de 5 1/2 millions de roubles vient d'être affecté à la construction de quatre nouveaux navires de guerre, tandis qu'une soixantaine d'autres millions sont employés à la construction d'un nouveau réseau de forteresses sur la frontière occidentale de l'Empire. Il paraît que l'on projette, quelque part, une nouvelle campagne de Russie.

*
* *

Le protectionnisme tient, comme on sait, le haut du pavé en Russie. La création du chemin de fer transcaucasien a provoqué, dans ces derniers temps, une vive agitation en faveur de la suppression du transit du Caucase. Il s'agit d'empêcher les marchandises européennes allant en Perse par la voie de Trébizonde et les produits persans à destination de l'Europe, de passer par le territoire russe, et de débarrasser ainsi l'industrie nationale de la concurrence intolérable des produits anglais, allemands, belges, français, etc., sur les marchés de la Perse et de l'Asie centrale. Une réunion a eu lieu, à ce sujet, le 3 novembre à la Bourse de Moscou, et la suppression du transit y a été votée avec enthousiasme. Les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité pour être transmises au gouvernement.

1° L'admission du transit entraîne un développement si considérable de la contrebande au Caucase que même une surveillance douanière renforcée ne pourrait l'empêcher ; 2° Le transit cause un grand préjudice au commerce russe en Perse et en Asie centrale, en y provoquant une affluence énorme de marchandises étrangères et il peut même menacer le commerce russe dans les possessions de l'Empire en Asie Centrale.

On a fait remarquer, à la vérité, que la suppression du transit pourrait bien diminuer le revenu des chemins de fer transcauciens au grand dommage des actionnaires et même du gouvernement, garant des obligations ; on a fait remarquer encore qu'elle ne manquerait pas d'encourager la création de voies concurrentes dans la Turquie d'Asie, mais il est douteux que ces objections spécieuses aient la moindre chance d'être écoutées : il n'y a plus en Russie d'autre autocrate que le protectionnisme.

*
* *

Signalons cependant un progrès que nos confrères de la presse russe célèbrent à l'envi, comme une des conquêtes les plus importan-

« De larges réductions sont possibles, et, tout en recommandant leur adoption, je n'abandonne pas le système de protection, dans les détails, du tarif du travail national. La revision des droits doit avoir lieu dans le sens d'une égalisation des charges qu'il impose entre toutes les classes de la société et de sa mise en harmonie plus étroite avec les besoins actuels de l'industrie ».

Le rapport de la commission du tarif a ensuite été soumis au Congrès. La commission dit qu'elle a cherché à présenter au Congrès un projet dont une large réduction du tarif forme la base. La moyenne de cette réduction, en y comprenant de fortes additions à la liste des admissions sans droit, n'est pas moindre de 20 0/0, et son avis serait que cette moyenne fût portée à 25 0/0. Dans beaucoup de cas, elle varie, d'après son projet, entre 40 et 30 0/0.

Le rapport du secrétaire du Trésor a été présenté aujourd'hui, c'est-à-dire le jour même de sa réunion, au Congrès. On y lit que les recettes de la dernière année fiscale ont été de 403 millions de dollars et les dépenses de 258 millions de dollars, soit un excédent de recettes de 145 millions de dollars. Il a été satisfait à tous les besoins du fonds d'amortissement ; ils [exigeront, cette année, une somme de 44 millions de dollars, sur laquelle il a été employé déjà 31 millions de dollars.

M. Folger estime les recettes de l'exercice courant à 415 millions de dollars et les dépenses à 295 de millions dollars ; l'excédent, déduction faite du versement au fonds d'amortissement, sera probablement de 76 millions. Un excédent de même importance est prévu pour le prochain exercice.

Le montant des bons rachetés, pendant l'année qui a fini en octobre, a été de 141 millions de dollars ; il a été échangé des bons 3 1/2 0/0 contre des bons 3 0/0 pour une somme de 280 millions de dollars. Cet échange continuera jusqu'à ce que la conversion soit complète. La réduction totale du montant des intérêts de la dette est, en nombre rond, de 56.000.000 dollars.

M. Folger recommande le rappel des actes relatifs à l'émission des certificats de dépôts d'argent et des dollars du même métal, émission qui n'aurait plus lieu que dans la mesure des demandes. Les certificats de dépôt d'argent paraissent, dans l'opinion de M. Folger, devoir être remplacés par des certificats de dépôt d'or, dont il a déjà été émis pour 31.000.000 de dollars, somme qui pourra bientôt être portée à 138.000.000.

Les Banques nationales, d'après le même rapport, sont dans un état florissant : 171 ont été créées dans le courant de l'année et leur nombre actuel est de 2.269. M. Folger recommande la suppression de l'impôt sur leur capital et leurs dépôts.

Après avoir passé en revue les divers projets destinés à réduire les disponibilités du Trésor, dont le chiffre élevé lui paraît être un mal,

M. Folger termine en déclarant que, pour lui, la guérison de ce mal est dans une réduction des taxes. Il recommande leur suppression sur tous les objets qu'elles frappent, sauf en ce qui concerne les spiritueux, le tabac, les liqueurs fermentées. Il recommande également des réductions sensibles du tarif, spécialement en ce qui concerne le sucre, les mélasses, le vin, la laine, le fer, l'acier et les produits fabriqués avec ces métaux, ainsi que les soieries et les cotonnades ; il estime qu'une réduction de la totalité des droits est à la fois demandée et praticable, et recommande une prompte et soigneuse revision du tarif dans ce sens. Dans sa pensée il peut être, sans préjudice pour le travail national, l'objet de fortes réductions en ce qui concerne les matières premières et les fabrications communes.

L'explication de cette situation florissante des finances américaines est facile à trouver. En premier lieu, le peuple américain est exempt des charges écrasantes du militarisme, que les peuples de l'Europe continuent à se laisser imposer, sous prétexte de patriotisme ; les Américains n'entretiennent qu'une petite armée de moins de 36,000 hommes recrutée par voie d'enrôlements volontaires. En second lieu, ils ne possèdent point de « corps des ponts et chaussées », ni de « ministère des travaux publics », ce qui fait qu'ils possèdent à eux seuls plus de ponts et de routes, ferrées ou non, que l'Europe entière, l'Angleterre exceptée. Comme le remarque judicieusement la *Revue de la finance*, « aux États-Unis, l'État n'est pas sorti de sa fonction, il n'a pas cherché à se faire entrepreneur, fournisseur, constructeur. Il a respecté et il respecte les droits de l'industrie privée. Loin de lui enlever les capitaux nécessaires, il s'efforce à les lui restituer. Par suite, il peut diminuer les impôts et améliorer les conditions de la production en allégeant ses charges. Faut-il dès lors être surpris si les fonds américains tendent à la hausse et les fonds français à la baisse ? »

Faut-il encore être surpris si l'on voit chaque année plus d'un demi-million d'Européens s'empresse de fuir les contrées où fleurit le socialisme d'État, pour aller porter leur esprit d'entreprise, leurs bras robustes et leurs capitaux dans un pays où la liberté du travail existe ailleurs que sur le papier ?

*
* *

Dans sa dernière revue des publications économiques en langue française (n° du 15 novembre), notre collaborateur, M. Rouxel, analysant un article de M. Charles de Comberousse sur *l'Ecole centrale des arts et manufactures*, et attribuant à M. Emile Thomas le titre de professeur de chimie industrielle au Conservatoire des arts et

métiers et à l'Ecole centrale, a rendu celle-ci responsable de l'établissement des *ateliers nationaux*. M. de Comberousse nous demande à ce sujet une rectification que nous faisons volontiers. M. Emile Thomas, neveu de M. Payen, professeur à l'Ecole (et nous pourrions dénoncer ici la virgule qui a causé l'erreur de M. Rouxel), y avait passé seulement un an et demi comme élève. Il serait donc peu juste de rendre l'Ecole centrale responsable de la création de ces trop célèbres ateliers, qui n'ont pas davantage été fondés par Louis Blanc, et qui étaient, en fait, un produit de la crise révolutionnaire. Les ateliers de l'industrie privée ayant été fermés, pour la plupart, à la suite des journées de Février et de la panique causée par l'invasion du socialisme, un grand nombre d'ouvriers se trouvèrent sans travail et sans ressources. Au lieu de se borner à leur distribuer des secours en argent ou en aliments, on les employa à brouetter de la terre au Champ-de-Mars, imitant en cela le gouvernement anglais qui avait, pendant l'hiver de l'année précédente, employé des millions d'Irlandais affamés à casser des pierres sur les routes¹. On eut le tort, sans doute, d'accueillir trop facilement un bon nombre de prétendues victimes de la crise, qui allaient prendre le frais au Champ-de-Mars en chantant le refrain mémorable :

Nourris par la patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie.

Mais on eut le tort plus grave encore de fermer brusquement, sans précaution aucune, cet exutoire de la crise, et de jeter du jour au lendemain sur le pavé des milliers d'hommes que les événements avaient enfiévrés et que l'on avait commis l'incroyable imprudence d'armer, en faisant cette réflexion digne de passer à la postérité la plus reculée : Quand tout le monde sera armé, on ne se battra plus ! La dissolution imprévoyante et brutale des ateliers nationaux et l'enrôlement général de la population dans la garde nationale eurent pour conséquence la sanglante insurrection de Juin.

M. de Comberousse a donc parfaitement raison de décliner pour l'Ecole centrale toute responsabilité dans la triste affaire des ateliers nationaux, et nous le remercions, à cette occasion, d'avoir soutenu depuis plusieurs années, comme il nous le rappelle, la nécessité de rétablir la chaire d'économie politique dans une école destinée à former des ingénieurs et des industriels « libres ».

Mais nous n'en persistons pas moins à penser, avec notre colla-

¹ Voir l'*Histoire la famine d'Irlande*, traduite par l'estimable M. A. Mothéré, que la Société d'économie politique a eu le regret de perdre le mois dernier.

borateur M. Rouxel, que l'absorption de l'école centrale dans l'informe communisme de l'Etat n'a pas été un progrès, et nous nous plaçons à croire que telle sera aussi l'opinion du futur professeur d'économie politique, dont l'honorable M. Comberousse souhaite la nomination.

*
* *

Une des plus anciennes et des plus bruyantes notabilités du socialisme, M. Louis Blanc, est mort à Cannes, le 6 décembre, à l'âge de 71 ans. Entré très jeune dans la presse, il collabora au *Progrès du Pas-de-Calais*, à la *Revue Démocratique*, à la *Nouvelle Minerve* et au *Bon Sens*, dont il devint le rédacteur en chef. Il fonda ensuite la *Revue du progrès social*, où il publia son célèbre pamphlet sur l'*Organisation du travail*. Cette diatribe déclamatoire contre la concurrence, suivie de l'exposé d'un système « d'ateliers sociaux » qui auraient absorbé successivement toutes les industries, eut un succès énorme, et elle lui valut, avec son *Histoire de dix ans*, d'être nommé membre du gouvernement provisoire de 1848 et président de la fameuse Commission des travailleurs du Luxembourg. Impliqué à tort, croyons-nous, dans l'affaire du 15 Mai, il se réfugia en Angleterre. Il y publia d'abord un journal, le *Nouveau monde*, qui n'eut aucun succès, il acheva d'écrire son *Histoire de la Révolution française*, commencée en 1846, et adressa au *Temps* des *Lettres* qui valaient mieux que ses écrits économiques et historiques. Rentré en France en 1870, affaibli, sinon assagi par l'âge, il ne joua plus aucun rôle politique et se brouilla même avec les enfants terribles du collectivisme qu'il avait cependant contribué à mettre au monde. On alla jusqu'à le traiter de réactionnaire et de renégat, parce qu'il avait voté des remerciements aux vainqueurs de la Commune. C'était un rhéteur doublé d'un philanthrope, au cœur sensible et au jugement faux ; ce n'était point un homme d'action. Nous nous rappelons encore sa physionomie effarée et inquiète, dans la journée du 15 Mai, lorsque « le peuple » s'avisa de l'enlever à son banc pour le porter en triomphe. Son malaise était visible. Avec les intentions les plus pures et un talent au-dessus du commun, il a certainement fait beaucoup de mal à ce peuple dont il souhaitait avec ardeur d'améliorer le sort, et qui aurait pu redire à son sujet la prière du vieux Cromwell : « Mon Dieu, protégez-moi contre mes amis ; quant à mes ennemis j'en fais mon affaire. »

*
* *

Le 2 décembre est mort, à Bruxelles, entouré de l'estime géné-

rale, un homme qui, dans le cours d'une longue carrière, a rendu des services signalés à la cause de la liberté commerciale, M. Jules Kindt, inspecteur général de l'industrie, et l'un des négociateurs des traités de commerce. Envoyé, en 1857, à l'Exposition de Berne, M. Jules Kindt adressa au gouvernement belge un rapport qui excita au plus haut point la colère des protectionnistes. Il y faisait remarquer qu'avec un droit protecteur qui n'était pas le vingtième des droits dont les fabricants belges réclamaient le maintien, la Suisse exportait quatre fois plus de cotonnades que la Belgique, et qu'elle occupait, toutes proportions gardées, le premier rang parmi les nations industrielles et commerciales. « Tandis que la Suisse, ajoutait-il, était ouverte de tous côtés à l'importation étrangère, elle trouvait autour d'elle toutes les frontières fermées; ici la prohibition absolue, là la protection, *sorte d'atavisme perpétué par l'égoïsme et la peur pour suppléer au défaut d'intelligence et de travail.* » Les protectionnistes ne manquèrent pas de demander la destitution du libéral et audacieux rapporteur, mais le gouvernement belge eut assez de fermeté et de bon sens pour la leur refuser; il continua d'utiliser les lumières et les connaissances spéciales de M. Jules Kindt, et il le chargea, en dernier lieu, des négociations du traité de commerce avec la France. M. Jules Kindt se tira à son honneur de ces négociations difficiles, et il ne se réjouissait pas moins des concessions qu'il accordait que de celles qu'on lui faisait. C'était un libre-échangiste de l'école des Cobden, des Bastiat, des Michel Chevalier, des Garnier. Il serait à souhaiter que l'administration, en Belgique comme en France, se recrutât plus souvent dans cette bonne école-là.

Paris, le 14 décembre 1882.

G. DE M.

Les librairies Garnier frères et Guillaumin et C^e viennent de publier la quatrième édition du *Traité des finances* de Joseph Garnier. On sait combien ce remarquable ouvrage a été recherché jusqu'ici par tous ceux qu'intéresse cette importante étude, et particulièrement par les membres de nos administrations financières et par les jeunes gens qui se préparent pour y être admis. Le *Traité des finances* de Garnier est, en effet, bien supérieur à tous les ouvrages de ce genre. C'est un exposé scientifique en dehors de toute préoccupation exclusive de nationalité, de régime politique, de théorie sociale ou de système financier particuliers. Impôt, emprunt, crédit, amortissement, tout y est examiné, analysé et jugé avec la plus grande impartialité, mais aussi avec la plus grande autorité. De plus, le livre est écrit avec une clarté et une simplicité remarquables. L'auteur s'est réellement inspiré de la maxime favorite de Colbert, qu'il a rap-

pelée dans sa préface : « Il faut rendre la matière des finances si simple qu'elle puisse être facilement entendue par toute sorte de personnes. »

Ajoutons qu'à chaque édition, le *Traité des finances* de Joseph Garnier s'est enrichi d'études et de documents nouveaux. L'édition dont nous annonçons aujourd'hui la publication a même été revue et préparée par l'auteur. De plus, les notes et notices historiques et statistiques ont été mises à jour et augmentées par un économiste distingué, M. Courtois. C'est donc un ouvrage complet à tous les points de vue.

Nous venons de recevoir l'*Agenda français* pour 1883, carnet de poche que publie depuis l'année dernière la librairie Henri Alkan, et qui nous paraît mériter une recommandation spéciale. En une soixantaine de pages, on y trouve concentrés une foule de renseignements utiles et pratiques, depuis l'itinéraire des omnibus dans Paris jusqu'au résumé de la Constitution de la République, avec des notions sur la population, l'industrie, le commerce, etc., un aide-mémoire historique de 1870-71, le tout accompagnant un carnet-agenda d'un format commode et portatif. On ne fait pas mieux en Angleterre et aux Etats-Unis.

Bibliographie économique.

PUBLICATIONS ENREGISTRÉES EN OCTOBRE ET NOVEMBRE 1882.

Annuaire statistique de la France, (5^e année), 1882. Gr. in-8 de xxiv-612 p. [Ministère du commerce.] Paris, Impr. nationale.

Annuaire du ministère du commerce pour l'année 1882. In-8 de 676 p. Paris, Impr. nationale.

AUBE. *La Martinique, son présent, son avenir*. In-8 de 120 p. Paris et Nancy, Berger-Levrault.

AUBIN. *Le crédit maritime de France*. 2^e édition, corrigée et augmentée de renseignements et de documents de grande importance. In-8 de 128 p. Paris, Chaix.

BACHERÉ (J.). *Petit manuel du service de la Caisse d'épargne postale*. In-8 de 80 p. Nantes, impr. de l'Ouest.

BACQUÈS (Henri), *Les douanes françaises*. 3^e édition. In-18 de 250 p. Paris, Guillaumin.

BARRAL (J.-A.) *Eloge biographique de Léonce de Lavergne*. In-8 de 20 p. Paris, impr. Tremblay.

BÉDARRIDE (J.). *Droit commercial*. Commentaire du Code de commerce, livre 1^{er}, titre 5 : Des bourses de commerce, agents de change et courtiers. 2^e édition, revue, corrigée et augmentée. In-8 de 670 p. Paris, Pedone-Lauriel.

BITTARD DES PORTES (René). *L'exception de jeu dans les opérations de bourse et la légalité des marchés à terme*; étude de législation. In-8 de 20 p. Paris, Thorin. [Extrait de la « Revue générale du droit ».]

BONNET (J.-B.). *L'art d'opérer à la Bourse sans risques imprévus*, manuel pratique et élémentaire. 7^e édition. In-8 de 38 p. Paris, Gravelle.

Bourse (la) du travailleur, journal de solidarité, organe hebdomadaire d'union et de défense des associations, caisses populaires et chambres syndicales ouvrières. N^o 1, 19 août 1882. In-fol. à 5 col. Paris, 7, rue Rochechouart.

BRENIER (J.). *La question de Ma-*

dagascar. In-8 de 88 p. Paris, Chalmel.

BROTONNE (DE) B. V. COLBERT.

Budget (le), journal financier hebdomadaire. N^o 1. 2 octobre 1882. Petit in-folio de 4 p., à 4 col. [Paraît les lundis.] Paris, 5, rue Coq-Héron.

CALLERY (Alphonse). *La fraude des gabelles sous l'ancien régime*, d'après les « Mémoires » inédits de M. de Chateaubrun (1730-1786); étude destinée à l'histoire des institutions financières de l'ancienne France. In-8 de 24 p. Fontainebleau, E. Bourges. [Extrait de la « France judiciaire ».]

Capitaliste (le) normand, journal indépendant, hebdomadaire, industriel, financier, commercial et politique. N^o 1, 4 septembre 1882. In-fol. à 4 col. Elbeuf, Allain et Lecler.

CHAMPURY (Ed.) *Conférence sur le familistère de Guise*. In-12 de 28 p. Nantes, Schwob. [Extrait du « Phare de la Loire ».]

CHATEAUBRUN. V. CALLERY.

CHOTTEAU (Léon). *L'exportation des vins de France et les informations du commerce*. In-8 de 8 p. Paris, Chaix. [Extrait de « l'Economiste français ».]

— *Le traité franco-américain*; documents pour servir aux négociateurs. In-8 de 606 p. Paris, Guillaumin.

COLBERT. *Lettres, instructions et mémoires de —*, publiés par le ministère des finances. Errata général et Table analytique, par M. Pierre de Brotonne, In-8 de xcix-460 p., à 2 col. Paris, Impr. nationale.

COLINS (W.). *L'économie politique*, source des révolutions et des utopies prétendues socialistes. T. IV. Etudes 9, 10 et 11. In-8 de 420 p. Paris, Germer Baillière.

Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Besançon

Années 1879 à 1881. [Gouvernement civil de l'Algérie.] in-4 de VIII-340 p. Paris, impr. nationale.

Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, pendant l'année 1881. Gr. in-4 de LXVIII-754 p. [Direction générale des douanes.] Paris, Impr. nationale.

Tableaux des récoltes de la France en 1881. [Documents statistiques divers. Ministère de l'agriculture.] In-8 de 104 p. Paris, impr. nationale.

Tenaille (la), organe des travailleurs de la région de Saône-et-Loire et des comités révolutionnaires creusotins (de Paris). N° 1, 20 août 1882. In-4 de 4 p. à 3 col. Paris, 7, rue Rochechouart.

TOUBEAU. *Le prolétariat agricole en France depuis 1789, d'après les*

documents officiels. In-8 de 28 p. Versailles, Cerf. [Extrait de la « Philosophie positive ».]

T'SWERT. *L'argent du XX^e siècle*, étude sur un nouvel étalon monétaire. In-8 de 12 p. Paris, Guillaumin.

VALADÉ (Jean). *L'utilité du dimanche au point de vue de l'intérêt de l'industrie.* In-8 de 8 p. Orléans, Colas. [Extrait des « Annales de la réparation ».]

VALARAY (H.). *La France et ses intérêts.* 1^{re} partie. In-8 de 32 p. Paris, Dentu,

VAUDICHON (Gustave DE) *Montchrétien* (1575-1622). I. *L'homme.* II. *Le bandolier.* III. *Le poète.* IV. *L'économiste.* In-8 de 42 p. Amiens, Delattre-Lenoël. [Extrait de « l'Investigateur ».]

Le Gérant : F^{ts} GUILLAUMIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARTICLES

ET

DES NOMS D'AUTEURS

CONTENUS DANS LES QUATRE VOLUMES DE L'ANNÉE 1882.

Académie. Revue de l'— des sciences morales et politiques (1881), par M. Joseph Lefort, *mars*, 435. — *Dito*, janvier-juin 1882, *juin*, 410. — *Dito*, juin - août, *septembre*, 417. — *Dito*, août-novembre, *décembre*, 414.

Agraire (Question). Le duc d'Argyll et la —, réponse à M. Williams-E. Bear, *janvier*, 144. — Son nouveau manifeste irlandais, *février*, 321.

Agriculture (l') et l'Industrie devant la législation douanière. lettre de M. le duc d'Ayen, *janvier*, 123. — Réponse de M. E. Martineau, 137. — Commission des valeurs agricoles, rapport de M. G. de Molinari, *juin*, 419.

Algérie. Impôts arabes en —; province de Constantine, par M. I. U., *juillet*, 41. — La Constitution de l'état civil des Musulmans en —, *avril*, 130. — Création d'une mer intérieure en —, rapport et décret, *mai*, 283.

Alsace-Lorraine. Les finances de l'—, par M. Paul Mulle, *janvier*, 20.

AMÉ (LÉON). V. *Négociations*.

Amérique. La traversée d'Europe en — en 6 jours, *janvier*, 158. — Etudes sur l'— latine : la Nouvelle Grenade, le Venezuela, l'Ecuador, par M. A. de Fontpertuis, *février*, 224.

Anarchisme. Le parti anarchiste et ses doctrines, *décembre*, 452.

Angleterre. De quelques formes récentes de l'activité britannique, *décembre*, 466.

Année (L') 1881. Aperçu, par M. G. de Molinari, *janvier*, 7. — Ephémérides et Nécrologie, par E. Renaudin, 175.

ARGYLL (duc D'). V. *Agraire* (Question).

Autriche. Les classes ouvrières en —, par M. René Lavollée, *septembre*, 380.

AYEN (NOAILLES, duc D'). V. *Agriculture*.

Banque de France. Le crédit agricole et la —, par M. Jacques Valserres, *avril*, 60, *juin*, 385.

Banques. Les — aux Etats-Unis, par M. E. Fournier de Flaix, *septembre*, 321, — La — du Japon, 438.

BASTIAT. Discours de M. J.-B. Les-carret au banquet annuel de l'Association —, *janvier*, 142.

BAUDRILLART (H.). V. *Droit public*, *Luxe*.

BEAR (WILLIAMS-E.). V. *Agraire* (Question).

BÉRARD-VARAGNAC. V. *Luxe*.

Bibliographie économique. Ouvrages enregistrés dans le cours du mois. Termine chaque livraison mensuelle.

Bière. La —, le vin et les spiritueux en Angleterre, par M. Lenglet, *février*, 265, *mai*, 262, *juillet*, 72.

BLAISE (Ad.). V. *Statistique*.

BLOCK (MAURICE). V. *Economie politique*, *Revue*.

Bourse. La cote officielle de la —, *février*, 308.

Budget (le) de 1883, par M. A. de Foville, *avril*, 5. — Exposé des motifs, *mars*, 474.

Café. La production et la consommation du —, par M. Dabry de Thiersant, *janvier*, 90.

Céréales. Congrès international des — à Vienne, *octobre*, 106.

Chemins de fer. Les — de la Grande-Bretagne, *janvier*, 151. — Projet de convention entre l'Etat et la compagnie d'Orléans, *mars*, 484.

CHÉROT (AUGUSTE). V. *GOTHARD*.

CHEYSSON (Em.). V. *Economie politique*.

Chronique économique, par M. Gustave de Molinari. — Termine chaque livraison mensuelle.

Cobden-club. Le banquet annuel du —, *juillet*, 126.

Comptabilité. Les chinoiserries de la —, par M. Fr. Passy, *septembre*, 449.

Comptes rendus. Analyse des ou-

vrages de MM. J.-B. Alberdi, *mars*, 506; — Ch. Babbage, *juillet*, 141; — A. Bertrand, *septembre*, 416; — G. Boccardo, *février*, 342; — M. Bréal, *juillet*, 144; — G. Bureau, *juin*, 471; — Clercier, *mai*, 312; — Corona y Bustamante, *octobre*, 141; — A. Delahante, *juin*, 466; — H. Destrem, *novembre*, 329; — Fr. Dumesnil, *janvier*, 173; — Fontpertuis, *juillet*, 136; — G. Fouquet, *octobre*, 133; — A. de Foville, *juillet*, 131; — Ch. Grad, *avril*, 140; — P. Leroy-Beaulieu, *août*, 295; — Mallet, *septembre*, 454; — Midley, *septembre*, 456; — G. de Molinari, *février*, 338; — Mongredien, *septembre*, 455; — Moureau, *juillet*, 139; — Parrer, *septembre*, 457; — Ed. Portalis, *septembre*, 464; — A. et C. Rivière, *octobre*, 140; — A. Toubau, *octobre*, 135; — Villard, *décembre*, 493; — C. Vogel, *août*, 300.

Congrès. Quatre — d'ouvriers, par M. Ch.-M. Limousin, *février*, 244. — Le — des professeurs français à Londres, *février*, 316. — Le 52^e — scientifique de l'Association britannique pour l'avancement des sciences, tenu à Southampton, par M. H. Taché, *octobre*, 60. — Le 25^e — de l'Association anglaise des sciences sociales, tenu à Nottingham, par le même, *novembre*, 212.

Crise (la) des Bourses de Paris et de Lyon, *février*, 294.

DABRY DE THIERSANT. V. *Café*.

DESPRÉS (D^r ARMAND). V. *Hôpitaux*.

Doctrines (les) économiques de M. Ch. Périn, par M. Ch. Gide, *juillet*, 32.

Douanes. Loi relative au régime douanier applicable aux produits anglais, *mars*, 467.

Droit commercial. Un coup d'œil sur l'histoire du —, par M. F. Malapert, *décembre*, 395.

Droit public. Les théoriciens du — au XVIII^e siècle, à propos du livre de M. Franck, par M. H. Baudrillart, *mai*, 196.

Ecole. V. *Etat*.

Economie politique. De la méthode en —, par M. G. Fauveau, *février*, 261. — Leçon d'ouverture des cours d'— de M. Em. Cheysson, à l'Ecole libre des sciences politiques, *décembre*, 349. — Une nouvelle définition de l'—, à propos de l'ouvrage de M. Schaffle, par M. Block, 376.

Emigration. L'— allemande, *février*, 320.

Enseignement. Décret organisant l'— des jeunes filles, *février*, 291.

Enveloppes. Loi créant des — et bandes timbrées, *mai*, 283.

Epargne. Les caisses d'— scolaires. lettre de M. Fr. Passy, *octobre*, 123.

Ephémérides et Nécrologie de l'année 1881, par Edmond Renaudin, *janvier*, 175.

Etat. — L'— et l'Ecole, par M. Rouxel, *mars*, 382. — Rôle de l'— dans l'industrie, discours de M. G. du Paynot, *octobre*, 96.

Etats-Unis. La situation financière et économique des —, rapport annuel du ministre des finances (Folger), par M. F. Limet, *janvier*, 39.

Evolution (l') politique du XIX^e siècle, par M. G. de Molinari, *février*, 193, *mai*, 223, *août*, 191, *septembre*, 354.

FAUVEAU (G.). V. *Economie politique*.

FELSCH. V. *Théâtres*.

Finances. La politique financière de la France, par M. Léon Say, *novembre*, 157.

FONTPERTUIS (AD. FROUT DE). V. *Amérique. Industrie*.

FOLGER V. *ETATS-UNIS*.

FOVILLE (A. DE). V. *Budget*.

FOURNIER DE FLAIX (E.). V. *Banques*.

FRANCK (A.). V. *Droit public*.

GARNIER (JOSEPH). Inauguration du monument élevé à sa mémoire, par M. G. de Molinari, *novembre*, 255.

GIDE (CH.). V. *Doctrines*.

GOMEL (CH.). V. *Livrets*.

Gothard. Les intérêts économiques français et le Saint-—, lettre de M. A. Chérot, *octobre*, 124.

GUYOT (YVES). V. *Misère, Propriété*.

Hôpitaux. De l'indépendance nécessaire des — en France, par M. Armand Després, *mai*, 286.

Industrie. La naissance et les développements de l'— et du commerce britanniques, par M. F. de Fontpertuis, *août*, 216. — V. *Agriculture*.

Journal des Economistes. Préface de la 41^e année, *janvier*, 5. — Table annuelle, *décembre*, 517.

KRESSER (Victor). V. *Or*.

LALANDE (A.). V. *Traité*.

LAVOLLÉE. V. *AUTRICHE*.

LEFORT (Joseph). V. *Académie*.

- LEGOYT (A.).** V. *Misère*.
LENGLET. V. *Bière*.
LESCARRET (J.-B.) V. **BASTIAT**.
LIMET (F.) V. **ÉTATS-UNIS**.
LIMOUSIN (Ch.-M.). V. *Congrès*.
Livrets. De la suppression des — d'ouvriers, par M. Ch. Gomel, *novembre*, 223. *décembre*, 425.
Luxe Les transformations du — chez les peuples modernes, à propos de l'*Histoire* de M. Baudrillart, par M. Bérard-Varagnac, *octobre*, 20.
MALAPERT. (F.) V. *Droit commercial*.
Marchés à terme. Les — et la Chambre de commerce de Paris, *février*, 304. — Les — et les jeux de Bourse, par M. Mathieu-Bodet, *mars*, 361.
MARTINEAU (E.). V. *Agriculture, Richesse*.
MATHIEU-BODET. V. *Marchés à terme, Sociétés*.
Misère (la) morale, à propos des livres de MM. A. Legoyt, J. Reinach, Yves Guyot, par M. Rouxel, *octobre*, 70.
Moisson. Époques de la — dans les divers pays du monde, *avril*, 133.
MOLINARI (G. DE). V. *Agriculture, Année, Chronique, Évolution, GARNIER*.
MOLINARI (Edm. DE). V. *Nihilisme*.
MONGIN (Marcel). V. *Valeur*.
Monnaie. De la fixation de valeur de l'étalon monétaire, par M. Léon Walras, *octobre*, 5. — Ajournement de la Conférence monétaire, *juin*, 431.
Montagnes. Loi relative à la restauration et à la conservation des terrains en —, *avril*, 119.
MULLER (Paul). V. **ALSACE, PRUSSE**.
Nécrologie de 1882. Louis Blanc, *décembre*, 511; — Ed. Cliffe-Leslie, *février*, 358; — C. Darwin, *mai*, 317; — Herold, *janvier*, 160; Jules Kindt, *décembre*, 511; — Lepelletier de Saint Remy, *avril*, 136; — Le Play, *avril*, 185; *mai*, 296; — J.-B.-A. Marillier, *août*, 276; A. Mothéré, *décembre*, 469; — Newmarch, *avril*, 138; — Nicolas, *septembre*, 441; — Quijano, *janvier*, 160; — Rapet, *août*, 275; — Rozy, *octobre*, 167; — Sieber, *mars*, 487; — Stanley-Jevons, *septembre*, 487; — J. Valerres, *novembre*, 348, *décembre*, 469.
Négociations commerciales avec l'Angleterre, par M. Léon Amé, *avril*, 32. — Avec la Belgique, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, le Portugal, la Suède et Norvège, les Pays-Bas, par le même, *juin*, 343.
Nihilisme. Le mouvement anarchiste en France et l'Union ouvrière nihiliste du Midi de la Russie, par M. Edmond de Molinari, *novembre*, 176.
OLLIVIER (Emile). V. *Sociétés*.
Or. L'— et l'argent, par M. Victor Kresser, *janvier*, 72.
PASSY (Fr.). V. *Comptabilité, Épargne*.
PÉRIN (Ch.). V. *Doctrines*.
Phylloxéra. La convention phylloxérique entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Portugal et la Suisse, *juin*, 419.
Poésie (la) économiste au XVIII^e siècle. Le théâtre, par Edmond Renaudin, *février*, 271.
Propriété littéraire Convention franco-belge sur la —, *février*, 313. — Les traités de commerce et les conventions pour la garantie de la —, artistique et industrielle, *juin*, 418.
Population. Recensement de la — en Grèce, *janvier*, 152. — La — de la France en 1876 et en 1881, rapport du ministre de l'Intérieur, *septembre*, 424.
Presse. Statistique de la — en Suisse, *avril*, 134.
Progrès Les merveilles du — industriel, *avril*, 135.
Propriété (la) foncière et le système forrens, par M. Yves Guyot, *octobre*, 3.
Protectionnisme maritime. Exclusion des marins étrangers des examens de capitaine au long-cours et de maître au cabotage, *mai*, 281.
PRUSSE. Les finances de la —, par M. Paul Muller, *juin*, 369. — Le rachat des chemins de fer en —, *avril*, 33. — Le revenu en —, par le même, *décembre*, 410.
PUYNODE (G. DU). V. *État, Révolution*.
RAYS. Le marquis de —, *septembre*, 32.
Récolte. La — de 1882 et la fabrication du pain, *octobre*, 163.
REINACH (J.). V. *Misère*.
RENAUDIN (Edmond). V. *Ephémérides, Nécrologie, Poésie, Salon*.
Révolution. La crise financière de la —, par M. G. du Puynode, *juillet*, 5.
Revue des principales publications économiques en langue française, par

M. Rouxel, *mai*, 239, *août*, 238, *novembre*, 188.

Revue des principales publications économiques de l'étranger, par M. Maurice Block, *janvier*, 44, *avril*, 91, *juillet*, 49, *octobre*, 34.

Richesse. Qu'est-ce que la — ? lettre de M. E. Martineau, *novembre*, 239.

ROCHAS (A. DE). V. VAUBAN.

ROUXEL. V. *État, Misère, Revue.*

Russie. L'accroissement des dépenses militaires en —, *janvier*, 152. — Le 300^e anniversaire de l'annexion de la Sibirie à la —, 155.

Salon. Statistique du — de 1882, par Edmond Renaudin, *mai*, 294.

SAY (LÉON). V. *Finances.*

SCHAFFLE. V. *Economie politique.*

Socialisme. Un nouveau programme socialiste et libre-penseur, 322.

Société d'économie politique. Résumé analytique des séances et des sujets discutés en 1882 :

5 *janvier*. Le crédit agricole, 161.

6 *février*. La crise de la Bourse, 325.

6 *mars*. De la loi de juillet 1867 sur les Sociétés par actions. 488.

5 *avril*. L'enseignement de l'économie politique, 138.

5 *mai*. La mer intérieure en Afrique, 297.

5 *juin*. Des Bourses du travail et des grèves, 438.

5 *juillet*. D'une Caisse des invalides du travail, 104.

5 *août*. De l'emploi des plus-values d'impôt, 277.

5 *septembre*. Les caisses d'épargne scolaires, 441.

5 *octobre*. De la conversion du 5 0/0 107.

6 *novembre*. 40^e anniversaire de la Société, 257.

5 *décembre*. La recherche de la paternité, 469.

Sociétés. De la liberté des —, par M. Emile Ollivier, *avril*, 46. — Réforme de la législation sur les — par actions, par M. Mathieu-Bodet, *août*, 165.

Statistique (Société de) de Paris. Compte-rendu de ses séances dans les n^{os} de *mars*, 498; *mai*, 306; *juin*, 452; *juillet*, 123; *août*, 291; *octobre*, 128.

Statistique. Albums de — graphique des travaux publics, par M. Ad. Blaise, *mars*, 459.

TACHÉ (H.). V. *Congrès.*

Théâtres. Les incendies des —, d'après M. Felsch, *janvier*, 158.

TORRENS. V. *Propriété.*

Traités. Le — de commerce avec l'Angleterre et les droits sur les vins, par M. A. Lalande, *janvier*, 139. — Lettre de la Chambre de commerce de Bordeaux, au sujet de la rupture des négociations du —, *mars*, 470. — Historique des négociations du —, *avril*, 124. — Lettres de diverses Chambres en faveur du renouvellement du —, 127.

Tunnel. Le — sous la Manche, *février*, 318.

Valeur. Des éléments de la —, par M. Marcel Mongin, *septembre*, 369.

VALSERRES (JACQUES). V. *Banques, Nécrologie.*

VAUBAN. Pensées et Mémoires politiques inédits de —, publiés par M. A. de Rochas, *mai*, 169, *juin*, 329.

WALRAS (LÉON). V. *Monnaie.*

Edmond Renaudin.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME VINGTIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

N° 10. — Octobre 1882.

DE LA FIXITÉ DE LA VALEUR DE L'ÉTALON MONÉTAIRE, par M. LÉON WALRAS, professeur d'économie politique à l'Académie de Lausanne.....	5
LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET LE SYSTÈME TORRENS, par M. YVES GUYOT.....	13
LA TRANSFORMATION DU LUXE CHEZ LES PEUPLES MODERNES, À PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. BÉRARD-VARAGNAC.....	20
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER, par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut.....	34
LE 52 ^e CONGRÈS SCIENTIFIQUE DE L'ASSOCIATION BRITANNIQUE, par M. HENRY TACHÉ.....	60
LA MISÈRE MORALE, par M. ROUXEL.....	70
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	90
II. Discours prononcé par M. G. DU PUYNODE, à la séance d'ouverture du Conseil général de l'Indre.....	96
III. La récolte de 1882 et la fabrication du pain.....	103
IV. Congrès international des céréales à Vienne.....	106
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 5 octobre 1882.</i> — NÉCROLOGIE : M. H. ROZY. — ADMISSION D'UN NOUVEAU MEMBRE. — COMMUNICATIONS : Ordre du jour de la séance du 6 novembre : 40 ^e anniversaire de la fondation de la Société d'économie politique. — Inauguration du monument élevé à la mémoire de JOSEPH GARNIER. — Tendances économiques actuelles aux États-Unis : M. le général GIBSON. — DISCUSSION : De la conversion du 5 0/0. — OUVRAGES PRÉSENTÉS.....	107
CORRESPONDANCE. — I. Les caisses d'épargne scolaires, par M. FÉDÉRIC PASSY, membre de l'Institut.....	123
II. Les intérêts économiques français et le Saint-Gothard, par M. AUGUSTE CHÉROT.....	124
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.....	128
COMPTES RENDUS. — <i>Entretiens sur l'agriculture</i> , par M. G. FOUQUET ; — <i>La répartition métrique des impôts</i> , par M. A. TOUBEAU, comptes rendus par M. ROUXEL. — <i>Les Bambous</i> : Végétation, culture,	

multiplication en Europe et en Asie, par MM. AUGUSTE et CHARLES RIVIÈRE; compte rendu par M. AD.-F. DE FONTPERTUIS. — <i>Diccionario frances-español, basado en la parte francesa sobre el gran Diccionario de E. Littré, y en la parte española sobre el Diccionario de la lengua castellana</i> , por F. CORONA-BUSTAMANTE; compte rendu par M. EDMOND RENAUDIN.....	133
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — La question égyptienne. — Le canal de Suez. — Le Saint-Gothard et les intérêts français. — Le Saint-Gothard et les jardiniers de Berlin. — Le discours-programme de M. Depretis. — Le congrès d'hygiène et de démographie à Genève. — Le congrès de l'Institut de droit international à Turin. — Le congrès du parti populaire allemand à Carlsruhe. — Le congrès des jurisconsultes allemands à Cassel. — Le congrès des <i>Trades-Unions</i> à Manchester. — Situation des <i>Trades-Unions</i> . — Le congrès socialiste national ouvrier de Bordeaux. — Le congrès des Atrides socialistes et révolutionnaires à Saint-Etienne et à Roanne. — Opinion d'un journal américain sur la solution des démêlés entre les socialistes révolutionnaires français. — Par M. G. DE MOLINARI, rédacteur en chef.....	142
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE	155

N° 11. — Novembre 1882.

LA POLITIQUE FINANCIÈRE DE LA FRANCE , par M. LÉON SAY, membre de l'Institut	157
LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE ET L'UNION OUVRIÈRE NHIILISTE DU MIDI DE LA RUSSIE , par M. EDMOND DE MOLINARI, agent consulaire de France à Kiew.....	1 6
REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE , par M. ROUXEL.....	188
LE 25^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION ANGLAISE DES SCIENCES SOCIALES , par M. HENRY TACHÉ.....	212
DE LA SUPPRESSION DES LIVRETS D'OUVRIERS , par M. CH. GOMEL, maître des requêtes au Conseil d'État.....	123
CORRESPONDANCE. — Qu'est-ce que la richesse? par M. G. MARTINEAU.....	239
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	246
INAUGURATION DU MONUMENT ÉLEVÉ A LA MÉMOIRE DE JOSEPH GARNIER.	255
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — <i>Réunion du 6 novembre 1882.</i> — Quarantième anniversaire de la fondation de la Société. Discours de MM. Léon Say, A. Courtois, d'Esterno, Frédéric Passy, E. Levasseur et Morety Prendergast.....	257
COMPTES RENDUS. — <i>La future Constitution de la France, ou les Lois morales de l'ordre politique</i> , par M. HIPPOLYTE DESTREM; compte rendu par M. COURCELLE-SENEUIL.....	23
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — Ouverture de la session parlementaire. Déclaration du ministre. — L'affaire de Montceau-les-Mines et	

la dynamite à Lyon. — Ce que veulent les apôtres de la dynamite. Les programmes anarchistes et collectivistes. — La concurrence appréciée par <i>le Prolétaire</i> . — Les vers de <i>la Marianne</i> . — Les moyens de réprimer « la propagande du fait ». — La situation à Montceau-les-Mines, d'après M. Ch.-M. Limousin. — La grève des ouvriers en meubles sculptés au faubourg Saint-Antoine. — Les effets des grèves. — La liberté du travail et les ouvriers Lillois. — Les <i>Unionistes</i> anglais et les grévistes français — La <i>Bourse du Travail</i> . — M. Clémenceau et le dogme de la propriété. — La suppression de la subvention du théâtre à Lyon. — L'histoire édifiante de la Banque communale de Skopine. — Le socialisme d'Etat en matière de canaux. — M. Paul Leroy-Beaulieu et la concurrence en matière de chemins de fer. — La querelle Stanley et Savorgan de Brazza. — Le Congrès bimétalliste de Cologne. — Le Congrès de la paix à Bruxelles. — Mort de M. Jacques Valserres. — Par M. G. DE MOLINARI	331
---	-----

N° 11 — Décembre 1882.

LEÇON D'OUVERTURE DU COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE M. ÉMILE CHEYSSON, à l'École libre des sciences politiques.....	349
UNE NOUVELLE DÉFINITION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, par M. MAURICE BLOCK, membre de l'Institut	376
UN COUP D'ŒIL SUR L'HISTOIRE DU DROIT COMMERCIAL, par M. F. MALAPERT, professeur de droit commercial au Conservatoire des arts et métiers.....	395
LE REVENU EN PRUSSE, par M. PAUL MULLER.....	410
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, DU 1 ^{er} SEPTEMBRE AU 30 NOVEMBRE 1882, par M. JOSEPH LEFORT....	414
DE LA SUPPRESSION DES LIVRETS D'OUVRIERS (suite et fin), par M. CH. GOMEL, maître des requêtes au Conseil d'Etat.....	425
BULLETIN. — I. Publications du <i>Journal officiel</i>	445
II. Le parti anarchiste et ses doctrines.....	452
III. De quelques formes récentes de l'activité britannique.....	466
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réunion du 5 décembre 1882. — NÉCROLOGIE : M. Jacques Valserres et Motheré. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES. — COMMUNICATIONS : Nouvelles de l'enseignement de l'économie politique. — DISCUSSION : La recherche de la paternité. — OUVRAGES PRÉSENTÉS.....	469
SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS	486
COMPTES RENDUS. — <i>Histoire du prolétariat ancien et moderne</i> , par M. VILLARD ; compte rendu par M. Ad.-F. de FONTPERTUIS.....	492
CHRONIQUE ÉCONOMIQUE. — L'article de M. Léon Say sur <i>la politique financière de la France</i> . — La discussion du budget à la Chambre des députés. — Discours de M. Frédéric Passy sur l'augmentation de l'impôt sur les valeurs mobilières. — M. Léon Roquet et les	

courses plates, au galop et au trot. — Avons-nous besoin d'un ministère des colonies? — Les exploits de la colonisation officielle en Algérie. — L'expropriation des terres des indigènes. — Les délégués des <i>Trades Unions</i> et le tunnel de la Manche ; discours de M. Léon Say. — Comment on diminue les charges des contribuables en Allemagne. — La réduction de l'impôt des classes et l'augmentation des impôts indirects. — La prohibition de la langue française dans la délégation d'Alsace-Lorraine. — Les finances de l'Autriche-Hongrie. — Ouverture des Chambres italiennes. — Les effets du militarisme et du socialisme d'État en Italie. — L'augmentation des impôts en Grèce. — La construction des forteresses et des navires de guerre en Russie. — La suppression du transit transcaucasien. — L'établissement d'un lien organique entre le théâtre national et la presse. — Le message du président des États-Unis. La situation financière et la diminution du tarif des douanes. — Réclamation de M. de Comberousse. — M. Louis Blanc. — M. Jules Kindt. — Par M. G. DE MOLINARI.....	495
BIBLIOGRAPHIE ÉCONOMIQUE.....	514
TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARTICLES ET DES NOMS D'AUTEURS CONTENUS DANS LES QUATRES VOLUMES DE L'ANNÉE 1882.....	517
TABLE DES MATIÈRES DU T. XX ^e , 4 ^e série.....	521

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME XX, 4^e SÉRIE.

